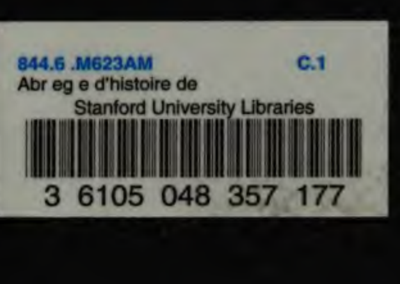



LELAND·STANFORD·JVNIOR·VNIVERSITY



ABRÉGÉ

D'HISTOIRE DE FRANCE

TEMPS MODERNES

NOUVELLE COLLECTION IN-18 JÉSUS

HISTOIRE, ÉRUDITION, CRITIQUE

Abrégé d'Histoire de France, par J. MICHELET. — *Moyen âge*. 1 vol. in-18 jésus, avec cartes, broché. . . . . 4 »

Précis de la Révolution française, par J. MICHELET, 1 vol. in-18 jésus avec cartes, broché. . . . . 4 »

Notre France, sa géographie, son histoire, par J. MICHELET. 1 vol. in-18 jésus, avec cartes, broché. 3 50

Extraits historiques de J. Michelet, choisis et annotés par M. SEIGNOBOS, docteur ès lettres. Seule édition autorisée, publiée sous la direction de madame Michelet. 1 vol. in-18 jésus, broché. . . . . 3 »

Anthologie des œuvres de J. Michelet. Extraits littéraires choisis et annotés par M. SEIGNOBOS, docteur ès lettres ; sous la direction de madame Michelet. 1 vol. in-18 jésus, de 500 pages, broché. . . . . . 4 »

Histoire de la civilisation française depuis les origines jusqu'à nos jours, par M. ALFRED RAMBAUD, professeur à la Faculté des lettres de Paris. 2 vol. in-18 jésus, brochés. . . . . 8 »

Histoire de la civilisation contemporaine en France, par M. ALFRED RAMBAUD, professeur à la Faculté des lettres de Paris. 1 vol. in-18 jésus, broché. . . . . 5 »

L'Expansion de l'Angleterre, par J.-R. SEELEY, professeur à l'Université de Cambridge. Traduit de l'anglais par M. le colonel J.-B. BAILLE et M. ALFRED RAMBAUD, professeur à la Faculté des lettres de Paris, avec une préface de M. ALFRED RAMBAUD. 1 vol. in-18 jésus, broché. . . 3 50

Courte Histoire de Napoléon Ier, suivie d'un essai sur sa personnalité et sur sa carrière, par J.-R. SEELEY, professeur à l'Université de Cambridge, traduit par J.-B. BAILLE. 1 vol. in-18 jésus, broché. . . 3 50

La France et l'Irlande pendant la Révolution (*Hoche et Humbert*), d'après les documents inédits des archives de France et d'Irlande, par M. E. GUILLON, docteur ès lettres, agrégé de l'Université, avec une préface de M. Hippolyte Carnot. 1 vol. in-18 jésus, broché. 3 50

Études sur l'histoire religieuse de la Révolution française, par M. A. GAZIER, maître de conférences à la Faculté des lettres de Paris. Depuis les États généraux jusqu'au Directoire. 1 vol. in-18 jésus, br. 3 50

Les Héros. Le Culte des Héros, l'Héroïque dans l'histoire, par CARLYLE, traduction et préface de M. J.-B.-J. IZOULET-LOUBATIÈRES, agrégé de l'Université, professeur de philosophie au lycée Condorcet. 1 vol. in-18 jésus, broché 3 50

Racine et Victor Hugo, par PAUL STAPFER, professeur à la Faculté des lettres de Bordeaux. 1 vol. in-18 jésus, broché. 3 50

Rabelais, sa personne, son génie, son œuvre, par M. PAUL STAPFER. 1 vol. in-18 jésus, broché. . . . . 4 »

Paris. — Imp. E. CAPIOMONT et Cie, rue des Poitevins, 6.

ABRÉGÉ
D'HISTOIRE DE FRANCE

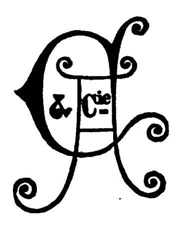
PAR

J. MICHELET

NOUVELLE ÉDITION ACCOMPAGNÉE DE CARTES

Ouvrage honoré d'une souscription ministérielle, adopté pour les bibliothèques scolaires et approuvé par la Commission des livres de prix de la Ville de Paris.

TEMPS MODERNES



PARIS
ARMAND COLIN ET C[ie], ÉDITEURS
1, 3, 5, RUE DE MÉZIÈRES
1890

F.

CHAPITRE PREMIER

CHARLES VIII EN ITALIE. — BATAILLE DE FORNOUE. — RETOUR EN FRANCE. — PRÉDICATION ET MORT DE SAVONAROLE.

Charles VIII (1483-1491). — Le 31 décembre 1494 à trois heures de l'après-midi, l'armée de Charles VIII entra dans Rome, et le défilé se prolongea dans la nuit, aux flambeaux. Les Italiens contemplèrent, non sans terreur, cette apparition de la France, entrevoyant chez les *barbares* un art, une organisation nouvelle de la guerre, qu'ils ne soupçonnaient pas.

L'armée, forte de 60 000 hommes au passage des Alpes, ayant laissé des corps détachés sur tout son chemin, n'en comptait guère, à Rome, plus de 30 000. Mais c'était le nerf même, les plus lestes et les mieux armés; pour être dégagée des faibles et des traînards, elle n'était que plus redoutable.

Ce qu'il y avait de moins imposant dans l'armée, c'était sans contredit le roi Charles VIII, jeune homme faible et

relevé naguère de maladie, petit, la tête grosse, visiblement crédule et sans méchanceté; il était tout entouré de cardinaux, généraux, grands seigneurs. Mais les vrais rois, ses conseillers intimes, étaient son valet de chambre, de Vesc, et un ancien marchand, Briçonnet; l'un déguisé en sénéchal, l'autre en prélat. C'étaient eux qui, depuis dix ans, animaient le jeune homme, le préparaient à cette expédition, malgré sa sœur Anne de France et tous les vieux conseillers de Louis XI. A quatorze ans, il demandait qu'on lui fit venir un *portrait de Rome.*

On avait cru, à la mort de Louis XI, que son ouvrage, œuvre d'art très pénible, retomberait en poudre. Cette œuvre, l'unité de la France, avait pourtant sa légitimité naturelle qui devait la perpétuer. L'unité qui naissait dans la décomposition de la tyrannie féodale au XIIIe siècle avait été, il est vrai, brisée de nouveau par la maladresse des rois, qui refirent une seconde féodalité. Louis XI avait expié cette faute, et, par un miracle de patience et de ruse, écrasé celle-ci à la sueur de son front. Mais était-elle vraiment anéantie, et n'allait-elle pas reparaître?

Il y avait apparence. Lui mort, l'impôt cessa; plus d'argent, plus de Suisses, ils partirent tous. La royauté désarmée, avec un roi de treize ans, sous une sœur de vingt, gisait à terre : princes et grands, nobles, clergé, tous accourent, crient, pendent ses domestiques, mais ils ne peuvent ramasser le pouvoir. Le plus vivant encore, après tout, c'était le mort. Et le plus terrible. Il n'y en avait pas un qui ne pâlit et ne claquât des dents, s'il eût reçu à l'improviste un parchemin signé : Loys.

États généraux (1484). — Ces pauvres gens, princes et seigneurs, le duc d'Orléans en tête, n'ayant aucune force en eux, en demandent à une ombre, à cette cérémonie qu'on appelait les *États généraux*. Je suis fâché de voir que tous les historiens se soient trompés sur ces États de

1484, qui ne sont autre chose qu'une réaction de l'aristocratie. Rien qui ressemble moins aux vrais et sérieux États de 1357, qui furent la nation même, autant qu'on pouvait la représenter alors. Ceux de 1484 furent une comédie. De grandes provinces, comme la Guyenne, la Provence, daignèrent à peine y prendre part. Paris, qui avait fait 1357 et 1409, sous Marcel et les Cabochiens, sentit parfaitement qu'il n'y avait rien à faire.

Les deux provinces où les rois de clocher se trouvaient le plus forts, étaient la Normandie et la Bourgogne. Et ce furent elles aussi qui parlèrent le plus *pour le peuple*. Un député surtout étonna l'assemblée, le Bourguignon Philippe Pot, docile courtisan de Charles le Téméraire, puis de Louis XI. Ce spirituel parleur (l'un des brillants conteurs des *Cent Nouvelles*) fit taire tous ces amis du peuple, en passant de cent lieues tout ce qu'ils avaient dit. « Tout pouvoir vient du peuple, dit-il, tout pouvoir lui retourne. Et par le peuple, j'entends tout le monde ; je n'en excepte aucun *habitant* du royaume.

« Le peuple a fait les rois, et c'est pour lui qu'ils règnent... Le roi manquant, la puissance appartient aux États. »

Tout avorta. La langue d'oil et la langue d'oc ne purent jamais s'entendre. Les hommes du parti d'Orléans ne tirèrent rien des États pour leur prince, qu'un peu d'argent ; du parlement, que la mort du barbier de Louis XI ; de Paris, qu'ils régalèrent fort de fêtes et de caresses princières, rien que des mots timides.

Anne de Beaujeu; son œuvre. — Cette réaction hypocrite de l'aristocratie trouva sa barrière, son obstacle, un second Louis XI, dans sa très ferme et politique fille, Anne de France, et dans Pierre de Beaujeu, son mari, cadet de Bourbon, qui, sans titre ni pouvoir légal, régnèrent sous Charles VIII. La France était pour Anne en réalité, et elle put sauver l'œuvre du dernier règne, conservant

au royaume ses barrières récemment conquises, cette belle ceinture de provinces nouvelles. Elle la ferma par la Bretagne dont Charles VIII épousa l'héritière.

Le spectacle est curieux de voir cette femme de vingt ans, entourée, il est vrai, du chancelier et autres conseillers de Louis XI, reprendre la vie de son père, déjouer comme lui une *ligue du bien public*, qu'on nomma très bien la *guerre folle*. Une première victoire ne fit qu'augmenter le danger. Les ligués appelaient Maximilien des Pays-Bas, Richard III d'Angleterre, l'horrible Richard III. Elle lui lança un concurrent, Tudor. Ce Tudor, Henri VII, aidé par elle, arme contre elle tout d'abord, passe en France, d'accord avec Maximilien et Ferdinand le Catholique. La France craint un démembrement, et dans Maximilien elle voit l'Empereur, le souverain des Pays-Bas, qui, par un mariage, va s'emparer de la Bretagne. Anne y met trois armées, devance Maximilien, prend l'héritière, la marie à Charles VIII. Elle peut alors, avec toutes ses forces disponibles, montrer les dents aux alliés, qui restent impuissants, ne trouvant ici aucune prise.

Une mesure étonnante pour les contemporains de Commines, de Machiavel, ce fut celle qu'on avait louée dans saint Louis, et qu'on blâma dans Charles VIII, celle d'ouvrir son règne par une restitution. A ses voisins, Maximilien et Ferdinand, il rendit les conquêtes de Louis XI, le Roussillon, la Franche-Comté et l'Artois, ne leur demandant rien que de lui permettre de les couvrir des Turcs et de respecter en lui le défenseur de la chrétienté.

Savonarole. — « O Italie! ô Rome! je vais vous livrer aux mains d'un peuple qui vous effacera d'entre les peuples. Je les vois qui descendent affamés comme des lions. La peste vient avec la guerre. Et la mortalité sera si grande, que les fossoyeurs iront par les rues, criant : Qui a des morts? Et alors l'un apportera son père et l'autre son fils...

O Rome ! je te le répète, fais pénitence! Faites pénitence, ô Venise! ô Milan !... »

Ces paroles heurtées, brisées à chaque instant, mêlées de cris, de larmes, de sanglots, des douloureux silences d'une douleur trop pleine qui ne se fait plus jour, étaient recueillies, prises au vol, pour ainsi dire, dans les églises de Florence par les nombreux croyants. Ils les ont écrites et transmises. Nous entendons encore, dans son incohérence naïve et pathétique, la voix de ce vrai prophète, Jérôme Savonarole. Cette voix d'un monde fini, à travers le bûcher, à travers les flammes et les siècles, est venue jusqu'à nous.

Des hommes de génie bien divers ont écouté Savonarole, et lui portent témoignage, Michel-Ange, Commines et Machiavel.

Que fut-il? une idée? Non. Il ne fut rien qu'une voix de douleur, la voix de la mort du pays.

Voix sainte? Oui. Mais fut-elle innocente politiquement? On a pu en douter. Celui qui proclame la mort, c'est celui qui l'achève. En attendrissant tellement le mourant sur lui-même, il peut finir son dernier souffle. Il révèle du moins le secret de son agonie.

Savonarole fut un vrai voyant pour la mort et le désespoir. Son erreur fut le songe de la restauration du droit par l'étranger. En son cœur pur, le vieux péché héréditaire de l'Italie eut pourtant une place, la foi à la justice étrangère, l'appel au podestat barbare. Ce podestat, pour Dante, est l'Allemand, masqué du faux nom de César; pour Savonarole, le Français, sous son faux nom de très chrétien.

La France et l'Italie; Ludovic le More. — Les Français eurent de très mauvais initiateurs en Italie, les Suisses et Allemands de leur avant-garde, qui, quoique venus souvent dans le pays, n'y comprenaient rien et le détestaient, qui s'y rendaient malades en s'engloutissant dans les caves, et se figuraient toujours qu'on les empoisonnait.

La découverte de l'Italie avait tourné la tête aux nôtres; ils n'étaient pas assez forts pour résister au charme.

Le mot propre est découverte. Les compagnons de Charles VIII ne furent pas moins étonnés que ceux de Christophe Colomb.

Excepté les Provençaux, que le commerce et la guerre y avaient souvent menés, les Français ne soupçonnaient pas cette terre ni ce peuple, ce pays de beauté, où l'art, ajoutant tant de siècles à une si heureuse nature, semblait avoir réalisé le paradis de la terre.

Dans la misérable situation où était l'Italie, les intérêts de famille dominaient tout. La brouillerie de trois familles et de trois femmes avait été l'occasion décisive qui entraîna l'invasion. Les trois femmes étaient Béatrix d'Este, Isabelle d'Aragon, Alfonsine Orsini.

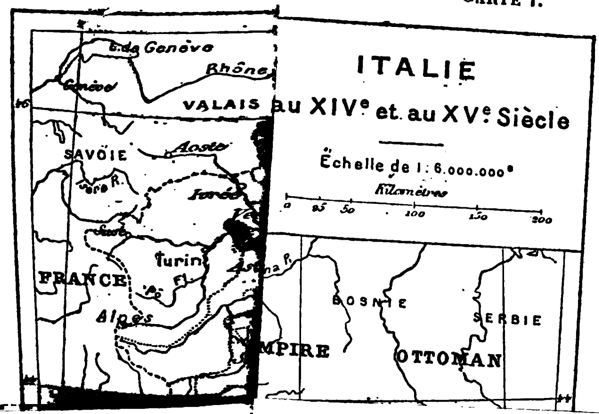
Béatrix, la jeune et brillante fille du duc d'Este, sortie de cette cour qu'ont illustrée l'Arioste et le Tasse, avait besoin d'un trône et siégeait sur celui de Milan. Son mari, noir et vieux, n'était pas duc de Milan, mais simplement régent pour son jeune neveu, Jean-Galéas Sforza, maladif, incapable, qu'il tenait enfermé. Ce régent, Ludovic le More, habile homme et faible mari, ne pouvait quitter le pouvoir pour le céder à un idiot; Béatrix ne l'eût pas permis.

Le jeune duc cependant, dans sa réclusion, n'en avait pas moins épousé la fille du roi de Naples, Isabelle d'Aragon. C'était une princesse ardente et fière, jalouse surtout de Béatrix, qui trônait dans la plus belle cour de l'Europe, pendant qu'Isabelle se consumait près d'un malade dans une prison. Elle se plaignait à son père, qui menaçait Ludovic et le sommait de rendre le trône à son neveu.

Ludovic jusque-là avait été couvert au sud par l'alliance de Florence. Il n'avait pas à craindre qu'elle ouvrît le passage au roi de Naples, tant qu'elle fut gouvernée par Laurent le Magnifique, prudent arbitre de l'équilibre italien.

E,

CARTE I.


ITALIE
au XIVe et au XVe Siècle
Échelle de 1 : 6.000.000e
Kilomètres
0 25 50 100 150 200
L. de Genève
Rhône
Genève
VALAIS
SAVOIE
Aoste
Isère R.
Ivrée
Suse
Turin
FRANCE
Pô Fl.
Alpes
BOSNIE
SERBIE
MPIRE
OTTOMAN

Tout changea à la mort de Laurent. Son fils Pierre, qu'il avait eu d'une Romaine, Clarisse Orsini, avait lui-même épousé Alfonsine Orsini, fille du connétable de Naples. Romain, Napolitain de cœur, élevé par sa mère, entretenu par sa femme dans un orgueil de prince, Pierre prit hautement parti pour la légitimité princière, rompit la vieille alliance milanaise, menaça Ludovic, le força d'appeler les Français.

Ainsi c'était la guerre de trois cours et de trois femmes.

Guerre d'Italie (1494-1498). — Tous les nôtres déjà étaient du parti d'Isabelle, la fille de notre ennemi, le roi de Naples. Le roi cède; il voit ce mourant; il voit l'infortunée princesse, qui embrasse ses genoux, les arrose de larmes. Il ne dit rien; mais Ludovic comprit son cœur, sentit qu'il était contre lui, il le sentit bien mieux quand Charles VIII à peine entré dans la Toscane, lui renvoya ses troupes italiennes. Il ne lui resta plus, après nous avoir appelés en Italie, qu'à faire en sorte que nous y périssions. Galéas mourut à point, et l'on crut généralemeut que Ludovic l'avait empoisonné.

Un premier fort ayant été pris et tout tué, Pierre de Médicis perd la tête. Il ouvre les forteresses qu'il avait voulu défendre. Florence profite de son trouble, le chasse, reprend sa liberté. Le pouvoir est aux mains de ceux qui avaient appelé, prophétisé l'invasion. Ils arrivent pleins de joie à Lucques pour saluer le roi; il leur tourne le dos.

Il était déjà sous l'influence des agents des Médicis. Il voyait dans son ignorance, Pierre comme un roi chassé par ses sujets.

A Pise, on vit un mort d'un siècle qui portait la parole, et presque au milieu du discours, un mort de cinquante ans parla. Ces morts, c'étaient les républiques de Pise et de Florence, la première étouffée par l'autre, toutes deux réveillées à la fois (même jour, 9 novembre).

Pise. — Florence. — Le roi entrait à Pise. Il marchait, entouré de tous ses capitaines, vers le fameux *Duomo*, où il allait entendre la messe. Il traversait, entre la tour penchée, le baptistère et le *Campo-Santo*, cette place vénérable, pleine des hautes antiquités du lointain moyen âge. Au seuil du temple, un homme se jeta à lui, effaré, comme un frénétique; il prit le roi aux genoux et embrassa ses jambes. Il parlait en français et avec une grande volubilité. Le roi ne put pas s'en tirer qu'il ne lui fît un long discours. C'était l'histoire de Pise, la plus tragique d'Italie, ville morte en une fois, en un jour, quand tout son peuple fut emporté à Gênes; puis vendue aux marchands, aux Médicis, qui ont sucé sa vie, ont détruit son commerce, lui ont fermé la mer; et la terre elle-même par une négligence voulue et meurtrière a été changée en marais; plus de canaux; la fièvre organisée pour l'extermination d'un peuple.

Cependant, grâce à Dieu, au bout de cent années, la liberté venait... A ce mot *liberté*, le seul que le peuple entendit, il s'éleva de la foule un concert de cris et de larmes qui perça le cœur des Français. Un conseiller du parlement du Dauphiné, qui s'appelait Rabot, qui était en faveur et que le Roi venait d'attacher à son hôtel, dit fortement : « Pour Dieu, Sire! voilà chose piteuse! Vous devriez bien octroyer... Il n'y a jamais eu de gens si maltraités que ceux-ci!... » Le roi, sans trop songer, répondit vaguement qu'il ne demandait pas mieux. Rabot le quitte à l'instant même, retourne vers le parvis où était la foule du peuple : « Enfants! Le Roi de France entend que votre ville ait ses franchises... »

« Vive la France! vive la liberté! » Tous se précipitent au pont de l'Arno. Le grand lion de Florence, qui était là sur une colonne, est emporté par l'ouragan, et va, la tête en bas, s'enterrer dans le fleuve.

Sans malice, dans son ignorance, le roi avait tranché le grand procès des siècles. Ce procès n'était pas celui de Pise et de Florence : c'était celui de toutes les villes sujettes, celui des cités souveraines.

Le roi n'avait pas quitté Pise qu'au milieu de la joie du peuple, qui brisait les lions de Florence, arrivent les envoyés florentins, Savonarole en tête.

« Enfin tu es venu, ministre de la justice, ministre de Dieu; c'est toi que, depuis quatre ans, le serviteur inutile qui te parle prédisait sans te nommer. Nous te recevons avec un cœur satisfait, avec un visage joyeux. Ta venue a exalté les âmes de tous ceux qui aiment la justice. Ils espèrent que par toi Dieu abaissera les superbes, exaltera les humbles et renouvellera le monde. Viens donc joyeux, tranquille et triomphant, puisqu'il t'envoie Celui qui triompha pour nous sur le bois de la croix. Néanmoins, ô Roi très chrétien! écoute mes paroles et grave-les dans ton cœur... Ne sois point l'occasion de multiplier les péchés ; protège l'innocence, les veuves, les épouses du Christ qui sont aux monastères. D'autre part, sois clément, à l'exemple de ton Sauveur. S'il y a des pécheurs dans Florence, il y a des serviteurs de Dieu. Pardonne! Christ a bien pardonné? »

Le roi ne répondit que des paroles vagues, et, sur la route encore, il refusa de dire comment il venait à Florence. La nouvelle république, qui se recommandait de lui, qui venait de mettre ses lis sur le drapeau national, fut obligée à tout hasard de se mettre en défense à l'approche d'un si étrange ami. Chaque propriétaire fit venir ses paysans, les arma, se pourvut de vivres, de munitions, enfin se tint prêt pour un siège.

Cependant le petit peuple, sans défiance, va au-devant du roi avec de joyeuses acclamations; le clergé chante des hymnes. Lui, si bien accueilli, il entre en appareil de

guerre, les armes hautes, la lance à la cuisse. Établi au palais des Médicis, il répond aux hommages des magistrats qu'il a conquis Florence, qu'il est chez lui. Gouvernerait-il par lui-même ou par les Médicis? C'était la seule question. Les Florentins protestèrent, et des deux côtés, l'attitude devint très menaçante.

Cependant les conseillers de Charles VIII, regardant bien Florence, cette grande population, ces hautes et massives maisons de pierre, ces rues étroites où une armée peut, sans combattre, être écrasée des toits, commencèrent à songer.

Aplatis tout à coup, ils tombèrent honteusement à demander une somme d'argent, se contentant de rançonner la ville amie et alliée qu'ils désespéraient de prendre.

Mais cette somme, ils la voulaient énorme. Les Italiens qui reprenaient courage, refusèrent net. L'un deux, arrachant le papier, dit : « Sonnez vos trompettes; nous sonnerons nos cloches. » Enfin, pour cent vingt mille florins, le roi les tint quittes et partit. Pour cette somme, il faisait une triste concession; il abandonnait Pise, ne stipulant pour elle que le *pardon de ses offenses*.

Charles VIII à Rome (31 décembre 1494). — Quand Charles VIII entra dans Rome, le 31 décembre 1494, le pape Roderic Borgia, le fameux Alexandre VI, monté récemment au pontificat, n'était pas encore le personnage illustre qui a laissé une telle trace dans l'histoire. C'était un homme de soixante ans, fort riche, qui maniait depuis quarante ans les finances de l'Église et percevait les droits du sceau. Il était à son avènement le plus grand capitaliste du sacré collège.

Selon un récit populaire, le pape aurait fait dire au roi qu'il ne lui conseillait pas de venir à Rome, parce qu'il y avait peste et famine; que, de plus, son arrivée mettrait le

Turc en Italie. A quoi le roi aurait répondu en riant qu'il ne craignait pas la peste ; que la mort serait le repos de son pèlerinage ; qu'il ne craignait pas la faim ; qu'il venait pourvu de vivres pour rétablir l'abondance ; et que, pour le Turc, ne demandant qu'à le combattre, il lui saurait gré de venir, de lui épargner moitié du chemin.

Soumission d'Alexandre VI. — Le pape fit dire au roi dignement qu'il était prêt à recevoir son serment d'obédience. Le roi, répondit : « D'abord, je veux ouïr la messe à Saint-Pierre ; je dînerai ensuite ; après quoi, je le recevrai. »

Le président du parlement de Paris régla les conditions : 1° continuation du privilège secret qu'avaient le Roi, la Reine et le Dauphin (celui de pouvoir entendre la messe, même étant excommuniés) ; 2° l'investiture du royaume de Naples ; 3° la reddition du frère du sultan.

Le premier article accordé, les deux autres, le pape comptait les éluder. Au lieu de l'investiture expresse, il donna la *rose d'or*, signe de distinction que les papes donnaient aux rois défenseurs de l'Église. Pour Gem, le frère de Bajazet, il affecta de le consulter, lui demanda devant le Roi s'il voulait rester à Rome ou suivre le Roi de France. Le prisonnier, homme supérieur par l'intelligence et sentant à merveille le péril de sa situation, refusa d'avoir un avis. « Je ne suis pas traité comme sultan, dit-il ; qu'importe à un prisonnier d'aller ou de rester ! » Le pape, embarrassé, dit qu'il n'était pas prisonnier, que tous deux ils étaient rois, qu'il n'était que leur interprète. Charles VIII n'insista pas en présence de Gem, mais trois jours après se le fit livrer. L'ambassadeur de Ferdinand le Catholique, qui suivait le Roi et qui n'avait rien dit à Rome, imagina, entre Rome et Naples, de faire une grande scène de protestation qui pût relever le courage du parti espagnol de Naples.

Cet éclat ne servit à rien. Tout échappa aux Aragonnais, l'armée et les places et le peuple. Le vieux Roi meurt. Son

fils Alfonse se sauve. Son fils, le jeune Ferdinand, perd terre, passe dans Ischia. Les seuls forts qui résistèrent furent emportés et tout tué. La terreur gagne le royaume, elle passe l'Adriatique. Les Turcs voient le drapeau français en face, prennent la panique, se sauvent, abandonnent les forts d'Albanie. Les Grecs achètent des armes, prêts, disent-ils, à tuer tous les Turcs au débarquement des Français.

Les Français à Naples. — Charles VIII débuta à Naples par une mesure qui eût gagné le peuple s'il y avait eu un peuple : il réduisit l'impôt à ce qu'il était du temps de la maison d'Anjou. La réduction n'allait pas à moins de deux cent mille ducats. La conduite des Français était contradictoire. Ils voulaient tout, arrachaient tout, emplois et fiefs, et, d'autre part, ils ne voulaient pas rester; ils n'aspiraient qu'à retourner chez eux; ils redemandaient la pluie, la boue du Nord sous le ciel de Naples. Quand ils apprirent la ligue de l'Italie avec l'Empereur et l'Espagne, cette effrayante nouvelle les mit dans la plus grande joie. Ils espérèrent perdre l'Italie et pouvoir retourner chez eux. Ils en firent deux *sotties*.

Le Roi y assista et en rit de tout son cœur.

Le 12 mai, autre pièce où l'acteur fut le Roi. En manteau impérial, la couronne d'Orient en tête, il fit une entrée solennelle dans Naples. Ne faisant la croisade, il fit tout d moins le triomphe.

Retour en France. — C'était pourtant une question d savoir si ce triomphateur pourrait rentrer chez lui. L jeunesse qui l'entourait, outrecuidante et méprisante, n'a vait pas là-dessus la moindre inquiétude. Venise cepen dant et Ludovic avaient en un moment fait une gross armée de quarante mille hommes. Le Roi s'affaiblissa encore au retour par des détachements, n'en avait qu neuf mille (en comptant les valets) quand il trouva l'en

nemi sur les bords du Taro, à Fornoue, dans les Apennins.

Bataille de Fornoue (6 juillet 1495). — Cette bataille fut la dérision de la prudence humaine. Tout ce qu'on pouvait faire de fautes, les Français le firent, et ils vainquirent. D'abord, leur excellente et redoutable artillerie, ils ne s'en servirent pas, la laissèrent de côté. Ils ne voulaient, disaient-ils, que passer leur chemin; mais ils passaient plus ou moins vite, de sorte que l'avant-garde, le corps de bataille et l'arrière-garde se trouvèrent séparés par de grandes distances. Le marquis de Mantoue, Gonzague, très bon général italien, qui les voyait si mal en ordre de l'autre côté d'un torrent presque à sec qui les séparait, avait beau jeu pour se jeter entre eux, les couper et les écraser. Les Stradiotes, très bons soldats grecs de Venise, chevau-légers, armés de cimeterres orientaux, devaient pénétrer dans les files de la lourde gendarmerie française, et, de côté, faucher, poignarder les chevaux. Cette manœuvre eût été terrible; heureusement, le Milanais Trivulce, qui la connaissait bien et la prévit, trouva une diversion. Il laissa sans défense, à leur discrétion, le camp du roi, ses brillants pavillons, les coffres et malles, les mulets richement chargés. Il était sûr que ces pillards se jetteraient sur cette proie et laisseraient là la bataille. C'est ce qui eut lieu en effet.

Des deux côtés, les hommes d'armes donnèrent des lances avec une extrême vigueur; toutefois, il y avait cette différence que les chevaux des Italiens étaient plus faibles, leurs lances légères et souvent creuses. Après le premier choc, ils n'avaient plus rien que l'épée.

Le roi était au premier rang; nul ne le précédait que le bâtard de Bourbon, qui fut pris. Les choses étaient si mal prévues, que par trois fois il resta seul, attaqué par des groupes de cavaliers, et ne s'en démêla que par la force et la furie de son excellent cheval noir.

La perte des Italiens fut énorme, trois mille cinq cents

morts en une heure. Cela tient à ce que les valets françа armés de haches, taillèrent et mirent en pièces tout ce q était à terre. Il n'y eut pas de prisonniers. Nombre de va lants Italiens restèrent sur le carreau, entre autres les Go zague, parents du général, qui étaient cinq ou six, et firent tous tuer.

L'Italie abandonnée.—On est saisi de douleur et de hor en voyant avec quelle légèreté barbare une politique inep gaspilla, détruisit le plus précieux bien de la France, l' mour qu'elle inspirait. Le dévouement enthousiaste Pise pour cette généreuse armée, la fanatique religion Florence pour l'alliance des lis qu'elle avait mis dans s drapeau, c'étaient là des trésors qu'il fallait garder à tout pr

La fidélité de Florence fut une chose inouïe. Nous l enlevons Pise; elle persiste, reçoit le roi avec des hymn Toute son influence se dissout en Toscane; Lucqu Sienne, Arezzo, de petites bourgades, tout se rit de Fl rence. Et elle n'en est pas moins pour nous. La ligue gén rale de l'Italie contre le roi ne parvient pas à l'entraîn Loin de là; c'est à ce moment que le parti français porté par le peuple au gouvernement.

L'honneur éternel de Savonarole et de son parti, c' de n'avoir péri que par sa générosité. Les aristocrat d'accord avec lui pour chasser les Médicis, voulaient plus commencer contre eux et leurs nombreux amis u carrière de proscriptions, de confiscations, de vengeanc lucratives. Le parti des saints refusa; Savonarole exig l'amnistie. Dès ce jour, il signa sa mort. Il avait ôté le fre de terreur qui contenait ses ennemis. Rassurés, tous s' nirent. Les *bigi*, les *compagnacci*, se réconcilièrent cont lui; la ligue universelle des princes, des prêtres et d sceptiques, des athées et des moines, se forma contre prophète et le mena au bûcher.

Né Lombard, Savonarole s'était fait Florentin; il avai

non sans raison, élu le peuple de Florence; il voyait, et très justement, que ce peuple, avec tous ses vices, était l'intelligence au plus haut degré, la tête et le cerveau du monde. Perdre l'amour de Florence, c'était pour lui mourir. Il avoue sa tendresse et sa douleur avec une extrême faiblesse qui arrache les larmes : « O Florence! pour toi, je suis devenu fou... Hélas! Seigneur! je suis fou de ce peuple. Je vous prie de me pardonner! »

Savonarole déclaré hérétique (mai 1497). — Au mois de mai 1497, le pape le déclara hérétique, condamnant comme tels ceux qui approcheraient de lui.

Il ne fallait plus qu'un prétexte pour livrer à la mort un homme qui compromettait Florence dans ses intérêts les plus chers.

Le prétexte fut celui-ci : Savonarole, dans un mouvement éloquent, parlant comme Isaïe, avait défié les prêtres de Bélial de faire descendre le feu sur l'autel. On avisa qu'il fallait le sommer de faire un miracle, comme si ce n'en était pas un que l'accomplissement de ses prophéties. On alla chercher dans la Pouille un de ces prédicateurs de carrefour qui ont le feu du pays dans le sang. On lança l'homme, soutenu d'aboyeurs franciscains, augustins. « S'il est saint, dit l'homme du pape, qu'il ose donc entrer avec moi dans un bûcher ardent; j'y brûlerai, mais lui aussi; la charité m'enseigne à purger à ce prix l'Église d'un si terrible hérésiarque. »

Savonarole avait un ardent disciple, Domenico Bonvicini, d'une foi, d'un courage sans bornes, et qui l'aimait profondément. Il ne lui manqua pas plus que Jérôme de Prague à Jean Huss. Modèle attendrissant, mémorable, de l'amitié en Dieu!

« Trois choses me sont chères en ce monde, disait Domenico, le Sacrement de l'autel, l'Ancien et le Nouveau Testament et Jérôme Savonarole. »

Il s'écria qu'il n'était pas besoin que Savonarole entrâ dans les flammes, que le moindre de ses disciples suffisa à faire ce miracle, que Dieu le sauverait tout aussi bien, (dit : « Ce sera moi. »

L'épreuve du bûcher (7 avril 1498).—Le 7 avril 149 sur la place du palais, au matin, on vit l'échafaud. I toute l'Italie on était venu, et les toits même étaie chargés de monde. L'échafaud, de cinq pieds de haut, (dix de large et de quatre-vingts de longueur, portait de piles de bois mêlé de fagots, de bruyères, chacun de quat pieds d'épaisseur; entre, se trouvait ménagé un étroit pa sage de deux pieds, inondé de flammes intenses, âpre fo de ce grand incendie. Par cette horrible voie de feu devai marcher les concurrents, et la traverser tout entière.

Le lugubre cortège entra dans une loge séparée en de d'où l'on devait partir, tous les moines en psalmodiant, derrière, force gens portant des torches, non pas p éclairer, car il restait six heures de jour.

Les difficultés commencèrent, comme on pouvait prév surtout du côté franciscain. Ils dirent d'abord qu'ils voulaient nul autre que Savonarole. Mais Domenico insi réclama le bûcher pour lui. Ils dirent ensuite que ce Do nico était peut-être un enchanteur et portait quelque so lège. Ils exigèrent qu'il quitta ses habits, et, qu'entièren dépouillé, il en prît d'autres à leur choix. Cérémonie miliante, sur laquelle on disputa fort. Domenico finit s'y soumettre. Alors Savonarole lui mit en main le ta nacle qui contenait le Saint-Sacrement et qui devait le server. « Quoi! s'écrièrent les franciscains, vous exp l'hostie à brûler... Quel scandale, quelle pierre d'acho ment pour les faibles! » Savonarole ne céda point. I pondit que son ami n'attendait son salut que du Dieu portait.

Pendant ces longues discussions qui prirent des he

la masse du peuple qui était sur les toits depuis l'aube et se morfondait sans manger ni boire, frémissait d'impatience et tâchait en vain de comprendre les motifs d'un si long retard. Elle ne s'en prenait pas aux franciscains qui faisaient les difficultés. Elle s'irritait plutôt contre les autres, qui, sûrs de leur miracle et d'être sauvés de toute façon, n'avaient que faire de chicaner. Elle regardait la place d'un œil sauvage, farouche d'attente et de désir. Cet horrible bûcher lui portait à la tête, lui donnait des vertiges, une soif bestiale de meurtre et de mort. Quoi qu'il advînt, il lui fallait un mort, et elle ne pardonnait pas que l'on frustrât sa rage.

Tout au milieu de ces transports, un orage éclate, une pluie à torrents qui noie les spectateurs... La nuit d'ailleurs était venue. La Seigneurie congédia l'assemblée.

Le lendemain, dimanche des Rameaux, Savonarole fit ses adieux au peuple et dit qu'il était prêt à mourir. Tous ses ennemis étaient à la cathédrale et ameutaient la foule; le parti des *compagnacci*, l'armée des libertins, des riches, les amis des tyrans, criant tous à la liberté, disaient qu'il était temps de se débarrasser de ce fourbe. On prit des barres de fer, des haches et des marteaux, des torches enflammées. On courut à Saint-Marc, où les partisans de Savonarole entendaient les vêpres. Ils fermèrent en hâte les portes, mais elles furent brûlées; il leur fallut livrer leur maître, avec Domenico et un troisième; la foule les traîna en prison avec des cris de fureur et de joie; la république était sauvée.

Le procès ne fut pas long; on craignait un retour du peuple. Savonarole, en son cachot, écrivait son commentaire du *Miserere*, travail qu'il avait réservé pour ce dernier moment. Il put s'y affermir et assurer son cœur par l'accomplissement littéral de sa grande prédiction. Au retour de

Charles VIII, il l'avait vu et lui avait prédit qu'il serait frappé en sa famille, et cela s'était vérifié; il perdit ses enfants. Depuis il avait annoncé la mort du roi.

Mort de Charles VIII (1498). — Le 7 avril, au jour même de l'épreuve du bûcher, au jour où le prophète périt moralement, sa parole se vérifiait: Charles VIII périssait aussi, frappé d'apoplexie. Il avait vingt-huit ans, et depuis quelques mois il semblait s'amender; il se repentait amèrement, dit-on, d'avoir fait tant de fautes dans l'expédition d'Italie; il aurait voulu soulager son peuple. Il essayait de juger lui-même, s'efforçait de rendre attentive sa faible tête, siégeait jusqu'à deux heures de suite à écouter les pauvres. Tout cela trop tard. Son jugement était prononcé: la punition de son abandon de l'Italie, de tant d'ingratitude pour ceux qui l'avaient salué l'envoyé de Dieu.

Supplice de Savonarole (23 mai 1498). — Le 23 mai un bûcher fut dressé sur la place, un pieu et une potence; le bûcher, soigneusement arrosé d'huile et de poudre, pour brûler rapidement. On amena Savonarole l'intrépide et fidèle Domenico, et un autre, Silvestre Maruffi, qui avait persévéré et voulu mourir pour sa foi. O les lia autour du pieu pour le premier supplice, la risée la malédiction. Du reste, point de formalités; on ne lu pas même la sentence. Le jugement, comme la questio et les aveux, resta dans les ténèbres. Le bourreau les dé grada en leur arrachant la robe ecclésiastique. Savonaro pleura, dit-on, sur cette robe dans laquelle il avait véc tant d'années digne et pur avec la bénédiction d'une tel intimité de Dieu. Il demandait l'hostie et ne l'espérait pa Mais le pape, consulté d'avance, et qui savait parfaitement qu'on allait faire mourir un saint, avait répon qu'on pouvait la lui donner tant qu'il voudrait.

L'évêque de Florence ayant dit qu'il les retranchait de l'Église, Savonarole répliqua : « De l'Église militant

oui; mais non pas de la triomphante; cela n'est pas en ton pouvoir. »

On lui donna d'abord la douleur de voir exécuter ceux qui mouraient par lui. Ainsi il resta longtemps seul. Quand le bourreau lui mit la corde et le hissa à la potence, un de ses ennemis craignit qu'il ne mourût trop vite et n'évitât le bûcher, il accourut et mit le feu; l'huile anima la flamme qui monta vive et claire. Cependant une foule de mauvais garçons, d'apprentis, jetaient des pierres au mort balancé dans les airs, poussant des cris de joie s'ils touchaient le cœur ou la face, cette face sacrée sur laquelle tant de fois Florence vit avec tremblement passer la lueur de l'Esprit.

On avait tout prévu pour que Savonarole ne laissât aucune trace; des ordres sévères étaient donnés pour que ses cendres recueillies fussent jetées à l'Arno. Mais les soldats qui gardaient le bûcher en pillèrent les reliques eux-mêmes. Ils ne purent empêcher que d'autres n'approchassent, et le cœur, ce cœur pur, plein de Dieu et de la patrie, se retrouva entier dans la main d'un enfant.

CHAPITRE II

LOUIS XII. — ANNE DE BEAUJEU. — GUERRES D'ITALIE; AG ET RAVENNE. — ANNE DE BRETAGNE. — ADMINISTRATI TÉRIEURE.

Louis XII (1498-1515). — **J'ai vu, revu dix foi** son tombeau, à Rouen, la statue du cardinal d'Am et de son neveu, bons, excellents portraits, impito ment fidèles. Vous diriez la forte encolure d'un p normand; sur cette large face et ces gros sourcils ba vous jureriez que ce sont de ces parvenus qui, par épaisse finesse, un grand travail, une conscience difficile, ont monté à quatre pattes. Et vous vous tro riez. Ce sont des nobles de la Loire. Phénomène rieux! Pendant que le bourgeois tâchait de se faire n ceux-ci, nés nobles, pour faire fortune, changèrer peau, se firent bourgeois. Les rois se défiaient tro nobles; la première condition pour les rassurer et plaire, était de se faire simples, grossiers de forme manière, *pauvres gens, bonnes gens*. Et la seconde c tion pour réussir était de se faire d'église, de mettre affiche, de n'avoir pas d'enfants, de ne pas fonder de son, de ne vouloir en ce monde *que sa pauvre petit*

Le cardinal d'Amboise. — Celui-ci, par instinct d rice et de convoitise, s'associa à merveille au grand vément du temps, qui, depuis Louis XI, était une

nante ascension de la bourgeoisie, des deux bourgeoisies, celle des juges et juges de finance, et celle des commerçants, fabricants, boutiquiers. C'est là ce qui crevait les yeux; ou bâtissait partout, partout on ouvrait des boutiques. Amboise eut le mérite de voir cela, et de voir parfaitement ce qui était dessous : un profond égoïsme et une indifférence extraordinaire pour les intérêts extérieurs et la réputation de la France. Que voulaient ces gens-là? Uue seule chose, être bien jugés, dans les nombreux procès que ce croisement infini d'intérêts nouveaux suscitait de toutes parts. Amboise leur fit donner cela par le vieux chancelier de Louis XI, Rochefort, habile homme qui réforma les parlements, fit écrire les Coutumes, fonda surtout (bienfait réel) la magistrature de finances pour juger les comptes du fisc d'une part, d'autre part, les litiges entre le fisc et les contribuables. Pour tout le reste, le cardinal sut bien que la boutique n'avait nulle idée haute, qu'elle se contenterait de tout, avalerait les hontes, les crimes même, s'il y avait lieu. Par lui s'inaugurent en Europe le gouvernement bourgeois et la politique marchande.

On ne s'y attendait pas. Son maître, le duc d'Orléans, sous madame de Beaujeu, déjà gouverné par Amboise, avait été le drapeau de la noblesse, le mannequin des grands, comme son pauvre père le poète, Charles d'Orléans, l'avait été sous Louis XI. De figure vulgaire, comme on peut voir dans ses portraits, Louis XII n'eut guère la grâce des Valois; faible et bon, à l'allemande, comme sa mère, mais colère par moment, il rappelait pourtant le vieux prince, par sa débilité précoce, son tempérament maladif. Amboise, un gros homme, fort et actif, tenace et lourd, n'en pesa que davantage sur cette faible créature, incapable d'application.

Ordonnance de Blois (1510). — Grande ordonnance de Blois; plus de ventes d'offices judiciaires; l'honneur du

parlement assuré et sa pureté; plus d'épices; plus de jugement de famille pour les parents des juges. La justice juste pour elle-même, se punissant si elle punit mal, s'emprisonnant si elle arrête à tort. Les sénéchaux seront docteurs ou payeront des docteurs. Les seigneurs n'imposeront plus leurs sujets, sauf leurs droits constatés. Les gradués des universités auront le tiers au moins des bénéfices. Ajoutez des choses humaines et qui étonnent : la question n'est pas abolie, mais elle ne sera jamais donnée deux fois. Miracle enfin! une classe d'hommes où la lo n'avait jamais vu que l'affaire du bourreau, une chose ac quise à la potence, les vagabonds et mendiants, commen cent à passer pour des hommes; on leur donne quelque garanties. Les baillifs et les sénéchaux ne les jugeront pa sans appeler quelques juges, au moins les praticiens d lieu.

Réforme de la Cour. — A ces belles réformes répon dait celle de la cour elle-même, de la maison royale. Apr le scandaleux désordre de celle de Charles VIII, on voya l'ordre même dans Louis XII et Anne de Bretagne. Celle-c tout entourée de dames graves, de demoiselles austère filant ou brodant tout le jour, tenait école de sagesse.

Le gouvernement de famille commence ici, et la régul rité des mœurs du prince, son asservissement à une seu femme, vont influer sur les affaires. L'idée de patrimoi et de propriété, jusque-là étrangère aux rois, devient au très forte. La reine a son duché, son trésor et sa co bretonne. Le roi a sa ville d'Asti et veut avoir son duc de Milan, l'héritage de sa grand'mère. Amboise y pous Sa conquête, à lui aussi, c'est l'Italie, l'influence s l'Italie. Si le roi a Milan et Naples, si Borgia a la R magne, combien Georges d'Amboise aura meilleur marc de Rome, meilleure chance pour s'assurer la surviva d'Alexandre VI!

Ludovic Sforza. — Ludovic Sforza le More, qu'il s'agissait de dépouiller, était, au total, le plus capable et le meilleur prince de l'Italie. Il en avait été jadis l'arbitre et le défenseur, se constituant le portier des Alpes, dont il fortifia les passages. S'il appela Charles VIII, c'est lorsque la ligue insensée de toute l'Italie contre lui le mit sérieusement en péril. Il était au plus haut degré actif, intelligent, accessible, de douce parole, jamais colère. Il avait habilement paré à la famine dans les mauvaises années. Sa police excellente avait supprimé les brigands. Le Milanais lui devait le complément de son admirable réseau d'irrigation, un canal gigantesque, qui mariait ses fleuves. De la vieille Milan obscure et tortueuse, il avait fait la ville incomparable que l'on voit aujourd'hui. Pour tout dire, le grand esprit de l'époque, Vinci, l'homme de tout art et de toute science, cherchant en Italie un gouvernement de progrès, un génie qui comprît le sien, avait quitté Florence pour Milan, et choisi pour maître Ludovic Sforza.

Sauf la mort, fort douteuse, de Jean Galéas, et sa fatale insistance à poursuivre Savonarole, on ne lui reprochait aucune cruauté. Dans cet âge des Borgia, Ludovic n'avait jamais versé le sang, jamais ordonné de supplices.

Il ne trouva secours ni dans Naples épuisée, ni dans son beau-père, le duc de Ferrare, immobilisé par la peur. Bazajet fit pour lui une diversion contre Venise, mais tardive et lontaine. Il fut abandonné de tous, trahi, vendu. La terreur marcha devant les Français. Une seule ville résista, tout y fut massacré. Le peuple, chargé d'impôts, fut ravi de voir finir la guerre; il reçut Louis XII avec une joie folle. Sous un si grand roi, et si riche, on n'aurait plus rien à payer. La foule se précipite au-devant de lui jusqu'à une lieue de Milan, quarante beaux enfants en drap d'or chantaient des hymnes au libérateur de l'Italie.

Conquête du Milanais (1499). — L'Italie, pénétrée

d'horreur, eut un rayon d'espoir, quand elle vit Ludovic reparaître à l'entrée des Alpes, et regagner le Milanais aussi vite qu'il l'avait perdu. Il avait été droit en Suisse, et le grand marché d'hommes lui avait vendu huit mill soldats. Troupe peu sûre. Les armées en présence, le Suisses de Ludovic voyant des Suisses dans notre camp e avec eux les bannières des cantons, calculant bien d'ail leurs qu'un roi de France était plus riche qu'un duc d Milan ruiné, commencent à avoir des scrupules; d'ailleur ils ne sont pas payés. Ils crient, menacent; Ludovic le donne ce qu'il a, ses bijoux, son argenterie, leur jure q l'argent est en route, qu'il arrive de Milan. Rien ne se Il prie alors pour sa vie. Qu'ils le sauvent, l'emmène Ces soldats de louage ne voulurent rien entendre. laissèrent seulement le prince se cacher parmi eux habit de moine mendiant; ses frères se mirent en sold suisses. Mais on les désigna. Menés en France, ils fur montrés sur toute la route, à Lyon surtout, où on fit v Ludovic comme une bête sauvage. Cet homme du Midi, sonnier dans le Nord, on l'enferma dans l'humide et o cure prison de Loches. Les autres dans la tour de Bourg Et les fils même de Galéas, innocents à coup sûr, enfa dont Ludovic était accusé de détenir l'héritage, le roi mit dans un cachot. Ludovic, enfermé dix ans, jusqu' mort, conserva une âme indomptable; dans le froid, la sère, l'absence de soleil, si dure à l'Italien! il garda en l'âme de l'Italie, écrivant ses droits sur le mur, en fortes paroles; au rebours du proverbe : *Services n'est ritage*, il écrivit : « *Les services qu'on m'aura re compteront comme héritage.* » Et cela se vérifia p reconnaissance de la patrie italienne, qui garda souven dernier de ses princes, Ludovic, fils du grand Sforza.

Partage du royaume de Naples avec l'Espagne (1
—La France devait marcher sur Naples. —Le roi arag

de Naples, Frédéric, allait naturellement se rassurer par l'alliance de son cousin d'Espagne Ferdinand, se faire garder par lui. Il ouvrait ses ports et ses places aux troupes espagnoles, se livrait et se trahissait. Coup simple et sûr. Le royaume était conquis et partagé.

Le préambule du traité est un pieux manifeste sur le devoir royal de maintenir la paix, d'empêcher les blasphèmes, de protéger la pudeur des vierges, de défendre surtout l'Église contre les Turcs, *contre l'ami des Turcs*, don Frédéric de Naples. C'était une affaire de religion, de dévotion, si bien que la reine Anne, voulant aussi être pour quelque chose dans l'œuvre pie, donna de son argent particulier pour l'armement de la flotte.

La croisade du roi catholique et du roi très chrétien contre l'*ami des Turcs*, Frédéric II de Naples, ne pouvait pas manquer de réussir. Frédéric lui-même appelait les armées de son bon cousin Ferdinand. Elles étaient toutes prêtes, déjà dans l'Adriatique, sous prétexte de la guerre des Turcs. Gonzalve, le grand capitaine, joua très bien son petit rôle. Frédéric, ayant quelques doutes, il jura, protesta et parvint à le rassurer, occupa toutes ses places. Mais les Français arrivent, le tour est fait; Gonzalve s'en tire avec un *distinguo :* celui qui a juré, c'était l'homme du roi d'Espagne, et non Gonzalve; et le roi n'est pas engagé non plus par un serment fait sans son aveu. Le fils de Frédéric gardait encore une place; Gonzalve s'en empara en jurant sur l'hostie la liberté du prince, qu'il fit arrêter aussitôt.

Rupture. — Défaite du Garigliano (1503). — Louis XII s'était laissé amuser par un traité qui eût donné Naples à sa fille, en la mariant au petit-fils de Ferdinand. Gonzalve se moqua du traité. L'armée partit en plein été, au risque d'arriver dans les pluies de l'automne. Et la voilà encore à attendre sous les murs de Rome. Tard, bien tard, les car-

dinaux persuadent Amboise que sa nomination est sûr(et que, pour son honneur, il doit la laisser libre, laiss(partir l'armée.

Cette armée, noyée dans les pluies, succombe au Gar gliano; nous perdons tout. Amboise échoue comme s(maître. Tous les cardinaux l'abandonnent.

Jules II. — Une élection unanime porte au pontificat, s la recommandation des Français et des Espagnols, Jules un vrai pape italien, bien décidé à chasser les uns et ! autres.

Les Italiens subirent les Espagnols, les Suisses, Allemands; ils portèrent, tête basse et sans plainte, l(brutalité, comme chose fatale. Mais ils haïrent la Fran Et l'on vit en 1509, les paysans des États vénitiens se f pendre en grand nombre plutôt que de crier Vive le r

Nous livrâmes toutes les entrées de l'Italie, nous rasâ ses murs et ses barrières. Une force y restait, Venise; n liguâmes l'Europe pour l'anéantir.

Funeste politique d'Anne de Bretagne. — Exem touchants pour le monde! Marguerite cousait; notre A de Bretagne filait, comme la reine Berthe. Louise de voie, mère de François Ier, que nous verrons bientôt sait des livres graves. Je vois encore sa chambre dans maison d'Angoulême, et la modeste inscription : *Libr liberis*, « Mes livres et mes enfants. »

Cousant, filant, lisant, ces trois fatales Parques ont les maux de l'Europe.

Romanesques, machiavéliques, leur doux amour famille, leur mépris pour les nations, les rendaient pr aux grands crimes de la diplomatie. Créer l'empire versel sur une tête, unir les peuples sous un joug, pa la terre soumise par le mariage de deux enfants, vo roman de ces bonnes mères. Qu'importe l'honneu peuples accouplés malgré eux, qu'importent deux cen

de guerre! Règnent ces deux enfants, et périsse le monde!

Telle fut la tentative d'Anne de Bretagne en 1504, qu'elle tenta d'accomplir pendant une maladie de son mari. S'il fût mort, elle eût fait ce crime, donné la France à Charles-Quint. Conquérant au maillot, il recevait de sa future belle-mère l'épée même des résistances européennes, notre épée de chevet volée sous l'oreiller de Louis XII, l'épée que François Ier eut à Marignan, à Pavie, et qui, malgré tant de malheurs, sauva pourtant l'Europe, avec l'aide de Soliman.

Louis XII, nuisible à la France par ses vices d'emprunt, par sa fatale imitation de la politique italienne, faillit l'être bien plus encore par ses vertus réelles. Mari fidèle et bon père de famille, il associait la reine, autant qu'il pouvait, à la royauté. Les ambassadeurs qui venaient, il les envoyait à la reine, qui ne manquait guère de leur faire des réponses graves et bien préparées, mêlées de mots de leur langue qu'elle apprenait exprès. Le pis, c'est qu'en représentant comme reine de France, elle restait souveraine étrangère, correspondant directement avec le pape, et lui restant fidèle dans la guerre que lui fit le roi.

Celui-ci, toujours maladif, tombe malade, s'alite. Elle le soigne seule, l'enveloppe, en tire un pouvoir *pour le mariage de sa fille;* et, avec ce pouvoir, elle signe d'un coup la mort de l'Italie et de la France, rayant Venise de la carte, et démembrant la monarchie.

Les États vénitiens, divisés entre l'empereur, le roi et le pape, donneront au premier la grande entrée de l'Italie.

Charles le Téméraire est refait; elle lui rend ses provinces, et de plus la Bretagne. Par Blois, par Arras, par Auxerre, le nouveau Charles sera de toutes parts aux portes de Paris.

Est-ce tout? Non; à une nouvelle maladie du roi, en 1505, elle veut enlever sa fille en Bretagne, saisir l'héritier

du royaume, le jeune François Ier. Elle eût biffé la loi s lique, abaissé la barrière qui ferme le trône à l'étrang Cette fois, il n'était besoin de lui désigner des provinc elle eût raflé la monarchie.

La Bretonne eut heureusement pour obstacle un Bret le maréchal de Gié, gouverneur du jeune prince, qui s'e para des passages de la Loire, et se tint prêt à la pren elle-même, si elle tentait cette trahison de la France.

Le roi, revenu à lui, comprit le danger, convoqua États, et se fit demander de rompre le traité fatal qui n livrait à la maison d'Autriche.

Ce qu'on ôtait au pape, il fallait l'ajouter à la Tosca aux Florentins. Telle quelle, Florence était encore le c de l'Italie, les bras, Gênes et Venise. On devait les tifier.

Révolte de Gênes. — Louis XII la réprime (1507) Gênes, cette ville singulière, qui seule a reproduit l'acti du Grec antique, combattant seule, ramant seule sur flottes, s'était naturellement usée. Rien d'étonnant si ville de la force de Nantes, qui remplit d'elle la Médi ranée, qui fonda un empire dans la mer Noire, finit défaillir d'épuisement.

Économes entre tous les hommes, les Génois avaien un merveilleux moment de générosité; ils avaient cueilli l'appel de Pise, leur vieille rivale. On avait e spectacle admirable des galères de Gênes apportant vivres aux Pisans et nourrissant leurs anciens enne Ceci, malgré la France, malgré la noblesse génoise dév au roi. Là fut l'étincelle de la guerre civile. Un ho du peuple est frappé par un noble; le peuple se fa doge, le teinturier Paul de Novi, grand cœur, qui ac le pouvoir dans une lutte sans espérance. Le roi, pris arbitre, n'accepte la révolution qu'à une condition in sible, que les nobles reprendront les fiefs qui du hau

montagnes dominent Gênes et peuvent l'affamer. Refus. Le roi se met en marche avec une armée telle qu'il l'eût fallu pour reprendre le royaume de Naples; il lève la massue de la France pour écraser une mouche. Ces pauvres marins, chancelant sur terre, ne pouvaient guère tenir devant de vieux soldats comme Bayard. Le roi entra vêtu d'abeilles d'or, et la devise « Le roi des abeilles n'a pas d'aiguillon. » Il y eut peu de pendus, il est vrai, mais beaucoup d'outrages, une nouvelle plaie au cœur de l'Italie. L'ingénieux monarque rendit la force aux nobles, amortissant le peuple, ce héros de la mer, qui, sur cet élément, aurait amorti Charles-Quint.

La sottise était forte, mais on pouvait en faire une plus grande, magnifique et splendide, celle de ruiner Venise. Et l'on n'y manqua pas.

Comment expliquer la persévérance étonnante avec laquelle le roi, de traité en traité, pendant plusieurs années, allait animant tout le monde contre Venise, c'est-à-dire pour l'Autriche, à qui Venise fermait l'Italie? Louis XII n'était point de nature à haïr longtemps. Sa conduite en ceci ne s'explique que par la ténacité bretonne de la reine, fixée au mariage autrichien et zélée pour son futur gendre. Les rois tendaient à devenir une famille, et l'esprit de famille, très fort dans la maison d'Autriche, lui gagnait le cœur d'Anne autant que le souvenir romanesque de Maximilien.

Maximilien d'Autriche. — Marguerite. — Un mot sur celui-ci et sur sa fille, la bonne couseuse de chemises, Margot, comme elle s'appelait elle-même, la forte tête de cette maison, la Flamande rusée qui contribua tant à sa fortune.

Le profond Albert Durer, dans son portrait de Maximilien, l'a buriné pour l'avenir au complet, et l'histoire n'ajoute pas deux mots au portrait du maître. Cette grande

figure osseuse, fort militaire, d'un nez monumental, est u
don Quichotte sans naïveté. Le front est pauvre comm
l'âpre rocher du Tyrol que l'on voit dans le fond; au
corniches des précipices errent les chamois, que Max me
tait toute sa gloire à atteindre. Il était chasseur avant tou
et secondairement empereur; il eut la jambe du cerf et l
cervelle aussi. Toute sa vie fut une course, u *hallali* pe
pétuel. On le voyait, mystérieux, courir d'un bout de l'Eu
rope à l'autre, gardant d'autant mieux son secret qu'il n
le savait pas lui-même. Du reste, les coudes percés, tou
jours nécessiteux autant que prodigue, jetant le peu q
lui venait, puis mendiant sans honte au nom de l'Empir
On le vit, à la fin, gagnant sa vie comme condottiere, dan
le camp des Anglais, empereur à cent écus par jour.

Il fit en toute sa vie une chose de bon sens, ce fut
quitter définitivement les Pays-Bas, où sa nature était a
tipathique, et de les confier à sa fille Marguerite.

Celle-ci est le vrai grand homme de la famille, et, sel
moi, le fondateur de la maison d'Autriche, la racine
l'exemple de cette médiocrité forte, rusée, patiente, qui
caractérisé cette maison avec un équilibre de qualités e
traordinaire, qui l'a rendue si propre à réussir, à concili
l'inconciliable, à exploiter surtout l'entr'acte du XVIᵉ siè
à la Révolution française.

Cette bonne femme a tramé trois choses qui restent
tachées à son nom :

Elle berça, endormit, énerva le lion belge, entre l'époq
des guerres de communes et des guerres religieuses;

Elle acheta l'empire pour Charles-Quint, trafiqua d
âmes et des voix, trempa sans hésiter ses blanches mai
dans cette cuisine;

La ligue de Cambrai (1508).—Elle avilit la France p
les deux traités de Cambrai (1508-1530), obtenant d'e
sa honte et sa ruine, l'Italie livrée par la France à l'A

triche. Tout cela bonnement, en devisant amicalement et comme entre parents. Le fil filé par elle fut à deux fins, un lien pour les rois, un lacet pour les peuples, dont l'Italie fut étranglée; la France et l'Allemagne, liées d'un bras, ne se battirent plus que de l'autre.

Le traité de Cambrai fut manipulé à huis clos de cette main fine et de la grosse main d'Amboise. On était sûr de tous les rois; on savait bien qu'une fois la chasse ouverte sur cette proie de Venise, ils courraient tous à la curée. Grands et petits, voisins ou éloignés, tous coururent en effet. L'Angleterre, la Hongrie, se déclarèrent aussi bien que l'Espagne; les dogues aussi bien que les lions, les principicules de Savoie, de Ferrare, de Mantoue.

Venise.—Qu'était en réalité cette Venise, dernière force de l'Italie? Une ville, un empire, une création d'art unique, qui se maintenait par un grand art, gouvernement oriental qu'il faut juger par les difficultés infinies qu'il avait, étant si petit et si grand, et obligé de faire marcher d'ensemble le bizarre attelage de vingt races diverses. Ce prodige ne s'opérait que par une direction infiniment forte autant que sage, d'une action discrète et rapide, qui ne répugnait pas aux moyens turcs. Toutefois, quand on a pénétré le mystère de terreur, on a vu que les ténèbres dont s'enveloppait ce gouvernement et qui faisaient sa force l'avaient calomnié. L'ombre avait effrayé, mais on a trouvé peu de sang. Les prisons d'État de Venise étaient si peu de chose qu'il faut bien juger à les voir qu'elles n'ont guère eu de prisonniers. Qu'est-ce, grand Dieu! que les *plombs* et les *puits* dont on parle toujours, en comparaison des Bastille, des Spielberg, des Cronstadt, dont les rois ont couvert l'Europe?

Il y avait trois choses grandes à Venise et uniques : un gouvernement d'abord, sérieux, économe; ni cour, ni volerie, ni favoris; — gouvernement qui nourrissait son

peuple, ouvrant à son commerce, à sa libre industri d'immenses débouchés; — gouvernement enfin très ferı contre Rome et libéral pour les choses de la pensée, ab tant les libres penseurs, presque autant que fit la Hollanc Où était l'imprimerie libre, la vraie presse? D'où pouvait- élever une voix d'homme dans la publicité européenn De deux villes, de Venise et de Bâle. Le Voltaire de l poque, Érasme, se partagea entre elles. Les saintes imp meries des Alde et des Froben ont été la lumière monde. Cette révolution, lancée par Guttenberg par massif in-folio, n'eut son complément qu'à Venise, v 1500, lorsque Alde quitta le format des savants et pandit l'in-8°, père des petits formats, des livres et pamphlets rapides, légions innombrables des esprits ir sibles qui filèrent dans la nuit, créant, sous les y mêmes des tyrans, la circulation de la liberté.

Le plus sacré devoir d'un roi de France, d'un duc Milan, était non seulement de garder, de défendre Veni mais, par sa constante amitié, d'influer heureusem sur elle, de la seconder en Orient, et de la détourner fausses directions où sa politique s'égarait alors. Déc ragée par les succès des Turcs qui venaient de lui pren Lépante, Leucade et autres places, elle se retournait l'Italie, y devenait conquérante, y faisant de petites acc sitions qui mettaient tout le monde contre elle.

C'était un tel crime de toucher à Venise, qu'au mon de porter le coup, Jules II, qui avait le cœur italien sentit un remords, hésita, et dit tout aux envoyés de Ven mais ils ne crurent pas le danger réel.

Guerre contre Venise (1509). — Louis XII, cepend a passé les Alpes en personne. L'orage se déclare de côtés. Venise ne s'étonne pas. Elle avait rassemblé très bonne armée, de Grecs et d'Italiens, la fleur des magnols. Elle choisit deux bons généraux, à tort; il

eût fallu qu'un; c'étaient deux Orsini, célèbres condottieri de la campagne de Rome : l'un brave et vieux, et refroidi par l'âge, l'illustre Pitigliano; l'autre, bâtard de la même maison, le vaillant Alviano, qui venait par une campagne heureuse de fermer le passage aux Allemands et de faire reculer le drapeau de l'Empire; les brisighella romagnols aux casaques rouges et blanches, juraient de relever la nation. Ils l'auraient fait, si cette armée de lions n'eût été mise en laisse par le vieux sénat de Venise; il eut peur de sa propre armée, de son esprit aventureux, du bouillant Alviano, et le subordonna au septuagénaire. En les envoyant au-devant de l'ennemi, on leur recommandait de ne pas compromettre l'unique armée de la république, de sorte que, par une manœuvre bizarre, cette armée n'avançait que pour reculer sans se battre.

Bataille d'Agnadel (14 mai). — Alviano avait trouvé des positions admirables le long de l'Adda; il espérait combattre, malgré Venise, et laissait les Français construire des ponts. La difficulté était d'entraîner le vieux collègue qui avait le mot du sénat. Ce mot était *retraite*. Donc Pitigliano se retirait toujours, laissant traîner Alviano derrière; finalement, les Français passent; Alviano avertit son collègue qui n'y veut croire et continue sa route. Alviano est écrasé, près d'Agnadel, avec ses Romagnols qui se font tous tuer; il aurait voulu l'être, mais, blessé au visage, il eut le malheur d'être pris. Le mouvement populaire se manifesta pour Venise. Elle avait tout perdu; elle était revenue à son âge primitif, à son étroit berceau; son empire, c'était la lagune, et les boulets français y arrivaient déjà. Elle prit ce moment pour proclamer cette résolution romaine, hardie et généreuse : Qu'elle voulait épargner aux villes les calamités de la guerre, les déliait de leurs serments, les laissait libres. L'usage qu'elles firent de cette liberté, ce fut de relever le drapeau de Saint-Marc. A Tré-

vise, un cordonnier, nommé Caligaro, sort le drapeau de sa maison, et fait rentrer les Vénitiens à Padoue; les nombreux paysans réfugiés dans la ville s'unirent avec le peuple, et les nobles seuls furent pour l'empereur.

Au siége de Padoue, l'empereur eut la plus forte armée qu'on eût vue depuis des siècles : cent mille hommes. Allemands, Français, Italiens, l'armée du roi, du pape et de l'Espagne. La ville eut un accord sublime, et les assiégeants neutralisés par leurs divisions, finirent par s'éloigner. Ce qu'on avait pu prévoir arriva; Ferdinand, reprenant ses villes, Jules II les siennes, ils rentrèrent dans leur rôle naturel, celui d'ennemis de la France.

Qu'avait fait celle-ci? une seule chose : elle avait transféré la primatie de l'Italie des Vénitiens au pape, de ses amis à son ennemi.

Coalition contre la France. — Si l'on veut suivre, en ces années, la patiente trame ourdie par Marguerite, qu'on lise seulement deux lettres (8 octobre 1509, 14 avril 1511), On y verra en plein la malicieuse fée filant autour de nous son fin réseau de fer. La chaîne, c'est la réconciliation de Maximilien et de Ferdinand; la trame, c'est l'union de tous deux à l'Angleterre, pour accabler la France.

La première lettre, curieuse, très claire, par son emportement, c'est celle de Gattinara, ambassadeur de Maximilien, que Marguerite soupçonne *de vouloir lui tirer des mains la médiation entre l'Autriche et l'Espagne*. Elle révèle le fonds de la dame, sa jalousie ambitieuse dans ses affaires, et comme elle tenait son père même.

La seconde, de Marguerite au roi d'Angleterre, Henri VIII, nous révèle qu'en avril 1511, elle croyait enfin avoir formé la grande ligue de l'Autriche, de l'Espagne et de l'Angleterre (avec le pape et contre la France). L'obstacle est Ferdinand, qui, peu zélé pour le petit Flamand, qui doit hériter de tout, aurait l'idée de donner Naples à je ne sais quel

bâtard espagnol. Elle prie Henri VIII de lui faire entendre raison.

Ainsi, longtemps d'avance, tout était arrangé. Mais l'empereur, mais l'Angleterre, ne devaient éclater qu'au moment où Louis XII, épuisé, isolé, *mortifié* par la calamité, deviendrait une proie et qu'on y pourrait mordre.

La sainte Ligue (1511). — Ce piège compliqué ne put avoir effet qu'à l'hiver de 1512. Le pape avait les Suisses et il les lançait en Italie; cela était public, ainsi que la *sainte ligue* qui fut signée (5 octobre 1511) entre le pape, Venise et Ferdinand; mais le meilleur était caché encore; on ne montra qu'en février l'épée de l'Angleterre, en avril seulement le poignard de l'Autriche, qui devait rompre avec nous au jour même d'une bataille et devant l'Espagnol à qui elle nous livrait.

Ce sont là les situations qui grandissent la France. Elle a dans ces moments de foudroyants réveils, où sa vigueur étonne le monde.

Ce fut précisément l'apparition de l'infanterie nationale.

La Palice. — Bayard. — Gaston de Foix. — Le brave et patient la Palice, général des revers, qu'une chanson ridicule a immortalisé, organisait péniblement l'armée nouvelle. Il n'avait que seize cents lances, environ six mille cavaliers; la noblesse était déjà moins empressée pour les guerres d'Italie. Il avait cinq mille Allemands, secours très incertain qu'un ordre de l'empire pouvait à tout moment rappeler. D'autant moins, dut-il dédaigner les piétons, qui jusque-là jouaient un rôle fort secondaire.

La Palice prit cinq mille Gascons. Et, ce qui était plus nouveau, il prit huit mille Français du Nord, nullement formés encore, point disciplinés, des *aventuriers*, comme on les appelait. Il y avait, dans ces huit mille, quelques Italiens; mais la majorité étaient des Picards, race septentrionale qui a tout le feu du Midi. Comment ramassa-t-il

cette infanterie? On l'ignore. On voit seulement que la guerre d'Italie devenait populaire, que tant d'expéditions coup sur coup avaient éveillé les imaginations; tous ceux qui revenaient racontaient des merveilles, rapportaient et montraient des choses précieuses, bien propres à entraîner les foules vers cette guerre brillante et lucrative.

Pour capitaine général de cette troupe, dont on doutait, on choisit un homme admirable, le plus brave et le plus honnête, vieux, modeste et ferme soldat, qui fut le spécial ami de Bayard. C'est le sire Dumolard qui figure si souvent dans l'histoire du bon chevalier.

Il se trouva, par un très grand hasard, que cette armée toute neuve eut un général neuf, un Gascon de vingt-trois ans, un prince aventurier qui cherchait sa fortune et visait un royaume. Ce général, Gaston de Foix, quoique fils d'une sœur de Louis XII, attendait tout de sa vaillance; il plaidait au parlement pour la couronne de Navarre, et croyait emporter sa cause par une victoire rapide en Italie. Gaston trouva tout naturel d'exiger de l'infanterie une rapidité que jusque-là on n'osait demander aux cavaliers. Dans une course de deux mois (qui fut toute sa vie et son immortalité), il révéla la France à elle-même, démontrant par une incroyable célérité de mouvements une chose qu'on ignorait, c'est que les Français étaient les premiers marcheurs de l'Europe, — donc, le peuple le plus militaire. Le maréchal de Saxe a très bien dit : « On ne gagne pas les batailles avec les mains, mais avec les pieds. »

Par un temps effroyable, un ouragan de neige, lorsque personne n'osait regarder dehors, il fait une marche prodigieuse, passe devant les Espagnols qui n'en savent rien, se jette dans Bologne assiégée, y jette des soldats et des vivres.

Prise de Brescia (19 février 1512). — Là, il apprend que Brescia se refait vénitienne. Avec la même célérité, en-

entraînant l'infanterie au pas des cavaliers, il fait quarante lieues et fond sur Brescia. Pas une heure, pas un moment de halte; l'assaut! Mais qui y montera?

Une question d'amour-propre avait empêché nos gens d'armes d'y monter à Padoue; ils exigeaient que toute la baronnie allemande, les comtes, princes d'Empire, etc., en fissent autant. Les uns comme les autres ne voulaient combattre qu'à cheval. Dans la réalité, leurs pesantes armures faisaient obstacle pour gravir des remparts en talus ou une brèche de décombres. A Brescia, on décida que les *aventuriers*, légèrement armés, équipés (beaucoup n'ayant ni bas ni chausses), monteraient les premiers et essuieraient le premier feu. Légère était la perte, et moins regrettable sans doute, dans les idées du temps. Cet arrangement plut fort à tout le monde. Le brave Dumolard était prêt à conduire cette pauvre troupe. Bayard seul réclama; il trouva fort injuste que des hommes tout nus fussent exposés seuls, et dit qu'il fallait les soutenir d'une centaine d'hommes, fortement armés. « Oui, mais qui les mènera? dit Gaston. — Monseigneur, ce sera moi. »

Tout n'était pas fini. Les hommes d'armes trouvaient le terrain glissant, et tombaient. « N'est-ce que cela? » dit Gaston. Il ôta ses souliers, et se mit à monter pieds nus.

Cependant la situation ne comportait aucun délai. Louis XII, qui venait encore de payer aux Anglais un terme du subside ordinaire, et se croyait en sûreté, reçoit la foudroyante nouvelle qu'Henri VIII annonce au Parlement une grande expédition. Ce jeune roi avait trouvé ses coffres pleins par l'avarice de son père. Sanguin et violent, chimérique, il ne rêvait que Crécy et Poitiers, la conquête de son royaume de France.

Louis XII écrivit à Gaston qu'il ne s'agissait plus de l'Italie seulement, mais de la France; qu'il lui fallait une bataille, une grande bataille et heureuse, ou qu'il était perdu.

Il commençait à voir l'œuvre de Marguerite : il connaissait son père, et frémissait de perdre son unique allié.

C'était le carnaval ; Gaston paraissait oublier ; mais, en réalité, il ne pouvait agir. Dès qu'il eut des renforts, il alla droit aux Espagnols. Il avait toutes sortes de raisons de combattre, les vivres lui manquaient ; ses chevaux ne trouvaient rien que les jeunes pousses de saules.

La veille du vendredi saint, une lettre arrive de l'empereur au chef des lansquenets, Jacob. L'empereur ordonnait aux capitaines allemands, *et sur leur vie*, qu'ils eussent à quitter sur-le-champ les Français. Voilà Jacob embarrassé.

L'homme le plus populaire de l'armée était le chevalier Bayard. Il avait un ami, fort dévoué dans l'Allemand Jacob. Étrange ami, qui le voyait beaucoup, le suivait, se réglait sur lui, mais il ne lui parlait pas, ne sachant point le français, sauf deux mots : Bonjour monseigneur. » Le cœur de ce brave homme hésitait entre deux devoirs. D'une part, il était Allemand et sujet de l'Empire ; de l'autre, soldat du roi de France, recevant sa solde et mangeant son pain. Il prit son interprète et alla consulter Bayard. Le chevalier lui dit qu'en effet il était l'homme du roi.

Bataille de Ravenne (11 avril). — **Mort de Gaston de Foix.** — Cependant Gaston n'avait qu'un jour pour vaincre : les Allemands allaient lui échapper.

Il était devant Ravenne ; il essaya d'emporter la ville, pour voir si l'ennemi endurerait de la voir prendre sous ses yeux. Allemands, Français, Italiens, les trois nations, séparément, furent lancées à l'assaut ; mais la brèche n'était pas faite, il y avait à peine une trouée étroite. Les Colonna, qui étaient dedans, la défendirent avec une vigueur toute romaine. Au cinquième et sixième assaut, l'armée se retira.

Les Espagnols étaient en vue, comme un nuage noir

dans un camp extrêmement fort, entouré de fossés profonds, fermé de pieux, de madriers, de chariots à lances, sauf un petit passage pour la cavalerie. Ils étaient tout infanterie, la cavalerie était italienne. Pour les attaquer, il fallait se mettre entre eux et Ravenne, entre deux ennemis; il fallait passer le Ronco, torrent contenu par des digues, et qui, en avril, était assez fort, Gaston le passa au matin, les Allemands d'abord, sur un pont; nos fantassins de France devaient passer ensuite.

Gaston, se promenant à l'aube, et, rencontrant des Espagnols, leur avait dit : « Messieurs, je m'en vais passer l'eau, et je jure Dieu de ne pas la repasser que le champ ne soit à vous ou à moi. »

Le soleil se levait très rouge, pour cette grande effusion de sang; plusieurs en augurèrent que Gaston ou Cardone y resterait. Gaston était armé richement, pesamment, avec d'éclatantes broderies aux armes de Navarre. Seulement, il avait le bras nu jusqu'au coude, espérant le tremper dans le sang des Espagnols, ses ennemis personnels et de famille.

Il avait fait raser les digues qui l'auraient séparé des Espagnols, et s'était avancé jusqu'à quatre cents pas. On voyait bien de là que la victoire resterait à ceux qui pourraient se réserver : il s'agissait d'attendre, de soutenir patiemment ce feu à bout portant. Les ravages ne pouvaient manquer d'être effroyables à si petite distance. Pietro fit coucher ses Espagnols à plat ventre, sans point d'honneur chevaleresque. Les nôtres, au contraire, Français et Allemands, tinrent à honneur de figurer debout. Notre infanterie eut là une rude et solennelle entrée sur le champ de bataille. On ne sait ce qu'elle perdit; mais ses capitaines, lui donnant l'exemple, et tenant ferme au premier rang, périrent tous : quarante, moins deux!

Le brave Dumolard avait trouvé dans son cœur la noble

idée de fêter le vrai héros de la journée, ce bon Jacob, si fidèle à la France, et qui avait magnifiquement réhabilité l'honneur de l'Allemagne, sacrifié par la perfidie de l'empereur. Il fit apporter du vin; tous deux s'assirent et burent : tous deux, le verre à la main, furent emportés du même boulet.

La bataille durait entre les fantassins. Les Espagnols, en une masse énorme, serrés, couverts et cuirassés, avec l'épée pointue et le poignard, soutinrent, sans sourciller, la mouvante forêt des lances allemandes. On vit alors combien la lance à pied est une arme peu sûre. Le noir petit homme d'Espagne, leste, maigre, filait entre deux lances; la grande épée du lansquenet ne pouvait pas même se tirer dans la presse; son corselet de fer lui gardait la poitrine, mais l'Espagnol le poignardait au ventre. Les Allemands étaient fort malmenés, quand la gendarmerie française tomba au dos, aux flancs des Espagnols, d'un choc épouvantable. Ils périrent presque tous.

Des bandes d'Espagnols, parvenues à se dégager, s'en allaient vers Ravenne, au pas et fièrement; mais il leur fallait suivre une longue et étroite chaussée. Bayard, qui revenait de la poursuite avec quelques gens d'armes, les vit, et voulait les charger. Un seul sort de la troupe, et lui dit gravement : « Señor, vous voyez bien que vous n'avez pas assez d'hommes!... Vous avez gagné la bataille, que cela vous suffise, et laissez-nous aller; car, si nous échappons, c'est par la volonté de Dieu. » Bayard le crut et d'autant mieux que son cheval n'en pouvait plus.

Gaston eût dû en faire autant. Il revenait couvert de sang et de cervelle humaine. En le voyant, il dit à un Gascon : « Qu'est-ce que cette bande? — Les Espagnols qui nous ont battus. » Il ne supporta pas ce mot. Avec quelques cavaliers, il galope vers eux, et il est tiré à bout portant; il tombe de la chaussée dans l'eau; ils fondent dessus avec

les piques, tranchent les jarrets de son cheval, le percent de cent coups; il en avait quinze au visage.

Perte de l'Italie. Mort de Jules II (1513). — Chose étonnante à dire, mais trop réelle : le trésorier du roi qui était à Milan licencia l'armée.

Il renvoya toute l'infanterie italienne et la majeure partie de la française.

Maximilien ouvre passage aux Suisses qui mettent à Milan un Sforza, leur vassal, leur tributaire, leur hôte, qui les recevra tous les ans; Milan est leur hôtellerie, le grand cabaret de la Suisse.

Les Espagnols demandant de l'argent, Ferdinand, à la place, leur donne l'Italie; qu'ils s'arrangent eux-mêmes, qu'ils mangent le pays, qu'ils sucent, épuisent tout, chair et sang; qu'ils tordent et retordent. On commença à voir une armée sans gouvernement, se dirigeant elle-même, n'ayant nul maître au fond, menant ses généraux, sans chef, sans loi, sans Dieu. Armée impie dans sa dévotion, qui faillit étouffer son légat pour avoir les pardons avant la bataille, et qui n'en fit pas moins bientôt dans la Toscane plus de maux que n'eût fait le Maure, le Barbaresque.

Les Médicis en profitèrent; ils suivirent ce hideux drapeau, et pour une somme ronde, comptée aux Espagnols, ils furent rétablis à Florence. Jules II put voir alors son œuvre et à quels maîtres il avait livré l'Italie. Il protesta en vain qu'il n'avait nullement combattu pour refaire des tyrans. Les Médicis en rirent. Ils firent plus; ils le remplacèrent. Le vieillard colérique mourut. Et Jean de Médicis fut élevé à sa place par ce qu'on appelait les jeunes cardinaux; c'étaient généralement de grands seigneurs, de familles pontificales ou souveraines.

Tout baisse, s'aplatit ou s'éteint. L'esprit radote, la sagesse bégaye, et le génie délire. Machiavel ne sait plus ce qu'il dit. Consulté sur la politique et les chances du temps,

il ne refuse pas son oracle, il passe sa robe de prophète, prend sa lunette d'astrologue. Seulement il a perdu les yeux.

Défaites de Novarre et de Guinegate (1513). — L'avenir? qui le voit? Ce qu'on voit du présent, c'est une certaine danse macabre, où les rois, presque tous finis, vont s'en aller ensemble. Trois, du moins, Ferdinand, Louis XII et Maximilien. La pièce n'est pas bonne, mais les acteurs sont excellents. Quel Harpagon comparer au vieux *marane* Ferdinand, jurant sur l'or de Grenade et de l'Amérique qu'il est ruiné, pour ne plus nourrir son armée; se servant, se jouant de son gendre Henri VIII? Avec son argent, ses soldats, il conquiert la Navarre pour lui-même, renvoie l'Anglais. Celui-ci est le capitan, monté sur Azincourt, vomissant feu et flamme, ne faisant rien, dévalisé par tous, surtout par l'empereur. Max, le fameux chasseur, chasseur d'argent, chevalier (d'industrie), vendant la paix à Louis XII et lui faisant la guerre; à Henri VIII vendant un futur mariage, se vendant lui-même surtout, prenant la solde de l'Anglais pour guerroyer à son profit. Le vrai Cassandre est Louis XII, bon homme qui, pour avoir tranché du Borgia, aura partout les étrivières, en Italie, en France. Il ne reste à Milan que pour y recevoir un violent coup de griffe de l'ours de Berne, pendant que le dogue d'Angleterre lui mord le dos. Deux défaites à la fois, celle de la Trémouille à Novarre, et la panique étrange de nos gens d'armes à Guinegate, la triste et ridicule journée des *Éperons*. Moins triste encore que le mensonge par lequel la Trémouille, sans pudeur, attrape les Suisses qui nous allaient prendre Dijon. Ce vieux chevalier respecté, le premier nom de France, leur fait accroire que le roi renonce à l'Italie, leur promet la somme incroyable de quatre cent mille écus d'or; bref, les fait boire et les renvoie. Le roi se fâche ou fait semblant, et la Trémouille en rit; chevalerie un peu loin des héros de la Table ronde.

Mariage de Louis XII avec Marie d'Angleterre (1514). — Tous les fripons s'accusent les uns les autres. La dupe universelle, Henri VIII, voit qu'on l'a joué, qu'on se soucie peu de sa fille; il menace Max et Marguerite de publier les lettres. Mais Marguerite aussi veut publier les lettres d'Henri VIII pour le couvrir de ridicule. De rage, celui-ci donna sa sœur, cette forte Anglaise de seize ans, à qui? au pauvre Louis XII.

Mort du roi (1er janvier 1515). — Marié et ruiné, le roi s'achève, en voulant plaire; il veille pour le bal, il change ses heures, ses habitudes. Mais comment tenir cette Anglaise? Non content de sa fille Claude et de Louise de Savoie, qui la gardent à vue, il fait venir exprès du fond du Bourbonnais la vieille fille de Louis XI, la redoutable fée, Anne de Beaujeu. La prisonnière du moins ne souffre pas longtemps. Louis XII y succombe et, sans perdre un moment, sans retourner en Angleterre, l'Anglaise se remarie en deuil.

Popularité de Louis XII. — La France sentit peu les guerres de Louis XII. Elle fut très sincère dans sa reconnaissance pour lui. Il y eut un véritable enthousiasme et des larmes lorsqu'aux Etats de Tours, le voyant pâle, chancelant, à peine relevé de maladie, et déchirant le traité qui eût donné la France à l'étranger, on le salua le *Père du peuple*.

On le remercia pour trois choses, vraies toutes trois : d'avoir réduit l'impôt, réprimé les pillages des gens de guerre, réformé les juges.

L'indépendance de la chambre des comptes, de celle des aides, la forte organisation de la justice de finances est la gloire de ce règne.

CHAPITRE III.

JEUNESSE DE FRANÇOIS Ier. — BATAILLE DE MARIGNAN. LOUISE DE SAVOIE; DUPRAT.

François Ier (1515-1547). — François Ier imposait par sa stature superbe, qui dépassait à peu près de la tête celle du grand roi. L'armure de Marignan et de Pavie, toute faussée qu'elle est de coups de feu et de coups de piques, témoigne de l'effet que dut produire ce magnifique homme d'armes.

Contraste parfait avec Charles-Quint, tellement dénué de ces avantages physiques. Pâle figure d'étude et de labeur, instruit, disert, mais mauvais écrivain, harangueur calculé, sans grâce. L'autre fut la grâce même, parleur charmant, facile, trop facile, pour qui la parole fut chose légère.

Ce dangereux objet qui devait tromper tout le monde, naquit, on peut le dire, entre deux femmes prosternées, sa mère, sa sœur, et telles elles restèrent, dans cette extase de culte et de dévotion.

Ce qui, sans nul doute, exaltait la passion inquiète de la mère et de la sœur, c'étaient les frayeurs continuelles que leur donnaient son caractère fougueux, les jeux violents et dangereux qu'il partageait avec ses camarades.

A six ans, nous le voyons en danger de mort, emporté par un cheval qu'on ne pouvait arrêter, plus tard blessé, une autre fois malade, plus tard encore (alors il était roi),

violemment frappé à la tête dans un assaut d'espiègles. Il eut le bon sens généreux de ne jamais dire qui l'avait frappé.

Ses chasses étaient audacieuses, et il se jouait de la mort. Une fois, un cerf lui mit son bois dessous et l'enleva de selle, sans qu'il parût ému. Une autre fois, il trouva amusant de lâcher dans la cour d'Amboise un sanglier furieux qu'il venait de prendre. L'animal heurte aux portes, en enfonce une, et monte dans les appartements. On s'enfuit; lui, très froidement, il lui va au-devant, lui plonge l'épée jusqu'à la garde; le monstre roule, et, par les degrés, retombe expirant dans la cour.

Ces actes de vigueur, joints à sa grâce, à sa facilité, faisaient croire (bien à la légère) qu'on allait avoir un grand roi.

On fut ravi de son mariage. Le lendemain de la mort du tyran (je veux dire d'Anne de Bretagne), Louis XII, enfin libre, donne sa fille à un Français, ferme la porte à l'étranger. Charles-Quint n'aura pas la France. Sa joie fut vraie, sincère. La liberté qu'elle pouvait comprendre, c'était d'avoir un roi français.

Et il fut salué de l'Italie, comme de la France. L'Italie haletait; elle n'en pouvait plus; l'horreur indéfinie du pillage éternel des bandes suisses, des armées espagnoles, ce jeu atroce de diables ou de damnés, se relayant pour les tortures, avait poussé le peuple au dernier désespoir. Maximilien Sforza, maître des pays les plus riches de la riche Lombardie, pleure dans ses dépêches, et porte envie aux mendiants. La peur des Espagnols et des Français l'a fait valet des Suisses. Mais comment satisfaire ce sauvage torrent qui court incessamment des Alpes, amenant chaque jour au banquet de nouveaux affamés? Comment soûler ces ours, réveillés au printemps par un jeûne de six mois d'hiver? Les Suisses, ivres, cruels, sont regrettés encore

par les infortunés sur qui tombent les Espagnols, bourreaux sobres, qui gardent dans leur férocité un calme diabolique, une froide et implacable présence d'esprit.

François Ier, n'ayant changé qu'un seul des ministres de Louis XII, continuant sa politique, gagnant le gouvernement du jeune Charles et profitant de ses embarras prochains pour la succession d'Espagne, contentant Henri VIII par l'appât d'un traité d'argent, est libre d'agir contre les Suisses, contre Maximilien et les restes de l'armée d'Espagne qui végètent en Italie. Venise, ruinée par la France, n'espère cependant qu'en la France. Florence, sous les Médicis, ne peut parler; mais son silence parle.

« J'irai, soyez-en sûrs, dit le jeune roi aux Italiens, je veux vaincre ou périr! »

Expédition d'Italie (1515); l'infanterie nationale. — Au point où nous arrivons, la France encore va détruire une de ses vieilles œuvres. Chevalerie, gendarmerie, vieille organisation militaire, tout cela s'en va ensemble; le peuple, dans l'infanterie, a fait son apparition sur le champ de Ravenne. Et c'est lui qui opère, en 1515, le grand passage des Alpes.

Dans la courte et foudroyante campagne de Gaston de Foix, on entrevit le Français comme le premier marcheur du monde; c'est dire éminemment soldat. Au premier passage des Alpes, sous François Ier, on le vit comme le grand, l'admirable ouvrier de guerre (qu'a décrit le général Foy dans les guerres de la Péninsule), improvisant de ses mains, de sa brûlante activité, mille moyens subits, inconnus, sachant tout à coup au jour du péril les arts qu'il n'apprit jamais, frayant des voies inattendues par les abîmes où le chasseur ne se hasardait qu'en tremblant, légitime conquérant des Alpes, roi des monts qu'il sait seul franchir.

L'artillerie était beaucoup plus pesante alors, et le génie n'était pas né. Le passage du grand Saint-Bernard fut si ra-

pide, si brusque et si inattendu, que le général ennemi, Prosper Colonna, fut trouvé à table par le chevalier Bayard, et demanda si les Français étaient descendus du ciel. Les Suisses, qui gardaient les routes ordinaires du mont Cenis et du mont Genèvre, se croyaient sûrs de barrer le pas de Suze où les deux routes aboutissent, et comptaient que la gendarmerie viendrait à ce lieu étroit où cinquante cavaliers peuvent à peine charger de front, heurter contre leur mur de fer, se briser sur leurs lances. L'expérience de Novarre et de Guinegate montrait que cette brillante cavalerie, les premières charges repoussées, était sujette à d'étranges paniques. On avait chansonné en France la *Journée des éperons*, et l'on disait hardiment que les gendarmes étaient des *lièvres armés*.

A ce moment notre jeune infanterie se formait sous un maître habile, Pietro Navarro, passé au service de France. L'ingrate et sordide avarice de Ferdinand l'eût laissé mourir sans rançon dans sa captivité de Ravenne. Cet homme de génie, qui connaissait si bien les bandes espagnoles, trouva pour leur opposer des montagnards fermes et vifs, nos Basques et la verte race des hommes du Dauphiné. En tout, un corps de dix mille hommes. On y joignit huit mille Français, Picards, Bretons, Gascons. Ajoutez trois mille pionniers et sapeurs, Français de même. Ce sont ces vingt et un mille hommes, qui, de leurs bras, de leur audace, de leur industrieuse agilité, exécutèrent en cinq jours le miracle du passage, domptant et perçant le rocher, enlevant et faisant passer sur la triple échine des Alpes soixante-douze énormes canons, cinq cents petites pièces à dos de mulets, un nombre immense de charrettes, deux mille cinq cents lances (chacune de huit hommes) et vingt mille lansquenets allemands.

Passage des Alpes. — On était arrivé à Lyon avec l'imprévoyance ordinaire. On sut que tout était fermé. Le vieux

Trivulce se mit à courir les Alpes, et trouva cet affreux passage entre les glaces et les abîmes. Sauvages gorges où nul marchand, nul colporteur, nul contrebandier, n'avait imprimé ses pas. La virginité de leurs neiges n'était effleurée, depuis la création, que par l'enfant de la montagne, le craintif et rusé chamois, et parfois aussi, peut-être, par l'intrépide folie du chasseur que la passion entraîne avec lui aux corniches étroites des gouffres.

La Durance une fois passée, on monta jusqu'au rocher de Saint-Paul, qui arrêta court. On le perça avec le fer, travail énorme qui se fit en un jour. On n'était encore qu'à Barcelonnette, c'est-à-dire au pied des Alpes.

La chaîne centrale des monts se dressait ici, le dos monstrueux qui sépare les eaux qui vont au Rhône de celles que recevra le Pô. Pietro, qui était l'inventeur des mines, fit sa route à force de poudre, faisant sauter des blocs énormes. C'était encore le plus facile. Le plus hasardeux était, sur les plus rapides glissades, au-dessus des précipices, de s'accrocher et d'enfoncer les premiers pieux sur lesquels on devait jeter des ponts, d'établir le long des abîmes des galeries en bois où les chevaux osassent passer, et sur ces frêles improvisations de charpentes tremblantes, gémissantes et criantes, de rouler 72 gros canons de bronze. Souvent, on n'osait le faire. Et alors, avec des câbles, on descendait les canons au fond de l'abîme, pour les remonter de l'autre côté avec un effort infini.

On trouva enfin la pente italienne et la vallée de la Stura. Mais là, le mont *Pic-di-Porco* se mettait encore en travers, dernière défense que les Alpes vaincues opposaient à cette titanique entreprise. On la franchit le quatrième jour et le cinquième, on était dans les plaines de Saluces, à l'entrée de la Lombardie.

Il était temps. L'armée n'avait emporté que trois jours de vivres. Si les Suisses, mieux avertis, lui avaient fermé la

porte, ce qui n'était pas difficile, elle restait clouée dans ces gorges pour mourir de faim.

L'entreprise si audacieuse, si heureuse de ce chemin inouï, bouleversa l'imagination italienne.

Les Suisses avaient parmi eux de grands amis de la France, les Bernois Diesbach et la Pierre et le Valaisan Super-Sax. Ils soutenaient que la Suisse ne gagnait rien à se saigner pour exalter l'Allemagne, sa principale ennemie, sur les ruines de la France.

Un argument plus sensible peut-être, c'est que ni le pape, ni l'Espagne n'avait un sol à leur donner, que leur Maximilien Sforza, rançonné, épuisé, tordu jusqu'à la dernière goutte, était fini, ne rendait plus. La France, au contraire, arrivait les mains pleines de belles pièces neuves, d'argent non pas futur, fictif, mais d'écus comptants et sonnants.

Campagne du Milanais. — Tout cela prenait assez bien. Mais voilà que du Saint-Gothard roule une énorme avalanche de vingt mille Suisses, tout neufs, avides, qui viennent gagner en Italie. Ceux-ci voient leurs compagnons gras et tout chargés de pillage, la poche enflée, qui parlent, à l'arrivée, de revenir. Les nouveaux venus frémissent pour l'honneur de la Suisse de la honteuse cession des passages du Tésin; ce serait donner l'Italie sans retour et s'en exclure pour jamais. Les Français ont là de l'argent?... Eh bien! pourquoi ne pas le prendre?... Ils y couraient en effet. Les nôtres eurent à peine le temps de sauver la caisse.

Le roi n'avait pas bougé. Il croyait toujours négocier. Sa situation était assez dangereuse. Il s'était placé à Marignan, à dix milles de Milan, ayant derrière lui les armées espagnoles et pontificales, qu'il séparait ainsi des Suisses. Les Vénitiens, il est vrai, veillaient pour lui sur ces armées. Mais seraient-ils assez forts, surtout ayant en tête les redoutés fantassins espagnols?

Qui commandait l'armée française? Tout le monde et personne. Le roi, tout novice, de vingt et un ans, était censé commander, et sous lui, Charles de Bourbon, de vingt-cinq, qu'il venait de faire connétable. Les généraux de Louis XII, la Trémouille et Trivulce, étaient près du roi, mais comme de vieux meubles hors de mise. On avait fait l'insigne faute de laisser partir l'homme essentiel, le commandant des Bandes noires et en général des troupes allemandes, le fameux duc de Gueldre, qui seul avait la confiance des lansquenets. L'ami et l'allié du roi, son futur gendre (Charles-Quint), avait pris ce moment pour attaquer la Gueldre, forcer le duc de revenir, démoraliser l'armée du roi.

Le duc de Gueldre crut à la paix prochaine, partit et laissa le commandement en chef des Allemands à un Français, son neveu, Claude de Guise, que pas un d'eux ne connaissait. Ces gens, sans communication avec les nôtres, séparés par la langue et ne sachant rien de la situation que les allées et venues, les pourparlers du roi avec les Suisses, leurs mortels ennemis, écoutèrent les avis charitables qu'on semait parmi eux. Le roi de France (disait-on), qui leur devait beaucoup d'argent, avait trouvé un moyen de payer la solde arriérée, en les mettant au premier feu et les livrant aux Suisses pour être exterminés. Et pourquoi, disait-on, votre chef serait-il parti, si ce n'est qu'il a eu horreur de tremper dans la trahison?

Ce roman insensé du roi se détruisant lui-même, se désarmant et se faisant battre, parut tout naturel au bon sens de ces Allemands. Leurs préjugés nationaux sur la foi des Welches (Français et Italiens) les hébétèrent de défiance et de peur.

C'était la grosse moitié de notre infanterie, et la seule fortement armée, qui était frappée de cette panique ; les

autres fantassins, Basques et Gascons, Français formés par Pietro Navarro, étaient des troupes légères qui ne pouvaient porter seules le poids des bataillons des Suisses.

Le roi avait, il est vrai, une très forte gendarmerie, et tous les grands seigneurs de France avec leur suite personnelle; mais il eût fallu une plaine pour faire agir cette magnifique cavalerie, et justement il était sur une étroite chaussée qui permettait à peine à vingt hommes de charger de front : à droite, à gauche des fossés, des marais devaient couvrir la colonne assaillante, empêcher la cavalerie de la tourner ou de la prendre en flanc.

Dans cette situation si peu favorable, le grand maître de l'artillerie ne put profiter de la supériorité des forces qu'il avait; seulement il posta à notre droite une forte batterie, et dans les retranchements qui la couvraient, Pietro Navarro jeta une masse de notre infanterie nationale, Basques, Gascons, Picards.

Ceux qui connaissaient bien les Suisses, Fleuranges, par exemple, qui avait reçu d'eux quarante blessures à Novarre; Fleuranges, fils du fameux sanglier des Ardennes, Robert de la Mark, et l'un des chefs des Bandes noires, ne doutaient point qu'il n'y eût bataille. Ce n'était pas tant une guerre politique qu'une rivalité de métier entre deux armées mercenaires, entre les Suisses, si longtemps les seuls fantassins de l'Europe, et cette nouvelle infanterie allemande que l'empereur et les princes avaient formée surtout contre eux.

Bataille de Marignan (septembre 1515). — L'armée fut presque surprise, quoiqu'on fût averti trois fois, d'abord par un Lombard, puis par un gentilhomme, enfin par Fleuranges lui-même. Le connétable allait se mettre à table. Le roi essayait une armure d'Allemagne, propre à combattre à pied, armure si industrieusement faite, dit Fleu-

ranges, qu'on ne l'eût pu blesser d'une épingle. Le roi l'embrassa pour la bonne nouvelle, mais n'y voulait pas croire encore. Fleuranges prit sur lui de faire sonner l'alarme. Le roi, voyant alors que c'était tout de bon, s'adressa au général de Venise, l'Alviano, qui était là, lui prit la main et le pria d'amener ses troupes en toute hâte; Alviano sauta à cheval, croyant ce jour suprême et décisif pour l'Italie autant que pour la France.

Fidèle aux vieilles traditions, le roi employa les dernières minutes, si précieuses, à se faire armer chevalier. Avec sa bonne grâce ordinaire, laissant là tous les princes et grands seigneurs, il s'adressa à l'homme le plus aimé de l'armée, fit avancer Bayard et reçut l'ordre de sa main.

Cependant Fleuranges observait les Suisses. Ils étaient à deux milles et paraissaient vouloir camper. Ils y pensaient peut-être, car la journée était fort avancée. Tout à coup les voilà qui se remettent en marche et ne s'arrêtent qu'à deux traits d'arc du camp français, où ils soufflèrent un peu, déployèrent la bannière des clefs de saint Pierre et reçurent la bénédiction.

La gendarmerie chargea d'abord, et, malgré sa valeur, elle fut *reboutée par les gens de pied*. Ce qui est bien croyable; elle ne pouvait charger que par vingt ou trente à la fois, et les Suisses avançaient en piquant les chevaux ou démontant les cavaliers du croc de la hallebarde.

Ils arrivèrent ainsi aux lansquenets, furieux de la vue seule du drapeau noir, ayant soif de leur sang. Ces Allemands étaient troublés de cette furie, et l'écart des gens d'armes, rejetés de côté, les confirmait dans l'idée folle que nous les livrions. Ils reculèrent. Mais au moment, les fantassins français, défendus par eux à Ravenne, se jetèrent à leur tour devant les Allemands, s'élancèrent sur les Suisses au nombre de deux mille, et du premier coup, dispersèrent un corps double de nombre.

Ce qui rend la bataille obscure ici et pleine de contradictions, c'est que la nuit venait, et que déjà il y avait une nuit de poussière effroyable.

La scène était immensément confuse.

La lune éclairait la bataille. Et cependant il y eut d'étranges méprises. Le roi alla donner dans un gros corps de huit mille hommes qu'il croyait siens; c'étaient des Suisses. Il me jetèrent, dit-il, six cents piques au nez, pour me faire voir qu'ils y étaient. Le roi eut cependant le temps de réunir trois cents chevaux, quelques milliers de lansquenets, et se retira sur ses canons.

L'infanterie ferma pour ce jour la bataille. Les Suisses s'étaient rendus maîtres d'une partie du camp de François Ier. Ils furent chassés, mais non partout; ils restèrent sur plusieurs points établis entre les Français. La lune ayant retiré sa lumière, ceux-ci ne pouvaient aisément se rapprocher les uns des autres. Il y avait des Suisses qui voulaient profiter de cette division, tenter un grand et dernier coup.

Ils hésitèrent, perdirent l'irréparable occasion. Mathieu Shiner, cardinal, évêque de Sion, semble en avoir été la cause. Il avait fait venir des vivres et des tonneaux de vin. Les Suisses étaient trop bien, adossés à la grande ville, qui leur fournissait tout. Les Français, au contraire, n'eurent pas tous à manger. Le roi buvait de l'eau sanglante qui lui fit vomir son repas. Il avait prudemment fait éteindre son feu; non vu, il voyait tout, et pouvait assister à la bombance des Suisses.

Le cardinal croyait la bataille gagnée, il l'écrivit à Rome et partout.

Toute la nuit donnèrent les cors sinistres d'Underwald et d'Uri pour rallier les Suisses; les Français sonnèrent leurs trompettes.

Nul doute que les vieux et expérimentés capitaines, la

Trémouille, la Palice, Trivulce, n'aient bien mis la nuit à profit. Galeotto et Pietro en profitèrent surtout pour changer les positions de l'artillerie, Le roi avait soixante-douze grosses pièces, un nombre infini de petites. C'est le spectacle qu'eurent les Suisses au matin. Derrière ce confus rideau de troupes éparses, une armée entière s'était reformée; de tous côtés, entre les corps, canons, fauconneaux, serpentines, montraient la gueule et attendaient.

L'homme des Bandes noires, Fleuranges, avoue magnanimement, à la gloire de ses ennemis, que si les Suisses n'attaquèrent pas la nuit, c'est que vraiment ils n'étaient pas en nombre suffisant. — Et, s'ils avaient bien fait la veille, dit-il, ils firent encore mieux le matin. — Mais l'artillerie les reçut rudement, et ils virent vingt mille lansquenets qui, parfaitement remis et ralliés présentaient vingt mille piques. Cette grande attitude leur imposa; « ils glissèrent outre, » et n'essayèrent pas de les enfoncer.

Les Suisses furent plus écrasés que vaincus; hommes et chevaux, couverts de fer, fondant sur eux de tout leur poids, il fallait à des fantassins, non seulement le plus ferme courage, mais une grande dextérité pour choisir juste les rares défauts de la cuirasse où pouvait pénétrer le fer. Les parfaites armures étaient celles des très grands seigneurs et de leurs chevaux de bataille. Ce furent eux, cette fois, qui chargèrent définitivement, mais non sans grand dommage.

Fleuranges vit que les Suisses étaient décidément rompus. Ils avaient tâté l'arrière-garde et avaient été repoussés. Un de leurs corps s'était jeté dans une grande cassine où l'on avait logé force tonneaux de vin de Beaune; ils lui livrèrent bataille, s'y noyèrent, si bien que Fleuranges y mit le feu sans qu'ils s'en occupassent; ils furent brûlés plus de huit cents.

Ce qui avait achevé de les décourager, c'est que, vers

dix heures du matin, ils entendirent crier : *Marco! Marco!* et virent les drapeaux de Venise. C'était Alviano qui avait marché toute la nuit avec sa cavalerie. Son armée le suivait de loin; les Suisses crurent l'avoir sur les bras, et se décidèrent à la retraite.

Maximilien Sforza, assiégé quelques jours au château de Milan, et forcé par les mines de Pietro Navarro, se rendit, tout joyeux d'être quitte d'une souveraineté qui n'avait été qu'un esclavage. « Grâce à Dieu! disait-il, me voici affranchi de la brutalité des Suisses, des vols de l'Empereur et des perfidies espagnoles! »

Il n'y eut jamais victoire plus complète. Des deux armées que le roi avait à dos, la papale obtint de traiter, et l'espagnole sollicita d'être comprise dans l'arrangement pour retourner à Naples.

Les Suisses, si bien battus des lances et des boulets du roi, le furent encore plus de son argent. Il les gorgea, les renvoya. Corrompus contre eux-mêmes, ils acceptèrent, tête basse, plus d'argent que ne valait toute la Suisse, vendant les bailliages italiens et renonçant à l'Italie.

Pouvoir de François Ier; son rôle, ses intérêts. — Le roi pouvait ce qu'il voulait.

A lui de défendre la chrétienté, de résister au conquérant Sélim, nouveau Mahomet II.

A lui de balancer le monstre hétérogène du triple empire de Charles-Quint, qui, se formant de mort en mort et par successions, sans bruit, tout doucement, menaçait d'engloutir l'Europe.

Sa famille l'encadrait, l'embellissait. Son respect pour sa mère, excessif dans un roi, semblait d'un bon cœur tout nature, qui n'était blasé ni gâté. Il ne lui parlait guère que la toque à la main, abaissant sa grande taille et le genou plié.

Qu'avait à faire le jeune roi et le roi-chevalier? d'être,

en effet, et chevalier et jeune, fidèle à cette tradition de générosité qu'il se flattait de suivre. Si l'on eût cru réellement qu'il voulût être le protecteur des faibles et le centre de la résistance contre le pape et la maison d'Autriche, il était le maître du monde.

L'Espagne, dans le progrès de son affreux cancer, venait de s'arracher sa plus riche substance, l'agriculture et l'industrie, les Maures, les Juifs. Elle arrivait au second acte, où elle devait périr comme liberté et vieilles franchises. La lutte allait s'ouvrir, des nobles et des villes, contre le roi; un roi flamand, tellement ignorant de cette fière Espagne, qu'il sollicitait de la France une armée de vingt mille étrangers pour s'installer; lui qui d'avance était aimé, comme fils de Juana, petit-fils de la grande Isabelle, comme remplaçant le vieux roi détesté d'Aragon; lui pour qui Ximénès, un grand cœur castillan, avait, par de fortes mesures, frayé la voie, dressé le trône. Il n'avait qu'à s'asseoir, et il débuta par outrager l'Espagne en disgraciant Ximénès mourant.

L'Empire n'avait pas moins de deux révolutions en lui, la révolution allemande et celle de l'esprit humain.

La France ne devait rien faire qu'en communauté avec l'Allemagne. C'est vers elle qu'elle devait tourner son attention, autant et plus que vers l'Italie.

François Ier avait une prise naturelle et très forte sur l'Allemagne. C'est à lui que s'adressaient tous les ennemis de l'Autriche, à lui que se louaient ces innombrables gens de guerre de toutes classes, que les désordres de l'Empire, les luttes des villes impériales, les insurrections des campagnes, avaient jetés hors du foyer.

François Ier n'y vit que des soldats. Que serait-il arrivé, s'il eût compris que c'était une émigration, que c'était la révolution allemande, dont les tronçons brisés, les débris, les épaves, venaient se jeter au rivage de la France?

Il était beaucoup plus qu'un roi, s'il eût su profiter de sa situation.

La protection déclarée ou secrète que le roi avait donnée au duc de Gueldre dans la Basse-Allemagne, il devait l'étendre au haut Rhin, soutenir la résistance des chevaliers et petits nobles contre les seigneurs.

Ce garçon de vingt ans était bien neutre au fond dans tous ces grands débats.

Il s'était montré bon soldat, mais ne comprenait rien à la victoire.

Louise de Savoie. — Le chancelier Duprat. — Cette royale figure qui semblait tout comprendre et hâblait à merveille, était en réalité un splendide automate dans la main de sa mère, l'intrigante, violente et rusée Savoyarde, et d'un homme d'affaires, Duprat, fin, vil et bas, qu'il prit pour chancelier.

La mère aimait passionnément son fils, et pourtant s'en jouait. Elle disait hardiment au légat : « Adressez-vous à moi, et nous irons notre chemin. Si le roi gronde, il faut le laisser dire. »

Duprat voulait le chapeau. Soit orgueil, soit prudence de voleur et recette contre le gibet, les ministres tâchaient d'être cardinaux. On ne pend pas un cardinal.

Louise avait une pauvre ambition, celle de s'allier aux Médicis. Elle venait de donner une de ses sœurs au frère du pape, Julien. Et elle poussait son fils à donner une princesse du sang royal au neveu du pape, Laurent ; à unir les lis de France aux pilules, qui sont les armes de la maison de Médicis, sortie, dit-on, d'une boutique d'apothicaire. Ce neveu était si malade qu'à peine marié, il mourut, et la mariée aussi, nous laissant toutefois une fille, Catherine de Médicis.

CHAPITRE IV.

CHARLES-QUINT EMPEREUR. — RIVALITÉ DE LA FRANCE ET DE L'ALLEMAGNE. — HENRI VIII. — LE CAMP DU DRAP D'OR.

Invasions des Turcs.—Les invasions turques apparaissent comme un élément, une force de la nature. Elles reviennent à temps donnés. On peut les prévoir, les prédire, comme les éclipses ou tout autre phénomène naturel.

Les sultans mêmes n'y peuvent rien. Le vizir de Soliman disait aux ambassadeurs que l'immense piraterie des barbaresques ne dépendait pas de la Porte.

Les ravages des invasions par terre, qui semblent si furieux, n'en suivent pas moins une marche en quelque façon méthodique. C'est d'abord l'éblouissement d'une multitude innombrable, l'infini du pillage, des courses de tribus inconnues, dont plusieurs, comme les sauterelles, viennent de l'Asie même s'abattre sur le Danube. Tuez-en tant que vous voudrez, ils ne s'en inquiètent pas. Ces ondées d'insectes humains, ces ravages assidus, découragent la culture, la rendent impossible, font qu'on n'ose plus cultiver, habiter.

Les églises deviennent mosquées. Leurs tours, changées en minarets, cinq fois par jour crient la victoire d'Allah, la défaite du Christ.

Dieu sait les récits merveilleux qui se font de toutes ces choses dans les veillées du Nord : martyres, supplices,

hommes sciés en deux, filles, enfants volés par les pirates ! et l'on n'a plus su jamais ce qu'ils sont devenus! La peur croit tout.

Les cours d'Europe. — La cour de France. — Tous les rois étaient jeunes, ou mineurs, ou majeurs à peine. La mort avait en une fois changé toute la scène du monde. Le pape même, Léon X, qui avait trente-neuf ans en 1516, pouvait passer pour jeune, relativement aux autres papes. Henri VIII avait vingt-quatre ans, François Ier vingt-deux, Charles-Quint seize, Louis de Hongrie dix. Toute cette jeunesse était fort gaie, on peut le croire (moins le petit Charles-Quint, étonnamment sérieux); les cours n'étaient que fêtes, rires, badinages, et l'argent coulait comme l'eau. La cour la plus coûteuse était celle de François Ier. Cette joyeuse cour, toujours en route, semble un roman mobile, pèlerinage pantagruélique le long de la Loire, de château en château, de forêt en forêt. Partout les grandes chasses et l'étourdissement du cor. Partout les grands banquets et la table sous la feuillée pour quelques milliers de convives. Puis, tout cela disparaissait. — Les pauvres envoyés du roi d'Espagne ne savaient jamais où ni comment joindre le roi de France. Il se levait fort tard, et l'autre roi, sa mère, très tard aussi. On venait en vain au lever; le roi dormait. On revenait plus tard; le roi était à cheval, bien loin dans la forêt. Le soir était trop gai ; à demain les affaires. Le lendemain, on était parti; la cour était en route; les envoyés trouvaient quelques serviteurs attardés qui leur disaient en hâte que le roi couchait à dix lieues de là.

Le Concordat ne profita guère à François Ier. Lorsque Duprat, à Bologne, soumit le roi au pape, lui fit servir Léon X, marcher devant lui et lui donner à laver, il disait à son maître qu'avec ce Concordat, le pape ne retenant qu'une année du revenu, et laissant au roi les nominations, il allait avoir à donner six archevêchés, quatre-vingt-trois

évêchés, nombre d'abbayes, etc. Belle liste civile, pour qui l'eût employée. Le roi la gaspilla.

L'Espagne. — Moins dépensière, la cour de Charles-Quint ne fut pas moins pesante et dévorante, par l'avarice de ses conseillers flamands.

Rien ne dérangea les Flamands dans le déménagement méthodique du vieil or espagnol. La Jacquerie de Valence qui éclata, l'insurrection de Castille, ne les en tirèrent pas. S'ils firent convoquer les Cortès, ce fut sur le rivage, dans un port de Galice, à l'extrême bout de l'Espagne, ayant là leurs vaisseaux et pouvant embarquer leur proie. Madame de Chièvres, en bonne ménagère, apporta là la charge de quatre-vingts chariots et de trois cents mulets; madame de Lannoy, celle de dix fourgons et de quarante chevaux; le confesseur du roi, celle de seize mulets et dix chariots. Ainsi du reste. Un milliard de ducats, dit-on. Ce qu'ils laissèrent, ce fut la guerre civile.

Pourquoi François Ier ne profite-t-il pas de la révolution d'Espagne et de la guerre civile ? Pourquoi? La guerre du Turc le préoccupe. Car tout le monde en parle, en frissonne, et la chrétienté entière regarde vers François Ier. Mais pour mener l'Europe contre le Turc, il faut être empereur.

Le sultan Sélim.—Le Turc d'alors était le vrai Turc des légendes, non un Bajazet II, gras, pacifique et lent, poète mystique, qui laissa faire la guerre, non pas le Salomon ou Soliman des Turcs qui devint l'ami de la France. Celui-ci, le sultan Sélim fit peur aux Turcs eux-mêmes. La chose infaisable et terrible, à laquelle nul n'osa toucher, lui, il la fit. Il réforma les Janissaires, mit leurs chefs dans sa main. Tellement il avait imprimé l'épouvante de sa force et de sa cruauté.

Les ambassadeurs vénitiens qui le suivent en tremblant dans ses victorieuses campagnes et ses massacres, ne sont

pas terrifiés seulement, mais subjugués. On est stupéfait de lire ce que Mocenigo disait de cet exterminateur : « Nul ne fut si juste et si grand, *nul plus humain.* » Les bras en tombent.

Notez que, dans les grands massacres, cet homme singulier ne prétendait rien faire que sur bonne raison, bons textes du Coran, réponses de prêtres et de juristes. Il était très embarrassant pour ceux-ci, et effrayant par sa subtilité, leur posant des questions, indifférentes en apparence, et leur surprenant des réponses à noyer le monde de sang. Après l'immense carnage des Mamelucks d'Égypte, il organisa dans tout l'empire par une police savante et clairvoyante une complète Saint-Barthélemy des partisans des doctrines persanes et de l'incarnation d'Ali. Il procédait par ordre. Cela fait, il passa aux chrétiens, posant à son moufti une question captieuse, qui, subtilement interprétée, impliquait le massacre d'une douzaine de millions d'hommes. Le grand vizir, épouvanté, ne l'arrêta qu'en faisant venir trois hommes de cent ans, vieux Janissaires, qui jurèrent que Mahomet II avait promis la vie aux Grecs.

Sélim espérait bien se dédommager sur l'Europe, à qui Mahomet n'avait rien promis. Et déjà il avait demandé au moufti : « N'est-il pas méritoire de tuer les deux tiers des vivants pour le salut de l'autre tiers? »

On ne voit pas, dans l'état de division où étaient les chrétiens, ce qui eût arrêté ce scolastique de la mort. Il avait pris l'Égypte sur les Mamelucks, les premiers cavaliers du monde, pris la Syrie et la Babylonie, frappé et mutilé la Perse pour toujours, et tout cela par les armes modernes et le génie civilisé, par l'artillerie, l'infanterie, une tactique habile. La parfaite justesse de ses vues se montrait en ceci, qu'il ne voulait pas faire un pas vers l'Allemagne, sans se créer d'abord une marine pour terrifier, paralyser la Méditerranée, l'Espagne et l'Italie.

Le danger était si prochain, et le roi de France tellement désigné comme chef militaire de l'Europe, qu'un de ses envoyés soutenait qu'il n'y avait pas d'argent à donner, que l'Allemagne le prierait de se laisser faire Empereur. François Ier disait qu'il ne voulait de l'Empire que pour cette guerre. L'ambassadeur anglais, Thomas Boleyn, lui demandant s'il irait en personne, il lui saisit la main, et posant l'autre sur son cœur : « Si l'on m'élit, je serai dans trois ans à Constantinople, ou je serai mort. »

Maximilien ne l'était pas encore. Que faisait-il? Était-il occupé de fixer l'Empire dans sa famille? Point du tout. Il l'offrait au plus riche, à Henri VIII. Celui-ci, comprenant que le vieil empereur ne voulait rien que l'exploiter, le remercia tendrement, lui souhaita longue vie.

C'est alors seulement que le grand-père commença à se souvenir qu'il avait un petit-fils qu'il chérissait, et retomba sur Charles-Quint.

Compétitions pour l'empire. — Sauf l'électeur de Saxe, opposé à l'Autriche, et l'électeur de Trèves, noble chevalier allemand qui voulut rester les mains nettes, le reste était à vendre, si bien que François Ier crut tout tenir deux ou trois fois, et autant de fois Charles-Quint. Celui-ci était en Espagne, mal informé, mal conseillé. Il eût manqué l'affaire, si sa tante Marguerite, plus près et plus adroite, n'eut arrangé les choses. Elle réduisit tout à une affaire d'argent, n'appela pas le pape au secours comme François Ier, élimina les banquiers italiens, circonscrivit et centralisa l'action, agisssant à Augsbourg, c'était la caisse; à Mayence, c'était l'intrigue.

Albert de Mayence eut cinquante-quatre mille florins, *pour œuvres pies*, avec dix mille de pension et la promesse que le nouvel Empereur lui obtiendrait la position de légat *à latere* nommant à tous les bénéfices, boutique ouverte des dons du Saint-Esprit.

Son frère, l'électeur de Brandebourg, devait avoir cent trente mille florins avec une sœur de Charles-Quint.

Le palatin cent dix mille, et six mille de pension, etc., etc.

Le 17 juin, au milieu d'une armée de vingt-cinq mille hommes, s'ouvrit la diète électorale. Les partisans de la France commencèrent à avoir peur. Le Palatin, parent de François Ier, après s'être avancé pour lui, recula et se rétracta. L'électeur de Brandebourg, qui avait parole d'être son lieutenant dans l'empire, se convertit à Charles-Quint.

L'électeur de Saxe eût eu des chances. Mais il s'abandonna lui-même, et étonna tout le monde en votant pour Charles-Quint. Dans son indécision, il se laissa aller à ce qu'il crut la volonté de Dieu.

Les résultats étaient fort sérieux.

Élection de Charles-Quint. (1519). — Cet Empereur de vingt ans, qui, dans ses faibles bras, prenait la moitié de l'Europe, faible pour gouverner, fut fort pour étouffer ; toute nation pâlit en son propre génie, languit et défaillit dans cet effort absurde d'assimilation impossible.

Un an après l'élection impériale, le frère de l'Empereur épouse Anne de Hongrie, et se dit héritier de Hongrie et de Bohême, portant sa main marchande sur la sainte couronne des héros, le palladium de l'Europe.

Allemagne, Hongrie, Bohême, Espagne, des nations si différentes, si énormément éloignées de mœurs, de langues et de génies, venaient d'être englobées du même coup de filet, victime d'une même opération de banque et de diplomatie.

Ces deux héros, aux deux bouts de l'Europe, le Hongrois, l'Espagnol, ont à peine conscience de leur destinée.

L'Allemagne et Charles-Quint s'étaient vus face à face à la diète de Worms, nullement avec satisfaction. Dans la même diète, l'empereur eut l'affront de voir un Robert de

la Mark, imperceptible sire des stériles bruyères de l'Ardenne, venir le défier, de souverain à souverain, lui jurer guerre à mort, et lui jeter le gant. L'Empereur voulait soumettre Robert à sa juridiction, le confondre dans la foule de ses vassaux des Pays-Bas. Robert se refit Français et comme tel, sans consulter personne, avec trois ou quatre mille hommes, marcha intrépidement contre l'Empire et l'Empereur (mars 1521).

François Ier n'était pas prêt à le soutenir. Il avait perdu bien du temps, amusé par son futur gendre, qui négociait trois mariages, en France, en Angleterre, en Portugal, empruntant de l'argent au beau-père d'Angleterre pour payer au beau-père de France. Il paya pension à celui-ci jusqu'à son élection impériale (en juin 1519). Là, il leva le masque, ferma sa bourse, et tourna le dos à François Ier.

Rivalité de François Ier et de Charles-Quint. — La querelle des deux monarchies était très complexe en elle-même, de celles que la guerre seule débrouille, qu'elle ne finit guère même que par l'épuisement des partis.

Ni la France, ni l'Espagne, ne pouvaient céder la Navarre, la porte des deux royaumes.

Comme la Navarre était double, double de même était la Flandre, regardant la France et l'Empire. Double la question de Milan, fief d'Empire, disait l'Empereur, et selon le roi, héritage de Valentine Visconti. Et plus insoluble encore était la question de Bourgogne. Louis XI l'avait enlevée à la grand'mère de Charles-Quint, délaissée, orpheline; chose odieuse!... A quoi l'on répondait que si la France reprenait la Bourgogne, elle reprenait le sien, rappelait à soi un fief donné imprudemment à l'ingrate maison de Bourgogne, qui, par Jean sans Peur et son fils, avait mis l'Anglais en France, tué la France, sa mère, autant qu'elle le pouvait.

Des deux rivaux, l'Empereur, roi d'Espagne et de Na-

ples, et souverain des Pays-Bas, des Indes, avec l'héritage éventuel de Hongrie et Bohême, était de beaucoup le plus vaste, mais aussi le plus dispersé. François Ier était plus concentré, dans sa France si bien arrondie, plus obéi d'ailleurs, plus maître, plus à même de se ruiner.

Négociations avec Henri VIII. — L'avantage semblait devoir appartenir à c lu des deux qui mettrait l'Angleterre de son côté.

La cour de France ne désespérait pas d'accomplir ce miracle. François I[er] croyait qu'il suffisait pour cela d'acquérir le ministre dirigeant, le tout-puissant cardinal Wolsey.

Wolsey voulait être pape. Plus vieux que Léon X, en revanche il était plus sain. Il se dit qu'il fallait voir de près les deux rivaux et se décider pour celui qui l'aiderait le mieux. Dès l'élection de Charles-Quint, il fut réglé qu'Henri VIII verrait d'abord le roi de France.

L'inquiétude de François était de ne pas briller assez, faute d'argent, d'être effacé. Il faisait écrire à Wolsey par l'envoyé d'Angleterre : « Qu'il voudrait bien savoir si le roi son frère n'aurait pas pour agréable de défendre aux siens de faire de riches tentes. Il ferait volontiers aux Français la même défense. »

L'aveu que faisaient les Français de leur pénurie décida Wolsey. Il crut les écraser. Une grande fête chevaleresque, une revue solennelle des deux nations où Henri VIII apparaîtrait plus brillant qu'Henri V au Louvre, c'était pour le ministre un moyen sûr d'être agréable. Et il avait besoin de l'être. Henri, à son avènement, avait pris femme et ministre, il y avait déjà dix ans. Mais, il ne fallait pas se le dissimuler, l'un et l'autre vieillissaient. La reine Catherine d'Aragon était une sainte espagnole du XII[e] siècle. Ni jeune, ni féconde, elle avait eu un seul enfant, qui était une fille (Marie *la sanguinaire*). Volsey trouvait le roi rêveur et disputeur, aigre, chaque jour plus sombre.

Les Français rougirent d'avoir eu cette velléité d'économie. Judicieusement, ils sentirent que l'honneur national était en jeu, qu'il fallait à tout prix que la France ne pâlît pas devant l'orgueilleuse Angleterre. Ce fut un duel de dépense. L'affaire passée sur ce terrain, tous, héroïquement fous, vendirent, engagèrent, prés, châteaux et métairies, pour avoir des colifichets, velours, satins, drap d'or, bijoux, surtout des chaînes d'or, comme en portaient les Anglais. Il n'y avait pas à plaisanter ; on venait de manquer l'Empire; on voulait se relever.

Entrevue du camp du drap d'or (7 juin 1520).—L'entrevue, négociée depuis dix-huit mois, eut lieu le 7 juin 1520. François Ier partit d'Ardres, Henri, de Guines. Les deux princes arrivèrent en même temps sur les coteaux entre lesquels coule une petite rivière. Les deux cours, en deux masses épaisses comme deux petites armées, restèrent sur les hauteurs; les deux rois descendirent. Ils se joignirent, s'embrassèrent avec effusion.

Le banquet royal fut dressé. En toute cordialité, les Anglais offrirent aux Français des vins, des rafraîchissements. Puis Henri VIII prit le traité des mains des gens de robe longue, un traité d'intime alliance. Son titre de roi de France y était. Il le passa galamment, disant : « Ceci est un mensonge. »

Dès le lendemain, on fit les lices, qui remplirent toute la vallée : neuf cents pas de long et trois cents de large. Au bout, des arbres de drap d'or aux feuilles de soie verte où pendaient les écussons frères, en ce jour réconciliés. Autour, des échafauds immenses, pour les dames et la noblesse. Puis, çà et là, des pavillons, palais improvisés, d'un incroyable luxe, les plus précieuses étoffes employées en plein air pour toits, murailles et couvertures. La merveille était le palais d'Angleterre, qui n'était que fenêtres, un Windsor de verre, lumineux, recevant par cent cristaux et renvoyant le soleil.

Le 9 juin, ouvrit le tournoi, où François Ier montra sa grâce autant que sa force, Henri, fort et sanguin, s'y anima tellement, qu'oubliant que c'était un jeu, il assomma le pauvre diable qui lui était opposé.

Les politiques qui avaient arrangé l'entrevue avaient pris des précautions extraordinaires et ridicules. Le roi, qui avait plus d'esprit, sans en rien dire, un matin, jette sur lui une cape espagnole, saute à cheval, arrive aux postes anglais.

François Ier va son chemin, frappe lui-même à la porte, entre. Grand étonnement d'Henri : « Vous avez bien raison, dit-il, de vous fier. C'est moi qui suis votre homme et qui me rends à vous. » Il lui passe un riche collier. Le roi riposte par un bracelet qui valait le double, et dit : « Vous m'aurez pour valet de chambre. »

Cette démarche avançait les affaires plus que dix années de diplomatie. Elle toucha les Anglais, qui aiment les choses généreuses. Elle mettait les deux peuples sur le terrain du bon sens et d'une fraternité vraiment politique conformes à leurs grands intérêts.

Deux politiques parlaient à l'Angleterre : la petite lui conseillait l'alliance des Pays-Bas, où elle faisait les petits gains d'un commerce journalier, le négoce des cuirs et des laines. Et la grande politique lui conseillait l'union avec la France.

L'Espagnol était l'ennemi commun, et il n'y en avait pas d'autre.

Les deux peuples et les deux rois eurent un moment de vive cordialité. L'aimable occasion de cet affranchissement de l'Angleterre, doit être reportée à 1520, aux entrevues du Camp du drap d'or, aux visites amicales que les deux rois faisaient aux reines. La reine Claude, fille de Louis XII, et qui avait la bonté de son père, était aimée de la cour d'Angleterre, de la femme d'Henri VIII. Ce prince allait

la voir, et la trouvait au milieu d'une belle couronne de dames et demoiselles.

La reine aura-t-elle oublié de lui faire remarquer qu'une enfant de quatorze ans, belle, spirituelle, gracieuse, très avancée, très cultivée, était une de ses sujettes? Cela me paraît improbable.

La bonne reine aura fait une sorte de compliment au roi, disant en les présentant toutes : « Pour celle-ci, c'est la plus jolie, c'est ma perle, Miss Anna Boleyn. » Henri VIII, dès ce jour, fut de mauvaise humeur. Tout allait mal. Le roi de France, sans le vouloir, l'éclipsait, l'écrasait. Henri reprit son avantage dans l'exercice national de l'arc ; les Anglais maniaient avec orgueil l'arme d'Azincourt. Rudes lutteurs aussi, ils l'emportèrent sur les Français. Ce mauvais exercice où le perdant amuse l'assistance, faisant des chutes ridicules qui toujours humilient, avait lieu *devant les dames* (dit le témoin oculaire). On pouvait prévoir qu'il y aurait de très grands efforts, de la violence. Henri VIII prit François Ier au collet, et lui dit : « Luttons. » Sans doute il se croyait plus fort. L'autre était plus adroit, moins lourd. Qu'eût fait un politique ? Il eût refusé, ou serait tombé. François ne fut point politique ; il oublia le but de l'entrevue. Il songea au *qu'en dira-t-on* ? aux femmes, et d'un malheureux croc-en-jambe il mit son homme par terre.

Petit, fatal événement, qui eut d'incalculables conséquences.

Une messe, que dit Wolsey aux deux rois pour terminer, ne calma rien, on peut le croire. On se sépara froidement. Henri VIII alla tout droit à Gravelines où l'attendait Charles-Quint. C'était la seconde fois qu'il rendait ses devoirs à Henri VIII et à Wolsey. Il les avait prévenus déjà à Douvres, avant l'entrevue du Camp du drap d'or, et les avait charmés par sa modestie, son respect.

Henri VIII lui sut gré d'être plus petit de taille, d'apparence médiocre, tout simplement vêtu en noir, de lui laisser tout avantage, de dire qu'il ne voulait nul autre juge, qu'il signerait son jugement. D'autre part, Wolsey lui sut gré de n'aller au roi que par lui.

Wolsey, sans s'expliquer avec son maître, mais se fiant à sa mauvaise humeur, lui fit accepter le rôle d'arbitre, lorsque déjà lui-même il était partie au procès, haineux et malveillant. Arbitrage perfide, où Wolsey allait nous jouer par une longue comédie, jusqu'au jour où sa partialité, démasquée tout à coup, pourrait donner un coup mortel.

CHAPITRE V

LA MAISON DE FRANCE ET LA MAISON D'AUTRICHE. — TRAHISON DU CONNÉTABLE DE BOURBON. — MORT DE BAYARD. — LES ANGLAIS EN PICARDIE; LES IMPÉRIAUX EN PROVENCE.

Lutte entre la France et l'Autriche. — La longue rivalité des maisons de France et d'Autriche va se développer en deux actes, d'une incroyable longueur, Robert de la Mark avait fourvoyé Seckingen, les nobles du Rhin, au service de Charles-Quint. Il pensait bien les entraîner cette fois pour François Ier.

Charles-Quint n'avait pas un sou, point d'armée. Mais il avait la main du cardinal Wolsey. Un mot signé de cette main arrêta tout, effraya François Ier; il eut peur de perdre l'amitié d'Henri VIII, ramena de gré ou de force la meute qui commençait la chasse et tenait déjà le gibier aux dents.

Le prodigue François Ier était puni cruellement. Toutes ses petites ressources de créations d'offices, mangées à mesure et laissant une masse croissante de salaires et de pensions, ne signifiaient plus rien en face des besoins infinis, de cette gueule béante et sans fond d'une interminable guerre. Il sembla comme s'éveiller, se frotter les yeux, songer qu'il y avait une France. Il prit une plume et du papier, n'ayant autre chose, et il fit une ordonnance, portant qu'immédiatement la France aurait quatre armées.

Lautrec, frère de la favorite, madame de Chateaubriant,

conduisait la guerre d'Italie, Bonnivet, avec quelques volontaires, fit face vers les Pyrénées et surprit Fontarabie. Le roi lui-même devait garder le Nord. Mais il était seul. Pas un soldat. Pour ramasser des hommes, tels quels, il fallait un mois au moins. Bayard donna ce mois à la France Il s'enferma dans Mézières, avec quelques gentilshommes.

La canonnade impériale tirait de deux côtés ; les Brabançons, sous Nassau, tiraient d'au delà de la Meuse, et les Allemands de Seckingen, à qui on avait fait passer la rivière, étaient plus près de la France.

Bayard s'avise d'écrire, comme à la Mark, qu'il lui vient douze mille Suisses, qu'ils vont passer sur le corps de Seckingen que Nassau a placé au poste le plus dangereux.

La lettré est prise aux avant-postes, comme Bayard l'avait prévu. Seckingen et ses Allemands croient qu'en effet Nassau veut les faire égorger là. Ils partent, Bayard voyait tout, du haut des murs, et se mourait de rire.

Le roi, cependant, arrivait, avec sa gendarmerie, des Suisses, force levées nouvelles. Le 22 octobre (1521), il était en présence de l'ennemi.

Et le 22 Charles-Quint s'enfuyait, ayant à peine cent chevaux. On s'était trouvé nez à nez, le roi d'un côté et Nassau de l'autre, entre Cambrai et Valenciennes. Le jeune Empereur, si près de l'ennemi, n'avait montré nulle curiosité. Il restait dans la ville. Nassau, harassé et n'en pouvant plus, avait en tête les nôtres, tout frais, et qui voulaient se battre. Le roi jugea qu'une armée de recrues devait être assez heureuse de voir fuir devant elle la vieille armée allemande de Nassau et de Seckingen.

On l'accusa, en présence de tant de ravages, de n'en avoir tiré vengeance. Les villages étaient en feu, tout pillé. Mais le peuple recommence aussi à prendre un souffle de guerre. Il fait bien de se défendre. Car le roi ne le défend

guère. Il garde les places, c'est tout. La campagne est abandonnée.

En janvier 1522, le roi convoqua à Paris un concile national pour réformer l'Église de France et pour obtenir les secours du clergé. En février, il ordonna le renouvellement des francs-archers de Charles VII et de Louis XI, pour aider aux guerres et couvrir la Guienne et la Picardie. Mais la France se défendait seule et comme elle pouvait.

Qelques petites garnisons défendaient les villes. La campagne, les villages, foulés, pillés, brûlés, violés, étaient le jouet de la guerre. Les gentilshommes du pays escarmouchaient ici et là par bandes de vingt ou trente lances, méprisant fort les paysans, et toutefois n'attaquant guère que quand ils avaient avec eux quelque poignée de francs-archers.

Les terreurs des guerres anglaises étaient revenues, et le roi, ce roi vaillant, jeune et d'un si grand éclat, ne paraissait pourtant guère plus pour la défense du peuple que l'indolent Charles VII.

Marguerite, sœur du roi. — Le roi devait s'apercevoir qu'il avait été mal conseillé, que ni son chancelier Duprat, ni les amis et parents de sa favorite, n'avaient bien vu dans les affaires. Ils avaient été amusés par Charles-Quint et dupes de Wolsey. Si mal entouré, il revint avec confiance aux siens, à sa sœur, son aînée, esprit net et propre aux affaires, dont tout le monde reconnaissait la supériorité.

Fort éclairée d'elle-même, de plus illuminée par la seconde vue du cœur, elle le conduisait alors dans la vraie voie de son règne, où il eût trouvé à la fois le nerf moral et d'immenses ressources matérielles.

Croyant toucher au but, elle faisait de grands efforts auprès de son frère, l'enveloppait d'une tendre et innocente obsession. Elle éprouvait pour lui un redoublement de tendresse, le voyant dans un vrai péril, pour la première fois

triste et malheureux. De toutes parts, l'horizon se cernait en noir; les bois de Saint-Germain, où ils passaient l'hiver, n'étaient pas plus dépouillés, plus sombres que la situation. Point d'argent et point d'armée. L'Italie perdue ; pour nouveau pape un précepteur de Charles-Quint ; Lautrec cachant son drapeau dans les marais de Venise ; la France entamée, la Picardie brûlée, une descente anglaise imminente. Et dans cette grande crise, la résistance intérieure (chose inouïe!), Paris chicanant son roi!... Lui, le vainqueur de Marignan, revenant humilié de l'Hôtel de Ville.

Il s'ennuyait, n'échappait que par la chasse. Cet hiver, à Fontainebleau, à Saint Germain, à Compiègne, il allait chassant et s'étourdissant. Mais, dans tous ces bois, même chose: au bout de chaque allée, la monotonie de l'hiver et l'uniformité d'ennui.

La reine mère. — La haine de Louise de Savoie contre Lautrec, l'impatience qu'elle avait de précipiter la favorite régnante lui avaient fait retenir l'argent de la guerre et perdre Milan. Chose incroyable! celui qu'avec une peine infinie on ramassa cet hiver, elle le retint encore. Telle fut son audace et sa rage! lorsque la défaite certaine de Lautrec allait non seulement perdre l'Italie, mais ouvrir la France, envahie tout à la fois par le Nord et par le Midi!

Léon X, qui avait appelé les Français, traita avec les Espagnols. Le 1er juillet, en consistoire, il nomma général des armées de l'Église le jeune marquis de Mantoue, Frédéric II, qui, ayant épousé l'héritière de Montferrat, attendait de l'Empereur cet important fief d'Empire. Les Gonzague, longtemps incertains, furent dès lors fixés sans retour.

Le Connétable de Bourbon. — Leur cousin, Bourbon (Montpensier-Gonzague), le connétable de Bourbon, parent aussi des Croy, entre en rapport avec ceux-ci en novembre ou décembre de la même année.

Le prévoyant Louis XI avait laissé, non sans regret les Bourbons debout. Il voyait que l'aîné mourait, et au cadet Pierre de Beaujeu, pour le ruiner plus sûrement, il avait donné sa fille.

Il tira de Pierre l'engagement précis qu'à sa mort, tout reviendrait au roi.

Il avait calculé sans sa fille, autre Louis XI, non moins absolue que son père, qui, pensant bien que son frère, le petit Charles VIII, lui échapperait bientôt, voulut se garder un royaume dans le royaume, en maintenant cette puissance de Bourbon que, par elle, Louis XI avait compté détruire. Elle fit signer à son frère des lettres qui annulaient son contrat de mariage.

De ce triste mariage, il y avait pourtant une fille, faible et contrefaite. On ne la maria pas moins au second fils d'un Montpensier, Charles (Montpensier-Gonzague), orphelin de père et de mère, qu'Anne de Beaujeu adopta, éleva, et dont elle fit l'homme brillant, dangereux et fatal, qui faillit perdre la France.

Rien ne fut plus irrégulier. La petite fille bossue, qui n'avait pas quatorze ans, fit à son jeune mari la donation de cette succession immense, qui autrement revenait à la couronne.

Charles de Bourbon, devenu souverain dans sept provinces, fut, par cette fortune monstrueuse, par une éducation de frénétique orgueil, mené au rêve atroce de mettre la France en morceaux.

Il faut voir l'énormité du royaume que ce Bourbon avait en France. Il réunissait deux duchés, quatre comtés, deux vicomtés, un nombre infini de châtellenies et seigneuries.

Son bizarre empire ne comprenait pas seulement le grand fief central et massif de Bourbonnais, Auvergne et Marche (plusieurs départements), mais des positions excentriques fort importantes, le Beaujolais, le Forez, les Dombes, trois

anneaux pour enserrer Lyon, les rudes montagnes d'Ardèche, Gien pour dominer la Loire, puis, tout au nord, Clermont en Beauvaisis.

Comme si ce monstre de puissance n'eût pas été assez à craindre, Louise de Savoie lui donna sur des finances entamées par une grande guerre européenne, trois ou quatre pensions princières : connétable, 24000 livres; chambrier, 14000; 24000 comme gouverneur de Languedoc; 14000 à prélever sur les tailles du Bourbonnais.

Plus sot que sa mère n'était folle, le roi le mit en Milanais, après Marignan.

En 1518, naquit un Dauphin, et alors, tournant le dos à la mère du roi, Charles voulut Renée de France, fille du roi Louis XII; il eût pu un jour ou l'autre soutenir qu'elle représentait la branche aînée des Valois, écarter François Ier qui, de la branche d'Angoulême, n'avait que le droit d'un cadet.

Louise, désespérée, avait imaginé d'abord de supprimer ses pensions. Le roi, en 1521, soit défiance, soit jalousie, lui ôta l'un des plus hauts privilèges du connétable, le droit de mener l'avant-garde, de conduire l'armée où et comme il voulait. La trahison eut dès lors un prétexte. Les parlements de Paris, de Provence étaient favorables à Bourbon, il avait pour lui le germe du parti qu'on eût appelé, à une autre époque, le parti de la liberté.

On a voulu ne voir rien de plus que la vengeance d'une femme, dans le grand procès commencé, au nom de Louise, le 12 août 1522, comme héritière des biens de la maison de Bourbon. Sans dire qu'elle n'y fut pour rien, je suis porté à croire qu'il y eut aussi autre chose, qu'un homme, visiblement le centre des mécontents, un cousin de Charles-Quint, parent des Croy, des Gonzague, parut assez dangereux pour qu'on entreprît de le ruiner.

Cette affaire fut un grand coup pour la vieille Anne de

Beaujeu, coupable d'avoir rétabli, contre la volonté de son père, cette dangereuse puissance. Elle en mourut de rage et de dépit.

C'était à l'entrée de l'Auvergne, dans le fort château de Chantelle qui lie l'Auvergne au Bourbonnais, que la maison de Bourbon avait son trésor, ses joyaux. Le premier démembrement allait commencer, la première pierre tomber du grand édifice, grand en lui-même et plus grand comme dernière et suprême ruine du monde féodal. C'était comme une tour qui en restait au centre de la France. J'appelle ainsi la maison de Bourbon. Elle ne pouvait consentir à tomber qu'en se transformant, devenant le trône de France.

Bourbon franchit le pas que, depuis un an, sans nul doute, les Croy l'engageaient à faire; il envoya à Madrid et demanda la sœur de l'Empereur, l'invasion de la France par les Impériaux et les Anglais.

Le 14 janvier 1523, Thomas Boleyn, envoyé d'Henri VIII à Madrid, écrit à Londres qu'on en confère. Les instructions que Wolsey envoie en réponse, reproduisant les motifs que mettait en avant Bourbon, disent « que ce vertueux prince, voyant la mauvaise conduite du roi et l'énormité des abus, veut réformer le royaume et soulager le pauvre peuple ». Henri VIII, comme Henri V et la pieuse maison de Lancastre, aurait volontiers travaillé avec Bourbon à cette réforme de la France. Pour amender le *prodigue* qui dévastait nos finances, un bon conseil de famille allait s'assembler où ne siégeraient que des Français, le Français Charles-Quint (né Bourgogne et Bourbon), le Français Henri VIII (descendu de Philippe le Bel), tous deux venant de saint Louis.

Les juges et les hommes d'épée, brouillés depuis deux cents ans, venaient d'être réconciliés par le roi même, par la *cour* et la haine qu'elle inspirait : la *cour*, institution

nouvelle, jusque-là inconnue, la *cour* qui ne voyait qu'elle et méprisait le reste, la noblesse autant que le peuple; une cour de dames surtout, toute place, toute pension donnée dans un cercle de favorites, toute la monarchie devenue le *royaume de la grâce*. Les parlementaires et les nobles jusque là se disputaient les biens d'Église qu'un semblant d'élection leur donnait ou à leurs valets. Le roi les mit d'accord par son traité avec le pape, donna les écailles aux plaideurs, garda l'huître. Dès lors, toute chose alla au hasard, parfois aux serviteurs utiles, souvent aux femmes aimables. En décembre 1522, au milieu d'un rude hiver, d'une grande misère publique, s'associant à la vive irritation de Paris, les parlementaires essayèrent par remontrances leur révolution timide, tâtèrent le roi, envoyèrent des plaintes au chancelier, qui, durement, sans hésiter, mit leurs députés en prison. Le peuple ne bougea pas.

Les parlementaires ainsi repoussés, c'était aux nobles à essayer. Ils le firent en mars. Bourbon était à Paris *pour solliciter son procès*. On mit en avant un homme pour tâter le roi encore, Jean de la Brosse, qui avait épousé l'héritière de Penthièvre. Les La Brosse suivaient le roi comme son ombre, en réclamant toujours. Dans ce moment critique où l'on put croire qu'il faiblirait, La Brosse reproduit la demande. Le roi reproduit son refus. La Brosse alors s'enhardissant, dit : « Monseigneur, il me faudra chercher parti hors du royaume. — Comme tu voudras, La Brosse. » Ce fut la réponse de François Ier.

Elle dut faire plaisir à Bourbon. Beaucoup de nobles se serraient autour de lui, un Saint-Vallier, un Escars, un La Vauguyon, un Lafayette, entre autres.

La fille de Saint-Vallier, savante, accomplie (de grâce, sinon de cœur), la fameuse Diane de Poitiers, déjà fort en renom, avait épousé Louis de Brézé, petit-fils de Charles VII et d'Agnès Sorel. Saint-Vallier, capitaine de cent gentils-

hommes de la maison du roi, avait, par cette charge, des occasions faciles de tuer ou de livrer son maître.

Le duc partit, mais non pas seul; toute la noblesse le suivit.

Bourbon prit pour quitter Paris un prétexte fort populaire, celui de donner la chasse aux bandits du Nord qui empêchaient les denrées d'arriver.

A Paris même où le roi était en personne avec la cour, il y avait tumulte, des rixes et des batteries, des gens tués.

La trahison. — Depuis le mois de mai, Bourbon négociait avec l'Espagne et l'Angleterre.

Trop en vue à Moulins, au milieu de sa cour, il allait souvent en Savoie et en Bresse; et c'est de là qu'il écrivait, là qu'il recevait les agents étrangers qui n'eussent pu pénétrer en France.

Les difficultés étaient celles-ci. L'Empereur et l'Angleterre avaient deux intérêts contraires. Et le parti français qui soutenait Bourbon en avait un troisième. Comment les concilier?

L'Empereur, avec sa sœur, eût donné deux cent mille écus d'or, mais *après que Bourbon aurait agi.* Sa défiance ajournait, retenait justement ce qui donnait moyen d'agir.

L'Anglais, non moins déraisonnable, eût payé sur-le-champ, mais *à condition qu'il le reconnût roi de France,* à condition qu'il se brouillât avec l'Empereur et avec la France même.

Bourbon, pour n'avoir pas de maître, s'en fût volontiers donné deux. Il semble qu'il ait cru faire deux dupes qui feraient la dépense, pour qu'il eût le profit. Le roi détrôné ou tué, le Parlement eût déclaré sans doute que la France voulait un roi français.

On promit à Bourbon qu'avant le 1er septembre on agirait de tous les côtés à la fois.

Le 6 septembre, les Espagnols entrent en France.

Les Anglais, à Calais, restent inactifs. Les Allemands, déjà loin vers l'ouest, rétrogradent un moment vers l'est, pour n'agir pas trop tôt,

La conduite de François Ier est étonnante. Dans un si grand danger, il regardait vers l'Italie. Il y appelait sa noblesse. Sa folie lui tourna bien. En appelant ce qu'il avait de force vers les Alpes, il traversait le Bourbonnais. Dans ce passage continuel de la gendarmerie française, Bourbon ne pouvait éclater. Il lui fallait attendre que le roi eût passé les monts pour se lever derrière, lui couper le retour, le tenir, l'écraser, entre la révolte et l'ennemi.

Autre chose qui servit le roi. Il n'avait pas d'armée soldée. Il avait envoyé faire des levées en Suisse. Il fallait bien attendre. Donc, il allait à petites journées, et, sans le savoir, par cette lenteur, il désolait Bourbon, qui avait cru le voir partir en août. Cela obligeait celui-ci à jouer la plus triste comédie : il s'alita, contrefit le malade.

Le roi n'était encore qu'en Nivernais, quand il reçut de sa mère la lettre la plus effrayante : « Un des plus gros personnages et du sang royal vouloit livrer l'Estat; et même il y avoit dessein sur la vie du roi. » La reine avait dans ses mains deux gentilshommes normands, nourris dans la maison de Bourbon, qu'un agent de la conspiration y avait engagés. Épouvantés des maux qui pouvaient frapper le royaume, ils s'en étaient confessés, en autorisant le prêtre à avertir Brézé, le sénéchal de Normandie. Brézé était le gendre de Saint-Vallier, l'un des plus compromis. Cependant il envoya les deux hommes à la reine.

Le roi dans le Bourbonnais. — Le roi n'avait que quelques cavaliers, et justement une compagnie très suspecte. Il attendit pour avancer qu'on lui eût amené des lansquenets. Il entra alors à Moulins, mit ses soldats aux portes, et alla loger chez le duc.

Le faux malade, interrogé, n'osa nier cette fois. Il avoua

que l'Empereur lui avait fait des ouvertures, et dit qu'il n'avait rien voulu écrire, mais attendre le roi pour révéler tout.

Le roi fit semblant de le croire, le rassura, lui dit qu'il n'avait rien à craindre du procès, que, gagnant, perdant, on trouverait moyen qu'il n'y eût point dommage. Il ajouta gaiement : « Je vous emmène en Italie, et vous y aurez l'avant-garde, comme à Marignan. » Le malade demanda quelques jours, ne pouvant supporter encore le mouvement de la litière. Le roi partit, emportant une vaine promesse écrite, et lui laissant un écuyer « pour l'informer de sa santé. »

Ce surveillant l'incommodait. Il l'écarta en se mettant en route, et l'envoyant au roi. Le roi renvoya l'écuyer. A la Palisse, le malade fit le mourant; les cris, les pleurs des serviteurs, rien n'y fut épargné. L'écuyer, réveillé par cette musique lamentable, se laisse encore tromper, et part pour avertir le roi. Bourbon, du lit, saute à cheval, et court, bride abattue, à son château de Chantelle qui lie l'Auvergne au Bourbonnais et où la maison de Bourbon avait ses trésors, ses joyaux. Il apprenait que le Parlement, ayant la main forcée par la dénonciation, ordonnait de saisir ses fiefs.

Bourbon s'enfuit et passe aux ennemis (septembre 1523). — Quatre mille hommes marchaient vers Chantelle. Bourbon s'enfuit dans la nuit du 9 au 10 septembre, galopa au midi, prit l'habit de varlet, ferra ses chevaux à rebours, n'emmenant avec lui qu'un homme, Pompéran, vêtu en archer. Il resta en Comté près de trois mois : personne ne s'en doutait. Ses amis le cherchaient partout.

Les alliés avaient cru sottement n'attaquer qu'un roi. Ils trouvèrent une nation.

Du moins, la France féodale, la France communale, s'unirent et s'accordèrent pour repousser l'ennemi.

Les Anglais en Picardie. — Le grand danger était au nord, où 15000 Anglais étaient aidés de 20000 impériaux. A cette masse énorme, la Trémouille opposa la valeur des Créquy et autres gentilshommes, la furieuse et désespérée résistance des pauvres communes, suffisamment instruites de ce qu'elles avaient à attendre par les atroces ravages de Nassau en 1521.

Tout cela n'eût pas suffi sans les dissentiments des alliés. Mais Wolsey et son maître voulaient des choses différentes. Henri ne voulait pas qu'en pleine automne, et les routes déjà gâtées, on pénétrât en France. Il voulait un second Calais, prendre Boulogne, rien de plus. Mais ce n'était pas là l'intérêt des impériaux; Marguerite d'Autriche voulait les places de la Somme, la Picardie. Wolsey était de ce parti, étant à ce moment l'homme des impériaux et leur dévoué serviteur.

Le pape Adrien VI était mort le 14 septembre; Wolsey innocemment croyait qu'ils travaillaient le conclave pour lui. L'Empereur, qui avait vu l'insistance des Anglais à stipuler la royauté de France, n'eut garde de faire un pape anglais qui eût employé son pouvoir à replacer son roi au Louvre. Il fit nommer un Médicis.

Cette nouvelle tomba sur Wolsey au moment où malgré son maître il suivait les impériaux, et faisait leurs affaires en France, prenant pour eux la Picardie. L'hiver était épouvantable; les hommes gelaient, perdaient les pieds, les mains; mais on allait toujours. Tout à coup, les Anglais tournent bride et partent. « Il fait trop froid, écrit Wolsey à l'Empereur; ni homme, ni bête n'y tiendrait. Et vos Allemands, qui venaient du Rhin, sont maintenant dispersés. »

Jugement des partisans de Bourbon. — Le roi, en ce moment critique, était très affaibli. Il demandait justice au Parlement qui fermait l'oreille. Des députés des parlements

de Rouen, Dijon, Toulouse et Bordeaux, furent mandés, pour revoir la procédure, et n'eurent garde de parler autrement que ceux de Paris. Toute la robe était liguée.

La seule justice qu'il y eut, ce fut la sentence de Saint-Vallier, et le roi paraît ne l'avoir obtenue qu'en promettant qu'il ferait grâce sur l'échafaud.

Lui-même s'était montré flottant dans cette affaire. D'abord il mit à prix la tête de Bourbon, puis s'adoucit sur une visite que lui fit la sœur de Bourbon.

Pour Saint-Vallier, de même, il varia. D'abord il s'emporta, dit qu'il tuerait ce traître, homme de confiance et de sa garde même, qui voulait le livrer. Puis il le fit juger, et se contenta d'un simulacre de supplice.

Mort de Bayard (1524). — Mais, pendant ces intrigues, que devient l'armée d'Italie? Elle passa six mois sous le ciel, au pied des Alpes, consumée de misère, usée de maladies, refaite par de petits renforts. Elle se soutenait par nos réfugiés italiens; nous en avions beaucoup, Pisans, Florentins, Bolonais, Génois, Napolitains, d'autres de Rome et de Pérouse. Le chef était un Orsini, le Romain Renzo de Cere, vaillant soldat, qui tout l'hiver assiégea Arona. Au printemps, l'ennemi se trouva fortifié de six mille Allemands que Bourbon était allé chercher, avec l'argent de Florence et du pape. A l'arrière-garde, Bonnivet combattit bravement jusqu'à ce qu'il fût blessé. Le pauvre chevalier Bayard, malade de ce cruel hiver, soutenait le poids du combat, quand une balle lui cassa les reins. « Jésus! dit-il, je suis mort... » On le descendit sous un arbre, et personne ne voulait le quitter. « Allez-vous-en, dit-il, messieurs, vous vous ferez prendre. » Un moment après, passa le vainqueur, le connétable, qui dit « que c'était grand'pitié d'un si brave homme. » A quoi le mourant répliqua ces propres paroles : « Monseigneur, il n'y a point de pitié en moy; car je meurs en homme de bien. Mais j'ai pitié de vous, de vous

voir servir contre vostre prince et vostre patrie et vostre serment. »

Bourbon et les impériaux en Provence. — Bourbon goûtait déjà les fruits amers de sa défection. Son maître, l'Empereur, venait de le récompenser en le subordonnant à un de ses valets, Lannoy, l'un des Croy, le vice-roi de Naples, un Flamand sans talent.

Le voilà, cet homme si fier, attelé sous Lannoy à deux bêtes de proie, le féroce Espagnol Antonio de Leyve, ex-palefrenier, et l'intrigant Pescaire, espion et dénonciateur de tous les généraux, Italien traître à l'Italie, cherchant de tout côté à pêcher en eau trouble. Rivé ainsi entre ces gardiens, envieux, désireux de le perdre, il regardait vers l'Angleterre. Mais Wolsey, refroidi, disait qu'il n'aurait pas un sou s'il ne jurait fidélité au roi d'Angleterre *et de France*, c'est-à-dire s'il ne se perdait auprès de l'Empereur, auprès de la France même et n'y détruisait son parti.

Étrange situation. Il entre en France, menant l'armée impériale, exige des Provençaux qu'ils fassent serment à Charles-Quint, et lui-même en secret il fait serment à Henri VIII. Le 9 août, il entra dans Aix. De là il eût voulu aller directement en Dauphiné, prendre Lyon et le Bourbonnais. Une fois là, il était chez lui, il y frappait la terre en maître, la soulevait, entraînait ses vassaux et la France centrale pour emporter Paris.

Qui empêcha la chose? François Ier? Non, Charles-Quint. Les Espagnols lui signifièrent froidement qu'il ne s'agissait pas d'avancer, que l'Empereur voulait Marseille, port excellent, commode, entre l'Espagne et l'Italie. Ils le retinrent frémissant sur la grève.

Les impériaux promirent Marseille à leurs soldats, leur montrant que toute la Provence s'y était réfugiée, qu'un immense butin y était entassé.

Le siège traîna. Et la population inflammable de Marseille prit un ardent élan de guerre, les femmes comme les hommes. Si elles ne combattirent, elles travaillèrent aux retranchements. L'unanimité de la ville imposa aux défections. Et pendant que Bourbon attendait des parlementaires, des propositions, des paroles, il ne reçut que des boulets. Bourbon s'arracha de Marseille (28 septembre 1524). On partit, mais déjà serré en queue par les Français, qui, au Var, atteignirent, détruisirent l'arrière-garde. L'armée n'arrêta pas.

Cette retraite semblait un carnaval de bohèmes déguenillés.

Cruauté de Charles-Quint. — Charles-Quint avait bien mérité son revers. Il avait à la fois lancé et retenu Bourbon, le faisant combattre lié, entravé, à la chaîne. Dans l'affaire toute récente des *Communeros*, il ne confirma pas une seule des grâces promises par ceux qui l'avaient fait vainqueur. Il envoya à la potence des hommes à qui les royalistes garantissaient la vie sur leur honneur. Cruel renversement des idées espagnoles, et qui accusait hautement un gouvernement étranger! Le roi, source sacrée de l'honneur et de la grâce, tache l'honneur des siens, ne fait grâce à personne; il survient après la victoire, et pour se montrer seul cruel!

Les grands de son parti étaient plus irrités que d'autres. Il laissait à leur charge ce qu'ils avaient avancé pour lui dans la guerre des *Communeros*. Le connétable de Castille lui disait: « Pour vous avoir gagné deux batailles en deux mois, payerai-je les dépens? » Cette risée sortit le jeune Empereur de sa réserve habituelle. Il lui échappa de dire: « Mais, si je te jetais du balcon? — Je suis trop lourd; vous y regarderiez, » dit en riant le vieux soldat.

CHAPITRE VI

BATAILLE DE PAVIE. — CAPTIVITÉ DE FRANÇOIS Ier. — MORT DU CONNÉTABLE DE BOURBON. — PRISE ET SAC DE ROME PAR LES IMPÉRIAUX.

François Ier en Italie. Prise de Milan. Siége de Pavie. — La retraite des impériaux faisait au roi une situation admirable. Toute la noblesse de France était venue comme à un rendez-vous d'honneur, pour témoigner sa loyauté ; elle était enivrée, fière, de se voir si grande, et (chose rare) complète. Une formidable infanterie suisse avait rejoint le roi.

Les Anglais ne menaçaient pas. Le roi alla donc en avant, sans attendre sa mère, qui venait pour le retenir.

Il passa sur trois points ; en dix jours, cette armée énorme se trouva de l'autre côté des Alpes. Là, toute la difficulté fut de découvrir les impériaux ; ils s'étaient dispersés, cachés dans les places fortes. Le roi arriva à Milan. Les Milanais, qui n'étaient pas d'accord entre eux, avaient appelé à la fois le roi et les impériaux. Le roi ne les traita pas moins bien. Il arrêta toute l'armée aux portes, et d'abord ne laissa pas entrer un seul soldat sauvant ainsi la ville, ce ne fut que le lendemain que, refroidies, calmées, sous la ferme conduite du vieux et respecté la Trémouille, les troupes entrèrent en grand ordre.

L'effet moral de la prise de Milan était très grand. Ve-

nise, le pape et les petits États devaient dès lors compter avec le roi. Restait à trouver les débris de l'armée impériale, à les forcer de place en place. La bande la plus forte sous Antonio de Leyve, était enfermée dans Pavie. Le roi alla l'y assiéger (28 octobre 1524).

Il resta là quatre mois, amusé par les ingénieurs, qui tantôt canonnaient, tantôt piochaient pour détourner le fleuve, voulant prendre la ville par le côté où les eaux la gardent. Rien ne réussissait. Ce roi, vif et impatient de sa nature, cette fois paraissait peu pressé. Cette si longue campagne d'hiver « où son armée logeait à l'auberge de l'étoile, » c'est-à-dire sous le ciel, il s'y résigna merveilleusement. Pourquoi? Il s'amusait, donnant tout au plaisir, rien aux affaires. Un hiver d'Italie, passé ainsi, lui semblait assez doux.

L'intérêt était grand pour les hommes de François Ier de faire que leur maître fût bien. Ils gagnaient gros à cette guerre oisive, comptant au roi une infinité de soldats qui n'existaient qu'en chiffres, des Suisses, des Allemands de papier, qui n'en mangeaient pas moins, n'étaient pas moins payés. Ses généraux étaient gens très avides; tous suivaient leur exemple. Le roi, qui s'amusait, dormait, sur la foi de ses chers amis, était rongé et dévoré, sans s'en apercevoir, en danger même, il y parut bientôt.

L'armée fondait, sans qu'il le vît. Les hommes mouraient de froid et de faim. Une poule coûtait dix francs d'aujourd'hui. Les seigneurs, sans feu ni abri, venaient à ses cuisines. Il apprit coup sur coup que quatre corps avaient été surpris et enlevés, et cela ne l'éveilla pas. Quelques milliers de Suisses allaient venir, et il les attendait, sans même rappeler ses dix mille hommes envoyés au midi.

Ses ennemis faisaient un grand contraste.

Pescaire montra une vigueur extraordinaire. Il contint tout à la fois généraux et soldats.

Aux Allemands, il dit qu'il s'agissait de sauver leurs frères allemands enfermés à Pavie.

Bourbon arrivait d'Allemagne. Sa rage et sa fureur pour sa fuite de Provence lui avaient fait des ailes. Plus dur au brigandage que les vieux brigands italiens, il sut se faire de l'argent, il prit des bijoux; il porta l'écrin de la duchesse aux usuriers d'Allemagne.

Défaite de Pavie. Le roi prisonnier (février 1525). — Pescaire cependant, avec ses agents italiens, travaillait habilement l'armée du roi, attirait des transfuges, décidait des défections. Un peu alarmé, le roi unit son camp, jusque-là divisé, et se fortifia. Il se croyait couvert par les faibles murailles du grand parc de Mirabella. La nuit du 8 février Pescaire y envoie des maçons qui, en une heure, en abattent trente brasses. En avant, son neveu du Guast et six mille fantassins, mêlés des trois nations, marchaient droit sur Mirabella. Après venait Pescaire, qui s'était réservé la masse des Espagnols pour le principal coup. Il avait donné l'arrière-garde aux Allemands, conduits par Lannoy et Bourbon.

Ceux qui marchaient en avant, passant sous les boulets français, doublèrent le pas.

Le roi, avec ses grands seigneurs, soutint quelque temps la bataille avec une vaillance qu'admirèrent les ennemis. Deux fois blessé, au visage, à la cuisse, et la face pleine de sang, sur un cheval percé de coups, il voulait gagner un pont. Le cheval s'abattit, il tomba dessous, et deux Espagnols arrivaient dessus pour le prendre ou le tuer. Mais à l'instant il y eut là à point un groupe de Français, dont l'un mit l'épée à la main pour le garder des Espagnols. C'était justement Pompéran, ce douteux personnage qui avait mené Bourbon hors de France, s'était ensuite rallié au roi pour rejoindre ensuite Bourbon. Un autre était son secrétaire même et très intime agent, la Mothe-Hennuyer. Ils lui di-

rent de se rendre au connétable, ce qu'il refusa. On appela Lannoy, qui accourut, et qui, lui donnant son épée, reçut celle du roi à genoux.

Captivité de François Ier. — Cet homme, étourdi en bataille, fut en captivité plus fin qu'on n'aurait cru. Il ne s'était rendu qu'à Lannoy, l'homme de l'Empereur. Cela le servit fort. Il caressa aussi Pescaire. Celui-ci, parfait courtisan autant qu'habile capitaine, se présenta en deuil. François Ier, soit sensibilité, soit flatterie pour les Italiens, qui devinrent en effet l'épine de Charles-Quint, traita Pescaire en roi futur de l'Italie et se jeta dans ses bras.

Sa parfaite dissimulation parut le soir, au moment amer où il lui fallut recevoir le connétable de Bourbon. Celui-ci se montra modeste, présenta ses devoirs et offrit ses services. Le roi l'endura et lui fit bon visage. Un auteur assure même qu'il l'invita à sa table avec les autres généraux.

La fameuse lettre à sa mère, qu'on a toujours défigurée, témoigne assez de son abattement : « De toutes choses, ne m'est demeuré que l'honneur et la vie, qui est sauve. »

Le plus triste, ce sont ses lettres à Charles-Quint. Elles étonnent de la part d'un homme aussi spirituel. Elles sont d'une bassesse impolitique.

Ce héros de théâtre, dégonflé, aplati, parut ce qu'il était, un gentilhomme poitevin de peu d'étoffe.

D'abord, il se mit à jeûner et faire maigre.

Au souffle tiède d'un printemps italien, la poésie remplaça la dévotion. Le roi, à travers ses barreaux, avait regardé la campagne lombarde, le paysage si frais, si charmant en avril, et sublime, de Pavie aux Alpes, et il s'était mis à rimer une idylle virgilienne.

Ce que François Ier eût vu, s'il n'eût été myope, c'était l'impuissance et la pauvreté de l'Empereur, la jalousie de

l'Angleterre, la fermentation des Pays-Bas, les ressources faciles qu'avait la France en elle et dans ses alliés. Demain Soliman, Henri VIII, allaient armer. Mais le jour même, une amitié plus prompte, une épée plus rapide se déclara pour lui. Le petit duc de Gueldre ramassa six mille hommes et se jeta sur les Pays-Bas ; Marguerite d'Autriche qui ne pouvait lever un sou, et se mourait de peur entre l'invasion et la révolution, agit fortement à Madrid et arracha de Charles-Quint l'autorisation d'une trêve. Bourbon, en haine de Pescaire, eût volontiers tourné le dos à Charles-Quint. Il s'offrait aux Anglais.

Pescaire, vrai vainqueur de Pavie, traitait avec son maître. Si l'Empereur était ingrat, il avait une chance, il pouvait espérer au désespoir de l'Italie. Elle s'était donnée presque à César Borgia; pourquoi pas à Pescaire?

Quant à Lannoy, il s'était fait le confident de François Ier. Il avait sa sœur mariée en France, et, comme Flamand; il était au point de vue de Marguerite d'Autriche, craignant fort pour la Flandre, voyant les Pays-Bas en pleine révolution, et très impatient de réconcilier les deux rois.

La chose n'était pas facile. Le jeune Empereur qui en public avait affiché une modération toute chrétienne et défendu même les réjouissances, dans une lettre à Lannoy, écrite de sa main, montre à quel degré d'infatuation ce bonheur inouï avait mis son esprit.

Il veut 1° les provinces du Nord, la Picardie, la Somme, avec la suzeraineté d'Artois et de Flandre ; 2° l'Est, la Bourgogne; 3° le Midi, la Provence pour Bourbon, qui reprendra de plus ses fiefs du centre, Auvergne, Bourbonnais, etc. Est-ce tout? Non. On fera droit aux prétentions d'Henri VIII; il est vrai, réduites : la Normandie, la Gascogne et la Guienne, — plus l'Anjou, province centrale, qui disjoindra la Bretagne et la France.

Une affaire préalable, c'était d'avoir vraiment le prison-

nier, de le tirer des mains de l'armée, de le mettre dans celles de Charles-Quint, en le transportant en Espagne.

On le transfère en Espagne (juin 1525). **Situation de l'Europe.** — Le gardien et le prisonnier conspirent ensemble. Le roi prête même ses galères au transport. On part pour Naples, on arrive en Espagne (23 juin 1525). Bourbon, Pescaire, sont furieux :

Une révolution immense semblait éclater en Europe. Une? Non; mais vingt, de causes différentes, de caractères plus différents encore.

En Allemagne, c'est la sauvage révolte des paysans de Souabe et du Rhin.

Nos ouvriers de Meaux sont entrés ardemment dans la révolution religieuse.

Les ouvriers en laine d'Angleterre se révoltent en même temps, mais sans lever encore le drapeau de la Réforme.

La plus étrange révolution est celle qui couve en Italie, non des villes, non des campagnes, mais une révolution de princes, celles des souverains ruinés, désespérés, contre le brigandage des impériaux.

Même en Turquie, révolte. Et c'est ce qui retarde la diversion de Soliman en faveur de François Ier.

Charles-Quint, à lui seul, se trouvait avoir sous les pieds trois ou quatre révolutions. Mais la plus grave pour lui, la plus immédiate, celle qui le paralyse, et qui réellement aida d'abord à nous sauver, c'était celle des Pays-Bas Révolution financière et religieuse, où ces peuples, sacrifiés depuis cent ans à la politique étrangère, recouvraient leur sens propre, s'éveillaient, réclamaient liberté d'industrie et de conscience.

Charles-Quint ne pouvant faire la guerre à la France, la faisait au prisonnier. Il ne faut pas croire là-dessus les historiens espagnols. Il suffit de voir les affreux logis où le roi fut claquemuré. A Madrid, c'était une chambre dans

une tour des fortifications. Petite, horrible cage, avec une seule fenêtre à double grille de fer, scellée au mur des quatre côtés. La fenêtre étant haute du côté de la chambre, il faut monter pour voir le paysage, l'aride bord du Mançanarez ; sous la fenêtre, un abîme de cent pieds, au fond duquel deux bataillons faisaient la garde jour et nuit.

Jeune, fort et sanguin, chasseur infatigable et toujours à cheval dans nos forêts de France, voilà tout à coup François assis et cul-de jatte. Cinq pas en long, cinq pas en large. Vivre là; mourir là; être enterré d'avance, se sentir clos et déjà dans la pierre!

Cet état fut au comble lorsqu'il sut la réponse qu'un confident de l'Empereur avait faite à sa mère. Le sens était qu'on n'avait que faire d'elle pour s'emparer de l'Italie, ni de François I[er] pour épouser la sœur de Charles-Quint, et pour l'offre qu'elle fait de sa fille, on ne daigne même en parler.

Le cercle est fermé, sans espoir. Le roi restera là, ou satisfera l'Empereur, Henri VIII et Bourbon ; il partagera la France.

François ne trouva aucune force contre son malheur. Il tomba malade, et appela sa mère pour la voir encore.

Elle ne pouvait quitter. Elle envoya sa fille.

Charles-Quint ne se souciait aucunement de cette visite. Il comprenait fort bien que, si les Espagnols s'intéressaient déjà au prisonnier, le dévouement de sa sœur, son adresse, allaient augmenter infiniment cet intérêt. Jusque-là, il tenait son homme, pouvait le resserrer dans l'ombre, exploiter son captif. Mais, si elle arrivait, la lumière se faisait, tout éclatait, les cœurs émus allaient se soulever, et l'Espagne elle-même arracher la clef du cachot.

D'autre part, l'homme était malade. S'il mourait, tout était perdu. On tira donc de son geôlier un sauf-conduit, mais vague, peu rassurant, *pour la personne* qui le visite-

rait. On hasarda d'envoyer Marguerite. Elle partait un peu à la légère, sans autre garantie qu'un mot obscur qui, rétracté, interprété, la faisait prisonnière. Elle allait, par un long voyage, aux mois ardents, fiévreux d'Espagne, chercher un jeune prince fort dur, à qui sa mère l'offrait à la légère, et qui n'avait daigné répondre. On la sacrifia (comme toujours). Et elle-même le voulait ainsi. Sa tendresse pour son frère, accrue par le malheur, éclate, dès Pavie, dans ses lettres et ses vers.

Marguerite à Madrid. — La mère, la sœur, craignaient infiniment pour le cher prisonnier. Le 18 septembre, quand Marguerite arriva, on désespérait de lui.

La France tout entière et la patrie entra avec elle dans cette chambre, le charme de la famille, de l'enfance et des souvenirs. Elle ne craignait pas pour le roi une émotion religieuse; elle fit dresser un autel, dire la messe, et communia avec lui de la même hostie.

Il était beaucoup moins malade qu'on ne croyait. Sa vigueur de jeunesse se réveilla par le bonheur. De corps, de cœur, il s'était vu lié, serré, et, dans cette constriction, il avait cru mourir. Une véhémente expansion, et morale, et physique, eut lieu dans tous les sens. Sa sœur, en quinze jours, fit ce miracle.

Il est visible qu'à Madrid, pour tirer d'elle des lumières, des renseignements sur les secrets alliés de la France on l'avait leurrée d'espérances qui s'évanouirent, lorsqu'à Tolède elle se trouva devant le conseil d'Espagne et le violent chancelier Gattinara.

Le 5 octobre, elle parut devant le conseil impérial avec les envoyés de France. Gattinara y perdit toute mesure. Sans égard à la situation de la princesse et des Français, le furieux Savoyard parla comme jamais n'eût osé l'Empereur. Il cria, menaça.

Il voulait d'abord avoir la Bourgogne, il lui fallait la Pi-

cardie, la Somme. Gattinara nous mit le genou sur la gorge, et traita sans ménagement la femme faible et passionnée qui avait cru sauver ce qu'elle aimait.

Lannoy, assez embarrassé, lui conseille doucement d'aller voir l'Empereur. Elle répond qu'elle n'ira pas sans y être invitée; que, si l'Empereur veut lui parler, on la trouvera dans tel couvent. Elle y attend depuis une heure après midi. A cinq heures, elle attend encore. On la laisse se morfondre là. L'Empereur va et vient, à la chasse, en pèlerinage, et que sais-je! Partout. Elle, fort délaissée, elle tue les journées à errer de couvent en couvent.

La profonde irritation de François Ier, son aigreur et son amertume sont visibles dans les sèches réponses qu'il fit le 10 octobre aux dernières propositions de l'Empereur.

Il fit dire par son médecin que l'Empereur ferait beaucoup mieux de prendre l'argent qu'on offrait, *avant que son prisonnier ne fût mort.*

Il lui fit savoir encore qu'il était déterminé à user ses jours en prison et à faire couronner le Dauphin.

Le roi abdiqua (novembre); et sa sœur emporta l'abdication. Il semblait que toute la terre, de l'Irlande à l'Arabie, s'émût pour François Ier. De l'Asie, de l'Arabie, de l'Égypte, cent tribus barbares venaient à l'appel du Sultan, qui, disait-il, allait marcher à la délivrance de *son frère, le roi des Francs.*

François Ier populaire en Espagne. — Mais nul pays ne se déclarait pour lui plus vivement que l'Espagne. Dès son arrivée, en juin, tout le pays de Valence s'était précipité pour le voir. Le peuple du Cid et d'Amadis courait avidement voir un héros vivant.

Le caractère espagnol, d'une ardente générosité, se révéla mieux encore quand la princesse suppliante fut si durement traitée.

La perfidie de Bourbon, qui avait eu l'affreux succès de

faire son maître prisonnier, les mettait hors de toute mesure. Quand il arriva en Espagne, il se fit autour de lui un désert. Pas un homme ne lui dit un mot. Et l'Empereur ayant prié un des grands de l'héberger : « Je ne puis refuser, dit-il, ma maison à Votre Majesté. J'en serai quitte pour la brûler le lendemain. »

Ces dispositions admirables, si touchantes, du peuple espagnol, étaient bien propres à soutenir le courage du roi. Cependant, sa sœur partie, les jours traînant, la saison attristée ne montrant plus au prisonnier que la plaine grise de Madrid, il commença à se trouver moins bien et à retomber.

Le Parlement de Paris avait montré une extrême mauvaise humeur. Une grande partie de la noblesse tenait fortement pour Bourbon.

Il est vrai que le peuple avait des sentiments contraires. La bravoure et le malheur de François Ier l'avaient ramené. Sauf Paris, fort hostile, la France fut émue. Elle se crut prisonnière en lui, et, quand madame d'Alençon arriva en Languedoc, elle fut entourée, de ville en ville, par la foule des bonnes gens qui demandaient des nouvelles du roi, et l'écoutaient en pleurant.

L'objet de ce culte pieux jouait alors un rôle étrange. Il avait pris son parti d'en sortir par un parjure. Il commençait à jouer la farce du traité de Madrid.

Voyons ce qu'était ce traité. Le roi renonçait à l'Italie, donnait la Bourgogne, épousait la sœur, rétablissait Bourbon, abandonnait ses alliés. Il livrait ses fils en otage, et, si le traité n'était exécuté, il rentrait en prison.

Le matin du 14 janvier, où il devait signer et jurer, il protesta secrètement par-devant notaire, établit par acte authentique qu'il allait faire un faux serment.

Le plus avilissant, c'est qu'il lui fallut soutenir la comédie pendant trois mois (du 15 décembre au 15 mars).

L'Empereur l'étudia, l'observa. Sans le lâcher, et le menant toujours entre des gens armés, il le mit en rapport avec ses dames et sa famille. Il lui fit voir la veuve de Portugal, sa future femme, fort brune, bonne personne, à grosses lippes autrichiennes ; et, pour développer ses grâces, il lui fit danser devant le prisonnier une sarabande moresque. Le roi riait de la sœur et du frère, faisait le galant, l'amoureux.

On assure que ni Marguerite d'Autriche ni le chancelier Gattinara n'approuvèrent le traité. Les garanties matérielles y manquaient certainement. Mais Charles-Quint, c'est la seule excuse politique qu'on puisse lui trouver, en attendait un résultat moral, très important, s'il eût été atteint : l'avilissement durable du roi et de la France, placés dans ce honteux dilemme de sottise ou de déshonneur.

Traité de Madrid (1526). — Gattinara jura qu'il ne signerait pas. Charles-Quint prit la plume, signa lui-même.

L'échange eut lieu à la Bidassoa, dans une barque, au milieu de la rivière. Le roi y sauta, mit ses deux enfants à sa place, et, sur le bord français, monta un cheval turc, plein de feu, qui, d'un tourbillon, le porta à Bayonne.

Bourbon à Milan. — Bourbon, envoyé par l'Empereur, en Italie pour remplacer Pescaire, y trouva une armée étrange, nullement impériale. Tout le monde avait perdu la tête, même Venise, qui croyait recruter en Suisse, y perdait son argent.

Quand Bourbon arriva à Milan, il y eut une lueur d'espérance. Ce qui restait de notables vint embrasser ses genoux et demander grâce pour la ville. Il répondit avec douceur que tout cela n'arrivait que par défaut de solde, que s'ils pouvaient seulement payer un mois, trente mille ducats, il emmènerait l'armée ; il leur en donna sa parole. Trente mille ducats à trouver dans cette ville ruinée ! On y parvint pourtant. Et les soldats restèrent !...

Bourbon avait sauvé et rançonné Morone, confident de Pescaire, le premier intrigant de l'Italie. Ce Morone lui parut si rusé, si pervers, qu'il le prit avec lui, en fit son homme, son conseil. Il ne voyait plus clair dans la situation, il demanda à Morone où il fallait aller. Il répondit : « A Rome! »

Mais il fallait y arriver. Et ce n'était pas chose simple, à travers tant de villes fortes, sans cavalerie et sans canons, ayant en queue une armée italienne, appuyée de quelques Français, plus tard de Suisses.

Aussi Bourbon, entre Ferrare et Plaisance, eût voulu rester là. Et plus tard, en Toscane, il eût voulu rester encore. Mais le duc de Ferrare, très impatient de l'éloigner, l'aidait et le payait pour aller en avant, le poussant au midi, et lui disant : « A Rome! »

Bourbon y va fatalement; il ne peut plus ne pas y aller. Cette armée décrépite des bourreaux de Milan n'est plus que l'accessoire d'une grande force vive, furieuse avalanche humaine, qui vient de rouler des Alpes, poussée du vent du nord, et qui, sous forme d'armée, n'est pas moins que la révolution allemande.

Nous ne pouvons conter la guerre des paysans, le dur et sombre événement qui fut comme un avortement de Luther.

Georges Frondsberg. Les auxiliaires allemands. — De cette grande révolution, mille éléments restaient d'une fermentation indomptable, une flamme qui devait brûler ou se brûler. Le furieux chaos de misères et de haines, d'implacables douleurs, se rallia autour d'un vieux soldat, Georges Frondsberg, figure sanguine, apoplectique, populaire par l'emportement, en qui grondait la colère des foules. Il avait apparu à Worms à côté de Luther, à Pavie pour prendre le roi, ami du pape. Il voulait cette fois faire une bonne fin et aller droit en paradis en étranglant le pape.

Les Vandales et les Goths revivaient, mais plus âpres, avec un amour consciencieux, de gâter, brûler, ruiner. Les Espagnols étaient trop paresseux, les Allemands ne l'étaient pas. Ils ne quittaient pas un gîte sans l'incendier.

Les Allemands allaient à Rome, non ailleurs. C'est ce qu'on ne comprit pas.

Le pape, qui avait de bonnes et amicales lettres de l'Empereur, qui avait une trêve avec le vice-roi de Naples, ne craignit que pour la Toscane, pour le patrimoine des Médicis.

Il avance cependant, ce Bourbon, volontairement ou non, on ne sait, mais il avance avec son immense cohue, dispersée pour les vivres sur un vaste pays. Nul n'ose en profiter. Le duc d'Urbin, qui le suit avec des Italiens, attend les Suisses pour combattre; puis, quand il a les Suisses, il attend autre chose.

Henri VIII fait aumône au pape. La France donne à peine le quart de l'argent promis, quelques cents lances, des galères percées qui ne naviguent pas. Le pape se rassure par la trêve, par la présence du vice-roi Lannoy qu'il fait venir, par les lettres respectueuses qu'il reçoit de Bourbon lui-même.

Bourbon trompe le pape, et le vice-roi, et tout le monde.

Tout à l'heure, Clément VII était un conquérant, il voulait prendre à Charles-Quint le royaume de Naples. Maintenant que le danger approche vraiment grand et terrible, il se ressouvient qu'il est pape, inviolable; il se rassure et licencie ses troupes.

Tout à coup, Bourbon, jusque-là assez lent, prend sa course, laisse tout, bagage, artillerie. Son infanterie marche sur Rome plus vite que la cavalerie alliée qui veut le suivre. Rome est le prix de la course. Mais la fureur, la haine, l'attente du pillage, donnent des ailes aux gens de Bourbon. Les Allemands vont donc entrer dans Babylone,

mettre la main sur l'Antichrist! Les Espagnols ravir un trésor de mille ans, saisir la dépouille du monde!

Le pape, quelque peu effrayé, essaye de réarmer.

Bourbon devant Rome. Il est tué (6 mai 1527). — Le 5 mai, Bourbon, campé dans les prés de Rome, envoyait un message dérisoire pour demander à traverser la ville; il allait, disait-il, à Naples. Le 6, un brouillard favorise l'approche; il donne l'assaut. Les Allemands y allaient mollement. Lui, qui dans un tel crime doit réussir au moins, il saisit une échelle et monte. Une balle l'atteint, il se sent mort : « Couvre-moi, » dit-il à Jonas, un Auvergnat qui ne l'a pas quitté. L'homme lui jette son manteau.

Prise et sac de Rome. — La ville n'en fut pas moins emportée, et avec un grand massacre de la jeunesse romaine. Guillaume du Bellay, notre envoyé à Florence, qui était venu en poste pour avertir le pape, se mit l'épée à la main au pont Saint-Ange avec Renzo de Ceri, arrêta les brigands, et donna à Clément VII le temps de s'enfuir du Vatican dans le château. Du long corridor suspendu qui faisait la communication, il vit l'affreuse exécution, sept ou huit mille Romains tués à coups de piques et de hallebardes.

Il n'y eut jamais une scène plus atroce, un plus épouvantable carnaval de la mort. Les femmes, les tableaux, les étoles, traînés, tirés pêle-mêle, déchirés, souillés, violés.

Les Allemands, qui tuèrent beaucoup d'abord, et firent des Saint-Barthélemy d'images, de saints, de Vierges, furent peu à peu engloutis dans les caves, pacifiés. Les Espagnols, réfléchis, sobres, d'horrible expérience après Milan, savourèrent Rome, comme torture et supplice.

Chose étrange, inattendue! l'Europe est médiocrement émue du sac de Rome. Loin de là, de plusieurs côtés s'élève un rire sauvage.

L'Allemagne rit. C'est fait du pouvoir spirituel, du

mystère de terreur. Le Christ est délivré par la captivité de l'Antichrist.

L'Empereur même, le roi catholique, en rit sous cape. Il désavoue le fait, mais sa joie perce; il continue les fêtes pour la naissance de son fils. Le pape, brisé comme prince, abaissé et maté, n'en reviendra jamais; c'est maintenant le jouet des rois.

Ceux de France et d'Angleterre sont charmés de la chose. Superbe occasion de faire contribuer le clergé, de sanctifier la guerre, d'accuser Charles-Quint.

Ainsi cette chose inouïe et terrible, qui devait effrayer la terre et faire crouler le ciel, elle fait à peine sensation.

CHAPITRE VII

DEUXIÈME GUERRE AVEC CHARLES-QUINT. — TRAITÉ DE CAMBRAI. — COMMENCEMENTS DU PROTESTANTISME EN FRANCE. — LA COUR A FONTAINEBLEAU. — ARTISTES ITALIENS. — RABELAIS. — TROISIÈME GUERRE CONTRE CHARLES-QUINT. — MONTMORENCY. — TRÊVE DE NICE. — QUATRIÈME GUERRE CONTRE CHARLES-QUINT. — VICTOIRE DE CÉRISOLES. — TRAITÉ DE CRÉPY. — MASSACRE DES VAUDOIS. — MORT DE FRANÇOIS Ier.

L'Orient en face de l'Europe. — Sauf Venise et quelques Français, personne en Europe ne comprit rien à la question d'Orient.

Luther sur ce terrain, comme sur celui des paysans allemands, ne voit rien, n'entend rien; son génie l'abandonne.

Les Turcs, qui d'abord furent moins un peuple qu'une machine de guerre, démocratie sauvage, étrangère au génie des musulmans civilisés, n'apparaissaient à l'Europe que comme une épée montrée par la pointe. Ce fut Mahmoud, un Grec illyrien devenu vizir de Mahomet II, qui byzantinisa les Turcs, leur créa des écoles, une hiérarchie d'études et d'enseignement, formant ainsi les hommes avec qui allait traiter l'Europe.

Ce fut un autre Grec, Ibrahim de Parga, vizir de Soliman, né sujet de Venise, et gouvernant sous l'influence vénitienne qui créa l'intime alliance des Turcs et de la

France, conquit presque toute la Hongrie, lui fit changer de front et regarder contre l'Autriche.

Les Autrichiens écrivent (avril 1524) à Madrid qu'un Espagnol au service de France, le sieur Rincon, a été envoyé de Paris en Pologne pour négocier le mariage du second fils de François Ier avec la fille aînée de Sigismond.

Vingt ans durant, Rincon fut le courageux, l'infatigable agent, qui, courant des dangers plus grands que Pizarre ou Cortès, à travers les Barbares, les embuscades, les sauvages forêts, les maladies, les pièges et dangers de toute sorte, fut notre intermédiaire avec l'Orient et rendit des services qui doivent consacrer sa mémoire.

Il paraît avoir conçu, avec les Italiens, l'idée vaste et hardie, vraiment libératrice pour l'Occident, de former un faisceau de Pologne, Turquie, Hongrie turque.

Soliman, Ibrahim, étaient deux hommes pacifiques, et faits pour les arts de la paix. Mais la grande machine turque était montée pour la conquête.

L'armée ottomane arriva aux marais de Mohacz, où étaient les Hongrois. A la vue du croissant, l'ardeur hongroise ne put plus se contenir ni rien attendre. Ils enlevèrent leur roi en avant et tous leurs chefs, plongèrent aveugles dans la masse ennemie.

Nombre d'entre eux, emportés par la course, ou poussés par les Turcs, allèrent s'engouffrer aux marais.

La Hongrie resta là. C'est le tombeau d'un peuple. La question dès lors commença entre la Turquie et l'Autriche.

Qui avait détruit la Hongrie? Nul qu'elle-même. La fatale habitude de s'élire un prince étranger avait perverti le sens national. Dans la dernière et suprême élection, le héros hongrois, Batthori, livre sa patrie aux Allemands. En haine du Transylvain Zapoly, il reconnaît l'Autrichien Ferdinand. Les Turcs feront roi Zapoly.

La guerre orientale a cela aussi de terrible qu'elle est payée

en hommes. Chacun ramène des esclaves. On assure que cent mille familles, trois cent mille âmes, furent traînées en Turquie. Ils passèrent sous les yeux de Zapoly, qui salua de larmes amères ces prémices affreuses de son règne.

Se voyant presque seul, sauf deux agents de France qui étaient près de lui, il envoie l'un à Soliman, l'autre à François Ier. Le premier, qui était le Polonais Lasky, eut sans difficulté d'Ibrahim promesse d'un secours efficace. L'autre, qui était Rincon, négocia en France et en Pologne, offrant au roi de France la succession de Zapoly pour son second fils qui eût épousé une princesse polonaise. François Ier promit un grand secours d'argent qu'il ne paya jamais.

La situation était fausse, bizarre. Il s'était ligué avec Henri VIII pour délivrer le pape qui n'était plus prisonnier. Il vivait en partie de décimes levées sur le clergé, sous prétexte de la guerre des Turcs, qui étaient ses amis.

Reprise de la guerre contre Charles-Quint (1527). — Son armée, menée par Lautrec, sans résultat se consume à Naples. L'Empereur, mortellement irrité de rester dupe du traité de Madrid, envenime la guerre par des injures, auxquelles le roi, non moins ridiculement, répond par un défi. Le duel étant réglé, convenu, le roi sent un peu tard que de tels intérêts ne s'éclaircissent pas par un coup d'épée. Il tergiverse, il équivoque, se moque ainsi de l'Empereur. « Il dit m'avoir pris en bataille. Je ne me souviens pas l'y avoir jamais rencontré. »

La rage de Charles-Quint alla si loin qu'il se vengea sur les fils de François Ier.

Les deux enfants, tenus dans une étroite et sombre prison, n'ayant plus un Français, ne voyant de visage que celui des geôliers, perdirent jusqu'à leur langue, changèrent de caractère. L'atteinte de ces traitements fut si

profonde, que l'un d'eux mourut jeune; l'autre, notre Henri II, resta tout Espagnol, faible et sombre, violent. Charles-Quint put avoir la joie d'avoir tué en germe le futur roi de France.

La France tarissait visiblement. Henri VIII, forcé par la clameur des commerçants anglais qui ne pouvaient se passer des Pays-Bas, fit trêve avec l'Empereur. Et le roi fut trop heureux d'y accéder.

L'anxiété de l'Empereur et de Ferdinand avait été très grande. Ils n'avaient pu rien opposer aux Turcs. La partie semblait belle pour le roi de France. Le pape le quittait, il est vrai, perte légère devant cette puissante assistance que lui donnait un tel succès des Turcs. Que fit-il? Il traita.

Traité de Cambrai (1529). — L'affaire fut habilement brusquée par Marguerite dans une courte négociation avec la mère du roi (7 juillet — 5 août 1529).

Le traité de Cambrai était tel : La France *gardait la Bourgogne, mais elle s'anéantissait moralement* en Europe, abandonnant ses alliés et s'engageant même à agir contre eux.

Le roi, qui n'avait pas trouvé d'argent pour la guerre, en trouvait pour son ennemi. On lui rendait ses enfants pour la somme de deux millions d'écus d'or (*soixante-huit millions* d'aujourd'hui).

Il ne se mêlait plus de l'Italie ni de l'Allemagne. Il ne stipulait rien pour l'Angleterre, son alliée.

Il menaçait les luthériens et Soliman, « le traité n'étant fait qu'en considération des progrès du Turc et des troubles schismatiques qui pullulent par la tolérance. » (*Nég. Autrich.*, II, 681.)

Il disait à l'Italie l'adieu définitif, non plus une simple parole de renonciation pour Naples et pour Milan. Il en rendait la clef, les places que jamais on n'avait lâchées, *Barlette* en Pouille, *Asti*, patrimoine de sa maison.

Loin de rien stipuler pour Florence et Venise, il promettait que l'une *se soumettrait avant quatre mois*, et que l'autre *rendrait les places qu'elle avait* depuis soixante ans *dans la Pouille*. Il prêtait *sa marine, et donnait cent mille écus* à l'empereur « pour le passage d'Italie. »

Pas un mot pour Sforza ni pour les barons de Naples, récemment compromis pour nous. Les Espagnols furent implacables pour ces Napolitains. Il les ruinèrent, les décapitèrent, coupant cette fois pour toujours et déracinant le vieux parti d'Anjou.

Pas un mot pour Renée, fille de Louis XII, qui venait d'épouser le duc de Ferrare, et qui dut implorer la clémence de Charles-Quint.

Pas un mot pour sa propre sœur, ni pour la question de Navarre, si grave pour la France.

Mais il y avait une chose plus sacrée que la famille. C'étaient les vaillants hommes qui, de père en fils, se faisaient tuer pour nous, le vieux Robert La Mark, son fils Fleuranges. Ruinés par l'Empereur, ils restaient ruinés. *Le roi s'engagea à ne rien faire pour eux.*

Un homme, un petit prince, sans consulter ses forces, avait le premier, en 1525, avant les rois et les sultans, tiré l'épée pour le prisonnier de Pavie. Le duc de Gueldre, avec ses lansquenets entra aux Pays-Bas, effraya Marguerite, qui négocia en hâte, comme on a vu. Service immense. Dette d'honneur, s'il en fût, qu'on devait d'autant plus acquitter, que ce grand recruteur du Nord était au fond le chef de tous les gens de guerre de la basse Allemagne, qui nous donnaient la grosse infanterie. Ennemi de la maison d'Autriche depuis un demi-siècle, allié de la France, il lui fallut, à ce vieux Annibal, plier sous le destin, *se faire vassal de l'Empereur.*

Comment, dans un seul crime, tant de crimes à la

fois? et comment la mère ne sentait-elle pas qu'elle perdait le fils, qu'en le rendant ainsi méprisable, exécrable, elle l'isolait pour toujours, que Cambrai le faisait plus faible que Pavie?

On signa le 7 août. Mais, bien avant la signature, Marguerite avait envoyé le traité à Anvers et autres villes pour l'imprimer, en divulguer toutes les clauses publiques ou secrètes, pour que l'Italie, l'Allemagne, l'Angleterre et le monde sussent que la France avait trahi tous ses amis, les avait compromis, exploités et livrés.

Le roi, sous ce coup de tonnerre, rentra en terre. Il se cacha aux Italiens, fuyant leur douleur, leurs regards. Guetté et pris, il ne sut que leur dire : « J'ai voulu ravoir mes enfants. » Il assura, du reste, qu'il était toujours digne de lui-même, et conséquent, parjure, comme à Madrid; que, cette fois encore, c'était une farce pour attraper l'empereur; que, ses fils revenus, il enverrait secours à l'Italie; qu'en attendant ils auraient de l'argent. Ils n'eurent pas un écu.

Dans cette profonde boue où il nageait, il se fiait à une chose : c'est que, de deux côtés, il avait deux alliés forcés, qui pouvaient le mépriser, mais ne pouvaient pas ne pas l'aider, Soliman, Henri VIII.

Henri VIII divorçait avec la tante de l'empereur pour épouser Anne de Boleyn. Cela l'enchaînait à la France.

Soliman devant Vienne. — Soliman, dans sa conquête de Hongrie et son invasion d'Allemagne, suivait une double impulsion, le grand mouvement turc qui avait toujours entraîné les sultans, et l'intrigue vénitienne, qui, l'avait lancé au nord, allié nécessaire, fatal, de François Ier, même ingrat.

Tout le pays était nu et sans vivres. Les bandes irrégulières des Turcs achevèrent de le ruiner. Quand Soliman vint devant Vienne le 27 septembre, il y trouva tous les

obstacles, la famine, le froid et la pluie, intolérables à ses Asiatiques; l'aigreur des janissaires, qui déjà s'étaient révoltés à Bude, qu'Ibrahim voulait sauver du pillage. Le sultan essaya des mines, mais le secret en fut livré par un transfuge.

Les Turcs, lancés à l'assaut, se trouvèrent en face d'une arme nouvelle, la longue arquebuse, perfectionnée en Allemagne, dont les effets furent effrayants. Repoussés plusieurs fois, ils n'étaient ramenés à la charge qu'à coups de bâton. Ils finirent par dire qu'ils aimaient mieux mourir du sabre de leurs chefs que de l'arquebuse allemande. On céda le 14 octobre, et on leva le camp.

Ce fut le terme extrême des succès de Soliman au nord. Le climat fut l'obstacle, autant que la bravoure allemande.

L'échec n'était pas humiliant, mais c'était le premier échec. Il y avait danger pour le vizir. Il sut en faire une victoire; il jura que son maître n'avait voulu que chercher Charles-Quint, l'attirer au combat. Il l'entoura de fêtes, où le doge de Venise fut solennellement invité. Les ambassadeurs vénitiens, hongrois, polonais, russes, entouraient le sultan. La France était absente. François Ier n'osait ni envoyer d'agent public, ni recevoir d'envoyés turcs.

Les fruits du traité de Cambrai commençaient d'apparaître.

Nouvelle politique de Charles-Quint. Granvelle. — Charles-Quint, débarqué le 12 août à Gênes, un mois juste après le traité, voit toute l'Italie à ses pieds. Tous les États demandent grâce. Florence seule essaye encore de résister. O clémence! Il fait grâce à tous. Il ne prend rien pour lui. Il laisse Milan à Sforza, donne Florence aux Médicis. Un système nouveau commence, de prétendue protection, d'immenses contributions de guerre.

Le Charles-Quint d'alors n'est plus celui du véhément

Gattinara. Son conseiller, modeste secrétaire, est l'avisé Granvelle, le Franc-Comtois Granvelle, homme de Marguerite d'Autriche.

Charles-Quint, patient, mais nerveux et maladif, à la longue croyait choisir, décider de lui-même, et ne résolvait guère que ce que Granvelle avait résolu.

Cet esprit bas, fort et rusé, doit être l'auteur véritable du système que Charles-Quint essaye alors, et qui se dit d'un mot : *Discipliner l'Europe*.

François Ier, tenté, ébranlé par les siens, flottait entre deux influences. Sa mère, sa femme, Montmorency, le rapprochaient de Charles-Quint. Marguerite, sa sœur, qui vint le consoler à la mort de sa mère, le rapprochait des protestants. Elle était secondée par les frères Du Bellay, spécialement par Jean, qu'elle lui fit faire évêque de Paris (1532).

Troisième expédition de Soliman. — De là des mouvements contraires en apparence. D'une part, il envoie Guillaume Du Bellay encourager la ligue protestante de Smalkalde. D'autre part, il charge Rincon d'intervenir près de Soliman et d'arrêter le progrès de ses armées. Rincon trouva le sultan déjà en marche avec un peuple immense, qu'on portait à cinq cent mille hommes. C'était comme l'expédition de Xerxès.

Soliman espérait qu'il y aurait bataille. L'Empereur avait devant Vienne une force énorme d'infanterie, cent mille Allemands, Hongrois, Bohêmes, Esclavons, Espagnols, Italiens, Bourguignons; il n'était faible qu'en cavalerie. Soliman avait cent mille cavaliers, et comme fantassins, surtout son noyau invincible de janissaires.

L'Empereur maladif se sentit d'un ulcère à la jambe, ne parut plus, alla prendre les eaux. La grande armée impériale, européenne, s'en tint à couvrir l'Allemagne, livrant, comme toujours, la Hongrie.

Pour la troisième fois, Soliman avait sauvé l'Allemagne protestante. Au bruit de son approche, dès le 23 juillet, Charles-Quint, repentant de son intolérance, avait déclaré suspendue toute procédure de la chambre impériale contre les luthériens, promis que personne ne serait plus inquiété pour sa religion, et que le grand débat serait soumis à un libre concile de toute l'Église. Cette convention de Nuremberg, ratifiée en août à Ratisbonne, lui permit de couvrir l'Autriche de l'armée formidable qui imposa à Soliman. L'alliance de François Ier et d'Henri VIII *contre le Turc* (18 octobre 1532) fit croire, à Charles-Quint, non sans vraisemblance, qu'ils agiraient *pour Soliman*. Les conditions les plus humiliantes furent imposées par le sultan et acceptées, le partage subi entre Ferdinand et Zapoly. Ferdinand, pour garder le peu qu'il avait de Hongrie, se déclara fils du sultan, frère d'Ibrahim, vassal et tributaire.

Ibrahim de Parga ; sa mort. — Dans ces conférences, Ibrahim, se livrait à toute sa vivacité grecque. C'était, disent les ambassadeurs, un petit homme brun, *à dents aiguës*. Il mordait Charles-Quint : « Il n'a pas de bonheur, disait-il. Il commence toujours, et il ne finit jamais. Il veut un concile, et ne peut. Il assiège Bude, et la manque. Moi, si je voulais aujourd'hui, avec mon maître, je ferais un concile ; j'amènerais Luther d'un côté, le pape de l'autre ; je saurais bien leur faire rétablir l'unité de l'Église. »

Tout cela patiemment écouté. L'humble ténacité de l'Autriche fut là dans tout son lustre. Et aussi son indifférence parfaite sur le choix des moyens. Gritti l'avait dit dans une lettre à l'empereur : qu'il savait bien que Zapoly et lui seraient assassinés.

Ibrahim eût péri tôt ou tard de cette main si elle n'eût été prévenue par celle de son ami, de son frère, Soliman, dont il faisait la gloire, de celui qui, depuis onze ans, le

faisait manger avec lui, coucher à ses pieds, avec qui, à toute heure, il vivait, parlait et pensait.

La perte du Grec avait été jurée le jour où, revenant vainqueur de la bataille de Mohacz, il rapporta de Bude la fameuse bibliothèque de Mathias Corvin, et trois statues de bronze, Hercule, Apollon et Diane, qu'il dressa hardiment sur l'hippodrome, devant son palais même. Grave insulte au Coran. On dit d'ailleurs qu'il se contraignait peu, et qu'il avait tort d'avouer le mépris qu'il faisait du livre sacré.

En janvier 1536, Ibrahim, bien près de sa fin, consomma l'œuvre de sa vie, le traité d'alliance entre la Porte ottomane et la France. Traité *commercial*, qui couvrait une ligue *politique*. François Ier, du reste, ne la cacha plus comme telle. Il dit aux Vénitiens : « Je ne puis le dissimuler. Je souhaite que les Turcs soient forts sur mer; ils occupent l'empereur et font la sûreté de tous les princes. »

Le 6 mars 1536, Ibrahim, sans défiance, rentra le soir au sérail, comme à l'ordinaire, pour prendre près de son maître sa nourriture et son repos. Il y trouva la mort. Le lendemain, on le vit étranglé. L'état du cadavre montrait qu'il s'était défendu en lion. La chambre du sultan portait aux murs des mains sanglantes qu'il y avait imprimées dans la lutte. Terrible accusation d'une perfidie si barbare! Cent ans encore après, on les voyait avec horreur.

La question religieuse en France. — Dans un travail excellent d'un protestant impartial, le professeur Schmidt de Strasbourg, se trouve établie, jour par jour et dans un très grand détail, la preuve que, de 1521 à 1535, François Ier eut besoin du plus vigoureux emploi du pouvoir et de beaucoup de mesures arbitraires et violentes, pour défendre les protestants *contre l'autorité légale*, le clergé,

le Parlement, et *contre le peuple.* Ni François Ier, ni sa sœur, n'étaient protestants.

Ils lisaient, il est vrai, la Bible. Mais jamais il n'y eut d'esprit moins biblique que François Ier. Charles-Quint prenait l'initiative de prêter au clergé le secours du bras séculier. Qu'allait faire le roi? Grave question pour l'alliance du pape et les affaires d'Italie, non moins grave à l'intérieur où le besoin d'argent l'obligeait à solliciter sans cesse des décimes ecclésiastiques. La noblesse, à ce moment, se déclarait pour Bourbon, la robe le favorisait.

Le roi est pris à Pavie, sa sœur part. La digue est rompue. La Sorbonne et le Parlement sont émancipés. La reine mère, pour regagner le pape, lui demande le meilleur remède au luthéranisme. Il répond : « L'Inquisition. »

De grandes et terribles scènes se passaient à Metz, à Nancy. Jean Chastellain, cordelier, un ardent wallon de Tournay, fut brûlé le 12 janvier 1525. C'est le premier martyr du protestantisme français. Sa mort en suscita un autre, le cardeur Leclerc, réfugié en Lorraine.

Notre Parlement de Paris précipita l'affaire de Berquin, malgré une lettre du roi. Il était brûlé, si le roi, enfin délivré, n'eût trouvé le temps à Bayonne, où il resta un moment, d'écrire un ordre absolu de surseoir.

Le retour du roi fut le triomphe commun des hommes du protestantisme et de ceux de la Renaissance. L'illustre médecin de la reine mère, Agrippa, qui l'avait quittée, osa revenir en France.

Mort de Zuingli en Suisse.—Les protestants venaient mettre aux pieds de François Ier l'éloquent et noble livre que lui dédiait Zuingli : « Vraie et fausse religion. »

Ce Zuingli, paysan intrépide, aumônier d'armée, fort lettré du reste et bon musicien, avait fait les guerres d'Italie, et son admirable cœur s'était révolté à la vue de la

démoralisation qu'elles entraînaient avec elles. Il avait pris en horreur l'infâme commerce du sang.

Très tolérant, il poussa à la guerre contre les catholiques, lorsqu'ils appelèrent l'étranger. Un matin, les montagnards ayant marché vers Zurich, il défendit la patrie sans espoir de la sauver. Blessé, il ne voulut pas de grâce. Son corps fut mis en morceaux. Son ami Myconius, pour sauver son cœur des outrages, le jeta au courant du Rhin. Le fleuve des anciens héros en reste plus héroïque.

Origines du protestantisme français. — Rien de plus saint, de plus pur, que les origines du protestantisme français. Rien de plus éloigné de la sanglante orgie anabaptiste de Munster.

Le premier martyr parisien fut un jeune ouvrier d'une vie tout édifiante. Il était paralytique, et on le prit dans son lit.

Il avait été d'abord un garçon leste et ingambe, vif, farceur, véritable enfant de Paris. Frappé par un accident, il n'en était pas moins resté un grand rieur. Assis devant la porte de son père, qui était un cordonnier, il se moquait des passants. Un homme dont il riait approche et dit avec douceur : « Mon ami, si Dieu a courbé ton corps, c'est pour redresser ton âme. » Il lui donne un Évangile. Étonné, il prend, lit, et relit, devient un autre homme. Son infirmité augmentant, il resta six ans dans son lit, gagnant sa vie à enseigner l'écriture ou à graver sur des armes de prix, ce qui le mettait à même de donner aux pauvres et de les gagner à l'Évangile.

Pendant six mois, de novembre en juin, continuèrent dans Paris les sacrifices humains.

Persécutions contre les protestants. — Les condamnés ne furent pas préalablement étranglés, mais effectivement *brûlés vifs*. Et, cette peine ne suffisant pas, on imagina en mai cet atroce suspensoir des *chaînes de fer* qui soutenaient

le patient et prolongeaient le supplice, empêchant le corps de s'affaisser et de disparaître dans le feu.

Les *procès brûlés* avec les hommes, par une précaution infernale, ont rendu très difficile d'écrire avec certitude les actes de ces martyrs.

Rien n'indique que le roi se soit imposé le supplice de voir ces horribles spectacles, plus choquants qu'on ne peut dire par les convulsions des patients et l'odeur des chairs brûlées. Il ne vint à Paris que le 21 janvier, sortit à huit heures du matin, alla du Louvre à Saint-Germain-l'Auxerrois, et de là, en grande pompe, à travers les rues tapissées, suivit la procession du clergé, qui porta le saint sacrement de reposoir en reposoir. A chacun, il s'arrêta et fit ses dévotions. Puis il dîna à l'évêché. Il y vit l'amende honorable.

Huit jours auparavant (13 janvier 1535), la Sorbonne avait tiré du roi une incroyable ordonnance qui supprimait l'imprimerie. Elle n'a pas été conservée, mais le fait est prouvé par la suspension qu'accorda le roi (26 février).

La demande de la Sorbonne était tellement ridicule, que les parlementaires, jusque-là alliés des sorbonnistes, réclamèrent contre eux. Budé et Jean Du Bellay démontrèrent au roi que la chose était et inepte et impossible.

Le clergé tourna l'obstacle. Il obtint qu'il y aurait censure, des censeurs élus par le Parlement. Et peu après, en 1542, il tira la chose des mains du parlement, et se fit censeur.

Cependant, de toutes parts, la voix publique s'élevait contre l'horrible inconséquence de poursuivre les protestants à Paris et de les aider en Allemagne, de traiter avec les Turcs et de brûler les chrétiens.

Les Allemands, il est vrai, avaient détruit l'anabaptisme (communiste et polygame). Mais à Paris, avec quelque furie qu'eût été menée la chose, les pièces brûlées avec les

hommes, les procès détruits, la lumière éteinte, il n'était que trop certain que pas un de ces infortunés n'était anabaptiste. Autre était l'école française, toute chrétienne, soumise aux puissances.

C'était justement le moment où les protestants d'Allemagne, avec l'argent de la France, avaient, par un coup rapide, enlevé le Wurtemberg à la maison d'Autriche et au catholicisme, forçant Ferdinand à accepter le fait accompli, à confirmer l'édit de tolérance.

Il en était résulté une vaste explosion protestante. Tout ce qui restait catholique par peur de l'Autriché parla haut et se déclara. La Poméranie, le Mecklembourg, le Brunswick, les provinces allemandes de Danemarck, une forte partie de la Saxe, tout le palatinat du Rhin, se déclarèrent protestants. Le lointain Nord scandinave commençait à s'ébranler et prendre le même esprit.

De sorte que François Ier put voir qu'en brûlant les protestants il défaisait ce qu'il venait de faire, irritait les Allemands au moment où il venait de les gagner par un signalé service, se brouillait avec un parti qui avait déjà la moitié de l'Europe.

Il commença à voir clair, et se dépêcha en juillet (1535) de regagner les Allemands. Duprat venait de mourir. Les Du Bellay lui firent de nouveau inviter Mélanchthon. Il donna une amnistie, « voulant que les suspects ne fussent plus inquiétés, et que, s'ils étaient prisonniers, on les délivrât. » Les fugitifs pouvaient revenir en abjurant dans les six mois et vivant en bons catholiques.

Portrait de François Ier en 1535. — Le Liégeois Thomas Hubert, qui vint, en 1535, avec l'électeur palatin, nous donne un curieux portrait de François Ier. C'est le dernier moment où il fut encore lui-même. Les maladies le saisirent en 1538 avec une extrême violence, et, dans les années qui suivirent jusqu'à sa mort en 1547, on peut dire qu'il se survécut.

Il était fort entamé en 1535. Cependant il avait toujours la conversation brillante, la riche mémoire que les Italiens avaient admirée : « Il savait, disait à merveille les particularités de chaque pays, leurs ressources, leurs productions, les routes, les fleuves navigables, et cela pour les contrées les plus éloignées. »

Hubert ajoute ce mot : « Non seulement les artistes auraient profité à l'entendre, mais les jardiniers et les laboureurs. Malheureusement il prononçait difficilement, ayant perdu la luette par la maladie. » (*Hub. Vita Fred. Pal.*).

Il n'avait pourtant que quarante et un ans. Charles-Quint en avait trente-cinq et ne se portait guère mieux. Il bégayait comme François Ier et n'avait plus de cheveux. On dit qu'il les avait coupés. Peut-être les avait-il perdus par suite des attaques d'épilepsie qu'il eut parfois dans sa jeunesse.

Les maladies de ces princes ont servi l'humanité, en ce sens que leurs médecins, les plus éminents du siècle, durent, pour des maux tout nouveaux, chercher une science nouvelle, quitter l'ancienne médecine, grecque et arabe, qui, ici, restait muette. Le médecin de François Ier, l'illustre Gunther d'Andernach, chef de l'école de Paris, vit les plus grands esprits du temps assiéger sa chaire, les Fernel, les Rondelet, les Sylvius, les Servet, les Vésale. Là, Vésale prépara la première description anatomique de l'homme qu'on ait possédée. Là, Servet entrevit la grande et principale découverte du siècle, la circulation du sang.

La cour à Fontainebleau. — François Ier, découragé des guerres lointaines, veuf de son rêve, l'Italie, se fait à Fontainebleau une Italie française. Il y refait les galeries, les promenoirs élégants, commodes et bien exposés, des villas lombardes qu'il ne verra plus. Il fait sa galerie d'Ulysse. Son Odyssée est finie. Il accepte, la destinée le voulant ainsi, son Ithaque

François Ier, qui n'avait pas peu contribué au naufrage de l'Italie, en recueillit les débris avec un amour avide auquel elle a été sensible. Elle n'a voulu se souvenir que de sa passion pour elle. Passion réelle et non jouée. Dans ce siècle effectivement où tous les princes affichèrent la protection des arts, il y a, entre ces protecteurs, des différences à faire. Léon X eut l'idée baroque de faire Raphaël cardinal. Le politique Charles-Quint flatta Venise en ramassant le pinceau du Titien. Tous honorèrent les artistes. Mais Francois Ier les aima.

Les exilés italiens trouvèrent en lui une consolation, la plus grande : il les imitait, prenait leurs manières, leur costume et presque leur langue. Lorsque le grand Léonard de Vinci vint chez lui en 1518, il fut l'objet d'une telle idolâtrie, qu'à son âge de quatre-vingts ans il changea la mode, fut copié par le roi et toute la cour pour les habits, pour la coupe de barbe et de cheveux.

Les artistes italiens en France. — Le sac de Rome en 1527, la chute de Florence en 1532, avaient été en quelque sorte une ère de dispersion pour l'Italie. La concentration fut brisée. L'art italien regarda aux quatre vents. Jules Romain s'en va à Mantoue, et y bâtit une ville, avec le palais, les peintures du monde écroulé, la lutte des géants contre les dieux. D'autres s'en vont au fond du Nord, s'inspirent de son génie barbare, et, pour le monstrueux empire d'Iwan le Terrible, bâtissent le monstre du Kremlin. D'autres encore viennent en France ; dans la matière la plus rebelle, le grès de Fontainebleau, ils trouvent des effets imprévus, singulièrement en rapport avec le mystère du paysage, avec l'obscure et sombre énigme de la politique des rois.

Je ne suis pas loin de croire que ces Italiens, ayant perdu terre, dépaysés, quittes de leur public et de leurs critiques, d'autant plus libres en terre barbare qu'ils étaient sûrs d'être admirés, prirent ici une hardiesse qu'ils n'avaient

pas eue chez eux. Le Rosso ôta la bride à son coursier effréné. N'ayant à faire qu'à un maître qui ne voulait qu'amusement, qui disait toujours : *Osez*, il a, pour la petite galerie favorite du malade, fondu tous les arts ensemble dans la plus fantasque audace.

Rosso, Cellini, André del Sarte. — Plus François Ier déclina, plus il fut amoureux des arts. On sait son mot à Cellini. « Je t'étoufferai dans l'or. » Et, quand la petite galerie lui fut ouverte par Rosso, quand il se vit en possession de cette farce divine, roi de ce peuple rieur et de ce sérail unique, lui aussi il fit une farce, il dit à Rosso « Je te fais chanoine. » Ce pieux artiste eut un canonicat de la Sainte-Chapelle.

Rosso n'en profita guère. Pour un chagrin, il se tua. Et ce fut aussi le sort du grand et charmant André del Sarte. Du moins, avant son malheur, il ramassa tout son génie, et fit pour François Ier le plus frémissant tableau qui ait été peint jamais. Triomphe étrange, peu mérité sans doute, d'un roi si léger, que ce profond cœur italien, d'un élan de reconnaissance, ait réalisé pour lui cette chose vivante et brûlante, comme une haleine de Dieu, la *Charité* (qui est au Louvre) !

Curiosité scientifique de François Ier. — François Ier était curieux, interrogatif. Et jamais il n'y eut tant à dire qu'en ce temps. Les murs parlent. Comme les paroles gelées que rencontra Pantagruel, et qui dégelaient par moment, il ne tient à rien que les conversations peintes par le Rosso ne se détachent des murs. Ils content les découvertes récentes, l'Asie, l'Amérique. Le D'Inde, oiseau bizarre qui surprit tellement d'abord, l'éléphant coquettement orné d'une parure de sultane, vous y voyez par ordre ces nouveaux sujets d'entretien.

A Fontainebleau vint le frapper la nouvelle étrange, impie et scandaleuse que *c'était la terre qui tournait*, non

le soleil, et que Josué s'était trompé. Le tout calculé, démontre par un pieux ecclésiastique. Là lui furent racontés, d'après le livre d'Ovando, les merveilles imprévues de ce monde nouveau où la vie animale ne rappelait en rien l'ancien, où l'homme, sans rapport aux anciennes races, ne semblait pas enfant d'Adam. Là Rincon, Duchâtel, Postel venaient lui dire : « Le Turc vaut mieux que les chrétiens. » Et ils lui contaient les magnificences incroyables de Soliman, le bel ordre, les fêtes, les féeries de Constantinople. L'esprit du malade inactif, d'autant plus inquiet, s'étendait en tous sens. Il poussait Jean Cartier à découvrir le Canada. Il chargeait les naturalistes Belon, Rondelet, Gilles d'Alby, d'étudier, de rapporter les animaux inconnus de l'Asie.

Sa sœur, la reine de Navarre, Budé, son bibliothécaire, Duchâtel, son lecteur, surtout les Du Bellay, eurent la part principale à tout cela. Ce fut Jean Du Bellay, sans aucun doute, qui amusa le roi du livre surprenant que venait de donner à Lyon le facétieux médecin Rabelais, son protégé et *domestique*, comme on disait alors.

Rabelais. — Quel livre? Le sphinx ou la chimère, un monstre à cent têtes, à cent langues, un chaos harmonique, une farce de portée infinie, une ivresse lucide à merveille, une folie profondément sage.

Quel homme et qu'était-il? Demandez plutôt ce qu'il n'était pas. Homme de toute étude, de tout art, de toute langue, le véritable *Pan-ourgos*, agent universel dans les sciences et dans les affaires, qui fut tout et fut propre à tout, qui contient le génie du siècle et le déborde à chaque instant.

La nouveauté du fond fut signalée par celle de la forme. La langue française apparut dans une grandeur qu'elle n'a jamais eue, ni avant ni après. On l'a dit justement : ce que Dante avait fait pour l'italien, Rabelais l'a fait pour notre langue. Il en a employé et fondu tous les dialectes, les éléments de tout siècle et de toute province que lui donnait le

moyen âge, en ajoutant encore un monde d'expressions techniques que fournissent les sciences et les arts. Un autre succcomberait à cette variété immense. Lui, il harmonise tout. L'antiquité, surtout le génie grec, la connaissance de toutes les langues modernes, lui permettent d'envelopper et dominer la nôtre.

Où sont ses précédents? Il appelle son livre *Utopie*, et sans doute il connaît l'*Utopie* de Thomas Morus. Il a eu sous les yeux l'*Éloge de la folie* d'Érasme. Il ne doit pas un mot ni à l'un ni à l'autre.

Rabelais ne doit rien à ces faibles ouvrages. Il n'a rien emprunté qu'au peuple, aux vieilles traditions. Il doit aussi quelque chose au peuple des écoles, aux traditions d'étudiants. Il s'en sert, s'en joue et s'en moque. Tout cela vient à travers son œuvre profonde et calculée, comme des rires d'enfants, des chants de berceau, de nourrice.

Son livre est tout empreint du temps, écrit visiblement sous l'influence des derniers événements, des guerres de l'Empereur, et aussi des guerres scolastiques de Paris. Rabelais, venu, en 1530, de Montpellier à Paris, y avait trouvé Béda triomphant, le bûcher de Berquin tiède encore; il en avait rapporté une verve amère d'indignation.

En 1534, Jean Du Bellay, allant à Rome, passa par Lyon et emmena Rabelais. Il lui fit donner au retour, en 1535, la place de médecin du grand hôpital de Lyon.

L'œuvre, achevée dans le cours de l'année 1535, paraît avoir reçu à ce moment des additions propres à gagner le roi.

Favorable généralement *aux bons prédicateurs* de l'Évangile, elle eût pu sembler protestante. Rien n'était plus loin de l'idée de Rabelais. Il est évidemment pour Érasme et contre Luther dans le parti du *libre arbitre*. Les anabaptistes et briseurs d'images avaient d'ailleurs fort éloigné les hommes de la Renaissance. Budé s'était violemment dé-

claré contre eux dans la préface du *Passage de l'hellénisme au christianisme.* Plusieurs allusions hostiles au protestantisme furent mises dans le Gargantua.

Une autre très flatteuse au roi, qui venait d'achever Chambord, c'est l'épilogue du livre, l'aimable *Abbaye de Thélème*, dont l'architecture est calquée sur celle du nouveau château.

Le succès fut immense. On en vendit, dit Rabelais, en deux mois, plus que de bibles en neuf ans. Il en existe soixante éditions, des traductions innombrables en toute langue. C'est le livre qui a le plus occupé la presse après la Bible et l'Imitation.

Pour l'effet sur la cour, sur le roi, il dut être grand, puisqu'un courtisan aussi habile que Jean Du Bellay osa l'appeler : *Un nouvel Évangile*, et d'un seul mot : *le Livre.*

Examinons pourtant. Mérite-t-il ce titre? L'idéal moral de l'auteur, un idéal de paix et de justice, de douceur, d'humanité, est-il complet, est-il précis? Non, il ne pouvait l'être. Nulle éducation n'est solide, nulle n'est orientée et ne sait son chemin, si d'abord elle ne pose simplement, nettement son principe religieux et social. Rabelais ne l'a pas fait, pas plus que Montaigne, Fénelon ni Rousseau. Son idéal n'est autre que le leur, l'*honnête homme*, celui qu'accepte aussi Molière. Idéal faible et négatif, qui ne peut faire encore le héros et le citoyen.

Ce grand esprit avait donné du moins un beau commencement, un noble essai d'éducation, une lumière, une espérance. L'exigence des temps, l'urgence de la révolution demandait autre chose.

Rousseau élève un gentilhomme. Rabelais élève un roi, un bon géant. Et le peuple, qui se charge de l'élever?

En 1540 le pape approuve les constitutions des jésuites. En 1542 commencent à jouer les deux grandes machines

de la révolution nouvelle : l'*éducation*, l'*inquisition*.

Lainez fonde le premier collège des jésuites (à Venise). Loyola seconde le théatin Caraffa dans l'inquisition romaine et universelle qui doit embrasser le monde. La main de Loyola y est reconnaissable, surtout en ceci : *on punit ceux qui se défendent.*

Qui se défend est coupable; il résiste à la justice. Frappez cette âme rebelle.

Et qui avoue est coupable. Mais humilié, brisé, rien n'empêche de l'absoudre.

Plus d'innocent, tous coupables. Plus de justice, un combat. Que veut-on? La victoire, le brisement de l'âme humaine.

Le premier qui eût dû être amené à ce tribunal, c'était, sans nul doute, Henri VIII. Il fallait seulement trouver un huissier, un sbire assez fort pour mettre la main sur lui.

Henri VIII, Charles-Quint et François Ier en 1534-1536. — Le pape avait un roi tout prêt, le jeune Pole, cousin d'Henri VIII. Sorti de la branche d'York et de la Rose rouge, il pouvait recommencer la guerre du xve siècle et noyer l'Angleterre de sang. Pole avait été élevé par Henri, comblé de ses dons. Mais la femme d'Henri, Catherine, avait nourri dans le cœur du jeune homme, inquiet et ambitieux, l'espoir d'épouser Marie, héritière de l'Angleterre.

Henri, qui rejetait le pape sans admettre le protestantisme, qui persécutait à la fois les catholiques et les protestants, chancelait fort.

Le roi de France eût pu seul exécuter la sentence. C'est à quoi poussaient vivement (dans l'année 1534) le pape et Charles-Quint. Le plus jeune fils du roi aurait épousé Marie, qui eût dépossédé son père.

François Ier, sollicité, répondait que le roi d'Angleterre était son ami. A quoi l'Empereur réplique (dans les dépêches de Granvelle) qu'il ne s'agit aucunement de faire mal à

Henri; au contraire, on veut le sauver, l'*empêcher de se perdre d'honneur et de conscience*. Il eût été *sauvé* dans un monastère, déposé et tondu.

Le roi était peu tenté. Il n'avait qu'une passion : c'était Milan. Loin de l'apaiser, Charles-Quint, dans sa conduite inconséquente, fit arrêter un homme qu'il envoyait à Soliman.

Le pape travaillait en vain à les rapprocher. Comme deux lutteurs acharnés, ils se tâtaient pour mieux se frapper. Le roi avait fait la démarche cruelle et désespérée d'appeler en Corse, en Sicile, en Italie, non pas Soliman, mais le pirate Barberousse, bey d'Alger et de Tunis, à qui le sultan donna le titre de son amiral. Tout l'aspect des côtes changea. Un tremblement effroyable saisit les pauvres habitants quand, à chaque instant, l'on vit les pirates, marchands d'esclaves, descendre inopinément et tomber comme des vautours.

Prise de Tunis par Charles-Quint (1535.) — La chose la plus populaire que pût jamais faire l'Empereur, celle qui devait le mettre en bénédiction, c'était d'exterminer les pirates, de détruire Tunis et Alger. Venise elle-même, amie des Turcs, était cruellement inquiète des progrès de Barberousse. Charles-Quint avait tous les vœux pour lui. Nulle expédition plus brillante, plus populaire, plus bénie. L'armée espagnole, allemande, italienne, avec force volontaires de toutes nations, défit l'armée africaine que Soliman avait laissée à ses propres forces, prit la Goulette et Tunis (25 juillet 1535). Le massacre fut immense ; on y tua trente mille musulmans. Vingt mille chrétiens délivrés portèrent leur reconnaissance dans toute l'Europe et la gloire de Charles-Quint.

Gloire, puissance, force réelle. Il avait mis un roi vassal à Tunis. De là il menaçait Alger, dominait la côte d'Afrique. Il avait conquis les cœurs des Italiens mêmes, écrasés par

lui. Venise se détachait du sultan et rangeait son pavillon soumis près du victorieux drapeau du dompteur des Barbaresques.

Charles-Quint, débarqué (septembre) en Italie, au milieu des applaudissements de l'Europe, était en mesure de parler de très haut à François Ier. Il n'exige plus, comme à Cambrai, qu'il abandonne ses alliés, mais qu'il combatte contre eux.

Troisième guerre contre l'Empereur (1537.)—Il veut bien l'amuser encore de la promesse de Milan. François Sforza meurt en octobre. L'Empereur fait espérer Milan comme dot de sa fille, qu'eût épousée le plus jeune fils du roi. Tous deux arment cependant. L'Empereur lève des lansquenets. Le roi négocie pour avoir des Suisses, achève l'organisation des *légions* de gens de pied qu'il organise à la romaine.

Il ne trouva d'argent qu'en frappant l'impôt le plus odieux aux Français, la taxe des vins, avec les vexations infinies des visites de commis et la tyrannie fiscale qu'on appelle l'*exercice*. Il y eût bientôt révolte.

Quant aux hommes, il avait peu à compter sur la noblesse Elle s'était montrée favorable au connétable de Bourbon. Elle avait refusé, en 1527, de contribuer à la rançon du roi. Elle faisait négligemment le service militaire. En février 1534, le roi lui impose quatre revues annuelles, exige que les gens d'armes portent la complète armure défensive, quel qu'en soit le poids. En juillet 1534, il organise l'infanterie, sept légions, chacune de six mille hommes. Des quarante-deux mille, trente mille sont armés de piques et douze mille d'arquebuses. Ils sont payés en temps de guerre, bien payés, à cent sous par mois. Ce seront des hommes effectifs ; on ne comptera pas les valets, comme on faisait trop souvent ; « s'il s'en trouve, ils sont étranglés. »

La chose fut populaire. En paix, ils étaient exempts de

taille. S'ils se distinguaient, ils pouvaient être anoblis.

Les Français en Savoie. — Leur première épreuve fut rude, celle d'une guerre de Savoie en plein hiver, et le passage des monts. Le roi, instruit par son péril, par la grandeur croissante de son ennemi, avait eu tardivement cette lueur de bon sens, de voir que la vraie conquête italienne, avant Milan et le reste, c'étaient les Alpes et le Piémont. Le duc de Savoie qui jadis avait secouru Bourbon, qui était Espagnol de cœur, offrait à Charles-Quint de lui céder ses États en échange d'États italiens. L'empereur, qui déjà avait la Comté, allait avoir en outre la Savoie et la Bresse, nous enveloppait et plongeait chez nous jusqu'à Lyon.

On le prévint. François Ier secourut contre lui Genève, qui mit son évêque à la porte, se fit protestante, appuyée sur Berne, qui conquit sur le Savoyard le pays de Vaud. Le roi alors, voyant bien que Charles-Quint l'amusait, en février, saisit la Savoie et entre en Piémont.

Il en advint comme à Ravenne. La première fois que nos Français, hier paysans, aujourd'hui soldats, se virent devant l'ennemi, ils furent pris du démon des batailles, et on ne put plus les tenir. Il y avait devant eux un gros torrent, la Grande-Doire. Ils s'y jettent, et, malgré la roideur du fil de ces eaux rapides, ils ne perdent pas leur rang. Nos Allemands n'en font pas moins. Ils se lancent et passent de front. L'ennemi ne les attend pas. Les nôtres, sans cavalerie, suivent de près. Le Piémont est conquis.

Violence de Charles-Quint. — On respecta le Milanais. Néanmoins l'Empereur, à Rome, éclata avec une violence politique et calculée.

On le vit, non sans étonnement, commencer une harangue. Il paraît qu'elle était écrite au moins en partie ; de temps en temps il baissait la tête pour lire une note roulée autour de son doigt. C'était un plaidoyer en règle, complet,

contre François Ier. Le discours, traduit (d'avance sans doute) en toute langue, courut l'Europe, l'Allemagne surtout. Les insultes continuelles faites impunément à nos envoyés mettaient déjà le roi très bas. Mais ce solennel outrage, ce soufflet officiel, donné dans Rome, au Vatican, devant tous les ambassadeurs qui représentaient la chrétienté, montrèrent l'ami de Barberousse, le renégat, l'apostat, l'homme perdu et désespéré, François Ier était seul, et Charles-Quint avançait avec sa victoire et l'Europe.

La Provence envahie et dévastée — Montmorency (1536.) — On ne pouvait se défendre en Piémont, on le pouvait en Provence, laisser l'ennemi se consumer et mourir de faim.

Pour cela, il fallait une chose, celle qu'en 1812 on fit à Moscou, brûler, détruire ; mais ici une ville n'était pas assez ; il fallait brûler un pays.

Quel homme serait assez dur pour faire cette barbare et nécessaire exécution ? Montmorency s'en chargea, et il l'aggrava par la dureté de son caractère, par son indécision et son imprévoyance.

L'effroyable sacrifice de toute une province de France, cent villes ou villages brûlés et détruits, un peuple de paysans sans abri, sans instruments, sans nourriture, et pas même de quoi semer ! C'était le résultat de 1536, de la campagne qui porta Montmorency au pinacle, le fit connétable, quasi-roi de France pour les cinq années qui suivirent.

L'empereur était entré, avait séjourné deux mois, librement était sorti, sans que, de cette armée française, personne osât le poursuivre. Nos paysans provençaux avaient seuls ressenti l'affront, et, aux dépens de leur sang, tâché qu'on ne pût pas faire risée de la France.

Il était temps, ou jamais, de *toucher au vif* Charles-Quint, selon la forte expression des dépêches de 1534.

Le pauvre roi, qui déjà n'était plus guère qu'une langue,

une conversation, qui bientôt faillit mourir, était de plus en plus tiraillé par les deux partis qui se disputaient près de lui, en lui, et dont sa faible tête semblait le champ de bataille.

Divers partis à la Cour. — Caractérisons ces partis. Il y avait celui des élus, celui des damnés.

Les damnés, c'étaient ceux qui poussaient à l'alliance des Turcs et des hérétiques, spécialement les Du Bellay.

La plupart de nos ambassadenrs, c'est-à-dire des gens qui savaient et voyaient, appartenaient à ce parti.

Mais le parti des élus, des bien pensants, des orthodoxes, c'était celui qui se formait autour du nouveau Dauphin. Montmorency, qui voyait le père décliner si vite, regardait au soleil levant. Le Dauphin avait dix-huit ans.

Catherine de Médicis.— Son père l'avait marié à quatorze ans, à une enfant du même âge, Catherine de Médicis. Mais cette position nouvelle n'avait rien tiré de lui. Pas un mot et pas une idée. Tel il était revenu de sa longue prison d'Espagne, tel il restait, ayant l'air d'un sombre enfant espagnol, yeux noirs, cheveux noirs, «*mauricaud*,» dit un chroniqueur. Il n'était bon qu'à la voltige, le premier sauteur du temps. Sa petite femme, spirituelle et cultivée, comme une Italienne, mais fort tremblante et servile, n'avait nulle prise sur lui. Née Médicis et de race marchande, son jeune mari n'en tenait compte, et la méprisait comme un sot; le roi seul avait pitié d'elle, la défendait, et ne voulut pas qu'on la rendît à ses parents,

Le roi italien et français, le parleur aimable et facile, était hors de mode. La jeunesse, par derrière, haussait les épaules. Jeunesse grave, vieillesse légère. Tout à l'heure, il n'y avait qu'un mauvais sujet à la cour: c'était le roi, le vieux malade, l'ami des Turcs, le renégat. Il se voyait de plus en plus délaissé des honnêtes gens.

Le parti turc avait pourtant réussi encore à gagner sur

lui un dernier pas décisif qui eût assommé Charles-Quint: c'était de jeter Soliman et cent mille Turcs sur Naples, pendant que le roi passerait les monts avec cinquante mille hommes. Cela eût éclairci les choses. L'Empereur, pour avoir battu les faux Turcs de Barberousse, qui étaient des Maures d'Afrique, portait son succès de Tunis aussi haut qu'une victoire sur les janissaires. Il fallait voir la figure qu'il ferait devant Soliman.

Nous savons, par le plus irrécusable témoignage, celui de sa sœur, qu'il n'en pouvait plus. Le coup eût été terrible. Les Turcs fussent restés en Sicile et peut-être à Naples. Grand malheur? Non. Il en serait arrivé comme à la Chine, où les vaincus ont conquis les vainqueurs, et rendu les Mongols Chinois. L'Italie eût exercé son ascendant ordinaire, et, bien mieux que ne fit la Grèce, épuisée et impuissante, elle eût fait du Turc un Européen.

La chose fut très bien menée par le savant et habile Laforêt, qui, en juillet 1537, se trouva, avec Soliman et Barberousse, en face d'Otrante. Les Turcs descendirent à Castro. Mais les Français ne parurent pas. Soliman laissa le royaume de Naples et se tourna contre Venise.

Où donc était François Ier? En Picardie. Il n'est pas difficile de deviner l'homme qui rendait ce service essentiel à l'Empereur. Montmorency n'envoya en Italie que tard, quand il n'était plus temps.

Ces tergiversations singulières ne s'expliquent que par la forte conspiration de cour qui enveloppait le roi de toutes parts.

Il avait toujours eu un vif besoin de plaire à ce qui l'entourait. Affaibli, maladif, il ne supportait pas la muette censure d'une cour respectueusement mécontente, ni les récits qu'on lui faisait arriver des ravages des Turcs. Ils pesaient sur sa conscience, ébranlaient l'homme et le chrétien.

Négociations avec Charles-Quint. Trêve de Nice (1538). — Il luttait pourtant encore au printemps de 1538. A la nouvelle d'une grande victoire de Soliman sur le frère de Charles-Quint, il envoya Rincon pour resserrer son alliance. Aux vives instances du pape pour l'amener à voir l'Empereur, il résista d'abord, laissa le pape et Charles-Quint l'attendre à Nice quinze jours. Le vieux Paul III brûlait de les unir pour les lancer sur Henri VIII.

L'Empereur, à tout rapprochement, toute entrevue, même inutile, gagnait un grand avantage, celui de mettre en défiance tous nos amis, Turcs, Anglais, luthériens et mécontents des Pays-Bas.

C'était déjà une faute, une sottise pour le roi de se rendre à Nice. Il le sentait si bien, que, quand on l'y traîna, il demanda à l'Empereur une chose impossible qui devait rompre tout, non seulement le Milanais, mais la *Franche-Comté*. L'Empereur, à l'absurde, répondit par l'absurde, offrant *le titre* et *le revenu* de Milan, qui *pendant neuf ans* seraient confiés au pape, et le roi tout de suite, eût rendu la Savoie, armé pour l'Empereur contre le Turc et les Luthériens. Vains bavardages. Mais Charles-Quint avait déjà ce qu'il voulait. Sa sœur venait le voir, et la nouvelle cour entrait en rapport avec lui. Le pape fit, sinon la paix, au moins une longue trêve de dix ans. Le roi partit, le 19 juin sans voir l'Empereur.

Charles-Quint ne lâcha pas prise qu'on ne lui eût de nouveau amené le roi à Aigues-Mortes. Dans ce méchant petit port solitaire, le roi, moins entouré qu'il ne l'eût été en Provence, n'avait là que Montmorency et les princesses. Il n'y eut, aux conférences, que le connétable et le cardinal de Lorraine d'une part, d'autre part Granvelle et Couvos, la reine enfin, lien des deux partis. Que conclut-on? Matériellement, rien que le *statu quo* ; moralement, une chose immense qui allait changer l'Europe

et qu'on peut dire d'un mot, *la conversion de François* Ier.

Qui a procuré ce miracle ? Un mot de l'Empereur. Ce qu'il a refusé à Nice, il l'accorde à Aigues-Mortes. Il n'offre plus *le titre* de Milan, mais la possession *réelle* pour le second fils du roi qui épousera une nièce de Charles-Quint.

Le roi s'engage *publiquement* à défendre les États de l'Empereur pendant la guerre des Turcs. A quoi *secrètement*? On le voit par les faits.

Maintenant la France, en Europe, n'a plus d'ami que Charles-Quint, son capital ennemi. Elle s'est isolée. Libre à lui de tenir sa promesse. S'il ne la tenait pas, que ferait-elle? la guerre, mais seule et sans ami, ne pouvant, même par la guerre, sortir de la profonde ornière où elle est entrée pour toujours, et dont ne la tireront pas même cinquante années de guerres de religion.

Tous nos ambassadeurs reçurent en même temps un nouveau mot d'ordre, fort surprenant (ils n'y pouvaient croire) : *de travailler partout pour l'Empereur*. Ordre d'agir pour lui auprès du Turc, de lui ménager une trêve. Ordre d'engager l'Allemagne à s'unir contre Soliman. Défense au protégé du roi, au duc de Wurtemberg, d'agir contre les évêchés catholiques, et notification à la diète que le roi s'unissait à l'Empereur pour rétablir la religion.

Révolte de Gand. Charles-Quint à Paris (1540). — Dans cette année 1539, Montmorency fut la vraie providence de Charles-Quint. Au moment où l'Espagne le menaçait par ses cortès, au moment où Gand révolté décapitait son doyen, comme partisan de l'Empereur, au moment où il apprenait les révoltes de ses armées, où tout lui échappait, Montmorency lui met la France dans les mains, le secret de nos négociations avec le Turc et l'Angleterre, lui confie le fil même de notre diplomatie (5 août 1539), jusqu'à trahir la confiance de Gand qui se livrait à nous.

Charles-Quint qui avait fait son testament avant l'expé-

dition de Tunis, le refit avant le voyage de France (5 novembre 1539). Il y donne Milan au second fils du roi qui épousera une fille de Ferdinand, *pourvu que Ferdinand y consente*. Ce petit mot réservait tout.

Entré en France vers le 20 novembre, il vit longuement Montmorency et les fils du roi, avant le roi, et entra à Paris le 1er janvier 1540. Le connétable tout-puissant avait exigé des villes les fêtes les plus retentissantes, et il fit avertir toutes les cours de l'Europe de cette union intime, définitive, du roi et de l'Empereur. Charles-Quint vit très bien le besoin que la coterie régnante avait de lui. Il prit ses avantages, attisant d'une part la rivalité des deux frères, d'autre part ébranlant la fidélité du roi de Navarre, lui faisant espérer que l'infant épouserait sa fille, qui deviendrait la reine de l'Espagne et des Indes.

L'Empereur n'était pas rassuré. Plus d'un malheur arriva sur sa route. A Bordeaux, il faillit être asphyxié, à Amboise, incendié. Ailleurs, une bûche lui tomba sur la tête. Le roi était furieux des mésaventures de son hôte, et voulait faire pendre tout le monde.

La pauvre Gand fut brisée de la réception de Charles-Quint et de son union avec le roi. Chaque fête qu'on lui donna fut comme une bataille perdue par la Flandre. Il ne trouva nulle résistance, brida la ville avec un fort et fit mourir qui il voulait.

Disgrâce de Montmorency. — Sorti de France à la fin de janvier, en février il se retrouva maître, très solide et très affermi, libre d'examiner ce qu'il voulait tenir de ses promesses. S'il eût donné les Pays-Bas, c'eût été pour le cas où Orléans eût eu des enfants de sa fille ; mais, en échange de ce don incertain, il voulait que le roi, sur-le-champ, se dessaisît du Piémont, ainsi que des droits sur Milan. Montmorency, trompé, désespéré, alla, pour gagner l'Empereur, jusqu'à promettre par écrit que le roi l'aiderait

contre ses alliés d'Allemagne. Lettre fatale que l'Empereur montra et répandit plus tard.

La honte d'être dupe à ce point tira le roi de sa léthargie. Il fit une chose violente. Il maria la fille de sa sœur, contre le gré de sa sœur, au duc de Clèves, capital ennemi de Charles-Quint.

Qui succède à Montmorency? Un gouvernement anonyme, le conseil, le fauteuil du roi, où siégera rarement le malade. Les influences principales sont celles d'un âpre fanatique, du cardinal de Tournon et du cardinal de Lorraine, frère et oncle des Guises, l'homme des grandes et terribles fêtes expiatoires de 1528 et 1535. Un honnête et grossier soldat, Annebaut, qu'ils mettent près d'eux, servira à couvrir dans les choses de la guerre les sourds commencements des Guises, qui, contre l'antipathie du roi, s'étayeront peu à peu d'une popularité militaire.

L'œuvre de Montmorency subsistait. Nous étions isolés, haïs et méprisés. L'Angleterre était contre nous, l'Allemagne était contre. L'horreur des protestants pour une France persécutrice et fanatique les rapprochait de l'Empereur. Charles-Quint, converti à la tolérance par l'approche des Turcs, promettait que les affaires religieuses seraient réglées par un concile assemblé en Allemagne, ou même par une diète d'Empire ; jusque-là, *interim*, égalité des deux partis.

Meurtre de Rincon (juillet 1541). — La France ne comptait plus : elle était hors du droit de l'Europe. On le vit en juillet 1541, quand le marquis Du Guast (un homme noir qui ne jurait que par les Borgia) fit assassiner en Lombardie notre envoyé Rincon, qui allait à Constantinople. Il croyait prendre ses dépêches. Mais Guillaume Du Bellay, qui craignait ce malheur, les avait gardées en Piémont pour les faire passer droit à Venise.

Le meurtre de Rincon comme celui de Merveille en

1534 étaient de ces choses qui pouvaient réveiller le roi.

Echec de Charles-Quint devant Alger (1543). — Deux événements l'engageaient à agir. Ferdinand, battu par les Turcs, les vit prendre possession de toute la Hongrie ; et Charles-Quint, qui, pour couvrir ce revers dans l'opinion, avait improvisé nne expédition contre Alger, y éprouva un désastre effroyable, repoussé par les Maures, battu, brisé par les tempêtes. Le 3 décembre 1541, il rentre tout seul à Carthagène.

La jeune cour de France, divisée entre les deux princes, Henri de vingt-trois ans, Charles de vingt et un, ne manque pas de crier que c'est fait de l'Empereur, qu'il faut tomber sur lui, l'achever. Une arène s'ouvre où veulent briller les deux partis.

Quatrième guerre avec l'Empereur (1543). — Sur les cinq armées de la France, dans cette dernière guerre, et dans les plus périlleuses extrémités, on hasarda à peine d'avoir douze ou quinze mille soldats roturiers. Du Bellay les relève fort, et dit qu'ils n'avaient pas leurs pareils aux assauts.

Il fait grand cas aussi des soldats italiens, disant en trois passages, que « c'étaient les plus aguerris. » La France n'en profite guère. Elle repousse, en 1542, l'effort suprême de l'émigration italienne, qui, sous Du Bellay et Strozzi, lui avait préparé une armée de douze mille hommes.

Rien désormais hors du cercle des Guises. Claude de Guise, avec le cadet des deux princes, Charles d'Orléans, a l'armée du Nord, qui envahit le Luxembourg. Le fils de Claude, François (qui sera le grand Guise), candidat secret du parti, sans titre encore, a l'armée du Midi, sous le Dauphin, et envahit le Roussillon.

L'affaire du Nord était très importante. Dans l'attaque du Luxembourg, on agissait avec les restes du parti des La Mark, étouffé, non écrasé, par l'Empereur. On donnait la

main au duc de Clèves, qui lâchait dans les Pays-Bas une masse sauvage d'aventuriers allemands qui se souvenaient du sac de Rome et comptaient sur le sac d'Anvers.

Le succès fut facile au Luxembourg, mais non soutenu. Au lieu de pousser aux Pays-Bas, d'appuyer Clèves, le jeune prince regardait au midi. Il apprenait que le Dauphin son frère, outre l'armée d'Espagne s'adjoignait l'armée d'Italie. Il eut peur d'une victoire d'Henri, revint. François Ier ne s'effrayait pas moins. Il avait écrit au Dauphin de ne pas donner bataille sans lui. Pendant qu'il avance à petites journées, la saison passe. Perpignan qu'on assiége, résiste. La campagne est manquée, perdue au midi, vaine au nord.

Avec ce grand effort de cinq armées, on n'avait pas entamé l'Empereur. A lui maintenant d'attaquer à son tour. Et il allait le faire avec un énorme avantage, s'étant rallié Henri VIII, à qui il offrait la France même, ne se réservant que la Picardie.

Qui empêchait l'Empereur de pénétrer en France? Les Vénitiens, qui suivaient l'armée impériale, remarquent que les grands généraux des temps de Pavie sont morts, et que l'Empereur n'a plus que le duc d'Albe, médiocre, ignorant.

Charles-Quint, dirigé par des conseillers italiens, ordonne tout lui-même, autant que peut le faire un homme appesanti déjà, maladif, grand mangeur, qui se lève fort tard.

L'armée de ce malade était à son image, lente et lourde, chargée de bagages infinis, qui se développaient sur une longue file, séparaient, isolaient les troupes, empêchaient l'avant-garde de toucher le corps de bataille. Il eût suffi d'une petite bande leste et hardie pour le couper cent fois.

Heureusement pour lui, le roi de France traîne aussi.

Marino, qui était à la cour de France en 1544, dit nettement que la France, abandonnée des Turcs, envahie par les protestants, ses anciens alliés, était aux abois et désespérée.

Quarante mille Allemands entraient à l'Est. Vingt mille Anglais débarquaient à l'ouest. L'Empereur avec la grande armée marchait droit vers Paris. Les vues étaient sérieuses. Charles-Quint, qui lisait toujours Commines, savait le mot de Louis XI, *qu'on prend la France dans Paris*. Il s'agissait cette fois d'en finir, ou de détruire François Ier et de changer la dynastie, ou de tellement l'asservir qu'il devînt serf de l'Empereur, soldat à son service, sbire et recors impérial pour assujettir l'Allemagne.

Le roi avait en Italie cinq mille Suisses allemands, quatre mille Suisses français, cinq mille Gascons, trois mille Italiens. Cette armée eût dû revenir en hâte, assurant seulement le Piémont. Ce n'était pas l'avis du jeune duc d'Enghien, qui pour la première fois arrivait général sur le champ de bataille, comme Gaston de Foix à Ravenne. Enghien, fils de Vendôme et cadet de Bourbon, avait là une occasion de briller, d'éclipser les Guises. La rivalité des maisons de Guise et de Bourbon, qui allait troubler le siècle se prononçait déjà. Le roi favorisait Enghien et l'opposait aux amis de son fils.

Victoire de Cérisoles (14 avril 1544). — C'est, je crois, de cette manière qu'on doit expliquer l'imprudente permission qu'il donna de livrer bataille. Montluc, envoyé par Enghien pour l'obtenir, en fait honneur à son éloquence gasconne. Quoi qu'il en soit, la chose tourna bien à Cérisoles (14 avril 1544).

Nos Suisses et nos Gascons, fortifiés d'une nombreuse noblesse française, accourue tout exprès, et qui se mit à pied, soutinrent l'épouvantable choc de dix mille Allemands que le général impérial, Du Guast, nous lançait d'une colline. Trois cents lances françaises enfoncèrent la cavalerie légère de l'ennemi, qui, poussée sur le flanc de son infanterie, la mit elle-même en déroute. Enghien faillit périr comme Gaston à Ravenne. Il se précipita avec

une petite bande de jeunes gens à travers le noir bataillon des Espagnols et le perça de part en part. Fort affaibli, il dut, pour rejoindre les siens, percer encore cette troupe formidable. Il le fit, en sortit, mais presque seul, et ne vit plus les siens; il crut la bataille perdue. Elle était gagnée, et les nôtres revinrent, rompirent les Espagnols. Bataille infiniment sanglante; selon Du Bellay, douze mille morts.

Charles-Quint avance pourtant, et les Français ne lui opposent que leur propre ruine, la dévastation, le désert. Les barbaries de la Provence sont renouvelées sur la Champagne.

L'Empereur, qui a pris nos magasins, nos vivres, nourri par nous, arrive à treize lieues de Paris, à Crépy en Valois. On en était aux dernières ressources.

Très fatigué lui-même, pris d'un accès de goutte, il pensa qu'après tout, au lieu de faire les affaires d'Henri VIII, il valait mieux conserver, exploiter cette misérable France ruinée. Affaiblie à ce point, elle ne pouvait plus que suivre son impulsion. Le roi détruit lui valait moins que le roi asservi et devenu son capitaine.

Traité de Crépy en Valois (18 septembre 1544). — Le roi, en effet, s'engagea à guerroyer pour lui, à fournir, à payer une armée *contre le Turc* (au fond *contre les luthériens*).

Le roi restituait la Savoie. L'Empereur faisait du duc d'Orléans son gendre ou son neveu, le mettant à Milan ou aux Pays-Bas, non comme duc et souverain, mais *comme gouverneur impérial*. En adoptant ainsi le cadet, le tenant sous sa main et se chargeant de sa fortune, il fondait une bonne et solide discorde entre les frères. Et, en effet, le Dauphin protesta.

Le premier Dauphin, prince de grande espérance, et qui avait infiniment souffert de la captivité d'Espagne, était

mort en 1536 (d'épuisement ou de pleurésie?). Son échanson italien avoua l'avoir empoisonné. Tout le monde le crut alors. En 1543, voici le troisième fils du roi, Charles d'Orléans, qui meurt aussi, et, dit-on, de la peste, au grand profit de l'Empereur, que cet événement dégageait de sa parole. Il n'eût pas ordonné un crime. Mais ses agents, qui, sans scrupule, assassinaient nos envoyés, n'avaient-ils pas dispense pour la guerre du poison contre les alliés des Turcs? Rien ne paraît plus vraisemblable.

Dès lors il n'y eut plus deux partis. Le roi se trouva seul, et le Dauphin fut le vrai roi.

Massacre des Vaudois (1545). — Le roi, très affaissé, devenait un jouet. On décidait sans lui, ou sur quelque mot vague qu'on lui tirait, les choses les plus graves et les plus terribles affaires, comme le massacre des Vaudois.

Il y avait quatre ans que le peuple infortuné des Vaudois de Provence flottait entre la vie et la mort, condamné en 1540, gracié en 1541, puis incertain de plus en plus à l'approche du nouveau règne.

Après la paix, le 1er janvier 1545, le cardinal de Tournon écrivit et présenta à la signature du malade *une révocation*, de quoi? De la grâce accordée en 1541. Le roi signa sans lire comme il faisait le plus souvent.

Ce qui rendait l'affaire hideuse, c'est que les parlementaires, si zélés contre l'hérésie, étaient des familles seigneuriales qui allaient recueillir la dépouille sanglante des victimes. Ils étaient juges et héritiers.

L'arrêt de 1540 ordonnait de punir *les chefs*. Et la pièce informe de 1545, l'horrible faux, ordonnait d'exterminer tout.

Pour en être plus sûr on s'adressa à des brigands, aux soldats des galères, dont bon nombre étaient repris de justice, endurcis aux guerres barbaresques. Le président

d'Oppède, sans bruit, sans notification, mène lui-même cette bande.

Une circonstance curieuse, c'est que, ceux de Cabrières s'étant livrés sur la parole du président, il dit aux troupes de tuer tout. Elles refusèrent d'abord; les galériens se montrèrent plus scrupuleux que les magistrats. Ce ne fut pas sans peine qu'on les mit à tuer, voler et violer.

La chose une fois lancée, il y eut des barbaries exécrables. « Dans une seule église, dit un témoin, j'ai vu tuer quatre ou cinq cents pauvres âmes de femmes et d'enfants. » Et comment? Avec une furie, des supplices, des caprices atroces. Vingt-cinq femmes, échappées, cachées dans une caverne, sur terre du pape, y furent, par ordre du légat enfermées, étouffées. Cinq ans après, quand on fit le procès, on retrouva leurs os. Il y eut huit cents maisons brûlées, deux mille morts (au moindre calcul), sept cents forçats. Les soldats à leur retour, vendaient à bon compte aux passants les petits garçons et les petites filles, dont ils ne voulaient plus.

Mort de François Ier (31 mars 1547). — Telles furent les amertumes, les expiations des dernier jours de François Ier. La plus grande était de laisser le trône de France à cette triste figure d'Henri II, qui n'avait rien de son père ni de son pays, qui ne représentait que la captivité de Madrid, qui, lors même qu'il aurait des succès, des conquêtes, n'irait qu'à la ruine. Pourquoi? En combattant l'Espagne, il ne serait rien moins qu'Espagnol.

Le songe de Basine et de Childéric se renouvelle ici. Elle vit les descendants de ce roi Franc tomber du lion au loup, du loup aux chiens, et cette dynastie finir honteusement par un combat de tournebroches qui se mangeaient à belles dents.

Un tel fils, de tels petits-fils ont relevé beaucoup François Ier par le contraste. Les protestants surtout, qui avaient

tant à l'accuser, l'ont traité avec une indulgence qui les honore infiniment. Ils sont même excessifs ; ils lui laissent le titre de *grand*, qu'il ne mérite en aucun sens.

Des mots sauvages ouvrirent le nouveau règne. Pendant l'agonie du roi, Diane et Guise folâtraient et disaient : « Il s'en va, le galant ! » Et le fils même, aux funérailles, voyant passer le cercueil de son frère qui précédait celui de son père, fit cette bravade parricide : « Voyez-vous ce bélître ? Il ouvre l'avant-garde de ma félicité. »

CHAPITRE VIII

HENRI II. — LES GUISES. — LA RÉFORME. — CALVIN A GENÈVE. — GUERRE AVEC CHARLES-QUINT. — CONQUÊTE DE METZ, TOUL ET VERDUN. — DÉFAITE DE SAINT-QUENTIN. — PRISE DE CALAIS PAR LE DUC DE GUISE. — MORT DE HENRI II.

Henri II (1547-1559). **Les Guises.** — Enfants d'un cadet de Lorraine (d'un cinquième fils de René II), les Guises dédaignèrent de s'appeler *Lorraine*, et prirent le nom d'*Anjou*.

Avec le mot *Anjou*, ils pouvaient réclamer cinq ou six provinces de France et cinq ou six trônes d'Europe.

Le roi d'Écosse, Jacques V, veuf d'une fille de François Ier, qu'il aimait fort, était pressé par les siens de se remarier, il accepta Marie, la sœur des Guises.

Ceux-ci, dans ce hasard heureux, se trouvèrent sur le trône grands et importants par leur sœur, dont la France avait besoin contre l'Angleterre, et qui, bientôt veuve, régente au nom de la petite Marie Stuart, fut courtisée pour livrer cette enfant avec la couronne d'Écosse.

Les Guises veulent marcher de front avec le premier prince du sang, Bourbon-Vendôme, père d'Henri IV.

La devise du cardinal de Lorraine était un lierre autour d'un arbre. Image naïve des Guises recherchant les Bourbons, les étreignant par alliance, et peu à peu les étouffant.

Nulle affaire lucrative non plus ne passait là sans qu'ils fussent à même d'en happer quelque chose. Ce qu'ils en

tirèrent, Dieu le sait. Pour ne parler que du cardinal, on put croire qu'il serait peu à peu le seul évêque de France. Il arriva sous Charles IX à réunir *douze sièges, dont trois archevêchés*.

Les meneurs de la cour ne sont nullement les grands acteurs réels du drame qui va se jouer. Ils y sont accessoires, entraînés qu'ils sont tout à l'heure sous l'influence souveraine qui les emportera et eux et leurs projets juste au rebours de leurs projets. Cette influence est l'espagnole. Le parti catholique, avec toutes ses finesses politiques, avec sa mécanique législative de Trente, etc., n'aurait pas pu lutter s'il ne lui était survenu un élément nouveau, très spécial, qui réchauffa tout.

Élément national qui devint universel, qui espagnolisa la religion par toute l'Europe, substituant le roman à la poésie, et (chose inattendue) de la chevalerie faisant jaillir une police!

L'ordre des Jésuites. Ignace de Loyola. Sainte Thérèse. — Cette police est l'ordre des jésuites, ordre essentiellement espagnol, qui très longtemps n'a que des généraux espagnols.

Ce sont deux paralytiques qui lancent le mouvement espagnol : le Biscayen Ignace, longtemps fixé sur une chaise par sa blessure; la Castillane sainte Thérèse, trois ans clouée au lit sans pouvoir se bouger.

La victime des victimes et des opprimés l'opprimé, c'est Jésus, le doux petit Jésus, le bon et l'aimable Jésus, Jésus, l'époux du cœur, etc., etc.

Les juifs l'ont crucifié; brûlons les juifs. Les Maures l'ont blasphémé; brûlons les Maures. Les luthériens ont blessé sa sainte face en ses images; malheur aux luthériens.

Voilà comme la pitié devient fureur.

Si la Castillane Thérèse n'eût été femme, si elle eût eu l'épée, elle l'eût vengé avec l'épée. Le Biscayen Ignace,

aussi rusé que brave, y mit l'esprit de sa montagne, un esprit d'embuscade, de chasseur ou de contrebandier.

La ruse fut d'autant plus puissante qu'elle fut naïve.

Rome encore était indécise et partagée. A l'entrée du concile de Trente, tels de ses cardinaux les plus illustres croyaient qu'il fallait, pour calmer l'Allemagne et satisfaire la ferveur protestante, donner une part prépondérante à la grâce divine, rétrécir l'homme, augmenter Dieu. Les jésuites, bien plus habiles, montrèrent que, tout au contraire, il fallait tout donner à la liberté en spéculation pour s'en emparer en pratique.

Le parti politique, qui alors menait Charles-Quint, lui fit prendre des mesures hardies qui affranchissaient les moines de l'Inquisition.

Si le clergé eût appuyé, l'Inquisition était par terre. Ni prêtres ni moines ne bougèrent.

Charles-Quint, dégoûté, quitta l'Espagne, et abandonna le clergé à l'Inquisition, chargeant le grand inquisiteur de gouverner avec l'infant.

La Réforme. — La Réforme, encore sans ministres, sans dogme précis, réduite à une sorte de ravivement moral et de résurrection du cœur, se croyait un simple retour au christianisme primitif, mais elle était une chose très neuve et très originale.

Moment primitif, unique, ciel sur terre, qu'il faut mettre à part. Les formules vont venir; un sacerdoce se former; la forte école de Genève va donner ses livres et ses chants, lancer sur toutes les routes ses colporteurs intrépides, ses dévoués missionnaires. La réforme était assez populaire parmi les ouvriers des villes, mais fort peu dans les campagnes.

Le protestantisme n'avait pas d'avis arrêté sur la question pratique d'où dépendait son salut.

Calvin dit : « Résistons spirituellement, sauvons l'âme, et laissons le corps. »

Mais ceux, comme l'Écossais Knox, qui étaient sur le champ de bataille et regardaient de plus près, sentaient bien que cette réponse ne résolvait rien ; dans le parti catholique, il n'y a pas d'indécision sur cette question du glaive.

Caraffa et Loyola la formulent (1543) en organisant pour le monde l'inquisition universelle, calquée sur celle d'Espagne.

Quand Charles-Quint, quittant l'Espagne en 1540, laissa le pouvoir au grand inquisiteur ; quand il traversa la France pour comprimer la révolte des Flandres, le clergé des Pays-Bas lui dit que les lois d'Espagne ne suffisaient pas ; qu'il en fallait de singulières, extraordinaires et terribles.

Défense de s'assembler, de parler, de chanter et de lire. Ceux qui ne dénonceront pas sont punis des mêmes peines que ceux qu'ils n'ont pas dénoncés. Quelles peines ! Les hommes brûlés, les femmes *enterrées* vives.

La chose se fit à la lettre.

Ils attribuèrent au dénonciateur la prime énorme et monstrueuse du *tiers des biens du dénoncé* !

On demande comment Henri II, qui, après tout, n'était pas un homme pervers, put être mené jusque-là.

Navagero, envoyé de Venise près de Charles-Quint, écrit en 1546, dans son rapport au sénat : « Ce qui décide l'Empereur à agir contre les *luthériens*, c'est l'état des Pays-Bas, c'est l'*anabaptisme.* On y a fait mourir pour cela trente mille personnes. »

Confusion terrible de deux choses si différentes.

L'anabaptiste changeait la société civile, la propriété, tout le monde extérieur. Le protestant (surtout en France) ne changeait rien, ne voulait rien que s'enfermer, garder les libertés de l'âme.

Comment les grands docteurs autorisés ne posèrent-ils

pas cette distinction? L'unique réclamation qui reste devant l'avenir est celle d'un écolier de l'Université de Bourges, d'un élève d'Alciat, Calvin.

Calvin. — Né Picard, et petit-fils d'un simple tonnelier, fils d'un greffier de Noyon qui, tour à tour, travailla dans les deux justices, ecclésiastique et civile, il se trouve avoir en naissant un pied dans le droit, un pied dans l'Église.

C'était un travailleur terrible, avec un air souffrant, une constitution misérable et débile, veillant, s'usant, se consumant, ne distinguant ni nuit ni jour.

Farel vint le prendre à Strasbourg. Il l'enleva, et le mit où? A Genève, dans la ville la plus antipathique à son génie. Calvin lui prouva que Genève était le lieu où il serait le plus inutile, et qu'il n'y ferait rien de bon. Farel rit, alla son chemin.

Ce personnage, un très violent montagnard du Dauphiné, homme d'épée et de naissance, eut au plus haut degré la gaieté révolutionnaire. On tirait sur lui, il riait; on le frappait, on battait de sa tête les murs et les pavés sanglants, il se relevait en riant, prêchant de plus belle.

La réforme à Genève. — Calvin arrivant à Genève, trouva une joyeuse ville de commerce, qui ayant déjà fort souffert, n'en restait pas moins gaie.

Qu'on juge de l'impression que ce sombre Calvin, malade, amer, le cœur plein des plaies de l'Église, reçut quand il arriva là.

La prédestination de Calvin se trouva en pratique une machine à faire des martyrs.

Imposer à Genève un joug terrible n'était pas chose aisée. Elle chassa Calvin; mais les désordres augmentèrent et elle le rappela elle-même. Il refusait, écrivait à Farel : « Je les connais; ils me seront insupportables, et eux à moi... Je frémis d'y rentrer. » Farel l'y contraignit.

Il fallait se garder des ennemis, bien plus des amis, veiller toujours, craindre toujours, voilà pourquoi Genève a été la grande école des nations, elle se fit la fabrique des saints et des martyrs, la sombre forge où se forgeaient les élus de la mort.

L'émigration religieuse de France, d'Italie, d'Allemagne, y créa une ville nouvelle.

Ville étonnante où tout était flamme et prière, lecture, travail, austérité.

Nombre de familles illustres laissaient tout, bravaient tout, pour parvenir à Genève.

L'intrépide, l'indomptable Knox, après huit années passées aux galères de France, les bras sillonnés par les chaînes, le dos labouré par le fouet, avant ses grands combats d'Écosse, venait s'asseoir encore un jour au pied de la chaire de Calvin.

Tout affluait à cette chaire, et de là aussi tout partait.

Épuisement de la France et de l'Espagne. — Maintenant, nous pouvons voir au jeu les grands politiques avec leurs superbes machines de profonde diplomatie, l'immensité des efforts et le néant des résultats. Dès l'abord, en 1548, nous indiquons le but où vont ces fous, par un circuit immense d'intrigues, de dépenses et de guerres, en douze années, vers 1560.

L'Espagne alors apparaîtra ruinée. A Granvelle éperdu qui lui expose l'épuisement des Pays-Bas, Philippe II communiquera en confidence son budget espagnol, *en déficit de neuf millions sur dix!*

Et la France, qui n'a pas les Indes, à plus forte raison est ruinée. Les Guises, maîtres de tout en 1560, et vrais rois, seraient morts de faim dans leur royauté, sans une *razzia* à la turque sur leur propre parti, sur l'évêque et le clergé de Paris, qu'ils frappent d'un emprunt forcé avec contrainte par corps.

Dès la première année du règne d'Henri II, en 1547, on voyait parfaitement où on allait. Le déficit annuel était déjà d'un demi-million, et dès qu'on augmenta l'impôt, il y eut révolte. On ne vécut plus que d'expédients.

Le moindre bon sens indiquait qu'il n'y avait que deux choses à faire :

L'une, vraiment sensée, tendre la main à la nation militaire qui prêtait des soldats à toute l'Europe, à l'Allemagne, l'aider à défendre la liberté religieuse contre les Espagnols. En quoi faisant, du même coup on s'assurait l'Angleterre, où montait le flot du protestantisme.

L'autre parti, humiliant, triste et bas, mais possible pourtant, c'était de marcher avec l'Espagne et dans son mouvement. C'était la secrète pensée de Montmorency.

Mais cet homme, sous forme rude, hautaine, était le coutisan des courtisans. La folie étant en faveur, il suivit le parti des fous.

Politique des Guises. — Ce troisième parti, celui des Guises et de Diane, parti non espagnol, et pourtant catholique, voulait faire la guerre au roi catholique et combattre son propre principe.

Ce qui les rendait forts, prépondérants dans le conseil, c'est qu'ils tenaient l'Écosse par leur sœur, et se chargeaient de faire une Écosse française, de mettre en France la royauté d'Écosse en livrant au roi leur nièce, la petite Marie Stuart, qu'épouserait le Dauphin. Et l'enfant, en effet, nous fut livrée en 1548.

Charles-Quint, vainqueur des protestants d'Allemagne et ruiné. — Comment s'entendre avec l'Allemagne, avec les grands ennemis de l'Empereur, les luthériens? Condamnée aux démarches les plus contradictoires, papiste pour l'Écosse et pour le roman d'Italie, et d'autre part défenseur hypocrite des libertés de l'Allemagne, la France allait apparaître à l'Europe comme un Janus à qui ne se

fierait personne. Charles-Quint paraissait horriblement aigri. Granvelle l'en excuse sur sa maladie. Il fit couper les pieds aux soldats allemands qui, selon leur vieil usage, s'étaient loués en France, et l'infant (Philippe II) intercéda en vain pour eux.

Les Vénitiens, qui connaissaient ses affaires mieux que lui, disent, il est ruiné. Il ne peut plus rien tirer de l'Italie.

Il tire encore moins de l'Espagne.

Tous les grands capitaines du siècle sont morts; il ne lui reste plus que le duc d'Albe, médiocre; et un bandit italien qu'on appelait le marquis de Marignan.

Il donna au monde après sa victoire de Muhlberg, un de ces spectacles qui effrayent, qui appellent la colère divine. Ce fut une chose nouvelle dans l'Europe chrétienne de voir renouveler les scènes barbares de captifs promenés, montrés (comme Bajazet dans sa cage de fer). Il menait par l'Allemagne et jusqu'aux Pays-Bas ses prisonniers, l'électeur, le landgrave, un héros et un saint, comme on montre une ménagerie de bêtes fauves.

Une seule ville, Magdebourg, résista à l'empereur, à l'Espagne, à l'Empire. Et Maurice, qui l'avait fait vaincre, le trahit à son tour.

Henri II déclare la guerre à l'empereur (1552). — **Prise de Metz.** — Maurice avait traité avec la France dès octobre 1552. Le roi avait pris Metz en avril; en mai il était dans l'Alsace.

Dès janvier 1552, les levées s'étaient faites à grand bruit par tout le royaume.

Cette noblesse mécontente avait tout oublié, elle était venue en si grand nombre (même les sauvages nobles de Bretagne, d'armes et de maisons inconnues), qu'Henri II, étourdi de sa propre grandeur, dit dans un sot orgueil : « Protecteur de l'Empire ! Mais pourquoi pas empereur ? »

Charles-Quint vient avec soixante mille hommes pour nous reprendre Metz. Mais la France elle-même y était.

Le duc d'Albe, qui menait l'armée impériale, trouva la ville formidablement préparée.

Une mortalité terrible commença chez les assiégeants, plongés jusqu'au nez dans la boue. L'empereur malade perdit trente mille soldats, avant de pouvoir s'arracher de là (1er janvier 1553).

Conquête des trois évêchés. — Les Espagnols en Picardie (1553). — Nous gardâmes Metz, Toul et Verdun. Admirable morceau d'empire.

Pendant ces chants et ce triomphe, six mois après son avantage, la France reçoit le plus sensible coup. Charles-Quint relevé est plus haut que jamais dans l'opinion de l'Europe. La mort d'Edouard VI met sur le trône d'Angleterre la catholique Marie, qui se donne à l'Espagne, à Charles-Quint, à Philippe II son fils. La France qui vivait de hasard, à un mois ou deux de distance, fit deux traités contraires avec et contre l'empereur, par les Guises une ligue de guerre (décembre 1555), par le connétable un traité de paix (février 1556).

Le jeune roi d'Espagne nous attaquait au nord. Son armée était à Rocroi et ne rencontrait pas d'obstacle.

Le neveu du connétable, Coligny, comme gouverneur de Picardie, avait vu, avait dit, que le péril n'était pas sur la Meuse. Les vieilles bandes de l'Espagne restaient toutes à l'ouest. Et, en effet, quand leur habile général, le duc de Savoie, vit tous les Français vers Mézières, il tourna brusquement, entra en Picardie et se jeta vers Saint-Quentin.

Défense de Saint-Quentin par Coligny. — S'arrêterait-il au moins à Saint-Quentin ? Coligny se dévoua. Coligny, grand amiral, ex-colonel de l'infanterie, gouverneur de

Picardie et bientôt de l'Ile de France, neveu favorisé du tout-puissant ministre, jetait dans une affaire désespérée d'avance une fortune toute faite, croissante encore et sans limites, que tout autre aurait ménagée.

Il n'y a jamais eu de vertu plus rare, de caractère plus fameux, plus suivi, jamais démenti.

Son dur métier d'instructeur et créateur de l'infanterie, son rôle d'inflexible justicier, pour dompter le soldat et protéger le peuple, son effort pour rester lui-même, ferme et pur, au foyer des intrigues, donna à cette haute vertu, une ombre d'être amère et chagrine. Vivante censure de ses contemporains, il opposa à la fortune un fier mépris et le reproche de son triste et hautain regard.

Tout le monde fuyait de Saint-Quentin. Et fort peu voulaient y aller. De ceux qu'y menait Coligny, bon nombre le laissèrent en route. La chance d'être secouru était minime, la défense ne pouvant être que très courte, les Espagnols étant arrivés très forts, Montmorency faible, éloigné, éperdu, ahuri dans les préparatifs.

Dans le récit très fier qu'il a laissé de son malheur, Coligny constate qu'à Saint-Quentin il n'eut en arrivant que vingt-cinq arquebuses, que le boulevard était sans parapet, le fossé commandé par des maisons où se logeaient les Espagnols, le rempart nul, « et le dehors plus haut que le dedans. » On pouvait faire brèche en une heure. Deux ouvertures étaient bouchées avec des claies d'osier, des balles de laine. De vieilles poudres, qui pourtant éclatèrent, tuèrent beaucoup d'hommes et ouvrirent une brèche à passer trois chariots, Coligny s'y mit lui septième, et un moment fut seul, ou à peu près, pour défendre sa ville. Tout le monde y était si découragé, que, d'une foule de paysans réfugiés, personne ne travaillait. Il fut contraint de dire qu'il ferait pendre ceux qui ne voulaient pas se défendre. Par deux fois, son frère Dandelot hasarda tout pour entrer

dans la ville à travers les marais. Il y parvint, mais avec peu de monde.

Défaite de Saint-Quentin. — Montmorency enfin, le 10 août, arriva pour le dégager.

Il se mit à canonner l'ennemi, l'obligea à se concentrer. Il triomphait. On lui disait en vain qu'il pouvait être enveloppé.

Serré de toutes parts par des forces bien supérieures, il fut pris, lui et tout, sauf quatre mille hommes tués et un corps qui se dégagea. Que pouvait Coligny? Il eut beau s'obstiner avec son frère. Eux seuls voulaient se battre. L'amiral n'avait que trois hommes avec lui sur la brèche quand un Espagnol lui rendit le service de le prendre et le sauva des Allemands, qui ne faisaient aucun quartier.

Nul n'arrêta les Espagnols que Philippe II lui-même. Ce jeune roi eut peur de trop vaincre, accourut et arrêta tout. Il ne voulait point faire un pas avant d'avoir bien assuré sa route; il se mit à fortifier nos villes picardes, comme s'il les eût prises à jamais. Sa prudence fit notre salut.

Guise prend Calais (1558). — Cependant Guise arrive. On le fait lieutenant-général du royaume. On lui dit d'attaquer Calais. C'était depuis longtemps l'avis de Coligny. Notre brave italien Strozzi avait fait plus que de conseiller: avec un habile ingénieur de son pays, il s'était hasardé d'entrer déguisé dans la place, et il répondait de la prendre. Guise hésita, pensant que c'était un piège de ses ennemis. Mais le roi ordonna et dit qu'il s'y rendrait lui-même, ce que refusa Guise obstinément. S'il assiégeait Calais, il voulait en avoir l'honneur.

Le 1er janvier 1558, une marche rapide, habilement dérobée à l'ennemi, nous mit devant la ville. Il n'y avait que huit cents hommes, ni vivres, ni munitions. La seule entrée par terre, le pont de Nieullay, fut emportée d'emblée par nos arquebusiers français. Mais, du côté de la mer,

un auxiliaire, sur qui Guise ne comptait pas, lui était arrivé. Le frère de Coligny, colonel général de l'infanterie, n'avait pas perdu un moment; échappé de prison, il accourt au galop, met pied à terre, emporte Risbank, l'entrée du port (2 janvier). Le 4, la brèche était ouverte; le 5, la vieille citadelle emportée. Lord Wentworth, gouverneur, étonné de cette furie et sans moyen de défense, capitule le 8 janvier. Nous reprenons Calais, perdu depuis deux cent dix ans.

Le duc François de Guise. — Au retour de Calais, Guise n'était plus le même. C'était un grand chef de parti. Sa fortune eut deux ailes : d'une part, l'engouement populaire, de l'autre, la passion calculée d'un parti en péril, qui avait besoin d'un messie. Il avait la France, il avait l'Église. Sa subite grandeur faisait ombre à la royauté. Montmorency avait hâte de rentrer, et Philippe II de le renvoyer; il ne souffrit pas qu'il payât sa grosse rançon de connétable, lui fit grâce, dit-on, de deux cent mille écus.

Mais les Guises non moins voulaient traiter. Le cardinal, d'accord avec Granvelle, sentait que les deux monarchies n'avaient d'ennemis que le protestantisme. Un rôle immense allait s'ouvrir en France au cardinal inquisiteur, au duc, chef populaire, épée des catholiques.

Philippe II devait épouser la fille du roi de France. Et celui-ci épousait l'Inquisition, désormais établie en France aux Pays-Bas, partout. Cet article secret fut révélé à Guillaume d'Orange, l'un des ambassadeurs d'Espagne. Par qui? Par Henri même, qui le croyait instruit. Le Taciturne écouta, ne témoigna aucun étonnement, mais se le tint pour dit, et des lors prit ses mesures. Il le déclare dans son Apologie.

Mort de Marie, la sanglante, reine d'Angleterre; avènement d'Élisabeth. — Vaincue par les martyrs, Marie la sanglante se sentait impuissante et comme submergée dans

la grande marée montante du protestantisme vainqueur.

Elle reçut encore cet horrible coup de Calais, honte nationale que l'Angleterre lui mit comme une pierre sur le cœur. Elle n'y survécut guère, et mourut conspuée du peuple, laissant le trône à celle qu'elle haïssait à mort, la protestante Élisabeth (novembre 1558).

Mariage du Dauphin avec Marie Stuart et de Philippe II avec Élisabeth de France. — Sous ces joyeux auspices, deux mariages allaient avoir lieu ; sur-le-champ, le Dauphin épouse la reine d'Écosse, Marie Stuart (24 avril), et tout à l'heure le duc d'Albe va venir épouser pour son maître notre princesse Élisabeth.

Le mariage écossais, accompli malgré Diane et la reine, fut le sceau du triomphe des Guises. Ils firent écrire par l'épousée que, si elle mourait, *elle donnait l'Écosse à Henri II ;* que, de son vivant même, *la France aurait l'usufruit de l'Écosse* jusqu'au remboursement de ce qu'elle avait avancé. Enfin *elle signa une protestation* contre les lois et les constitutions de l'Écosse qu'elle allait jurer. Trois crimes et trois fautes. A quoi ils ajoutèrent la faute insigne de lui faire prendre les armes d'Angleterre, sûr moyen de lui rendre Élisabeth hostile, implacable et jusqu'à la mort.

Ils voulaient exiger des Écossais, venus pour le mariage, les joyaux et la couronne d'Écosse. Les ambassadeurs refusèrent, et le malheur voulut qu'ils mourussent peu de jours après.

Le connétable était rentré. Le roi, sur son avis, dit-on, n'était pas loin de renvoyer les Guises.

Mais les Guises étaient un parti ; ils avaient force dans la persécution.

Les deux sections du parlement jugeaient dans un esprit contraire.

Le cardinal de Lorraine dit au roi que le parlement était

en révolte si le roi en personne ne comprimait le mouvement. Henri, ému et indigné, y vint (le 15 juin), ayant à droite, à gauche, ceux qui disputaient le pouvoir, le connétable d'un côté, et de l'autre les Guises.

Les Guises avaient gagné d'avance : ils étaient sûrs que ces graves personnages, défenseurs de la foi ou défenseurs de la justice, ne changeraient rien devant le roi et porteraient haut leur opinion.

Séguier, Harlay, dirent que la cour avait bien jugé et continuerait. De Thou, père de l'historien, dit qu'il n'appartenait pas aux gens du roi de toucher aux jugements rendus, et que, pour l'avoir fait, ils méritaient le blâme de la cour. Paul de Foix paraît avoir abondé en ce sens. Des protestants, menacés spécialement, montrèrent un grand courage, Dubourg, parmi des choses hardies, dit celle-ci, naïve et touchante : « Croit-on que ce soit chose légère de condamner des hommes qui, au milieu des flammes, invoquent le nom de Jésus-Christ? »

Lutte des Guises et des Montmorency. — Le roi éclata, jura qu'il ferait des exemples. Il donna ordre, non à un chef d'archers, mais (chose inattendue!) au connétable, chef de l'armée, de descendre les gradins et d'empoigner les conseillers. Cette humiliation de Montmorency, du principal ami du roi, avait été sans doute conseillée par les Guises; il leur était utile qu'il parût avec eux, subordonné à leur triomphe, isolé de son neveu Dandelot, et du très suspect Coligny.

Montmorency descend les gradins, cherche, choisit, saisit les hommes désignés, les ramène, les livre au capitaine des gardes. Ils furent jetés à la Bastille.

La Justice est évanouie.

Montmorency eut le prix de sa bassesse. Les Guises ne purent empêcher qu'il n'emmenât le roi chez lui à Écouen. Mais d'Écouen même, ils tirèrent une violente lettre

du roi au parlement, où on lui faisait dire qu'il avait la paix maintenant avec l'Espagne, que l'*armée* n'avait rien à faire, qu'il l'emploierait contre les luthériens.

L'*armée*, c'était le connétable; les Guises, par cet acte le compromettaient encore plus et le faisaient leur instrument.

Mort de Henri II (1559). — Parmi ces sombres circonstances, on voulait régaler, amuser le duc d'Albe et la noble ambassade qui venait épouser Élisabeth au nom de Philippe. Les lices étaient sous la Bastille, et sans doute vues des prisonniers. Le roi, selon l'usage, fut au tournoi le premier des tenants, brilla tant qu'il voulut, et tout était fini, quand il lui vint la fantaisie de briser encore une lance contre ce capitaine des gardes qui mit Dubourg à la Bastille. C'était un homme jeune et fort, Montgommery. Il refusait, mais le roi insista. Un accident, très rare dans ces combats inoffensifs, arriva : un éclat de bois arracha la visière de son casque, et lui entra dans la cervelle.

Voilà la joie changée en deuil. La mariée, en noir, est épousée la nuit à Saint-Paul par le duc d'Albe : la sœur du roi au duc de Savoie, dans la chapelle des Tournelles, à deux pas de l'agonisant.

CHAPITRE IX

FRANÇOIS II. — LA CONJURATION D'AMBOISE. — CONDÉ; LA RENAUDIE. — ASSEMBLÉE DE FONTAINEBLEAU. — ÉTATS D'ORLÉANS. — MORT DU ROI.

François II (1559-1560).—C'était le cérémonial de France qu'une reine veuve restât quarante jours enfermée *sans voir soleil ni lune.* Mais la situation ne le permettait guère. La reine mère et la jeune reine, avec les Guises, menèrent le petit roi au Louvre, s'y cantonnèrent. La cour et ce qui subsistait du vieux château en faisaient encore un lieu fort, à l'abri d'une surprise. Montmorency resta, cloué par son devoir de grand maître, aux Tournelles pour tenir compagnie au mort, pendant qu'au Louvre on réglait tout sans lui.

La solitude y était extrême. En trois ou quatre jours chacun prit son parti. Les Guises étaient réduits à quelques gentilshommes; leur armée ecclésiastique populaire et populacière était partout, nulle part; elle ne se groupait pas encore.

Montmorency, brouillé avec la reine mère, ne pouvait s'appuyer que sur les princes du sang (Navarre, Condé). Il leur fait dire de venir en toute hâte. Puis, se voyant si fort et si accompagné, il laisse le cercueil, marche aux vivants, aux Guises, veut les faire compter avec lui. A travers tout Paris, une file interminable de gentilshommes montrait de son côté toute la noblesse de France. Sa famille imposante

l'environnait, ses fils à l'âge d'homme, et, dans les grandes charges, ses neveux, l'amiral Coligny, le cardinal Odet de Châtillon, Dandelot, colonel général de l'infanterie. Superbe trinité d'une élite morale, où la diversité produisait l'harmonie; l'aîné, le bon Odet, aimé de tous, l'ami de tous les gens de lettres et l'homme même de la Renaissance; Dandelot, le plus jeune, loyal, bouillant soldat, plein de cœur et de conscience; ils entouraient avec respect la figure triste et grave, sombrement résignée du héros, du futur martyr.

Le petit roi malade, assis entre les femmes, la Florentine et l'Écossaise, soufflé par elles, dit très bien sa leçon. Il remercia le connétable avec bonté, et quand il lui remit le sceau, le prit et le garda, reconnaissant de ses services et voulant soulager son âge, bref, le chassant avec honneur.

La reine mère, qui avait besoin des Guises contre le roi de Navarre, premier prince du sang et tuteur naturel, se montra vive contre le connétable.

Pendant qu'elle flattait ainsi les Guises, elle recevait contre eux des lettres secrètes des protestants, à qui elle laissait croire qu'elle était touchée de leur sort, point ennemie de leurs doctrines.

Maîtres de tout, les Guises n'étaient que plus embarrassés. Leur guerre sous Henri II avait mené la France à bout. Le plus liquide de la succession était quarante-deux millons de dettes. Somme énorme! Nul moyen de créer des ressources. Les États, si on les assemble, commenceront par chasser les Guises. Le cardinal de Lorraine n'y sut d'autre remède que de ne plus payer les troupes, de désarmer. Dès lors on devenait bien faible, humble, devant l'Espagne, et, au dedans, en grand péril avec tant d'éléments de troubles. Quant aux créanciers importuns et aux solliciteurs le cardinal sut s'en débarrasser. Il afficha aux portes de Fontainebleau : « Tout demandeur sera pendu. »

Henri de Navarre. — Le plus dépendant de l'Espagne

était Henri de Vendôme, roi de Navarre. Sa femme, Jeanne d'Albret, une sainte du parti protestant, fortifiait sa position de premier prince du sang par la faveur, les vœux d'un grand parti prêt aux plus extrêmes sacrifices.

Mais ce prudent Henri joua un jeu double, faisant bonne mine aux protestants d'une part, de l'autre négociant à Madrid.

Point de roman, de rêve, dont on n'ait amusé cet homme crédule. Au moment où Montmorency l'appelait à venir en hâte prendre la direction des affaires, lui, il regardait l'Espagne, implorait Philippe II.

Philippe II. — Les Guises, sans argent, font écrire par la reine mère à Madrid une lettre touchante et maternelle, où elle prie son bon gendre, Philippe II, d'aider et d'appuyer le jeune âge de son fils.

Leur violence étourdie les avait perdus en Écosse. Malgré leur sœur, la reine douairière, qui connaissait mieux le péril, ils avaient entrepris de faire en ce royaume une *razzia* des protestants et le séquestre de leurs biens.

Les Guises, d'autre part, étaient appelés en Angleterre; les catholiques anglais leur offraient l'île de Wight. Qui les arrêta? qui garda Élisabeth et lui permit d'assurer en Écosse la victoire du protestantisme? On en sera surpris, ce fut le roi d'Espagne qui défendit aux Guises d'accepter.

L'Espagne faisait la terreur de l'Europe. On se fût rassuré, si l'on eût su l'état réel de Phillppe II : *l'argent manquait.*

Cette misère datait de loin. Déjà, en 1556, Charles-Quint, ayant abdiqué, resta des mois aux Pays-Bas, sans pouvoir passer en Espagne, *faute d'argent.*

Entre autres détails importants, on voit que l'armée se débandait, qu'elle eût laissé les garnisons frontières s'il n'était venu un peu d'argent des Indes, qu'on devait deux ans de solde, *que les soldats espagnols pourraient bien se ven-*

dre à la France; même la maison du roi ne touche rien.

Toute la ressource que voit Philippe II pour le moment, c'est de vendre ce qu'il a dans les mains, des indulgences papales; il propose à Granvelle de publier un jubilé.

Le ministre répond avec bon sens que les Flamands, qui viennent d'avoir un jubilé gratis, se garderont bien de payer ce que le roi voudrait vendre.

Contre la France divisée, contre l'Angleterre agitée, l'Espagne avait la force de la grande attitude.

Le jeune roi aussi, vivant renfermé, appliqué, toujours sur ses papiers, mystérieux dans sa vie privée, correspondait à l'idée sombre qu'on se faisait d'un monarque espagnol. Personne ne savait combien sa nature étroite, dure, et cruelle, allait se pervertir dans son épouvantable rôle.

La France présentait un grand contraste avec l'Espagne. Ruinée d'argent, il est vrai, elle surabondait de force.

Le duc d'Albe pense lui-même qu'à ce moment elle était très redoutable.

Les Guises, appuyés en France par Philippe II et ses rivaux en Angleterre, comme chefs du parti catholique, avaient double sujet d'imiter l'Espagne, dans ses furies contre les hérétiques, de la surpasser, s'ils pouvaient.

Comment allait s'organiser la machine des persécutions?

Les princes d'Allemagne en vain étaient intervenus, spécialement en faveur de Dubourg, qui était encore à la Bastille. Ordre vint de l'expédier. Tout appel épuisé, ses parents, à force d'argent, lui avaient ménagé l'appel au pape. Il refusa, et se laissa brûler.

La protection publique cessant, le gouvernement s'affichant comme gouvernement d'un parti, chacun était tenté de se protéger soi-même.

Condé, la Renaudie, la conjuration d'Amboise. (1560.) — Une réaction était infaillible. Quels en seraient les chefs? Navarre? Condé? l'amiral ou Montmorency?

Condé, moins dépendant que son frère de l'Espagne, était chef naturel de la révolution. Des hommes intrépides, dirent qu'on ferait tout pour lui, qu'on enlèverait les Guises, qu'on lui mettrait en main le roi et le royaume.

L'homme qui se faisait fort ainsi de transférer la France était un gentilhomme du Périgord, le sire de la Renaudie. Il était passé en Suisse, avait vu les réfugiés à Lausanne, à Genève, mis son épée aventurière à la disposition des saints. La difficulté était de leur faire croire qu'il n'y avait pas de révolte en tout cela. Les vrais révoltés, au contraire, disait-il, les usurpateurs, c'étaient les Guises, qui tenaient le roi prisonnier. Nul droit plus évident pour un peuple que d'aller porter à son roi ses doléances. La France pacifiquement, mais tout entière, devait se diriger vers Blois. Seulement, comme on pouvait prévoir que les Guises fermeraient la porte, il n'était pas inutile d'avoir quelques centaines d'épées de gentilshommes qui se chargeassent de l'ouvrir.

Un petit nombre de nobles, venus de toutes les provinces, se rallièrent à lui à Nantes et s'engagèrent pour eux et leurs amis. Voilà ce qu'on appelle conjuration d'Amboise ou conjuration de la Renaudie. L'équivoque de la Renaudie ne trompait que ceux qui voulaient l'être. On devinait parfaitement qu'un homme comme le duc de Guise ne serait pas aisément enlevé, qu'il y aurait un rude combat. Et l'on sentait aussi qu'aller en armes arracher au roi ses premiers serviteurs, ses oncles (par sa femme), le délivrer des Guises pour l'assujettir à Condé, ce n'était pas précisément un acte d'obéissance.

Beaucoup de Français s'abstinrent de même par loyauté et fidélité monarchique. Ils auraient cru entacher leur honneur. Au moment où le roi d'Espagne venait de s'engager à protéger le petit roi, une telle prise d'armes pouvait donner prétexte à l'invasion espagnole.

Cette génération, élevée dans la plus profonde antipathie pour l'anabaptisme, avait d'autant plus d'éloignement pour toute résistance armée. Il fallut des circonstances inouïes, les plus cruellement provocantes, pour l'amener à la guerre civile. La grande foule partit sans armes, innocente et confiante, de toutes les provinces, croyant uniquement appuyer une remontrance sur le gouvernement des *Lorrains* et l'usurpation *étrangère*, en faveur des princes du sang, du droit national, de l'autorité légitime. Toutes les routes se couvrirent de gens qui marchaient vers la Loire, sans être affiliés à la conjuration, probablement sans savoir même le nom parfaitement obscur de la Renaudie.

Ce qu'il y avait de considérable parmi les nobles délaissait les Guises et la cour dans une grande solitude, et s'était tout d'abord groupé autour des Montmorency et des Châtillon. Toute la crainte des Guises, qui furent de très bonne heure avertis du mouvement, c'était que les trois Châtillon, l'amiral Coligny, le cardinal Odet et Dandelot, n'en prissent la conduite.

La Renaudie était venu à Paris, il logeait au faubourg Saint-Germain, dans la maison garnie que tenait un certain avocat Avenelles. Cet homme s'effraya et dit tout à Millet, secrétaire du duc de Guise. Millet leur mena Avenelles.

Ils virent que la chose était sérieuse et se jetèrent, avec le roi, au fort château d'Amboise.

Là, ni troupes ni munitions dans le château.

Si la Renaudie eût agi seul et fût venu d'une seule course avec deux ou trois cents chevaux, il aurait eu la ville sans coup férir, et le château, sans vivres ni poudre, eût été obligé de traiter au bout de deux jours.

Mais l'assemblée de Nantes, peu confiante pour la Renaudie, lui avait donné un conseil de six personnes qui l'obligèrent d'agir *avec prudence*, autrement dit, de manquer tout.

Les Guises étaient perdus sans l'incroyable chance qu'ils eurent de voir leurs ennemis, les Châtillon, Condé, se mettre dans Amboise avec eux, déconcerter l'attaque, paraissant être pour les Guises, et, par leur seule présence, manifestant la discorde morale et l'impuissance de la révolution.

Les Guises n'hésitèrent pas à appeler Coligny.

Ils lui firent écrire par la reine mère que nos troupes étaient assiégées en Écosse, qu'il fallait aller à leur secours, forcer le passage à travers les vaisseaux anglais, que le roi voulait s'entendre avec eux. A l'instant même les trois frères arrivèrent, Coligny, Dandelot, Odet le cardinal. Ils ne virent que la France et ils sauvèrent leurs ennemis.

La présence du cardinal de Châtillon, inutile pour la question de guerre, indique assez que les trois frères espéraient profiter de cette crise pour la cause de la liberté religieuse.

Condé venait lentement entre Orléans et Blois.

Le prince perd la tête ; il sent le ridicule de sa situation : et, pour se montrer brave, il va se jeter dans Amboise.

Les Guises, surpris de leur bonne fortune, traitent cet étourdi avec le mépris qu'il mérite. Ils sentent que, par lui, ils seront vainqueurs sans combat.

Mort de la Renaudie (16 mars.) — **Supplices des protestants.** — La Renaudie fut tué, peu après, dans une obscure rencontre. Mais les Guises purent voir que sa mort ne finissait rien. Ces hommes obstinés, intrépides, arrivaient toujours et toujours pour se faire tuer.

Amenés, ils ne paraissaient pas dans une humble attitude de captifs, mais parlaient franchement, tout haut et menaçants, disant sans détour qu'ils venaient uniquement pour chasser les Guises. On pouvait les tuer, non leur ôter leur espoir, tant ils étaient sûrs de leur cause et de la justice de Dieu.

En Berry, en Guyenne, des soulèvements commençaient. En Provence, trois mille hommes armés forçaient la ville d'Aix pour délivrer un prisonnier. Dans le Dauphiné même dont Guise était le gouverneur, les protestants s'inquiétèrent si peu de l'échec de la Renaudie, qu'ils prirent ce moment même pour occuper une église de moines, en faire un temple. Le danger était plus grand à Rouen, où l'anabaptisme se prêchait hardiment aux grandes foules d'ouvriers, bravant également et les catholiques impuissants et les protestants dépassés.

Le cardinal était dans le paroxysme féroce d'un poltron rassuré qui se venge de sa peur ; Guise, dans la sauvage fureur d'un homme qui s'est cru adoré, et qui se voit maudit. Il avait soif de sang.

Sans parler de potences, et des têtes fichées, des cadavres exposés au marché, dont on souffrait la puanteur, on noyait dans la Loire, on tuait dans les bois, on tuait dans le château.

L'Hôpital chancelier. — Formation d'un tiers-parti. — Le 31 mars et le 12 avril, les Guises firent faire au nom du roi deux apologies de l'affaire d'Amboise, l'une envoyée au Parlement, l'autre au roi de Navarre. Ils réduisirent les tailles, et créèrent chancelier de France un homme connu pour modéré, l'Hôpital, chancelier de la sœur d'Henri II, Madeleine, récemment mariée au catholique duc de Savoie, mais qui tenait à Nice sa cour dans un tout autre esprit.

Changement subit, inouï, incroyable ! Disons mieux, défaillance étrange des Guises. Le cœur manqua, ce semble, au cardinal de Lorraine ; la girouette tourna ; la violence fit place à la peur.

Non sans cause. Dans les murs mêmes d'Amboise, et parmi les supplices, contre les Guises venait de se former le tiers parti.

Observons-en bien la naissance. Ceux qui, par devoir ou

hasard, se trouvèrent au fatal château dans ce moment d'horreur, les Châtillon spécialement, en désapprouvant la révolte, cherchèrent inquiètement par où l'on contiendrait les Guises.

Le jeune roi, âgé de dix-sept ans, nerveux et maladif, avait été d'abord fort ému de l'affreux spectacle. Il en avait pleuré, disant toujours : « Hélas! qu'ai-je donc fait à mon peuple ? » — Puis, entendant les condamnés n'accuser jamais que les Guises, il en avait fait la remarque, comprenant très bien que l'entreprise n'était nullement, comme on le lui disait, dirigée contre lui.

Cette faible et pauvre volonté ne s'appartenait pas. Deux femmes se la disputaient, sa mère, sa jeune épouse. De quel côté pencherait-il ? Cette grande question, décisive pour la France, était toute dans la chambre à coucher. Jeune et malade, il avait bien ses faiblesses natives pour sa mère et nourrice. Mais qu'était tout cela contre un mot de Marie Stuart?

La situation de Catherine lui faisait regretter d'avoir, pour plaire aux Guises, reçu durement Montmorency. — D'autre part, les Châtillon, ses neveux, ne pouvaient avoir prise sur le jeune roi contre sa femme qu'au moyen de sa mère. Ils s'adressèrent à Catherine, exprimèrent le désir qu'elle prévalût près de son fils.

Montmorency, les Châtillon, pensèrent sans doute qu'après tout cette Italienne, infiniment prudente et modérée sans amis ni parti, serait heureuse de s'appuyer sur eux, de se régler par leurs conseils.

L'ambassadeur d'Espagne (qu'on croyait dirigé par les avis du connétable) offrit les secours de son maître, mais à qui? non aux Guises. Loin de là, il dit qu'on ferait bien de les écarter pour un temps.

Blessés ainsi au sein de leur victoire, ils étaient fort embarrassés de Condé. Ils ne pouvaient guère l'élargir qu'en lui faisant excuse. On n'avait rien trouvé dans ses papiers.

Il était en mesure de les menacer à son tour. Lui-même avait besoin d'une bravade pour se relever, il risqua un outrage aux Guises. Condé, dans le conseil, déclara que ses ennemis qui le prétendaient chef de la conjuration avaient menti, qu'il était prêt *à mettre bas son rang de prince*, pour, *les haussant à son niveau*, les combattre, leur faire avouer qu'ils étaient poltrons et canailles. Cela dit, il sortit les ayant, d'un mot, dégradés.

Ce mot leur fut amer. Ce nom de princes, fort longtemps disputé, laborieusement établi, mais si justement contesté à des bourreaux couverts de sang, ils le revendiquèrent bien vite, Guise se leva, et dit que, *comme parent du prince*, s'il y avait combat, *il avait droit* d'être son second.

Assemblée des Notables à Fontainebleau (1560). — Cependant Condé, de retour près de son frère, l'avait ramené au connétable, aux Châtillon. Tous ensemble exigèrent les États Généraux. Les Guises n'osèrent s'y opposer. Montmorency vint seul, mais avec ses neveux et une armée de gentilshommes. (Fontainebleau, 21 août.)

Les deux partis obtinrent ce qu'ils voulaient. Coligny dit que, sur l'ordre de la reine mère, il avait vu la Normandie, et qu'il en rapportait une adresse des réformés pour obtenir la tolérance. « Par qui signée? dit-on. — Par cinquante mille hommes de Normandie, si vous voulez demain. » On disputa, mais on promit la tolérance provisoire, et les États Généraux, qu'exigeait aussi Coligny.

Le roi de Navarre et le prince de Condé croyaient de leur honneur de venir à ces États qu'ils avaient demandés. Ils avaient manqué l'assemblée de Fontainebleau; pouvaient-ils manquer celle-ci ? La seule question était de savoir s'ils y viendraient en armes. Leurs femmes, ardentes protestantes, la reine Jeanne d'Albret et la princesse de Condé, les priaient, conjuraient de se laisser accompagner. Dans tout le Midi et l'Ouest, une grande cavalerie protestante s'était levée d'elle-même, d'elle-même réunie à Li-

moges; elle brûlait d'aller parler aux Guises et de les voir de près.

Du moment que les princes eurent renvoyé la formidable escorte qui eût voulu les suivre, les caresses, les honneurs, dont les amis des Guises les entouraient, cessèrent. Personne ne vint plus à leur rencontre. La route fut morne et solitaire. Mais il n'y avait plus à reculer ; ils avançaient toujours vers l'abattoir.

États d'Orléans. — Arrestation de Condé (1560). — Les Guises avaient concentré toute une armée dans Orléans, infanterie, cavalerie et canons, les vieilles bandes surtout, endurcies et féroces, qui avaient fait les guerres sans quartier d'Écosse et d'Italie.

Nos étourdis, entrés dans Orléans, passèrent entre deux files de ces soldats des Guises, qui riaient d'eux et s'apprêtaient à rire davantage à l'exécution.

Admis par le guichet, ils montent, trouvent Catherine en larmes, le pâle petit roi qui joue son rôle de colère, et les arrête. Navarre reste au logis du roi sans savoir s'il est libre, mais entouré et observé. Condé, qu'on craignait plus, est jeté dans une maison à fenêtres grillées, qu'on change tout à coup en tombeau, l'entourant en deux jours d'un fort de briques, avec triple rang de canons qui montrent la gueule à trois rues.

Navarre, eût abjuré de grand cœur, se fût fait catholique ou turc; il n'était pas aisé de le tuer. Pour Condé, une commission du Parlement devait l'expédier, sa mort déjà fixée au 26 novembre, et les bourreaux mandés.

Une seule chose eût pu retarder, c'est qu'on attendait Coligny. Il s'était mis en route, voulant, disait-il, confesser sa foi, mourir s'il le fallait, avec le prince de Condé.

La mort au nom d'un mort. François II arrivait à la solution prévue. Les Guises eux-mêmes, qui avaient tant d'intérêt à sa vie, disaient qu'il faudrait bientôt changer de

dynastie. François avait seize ans et dix mois. Sa belle épouse en avait près de vingt.

Dès longtemps, François II avait la fièvre. Le 16 novembre, il tâcha encore de faire le gaillard et alla à la chasse. Il revint avec une grande douleur à la tête; un abcès s'était déclaré; un flux d'oreille survint, puis la gorge parut gangrenée.

Le roi mourait, mais les Guises avaient une armée dans les mains. Ils tentent d'intimider, gagner la reine mère; ils lui offrent la régence et tout, pour qu'elle couvre de son nom les deux meurtres dont ils ont besoin.

Mort de François II (5 décembre 1560). — La reine se garda bien de refuser, mais demanda à se consulter un peu, espérant que son fils mourrait et qu'elle serait régente sans eux. L'Hôpital, créé par les Guises, vint la conseiller, mais contre eux. Cependant François expirait (5 déc. 1560), et le pouvoir des Guises aussi. Ils avaient tout à craindre. Le tuteur naturel du jeune roi, âgé de dix ans, allait être le roi de Navarre, à qui ils voulaient couper la tête. Si la France le saluait régent, que leur serviraient Orléans et leur petite armée?

Les Guises désespérés voient les têtes des princes leur échapper et pourtant n'osent accomplir l'assassinat. Chose qui peint ces héros de la ruse, ils avaient fait signer du conseil l'ordre d'arrestation, et eux-mêmes n'avaient pas signé.

Catherine leur fut très utile pour attraper ce pauvre prince.

Elle lui fit accroire qu'il était encore en péril, lui fit promettre qu'il serait leur ami, qu'il leur laisserait leurs charges, et qu'il refuserait la régence pour la laisser à Catherine.

Et que lui donnait-on à cette dupe?

Pampelune et la Navarre, dont on allait bientôt obtenir pour lui la restitution de Philippe II.

CHAPITRE X

CHARLES IX. — MASSACRES DE VASSY ET DE SENS. — GUERRES DE RELIGION. — BATAILLE DE DREUX. — ASSASSINAT DE FRANÇOIS DE GUISE. — BATAILLE DE SAINT-DENIS; MORT DE MONTMORENCY. — BATAILLE DE JARNAC; MORT DE CONDÉ. — BATAILLE DE MONCONTOUR. — PAIX DE SAINT-GERMAIN. — MARIAGE DE CHARLES IX.

Charles IX (1560-1574). Le connétable, qui faisait le malade à Étampes, arriva au galop le lendemain de la mort du roi, et, rencontrant aux portes d'Orléans la nouvelle garde créée par les Guises : « Que faites-vous là? dit-il. Le roi est gardé par son peuple. » Et il les licencia, de son droit de connétable de France.

Sans nul doute il était en force. Les Châtillon venaient derrière. Mais toutes choses étaient arrangées. Guise gardait le roi, comme grand maître, et les clefs du palais; son frère le cardinal, les finances, l'argent, c'est dire à peu près tout.

Ces maîtres de la France, avec toutes leurs armes de terreur, avaient travaillé les élections, croyant surtout fermer la porte aux protestants. Ceux-ci n'en arrivent pas moins en bon nombre aux États, et la plupart des autres députés sont des protestants politiques.

Réformes proposées par les États généraux. — On s'était figuré que les trois ordres, fondant leurs cahiers et

se réunissant, choisiraient un seul orateur, le cardinal de Lorraine. Il fut respectueusement, mais positivement écarté.

La noblesse était si divisée, qu'elle ne put s'entendre et présenta quatre cahiers.

Le clergé et le Tiers restèrent en face, en deux armées compactes, l'armée des *gras*, l'armée des *maigres*.

La demande du Tiers fut que désormais le clergé, selon sa vraie institution, fût par le peuple et pour le peuple, élu par lui, le servant de ses biens pour les pauvres et les enfants, pour les hospices et les écoles. Plus de persécutions.

L'économie dans les finances. Tous les cinq ans les États Généraux.

Un déficit énorme apparaissait. Où trouver tant d'argent dans les remèdes proposés? L'Hôpital n'osait pas parler des monstres de richesse chez qui l'on eût trouvé les vols. Il demandait aux pauvres. Il proposait une augmentation de la taille, des droits sur le sel et le vin.

On convint que, le 1er mai, chacun des treize gouvernements enverrait *un député* noble et un du Tiers pour apporter la réponse.

Les Guises, les tyrans, les voleurs, avaient eu une belle peur devant la France, mais désormais, il étaient quittes, sûrs d'escamoter les réformes.

Les choses en étaient venues au moment où Montmorency devait se déclarer décidément pour le clergé et pour les Guises, ou décidément contre.

Mouvements contre les protestants. — Le 6 avril 1561, jour de Pâques, Montmorency, Guise et Saint-André, communièrent dans la basse chapelle de Saturnin à Fontainebleau, pendant que, près de là, dans une autre chapelle, priaient les protestants qu'on voulait égorger.

Le 23 avril, l'évêque du Mans écrit pour excuser un tout petit massacre. On apprend qu'à Beauvais un mouvement

plus grave encore se fait contre l'évêque, le frère de Coligny.

Paris ne peut être en arrière.

Aux derniers jours d'avril, les bandes sales de l'Université, le peuple souverain des cuistres, dans sa force et sa dignité, s'achemine vers le Pré-aux-Clercs. Il y avait sur le Pré même l'hôtel du sire de Longjumeau, qui avait ouvert sa porte aux protestants et protégé leurs assemblées.

En deux minutes, les carreaux sont cassés à coups de pierre par la jeunesse. Les hommes forts arrivent alors avec leurs bûches, enfoncent la grande porte, rencontrent le portier, le tuent. Ils en auraient tué d'autres s'ils n'eussent rencontré au museau les pointes piquantes des épées. Une panique les prend par derrière, les voilà qui détalent.

Comment le Parlement eût-il puni l'émeute? Lui-même en faisait une contre le chef de la justice. Le chancelier, ayant adressé aux petits tribunaux l'édit de tolérance (si souvent repoussé du Parlement), le Parlement lui lance un ajournement personnel. Le prévôt de Paris a l'impudence de défendre de publier l'édit du roi.

Quelle fut la punition de cet acte étonnant? aucune. Ce fut le Parlement qui se plaignit encore, et sa furieuse plainte, qui montrait la sédition aux portes, était faite pour la déchaîner.

Datons d'ici l'ère véritable des guerres civiles.

Divisions de la noblesse. — La noblesse était divisée : pour la bonne moitié, mécontente; pour un quart, protestante, mais ce quart, protestant, très vaillant et très aguerri, était le plus ardemment fanatique, prêt à donner sa vie.

Du premier jour, les Guises virent qu'ils n'avaient de salut que Philippe II.

Le parti catholique, ayant derrière lui et pour lui cette ombre menaçante, ce monstre, la puissance espagnole, se trouvait maîtresse du terrain.

Assemblée du clergé à Poissy. — Toute la pensée du chancelier et de la reine, était d'agir sur les finances, de faire composer le clergé.

Il fut convoqué à Poissy, où il forma une sorte de concile, tandis que, conformément au plan bizarre adopté aux derniers États, treize députés nobles des treize gouvernements furent appelés à Pontoise, et treize aussi du Tiers État. Le célèbre discours du magistrat d'Autun (l'homme du chancelier) ne proposait pas moins que de prendre tous les biens du clergé, sans, disait-il, qu'il y perdît, puisqu'on lui en payerait la rente. Ces biens vendus auraient donné une énorme plus-value, qui aurait payé la dette publique et libéré l'État.

Plan admirable, mais si peu exécutable alors, que je ne puis le considérer que comme une menace pour amener le clergé où on voulait. Elle produisit une transaction. Le domaine engagé montait à seize millions. Le cardinal de Lorraine les offrit. Et, à ce prix, le roi révoqua l'ordre qui obligeait le clergé à déclarer ses biens.

Le cardinal de Châtillon (frère de Coligny) parla pour cet arrangement.

Manœuvres de Philippe II. — Philippe II croyait, bien à tort, ainsi que la gouvernante des Pays-Bas, que le roi de Navarre était le maître de la situation, et il envoyait un agent obscur, Courteville, « pour *découvrir* quels amis Sa Majesté pourrait avoir de son côté, et *s'il n'y a personne* en France sur qui on pût faire fondement et qui le premier voulût *montrer les dents* à Vendôme (au roi de Navarre). »

Courteville *découvrit* les Guises qui surent *montrer les dents* par le massacre de Vassy.

Courteville traversa un océan de révoltes, et arriva à Saint-Germain, où la petite cour, toujours plus solitaire, était comme cachée. Les protestants avaient une grande atti-

tude. Ils formaient à Bordeaux le cinquième de la population. Ils comptaient parmi eux toutes les familles d'échevins et consuls des villes du Midi. A Paris même, ils étaient redoutables.

Affaire de Saint-Médard. — On pouvait aisément prédire que le mouvement d'avril allait recommencer, non plus au Pré-aux-Clercs, mais dans les grands faubourgs de la misère, Marceau et Popincourt. C'était là justement que les protestants, encore exclus de la ville, étaient autorisés à s'assembler. Nul prétexte à l'attaque. On s'en passa.

Le 27 décembre était une fête. On monte pour ce jour un grand coup. Les pauvres des faubourgs Saint-Marceau et Saint-Jacques, et jusqu'à Notre-Dame-des-Champs, sont avertis de venir au tocsin.

On prévint sous main les protestants qu'il y aurait un terrible mouvement du peuple, qu'ils couraient un grand risque.

Is ne reculèrent pas; ils vinrent au complet hommes et femmes; ils étaient douze mille aux Patriarches; les vêpres étaient dites, et l'église de Saint-Médard silencieuse. Rien d'apparent; on l'aurait crue déserte. Mais à peine le sermon commence, les cloches sonnent à toute volée, on n'entend plus qu'elles. Deux députés protestants sont envoyés pour demander silence. Alors une batterie imprévue se démasque. A toute ouverture du clocher, du plus haut au plus bas, des têtes apparaissent; flèches et pierres pleuvent comme grêle. Le tocsin sonne, appelle le faubourg et l'armée des deux abbayes.

Des députés, l'un parvient à entrer, et il est tué. L'autre revient à toutes jambes. Le magistrat espère être plus respecté. Il avance seul vers l'église. La pluie de pierres ne continue pas moins. Il est forcé de revenir.

Les protestants, malgré leur nombre, auraient eu fort à faire s'ils n'avaient eu quelque cavalerie. Ceux qui, venus

de loin, étaient à cheval, faisaient le guet autour de l'assemblée. Ils virent bientôt de noires fourmilières des faubourgs Saint-Marceau et Saint-Jacques venir à eux, gens de toutes sortes, à qui on faisait croire que l'église était au pillage. Ils mirent leurs chevaux au galop, et, sans qu'ils en vinssent à charger, toute la foule avait disparu.

Cependant les douze mille qui étaient devant Saint-Médard avaient leur homme dans l'église qu'on ne leur rendait pas et dont ils ignoraient le sort. Ils entreprirent de le reprendre, et enfoncèrent les portes. Cela ne se fit pas assez vite pour qu'ils ne reçussent d'en haut une effroyable grêle dont plusieurs furent blessés. Ils entrent pourtant, et ils trouvent leur homme à terre; ce n'est plus qu'un cadavre. L'église pleine de gens armés. Les reliques avaient été retirées et cachées la veille; les images restaient, les statues, crucifix; les protestants les mettent en pièces.

Le nombre des blessés protestants est inconnu, mais il y en eut trente ou quarante parmi les catholiques. Le curé et ses gens se réfugièrent dans le clocher, laissant leurs paroissiens devenir ce qu'ils pourraient.

Édit de Saint-Germain. (1562). — Cependant L'Hôpital avait imaginé d'opposer tous les parlements au parlement de Paris. Il avait réuni à Saint-Germain leurs députés, choisis par lui dans les plus modérés, et avait, avec leur concours, fait un nouvel édit (18 janvier 1562) qui, d'une part, rendait aux catholiques les églises envahies par les protestants, d'autre part assurait à ceux-ci le droit, déjà reconnu, de s'assembler hors des villes. Dijon seul et Paris résistent.

L'ambassadeur d'Espagne, au nom des libertés publiques, demanda que Coligny quittât Paris, qu'on respectât la désobéissance d'un parlement que les parlements mêmes avaient abandonné. Ce corps, si bien soutenu par l'étranger, céda le 6 mars.

Massacre de Vassy (1562). — Le 12 octobre, après le colloque de Poissy, les ministres de Troyes entreprirent de créer une église à Vassy et y envoyèrent l'un d'eux. Les principaux de Vassy l'avertirent qu'il était sur terre des Guises, qu'il y avait grand péril. Le ministre n'en agit pas moins, commençant sa petite église dans la maison d'un drapier; il s'y trouva cent vingt personnes, et le lendemain six cents (dans une ville de trois mille âmes). Il fallut prêcher en plein air, dans la cour de l'Hôtel-Dieu. Guise, averti par les moines de Vassy, envoya en novembre quelques soldats pour aider le prévôt de la ville à étouffer la petite église, et ne réussit à rien.

Le 25 décembre, malgré les avis qui venaient de Vassy, trois mille âmes de la ville et des environs y confessèrent leur foi :

Guise, arrivé à Joinville, instruit de ces affaires, envoya ses archers, avec soixante hommes d'armes, l'attendre à Vassy.

Cet homme si calculé eût pourtant ajourné le coup si la situation générale ne l'eût elle-même poussé à donner cours à sa vengeance. Il fallait relever Paris, qui, depuis près de cinq mois, n'entendait plus parler des Guises, les accusait, les croyait morts. Il voulait se montrer en vie, fort et terrible, s'éveiller par un furieux coup de tonnerre qui troublât ses ennemis.

Toutefois, dans l'audace même, il gardait un esprit de ruse. Il emmenait un équipage à la fois de guerre et de paix : d'une part, ses domestiques armés et deux cents arquebusiers pour joindre à ceux qui déjà étaient à Vassy; d'autre part, un prêtre, son frère, le cardinal de Guise, sa femme enceinte, et son fils Henri, un enfant. De cette façon, il pouvait dire : « La chose a été fortuite; autrement, y aurais-je mené ma femme? »

Le duc descendit chez les moines, y dîna, se promena sous la halle, avec leur prieur et le prévôt. On le regardait

de loin ; il semblait fort agité. Enfin, il fit dire aux catholiques qui étaient à la messe du couvent de ne pas sortir de l'église. Il ordonna aux siens de marcher vers une grange où le prêche se faisait. Et lui-même les suivit.

A vingt-cinq pas, on tira aux fenêtres de la grange deux coups d'arquebuse. Ceux qui étaient près de la porte la voulurent fermer, ne purent. Tous entrèrent, l'épée tirée, en criant : « Tue ! tue !... A mort ! »

Trois hommes furent tués tout d'abord, avant l'arrivée de Guise.

Les catholiques soutiennent que es protestants jetèrent des pierres. Guise présent, la tuerie continua à coups d'épée, de coutelas, de poignard. On tira, à coups d'arquebuse, ceux qui étaient de côté sur les échafauds. Quelques-uns percèrent le toit, échappèrent et sautèrent même dans les fossés de la ville. Plusieurs restèrent sur le toit ; le duc criait : « A bas canailles ! » Un seul de ses domestiques se vantait d'avoir à lui seul abattu six de ces pigeons.

La duchesse, qui attendait hors des portes, entendit pourtant ces horribles cris ; elle fit dire à son mari : « Sauvez du moins les femmes. » Et dès ce moment, en effet, les femmes ne furent plus tuées.

Guise, dès l'heure même se sentit solitaire. Sa femme même et son frère ne l'approuvaient pas. Son avocat, le connétable le mena au Parlement, deux magistrats, Harlay et Séguier, avaient laissé leur place vide, fui à l'aspect de l'homme de sang.

Il dit assez piteusement « qu'il n'avait rien fait à Vassy que pour sauver son honneur, ses enfants et sa femme, qu'il voyait bien qu'on le tuerait, qu'on avait envoyé à Paris contre lui trente assasins, qu'il priait qu'on en informât. »

Humbles paroles d'hypocrisie choquante, quand on voyait les forces dont il tenait la ville et entourait le Parlement.

Dès ce jour les protestants prenant la couleur blanche, alors nationale, Guise et les siens, sans pudeur, adoptèrent celle de Philippe II, le rouge, la couleur de l'Espagne et du massacre de Vassy.

Massacre de Sens. — Progrès du protestantisme. — Vainqueurs avant la guerre, et du droit du massacre, les Guises prennent l'autorité en s'emparant du roi. Leur mannequin, le roi de Navarre, va prendre à Fontainebleau l'enfant Charles et sa mère, Catherine, qui venait d'autoriser les protestants à prendre les armes. Cette reine, aux petites habiletés, tant exagérée par l'histoire, fut alors et sera le jouet des événements. Le 6 avril le roi est à Paris, et le 12 les catholiques font un nouveau massacre à Sens, ville archiépiscopale du jeune cardinal de Guise. Cent morts à Sens; il n'y en avait eu que soixante à Vassy. Coligny entrant en considération des maux épouvantables qui allaient arriver, eut quelques jours d'une profonde mort morale.

Il semblait qu'une immense traînée de poudre éclatât sur tout le royaume. Comment s'en étonner? On apprenait massacre sur massacre. Celui de Vassy ébranla, et celui de Sens décida. Tout homme connu pour protestant crut prudent, pour sa vie et pour la vie de sa famille, de s'armer et affronter tout. La Loire d'abord éclata, Tours, Blois, Angers; puis la Normandie et les côtes, Rouen, Dieppe, Caen, Poitiers, la Saintonge. La moitié du Languedoc, nombre de villes de Guyenne et Gascogne, dès l'hiver étaient protestantes.

Pourquoi parle-t-on toujours de la Saint-Barthélemy de 1572, et non de celle de 1562? C'est que celle de 72 se passa surtout à Paris; mais celle de 62 fut bien plus meurtrière en France. Suivez-la de ville en ville; vous êtes effrayé de voir trois choses qu'on n'a revues jamais: 1° massacre dans l'intérieur des murs; 2° poursuite acharnée des fuyards par les paysans... Est-ce tout? Non, tant de

sang versé ne suffit pas; les juges n'ont pas encore leur part; les supplices commencent alors sur une échelle immense.

Commencement des guerres de religion. — Coligny tenait ferme Orléans et son petit noyau d'armée. Partout ailleurs, des bandes. La bande de Montbrun, de Mouvas, celle de Des Adrets couraient tout le sud-est, avec des cruautés atroces. Le dernier, tout autant qu'il saisissait de catholiques, les égorgeait, ou les jetait des tours. Représailles barbares, mais qui n'étonnaient point, quand on voyait des juges, ceux du parlement d'Aix, enrichis des massacres de Merindol et de Cabrières, envoyer à la mort avec près de mille hommes *quatre cent soixante femmes*, et même encore *vingt-quatre enfants !*

La reine d'Angleterre se laissa prier, de juillet jusqu la fin de septembre, pour donner cent mille écus et six mil hommes.

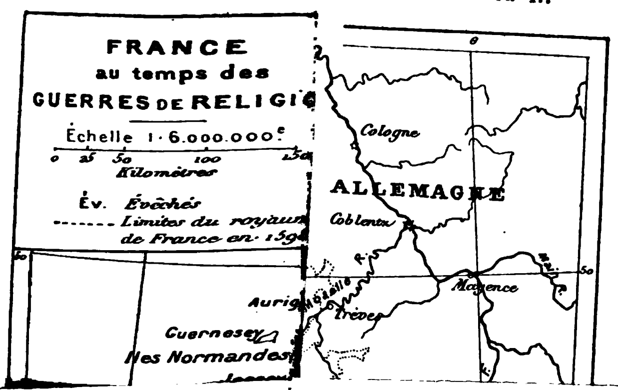
Prise de Rouen par les catholiques (1562). — Cet lenteur fit la chute de Rouen, longuement assiégée par roi de Navarre, qui y fut tué, et par Guise, qui la prit d'a saut. Le pillage y dura huit jours, et les grands seigneu s'y vautrèrent à l'égal du soldat.

Les soldats allemands de l'armée de Condé ne savai qu'un mot : *Geld*. Et, pour être payés plus tôt, ils m chaient vers la mer, au-devant de l'argent anglais. grosse armée des catholiques marchait parallèleme Leurs intérêts étaient de combattre avant que les prot tants eussent joint les troupes anglaises.

Ceux-ci, qui avaient l'Eure entre eux et Guise, devai l'empêcher de passer, mais un prince du sang n'a garde paraître craindre la bataille. Condé lui permet le passa et il l'a devant lui près Dreux (19 décembre 1562).

Bataille de Dreux (1562). — Les catholiques, faibles cavaliers (deux mille contre cinq mille), étaient en revanc

Carte II.



FRANCE
au temps des
Échelle 1·6.000.000e
0 25 50 100
Kilomètres
Év. Évêchés
Cologne
Coblentz
Mayence
Trèves
Guernesey

énormément plus forts en fantassins, ayant quinze mille contre sept seulement qu'avaient les protestants. Au total, Guise avait *dix-sept mille hommes*, et Condé *douze mille*.

La cavalerie, menée par Condé et Coligny, s'épuisa en efforts, fit fuir l'infanterie française des catholiques, mais vit également en déroute sa propre infanterie allemande.

Ils n'avaient pas deux cents chevaux ensemble, lorsque Guise, qui depuis cinq heures prenait en patience la destruction de ses amis, s'ébranla avec sa masse espagnole et ses arquebusiers des vieilles bandes. Condé fut pris. Tout parut balayé.

Cependant les frères indomptables, Coligny et Dandelot (celui-ci malade, tremblant de la fièvre, et en robe fourrée), réunissent douze cents cavaliers, et d'une furie désespérée arrêtent court les vainqueurs. Parmi eux, le fameux Saint-André, si riche, le voleur des voleurs, est pris, disputé, et un de ses vieux serviteurs, malgré ses prières et ses offres, lui casse la tête d'un coup de pistolet.

La nuit, qui avait séparé les combattants, permit à Coligny de reformer ses reîtres à deux pas. Il lui en restait quelques mille. Il leur dit froidement qu'il n'y avait rien de fait, qu'il fallait recommencer, fondre sur ces gens qui mangeaient. Les Allemands lui montrèrent leurs armes brisées, eux-mêmes en pièces. Il était resté huit mille hommes sur le carreau. Seulement on sut dès ce jour qu'on ne vainquait jamais Coligny.

Guise est assassiné devant Orléans (18 février 1563). — Cependant l'épidémie, se joignant aux misères de la guerre, avait enlevé dix mille hommes dans Orléans.

Dandelot frère de Coligny avec la fièvre, courait partout et faisait tout. Chaque matin, les ministres, à six heures, rassemblant soldats, habitants, chantaient leurs psaumes, et s'en allaient en tête travailler aux fortifications. Cela ne pouvait durer guère. Guise était furieux de n'avoir pas en-

core sa proie; « j'en mords mes doigts, » dit-il dans une lettre. Il avait écrit à la reine qu'elle trouvât bon qu'il n'y eût plus d'Orléans, qu'il allait la raser, et qu'il tuerait tout, jusqu'aux chats.

C'est lui qui fut tué (18 février 1563).

L'homme qui fit le coup, Poltrot, sieur de Méray, était un jeune gentilhomme de l'Angoumois, fort bon soldat à Saint-Quentin, où il fut pris et mené en Espagne. Protestant, il y vit Philippe II et l'Inquisition. Il put assister aux splendides et royaux auto-da-fé qui ouvrirent dignement ce règne.

Poltrot revint d'Espagne plein de vengeance et de meurtre. Le 18 février il attendit Guise, vers le soir, au coin d'un bois ; prudemment, froidement, il calcula qu'il devait être armé en dessous, et qu'il fallait le tirer à l'aisselle, juste au défaut de la cuirasse. Il tira à six pas, d'une main ferme, très juste, et l'abattit.

La Cour. — Henri de Guise. — Le duc d'Albe. — C'était toute la peur de Catherine qu'on ne mît son fils contre elle ; le petit roi, né violent, défiant, faisait peur à sa mère. Elle était à l'aumône, vivait d'expédients fortuits.

Cette pauvreté royale faisait un grand contraste avec la richesse des Guises. Leur maison (ou leur dynastie ?) était restée entière à la mort de son chef. Elle gardait ses quinze évêchés, aux mains des cardinaux de Guise et de Lorraine.

Puissance énorme, mais le chef était un enfant, Henri de Guise, qui n'avait que treize ans. Du père, il eut, non le génie, mais l'audace, l'intrigue ; de sa mère, Anne d'Este, un charme italien.

Il était facile à prévoir que tout irait à la dérive ; dans chaque province, un gouvernement se fait à côté du gouvernement. Qu'opposait à cela la profonde politique Catherine? Elle pensait décomposer tout. Dans un

perpétuel voyage, elle croyait neutraliser par l'influence de cour ces influences fanatiques.

Les protestants, assassinés partout, ayant partout contre eux et l'autorité et les foules, recouraient à l'audace, à l'épée, à des coups violents qui envenimaient encore les haines. Elles profiteront au duc d'Albe qui emportera tout.

C'est un vrai Espagnol, un médiocre génie, mais fort par la netteté du parti pris, par la simplicité des vues et par la passion.

Le duc d'Albe est adoré des moines. D'en haut, d'en bas, ils l'aident. Au grand inquisiteur Pie IV succède le grand inquisiteur Pie V, le pape de la Saint-Barthélemy, qui toute sa vie la prépara, quoiqu'il n'ait pu la voir.

Ce qui n'aide pas moins le duc d'Albe, ce sont les rapports de police qui viennent des Pays-Bas, les furieuses délations des inquisiteurs de bas étage qu'on envoie à Philippe II. Ce profond politique reçoit, lit tout cela. Espions et contre-espions, police, contre-police, c'est toute sa science.

La France suivait l'Espagne pas à pas. Philippe II, si impatient, est obligé encore cette année, 1566, de ruser, de mentir. Cela n'empêche pas que le duc d'Albe ne ramasse une grosse armée de toute nation, et ne la mène au sac des Pays-Bas.

Quand cette armée du duc d'Albe, cette horrible Babel de bourreaux espagnols, passa les Alpes, rasa Genève et côtoya la France, il y eut partout une grande terreur.

Situation des protestants. — Bataille de Saint-Denis; mort de Montmorency. — Quatre années avaient bien empiré la situation des protestants. Ils portaient tête basse aux réunions qu'on fit chez l'amiral. Celui-ci proposa *de s'emparer du roi.*

Je crois qu'à son insu ce grand homme, de plus en plus,

profitait des leçons de Knox et des exemples de l'Écosse: que, dans son cœur, le droit et la justice, la pitié de tant de malheurs, introduisaient, fondaient les doctrines de la résistance; que la royauté lui semblait moins sacrée.

La seule difficulté pour prendre le roi, qui n'avait pas encore ses Suisses, c'était de garder le secret. Il fallait pourtant mander d'avance la noblesse éloignée et lui donner le temps. La cour fut avertie. Les Suisses arrivent. Les protestants avaient deux mille hommes. Le connétable qui avait dix mille hommes attendait un secours espagnol. La plupart des protestants ne soutenaient pas Coligny; ils se seraient contentés de la liberté du culte, ne voyant pas qu'on ne l'a guère sans la liberté politique. Ils s'y réduisirent et n'eurent rien. Paris leur offrit la bataille (10 novembre 1567).

Les protestants furent menés avec une vaillance désespérée par Condé et par Coligny. L'Écossais Robert Stuart, cruellement torturé jadis, chercha le connétable, fondit sur le vieillard, qui se défendit bien et lui brisa trois dents. Mais Stuart lui cassa les reins. Anne de Montmorency meurt à soixante-quinze ans. Depuis cinquante, il encombrait l'histoire d'une fausse importance, toujours fatale à son pays.

Ses fils rétablirent la bataille. La nuit venait. Les protestants se retirèrent, mais n'allèrent pas plus loin. Coligny les ramena le lendemain à la même place et brûla la Chapelle.

Catherine de Médicis. — Ses conseillers. — Ses projets. — C'est alors, je crois, que se place la conversation entre Catherine et le nonce : « Qu'elle et Sa Majesté n'avaient rien plus à cœur que d'attraper un jour l'amiral et ses adhérents et d'en faire une boucherie mémorable à jamais. » La débâcle morale du parti des saints commence dès 1568, la grande année du duc d'Albe, par la chute de la nièce des Guises, de Marie Stuart.

Un conseil italien s'est formé autour de la reine mère :

l'aimable Florentin Gondi, que la Saint-Barthélemy fit duc de Retz, le sage président Bigaro, qui sera chancelier de France, le violent Gonzague, fils du duc de Mantoue, et, par son mariage, duc de Nevers.

Henri d'Anjou. Henri de Guise. — Catherine était bonne mère, mais d'un seul fils. Elle se reconnaissait, se mirait dans le duc d'Anjou, pur Italien, né femme, avec beaucoup d'esprit, une absence étonnante de cœur.

A seize ans, cependant, il avait une fleur d'esprit, de grâce, d'audace et de malice. J'entends de noire malice, et du plus perfide chat. Son début fut l'assassinat du chef des protestants. Sa fin, l'assassinat du chef des catholiques. Il est le principal auteur de la Saint-Barthélemy. Elle sortit surtout de la fatale concurrence de Henri d'Anjou et Henri de Guise. La maison de Lorraine bâtissait dans l'opinion, échafaudait Henri de Guise.

La reine mère à ce héros se hâtait d'opposer le sien. A seize ans, elle lui fait remplacer le vieux connétable comme lieutenant du roi. Elle montre le duc d'Anjou et le présente comme chef au parti catholique. Elle lui donne, pour conduire les armées, deux mentors, Tavannes et Strozzi, hommes d'énergie, d'exécution, qui, avec les secours d'Espagne, vont lui arranger des victoires.

Plan redoutable. A qui surtout? aux Guise, mais encore plus à Charles IX. Il objecte, il résiste, mais on l'entoure habilement. La majesté du trône le contraint de se réserver.

Bataille de Jarnac (13 mars 1569). — **Mort de Condé.** — Condé et Coligny étaient à Noyers en Bourgogne pour conférer de leurs dangers. Tavannes, gouverneur de Bourgogne, reçoit ordre de les saisir. Avertis ils partent à la pointe du jour (24 août 1568).

Coligny signe à la Rochelle un traité avec les Nassau. Il tire d'Élisabeth de l'argent, des canons.

Il projetait un mouvement hardi qui, le reportant vers la Haute-Loire, l'eût rapproché en même temps et des Allemands qui lui venaient de l'Est et de ses renforts du Midi. Les catholiques le prévinrent à Jarnac Les protestants, fort mal disciplinés, venant au combat un à un, y perdirent quatre cents hommes. On eût parlé à peine de cette rencontre si Condé n'y avait péri.

L'assassin fut Montesquiou, capitaine des gardes du duc d'Anjou. Condé, blessé la veille d'une chute, et le jour même ayant la jambe brisée d'un coup de pied de cheval (l'os lui perçait la botte), sans tenir compte de cette vive douleur, avait chargé intrépidement, avec la belle parole que portait son drapeau : « Doux le péril pour Christ et le pays! » Enveloppé dans les masses profondes de la cavalerie ennemie, il tomba sous son cheval tué, et Montesquiou vint par derrière qui lui cassa la tête.

On vit alors ce que c'était que le duc d'Anjou.

Il montra cette joie furieuse, insultante, qu'on ne voit qu'aux lâches. Il fit porter le corps par une ânesse, tête et jambes pendantes. Tout le jour, sur une pierre, devant l'église de Jarnac le cadavre resta exposé aux risées.

Sa mort eût fortifié le parti protestant, dès lors conduit par Coligny, s'il n'eût fallu encore un prince. Si fortes étaient les habitudes monarchiques. Jeanne d'Albret amena à point son petit Henri de Navarre. La sainteté enthousiaste, l'émotion héroïque de la mère, enleva tous les cœurs et les donna au fils.

Bataille de Moncontour (1569). — Coligny fut condamné tout l'été par la noblesse poitevine à assiéger Poitiers, où Guise, poursuivi, s'était réfugié. Fatigués et usés par ce siège inutile, les protestants se trouvent, en octobre, en face de la grosse armée du duc d'Anjou (Moncontour, 3 octobre 1569). Cette fois, ce fut une vraie bataille, horriblement sanglante. Les Allemands de Coligny l'arrêtèrent court en

demandant leur solde au moment de l'attaque. Ils perdirent le moment d'occuper les positions fortes qu'avait désignées Coligny. Ils en furent bien punis. Les Suisses du duc d'Anjou, par vieille jalousie de métier, s'acharnèrent à les massacrer, et les tuèrent jusqu'au dernier.

Paix de Saint-Germain (1570).—La reine mère désirait fort la paix. On en comprend les causes. Non seulement les ressources manquaient, mais, en s'arrêtant là, elle avait juste ce qu'elle désirait. Son fils chéri restait glorieux, Charles IX effacé. Sa présence à l'armée, son séjour de trois mois au siège de Saint-Jean-d'Angély, semblaient avoir tué le parti catholique. Henri de Guise n'avait paru que pour recevoir un échec. Le bien-aimé Henri d'Anjou gardait tous les lauriers, demeurait le héros de Jarnac et de Moncontour.

Mais Catherine n'obtint cette paix qu'à des conditions très sévères. Non seulement Coligny exigea la liberté de culte pour les villes déjà protestantes, pour les châteaux de protestants, non seulement l'admisson aux emplois, mais une reconnaissance du roi que ceux qui venaient de lui faire la guerre étaient ses très loyaux sujets. Les parlements et tribunaux avaient la honte de rayer leurs arrêts.

La seule inquiétude de Catherine, c'était la jalousie de Charles IX. Elle avait gagné sur lui de lui faire garder, en pleine paix, dans un frère du même âge, un lieutenant général du royaume, un commandant de l'armée, une espèce de maire du palais. Le roi entrevoyait qu'il avait fait un autre roi, et qu'il ne pouvait le défaire, les généraux catholiques étant à lui, mais, s'il ne pouvait le destituer, il pouvait le tuer. Il en eut l'idée, un peu tard. Déjà son frère l'avait perdu.

Mariage de Charles IX (novembre 1570). — Dans le danger visible où le mettait son frère, Charles IX, quoique demi-fou, fit deux choses qui n'étaient pas folles. Il se ma-

ria, et il négocia pour marier son frère et le mettre hors du royaume.

En novembre 1570, Charles IX épousa (malgré la secrète opposition de Philippe II) la fille cadette de l'Empereur, dont Philippe épousait l'aînée.

En janvier, il apprit que la reine d'Angleterre parlait d'épouser le duc d'Anjou.

Élisabeth envoyait son portrait. Anjou fut forcé d'envoyer le sien. En France et en Espagne, les catholiques avaient peur de ce mariage.

L'Espagne crut n'avoir pas de temps à perdre. Tout en négociant avec Élisabeth, elle agit pour la détrôner, appuyant en dessous l'intrigue de Marie Stuart avec le plus grand seigneur d'Angleterre, le duc de Norfolk.

En tout cela, la France était contre l'Espagne, mais timidement, sournoisement.

Que voulait Catherine? La grandeur de ses enfants, rien de plus. Dans sa parfaite indifférence à tout le reste, elle eût vu volontiers le duc d'Anjou époux de Marie Stuart et chef des catholiques, roi d'Écosse (et bientôt de France?). D'autre part, le duc d'Alençon époux d'Élisabeth et chef des protestants.

CHAPITRE XII

MARIAGE DE HENRI DE NAVARRE AVEC MARGUERITE DE VALOIS. — MASSACRE DE LA SAINT-BARTHÉLEMY. — MEURTRE DE COLIGNY. — PAIX DE LA ROCHELLE. — MORT DE CHARLES IX.

Coligny se livre à Charles IX. — Motifs de sa conduite. — Coligny crut à la sincérité de Charles IX.

Une lettre de Catherine apprend à Londres l'étonnante nouvelle : « Nous avons ici l'amiral à Blois. » (27 septembre 1571.)

Comment donc ce vieux capitaine, prudent et expérimenté, blanchi dans les affaires, alla-t-il se rendre à ses ennemis et se livrer lui-même?

La situation était changée entièrement, et Charles IX avait tellement intérêt à s'appuyer de Coligny, que celui-ci devait se hasarder, livrer sa personne à la chance.

Le duc d'Albe était dans une situation épouvantable; il avait rencontré l'unanime, l'invincible résistance, non plus des protestants, mais des catholiques. Lâchement trahi de son maître, qui maintenant devant les Flamands faisait le bon, le doux, il n'avait pas même la force de cacher son désespoir.

Un homme grave, le maréchal de Cossé, venait montrer à Coligny que Charles IX lui tombait dans les mains, se remettait à lui (par la haine surtout qu'il avait du duc d'Anjou).

En tout cela Charles IX ne s'occupait pas du tout du roi de Navarre. Si bien qu'en invitant Coligny, il avait oublié d'inviter Jeanne d'Albret et son fils, quoiqu'on parlât du mariage de celui-ci avec Marguerite de Valois.

L'essentiel pour Charles IX était d'exclure son frère du commandement de l'armée. Un seul homme pouvait cela : Coligny.

Il connaissait parfaitement trois secrets qu'on va voir :

1° La lassitude du protestantisme, et l'éloignement de la France qui ne voulait pas de réforme morale;

2° La duplicité d'Élisabeth et la malveillance de l'Angleterre;

3° Les hésitations inexplicables du prince d'Orange, celui qu'on lui associait dans l'administration, dans la gloire, ce très grand personnage si bien nommé le *Taciturne*.

Sûr de Louis de Nassau, il ne l'était nullement de son aîné, Guillaume d'Orange.

Coligny, qui avait employé sa vie à établir la discipline et mettre la justice dans la guerre, se consumait à contenir les siens. Rien n'y faisait. Voyant un de ses meilleurs capitaines qui pillait, il fondit sur lui à coups de bâton. L'autre, fier gentilhomme, ne s'émeut (car c'est Coligny), mais, sous le bâton même, il persiste à piller. Comment faire autrement, d'ailleurs? La réponse est prête : *Il faut vivre.* Il faut nourrir l'armée.

Et si c'était ainsi sur la terre et sous ses yeux, qu'était-ce donc sur mer? La Rochelle, l'abri des martyrs, abritait tout ce qui venait. Tout pirate du Nord se disait protestant, et, pour voler en mer, jugeait tout navire espagnol.

Cependant l'Espagne, ayant si longtemps régné en France, y gardait des racines. Elle avait d'un côté les Guises, de l'autre le parti d'Anjou. Tavannes, l'homme de Moncontour, qui se croyait vainqueur de Coligny, ne digérait pas la paix que son vaincu avait victorieusement imposée. Ils se ren-

contraient sur le quai, devant le Louvre, à la tête de leurs gentilshommes. Un jour Coligny, franchement, dit à Tavannes : « Qui ne veut pas la guerre avec l'Espagne a dans le ventre la croix rouge » (c'est-à-dire la croix espagnole), Tavannes, qui était un peu sourd, se dispensa d'entendre. mais il alla disant que Coligny lui cherchait querelle pour le tuer.

Par un tel mot, sévère et mérité, de l'amiral aux hommes du duc d'Anjou, la guerre était constituée sur le pavé de Paris entre eux et les protestants. Cette petite cour jalouse ne manquera pas de justifier l'accusation de Coligny en révélant ses projets jour par jour au duc d'Albe, et s'associant intimement aux Guises pour le meurtre de l'amiral.

Celui-ci tenait Charles IX pour le moment.

Lorsqu'au 1er avril les *gueux de mer*, Hollandais et Français, renvoyés des ports d'Angleterre sur les réclamations du duc d'Albe, s'emparèrent de Briel et prirent pied en Zélande, ce succès du protestantisme encouragea tellement Charles IX, l'entraîna tellement sous l'ascendant de Coligny, qu'il fit la démarche la plus décisive. L'agent français déclara de sa part *qu'il protestait* contre la tyrannie du duc aux Pays-Bas, *et que, s'il ne supprimait son impôt du dixième, la France rompait avec l'Espagne* (15 avril 1572).

Charles IX semblait être devenu protestant. Le pape refusant la dispense pour le mariage de Navarre, il dit qu'on s'en passerait.

Le roi suivait réellement le flot montant de la révolution, fortement entraîné et remorqué par Coligny.

La reine mère et son duc d'Anjou faisaient semblant de suivre.

Cependant rien n'avançait et rien ne se faisait. Henri, toujours lieutenant général du royaume, chef de l'armée, n'était que trop à même d'éluder, de tromper les résolutions de Charles IX.

Charles IX reconquis par Catherine. — Dangereuse situation de Coligny. — Catherine pleure, gémit des apartés du roi, de ses conseils secrets avec Coligny. Elle voit bien que son fils la quitte, qu'il n'a plus besoin d'elle. Eh bien, qu'on la laisse donc retourner à Florence et y mourir! Elle part en effet, et s'arrête à deux pas. Le roi, qui n'avait jamais rien fait, jamais écrit ni travaillé, qui était habitué à la voir tout écrire, se crut perdu; il ne pouvait se passer d'une telle mère, d'un tel scribe. Il court après, l'apaise et la ramène.

Le seul séjour de Coligny à Paris, et l'attente qui en résultait, donnaient une force énorme au parti protestant. Il avait perdu un millier d'hommes, devant Mons, mais il triomphait en Hollande et dans les pays maritimes.

La Hollande fut la pierre de la résistance, l'asile universel et le salut du genre humain.

Mais pendant que l'amiral couvrait de son corps la cause protestante, l'Angleterre lui était déjà hostile, l'Allemagne jalouse, et ses amis très froids. En revanche, ses ennemis d'une ardeur furieuse. A Paris, à Bruxelles, on se sentait perdu sans un assassinat.

Dès le commencement d'août, sous le prétexte des noces prochaines d'Henri de Navarre avec Marguerite, l'armée des Guises est entrée dans Paris.

La grande masse étaient de pauvres gentilshommes, gueux nobles et mendiants bien nés, que les cardinaux de Lorraine et de Guise, les princes de la famille, Henri de Guise, Aumale, Elbeuf, etc., tenaient en meutes, avec leurs dogues, pour les lâcher au jour utile. Tout cela logé autour des Guises.

Ils se trouvaient ainsi groupés d'avance, ayant appui dans la population.

Au contraire, les protestants, gens du Midi et de l'Ouest, logeaient où ils trouvaient logis, étaient fort dispersés.

Dans une situation si menaçante, Coligny oserait-il exi-

ger de son jeune roi la chose redoutée des catholiques.

Les noces de Navarre, le ***premier mariage mixte*** entre les deux religions?

Rien n'arrêta l'homme de bronze. Il somma le roi de sa parole, et la lui fit tenir.

On disait de tous les côtés à Coligny qu'il se perdait en exigeant cela. Il répondait froidement : « Je suis assez *accompagné* si je n'ai affaire qu'à MM. de Guise. »

Charles IX, alarmé, fit venir au Louvre le chef de la famille, Henri de Guise, et, Coligny présent, ordonna au jeune homme de se réconcilier sincèrement avec cet illustre vieillard, ce grand homme en cheveux blancs, qui toujours avait protesté qu'il n'avait pas fait tuer son père. Henri, sans hésiter, donna la main à Coligny.

Mariage de Henri de Navarre avec Marguerite de Valois (1572). — On disait dans le peuple « que les noces seraient *vermeilles* », qu'elles n'auraient pas lieu, ou seraient marquées d'un combat. Elles se firent paisiblement à Notre-Dame. On s'était passé du pape. Dans son exaltation furieuse, la coterie des futurs Ligueurs dit, le jour même à Notre-Dame, aux protestants restés hors de l'église : « Vous y entrerez bientôt malgré vous. »

Le massacre était arrêté certainement, que la cour le voulût ou non. Pouvait-il se faire, sans le roi, malgré lui, par l'audace des Guises, appuyés d'un si fort parti? Je dis hardiment oui. On pouvait soulever Paris et tenir le roi dans son Louvre.

Mais les Guises n'avaient de chef véritable qu'une femme italienne, Anne d'Este, la mère d'Henri de Guise.

Pour suivre son parti et hasarder l'exécution, le jeune Guise voulut un ordre de l'autorité. Sinon du roi au moins de son lieutenant, le duc d'Anjou.

Cependant nos envoyés dans le Levant et autres avaient écrit de longue date que le trône de Pologne allait vaquer.

Ouverture vivement saisie de Charles IX pour éloigner Anjou.

Il pénétrait fort bien ce mignon de Catherine, avec ses airs de femme, bracelets, boucles d'oreilles et senteurs italiennes. Un trop juste instinct lui disait qu'en ce cadet, docile, doux et respectueux, il avait son danger, sa perte.

Les noces de Navarre et de Condé, qu'on maria aussi, continuaient. Des bals, des farces remplissaient toutes les nuits, et le jour on dormait; toute affaire ajournée, le roi perdu dans les amusements avec sa furie ordinaire; protestants, catholiques, tout mêlé et dansant ensemble. Dans ces fêtes folles, on distingue fort bien la malice du duc d'Anjou et sa griffe de chat.

Coligny croyait partir la semaine qui suivrait le mariage, mais il resta.

Dans un sombre petit hôtel, voisin du Louvre, tout près du cloître Saint-Germain-l'Auxerrois, il recevait coup sur coup de mauvaises nouvelles. L'édit de pacification devenait une risée; un enfant qu'on portait au prêche pour le baptiser fut tué dans les bras de sa mère. Les Guises grossissaient dans Paris, et Montmorency en sortait.

Ce chef futur des politiques, en abandonnant ainsi Coligny, fut une des causes du massacre. S'il fût resté avec les siens, avec la nombreuse noblesse attachée à sa famille, on eût regardé à deux fois avant de tirer l'épée.

Il crut acquitter sa conscience en avertissant Coligny de pourvoir à sa sûreté.

Le devoir clouait celui-ci au fatal séjour de Paris; s'il eût bougé, il perdait tout. La seule chance qu'il eût qu'on fît droit aux plaintes des protestants et qu'on aidât d'un secours l'invasion du prince d'Orange, était dans sa persévérance, dans l'ascendant qu'il avait pris sur l'esprit du jeune roi. Partir, c'était rompre avec lui, c'était tout abandonner, recommencer la guerre civile. Dût-il mourir à Paris, cela valait encore mieux.

Tentative d'assassinat sur Coligny (22 août). — Le vendredi 22 août, comme il rentrait lentement chez lui, revenant du conseil et lisant une requête, il passe devant la fenêtre fatale, il est tiré... Une balle lui emporte l'index de la main droite, une autre traverse le bras gauche.

Maurevert avait tiré, comme Poltrot, de manière à blesser son homme, lors même qu'il serait cuirassé.

Sans s'émouvoir, Coligny montre la fenêtre d'où l'on a tiré, et dit : « Avertissez le roi. »

Le roi jouait à la paume avec Guise et Téligny. Il jeta sa raquette, parut tout bouleversé et rentra brusquement, puis fit trois choses qui prouvaient sa bonne foi. Il ordonna l'enquête, il défendit aux bourgeois de s'armer, et il fit dire à tous les catholiques logés autour de l'amiral d'aller ailleurs, afin qu'on pût y concentrer des protestants.

L'illustre chirurgien Ambroise Paré coupa le doigt du blessé et fit à l'autre bras de profondes incisions.

Damville, avec Téligny, alla de sa part prier le roi de venir. Il vint à deux heures et demie; mais sa mère, son frère Anjou, Gondi, son ex-gouverneur, ne le laissèrent pas aller seul; ils le suivirent, inquiets de ce que dirait le blessé. Ils trouvèrent la petite rue, le petit hôtel, combles de protestants armés qui les regardaient de travers et se parlaient à l'oreille, témoignaient peu de respect, croyant voir dans la mère et son fils Anjou les vrais assassins.

Charles IX dit ces paroles : « Mon père, la blessure est pour vous, la douleur pour moi, et pour moi l'outrage... Mais j'en ferai telle vengeance qu'on s'en souviendra à jamais. » Et il en fit avec fureur le plus terrible serment.

Coligny parla comme un homme qui se sent près de la mort. Parmi les plaintes des Églises, il articula deux accusations.

« Pourquoi ne peut-on dire un mot dans votre conseil

privé que le duc d'Albe n'en soit averti au moment même? »

Puis il lui dit à l'oreille (ce que de Thou a supprimé par respect pour Catherine et pour Henri III) : « Souvenez-vous des avertissements que je vous ai donnés sur ceux qui trament contre vous. Si Votre Majesté tient à la vie, elle doit être sur ses gardes. »

« Vous vous échauffez trop, dit la reine. Il n'y a pas d'apparence de faire parler si longtemps un malade. » Et elle emmena le roi. Le seul Henri d'Anjou, dont la maligne nature jouissait dans le mensonge, resta un moment de plus pour dire un mot d'amitié à celui qu'il assassinait.

Cette hypocrisie pouvait-elle donner le change à Charles IX? On peut en douter; il rentra profondément triste et rêveur. Sa mère cependant l'obsédait pour tirer de lui ce que l'amiral avait dit si bas. Il refusa quelque temps, puis éclata tout à coup : « Ce qu'il me disait, madame? Si vous voulez le savoir, il disait que tout le pouvoir s'est écoulé dans vos mains, et qu'il m'en adviendra mal. » Il sortit et s'enferma. « Nous vîmes bien dès lors, dit lui-même Henri d'Anjou, qu'il n'y avoit pas de temps à perdre pour dépêcher l'amiral. »

Intrigues de Catherine et du duc d'Anjou. — C'était le samedi soir (23 août). La reine mère fit un effort décisif près de son fils. Elle lui montra qu'il était seul, avec son petit régiment des gardes; que les protestants allaient appeler à eux des renforts, soulever toutes les villes.

Marguerite de Valois nous apprend que le fils et la mère, repoussés apparemment de Charles IX, dans leur peur et dans leur danger, lui envoyèrent un homme qui pleura pour eux et le décida au massacre. Cet homme était Retz (Gondi), ex-gouverneur de Charles IX.

Le lendemain dimanche, *les huguenots en corps devaient venir au Louvre accuser Guise* solennellement devant le roi.. Guise, contre qui tant de preuves se réunis-

saient, n'eût pu ni voulu nier un coup qui le mettait si haut dans la faveur des catholiques, mais il eût dit qu'il n'avait rien fait que sur l'ordre de l'autorité légitime, l'ordre de monseigneur le duc d'Anjou, lieutenant général du royaume.

Ainsi, tout se fût dévoilé à la face du monde.

Anjou et Catherine allaient être convaincus d'avoir voulu tuer Coligny, parce que Coligny poussait le roi à mettre hors de France son dangereux héritier. Cela était trop évident. Avec un homme soudain et violent comme Charles IX, Anjou eût fort bien pu périr, et Catherine, menacée tant de fois d'être renvoyée en Italie, eût probablement, à ce coup, repris le chemin de Florence.

Donc, le samedi 23 août, à dix heures du soir, les deux coupables, la mère et le fils, firent avouer leur cas honteux, en tâchant de donner le change sur leurs vrais motifs. Retz dit au roi, selon Marguerite : « Que le coup n'avoit été par M. de Guise, mais que mon frère le roi de Pologne et la reine ma mère avoient été de la partie. »

Retz ajoutait tout doucement que : « Si le roi continuoit la résolution qu'il avoit de faire justice de M. de Guise, *il était en danger lui-même*, puisque sa famille était accusée. »

Nous ne savons pas par quel moyen décisif il gagna sa cause. Seulement il faut se rappeler qu'on parlait à un homme de tête bien peu solide, poète et fort imaginatif.

Ce ne fut guère qu'entre onze heures et minuit que Charles IX, après ces deux longues conversations, entamé par sa mère d'abord, achevé par Retz, fasciné et magnétisé par la peur de ce misérable Guise, défaillit et consentit

Massacre de la Saint-Barthélemy (24 août). — C'était un peu avant le jour, entre trois et quatre heures (dimanche 24 août). La cavalerie de Guise arrive aux portes de l'hôtel de Coligny et remplit la petite rue. A l'instant, les gardes du

roi, de gardiens se font assassins. Cosseins, leur capitaine, frappe au nom du roi. Le gentilhomme qui avait les clefs ouvre; il est poignardé.

L'amiral seleva au bruit, couvert d'unerobe de chambre, dit au ministre : « Monsieur Merlin, faites-moi la prière. » Et lui-même ajouta : « Je remets mon âme au Sauveur. »

Cependant on avait rompu la porte de l'escalier. Cosseins marchait en tête avec les Suisses du duc d'Anjou.

Meurtre de l'amiral Coligny — On força alors la porte de la chambre, et deux hommes entrèrent les premiers, deux serviteurs des Guises : l'un, le Picard Attin, qui était au duc d'Aumale, l'autre un Allemand, Behme, attaché à la personne d'Henri de Guise.

Avec ces deux meurtriers, se trouvaient Sarlabous, le gouverneur du Havre, ex-capitaine de Coligny, qui venait tuer son chef pour constater sa foi de renégat.

Attin a raconté plus tard qu'ils avaient été interdits de trouver si extraordinairement tranquille un homme qui avait la mort devant les yeux. L'impression fut telle sur Attin, que, revenu chez lui, plusieurs jours après, il restait blême et dans une sorte de frayeur.

L'Allemand Behme, qui s'était animé à lever la porte avec un épieu (et qui sans doute avait pris du cœur dans le vin), fut plus résolu que les autres.

Coligny lui dit posément : « Jeune homme, tu viens contre un blessé et un vieillard. »

Behme, avec un juron horrible, en reniant Dieu, lui poussa dans le ventre une bûche pointue, un gros épieu qu'il avait dans la main. Il frappa, refrappa sur la tête. Et les autres, enhardis, vinrent lui donner chacun son coup.

Guise était en bas, à cheval dans la cour, avec le bâtard d'Angoulême. Il cria : « Behme, as-tu fini ? — C'est fait ! — Mais M. d'Angoulême n'en veut rien croire, s'il ne le voit. »

Behme alors, avec Sarlabous, prirent le corps par-dessous pour le jeter par la fenêtre.

Au moment où l'assassinat fut su au Louvre, l'affaire étant lancée et toute hésitation désormais impossible, la cloche du signal sonna à la paroisse du Louvre, Saint-Germain-l'Auxerrois. Ce ne fut que longtemps après, lorsqu'il était grand jour, qu'on sonna la cloche du Palais au coin du quai de l'Horloge, pour convier la ville au massacre.

Mais la ville était déjà avertie d'une autre manière. Coligny tué, la tête coupée, des enfants et des misérables fondirent, à travers les soldats, dans la cour de l'amiral, et trouvant là ce corps, furent ravis de s'en emparer, le suspendirent à Montfaucon, le dos sur une poutre, le cou, les pieds, chacun de leur côté, flottant, ballant, le ventre en l'air.

D'autres, qui arrivaient tard, n'y surent plus que faire, sinon d'allumer du feu dessous, pour le noircir du moins, le griller comme un porc. La boucherie générale se fit par les Suisses. On vit alors combien ces Allemands étaient utiles; ne sachant pas le français, étant catholiques des petits cantons qui ont l'exécration du protestantisme, ils frappaient comme des ours ou des assommeurs de bœufs. Ivres d'ailleurs, probablement, ils tuaient sans regarder, des gens désarmés, n'importe.

Il paraît cependant qu'on doutait de l'obéissance. Car on décida le roi à se montrer à une fenêtre de la cour. Les amis des Guises sans doute, Anjou et sa mère, voulurent qu'il fût bien constaté qu'il était de la tuerie, qu'il la voulait et l'ordonnait.

Le plus vaillant de ces vaillants, Pardaillan, que la plupart n'auraient pas regardé en face, amené là, sans épée, à l'abattoir, fut saigné comme un mouton. Le propre gouverneur du roi de Navarre, Beauvais, sans la moindre

considération de son élève, fut égorgé. Ces malheureux, de la cour, adressaient à cette fenêtre les appels les plus pathétiques, et ne trouvaient dans le roi, dans leur hôte, dans ce magistrat de la justice commune, que l'œil sauvage, égaré, furieux d'un misérable fou.

Il y avait dans cette foule un homme que Charles IX devait entre tous épargner, c'était celui qui l'avait arrêté trois mois au siège de Saint-Jean-d'Angely, le capitaine de Piles; c'était comme un adversaire, un ennemi personnel. A ce titre, il était sacré. De Piles le sentait, et, dans la cour, devant ce monceau de morts sur lequel il devait tomber, il lança au balcon du roi un cri foudroyant, le sommant de sa parole, à faire trembler la cour du Louvre.

Il entendit et fit le sourd.

Attitude de l'Europe protestante envers la France. — Ses motifs. — Quoique la nouvelle sanglante produisît partout un effet d'horreur, on put croire que le sang s'écoulerait bien rapidement de la terre. Un mois après l'événement, M. de Montmorency, le chef des modérés, qui n'avait dû qu'à son absence de ne pas périr au massacre, écrivit à la reine d'Angleterre pour excuser le roi (27 septembre 1572).

Deux mois à peine étaient passés, que la reine Elisabeth accepta d'être marraine d'une fille de Charles IX, et envoya un prince du sang au baptême avec une riche cuve d'or (9 novembre).

Huit mois (presque jour pour jour) après la Saint-Barthélemy, le plus grand homme du temps, Guillaume le Taciturne, dans sa défense désespérée contre le duc d'Albe, traita avec Charles IX, le reconnut pour *protecteur* de la Hollande et roi de ce qu'il pourrait conquérir aux Pays-Bas. Louis de Nassau, l'héroïque frère de Guillaume, travaille pour que l'Empire élise un roi des Romains, et qu'après Maximilien Charles IX devienne empereur!

Il appuie le duc d'Anjou pour l'élection de Pologne, et le duc d'Alençon pour le mariage d'Angleterre.

Ainsi la maison de France, couverte du sang protestant, se présente à toute l'Europe appuyée des protestants.

Ces étranges phénomènes s'expliquent par la terreur que l'Europe eut de l'Espagne. On crut que le coup venait de Madrid; au fond, la cour de France n'était point du tout fanatique. Elle était toute dominée par l'intérêt de famille, et partout trouvait devant elle, en Angleterre, en Pologne, en Allemagne, l'opposition de Philippe II.

Conduite des catholiques. — La France, bien observée, est *politique* ou *tiers-parti*. L'Europe entière est *politique*.

Les Guises furent très perfides pour Charles IX et très inconsistants. Le jeune Henri de Guise, qui, désavoué par lui le dimanche, l'avait forcé le lundi à se dire auteur du massacre, dès qu'il l'eût dit, en fut jaloux. L'oncle d'Henri de Guise, le cardinal de Lorraine, allait criant que c'était *le roi, le roi seul qui dès longtemps* avait tout préparé.

En réalité, la Saint-Barthélemy, voulue tant de fois et par tant de gens, avait surpris tout le monde, surtout le cardinal. Il était épouvanté de son propre succès. Ce pauvre homme, aussi brave que le Panurge de Rabelais, remua ciel et terre pour bien établir que toute la responsabilité revenait à Charles IX.

Le duc d'Albe, loin de louer la Saint-Barthélemy, se montra insolemment ingrat. Son maître, Philippe II, resta sombre, sournois, visiblement jaloux.

Échec du duc d'Anjou devant la Rochelle. — Le siège de la Rochelle montra combien profondément les deux partis étaient malades; il révéla à la fois la discorde des protestants, la dissolution des catholiques.

Nul secours du dehors. Les luthériens d'Allemagne ne firent rien pour nos calvinistes. Élisabeth ne les secourut

pas. Pourquoi? *Élisabeth était reine* bien plus que protestante, et haïssait toute révolte.

Elle avait hâte de renouer avec Philippe II, avec qui, en effet, elle s'allia le 1er mai 1573.

Divisés en Europe, les protestants l'étaient même en France, et jusque dans les murs de la Rochelle. Dans les intervalles des attaques, ils disputaient entre eux.

Le siège était conduit par le duc d'Anjou.

Tout ce qu'il y avait de princes et de seigneurs en France, Montpensier et Nevers, surtout les Guises, étaient là, et chacun voulait se signaler. On donna coup sur coup des assauts furieux. On essaya des mines si mal conduites, qu'on s'écrasait soi-même.

Les assiégés perdirent treize cents hommes, et les assiégeants vingt-deux mille. Tout vint s'amortir, s'enterrer dans les fossés de la Rochelle.

Anjou roi de Pologne. — Paix de la Rochelle (6 juillet). — Le duc d'Anjou fut trop heureux de voir arriver la députation polonaise qui lui apprenait son élection et devait l'emmener. On traita à la hâte. La Rochelle, Nîmes et Montauban restèrent trois républiques, se gardant et se gouvernant. Le prêche y subsistait, ainsi que chez tous les seigneurs qui n'avaient point abjuré. Partout ailleurs, liberté de conscience (le 6 juillet 1573).

L'expiation. — Maladie physique et morale de Charles IX. — La levée du siège de la Rochelle n'était qu'un commencement de la grande expiation. Charles IX, malade à Villers-Cotterets, y vit arriver une redoutable procession des protestants du Midi; le Languedoc d'abord arriva, puis le Dauphiné, la Provence. Ces grandes provinces n'entraient pas dans l'arrangement qu'une ville avait fait sans les consulter Elles demandaient des garanties, deux places de sûreté par province avec des juges protestants, et le culte libre par tout le royaume. Elles de-

mandaient surtout la punition du massacre, la réhabilitation des morts de la Saint-Barthélemy.

La reine mère trouva la demande insolente.

« On examinera, » dit-elle.

Il était constaté que nulle paix n'était sûre. Comme démolition de la royauté, toutes les théories ne valaient pas Charles IX. Spectacle étrange, prodigieux, scandale pour le ciel et la terre. L'âme furieuse du fou, comme un misérable clavier frémissant au hasard, était à la première main audacieuse qui jouait dessus.

Le jour, c'étaient des chasses folles. Charles IX s'y blessa encore en janvier. S'il ne chassait, il sonnait tout le jour du cor de chasse, jusqu'à déchirer ses poumons et vomir le sang. Alors il fallait s'aliter. Tout le monde s'arrangeait en vue de sa mort prochaine.

Vengeances et cruautés de Catherine de Médicis. — On avait horreur de voir que, par la mort de Charles IX, Catherine serait régente encore. Les Bourbons, les Montmorency, suivis des maréchaux et de tous les grands seigneurs, vinrent dire qu'il fallait un lieutenant général, Alençon avec les États Généraux. Elle avait en main la bête sauvage; elle la met en furie en lui faisant croire que c'est à sa vie qu'on en veut. Il était alors alité; elle le tire de son lit, et le fait partir la nuit de Saint-Germain pour se sauver à Paris. Enveloppé par sa mère, ne sachant rien que par elle, Charles IX disait furieux : « Ne pouvaient-ils attendre au moins quelques jours ma mort si prochaine? »

Catherine qui, toute sa vie, avait paru comme de glace, et qui peut-être, avant la Saint-Barthélemy, n'avait pas fait d'acte féroce (sauf le meurtre de Lignerolles), étala dans cette circonstance une cruauté inattendue. Elle fit une grande tragédie de ses craintes pour son fils. On avait trouvé chez La Mole je ne sais quelle poupée de cire, destinée à une opération de nécromancie. Elle prétendit que

cette image était celle du roi, qu'on devait la percer d'aiguilles pour que son cœur, sentant les coups, languît et se desséchât. Elle fit infliger à La Mole une effroyable torture qui le fit parler dans ce sens. La torture n'était guère moindre pour le malade lui-même, qui, déjà tellement troublé, se sentait comme mourir sous d'invisibles piqûres.

Elle avait mis à la Bastille l'aîné des Montmorency. Elle n'osait le faire mourir tant que vivait son frère Damville, gouverneur du Languedoc.

Ces misérables tentatives, dont elle n'eut que la honte, ne l'auraient pas tirée d'affaire sans deux circonstances. Damville, qui régnait paisiblement en Languedoc, se soucia peu de compromettre cette royauté, ne bougea pas. D'autre part, le nord de la France ne s'émut pas davantage. Le *pays de sapience,* la politique Normandie, montra peu de disposition à rentrer dans la carrière aventureuse des guerres de religion. Plusieurs villes reçurent aisément les protestants, mais plus aisément encore les abandonnèrent. La seule forte résistance fut celle de Montgommery, qui tint dans Domfront. Catherine le prit par ruse, lui faisant dire par un de ses parents que, s'il capitulait, il ne serait remis qu'au roi qui le laisserait aller quelques jours après.

Quand elle l'eut, elle jura qu'elle n'avait rien promis, qu'elle ne pouvait se dessaisir de l'homme qui avait tué Henri II; n'eut point de soulagement qu'elle n'eût vu elle-même en Grève le supplice de Montgommery.

Catherine trouva encore secours dans la faiblesse du duc d'Alençon et du roi de Navarre, qui désavouèrent leurs partisans, et signèrent un acte craintif d'obéissance et de fidélité. La reine mère, qui les avait avilis par leur déclaration, pour les mettre plus bas encore, les fit interroger par le président De Thou. Humiliation singulière pour la couronne de Navarre, mais le jeune Henri, qui, après tout, sentait qu'il ne risquait guère, répondit assez

fermement. Le décapiter, ou l'empoisonner, c'eût été faire plaisir aux Guises, les grandir. D'ailleurs, tout tremblait, la reine mère n'était sûre de rien; son fils bien-aimé était en Pologne, et Charles IX était mourant.

On s'en tint à couper la tête à La Mole et à Coconas.

Mort de Charles IX. (20 mai 1574). — Le 1er mai, Catherine écrivait que son fils était guéri. Le 20 mai, il était mort.

Les catholiques assurèrent qu'il avait fait une très belle fin catholique. Les protestants, les politiques dirent au contraire qu'il eut une fin très repentante, qu'il adressa à sa nourrice protestante les regrets les plus pathétiques sur la Saint-Barthélemy. A l'arrivée de Henri III, quand sa mère alla le recevoir, toute la cour était si pauvre, que les seigneurs, en plein hiver, mirent leurs manteaux en gage à Lyon, et, sans un prêt de cinq mille francs que lui fit un domestique, Catherine et ses filles y auraient engagé leurs jupes.

CHAPITRE XIII

HENRI III. — PAIX DE MONSIEUR. — LA LIGUE. — PREMIERS ÉTATS DE BLOIS. — MORT DU DUC D'ALENÇON. — ASSASSINAT DU PRINCE D'ORANGE. — TRAITÉ DE NEMOURS. — BATAILLE DE COUTRAS.

Henri III (1574-1579). — Henri III n'eut pas plus tôt appris qu'il était roi de France, qu'il s'enfuit de Cracovie. Il emportait aux Polonais les diamants de la couronne.

Ceux-ci, dans leur simplicité héroïque, courent après et se précipitent. Le grand chambellan l'atteint, prie, supplie; pour prouver sa fidélité, à leur vieille mode, il tire son poignard, s'ouvre la veine, boit son sang, mais tout cela était inutile. Henri proteste que la France est envahie, et qu'il lui faut se hâter.

Cependant il reste deux mois en Italie.

Venise voulait l'acquérir, le gagner, se l'assurer contre Philippe II. On prodigua pour lui les miracles de la plus charmante hospitalité.

Bref, le roi fut trop bien reçu et comme étouffé dans les roses.

Le duc de Savoie tira de lui sans difficulté l'abandon de Pignerol. S'il eût, comme on l'en avait prié à Venise, voulu la paix en France pour se fortifier contre Philippe II, il eût gardé soigneusement cette porte de l'Italie, cette prise sur le Piémont, sur le duc de Savoie, qui était l'homme de l'Espagne.

Mais déjà ce triste roi, énervé, fini, était dans la main de

sa mère; toute l'affaire de Catherine, c'était de garder l'influence; or, comme la petite cour française, qui revenait de Pologne avec Henri III, lui conseillait d'assoupir la guerre religieuse en France, Catherine n'espérait supplanter ses favoris qu'en se déclarant pour la guerre.

Le vieux Montluc, balafré, borgne, débris de soixante ans de combats, la guerre incarnée, vint leur dire qu'ils se perdaient, qu'il fallait la paix à tout prix, mais la reine mère fut plus guerrière que Montluc; elle opposa son *veto* à toute négociation. Et cela, au moment où toutes ressources étaient épuisées, où la cour savait à peine si elle aurait à dîner.

Triste rentrée du roi en France. — Le roi avait produit, au retour, l'effet le plus inattendu. Il vivait enfermé, comme une jeune dame d'Italie, craignait l'air et le soleil. Pour voiture, il préférait un joli petit bateau peint, réminiscence des chères gondoles vénitiennes.

La seule chose qui l'intéressât ,c'étaient les farces italiennes en tout genre, farces de bouffons, ou processions tragi-comiques.

Il se fit, au cours du Rhône, reporter vers le Midi, en terre papale, à Avignon. Terre classique des processions, où il fut régalé à grand spectacle des courses de flagellants. La France y gagna la mort du cardinal de Lorraine, qui voulut faire aussi le jeune homme, prit froid, et n'en releva point.

Passant près de Livron, Henri III saisit l'occasion de faire briller ses favoris, et les envoya à l'assaut, mais les rustres qui gardaient leurs murs, sans considérer que c'était la plus belle jeunesse de France, leur firent un cruel accueil. Les femmes mêmes s'en mêlèrent avec une animosité fort originale.

Il reçut l'affront, le garda. Il licencia l'armée, ne sachant comment la payer; il laissa tout le Midi devenir ce qu'il pourrait.

Il s'en allait vers le Nord, peu accompagné. Les seigneurs, las de ne le voir qu'à grand'peine à travers ses favoris, avaient tous pris leur parti, et rentré chez eux. Sa cour était un désert. Table vide et pauvre.

Henri III était revenu d'Italie dans une grande misère physique, ce semble, usé jusqu'à la corde, déjà vieux à vingt-trois ans, il était devenu femme jusqu'au bout des ongles. Il aimait les parures de femme, les parfums, les petits chiens; il prit les pendants d'oreille.

Protestants et politiques. — Alençon. — En avril 1575, les protestants pétrifièrent Henri III de leurs demandes, plus fortes que n'en fit jamais Coligny.

Comment se tirer de là? Catherine, fort embarrassée, fit encore bonne mine en disant que l'on pouvait d'un seul coup abattre les politiques. Montmorency-Damville, le roi du Languedoc, était malade, allait mourir; on pouvait sans hésiter empoisonner son aîné, qui était à la Bastille. Eux morts, c'était fait du parti. L'ordre fut donné, dit De Thou, et déjà on avait ôté au prisonnier ses serviteurs, lorsqu'on apprit que son frère, loin de mourir, était rétabli, en état de le venger.

Des gens qui n'avaient de salut que de tels expédients n'étaient pas bien forts. Henri III savait que, si son frère rejoignait Damville, c'était fait de la royauté. Malade, après son sacre, du même mal d'oreille qui tua François II, il se croyait empoisonné par Alençon. Il fit venir le roi de Navarre et lui dit : « Ce méchant va donc hériter du royaume! » Et il le pria instamment de le tuer, lui assurant qu'il y serait aidé par le duc de Guise. Le roi de Navarre refusa, et Alençon s'enfuit six mois après.

Ce fut un coup de foudre pour la mère et le fils. Catherine, dans le dernier effroi, écrit au duc de Nevers de rassembler des troupes en hâte.

Catherine se met en route pour tâcher d'apaiser son fils,

de le tromper, de diviser, s'il se peut, la nouvelle ligue, de faire la paix à tout prix.

Elle vit Alençon à Chambord. Il ne l'écouta même pas· disant qu'avant toute parole, il lui fallait la délivrance de l'aîné des Montmorency. Ce qu'elle fit à l'instant, espérant trouver dans son prisonnier délivré un médiateur.

Bataille de Dormans (1575). — **Henri le Balafré**. — Le médiateur réel était l'hiver imminent. La grande armée allemande qu'amenait Condé hésitait à se mettre en route. Un détachement de deux mille hommes entra, conduit par Thoré, l'un des Montmorency.

Ces deux mille furent enveloppés par dix mille, par Guise et Strozzi. Deux armées, fort superflues, l'une du fond du Languedoc, l'autre du Poitou, vinrent encore accabler Thoré. Immense effort, non du roi, mais du parti catholique, qui voulait et décourager les Allemands, et grandir son duc de Guise, en lui arrangeant ainsi une victoire à coup sûr (Dormans, 10 octobre 1575). Guise y fut blessé au visage, bonne chance pour sa fortune, qui enivra ses partisans et lui valut le surnom populaire de *Balafré*.

Catherine regrettait ce succès, qui fortifiait près d'Henri III les partisans de la guerre, surtout le favori Du Guast; revenu de la bataille, il relevait le cœur du roi, le refaisait brave et homme un peu malgré lui. Du Guast mourut fort à point.

Trêve (22 novembre). — Catherine ne tarda guère à arranger la trêve tant désirée (22 novembre). Les conditions furent ignobles. Le roi devait solder l'ennemi. Il hésite. Mais sa mère insiste pour qu'il en soit ainsi. Les étrangers vont entrer.

Paris refusa nettement de payer un sou. Les gouverneurs refusèrent de livrer les villes. Les Allemands de Condé refusèrent de s'arrêter, et entrèrent en France. Trois armées ensemble mangeaient le pays.

Fuite du roi de Navarre. — Henri III semblait perdu. Le jeune roi de Navarre n'avait pas suivi son cher ami Alençon, espérant qu'on lui confierait une armée contre lui, mais on l'avait donnée à Guise. Un matin, il prit son parti, quitta le roi, que tous quittaient.

Il arrivait fort à propos. Les protestants étaient déjà en grande défiance d'Alençon. Ce garçon, double, intrigant, s'était adressé à la fois à Rome et à la Rochelle. Il avait cru tout d'abord pouvoir se saisir de la ville. Les protestants aimèrent mieux l'ennemi qu'un tel ami.

Paix de Monsieur (6 mai 1576). — Au printemps, Catherine, étant venue sur la Loire au devant de son cher fils, obtint de lui la paix (6 mai 1576).

L'article 1er n'était pas moins que le *démembrement de la France*. On refaisait Charles le Téméraire. Alençon recevait tout le centre du royaume en apanage (Anjou, Touraine, Berry, Alençon, etc.). Navarre avait la Guyenne, et Condé la Picardie. On était dès lors bien sûr que les catholiques en voudraient autant pour les Guises. Et, en effet, *ils vont avoir cinq gouvernements*. Des treize que comptait le royaume, trois peut-être resteront au roi.

L'article 2 *constituait les protestants en une sorte de république*, ayant non seulement le culte libre partout, non seulement des places fortes dans six provinces, mais se gouvernant par leurs assemblées. Plus, un solennel désaveu de la Saint-Barthélemy, faite « au grand déplaisir du roi ». Restitution des biens confisqués aux familles des victimes.

Le roi se chargeait de payer les Allemands, et remerciait tous ceux qui l'avaient soulagé de sa royauté.

Enfin, tant de choses accordées, il octroyait par-dessus les *états généraux*, qui devaient emporter le reste.

Commencement de la Ligue. — La Ligue qui commence alors n'est nullement une imitation des unions protestantes. Marquons bien les différences :

1° Les unions protestantes sont les actes ***défensifs*** d'une minorité massacrée qui se serre pour ne plus l'être. Et la Ligue est l'acte *offensif* d'une majorité massacrante qui s'indigne de ce qu'on veut lui retirer le couteau.

2° Un signe tout particulier à la Ligue, absolument étranger aux unions protestantes qu'on lui assimile, c'est la menace, l'intimidation, la persécution dénoncée aux neutres et aux pacifiques. Qui n'entre pas dans la Ligue est traité en ennemi ; qui la quitte est traité en traître, puni dans son corps et ses biens

Du Nord, la Ligue passa d'abord au Midi, en Poitou, où l'accueillirent les La Trémouille. Et de là partout.

Sous ce grand nom de catholiques, les ligueurs se donnaient hardiment pour la *majorité* du royaume, pour la *presque totalité*. Il s'en fallait terriblement. La France était fort *politique*. Si les choses eussent été libres, un vingtième des catholiques tout au plus eût été ligueur.

Prétentions du duc de Guise. — Un certain avocat sans cause, très mal famé à Paris, s'en était allé à Rome avec un mémoire qui posait à cru la folle prétention des Guises. Descendus de Charlemagne, héritiers de l'antique bénédiction du saint-siège, ils devaient reprendre leur trône, usurpé par les Capets. Ceux-ci étaient frappés de Dieu, fous, malades ou hérétiques. M. de Guise, chef de la Ligue, devait achever l'extermination du protestantisme, traiter le duc d'Alençon comme l'avait été Don Carlos, tondre le roi, et régner en soumettant la France à Rome.

Henri III fut un peu surpris quand il vit cette pièce étrange lui venir de plusieurs côtés, et des huguenots d'abord, et de son propre ambassadeur à Madrid, l'acte ayant été pris au sérieux par le pape et transmis à Philippe II.

Premiers Etats de Blois (1576). — Le président du clergé aux états réunis à Blois *trouve* un matin sur son bu-

reau une proposition anonyme, la demande *que le roi admit comme lois* tout ce qu'une commission des états, unie au conseil, aurait décidé, sans même qu'il fût nécessaire d'y mettre la sanction royale. Le clergé et la noblesse trouvaient cela raisonnable. Ce n'était rien autre chose que l'abolition de la monarchie.

Le tiers état sauva le roi en n'appuyant pas la proposition. Dès lors, le roi s'affermit, et dit froidement qu'il n'avait pas envie d'abdiquer au profit des états.

N'ayant pu s'emparer de la royauté, les ligueurs voulurent l'étrangler, l'acculer dans un détroit où on la forcerait à la guerre sans lui rien donner pour la faire.

La guerre éclata. Les protestants alarmés refusèrent de reconnaître une assemblée élue sous la main de la Ligue. L'assemblée bizarre, informe, où l'on avait mis cinq provinces sous un seul gouvernement avec un seul vote.

L'assemblée fut mortifiée d'apprendre qu'elle avait la guerre. Au roi qui sollicitait des moyens de la soutenir, elle accorda, pour tout secours, une députation pacifique qui irait demander aux huguenots « pourquoi ils n'étaient pas aux états généraux. »

La noblesse veut bien combattre, et encore si on la solde. Le clergé refuse l'argent, vote des troupes (qu'eût commandées Guise). Le tiers état n'a de pouvoir pour rien faire ni rien voter.

Pas un sou. Le roi furieux! Quoi? dit-il, n'ai-je pas brigué les trois états.

Il sollicita du moins l'autorisation de vendre du domaine. Refusé. Voilà, dit-il, une énorme cruauté; ils ne me veulent aider du leur, ni me laisser aider du mien.

Il signa la Ligue et la fit signer à son frère, dans l'espoir qu'on lui permettrait de se faire chef du mouvement; mais déjà il était trop clair que la Ligue ne voudrait d'autres généraux que les Guises.

Traité de Bergerac (1577). — La Ligue s'était trouvée faible, mais les huguenots n'étaient guère forts. Navarre et Condé ne s'entendaient pas. Condé était en pleine brouille avec la Rochelle. Les Guises, avançant au midi, avec les armées de la Ligue dont le frère du roi avait le commandement nominal, eurent des succès très faciles. Divisés, abandonnés, les protestants semblaient périr, lorsque Henri III vint à Poitiers tout exprès pour les sauver. Il était épouvanté du succès des Guises. Il trahit la Ligue. Sa peur était entièrement reportée de ce côté. Au grand saisissement des ligueurs, il leur asséna ce coup : *la suppression des deux Ligues*, protestante et catholique (Bergerac, 17 sept. 1577).

Partout liberté de conscience. Le culte dans les châteaux et dans les villes qui l'ont. Ailleurs, permis d'ouvrir hors des villes une église par bailliage. A chaque parlement, une chambre protestante. Pour garantie, les huit places promises seront gardées pendant six ans.

Traité sage dont Henri fut très fier. Restait à savoir si les deux Ligues supprimées par un roi sans argent ni force se tiendraient pour supprimées.

Les Jésuites. — Le Gésu à Rome. — Les ardents étaient infiniment mécontents de Philippe II. Ils le trouvaient plus que tiède, presque aussi froid qu'Henri III. Froid, et cependant fort dur.

Vers l'année 1577, les Jésuites se trouvaient la tête réelle du monde catholique. Ils devinrent hommes d'État et directement acteurs dans les affaires humaines, mais, souvent dans une voie fort indépendante et suspecte à Philippe II.

Grégoire XIII (Buoncompagno) acheta et abattit un quartier de Rome pour établir le *Gesù* dans des proportions immenses, avec vingt salles d'enseignement et des cellules aussi nombreuses qu'il y a de jours dans l'année. A l'ouver-

ture on prononça vingt-cinq discours en vingt-cinq langues, et on appela le nouvel établissement le *séminaire de toutes les nations* (1579).

De ce centre, l'influence des Jésuites rayonnait non seulement sur les collèges de leur ordre, mais tout autant sur divers établissements qui n'en portaient pas l'enseigne, comme le séminaire anglais de Douai, foyer redoutable des conspirations d'Angleterre. A la prière d'Élisabeth, Philippe II l'éloigna de Douai en 1574, mais il fut recueilli à Reims par le cardinal de Lorraine et les Guises, qui l'y maintinrent malgré Elisabeth et Henri III. Il fournit vers 1579 une centaine de missionnaires qui, dirigés par les Jésuites, inondèrent l'Angleterre, pendant qu'une armée du pape envahissait et soulevait l'Irlande.

Les années 1579 et 1580 sont extrêmement importantes.

C'est du séminaire de Reims, fondé par les Guises, que partent, en 1579, les conspirateurs d'Angleterre. En 1579, on tira du pape un ordre précis pour détruire Élisabeth par tous les moyens, sans délai. Le 15 avril 1580, les agents de l'exécution demandèrent au pape un répit, trouvant pour le moment la chose dangereuse et impossible. Le pape répondit que les catholiques anglais pouvaient ajourner la prise d'armes, mais que rien ne pouvait ajourner l'exécution d'Élisabeth.

Philippe II. — Ses conseillers. — Telle était la pensée de Rome, mais il faut connaître aussi la cour de Philippe II.

Le duc d'Albe et les violents étaient alors disgraciés.

Le jeune Antonio Perez, secrétaire du roi, était l'homme influent.

Modéré de sa nature, il n'en avait pas moins subi la nécessité cruelle de tuer l'espion Escovedo que Philippe avait mis près de son frère Don Juan et qui tourna pour celui-ci.

Cet acte, loin d'affermir Perez, le rendait moins agréable, et le confesseur du roi travaillait à le renverser. On n'osait encore proposer au roi de rappeler le duc d'Albe. On lui insinua, au contraire, d'appeler le modéré Granvelle, qui, depuis longues années, languissait en Italie.

Proscription du prince d'Orange. — En effet, le 28 juillet 1579, jour où l'on arrêta Perez, Granvelle arriva à Madrid. L'une des premières mesures de cet ancien modéré fut de proposer au roi de proscrire le prince d'Orange. On spécifia les motifs de la proscription.

Ce qui désigne les Jésuites, comme auteurs de cette accusation, c'est la prodigieuse assurance et l'intrépidité dans le mensonge, qui qualifiait comme voleur celui *qui jamais ne voulut manier les fonds publics*, et comme assassin le *chef du parti de l'humanité*.

Alençon candidat au trône des Pays-Bas. — La succession de Portugal s'ouvrait; Catherine fouilla sa généalogie, et trouva qu'en remontant au milieu du XIIIe siècle, un de ses ancêtres avait droit. Elle envoya, en partie à ses frais, une expédition aux Açores.

Chose absurde, chose imprudente, au moment où elle eût dû garder son argent pour le Nord, pour l'entreprise de son fils Alençon, futur époux d'Élisabeth et futur roi des Pays-Bas. Cette dernière folie était la moins folle, étant soutenue du prince d'Orange et du parti protestant. Quoique tous vissent et sentissent l'indignité du candidat, la violente envie qu'on avait d'appuyer les Pays-Bas sur la France fermait les yeux à l'évidence. Orange y avait mis son zèle. Il était parvenu à tirer des États l'acte qui leur coûtait le plus, la déchéance de Philippe II. La grandeur révolutionnaire de cet acte est en ceci qu'il risquait d'isoler l'État nouveau, de lui faire des ennemis des princes de France et d'Allemagne, et surtout d'Élisabeth. Celle-ci détestait la révolution.

Apologie du prince d'Orange. — Tentative d'assassinat. — Orange épouse la fille de Coligny. — Cet acte avait été préparé, amené par un autre qu'on n'eût jamais attendu du prince d'Orange. Cet homme froid, simple, modeste, qui agissait, mais parlait peu, tout à coup prend la parole, très haut; ce fut un coup de foudre.

A l'accusation lancée par le roi, Orange est un assassin qui a voulu faire tuer le duc d'Albe et Don Juan d'Autriche. Orange est un voleur qui veut ruiner le clergé, les nobles, ceux qui ont substance; il fait son profit des troubles; il transporte les deniers où il lui plaît pour après s'en servir. Orange s'attribue le nom de bon patriote, et *il est le tyran* du peuple. Orange répond par l'accusation du roi. Redoutable égalité qui commence dès lors et ne finira pas si tôt.

L'auteur de cette apologie accusatrice du prince d'Orange, le Français Villers, homme aussi doux qu'écrivain violent, était un partisan magnanime de la tolérance, protestant et protecteur déclaré des catholiques. Avec sa douceur native, le consciencieux ouvrier, fort du mépris de la mort, n'en forgea pas moins l'engin, la machine de malédiction qui, lancée sur l'Escurial d'une épouvantable force, ouvrit ses murs de granit, et montra, pâle et tremblant, le misérable dieu du monde entre ses tristes galanteries et ses ordres d'assassinat et lui mit ce signe : *Assassin*. En morale, c'est une force de haïr et de mépriser le mal. Voilà donc ce mystérieux fantôme de l'Escurial, qui vivait de nuit, de silence, tout inondé de lumière, traîné dans le bruit.

Comment se relever de là? En tuant ses ennemis, en étonnant le monde par la grandeur et l'audace de ses entreprises?

Dès ce jour, on croit le voir chevaucher en furieux le cadavre de l'Espagne pour en écraser l'Europe. On s'effraye des expédients révolutionnaires par lesquels il se recréa,

du fond de sa banqueroute, des ressources pour envahir l'Angleterre et la France. Le peuple étant ruiné, il commença à manger les privilégiés, tomba sur les prélatures et sur les grandesses; il en vint à l'entreprise désespérée de vendre les biens des communes.

Le 18 mars, Orange est assassiné. Un jeune Espagnol le poignarde; un moment on le croit mort.

C'est un spectacle cruel de voir la mort constamment assise au foyer du prince d'Orange. Ce grand homme, dans sa vie horriblement déchirée par les agitations publiques, n'avait vécu que de la famille. A ce moment lugubre, menacé d'une mort infaillible et comme entouré de l'assassinat, il se trouvait veuf, et seul sur son foyer brisé.

En France, vivait la fille de l'amiral, Louise de Coligny. Elle épousa le prince d'Orange tout près de mourir. Elle donna au grand homme, dans cette année suprême, cette insigne consolation d'avoir près de lui l'image, l'âme même de Coligny.

Complots. — Révélations de Salcède. — Les événements montraient de tous côtés un immense complot, un concert étonnant de guet-apens, de meurtres, de ténébreuses surprises. Un mois après l'assassinat manqué de Guillaume, on découvrit un complot des Guises et du prince de Parme pour assassiner Alençon.

Les Guises, pressés par l'Espagne de commencer la guerre civile, ne pouvaient, ne voulaient rien faire tant qu'Alençon était en vie. Le futur meurtrier d'Orange, Salcède, était à eux, ayant été sauvé par eux de la potence. Ils l'envoient à Madrid, où ce bandit est caressé, flatté du roi, qui le fera riche, grand, tout ce qu'il voudra, pourvu qu'il tue. On lui met force argent en main, mais le prince d'Orange y vit clair. On s'informa, on sut que Salcède avait passé par le camp du prince de Parme, Farnèse, filière ordinaire des assassinats. On prend l'homme; il se voit

perdu; pour avoir grâce, il donne une confession complète, non du petit complot, mais du complot de meurtre universel, de guerre, de guerre civile, que les Guises et l'Espagne organisaient partout, le plan détaillé, minutieux de la Ligue, ville par ville et homme par homme. Henri III fut épouvanté, voyant ses maréchaux, ses ministres, ceux qui avaient en main le secret de l'État, d'accord pour le trahir.

Mort d'Alençon. — Le prince d'Orange est tué en Hollande. — Le 18 janvier 1584, Élisabeth chassa de Londres l'ambassadeur d'Espagne Mendoza, un ennemi furieux qui avait été dans tous les complots contre sa vie, et qui couvrait d'une altière attitude sa basse perfidie d'assassin

Tout tourne à la violence. Philippe II commence dans tous les ports d'Espagne les apprêts gigantesques de l'Armada. Le prince d'Orange succombe par ses amis et par ses ennemis. Alençon, créé, sacré par lui duc de Brabant, Alençon qu'il défend contre de trop justes soupçons, fait l'odieuse tentative de se saisir d'Anvers et des places principales; ses gentilshommes crient : « Vive la messe! à bas les États! » Ils succombent, sont massacrés. A grand'peine le prince d'Orange sauve ces misérables de la vengeance du peuple. Son protégé va se cacher en France, et meurt submergé dans la boue (15 juin 1584). Orange lui-même était mort de ce coup, comme popularité. Il se réfugie en Hollande, où Balthasar Gérard, spécialement prêché, encouragé par les Jésuites et par Farnèse, le tue d'un coup de pistolet (10 juillet 1584).

Farnèse. — Farnèse avait bien calculé le vide immense qu'allait laisser sa mort, et l'embarras de la Hollande, égarée, effarée. Il ne craint plus rien et s'établit en tous sens sur l'Escaut. Il a le temps pour tout. Il enveloppe Anvers de travaux gigantesques, et personne ne le trouble. Il creuse tranquillement des canaux pour amener des

vivres, des matériaux. Tout le secours des Belges, qui, par une flotte de Hollande, eussent forcé, détruit ces travaux, c'est d'aller se plaindre en France, d'aller chercher la force, où? aux pieds d'Henri III!

Hélas! celui-ci eût eu besoin de défenseur, bien loin de défendre personne. Chaque jour plus solitaire, il a pour conseil la Ligue elle-même. Et que dis-je? sa mère le trahit.

Les Guises traitent avec l'Espagne (1584). — Catherine n'avait aimé personne qu'Henri III, mais elle aimait une chose davantage, le pouvoir et l'intrigue. Vieille comme elle l'était, elle les voulait toujours, et détestait les deux vizirs, Épernon et Joyeuse. Cela la rapprochait des Guises, qui travaillaient pour eux seuls. Étrange aveuglement chez une femme de haut d'esprit. Elle croyait qu'une guerre extérieure grandirait les vizirs tandis qu'une guerre intérieure la rendrait nécessaire.

Ainsi, quand ces malheureux Belges, si obstinés pour nous, vinrent la troisième fois se donner à la France, ils trouvèrent le roi tremblant que l'Espagne ne se fâchât, il n'osa les recevoir.

L'Espagne était pourtant fort inquiète. Elle s'engageait alors dans la grande affaire du siège d'Anvers.

Les Guises aussi étaient très inquiets. Ils voyaient d'Épernon et Joyeuse gagner beaucoup de terrain.

L'Espagne avait intérêt, et les Guises avaient intérêt à s'entendre et presser les choses. Leur traité se fit à Joinville, 31 décembre.

Le prétexte, religieux et populaire, fut le danger que courait la France catholique si le roi laissait le royaume à un héritier hérétique, au roi de Navarre. Le but ostensible fut d'assurer la succession à un prince catholique, le vieux cardinal de Bourbon, oncle d'Henri IV.

Les Espagnols poussèrent Guise; ils exigèrent qu'il dressât directement son étendard et marchât vers Paris.

Farnèse écrivait coup sur coup à Mendoza, qui disait à Guise : « Il le faut. »

Le 21 mars, il obéit, s'empara de Châlons, commença la guerre civile.

A la nouvelle, le cœur manqua au roi. Il fit venir les Belges, il refusa les Pays-Bas, et les recommanda à la grâce de Dieu.

Guise avait rassemblé la noblesse de Champagne, son frère Mayenne celle de Bourgogne, et le cardinal de Bourbon celle de Normandie. Un solennel appel fut fait, au nom de l'Union, aux parlements, aux prélats et aux villes. Lyon y céda, mais non Marseille, et non Bordeaux. Le duc de Nevers écrivit que sa conscience lui défendait d'armer contre son roi sans une autorité plus haute, et il alla à Rome consulter cette autorité.

Traité de Nemours (1585). — Les choses ne se décidant pas plus vivement en faveur de la Ligue, le roi ne se fût pas hâté de traiter s'il eût été soutenu des siens, mais d'Épernon était malade. Joyeuse craignait d'irriter les catholiques, espérant follement se substituer au duc de Guise. Le roi, seul et embarrassé, avait là fort à point l'inévitable reine mère, qui ne demandait qu'à négocier. Elle trouva tout à coup des jambes ; redevenue juste et leste, malgré sa goutte, elle court à Nemours s'arranger avec Guise. Sa négociation consiste à livrer tout.

Proscription du protestantisme. Désarmement du roi. Pour garantie, des places données à tous et un chacun : à Guise, Toul, Verdun, Châlons ; à Mayenne, Dijon, Beaune ; à Aumale, à Elbeuf, d'autres places ; Dinan au duc de Mercœur. Enfin le futur roi, le cardinal de Bourbon, aura Soissons en attendant Paris (traité de Nemours, 7 juillet). Le roi est chargé de solder les garnisons des places que l'on tient contre lui.

Vaine tentative des ligueurs à Boulogne-sur-Mer. —

Une chose était plus claire et montrait mieux encore que l'union n'était pas contre le roi, mais contre la France. Ces admirables citoyens, qui ne parlaient que d'elle, travaillaient pendant le traité à donner à l'Espagnol ce que l'Anglais avait eu si longtemps, un port, une place de débarquement, pour envahir tout droit par le plus court, au plus près de Paris. C'était Boulogne-sur-Mer qu'ils marchandaient. Un prévôt de la ville était gagné; Aumale, le frère de Guise, était aux portes, attendant qu'on ouvrît. Il fut un peu surpris, en approchant, d'être accueilli avec des volées de boulets. Un homme du roi, qui assistait au conseil ligueur à Paris, avait su tout, révélé tout.

Bataille de Coutras (1587). — Tous les protestants d'Europe s'étaient émus, cotisés, le roi de Danemark en tête, pour payer une armée allemande qui ferait une diversion. Les ligueurs dirent à l'instant que c'était Henri III lui-même qui appelait les Allemands. S'il ne combattait pas l'invasion, tout le monde le jugeait traître. S'il la combattait, il se fermait tout retour du côté des protestants, il se brouillait à jamais avec l'Allemagne et la Suisse protestante; il appartenait dès lors à la Ligue, qui le traînait la chaîne au cou.

Il lui fallut bien pourtant, devant l'émeute permanente, prendre ce dernier parti. La Ligue donnait des troupes à Guise; le roi se mit à la tête des siennes, et il fallut que d'Épernon avec lui combattît les Allemands au profit de la Ligue.

Son vrai sauveur fut Joyeuse. Cet intrépide étourdi, suivi d'un monde de grands seigneurs à tête non moins légère, avait obtenu carte blanche du roi et la permission de donner bataille.

Joyeuse trouve l'ennemi à Coutras, et ne perd pas une minute pour se faire battre à plate couture, disperser, détruire et tuer (20 octobre 1587).

Les Allemands avaient trouvé en Champagne leur vainqueur, le vin, le raisin, la vendange; leur voyage était devenu une sorte de bacchanale.

La nouvelle de Coutras, qui leur vint le 28 octobre, les avait encouragés. Mais ce qui leur porta un coup terrible à ne pas s'en relever, ce fut de voir que le roi, que d'Épernon, qu'on leur avait dit amis, vinrent à eux comme ennemis. D'Épernon leur ferme la route.

Henri III se trouva ainsi avoir deux fois servi la Ligue et s'être porté deux coups. Par la défaite de Joyeuse, il se trouvait ruiné dans sa force principale, et par le succès d'Épernon il brisait les Allemands, qui eussent été contre la Ligue ses meilleurs auxiliaires.

CHAPITRE XIII

LES BARRICADES. — L'ARMADA. — SECONDS ÉTATS DE BLOIS. — ASSASSINAT DU DUC ET DU CARDINAL DE GUISE. — MORT DE CATHERINE DE MÉDICIS. — UNION DE HENRI DE NAVARRE ET DU ROI DE FRANCE. — SIÈGE DE PARIS PAR L'ARMÉE ROYALE. — ASSASSINAT ET MORT DE HENRI III.

Projets et préparatifs de Philippe II. — Élisabeth, appelée aux Pays-Bas, y avait envoyé l'indigne favori Leicester, dont tout le mérite était une grande apparence de zèle protestant.

Philippe II choisit ce moment pour sa grande opération contre l'Angleterre. Il employait le prince de Parme dans les travaux immenses de construction nécessaires pour la flotte complémentaire de bateaux plats qui devaient porter son armée en Angleterre sous la protection de l'Armada. Il voulait qu'Henri III annulé, la France effarée et surprise de ses propres événements, ne pussent pas regarder au dehors, laissassent tranquillement le prince de Parme quitter la Flandre dégarnie et faire la grande affaire anglaise.

Il voulait, la Ligue voulait que Guise se jetât dans Paris. Mettre Guise à Paris avant de lui donner des forces, c'était tenter le roi, et, selon toute apparence, l'obliger de le tuer. Cela n'arrêta pas; il lui fallait l'explosion.

Cependant on chauffait Paris à blanc par le grand moyen qui ne manque jamais, la peur de la famine. Des mines

allongées, des visages pâles, erraient. Des gens prudents se parlaient à l'oreille. On disait : « Que deviendrons-nous? »

Le roi, seul à Paris, n'ayant pas d'Épernon, était fort inquiet. Il envoya Bellièvre à Soissons pour tâcher d'y retenir Guise, le priant assez bassement de ne pas venir, de ne pas augmenter le trouble. Guise paya cet ambassadeur de quelques paroles hypocrites, et s'en débarrassa. Puis, monta à cheval, et, par des chemins de traverse, arriva à Paris en même temps que lui. Le lundi 9 mai 1588, il entra à midi.

Presque seul, ayant à peine cinq à six cavaliers, il entra dans la foule de la rue Saint-Denis, le nez dans son manteau, sous un grand chapeau rabattu. Là, un jeune homme à lui, comme par espièglerie, enleva le chapeau et tira le manteau : « Monseigneur, faites-vous connaître. »

Un cri s'élève : « C'est le duc de Guise! » Les Parisiens, qui se croyaient déjà affamés, n'auraient pas vu toute une armée pour eux et un grand convoi de farines avec tant de satisfaction. Les vivats éclatèrent. Une dame, au pas d'une boutique, baissa son masque (les élégantes suivaient cette mode italienne), et, d'un riant visage, lui dit : « Bon prince! te voilà!... Nous sommes sauvés! »

A ce mot, on s'élance, on baise ses bottes.

Il parvint, non sans peine, à l'Hôtel de Soissons (Halle au Blé), chez la reine mère.

La vieille femme va prendre sa chaise et le conduire au Louvre. En avant, elle envoie Davila, son jeune chevalier, dire au roi que Guise est venu.

Le roi fut si surpris, qu'il chancela, s'appuya du coude sur une petite table, soutenant sa tête avec la main dont il se couvrit le visage. Le colonel corse Ornano et un abbé Del Bene, qui étaient là, dirent qu'il fallait le poignarder. Lorsque le duc entra avec la reine mère, il était défait,

pâle, ayant, aux antichambres, aux escaliers, passé entre des épées nues, et perdu là toutes ses politesses sans qu'on lui répondît.

Le roi, de son côté, était très altéré, et son visage montrait une résolution violente. Il lui dit sèchement : « Pourquoi êtes-vous venu ? » Et il tourna le dos au duc.

Journée des Barricades (mai 1588). — Le 10, Guise était maître.

Dès cinq heures du matin, l'un des Seize (chefs des seize quartiers de Paris), le procureur Crucé, fait sortir de chez lui trois garçons en chemise qui crient aux armes dans le quartier Saint-Jacques.

Guise ne négligea rien pour faire croire qu'il n'était pour rien dans l'affaire.

Tout fut très lent sur la rive droite, où était l'hôtel de Guise. Les barricades, terminées à neuf heures dans le pays latin, ne se firent qu'à midi de l'autre côté.

Dans le quartier de l'Université, Crucé (et les meneurs du parti espagnol) trouvèrent un vigoureux appui dans le jeune comte de Brissac, qui était au duc de Guise, mais qui ne tint compte de ses réserves. Brissac haïssait le roi, qui s'était moqué de lui, et voulait se venger.

La place Maubert, entre l'Université et la Cité, était un point fort important pour séparer les deux Paris, les deux émeutes. Crillon l'occupe ; il y trouve Brissac. En vain il demande au Louvre la permission de charger ; le roi défendit de tirer. Ce brave resta là sans agir et misérablement livré.

Brissac ne demanda pas permission à l'hôtel de Guise. Il fit ses barricades. Il s'empara de la Cité, du Petit-Châtelet et des entours du Marché-Neuf, où étaient des compagnies suisses. Là et partout commodément placé et maître des fenêtres, d'en haut, il fit tirer sur eux. Il en fut de même plus tard sur l'autre rive, au cimetière des Innocents.

Ces Allemands qui étaient là sans vivres, tout exposés aux coups, et qui recevaient sans rendre, finirent par se mettre à genoux, leur rosaire à la main, criant en leur patois : « Bons catholiques! bons catholiques! »

Les Parisiens en tuèrent passablement.

Les troupes se trouvaient prisonnières entre les barricades, et on ne pouvait les retirer. Le roi envoya prier Guise de sauver ces pauvres soldats, d'épargner le sang catholique. Guise avait de bonne heure et de lui-même travaillé à apaiser tout. Ces furieux bourgeois, devenus tout à coup des lions, il les arrêta, leur tira des mains les Suisses et les gardes françaises. Sans armes, une canne à la main, il parcourait les rues, recommandant la simple défensive; les barricades s'abaissaient devant lui. Il renvoya les gardes au Louvre ; il rendit les armes aux Suisses. Tous l'admiraient, le bénissaient. Jamais sa bonne mine, sa belle taille, sa figure aimable, souriante dans ses cheveux blonds, n'avaient autant charmé le peuple. Le 9 mai, c'était un héros; le 12 au soir, ce fut un dieu. Le roi, tellement fini dans l'opinion, pouvait faire pitié, il est vrai, mais non reprendre force. Lui, grandi et si haut dans l'estime du peuple, après une telle journée, il croyait avoir peu à craindre. Par le roi ou par les états, il ne pouvait manquer d'avoir cette épée de connétable ou de lieutenant du royaume, à laquelle sa douceur magnanime lui avait donné nouveau droit. Même hors Paris, il crut tenir le roi, puisqu'il tenait la France.

Le roi quitte Paris. — Guise était embarqué sur l'inconnu. Ces états généraux qu'il allait assembler pour en tirer cette charge de haute confiance, comment jugeraient-ils un acte si sauvage de flagrante rébellion?

Le jour même (12 mai), avant le soir, Mendoza dut écrire à Madrid; puis, de Madrid partit l'ordre d'embarquement.

La duchesse de Montpensier, Brissac et autres, marchaient d'accord avec les furieux fanatiques et les agents

de l'étranger. Le 13, on se remit à sonner le tocsin. Les bas meneurs commençaient à crier : « Les barricades au Louvre!... Allons prendre le roi! »

Ils n'auraient peut-être pas fait un grand exploit au Louvre, mais ils auraient mis le duc de Guise dans un terrible embarras; il n'eût osé ni agir avec eux, ni agir contre eux, ni même rester neutre à ne rien faire.

La reine mère, vers les six heures du soir, était chez lui, lorsque Menneville, le plus intime confident de Guise, lui dit tout bas : « Le roi est parti. » Guise fut étonné ou feignit l'étonnement. Mais il ne remua point.

L'Armada. — La France ainsi troublée, livrée, vendue, la Hollande en défiance très grande de l'Angleterre, l'Allemagne paralysée par l'Empereur, la décomposition du monde protestant, tels furent les vents favorables qui, le 29 mai, enflèrent les voiles de l'*Armada*.

Depuis quatre ans, malgré l'âge et la santé déclinante, des embarras de toute espèce, une grande péuurie d'argent, Philippe II était pourtant parvenu à organiser cette épouvantable machine.

Il y avait cent cinquante vaisseaux, huit mille marins, vingt mille soldats; on ne pouvait compter la noblesse et les volontaires. Il y avait deux mille canons, plus d'un million de boulets, cinq cent mille livres de poudre, sept mille mousquets, dix mille haches et hallebardes, un nombre énorme de chevaux, charrettes, instruments de toute sorte, pour remuer, porter la terre et faire des retranchements. Les munitions abondaient et les vivres surabondaient (jusqu'à quinze mille pièces de vin), de quoi manger pour six mois! Tout cela pour un trajet de quinze jours et pour entrer au pays le plus plantureux du monde!

Parme faisait de son côté des préparatifs. Dans l'Escaut, cent bateaux de vivres et soixante-dix bateaux plats, portant chacun trente chevaux. A Newport, deux cents plus

petits pour porter les hommes. A Dunkerque, une vingtaine de vaisseaux hanséatiques, avec poutres, pointes et crampons pour être agencés ensemble. A Gravelines, vingt mille tonneaux, avec clous, cordes, à faire des ponts. Des montagnes de fascines.

Les Hollandais gardant la côte, il improvisa un canal superbe pour mener ses vaisseaux en pleine terre, d'Anvers à Gand et à Bruges, rejoindre le canal d'Ypres et sortir dans l'Océan sous l'abri de l'*Armada*.

Parme avait au camp de Newport soixante compagnies espagnoles, six wallones et trente italiennes, la fleur militaire de l'Europe. Ajoutez cent neuf compagnies de toute nation, dans lesquelles sept d'Anglais, pour donner la main à l'Angleterre catholique.

Si grande, si admirable dans ce camp d'élite, la monarchie espagnole n'était pas moins merveilleuse dans les marins de l'*Armada*. Les Portugais de Gama, les Andalous de Colomb, qui, sous lui, trouvèrent l'Amérique, les aventureux pêcheurs de baleine, les intrépides Biscayens, environnaient le pavillon dominateur de la Castille, et l'Italie elle-même, par une grande flotte de Naples, de Venise et de Toscane, apportait à l'*Armada* l augure heureux de Lépante.

Telle avançait sur mer, immense, majestueuse, altière cette masse à laquelle rien d'humain semblait ne pouvoir résister.

Mais ce qu'on n'en voyait pas était plus terrible peut-être que ce qui frappait les yeux. On ne voyait pas la France, la conjuration de la Ligue, qui, de nos rivages, saluait la flotte au passage ; enfin la défection des meilleurs serviteurs du roi qui, devant une telle force, perdaient courage et cessaient de lutter.

C'était l'une des principales raisons pour lesquelles Philippe II avait pressé les *Barricades*. Il voulait que nos ports,

et surtout Boulogne, se trouvassent ouverts à sa flotte. Le lendemain de l'événement, le 15 ou le 16 mai, Aumale, avec la petite armée qu'il avait devant Paris, alla tout droit à Boulogne. On supposait que l'*Armada* allait passer. Une tempête la retarda. Elle ne passa que le 28 juillet entre Boulogne et Plymouth. La noblesse, qui suivait Aumale à ce siège honteux, obéissait à regret, sentant qu'elle se salissait à jamais par une telle trahison.

Il semble que la mer ait eu horreur de cette flotte. Dès la sortie de Lisbonne, dans les meilleurs jours de l'année (29 mai), le vent devient furieux, il lui brise quelques vaisseaux, surtout lui fait perdre du temps. Elle se refait à la Corogne, mais elle n'entre en Manche que le 28 juillet.

L'*Armada*, arrivée devant l'île de Wight, jeta l'ancre. Elle croyait vraisemblablement avoir nouvelle du parti catholique, mais les catholiques anglais avaient perdu, avec Marie Stuart, leur centre et leur unité. Ils avaient été rudement éloignés des côtes, mis dans l'intérieur. Ils croyaient sentir au cou la hache de la reine d'Écosse, et craignaient une revanche de la Saint-Barthélemy. L'*Armada* n'avait rien à attendre. L'Angleterre lui apparut, gardée et fermée, silencieuse sous ses blanches dunes, et ne donnant pas un signe.

Cependant elle était en danger réel.

Ce ne fut que le 30 juillet que l'amiral anglais Drake put sortir de Plymouth avec cent petites embarcations qu'on appellerait aujourd'hui des bateaux. Le lendemain, il aperçut les cent cinquante géants qui occupaient l'Océan de leur masse, de l'ombre sinistre de leurs voiles immenses.

Il avait heureusement avec lui une élite d'hommes intrépides, de têtes froidement héroïques et sans imagination, qui, dans ces masses si hautes, virent sur-le-champ une chose, c'est qu'elles tireraient trop haut et ne toucheraient

jamais; que plus on serait près d'elles, moins on souffrirait de leur feu. Ils résolurent d'attaquer presque à bout portant.

Il y avait là deux hommes extraordinaires, d'abord Drake, qui revenait de faire le tour du monde.

L'autre, Forbisher, simple capitaine, avait percé le Nord jusqu'au Groënland. L'Angleterre allait aussi ferme que si elle eût eu par eux les deux pôles dans la main.

Désastres de la flotte espagnole (août 1588). — Chaque jour l'*Armada* fit de grosses pertes. Dans la nuit du 7 au 8 août, Drake prit huit mauvais vaisseaux, les remplit de poudre, de toute sorte de ferraille, les poussa dans l'*Armada*, y mit le feu. La terreur, le désordre, furent épouvantables. Sans attendre de signal, les vaisseaux coupèrent leurs câbles et s'enfuirent à travers la haute mer.

Cette flotte de vaisseaux épars ne pouvait plus se diriger. Ils tournèrent, chassés ainsi, l'Angleterre et l'Écosse, couvrant la mer de leurs débris, ils perdirent quatre-vingt-un vaisseaux et quatorze mille soldats! De cette immense ruine, et, de ces débris, rejaillit comme un éclat à la tête des Guise. Henri était sûr que Philippe, qui venait de le forcer à agir contre le roi, peu reconnaissant de la chose et la trouvant incomplète, la désavouerait et la lui reprocherait.

Intrigues du duc de Guise. — Ce que Guise désirait le plus, c'était de reprendre le roi. Henri III avait importé à Paris les pénitents d'Avignon et les flagellants du Midi. Lui-même, aux processions, figurait sous cet habit. On imagina de lui envoyer une bande de pénitents. Henri de Joyeuse, devenu capucin sous le nom de frère Ange, faisait le Crucifié. La tête couronnée d'épines, des gouttes de rouge à la face, sous une grosse croix de carton, il se laissait tomber; à coups de fouet, on le relevait. La moralité parlante était que, le Christ ayant pardonné sa flagellation à Jérusalem,

le roi pouvait bien aussi oublier que Paris lui eût donné les étrivières.

Le chef-d'œuvre, pour Henri de Guise, c'était d'employer pour lui le parlement de Paris. Comme il avait sous sa main la vieille machine à trahison, la reine mère, par elle il obtint une démarche du parlement.

Le roi reçut la députation à merveille, et sembla plus occupé de s'excuser que d'accuser. Il répondit qu'il ne songeait qu'à son bon peuple, *qu'il détestait les hérétiques, voulait les exterminer*, et que, pour mieux faire cette guerre sainte, il assemblerait le 15 août les états généraux.

Seconds états de Blois (1588). — L'élection des états fut travaillée par toute la France avec une furie extraordinaire. Le mot d'ordre était donné. On ne voulut pas de ligueur modéré, mais seulement les emportés, les casse-cou de la faction. Le tiers parti, épouvanté, ne savait que dire.

Qu'étaient, que voulaient ces états qui venaient, disaient-ils, au secours de la religion catholique ? Pouvaient-ils se tromper eux-mêmes? Mais le roi venait justement de leur ôter tout prétexte. Il envoyait deux armées contre l'hérésie, l'une sous le frère même de Guise, l'autre sous le duc de Nevers. L'assemblée se caractérisa en nommant président du clergé le cardinal de Guise, un furieux; président du tiers état l'un des Seize, la Chapelle-Marteau, l'organisateur du comité de la Ligue, que la révolte avait fait prévôt des marchands. Enfin la noblesse fut présidée par l'homme des Barricades, le jeune Brissac, ennemi personnel d'Henri III.

On refusait l'impôt, on exigeait la guerre, le roi faisait venir les députés, s'humiliait, leur parlait *avec respect*, componction : « Comment voulez-vous que je vive ? Refuser l'argent, c'est me perdre, vous perdre, et l'État avec nous. »

Il était pris par la famine. Ses gardes n'étaient plus payés. Ses quarante-cinq gentilshommes allaient chercher condition. Cour solitaire, froide cuisine, visages allongés. Dans cette extrémité, il s'adressa à Guise lui-même, le pria de prier pour lui. Guise en effet intercéda, mendia pour le roi, mais les ligueurs étaient incorruptibles; ils refusaient sèchement. Guise riait. Le négociateur Schomberg, ami de Guise, homme de grande expérience, lui dit qu'il risquait gros de pousser un homme à ce point-là; qu'il n'y a bête si lâche qui, tellement mordue, ne se retourne sur la meute.

Guise tenait le roi de très près, logeait dans le château, et, comme grand maître, il en avait les clefs. Son intériorité intime, les moindres détails de sa vie, toutes les petites misères qu'on cache, Guise les savait heure par heure. Comment? Parce qu'il avait la vieille mère et était étroitement lié avec elle. Elle était logée sous le roi, à même de se faire tout dire, d'entendre même ses démarches et le bruit de ses pas.

Henri III avait compris, un peu tard, que sa vraie plaie était sa mère, et que c'était d'elle surtout qu'il fallait se cacher. Il s'enfermait pour ouvrir les dépêches. Elle ne savait rien, ne pouvait plus rien dire aux Guises, n'était plus importante. Elle en était malade. D'autant plus entrait-elle dans le complot général pour réprimer la révolte du roi.

Le 18 décembre, toute la cour étant en fête chez la reine mère pour un mariage, le roi, espérant être moins espionné, fit venir deux personnes qui passaient pour sûres et honnêtes, le maréchal d'Aumont et M. de Rambouillet, homme de robe, et leur demanda ce qu'il devait faire du duc de Guise.

L'homme de robe, un peu étonné, dit qu'il fallait lui faire son procès. Le roi haussa les épaules : « Et où trou-

verez-vous des témoins, des gardes, des juges? » Le maréchal dit : « Il faut le tuer. »

Le roi fit entrer Ornano et le frère de Rambouillet, qui furent de l'avis du maréchal.

L'homme le plus brave qu'il eût était Crillon. Il le fit venir, mais le bon capitaine dit qu'il y avait répugnance, que ce genre de besogne ne convenait pas à un homme de sa condition, mais qu'il serait charmé de le tuer en duel.

On approchait de la Noël, et chacun était en dévotion. Le 21 décembre, jour de la Saint-Thomas, le duc suivit le roi, pour vêpres, à la chapelle du château, puis au jardin et lui dit que, puisqu'il n'était pas assez heureux pour avoir ses bonnes grâces, il le priait de recevoir la démission de ses charges et se retirait chez lui; en d'autres termes, partait pour déchaîner la guerre civile.

Le roi le pria fort d'y penser, et fit bonne mine, mais, rentrant dans sa chambre, il exhala son désespoir. Guise le sut un quart d'heure après, et, le soir, un conseil se tint pour savoir ce qu'on devait faire.

Il y avait là son frère, le bouillant cardinal de Guise, l'archevêque de Lyon, le vieux président de Neuilly, Marteau, le prévôt des marchands, et la fine pensée de la Ligue, le froid et rusé Menneville. Marteau et Menneville proposaient d'*agir*, apparemment de susciter un mouvement dans les états pour s'emparer du roi et le lier décidément.

Guise n'était pas en train d'agir. Il n'avait pas grand espoir. Il était fatigué de lui-même et de son rôle, et fatigué de ses amis.

Son élégance princière et son insolence intérieure l'éloignaient des petites gens, et il avait horreur de se remettre à toucher les mains sales. Il dit : « Quand je verrais entrer la mort par la fenêtre, je ne fuirais pas par la porte. »

Cependant le roi fit venir Larchant, capitaine des gardes, et lui dit de se mettre sur le passage de Guise avec une

requête pour le payement des gardes, de manière à l'isoler de sa suite.

Puis il avertit le conseil que, le lendemain, il voulait de bonne heure expédier les affaires et emmener tout son monde à une petite maison près Notre-Dame-des-Noyers, au bout de la grande allée, où il voulait faire ses dévotions et préparer son Noël. Il ordonna que son carrosse l'attendît le matin à la porte de la galerie des Cerfs (Fontainebleau). Entre dix et onze heures du soir, il s'enferma dans son cabinet avec M. de Termes, parent du duc d'Épernon. A minuit, il lui dit : « Mon fils, allez vous coucher, et dites à l'huissier Du Halde qu'il ne manque pas de m'éveiller à quatre heures, et vous-même trouvez-vous ici. » Puis il prit son bougeoir et alla coucher chez la reine.

Pendant ce temps, Guise soupait. En un moment, il lui vint jusqu'à cinq avis.

Il fourra le dernier sous le chevet et renvoya l'avertisseur : « Dormons, et allez vous coucher. »

Assassinat du duc de Guise (23 décembre 1588). — Quatre heures sonnent. Du Halde s'éveille, se lève et heurte à la chambre de la reine.

« Prolant, dit le roi, mes bottines, ma robe et mon bougeoir. » Il se lève, et, laissant la reine dans une grande perplexité, va en son cabinet, et fait descendre en sa chambre les quarante-cinq qui arrivaient.

Il leur dit qu'il était perdu si le duc ne périssait; qu'il était arrivé au bout, prisonnier dans sa maison, n'ayant plus rien de sûr, à peine son lit; qu'il avait toujours compté sur leur épée, fait pour eux tout ce qu'il avait pu, mais qu'il ne pouvait plus rien, et qu'ils allaient être cassés... Que cependant il était roi, avait droit de vie et de mort, et leur donnait droit de tuer.

Toutes ces têtes gasconnes prirent feu. Ils ne se plaignirent que d'attendre.

Le conseil, à cette heure si matinale, ne se forma pas vite. Les royalistes arrivèrent bien, et, avant le jour, les cardinaux de Vendôme et de Gondi, les maréchaux d'Aumont et de Retz, d'O et Rambouillet, mais les autres, M. de Lyon et le cardinal de Guise, arrivèrent tard. Et l'on ne voyait pas le duc, quoique logé dans le château.

Il faisait un fort vilain jour d'hiver, très bas et très couvert; Guise, entrant et assis, lut du premier coup sur les visages, et se troubla un peu. Il se vit seul, et soit frayeur, soit épuisement de sa nuit, il ne fut pas loin de se trouver mal : « J'ai froid, » dit-il. « Que l'on fasse du feu. » Et puis : « Le cœur me faut... Monsieur de Morfontaine, pourriez-vous dire au valet de chambre que je voudrais avoir quelques bagatelles des armoires du roi? »

On ne trouva que des prunes de Brignolles, dont il lui fallut se contenter.

Le roi, étant alors bien sûr que son homme était là, dit à Révol : « Allez dire à M. de Guise qu'il vienne parler à moi en mon vieux cabinet. »

Le duc entre dans l'antichambre. A deux pas de la porte du cabinet, il est frappé d'un coup de poignard dans le sein gauche. Au même instant le sieur des Affravats se jette à ses jambes et le sieur de Semalens lui porte par derrière un grand coup de poignard près la gorge dans la poitrine, et le sieur de Longnac un coup d'épée dans les reins, il ne laissa pas pourtant de les entraîner d'un bout de la chambre à l'autre, au pied du lit du roi, où il tomba.

Meurtre du cardinal de Guise. — Le plus embarrassant était ce terrible cardinal de Guise, le frère du mort, que le roi tenait sur sa tête dans un grand galetas qu'il avait fait partager en cellules pour y loger des capucins. « Expédions-le, dit-il, qu'on ne m'en parle plus »

Le capitaine Du Guast, qui n'avait pas été de l'autre affaire, se chargea de celle-ci, qui était plus dure, peu de

gens voulant tuer un cardinal. Quatre cents écus en firent l'affaire : on eut quatre soldats.

Le cardinal se confessa, suivit les hommes, et, dans le couloir, fut tué.

Mort de Catherine de Médicis (5 janvier 1589). — Catherine mourut le 5 janvier. On la mit provisoirement à Saint-Sauveur de Blois.

Ce ne fut que vingt et un ans après que ses os furent apportés à Saint-Denis dans le splendide tombeau d'Henri II.

Mouvement parisien contre Henri III. — Le duc de Mayenne. — Henri III avait entièrement manqué son coup, perdu ses peines. Les états furent irrités et ne furent point effrayés. Ils lui refusèrent toutes ses demandes. Même le procès des Guises, qu'il faisait, lui fut impossible.

On avait arrêté plusieurs des principaux ligueurs et les princes de la maison de Guise. Le roi les relâcha fort imprudemment.

Le 7 janvier, la Sorbonne consultée déclara le peuple délié du serment de fidélité, le roi ayant violé la foi, violé la Sainte-Union, violé la « naturelle liberté des trois ordres du royaume ».

Les chefs des seize quartiers de Paris qu'on appelait les Seize voulaient un parlement.

Ce ne fut qu'un mois après que le duc de Mayenne vint prendre à Paris la direction du mouvement (15 février). C'était un gros homme, assez lent, qui avait beaucoup de mérite, moins faux que son frère Henri, et sans comparaison le meilleur des Guises; on ne lui reprochait qu'un assassinat.

Il venait à regret, se sentant infiniment peu propre à ce rôle, mais sa furieuse sœur, la duchesse de Montpensier, était sortie de son lit pour l'aller chercher en Bourgogne

et pour l'amener. Elle voulait qu'il s'avançât hardiment, reprit le rôle de son aîné et se fît roi.

Mayenne, qui venait organiser un gouvernement, en trouva un, celui des Seize et de la ville. C'est des Seize qu'il reçut la liste toute préparée du ***Conseil général de l'Union*** que Paris créait pour la France.

Ce qui rendit ce ***Conseil*** populaire, ce qui le fit adorer à Paris, ce fut l'***autorisation donnée aux locataires de ne plus payer le loyer***. Il y eut réduction expresse d'un tiers, mais on ne paya plus rien.

La bourgeoisie, qui avait pris parti contre les protestants, comme contre des gens de trouble, la voilà, cette bourgeoisie catholique, qui voit tomber d'aplomb sur elle le terrorisme de la Ligue. Seule, elle payera désormais et ne sera plus payée. Maisons, rentes, rien ne rapporte, encore moins les biens de campagnes, à chaque instant ravagés.

Comment s'étonner si la Ligue devint populaire, avec ces moyens énergiques? Comment demander pourquoi on ne voit plus qu'entre les nobles des ennemis de la Ligue? La raison en est bien simple. Parce qu'il fallait, pour cela, non seulement porter l'épée, pouvoir se défendre, mais encore pouvoir s'isoler, avoir un trou à soi pour se retirer; tout au moins avoir un cheval, comme la noblesse affamée qui suivait le roi de Navarre. Quant aux misérables habitants des villes, dans les tenailles atroces d'une police si serrée, à quoi comparerai-je leur sort? Les cachots et les basses-fosses sont plus libres, parce qu'au moins le prisonnier y est seul. Le grand cachot de Paris, le grand cachot de Toulouse, ces villes, devenues prisons, multipliaient la terreur dans une proportion horrible par quelques cent mille témoins, s'espionnant les uns les autres, par la profondeur d'une inquisition mutuelle, domestique, intime, jusqu'à s'accuser soi-même et se dénoncer à force de peur.

Le roi de Navarre. — Mais voyons le roi de Navarre le lendemain de la mort des Guises qui fut la date réelle de son avènement.

Il en parla sensément, sans vouloir qu'on se réjouît, disant seulement : « J'avais prévu, dès le commencement, que MM. de Guise n'étaient pas capables de remuer telle entreprise, ni d'en venir à la fin sans le péril de leur vie. »

Un mois après, il fait venir Mornay.

« On veut me livrer Brouage. Et d'autres me proposent Saintes. Qu'est-ce que vous me conseillez?

— Sire, dit Mornay, ce sont là de belles choses, mais elles vous prendront deux mois. Et cependant se perd la France!... Pensons donc à la sauver. Si j'étais à votre place, je marcherais droit à la Loire avec tout ce que j'aurais de force. Henri III, pris entre deux armées, et ne pouvant résister, s'accordera avec celui qu'il a le moins offensé, c'est vous. »

Son union avec Henri III. — L'entrevue, non pas des rois, mais des deux armées, des deux Frances, eut lieu sur les bords d'un ruisseau, à trois lieues de Tours. Les uns et les autres, huguenots, catholiques, réconciliés sans traité, sans savoir la pensée des rois, se rapprochèrent, débridèrent leurs chevaux et les firent boire au même courant. Ces nouveaux amis étaient ceux qui, depuis vingt ans, se faisaient si âpre guerre, qui avaient tant souffert les uns par les autres. Leurs familles, exterminées, leurs maisons ruinées, leurs personnes usées, vieillies, les plaies du corps, les plaies du cœur, tout disparut en ce moment.

Cette union inattendue donnait au parti royaliste une force redoutable. Les ligueurs, qui semblaient maîtres de la meilleure partie du royaume, n'en sentaient pas moins leur infériorité. Ils imploraient à grands cris le secours de l'Espagnol.

Echecs de Mayenne devant Tours et Senlis. — Cepen-

dant Mayenne averti que le roi avait peu de monde à Tours, part avec sa cavalerie et tout ce qu'il a de plus leste; il fait d'une traite onze lieues. Le matin il apparaît à Saint-Symphorien, le faubourg de Tours au nord de la Loire, qui tient à la ville par le pont.

L'attaque commence; il était dix heures du matin. Les ligueurs ont un grand avantage. Crillon entreprend de les déloger, n'y parvient pas, est blessé, rentre presque seul, ferme de ses mains les portes. Cependant le roi de Navarre, qui n'était pas encore loin, est averti. Il envoie quinze cents arquebusiers, qui, le soir, sous Châtillon, arrivent dans Tours. D'eux-mêmes, les ligueurs s'en allèrent, laissant au faubourg une trace terrible de leur passage.

Repoussée à Tours, la Ligue le fut plus rudement encore à Senlis.

Henri III devant Paris. — Le roi qui avait réuni ses forces, arrivait devant Paris. Montpensier et le roi de Navarre avaient presque trente mille Français. Et le plus beau, dans cette armée, n'était pas le nombre, c'était l'union. Il semblait que toutes les vieilles haines eussent cessé par enchantement.

Mayenne, au contraire, fondait, se perdait, venait à rien. Il appelait les Espagnols, les Allemands, les Lorrains, et rien n'arrivait. Il n'avait plus que huit mille hommes; puis cinq mille, dit-on; et, de ces cinq mille, beaucoup commençaient à regarder par quelle porte ils sortiraient.

Les ligueurs avaient tout à craindre. Henri III sur son chemin s'était montré impitoyable pour les villes qui résistaient. On dit que, du haut de Saint-Cloud, regardant Paris de travers, il avait dit : « Cette ville est grosse, beaucoup trop grosse ; il faut lui tirer du sang. »

Dans le Paris du Midi, celui des couvents et des séminaires, on disait tout haut qu'il fallait un miracle, un grand coup de Dieu. Plusieurs moines prêchaient le mi-

racle, entre autres le petit Feuillant, qui, peu après, envoya un assassin au roi de Navarre. Trois jeunes gens, dit-on, juraient qu'ils imiteraient Judith, et que le nouvel Holopherne ne périrait que de leur main.

Jacques Clément. — Si l'on en croit la duchesse de Montpensier, sœur des Guises, ce fut elle qui détermina la chose et la fit passer des paroles à l'acte. Parmi les trois jeunes gens était un moine bourguignon, nommé Clément, qui, en province, avait eu le malheur de faire un gros péché. Le prieur d'ici lui dit que, pour un si grand péché, il fallait faire un grand acte. La princesse, qui, dit-on, voulut le voir, lui assura que sa fortune était faite, qu'il aurait tout ce qu'il voudrait, le chapeau de cardinal. Et ce n'était pas le meilleur. Il avala tout cela. Il acheta un beau couteau neuf, à manche noir. Il se procura deux lettres de royalistes pour lui servir de passe-port. Le soir du 31 juillet, il s'achemina vers Saint-Cloud.

Assassinat de Henri III (1er août 1589). — « Il étoit environ huit heures du matin, dit Lestoile, quand le roi fut averti qu'un moine de Paris vouloit lui parler; il étoit sur sa chaise percée, ayant une robe de chambre sur ses épaules, lorsqu'il entendit que ses gardes faisoient difficulté de le laisser entrer, dont il se courrouça et dit qu'on le fît entrer; et que, si on le rebutoit, on diroit qu'il chassoit les moines et ne les vouloit voir. Incontinent le Jacobin entra, ayant un couteau tout nud dans sa manche; et, ayant fait une profonde révérence au roi, qui venoit de se lever et n'avoit encore ses chausses attachées, lui présenta des lettres de la part du comte de Brienne, et lui dit qu'outre le contenu des lettres, il étoit chargé de dire en secret à Sa Majesté quelque chose d'importance. Lors le roi commanda à ceux qui étoient près de lui de se retirer, et commença à lire la lettre que le moine lui avoit apportée, pour l'entendre après en secret. Lequel moine, voyant le roi attentif à lire, tira

de sa manche son couteau et lui en donna droit dans le petit ventre, au-dessous du nombril, si avant, qu'il laissa le couteau dans le trou; lequel le roi ayant retiré à grande force, en donna un coup de la pointe sur le sourcil gauche du moine, et s'écria : « Ha! le méchant moine, il m'a tué! »

Le moine avait tourné le dos et regardait la muraille. Le procureur général (fort étrange magistrat), portant l'épée comme chargé de la justice du camp, lui passa cette épée au travers du corps, et d'un même coup tua le procès qui eût compromis les moines et sans doute de grands personnages.

Le roi de Navarre, averti, vint, et trouva le blessé en situation assez bonne, qui avait écrit pour rassurer la reine. Il retourna à son camp; mais, pendant la nuit, la réalité se fit jour. Les médecins dirent qu'il avait peu d'heures à vivre. Il se confessa, fit entrer toute la noblesse, et les exhorta à se soumettre au roi de Navarre, qui ne tarderait pas à se convertir. Il expira (le 2 août 1589). Dernier des Valois, il laissait le trône aux Bourbons.

CHAPITRE XIV

HENRI IV. — LE CARDINAL DE BOURBON, ROI DE LA LIGUE. — BATAILLES D'ARQUES ET D'IVRY. — CONVERSION DE HENRI IV AU CATHOLICISME. — GUERRE AVEC L'ESPAGNE. — ÉDIT DE NANTES. — PAIX DE VERVINS. — MARIAGE DE HENRI AVEC MARIE DE MÉDICIS. — GUERRE DE SAVOIE. — CONSPIRATION DE BIRON.

Henri IV (1589-1610). — Pendant l'agonie du roi, les grands seigneurs catholiques n'avaient pas perdu le temps à pleurer. Ils s'étaient tous arrêtés à ne pas reconnaître le roi de Navarre[1].

La France, en ce moment, morcelée en provinces que les gouverneurs s'étaient imprudemment appropriées, la France était réellement dans la main de douze coquins. Ils avaient horreur d'un roi pauvre.

La dispersion, la guerre civile, leur étaient bonnes pour que chacun d'eux s'affermît *dans sa maison*. Ils appelaient déjà ainsi les gouvernements, leurs grandes villes capitales de provinces, un Lyon, un Rouen, un Toulouse.

Finalement, ils calculaient les chances de la Ligue et pas une pour le Béarnais.

Ils résolurent de le sommer de se faire catholique sur

1. Voir pour plus de détails sur ce règne, *Henri IV*, chez Hetzel.

l'heure. Henri dit qu'il lui fallait du temps, qu'il ne demandait qu'à se faire instruire, que, dans six mois, il assemblerait un concile à cet effet et réunirait les états généraux.

Le roi s'éloigna de Paris, n'ayant que quinze cents cavaliers, six mille fantassins. Il s'achemina vers Rouen, où on lui donnait quelque espoir.

Le cardinal de Bourbon, roi de la Ligue. — Madame de Montpensier voulait que son frère se fît roi. Chose impossible. Les troupes de Philippe II entraient dans Paris, à savoir, quatre mille Allemands, six mille Suisses. Mendoza, avec cette force, ne l'eût pas souffert, ni peut-être les ligueurs; ils étaient divisés, jaloux. Mayenne prit un moyen d'attendre, ce fut de faire roi un vieillard, le cardinal de Bourbon.

On donnait à Henri le sot conseil de s'en aller en Gascogne, ou bien de solliciter un partage de la royauté avec le vieux cardinal, ou encore de se réfugier en Allemagne, d'attendre les événements.

Il attendit, mais à Arques, l'épée à la main. Roi sans terre, il n'avait plus qu'une armée, plutôt une bande.

Il était si pauvre, que le plus souvent sa table manquait; il s'invitait ici et là chez ses officiers, mieux pourvus. Il avait sept mille hommes en tout, et, il allait avoir sur les bras trente mille hommes. Tout le monde le croyait perdu.

Bataille d'Arques. — Le vieux maréchal de Biron, homme de grande expérience, dirigeait tout. Il choisit un emplacement, couvert à droite par le canon d'Arques, à gauche et derrière par une petite rivière marécageuse, devant par un bois épais et difficile à passer; le bois passé, on rencontrait une tranchée que fit Biron, en laisant seulement ouverture pour lancer de front cinquante chevaux.

La grosse armée de Mayenne était fort chargée de princes, qui tous avaient des bagages. Mayenne veut

passer la petite rivière ; il y rencontre le roi, qui l'arrête à coups de canon. Il y eut cependant un moment où la cavalerie de Mayenne penétra jusque dans le camp, Biron fut jeté à bas de son cheval.

Le fils de Coligny, Châtillon, avec cinq cents vieux arquebusiers huguenots, prit de côté les ligueurs ; les lansquenets furent écrasés, et la cavalerie refoulée.

Le château d'Arques, qui, jusque-là, n'osait tirer, commença à parler d'en haut ; quelques volées de boulets saluèrent l'armée de la Ligue ; le soleil avait reparu et la fortune de la France (21 septembre).

Faiblesse de Mayenne. — Succès de Henri IV. — Mayenne était si malade de sa déconvenue, qu'il n'osa pas se montrer à Paris. Il s'en alla à Amiens, se rapprocher de ses maîtres, les Espagnols, et recevoir un secours que lui envoyait le prince de Parme. Son armée lui échappait, s'en allait à la débandade. Après ce secours, il se trouva plus faible qu'auparavant.

Le roi de son côté n'était pas bien fort.

Ce fut pour lui un grand secours de recevoir d'Élisabeth quatre mille protestants anglais, écossais.

Henri saisit l'occasion, alla dîner sur la flotte, fut salué du canon de tous les vaisseaux. A chaque toast, l'artillerie tira. Cette bruyante et éloquente reconnaissance d'Henri IV dut avertir les malveillants. Ils sentirent que le Béarnais, avec son pourpoint percé, n'en avait pas moins de fortes racines ; que l'Angleterre, l'Allemagne, la Hollande, allaient regarder vers lui.

Mayenne avait promis de l'amener à Paris, mais il y vient de lui-même (octobre) ; par une vive attaque, il emporte les faubourgs du sud, le fils de Coligny est maître du faubourg Saint-Germain, l'ancien faubourg protestant.

Le roi n'emmena son armée que quand elle se fut refaite, enrichie du pillage des faubourgs, entièrement et propre-

ment déménagés et nettoyés. Il alla de là recevoir à Tours l'ambassadeur de Venise. Le grand-duc de Toscane, celui de Mantoue, les Suisses, le favorisaient déjà plus ou moins ouvertement. Le premier s'adressait sous main à de Thou, notre envoyé, pour marier en France sa nièce, Marie de Médicis.

Mais les succès d'Henri IV semblaient devoir être arrêtés. Le prince de Parme, forcé par son maître d'être généreux, avait donné à Mayenne six mille mousquetaires, la fleur de l'armée des Pays-Bas, et douze cents lances wallonnes sous le fils du comte d'Egmont. Il reçut encore une petite armée de Lorraine. En tout, il y eut vingt-cinq mille hommes. Le roi n'avait guère que le tiers. Poussé par Mayenne vers l'ouest, il ne voulut pas, cette fois, reculer jusqu'en Normandie. Il fit ferme au couchant de l'Eure, à Ivry, et attendit.

Bataille d'Ivry (mars 1590). — Il était dix heures du matin (13 mars). Il faisait froid et mauvais. Mayenne avait eu la pluie toute la nuit. Le roi, au contraire, avait dormi, soupé dans les villages voisins.

Henri IV était d'une gaieté merveilleuse, qui répondait de la journée. Il avait mis sur son casque un énorme panache blanc et un autre gigantesque à la tête de son cheval. Il dit : « Si les étendards vous manquent, ralliez-vous à ce panache. Vous le trouverez toujours au chemin de la victoire. » Il avait su que les Suisses de Mayenne disaient, n'étant pas payés, qu'ils ne donneraient pas un coup.

L'artillerie du roi eut un effet terrible. Au contraire, celle de Mayenne porta peu sur les royalistes, dont le terrain était plus bas.

D'Egmont alla tête baissée, renversa tout. Cependant la cavalerie du roi, Biron, Aumont et Givry, tombèrent sur celle d'Egmont et la détruisirent. Les reîtres ne furent guère plus heureux. Après leur charge, ils revenaient

se replacer dans les rangs de Mayenne, mais ces rangs étaient serrés. Ils y jetèrent le désordre. Le roi le vit, et à ce moment, fondit, enfonça Mayenne et le balaya. Restaient les Suisses, qui n'avaient rien fait et qui se rendirent.

La mort du roi de la Ligue, du vieux cardinal de Bourbon qui arriva le 9 mai 1590, éclaira la situation autant que la victoire d'Ivry.

Henri IV devant Paris. — Cet enragé Béarnais sans perdre de temps s'achemina vers Paris. Déjà il avait pris Mantes.

Le 8 mai, le roi commença à tirer contre Paris; les ducs de Nemours et d'Aumale, qui commandaient la défense, avaient dix-sept cents Allemands, huit cents fantassins français, cinq ou six cents cavaliers; de plus, un grand nombre d'hommes de la milice bourgeoise qui avaient tout à craindre, si le roi entrait, étant connus et désignés aux vengeances des huguenots ou des royalistes. Ce n'était pas avec une si petite armée (douze mille hommes et trois mille chevaux) qu'Henri pouvait prendre cette énorme ville.

C'était par le pain qu'il voulait prendre Paris. Il faisait la guerre aux moulins, aux greniers, aux petites places d'en haut et d'en bas qui nourrissent la grosse ville.

En un mois Paris eut tout mangé. Il fallut commencer des visites domiciliaires. On fouilla les riches greniers des couvents.

On en vint au son d'avoine. On en vint aux chiens, aux chats.

Le roi serra de plus près. Il prit les faubourgs, les fortifia. Le peuple, qui y allait chercher de l'herbe, fut clos comme dans un tombeau. Lestoile assure qu'on alla jusqu'à faire du pain de la poussière d'os qu'on prenait aux cimetières, qu'un soldat mangea un enfant, qu'une dame dont le fils était mort, le sala, avec sa servante, et qu'elles vécurent quelque temps de cette nourriture.

Cependant, des tours, des murs, on voyait flotter la moisson. Les pauvres gens risquaient leur vie pour aller couper des épis. On les battait, on les blessait sans pouvoir les décourager. Henri IV, ici, fut très beau. Il déclara qu'il prendrait ou ne prendrait pas Paris, mais qu'il laisserait aller tous ceux qui voudraient sortir.

Des foules en profitèrent, trois mille hommes en une fois. Puis d'autres, tant qu'ils voulurent, des gens aisés aussi bien que le peuple.

Le prince de Parme lui fait lever le siège. — Cependant le prince de Parme, qui ne s'amusait jamais, avait, à la longue, terminé ses préparatifs; à l'instante prière de Mayenne et sur l'ordre de son maître, il venait secourir Paris.

Ce redoutable capitaine avait fait sa marche en vingt jours, traversé le nord de la France dans un ordre admirable. Il était à Meaux.

Il fallut bien que le Béarnais laissât son siège.

L'armée royale ne voyaît que l'avant-garde ennemie que Mayenne bravement menait au combat, mais le centre qui avait tourné, devenant lui-même avant-garde tombait sur Lagny, grande position pour la guerre et pour l'arrivage des vivres. Lagny fut emporté sous les yeux d'Henri même, Paris ravitaillé, l'armée découragée, et elle se fondit en partie.

Le duc de Parme n'avait rien fait s'il n'assurait aux Parisiens Charenton et Corbeil, mais Corbeil l'arrêta longtemps. Cela lui fit du tort. Paris, quelque reconnaissant qu'il fût, trouvait fort dur que ses amis ruinassent les campagnes que l'ennemi, le Béarnais tant maudit, avait épargnées. Corbeil fut pris et mis à sac.

L'enthousiasme des Parisiens fut fort calmé pour leurs amis d'Espagne. Toute leur peur était qu'ils ne restassent.

Quand le prince de Parme voulut laisser garnison dans Corbeil, on résista, on lui montra les dents.

Les ligueurs, qui avaient cru voir entrer un fleuve d'or et les trésors des Indes avec l'armée d'Espagne, restaient à sec et furieux. Mayenne, qui avait vu de près son odieux auxiliaire, et qui sentait bien qu'on n'avait aucune prise sur cet homme de marbre, fut obligé pourtant, dans sa grande faiblesse, d'en accepter trois régiments.

Le prince de Parme s'en alla, suivi de près et harcelé des cavaliers du Béarnais. Il n'était pas à vingt-cinq lieues que celui-ci emporta Lagny et Corbeil. Et Paris n'était guère plus délivré qu'auparavant.

Mayenne ne pouvait, sans le prince de Parme, sauver Rouen des mains du roi.

Siège de Rouen (1591-1592). — L'inquiétude des ligueurs, de Mayenne et de Villars, qui commandait dans Rouen, c'était que les Espagnols ne sauvassent cette ville pour la garder. Villars voulut les prévenir. Par une furieuse sortie, il tua des milliers d'assiégeants. Le prince de Parme, si prudent, voulait avancer, profiter. Mayenne l'en détourna. Il l'occupa à assiéger une petite place de la Somme. Enfin, il le décida à se placer à Caudebec, assurant que le roi, le voyant là, n'oserait continuer le siège. Ce qui arriva.

Mais ce qui arriva aussi, c'est que le roi, se rapprochant, se trouva tenir et Parme et Mayenne prisonniers dans la presqu'île de Caux, entre lui, la Seine et la mer.

Parme fut blessé au bras; Mayenne était malade. Les vivres ne venaient plus. Henri IV se croyait vainqueur; il avait une flotte hollandaise qui était dans la Seine et qui, au premier signe, pouvait le seconder. Le prince de Parme qui se sentait mortellement atteint, tenta une chose désespérée. Il fit venir de Rouen force bateaux couverts de planches. La Seine, large comme une mer à cet endroit, fut cependant pontée, traversée en une nuit. Les royalistes,

en s'éveillant, virent l'ennemi de l'autre côté (20-21 mai 1591).

Conversion de Henri IV au catholicisme (1593). — Le roi tenait Paris assez serré. Maître des petites places voisines, il eût pu à volonté empêcher les arrivages. Paris mangeait par sa permission. La culture de la banlieue se faisait par sa bonne grâce. Situation misérable dont tous voulaient sortir. Les savetiers, les crocheteurs, commencent à crier : « La paix! » La milice se déclare. Elle ose provoquer les Seize. Passant devant la fenêtre du fameux greffier de la Ligue, Sénault, qu'on voyait écrire, ils lui crièrent : « Écris-nous tous! nous sommes tous *politiques!* »

Ce mouvement inattendu, l'abandon où Philippe II semblait laisser ses Espagnols, la mort du duc de Parme, l'affaiblissement de Mayenne, menacé des fanatiques, tout cela un matin ou l'autre aurait mis le roi dans Paris. Des protestants comme Sully, lui disaient qu'il aurait de la peine à se dispenser de se faire catholique. Des catholiques, très avisés, très informés comme l'ambassadeur de Savoie, pensaient qu'il ne se convertirait pas.

Montaigne, le vrai génie du temps, avait dit une chose très juste. « Les Guises ne sont guère catholiques, et le roi n'est guère protestant. » Ceux des royalistes qui poussaient la conversion avaient obtenu de faire à Suresnes des conférences avec la Ligue. Champ très dangereux d'intrigues. Là se produisait une chose perfide que le légat favorisait : c'était de subir un Bourbon, puisqu'il le fallait, mais de prendre, au lieu d'Henri IV, le jeune cardinal de Bourbon.

Les royalistes firent peur au roi de cette idée, lui firent croire qu'elle ralliait beaucoup de gens.

Peu après, Henri IV, dans une conversation de trois heures avec Mornay, lui assura que c'était à cette crainte qu'il avait cédé. « On fut ravi de voir avec quelle componction il avait reçu le sacrement de pénitence, entendu la messe. »

Il prêta sans sourciller le serment d'exterminer les hérétiques (25 juillet 1593).

Entrée de Henri IV dans Paris. — Qui livrerait Paris au roi? Le gouverneur, M. Belin, eût voulu traiter de lui-même. Mais Mayenne l'expulsa et mit à la place un parfait tartufe, Brissac, et le prévôt des marchands, Lhuillier.

A trois heures, force bourgeois, greffiers, procureurs, notre chroniqueur Lestoile, occupaient le pont Saint-Michel en écharpe blanche. Le roi tardait. Enfin à quatre, les cavaliers de Vitry apparurent à la porte Saint-Denis. Le roi arrive, entre par la Porte-Neuve, il passe devant les Innocents et tourne au pont Notre-Dame pour aller à la cathédrale. Il y avait tant de monde qu'il ne pouvait passer. Cependant il ne voulut pas qu'on fît reculer personne, et il entra, à la lettre, porté sur les bras du peuple.

Soumission de Rouen. — Au moment même, le roi précipitait, malgré Sully, son traité avec Villars qui tenait Rouen. Ce Villars avait demandé des choses folles.

Ces conditions insolentes auraient pu être subies avant que le roi eût Paris, mais après, quand il était au Louvre, quand la Ligue fondait d'elle-même, elles semblaient devoir être repoussées; Henri IV les subit.

Situation difficile du roi. — Son énergie. — Les difficultés, il faut l'avouer, étaient grandes encore. Élisabeth, indignée de l'abjuration, rappelait ses troupes. Le duc de Mercœur établissait l'Espagnol en Bretagne, et Philippe II proclamait sa fille duchesse de cette province. Le duc d'Épernon voulait ouvrir à l'ennemi le port de Boulogne et ceux de Provence. Henri IV n'y trouva remède que de donner ce gouvernement au jeune duc de Guise pour faire battre entre eux les ligueurs.

Chose bizarre, sa pauvreté croissait en proportion de ses succès. La misère des deux rois de France et d'Espagne était égale. Si Henri IV est forcé de faire en 94 une ban-

queroute d'un tiers à nos rentiers, Philippe II l'a faite aux siens dès 1575, et il va recommencer encore. En 1594, la limite est atteinte, la terreur ne sert plus de rien; deux cents villes de Castille refusent l'impôt, et l'année de sa mort (1598) on verra Philippe II mendier sur le bord de sa fosse, et faire solliciter de porte en porte une aumône à la royauté.

Cela devait finir la guerre? Point du tout. Les Feria, les Fuentes, malmenés par le Béarnais, trouvaient que l'honneur castillan ne permettait plus de se retirer. Henri IV assiégeant la ville de Laon, ils se réunirent à Mayenne, et vinrent pour délivrer cette place, mais le roi la prit sous leurs yeux (22 juillet 94). Jamais il ne montra tant d'esprit, d'activité et de ressources. La légende populaire du *Diable à quatre* n'est ici que la vérité.

Attentat de Jean Chastel. — Expulsion des Jésuites. — Guerre avec l'Espagne (1594-1595). — L'avant-veille de Noël, un garçon de dix-neuf ans, Jean Chastel, se glisse près du roi et lui porte un coup de couteau à la gorge, mais il n'atteignit que la lèvre.

Crillon dit tout haut que cette fois il fallait jeter la Ligue à la Seine. On laisse le parlement prononcer l'expulsion des Jésuites (27 décembre), et on déclare la guerre à l'Espagne (17 janvier 95).

Le succès fut rapide. Mayenne, qui tenait la Bourgogne, se soumit, livra Dijon. Le roi, à Fontaine-Française, dans une reconnaissance imprudente, étourdie, où il faillit périr, avec deux ou trois cents chevaux, fit reculer l'armée du connétable de Castille. Sa folie le couvrit de gloire (5 juin 95).

Deux hommes d'esprit, le Gascon d'Ossat et le factotum Duperron, négociaient l'absolution à Rome. Ils trouvèrent des auxiliaires. Qui? Les Jésuites eux-mêmes... Ils tournèrent le dos à l'Espagne; ils rassurèrent le pape et lui dirent de ne pas avoir peur d'un lion mort qui ne mordait plus. L'essentiel pour eux était de rentrer en France.

Le 10 mars, le roi reçoit un grand coup, la surprise d'Amiens par les Espagnols; mais la France entière s'y précipita et reprit la ville. Élisabeth aida au succès. Elle donna au roi quatre mille Anglais, et il lui promit de ne pas traiter sans elle.

Édit de Nantes (avril 1598). — **Paix de Vervins** (mai). — C'est justement ce qu'il fit dès qu'il put, à Vervins mai 1598).

Mais nos huguenots, que deviennent-ils?

L'histoire en est lamentable. Par l'édit de Nantes, ils eurent, il est vrai, la liberté de conscience, mais non de culte. Le culte ne leur fut permis que dans leurs villes huguenotes et chez des seigneurs hauts justiciers. Des chambres à part pour les juger. On leur laissait pour huit ans leurs petites places d'asile. Cette paix ne les défendait pas; elle les compromettait, les forçant (contre un roi livré à leurs ennemis) de devenir une faction.

Les réformés avaient à la Rochelle un important otage, le petit prince de Condé, jusque-là héritier présomptif de la couronne. C'était un grand coup de le prendre, de le faire catholique. Sa mère se convertit d'abord, et éleva son fils dans sa nouvelle foi. Les huguenots semblaient parti perdu. En Poitou, on osa lancer la cavalerie sur un de leurs prêches, il y eut des entreprises pour enlever ou tuer Duplessis-Mornay, qu'on appelait leur pape.

Rien n'est plus intéressant que de voir dans d'Aubigné combien ces gens maltraités restaient pourtant, malgré eux, dévoués à Henri IV. A chaque instant il rompt, renoue. Tel était l'attrait de cet homme; on avait beau le connaître, le mésestimer, l'injurier, on ne pouvait se l'arracher du cœur. Et, après tant de choses indignes, il reste toujours au cœur de la France... Hélas! par tant de côtés, il fut la France elle-même!

Le grand-duc de Toscane. — **Sully.** — Le roi, dans

ses grandes misères, avait emprunté de fortes sommes au grand-duc de Toscane, qui spéculait là-dessus de deux manières à la fois. Il s'était fait par ses agents, les Gondi et les Zamet, percepteur de taxes en France, et il en tirait de grosses usures. Deuxièmement, il espérait, avec cet argent et les sommes qu'il pourrait y ajouter, faire sa nièce Marie de Médicis reine de France. Quoique le roi eût toujours l'air de trancher seul, il était très puissamment influencé par Sully.

Maximilien de Béthune (Rosny par sa grand-mère, et Sully par don du roi) était originaire d'un pays qui a donné des têtes ardentes sous grande apparence de froid, de raideur. Il était de l'Artois.

On rattachait ces Béthune aux Beaton d'Ecosse. Et, en effet, celui-ci avait un faux air britannique, par le contraste déplaisant d'un teint blanc et rosé d'enfant (à cinquante ans) et d'un œil du bleu le plus dur.

Gabrielle d'Estrées. — Tentatives d'assassinat contre le roi. — *Il fallait une reine française*, dans ce grand danger de l'Europe.

Gabrielle d'Estrées, la favorite du roi, aurait vaincu par la puissance de l'affection, si elle n'avait eu contre elle l'homme qui, à lui seul, pesait autant que tous, Sully. Le roi fut mis en demeure de choisir entre la femme, Gabrielle, et l'argent, Marie de Médicis.

Gabrielle fut très maladroite. Elle se souvint beaucoup trop de ce que Sully avait d'abord rampé sous elle. Elle l'appela « un valet ». Et le roi ne se souvint plus qu'il voulût la faire femme et reine.

Cependant deux assassins étaient encore venus pour tuer le roi, l'un dominicain, de Flandre, l'autre capucin, de Lorraine.

Les Espagnols avaient fait le pas hardi de se jeter dans l'Empire, fourrageant, mangeant amis et ennemis; enfin

vers Clèves ils saisissaient les passages du Rhin. Rien ne les eût favorisés plus que la mort d'Henri et celle de Maurice d'Orange. Celui-ci avait aussi son homme qui devait le tuer.

Celui que le légat Malvezzi dépêcha pour tuer le roi était un pauvre petit misérable, un Flamand de faible tête. Il était en route déjà à l'époque de l'abjuration du roi, et, quand il l'apprit, il ne voulut plus le tuer et jeta son couteau.

Il repartit en 1598, mais fut arrêté, amené à Paris. Le roi en eut pitié, le gracia. En Italie, on l'endoctrina encore et on le fit rentrer en France. Il fût arrêté, condamné à mort avec l'autre assassin, le capucin de Lorraine.

La grosse affaire était certainement le mariage du roi. Il était impossible de décider Marguerite à consentir au divorce. On la menaça d'un procès et elle devint docile.

Mort de Gabrielle. — Pâques approchait. Le confesseur d'Henri IV insistait pour que Gabrielle partît de Fontainebleau, allât à Paris. Elle résista de son mieux. Paris l'effrayait. Le roi la suivit jusqu'à Melun avec toute la cour, la confiant à son fidèle la Varenne, et lui donnant de plus Montbazon, son capitaine des gardes, qui devait la suivre partout.

C'était le lundi 5 avril, premier jour de la semaine sainte. Elle descendit près l'Arsenal, et, sans traverser Paris, se trouva du premier pas dans la maison de Zamet (autre fidèle du roi), qui était sous la Bastille, dans la rue de la Cerisaie.

Elle se confessa le mercredi et dut communier le jeudi. Elle dîna à merveille dans sa satisfaction d'être quitte de ce devoir. Zamet empressé lui servit toutes les friandises qu'il savait lui plaire. De là, on la prit en litière. Gabrielle se sentait un peu éblouie. Elle sortit, revint chez Zamet et

fit quelques pas au jardin. Mais là, elle tomba frappée, perdit connaissance.

Les crises furent fréquentes, terribles. En pleine force, animée d'un désir terrible et désespéré de vivre, elle lutta quarante heures, et tout fut fini. Le roi porta le deuil en noir, contre l'usage des rois, qui le portent en violet. Il le garda trois mois entiers, mais de recherche, d'enquête sur la mort, pas le moindre mot. Il reprit ses habitudes.

Cependant le divorce avait été prononcé. A la grande joie des courtisans, le roi leur dit un matin : « Messieurs, montons à cheval; j'ai envie de manger cet été des melons de Blois. »

Henriette d'Entragues. — Dans le passage ennuyeux de la grande plaine de Beauce, quelqu'un lui dit qu'il devrait bien s'arrêter au joyeux château de Malesherbes, où M. d'Entragues, gouverneur d'Orléans (époux de Marie Touchet), tenait sa petite cour.

Marie Touchet, l'unique affection du roi tragique (Charles IX), qui, dit-on, chercha en elle l'oubli de la Saint-Barthélemy, fière de ce grand et sombre souvenir, visait haut pour ses filles.

Elles avaient l'esprit du diable. L'aînée, Henriette, était une flamme. La fine langue, maligne et rieuse, ne ménageait rien, et pas plus le roi. Son cœur malade, blasé, et qui se croyait fini, revécut par les piqûres. Il la trouva amusante, puis charmante. Nos ministres laissaient le roi jouer au mariage avec Henriette, mais n'en persévéraient pas moins dans l'idée du mariage politique et financier, qui, selon eux, outre l'argent, allait nous créer par le pape et le grand-duc une influence en Italie.

La grande affaire était Saluces, cette porte de l'Italie, que le duc de Savoie, dans la crise de la Ligue, avait enlevée à la France.

En décembre 1599, il fit la démarche inattendue de

venir à Fontainebleau. Ce prince bossu, ventru, malfaisant, venait observer, flairer, tâter. Il vit ce qu'il désirait. L'aspect de la France était encore pitoyable. La misère continuait, les villes regorgeaient de mendiants, les routes étaient pleines de soldats sans pain. Le Savoyard se crut fort, parce qu'il avait la parole de tel et tel des grands seigneurs, spécialement celle de Biron; il endormit le roi, lui promettant que dans trois mois il lui rendrait Saluces ou bien lui donnerait la Bresse en échange. Sorti de France une fois, quand échut le terme indiqué, il déclara effrontément qu'il gardait la Bresse et Saluces.

La guerre était infaillible. Le grand mariage d'argent venait d'autant plus à propos. Cette belle dot de Toscane allait faire les frais de la campagne, permettre de frapper un grand coup, de battre les Espagnols sur le dos du Savoyard. Cela était spécieux. La pauvre Henriette d'Entragues, et la promesse du roi, pesèrent peu contre ces raisons. Il fallait de l'argent sur-le-champ, la guerre pressait.

Deux choses rendaient désirable Marie de Médicis : l'argent, la grosse somme que son oncle Ferdinand consacrait à cette affaire, à l'alliance de France ; et, d'autre part, l'espérance que cet oncle donnait à nos politiques, de leur faire un pape du parti français.

Mariage de Henri IV avec Marie de Médicis (1600). — **Guerre de Savoie** — Le 9 mars 1600, le roi écrivit au grand-duc.

Marie de Médicis, qui avait vingt-sept ans, n'avait rien que de vulgaire. Henri voulait une dot de 1 500 000 écus.

Somme épouvantable, impossible. Le grand-duc brisa. On marchanda, on baissa, et enfin on n'eut pas de honte de descendre à six mille.

Dès lors plus d'hésitation. Le 11 août, le roi, de Lyon, lança son manifeste de guerre.

Sully avec une activité et une énergie incroyables, avait transporté de Paris à Lyon l'énorme matériel qu'il préparait depuis un an.

Le Savoyard se trouva pris au dépourvu.

Le lendemain du manifeste, le corps de Biron entra dans la Bresse, celui de Lesdiguières en Savoie. Ceci le 13 août; Lesdiguières enleva la forte place de Montmélian, qui couvrait toute la Savoie. Le 20, Chambéry, la capitale du pays, se rendit.

L'épouvante était extrême d'une telle rapidité, mais non moins l'admiration pour l'humanité du roi, qui disait qu'il ne faisait la guerre qu'au duc, point aux habitants.

Il avait passé en Bresse, pour voir de plus près opérer Biron. Celui-ci était furieux d'avoir si bien réussi.

La dot de la Florentine n'avait pas peu contribué à rendre ces succès possibles. Le malheur, c'est qu'après la dot il fallait recevoir la fille. Le roi y songeait si peu, qu'il envoya à Henriette les premiers drapeaux pris sur la Savoie (septembre).

Le 9 octobre, il apprit que son mariage avait été célébré à Florence et fit ordonner aux villes de tout préparer pour l'arrivée de la reine.

Marie de Médicis, après de prodigieuses fêtes qu'on fit à Florence, s'embarqua avec sa tante et sa sœur, duchesses de Toscane et de Mantoue, sur la galère grand-ducale tout incrustée de pierreries.

Elle alla de Marseille à Aix et à Avignon, avec une petite armée de deux mille chevaux.

Elle dut attendre huit jours à Lyon, le roi s'arrêtant encore en Savoie. Enfin, le 9 décembre, il se présenta aux portes assez tard. Elles étaient fermées, et on l'y fit attendre une heure par une gelée fort rude.

Ce qui ne dut pas être agréable au roi, ce fut de trouver Marie avec la cour complète de cavaliers servants que

toute dame italienne, selon la nouvelle mode qui fleurit en ce siècle, devait avoir autour d'elle.

Le premier, était son cousin, Virginio Orsini, duc de Bracciano. C'était lui qui avait, à table, le soin de lui donner à laver, et d'offrir le bassin, la serviette, à ses blanches mains. Le second était Paolo Orsini. Enfin un jeune homme de la figure la plus séduisante, *il signore* de Concini, était auprès de sa femme.

Le roi fut obligé de rester près de l'épousée quarante jours pour faire la paix; paix surprenante. Il abandonna Saluces, rendit toute la Savoie.

« Chacun chez soi, chacun pour soi : » c'est la politique bourgeoise que Sully fit prévaloir et proclama par ce traité.

Acquisition de la Bresse (1601). — **Conspiration et mort de Biron** (1602). — En échange de Saluces, le roi acceptait la Bresse, province, il est vrai, importante, qui fermait le royaume à l'est et protégeait Lyon, il avait fait l'accueil le plus affectueux aux envoyés de Genève, à leur vénérable doyen Théodore de Bèze, et il permit à Sully, avant de signer le traité, de rendre les places prises et de livrer aux Genevois le fort de Sainte-Catherine à la porte de leur ville; l'Espagne, usée jusqu'aux os, et se sentant si peu de force, hasardait les coups de loterie les plus criminels.

Les Fuentès, les d'Ossuna, les Bedmar, avaient repris les moyens du XVe siècle, poison, meurtre et incendie.

L'étranger avait trouvé son affaire pour troubler tout. Un mannequin et un drapeau :

Biron.

Un danger très grand était dans cet homme Il avait en lui la discorde.

Le roi l'avait fait amiral, maréchal, général en chef, duc et pair, gouverneur du gouvernement qu'avait eu le chef de la Ligue, M. de Mayenne, et qu'eurent les seuls

princes du sang, la Bourgogne, poste de confiance, contre la Franche-Comté et la Savoie; mais tout cela n'était rien. Biron, en rapport direct avec Madrid et Milan plus que jamais, renoua ses trames par l'intermédiaire d'un La Fin, qu'on a prétendu l'auteur de toute cette conspiration, commencée bien avant qu'il s'en mêlât.

La Fin jasa, le roi le fit venir et en tira tout. Effroyable découverte. Tout le monde semblait compromis, et il ne savait plus à qui se fier : l'étranger pouvait arriver, être introduit par Biron dans ses places de Bourgogne.

On parvint à le désarmer; Sully le pria d'envoyer ses canons, qui étaient vieux, pour les remplacer par des neufs. Il n'osa les refuser.

Le duc de Savoie était effrayé. Fuentès aussi devait être inquiet d'avoir compromis son maître, au moment où le siège d'Ostende absorbait les forces espagnoles. Ils avaient fort à souhaiter que Biron ne les trahît point, qu'il mentît pour eux fort et ferme.

Le roi, le 13 juin, se promenant de bonne heure au jardin de Fontainebleau, le voit arriver. Il va à lui, il l'embrasse.

Puis, seul à seul, il lui demande s'il n'a rien à dire : « Moi! dit Biron, je viens seulement pour connaître mes accusateurs et les faire châtier.

Le roi désirait très sincèrement le sauver. Il y fit les plus grands efforts, et par lui-même, et par Sully. Le matin encore, au jardin fermé de Fontainebleau, il le serra au plus près, et ne gagna rien. On voyait Biron le suivre avec force gestes, une pantomime hautaine de protestations d'innocence, relevant fièrement la tête et se frappant la poitrine. Même scène encore après dîner.

Sans Sully, jamais le roi n'aurait eu la force de faire justice.

Le roi le fit partir pour préparer la Bastille et avertir le

Parlement. Biron et le comte d'Auvergne, son complice, y furent amenés le 15 juin.

Le procès n'était que trop clair.

Biron fut saisi d'un grand trouble quand on lui présenta les pièces qu'il croyait brûlées, quand il vit devant ses yeux son messager Renazé, qu'il croyait enfoui dans un château de Savoie. Il pâlit, dit les pièces fausses, controuvées, puis les avoua.

Il ne croyait pas que le Parlement aurait le courage de le condamner, mais le Parlement fut unanime (127 voix).

Il ne fut pas peu étonné, le 31 juillet, de voir le chancelier, le greffier, une grande suite, arriver à la Bastille en cérémonie.

Le chancelier lui demanda de rendre l'ordre du roi, la croix du Saint-Esprit, et l'engagea à faire preuve de son grand courage. Puis on lui lut son arrêt, et l'adoucissement qu'y mettait le roi, de rendre ses biens à ses parents et de ne pas le faire exécuter en Grève.

Il mourut en pleine fureur, en pleine vengeance, continuant d'intention son complot, et, de l'échafaud, autant qu'il était en lui, attachant d'avance au roi la furie de Ravaillac. Le roi, après l'exécution, était si défait, qu'on l'eût cru l'exécuté.

Il n'en eut pas moins conscience d'avoir fait justice.

Très reconnaissant pour l'homme inflexible qui l'avait soutenu dans cette rude circonstance, il alla voir Sully, lui dit : « D'aujourd'hui, je n'aime que vous. »

Rappel des Jésuites (1603). — Mais la mort de Biron lui avait causé un terrible ébranlement.

Sa tête était au fond l'enjeu du grand combat de l'Europe.

Mourrait-il moralement, d'inquiétude et de chagrin ?

Au voyage qu'il fit à Metz, en 1603, la Varenne, devenu par la grâce du roi seigneur de la Flèche pour laquelle il

obtint une église et un collège, lui présenta les Jésuites de Verdun, qui le prièrent de rétablir un ordre pauvre, disaient-ils, point intrigant.

Le roi, à son retour, fut malade deux fois, coup sur coup, en un même été. En septembre, étant à Rouen, faible et isolé, la cour ne l'ayant pas suivi, le père Cotton qui l'accompagnait depuis Metz, et la Varenne qui ne le lâchaient pas, tirèrent de lui le rétablissement des Jésuites.

Sully assure qu'Henri IV lui avoua qu'il ne se décidait à cela que pour sortir des angoisses où le tenait constamment la peur de l'assassinat, « vie misérable et langoureuse... telle qu'il me vaudrait mieux être déjà mort ».

CHAPITRE XV

CONCINI. — GOUVERNEMENT DE HENRI IV. — ADMINISTRATION DE SULLY. — AMÉLIORATIONS ET EMBELLISSEMENTS. — ASSASSINAT DE HENRI IV. — LOUIS XIII. — MARIE DE MÉDICIS RÉGENTE. — MARIAGES ESPAGNOLS. — ÉTATS GÉNÉRAUX DE 1614. — LUYNES. — ASSASSINAT DE CONCINI; EXÉCUTION DE SA FEMME.

Concini. — Concini succédait à ces cousins de la reine, les Orsini, ses premiers *cavaliers servants.* Il rendit au roi le service de les supplanter. Un homme de sa condition était moins embarrassant, et pouvait *servir* la reine avec moins d'éclat et de bruit.

Concini était né en pleine cour, fils du ministre dirigeant Côme de Médicis, mais cadet; troisième cadet d'une maison qui n'était pas riche. Il avait été domestique du cardinal de Lorraine; c'était un homme charmant, un rieur, un beau joueur, un élégant cavalier. Il plut à la reine, qui le maria à sa Léonora, afin de le pouvoir garder.

Léonora, modeste et sage, n'aurait visé qu'à l'argent. Mais Concini, un fat, un fou, avec ses goûts de grandeur, ne pouvait manquer de suivre le vent de la cour, qui était tout à l'Espagne. Concini communiquait avec le roi d'Espagne par l'ambassadeur du grand duc auprès de Philippe III; ses lettres passaient par Florence, pour être envoyées à Madrid.

Le roi avait ainsi l'Espagne tout autour de lui, chez lui.

Conspiration d'Entragues. — Les Espagnols avaient gagné Entragues, le père d'Henriette, et son frère, le comte d'Auvergne, déjà mêlé à l'affaire de Biron.

Elle-même était-elle innocente? Son père disait oui, son frère disait non. Les Espagnols, qui n'en pouvaient finir avec le grand siège d'Ostende depuis trois années, avaient monté deux machines qui les auraient débarrassés des deux appuis de la Hollande, d'Henri IV et de Jacques VI.

Contre le premier, ils fomentèrent *le complot d'Entragues.*

Contre le second, ils accueillirent, encouragèrent l'infernale *Conjuration des poudres,* qui commença en même temps.

Le père, le frère d'Henriette furent condamnés; on menaçait de l'enfermer elle-même et de lui ôter ses enfants. Elle ne s'effraya pas. Elle dit toujours que n'ayant rien su, elle ne demandait que trois choses : pardon pour son père, une corde pour son frère, et justice pour elle.

Le roi gracia le père, enferma le frère, et elle, l'éloigna un moment, mais il la fit revenir. Insigne imprudence. Humiliée, elle devint tout à fait perverse et très dangereuse.

Dans cette cruelle affaire, il avait senti au cœur la pointe du poignard espagnol. On entreprit de lui ôter son grand serviteur Sully. Celui-ci avait reçu la surveillance des affaires étrangères et du très suspect Villeroy.

Sully et les protestants. — Il vit que le roi ne pouvait tarder à se mêler directement de la Hollande et du Rhin pour la succession de Clèves : donc qu'il serait obligé de revenir aux protestants. Lui-même, qui les avait fort mécontentés, se rapprocha d'eux. La mort de la Trémouille, celui de leurs chefs qu'aimait le moins Henri IV, permet-

tait le rapprochement. Sully maria une de ses filles à un protestant illustre et le chef futur du parti, le jeune duc de Rohan (13 février 1605).

De là un curieux duel entre Sully et Cotton.

Cotton tâchait de le noircir, et toute la cour aidait à la calomnie. On parvint à faire naître entre lui et le roi un petit nuage qui, heureusement pour la France, se dissipa au moment même. Lorsque déjà on croyait Sully disgracié sans remède, le roi lui ouvrit les bras.

Sully, dès lors se constituant avocat des protestants, se rendit lui-même, comme gouverneur du Poitou, à leur assemblée de Châtellerault. La confiance se rétablit.

D'autre part, les protestants le reçurent à la Rochelle.

Sully donna au roi l'excellent conseil de venir lui-même en Limousin et en Quercy. Il y vint avec une armée (sept. 1605), mais elle fut inutile. Bouillon avait donné ordre qu'on ouvrît les places au roi.

Les Rochelois vinrent lui dire qu'il ne passât pas si près sans les visiter.

Conspiration des poudres en Angleterre. — Le roi avait pu reconnaître quels étaient véritablement ses amis, ses ennemis, et combien toutes ses faiblesses pour ceux-ci étaient inutiles. Il était à peine revenu à Paris, qu'on apprit (novembre 1605) l'explosion la plus terrible, le complot le plus scélérat, dont il y avait eu jusque-là exemple, de mémoire d'homme, la *conspiration des poudres*.

Rien n'apaisait les fanatiques, nulle concession ne suffisait. Les Jésuites jurèrent que la conspiration était puritaine.

Les puritains, grand parti, qui avaient pour arrière-garde tout le royaume d'Écosse, et qui se voyaient désormais assurés dans le Parlement, n'avaient que faire d'un tel crime. Le chef réel de l'affaire, Garnet, supérieur des Jésuites, fut l'âme même de la conspiration. De partout, un cri s'élevait:

« L'Europe est minée en dessous. » On regardait vers la France où l'on préparait un soulèvement, et l'on croyait couper d'un seul coup la tête de l'Angleterre, puis régner par les Espagnols. Le monde fut stupéfié. Garnet ne fut point mis à la torture; le roi le fit bien traiter. Il nia, puis avoua.

Gouvernement de Henri IV. — Henri IV vit dès lors plus clair dans sa situation. En janvier 1606, il dit toute sa pensée à Sully : Préparer la grande guerre, en divisant l'ennemi, mais avant tout il fallait, en France même, arracher l'épine qui restait encore, réduire le duc de Bouillon, gouverneur de Sedan.

Bouillon était fini, perdu, surtout dans l'opinion, ayant démenti sa réputation de prévoyance, ayant misérablement livré ses amis.

Mais d'autant plus violemment revenait-on aux moyens du fanatisme populaire. Il se trouvait à chaque instant des fous pour tuer le roi. Un, tout à fait aliéné, l'arrêta sur le pont Neuf, le tira par son manteau et le tint sous le poignard.

Toutes les formes de la pénitence furent étalées, affichées. Le roi, devant ces fureurs ascétiques et monastiques de gens qui se frappaient eux-mêmes dans l'espoir de le frapper, fit une chose courageuse, que lui demandait Sully depuis près d'un an. Il mit le temple des réformés à *deux* lieues de Paris, le transportant d'Ablon, distant de cinq lieues, à Charenton, c'est-à-dire presque aux portes de la grande ville.

On ne peut se figurer quelle fut la violence des résistances. On essaya de la violence populaire, des batteries, des coups de bâton, mais le roi, sur le chemin, fit mettre une belle potence, qui avertit suffisamment, et l'on n'eut besoin d'y pendre personne. Peu après, il entraîna l'Angleterre dans un traité où les deux puissances couvraient définitivement la Hollande de leur garantie.

Les protestants, un à un, lui revinrent, et d'Aubigné même.

La guerre d'Espagne, l'affranchissement des consciences, la liberté religieuse de l'Europe que pouvait fonder Henri IV, c'était l'idée nouvelle du temps.

Les grands résultats du règne commençaient à apparaître. Toute l'Europe sentait une chose, c'est qu'il n'y avait qu'un roi, et c'était le roi de France.

Un des fléaux de l'époque, c'est que les grands s'appropriaient et tournaient à leur avantage la puissance du roi et des parlements qui devaient les réprimer. Ils n'avaient plus besoin, comme autrefois, de combattre; il leur suffisait de plaider. La lâcheté des hommes de robe mettait la justice à leurs pieds.

Les grands, alors aussi avares qu'autrefois ambitieux, visaient à l'absorption de toutes les fortunes de France.

Le roi se mit en travers et les arrêta. 1° Il rendit les magistrats plus indépendants en leur permettant, pour un léger droit, de rendre leurs charges héréditaires; 2° il interdit aux familles trop puissantes, spécialement à celle des Guises, les grands mariages, qui les auraient encore fortifiées.

Ce règne leur apparut comme une dure tyrannie, une cruelle révolution.

C'était là, en effet, son caractère profond, qu'entravé encore à l'extérieur, il avait en lui la force vive d'une révolution sociale qui poussait la royauté, qui la trouvait trop timide, et qui lui disait d'oser.

Administration de Sully. — Sully, qui avait quelque chose des grands révolutionnaires, semble avoir senti cela; mais ces abus, entrelacés comme un chaos inextricable de ronces, pour les couper, il fallait avant tout les démêler. Là se place le travail prodigieux du grand homme, sa vie sauvage au milieu de Paris; ses nuits d'écriture et

de chiffres, sa rudesse implacable pour les courtisans. Il se bouchait les oreilles pour ne pas entendre la plainte des abus qu'il fallait trancher.

Révolution contre l'hypothèque de nos créanciers étrangers, et nos impôts dégagés de l'exploitation florentine, des mains des Gondi et des Zamet.

Révolution contre les offices achetés ou gagnés, contre ces receveurs, contrôleurs, comptables de toutes sortes, qui trouvaient moyen de ne point compter, tous couverts du patronage des grands de la cour.

Révolution contre les gouverneurs de provinces, qui virent mettre à côté d'eux un lieutenant général du roi.

Révolution plus hardie contre la seigneurie, essai (non pas de raser encore les châteaux), mais d'empêcher qu'on y fît des fortifications nouvelles.

Après ces révolutions, notons les exigences de cette administration.

Elle exigea que les seigneurs laïques ou ecclésiastiques qui levaient péages sur les routes et rivières à condition de les entretenir, accomplissent cette condition, sous peine de déchéance. Sully, comme grand voyer, poussa contre eux cette guerre si vivement, qu'en peu d'années tous finirent par obéir. Le commerce circula, et aussi la force publique. Ces routes que refirent les seigneurs, elles servirent à les visiter, à les surveiller.

Les forêts et les cours d'eaux furent pour la première fois gardés et administrés. Autre guerre immense. Guerre aux braconniers, aux soldats devenus voleurs, aux rôdeurs armés.

Les poissons furent protégés; des rivières furent repeuplées, et défense de pêcher au temps du frai. Sully fit ce que demande et attend encore la pisciculture.

L'industrie date de ce règne. Le roi même l'encouragea; moins Sully, tout préoccupé de l'agriculture. Le monde de

l'ouvrier, tout autrement mobile et libre que celui du cultivateur, surgit tout à coup. Les soieries, les draps, les verreries, les manufactures de glaces, etc., furent créées ou immensément étendues par Henri IV. Il planta partout des mûriers. Il ordonna qu'en chaque diocèse on en élevât dix mille. Il en mit dans les Tuileries, à Fontainebleau et partout. Cette disposition si sage de mettre à profit les jardins publics pour les cultures d'utilité a été tournée en ridicule par les royalistes du temps de la Révolution, mais elle remonte à Henri IV.

Sully ne goûtait guère les fondations de colonies. Le roi, plus fidèle en ceci aux traditions de Coligny, jugeait qu'un grand peuple inquiet, tant d'esprits aventureux ont besoin d'un tel débouché. Il encouragea les Champlain, les de Monts, fondateurs de cette France américaine qui n'embrassait pas seulement le Canada, mais un empire de mille lieues de côtes.

Améliorations et embellissements, — Le canal de Briare. — La place royale, les Gobelins, le Pont-Neuf, le Louvre, la bibliothèque. — Ce règne, si grand par ce qu'il fit, est plus grand par ce qu'il voulut, commença ou projeta. Ainsi le canal de Briare, l'une de ses belles créations, et qui fut un modèle pour l'Europe, devait être suivi du canal des deux mers et d'un vaste réseau de voies analogues qui eussent en tous sens ouvert à la France ses vives artères. Ce système avait jailli du génie des Crappone, des Crosnier, des Louis de Foix, des Viète. Ce dernier, immortel par l'application de l'algèbre à la géométrie.

Henri IV s'occupa fort de la Seine et lui créa d'abord sa route d'*en bas*. Il voulait en rectifier le cours et en assurer la navigation entre Rouen et le Havre; ce qui en eût fait la rivale de la Tamise et posé Rouen comme émule et antagoniste de Londres.

Tout ce qu'on fit pour la guerre, en dix ans, est in-

croyable. L'artillerie fut créée. Une ceinture de places fortes, chose énorme, fut improvisée, surtout pour couvrir le Nord. Henri IV voulait sérieusement et peu à peu se passer des mercenaires. Il ne louait que six mille Suisses et levait vingt mille fantassins français. Un Paris immense se bâtit sous lui.

La *place Royale*, qu'il bâtit à l'instar des villes des Alpes, avec des portiques commodes, et qui ne servit, après lui, qu'aux fêtes, aux tournois ridicules de Marie de Médicis, devait, dans son idée première, recevoir une immense manufacture de soieries.

Dans le quartier Saint-Marceau, il forma l'autre grande manufacture, celle des tapisseries des Gobelins.

C'est lui qui relia Paris et en fit un tout. La ville centrale, l'île de la Cité et du Palais-de-Justice, tenait à peine au Paris méridional de l'Université et au Paris septentrional du Commerce. Pour suite au vieux pont Saint-Michel, il bâtit le *pont au Change*, et à la pointe de l'île le vaste et magnifique *pont Neuf*, l'un des plus grands de l'Europe. Celui-ci rendit nécessaire la *rue Dauphine*, par laquelle l'ancien faubourg protestant, le faubourg Saint-Germain, est en rapport avec la ville.

Le Louvre fut sa passion. Dès qu'il entra à Paris, il y employa une foule d'ouvriers qui mouraient de faim, et en trois ans (1594-1596) il fit la partie admirable de la grande galerie qui va du Louvre au pavillon de Lesdiguières.

Il ne voulait rien pour lui qu'il ne communiquât aux autres. Par lui, la *Bibliothèque royale*, mise à Paris, ouverte à tous, devint vraiment celle du peuple, comme eût été le *Musée des métiers* et le *Jardin des Plantes* qu'il voulait créer.

Plans d'Henri IV et de Sully. — Manœuvres de l'Espagne. — Deux conspirations commencent en 1606, qui marchent parallèlement pendant trois années :

Celle du roi pour sauver l'Europe;
Celle de la cour pour tuer le roi.

Henri IV s'accorda avec Sully sur ce qu'il voulait et se mit dès lors en lutte avec la reine et la cour qui voulaient la chose contraire. « Entamons par l'Allemagne, dit-il, offrons l'Empire à la Bavière; puis au duc de Savoie la royauté de Lombardie, avec ma fille pour son fils.

Dans cette même année 1606 où le roi, à l'Arsenal, arrêtait avec Sully sa grande pensée, à l'église de Saint-Jean en Grève, pendant un sermon, deux personnes, qui semblaient venues par hasard, arrêtèrent une alliance entre d'anciens ennemis, qui s'unirent et se liguèrent pour tramer la mort du roi. Ces deux personnes étaient le duc d'Épernon et Henriette d'Entragues.

D'Épernon avait vu tomber Biron et Bouillon. Il sentait que son tour venait. Le roi l'avait déjà frappé dans son revenu, lui interdisant des taxes arbitraires, et dans sa puissance, ayant mis sous sa main la place de Metz.

Henriette voyait dans le roi l'obstacle à un grand mariage qu'elle voulait se faire chez les Guises.

Les Guises s'amusaient d'elle, s'en moquaient au fond, car toute leur pensée était d'avarice. Ils auraient voulu que le roi mourût, non pour épouser Henriette, mais au contraire pour avoir la grande et très grande héritière, mademoiselle de Montpensier.

Un autre s'unit à ces alliés, celui qui disposait absolument de l'esprit de la reine, son chevalier, Concini.

Un ambassadeur d'Espagne, superbe, grave et rusé, don Pèdre, vint attiser le feu et jeter, surtout au Louvre, entre le roi et la reine, la pomme de discorde, l'offre du double mariage espagnol. La condition eût été la chose impossible et funeste, l'abandon de la Hollande, que le roi venait de garantir par un solennel traité.

Il resta huit mois ici, traînant et gagnant du temps,

travaillant le vieux levain du *Catholicon*, donnant courage à tous nos traîtres, aux futurs assassins du roi.

La Hollande fatiguée voulait, exigeait la paix, au moment où tout annonçait le réveil de la grande guerre. Le roi travaillait au traité.

Condé. — Son mariage. — Le jeune Condé, à vingt ans, était déjà sombre et avare comme un vieux sénateur de Gênes.

En janvier 1609, la reine organisait un ballet des *Nymphes de Diane*. En passant, le Roi jette un regard dans la salle, se trouve juste au moment où l'une de ces nymphes armées levait son dard et semblait le lui adresser.

C'était mademoiselle de Montmorency.

Cette enfant, qui devait un jour être mère du grand Condé, dès sa naissance, avait été une merveille. M. de Bouillon, parent de la demoiselle, conseilla au roi de la donner à son neveu, le jeune prince de Condé. C'était l'avis de Sully et de tous les gens raisonnables.

Ce personnage sournois, taciturne alors, se tenait près du roi, tout petit et fort servile. Il attendait tout de lui. Il était très pauvre.

Le mariage eut lieu le 3 mars, et Condé palpa l'immense dot (deux cent mille écus).

Des événements politiques qui survinrent l'enhardirent, deux mois et demi après le mariage, à ne plus ménager le roi.

Succession de Clèves. — Opposition de Marie de Médicis et de sa Cour à Henri IV. — Craintes du roi. — Le coup que l'on attendait depuis des années éclata à la fin de mars. Le 25, le duc de Clèves mourut, et la question du Rhin fut posée, le duel ouvert entre les maisons de France et d'Autriche.

Le roi avait dit : « Je ne tolérerai pas à Clèves l'Espagnol ni l'Autrichien. »

Jeannin, qui négociait, rendit à l'Espagne l'essentiel service de brusquer la trêve avec la Hollande, qui fut signée deux jours après (mars 1609).

Le Roi ne s'en déclara pas moins tout prêt à agir.

L'affaissement de l'Espagne et de l'Angleterre elle-même, depuis la mort d'Élisabeth, l'avait mis si haut, que, si on le voyait agir, on l'eût salué de toutes parts pour chef de la chrétienté.

Plus que de la chrétienté même. Les mahométans d'Espagne voulaient être ses sujets.

Position unique, qu'il devait moins à sa puissance qu'à sa renommée de bonté, de modération et de tolérance.

Au départ de D. Pèdre (février 1609), on put voir qu'il n'avait pas perdu son temps. Le vent d'Espagne, le souffle de haine et de discorde, souffla de tous côtés. D'abord au Louvre; la reine trouvait impardonnable le refus des mariages espagnols. Concini et Léonora lui persuadèrent que son mari (et Henri IV!) au moment même où il se rapprochait d'elle, voulait l'empoisonner. Elle le crut si bien, qu'elle ne voulut plus dîner avec lui, affichant la défiance, mangeant chez elle ce que sa Léonora apprêtait.

Ces brouilleries publiques enhardirent tout le monde contre le roi. Les sermons de la Ligue recommencent à grand bruit.

Il arriva d'Italie un Lagarde, homme de guerre normand, qui, revenant des guerres des Turcs, s'était arrêté à Naples, et y avait vécu avec Hébert, secrétaire de Biron, et autres ligueurs réfugiés. Lagarde raconta au roi qu'un jour, dînant chez Hébert, il avait vu entrer un grand homme en violet, qui se mit à table et dit qu'en rentrant en France il tuerait le roi. Lagarde en demanda le nom; on lui dit : « M. Ravaillac, qui appartient à M. le duc d'Épernon, et qui apporte ici ses lettres. »

Le roi fut bouleversé. Il garda huit jours ce cruel

secret, quitta la cour, resta seul à Livry et dans une petite maison de son capitaine des gardes. Puis, n'y tenant plus et ne dormant plus, il vint à l'Arsenal tout dire à Sully.

Il se sentait si mal au Louvre, qu'il le pria de lui faire arranger à l'Arsenal un tout petit logement; quatre chambres, c'était assez. Ainsi ce prince redouté de toute l'Europe en était à ne plus coucher dans sa propre maison.

La princesse de Condé. — Un tel homme, un tel roi, celui dont l'Espagnol baisait l'épée à genoux, et si persécuté chez lui, entouré de traîtres et d'embûches, c'était sans doute de quoi attendrir un jeune cœur. La princesse de Condé en avait pitié. Elle commença à se dire que le roi pourrait divorcer encore. Elle avait signé elle-même, secrètement une demande de divorce.

Condé avait compris tout le parti qu'il pouvait tirer de la situation, qu'elle allait le poser comme adversaire du roi et l'exhausser énormément, le rendre précieux pour les ligueurs et pour les Espagnols. Donc il vint, prit possession de sa jeune femme, l'enleva, la cacha à Saint-Valery, bien sûr qu'on viendrait l'y chercher.

Il est probable qu'elle avertit le roi.

Il part à peu près seul et déguisé. Condé enlève encore sa femme.

La partie était belle pour lui. Il en pouvait tirer deux avantages : ou de l'argent, beaucoup d'argent, et il inclinait à cela; ou bien (chose plus agréable à sa mère) une rupture avec le roi, qui le constituerait candidat de l'Espagne au trône de France.

La mère et le fils enlèvent de nouveau la petite femme; ils la mènent d'un trait à Bruxelles.

Toute la situation était changée au profit de l'Espagne. Maintenant, si le roi commençait la guerre préparée depuis dix ans, on allait rire; vieux chevalier errant, il

aurait l'air seulement de courir après sa princesse. Tout le monde serait contre lui.

L'Espagne, en si bonne cause, ne pouvait manquer d'assistance.

Ravaillac. — Il y avait à Angoulême, place du duc d'Épernon, un homme fort exemplaire, qui nourrissait sa mère de son travail et vivait avec elle en grande dévotion. On le nommait Ravaillac.

Il avait eu de grands malheurs, son père ruiné, le père et la mère séparés. Enfin, un meurtre s'étant fait dans la ville, on s'en prit à lui, uniquement parce qu'il avait mauvaise mine. On le tint un an en prison. Il en sortit honorablement acquitté, mais endetté, ce qui le remit en prison. Là, seul et faisant maigre chère, il advint que son cerveau creux commença à s'illuminer.

Il vit bien qu'il était destiné à une grande chose. Il avait été jusque-là étranger à la théologie. Il s'y mit, lut, étudia, mais une seule et unique question, le droit que tout chrétien a de tuer un roi ennemi du pape.

A sa sortie de prison, il confia ses visions, et le bruit s'en répandit. On fit savoir au duc d'Épernon qu'il y avait dans sa ville d'Angoulême un homme favorisé du ciel, chose rare alors. Il l'apprécia, s'intéressa à Ravaillac, et le chargea d'aller *solliciter* un procès qu'il avait à Paris.

Ravaillac, vit la d'Escoman, confidente d'Henriette, à l'Ascension et à la Fête-Dieu de 1609. Il lui dit tout.

La d'Escoman. — Cette d'Escoman, jusque-là femme légère, était pourtant un bon cœur, charitable, humain. Dès ce jour, elle travailla à sauver le roi.

La grande affaire de celui-ci était en ce moment la fuite de Condé. En réalité, on ne pouvait tranquillement laisser dans les mains des Espagnols un si dangereux instrument.

Condé avait fort caressé les parlementaires, spécialement M. De Thou. Dans la noblesse mécontente, quelques-

uns se mirent à dire que Condé succéderait au roi. Au Louvre même, on répandait un quatrain prophétique qu'on disait de Nostradamus, où le *lionceau fugitif* devait trancher les jours du *lion*.

L'Autriche prit du courage quand elle vit ainsi le roi tellement menacé par les siens. L'Empereur décida hardiment la question du Rhin, déclara Clèves et Juliers en séquestre, et les fit saisir par son cousin Léopold.

Alliance de Henri IV avec les princes protestants. — La vie du roi menacée. — Le roi conclut (10 février 1610) avec les princes protestants le traité de guerre. Par trois armées à la fois, et trois généraux protestants, Sully, Lesdiguières et La Force, il allait entrer en Allemagne, en Espagne et en Italie. Ses canons étaient partis, une armée déjà en Champagne.

Les jésuites étaient joués. Leur homme, le duc d'Épernon, colonel général de l'infanterie, était laissé à Paris.

La reine se boucha les oreilles aux avis que la d'Escoman s'efforçait de faire arriver. Celle-ci avait été au Louvre, lui avait fait dire, par une de ses femmes, qu'elle avait à lui donner un avis essentiel au salut du roi; et, pour assurer d'avance qu'il ne s'agissait pas de choses en l'air, elle offrait, *pour le lendemain*, de faire saisir certaines lettres envoyées en Espagne. La reine dit qu'elle l'écouterait, et la fit languir trois jours, puis partit pour la campagne.

Bien étonnée d'une si prodigieuse insouciance de la reine, la pauvre femme pensa que le confesseur du roi peut-être aurait plus de zèle. Elle alla demander Cotton aux jésuites de la rue Saint-Antoine. Elle fut assez mal reçue. On lui dit que le Père n'y était pas, rentrerait tard, et partirait de grand matin pour Fontainebleau. Désolée, elle s'expliqua avec le père procureur, qui ne s'émut pas, fut de glace, ne promit pas même d'avertir Cotton, dit : « Je

demanderai au Ciel ce que je dois faire... Allez en paix, et priez Dieu. — Mais, mon père, si l'on tue le roi?... — Mêlez-vous de vos affaires. »

Alors elle le menaça. Il se radoucit : « J'irai, dit-il, à Fontainebleau. » — Y alla-t-il? on l'ignore. Ce qu'on sait, c'est que l'obstinée révélatrice fut arrêtée le lendemain.

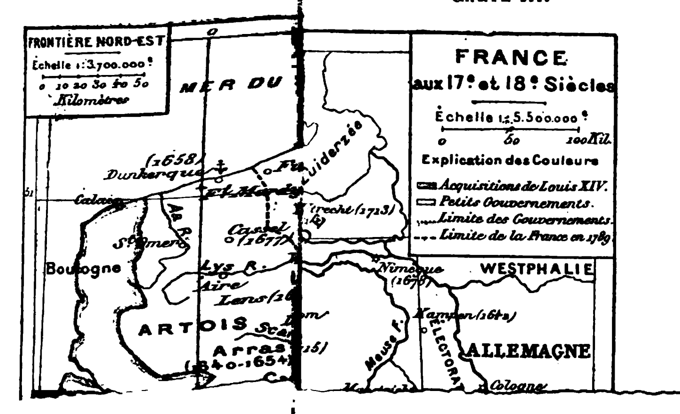
La d'Escoman était si aveugle, que, du fond de sa prison d'où elle ne devait plus sortir que pour être mise en terre, elle s'adressa encore à la reine. Elle trouva moyen d'avertir un domestique intime, qui approchait de bien près la reine. Sans nul doute, l'avis pénétra, mais trouva fermée la porte du cœur.

Sacre de la reine. — Ravaillac a dit, dans ses interrogatoires, qu'il se serait fait scrupule de frapper le roi, avant que la reine fût sacrée et qu'une régence préparée eût garanti la paix publique. C'était la pensée générale de tous ceux qui machinaient, désiraient la mort du roi. Le premier était Concini. Il mit toute son industrie à hâter ce jour. Ni nuit, ni jour, la reine ne laissa au roi de repos qu'il n'eût consenti. Elle disait que, s'il refusait, on verrait bien qu'il voulait lui préférer la princesse, divorcer pour l'épouser. Le roi objectait la dépense. Il lui fallut pourtant céder. Elle fit une entrée magnifique, fût sacrée à Saint-Denis.

Cependant Ravaillac ne cachait guère sa pensée, demandait conseil. Il parlait à un aumônier, à un feuillant, à un jésuite, mais tous faisaient la sourde oreille et ne voulaient pas comprendre. On n'ignorait nullement que le tueur du roi fût dans Paris.

Il paraît que, même en prison, ces bruits circulaient, et parvinrent à la d'Escoman. Acharnée à sauver le roi, elle décida une dame à avertir un ami de Sully à l'Arsenal; cette dame était mademoiselle de Gournay, fille adoptive de Montaigne. Sully, sa femme et l'ami, reçurent l'avis,

Carte III.


FRONTIÈRE NORD-EST
Échelle 1:3.700.000
0 10 20 30 40 50
Kilomètres
FRANCE
aux 17e et 18e Siècles
Échelle 1:5.500.000
0 50 100 Kil.
Explication des Couleurs
Acquisitions de Louis XIV.
Petits Gouvernements.
Limite des Gouvernements.
Limite de la France en 1789
MER DU
(1658)
Dunkerque
Calais
Boulogne
Cassel
(1677)
Lys R.
Aire
ARTOIS
Arras
WESTPHALIE
ALLEMAGNE
ÉLECTORAT
Cologne
Meuse R.
Nimègue
Utrecht (1713)

mais délibérèrent, le transmirent au roi. Le roi, qui en avait reçu tant d'autres, n'y fit aucune attention.

Assassinat de Henri IV (14 mai 1610). — Le matin du vendredi 14 mai, son fils Vendôme lui dit que, d'après un certain Labrosse, ce jour lui serait fatal, qu'il prît garde à lui. Le roi affecta d'en rire. Vendôme en parla à la reine, qui, plus ébranlée qu'on n'eût cru, par une contradiction naturelle, supplia le roi de ne pas sortir. Il dîna, se promena, se jeta sur son lit, demanda l'heure. Un garde dit : « Quatre heures, » et familièrement, comme tous étaient avec le roi, lui dit qu'il devrait prendre l'air, que cela le réjouirait. — « Tu as raison..... Qu'on apprête mon carrosse. »

Quand la voiture sortit du Louvre, il ne dit pas d'abord où il allait, et il ne voulut pas de gardes, pour ne pas attirer l'attention. Il allait à l'Arsenal voir Sully malade.

Il faisait beau temps, le carrosse était tout ouvert. Le roi était au fond, entre M. de Montbazon et le duc d'Épernon. Celui-ci occupait le roi à lire une lettre. A la rue de la Féronnerie, il y eut un embarras, une voiture de foin et une de vin. Ravaillac, qui suivait depuis le Louvre, rejoignit, monta sur une borne, et frappa le roi... « Je suis blessé ! » En jetant ce cri, le roi leva le bras, ce qui permit le second coup qui lui perça le cœur. Il mourut au moment même.

Louis XIII (1610-1643). — La terrible instabilité du gouvernement monarchique éclate à la mort d'Henri IV. Ce qui succède, c'est l'envers de ce qu'il a voulu : la France retournée comme un gant.

D'Épernon, qui avait rapporté le roi au Louvre, prit sa place en quelque sorte, s'y logea militairement, et donna tous les ordres, comme colonel général de l'infanterie. Les gouverneurs de province étaient à Paris, et tous très maniables ; la mort du roi les faisait rois. D'Épernon prit avec

lui l'ombre de la Ligue, M. de Guise, le fils du Balafré, et l'homme le plus riche de France.

D'Epernon — Marie de Médicis déclarée régente par le Parlement. — Il entra au Parlement avec Guise, mais celui-ci se tint modestement debout. D'Épernon s'assied, prend séance, furieux sans cause, se met à menacer les magistrats. Frappant sur son épée, il dit : « Elle est au fourreau... Mais si la reine n'est déclarée régente à l'instant, il y aura carnage ce soir... » Cette éloquence éblouit le Parlement, qui déclara sur l'heure, envoya à la reine.

Le peuple, dans les rues, criait en pleurant : « Vive le roi ! » Ce qui eût fait pleurer bien plus, c'eût été de voir au Louvre Sully, qui, le 14, s'était tenu clos à l'Arsenal, et qui, le 15, fut traîné à la cour par le duc de Guise, pour faire la révérence aux assassins du roi. Chose lamentable ! pour sauver sa fortune, il lui fallut embrasser d'Épernon.

Celui-ci fut miraculeux de sang-froid, d'impudence. Il avait empêché qu'on ne tuât Ravaillac.

On l'avait traîné au Louvre et mis d'abord à l'hôtel de Retz, qui était contigu. D'Épernon ent peur qu'il ne jasât trop, et le mit chez lui, à l'hôtel d'Épernon. C'est de là qu'on le tira, le 17 pour le mener à la Conciergerie.

Dès ce jour, on put voir que personne n'avait envie de s'exposer pour Henri IV, et qu'il n'y aurait pas de justice. Cependant Ravaillac ne dénonçait personne.

Supplice de Ravaillac. — La chose ainsi limitée, le Parlement combina un supplice pour satisfaire le peuple et soûler sa vengeance.

Si on eût laissé faire la foule, l'homme aurait été mis en pièces à la porte de la prison.

Les princes et tout ce qu'il y avait de grands personnages avaient des fenêtres et se montraient fort curieux. Ils n'étaient pas rassurés, l'usage exigeant qu'entre les tortures on lui demandât des révélations.

A l'un des entr'actes, ce spectre effroyable, qui n'était plus qu'une plaie, déclara qu'il parlerait.

Quand on se remit de nouveau à écarteler Ravaillac, les laquais sautèrent la barrière, et comme ils portaient des épées, ils les plongèrent dans ce tronc défiguré.

Retraite de Sully. — L'argent s'en allait si vite, que, pour ralentir un peu la débâcle, Villeroy lui-même proposa de rappeler le grand *refuseur*, Sully. A peine y fut-il que personne ne le supporta, moins la reine que tout autre. Elle voulait tirer de la caisse un million antidaté, comme dépensé par Henri IV. Cette fraude était habituelle. Et le chancelier employa cinq années durant, le sceau du feu roi pour fausser les dates. Sully refusa le million et se retira chez lui, ne voulant couvrir les voleurs.

Pour endormir l'opinion, on avait laissé Rohan, gendre de Sully, mener au Rhin quelques troupes. On avait confirmé l'Édit de Nantes, diminué la gabelle, et retiré quelques édits. Ainsi le gouvernement, de trois manières à la fois, fondait, s'évanouissait, recevant moins et donnant plus; enfin, gaspillant sa réserve. On licencia les troupes à la grande joie de l'Espagne.

Les mariages espagnols. — Le 30 avril 1612, Villeroy signa le double mariage du jeune roi avec l'infante, et de la sœur avec le roi d'Espagne et le traité de secours; l'Espagnol y promettait d'entrer au besoin avec une armée pour appuyer la reine. Le trône, isolé de tous, n'avait d'ami que l'ennemi.

Exigences et exactions des princes. — Concini raconte à Bassompierre tout ce qu'il a tiré de la reine. Les vastes terres d'Ancre et de Lésigny, deux hôtels dans Paris, le bâton de maréchal de France, la charge d'intendant de la maison de la reine, les gouvernements d'Amiens, Péronne, etc. Un argent fabuleux, cinq cent mille écus à Florence et à Rome, six cent mille placés chez un financier,

et un million ailleurs. Il était en mesure d'acheter pour sa vie la souveraineté de Ferrare. J'oubliais le meilleur, la boutique que tenait sa femme, la Léonora, son trafic de places, d'offices, d'ordonnances même!

La reine lâchait tout. Mais, quoi qu'on tirât d'elle, on ne lui en savait nul gré. Chacun volait fièrement, et restait mécontent. Qu'avaient eu les Condé? Rien que cinq millions. Aussi leur mécontentement était au comble. Et les Guises? Rien que six millions, sans parler des gouvernements, des places.

Les princes, Nevers, Vendôme et Longueville, les seigneurs, Épernon, Bouillon, n'ayant guère eu chacun qu'un petit million, voulaient extorquer davantage, grondaient et menaçaient. Toute la noblesse se faisait pensionner, et n'en criait pas moins.

Ces princes, qui avaient exigé les États, dès qu'ils furent accordés, n'en voulaient plus.

Ce gouvernement ne descendait pas, il se précipitait.

États Généraux (1614). — Le Tiers n'élut, n'envoya que des juges, avec des avocats et des officiers de finances. Gens fort capables d'examiner de près. Quand ils se trouvèrent réunis, tous en robe noire et en bonnet carré, ils avaient l'air d'un tribunal pour juger les nobles et la cour.

La passion ne leur manquait pas pour tenter de sévères réformes.

Ce qui leur faisait tort, c'était bien moins l'achat des charges, bien moins le droit annuel qu'ils acquittaient pour les perpétuer dans leurs familles, que les émoluments variables qu'ils tiraient de la justice. Payés par les plaideurs, et sur chaque procès prélevant des *épices*, ce misérable casuel les abaissait, les empêchait de prendre une grande attitude, ni de fortes racines dans la nation.

Leurs charges étant toute leur fortune, ils s'en croyaient comptables à leur famille. Ils craignaient fort qu'on n'y

touchât. Ils étaient, avant tout, pères et propriétaires. Le nom le plus illustre, le vieux Harlay, par faiblesse pour les siens, venait de donner un triste exemple, il avait vendu (ce qui jusque-là ne se faisait pas encore) une charge de premier président.

La reine ne perdit pas de temps pour faire jouer la grande machine, le roi, — pour comprimer par lui le Tiers, le Parlement, sauver d'Épernon, relever la noblesse.

Le 28, ce petit garçon de treize ans et demi, en son Louvre, répétant sa leçon apprise, ordonna au Parlement *de cesser les poursuites contre son cousin le duc d'Épernon.*

Le Parlement et d'Épernon. — Le Parlement, battu, bloqué chez lui par d'Épernon, ne fut pas quitte pour cela. Il lui fallut endurer sa présence. Cet homme, qui portait le meurtre au front et le sang d'Henri IV, au lieu de figurer sur la sellette, comme il devait, vint trôner comme duc et pair. Ceux qu'il avait bafoués et outragés le soir, il les brava de jour. Il n'excusa, n'expliqua, ne regretta rien. La tête haute, en quelques mots brefs, il assura la cour de sa protection.

Le Tiers fut traité de même. Le petit roi ne daigna lire ses propositions, les renvoya à ses gens.

Le Parlement tint bon, et le 22 mai vint lire ses remontrances au Louvre : c'étaient celles des États sur la ruine des finances. — De plus, le Parlement, entrant dans la politique même, priait le roi de revenir *aux alliances de son père*, donc, de ne point s'allier à l'Espagne.

Il demandait qu'on fît rendre gorge « à des gens sans mérite qui avaient reçu des dons immenses » et qu'on ne confiât plus les grandes charges aux étrangers, juifs, magiciens et empoisonneurs, qui, depuis peu d'années, se coulaient aux maisons des grands. C'était désigner Concini et sa femme, qui s'entouraient de ces gens.

Les ministres furent atterrés, mais Guise et d'Épernon offrirent leur épée à la reine. Il eût fallu, pour soutenir le Parlement, que Condé fût ici, mais il était parti avec les princes, aimant mieux faire la guerre de loin. En réponse aux prières de la reine, qui l'invitait à aller avec le roi au-devant de l'infante, il lança un manifeste où il nommait Concini, comme capital auteur des maux publics.

On n'a pas répondu au Tiers, dit-il. On a fait rayer de ses cahiers l'article qui défendait la vie des rois, *rayer celui qui demandait la recherche du parricide commis sur le feu roi.*

Le roi est prié de ne pas partir sans répondre aux États et sans chasser les Italiens.

D'Épernon fit entendre à la reine qu'il fallait faire sur l'heure le mariage d'Espagne, et s'assurer par là le secours de l'étranger.

La reine, malgré tous, mena le roi à la frontière.

Anne d'Autriche en France. — Arrestation de Condé. — L'infante Anne d'Autriche entra en France pour épouser Louis XIII; Élisabeth de France passa en Espagne pour épouser Philippe IV (9 novembre 1615). Dès lors, la reine avait vaincu. Condé négocia, s'arrangea pour un million et demi, et la position de chef du conseil. Il restait maître; il semblait avoir tout pour lui, la noblesse, Paris, le Parlement. Il se trouva pourtant quelqu'un au Louvre (le jeune Richelieu?) qui osa croire qu'ayant le roi, on pouvait braver tout, même arrêter Condé. Cela s'exécuta sans coup férir (1er septembre 1617). Paris remua peu. Seulement la populace pilla l'hôtel de Concini.

Le jeune Richelieu, quoique évêque, eut un ministère.

Le Louvre était-il sûr?

On parlait d'une étrange ligue où Sully, Lesdiguières se seraient armés avec d'Épernon. Avant même l'arrestation

de Condé, Concini et la reine avaient cru entrevoir que l'enfant-roi était triste et sombre.

Influence de Luynes. — Ce changement tenait à l'action secrète d'un certain Luynes qu'on avait mis auprès de lui pour la volerie des faucons.

Luynes était Provençal, d'humeur douce, de parole aimable. Son grand-oncle était un Albert, joueur de luth allemand. Le père de Luynes, gouverneur de Beaucaire, obtint de faire entrer son fils comme page d'écurie chez le roi.

Le jeune roi, par Luynes, dut savoir de bonne heure les tristes mystères de la mort de son père. Si la reine avait laissé tuer son mari, elle pouvait fort bien encore, obsédée des mêmes gens, les laisser détrôner son fils. Il était fort jaloux de son frère, Monsieur, bien plus aimable. Quand on voyait, dans la chambre la plus voisine de la reine, Léonora entourée de médecins juifs, n'y avait-il rien à craindre? Le roi commençait à se dire, comme Henri IV : « Ces gens ont besoin de ma mort. »

La reine avait fait une chose bien imprudente. Elle avait envoyé les gardes du roi à l'armée, et lui avait donné ses propres gardes. Luynes montra au roi qu'il se trouvait prisonnier de sa mère.

Mais que faire? l'enfant royal n'avait personne à lui. Deux gentilshommes d'assez mauvais renom, qui soignaient ses oiseaux, un commis, un soldat, un jardinier, le Père Hilaire, voilà les conjurés avec qui le roi conspira pour sa liberté. Il n'y avait pas, dans tout cela, un homme d'exécution. Le jeune Montpouillan, camarade du roi, disait qu'il poignarderait bien Concini, mais dans le cabinet du roi. C'était mettre celui-ci en péril. On s'adressa à Vitry, capitaine des gardes, *pour l'arrêter*, ou *le tuer*, s'il faisait résistance.

A grand'peine Vitry réunit quinze gardes, les cacha, les arma de pistolets sous leurs habits.

Assassinat de Concini (1617). — On le prit au moment où il venait le matin faire sa visite ordinaire à la reine. Il était sur le pont du Louvre avec une grosse escorte. Vitry était si effaré, qu'il le passa, sans le voir, l'ayant devant les yeux. Averti, il retourne : « Je vous arrête!... — *A mi!* » (A moi!) — Il n'avait pas fini, que trois coups, quatre coups de pistolet partaient, lui brûlaient la cervelle... « C'est par ordre du roi, » dit Vitry. Un seul des gens de Concini avait mis l'épée à la main (24 avril). Le roi avait fait dire au Parlement qu'il avait ordonné d'arrêter Concini, qui, ayant fait résistance, avait été tué. Il ne parlait de sa mère qu'avec respect, disant « qu'il avait supplié sa dame et mère de trouver bon qu'il prît le gouvernail de l'État ». Le Parlement vint le féliciter.

Condamnation et exécution de la maréchale d'Ancre. — Le procès si facile qu'on pouvait faire à Concini et à sa femme fut habilement étouffé, détourné. On en fit un procès de sorcellerie. C'était l'usage, au reste, de ce siècle.

La reine mère était très effrayée. Elle ne montra nulle pitié pour Concini ou sa veuve.

Léonora tremblante lui demandait asile. Elle refusa. On la mena à la Conciergerie. Paris était en fête. La foule cherchait et déterrait le cadavre de son mari, qu'on brûla.

Léonora fut décapitée en Grève, puis brûlée.

La reine se retira quelque temps à Blois.

D'Épernon, dont Luynes avait peur, ne fut pas inquiété. Seulement on garda contre lui le témoin Dujardin Lagarde à qui on donna pension.

CHAPITRE XVI

LUYNES CONNÉTABLE ; SA MORT. — LE CARDINAL DE RICHELIEU MINISTRE. — AFFAIRE DE LA VALTELINE ; LUTTE AVEC LA PAPAUTÉ. — CONSPIRATION ET MORT DE CHALAIS. — SIÈGE ET PRISE DE LA ROCHELLE.

Luynes connétable. — Le changement de favoris ne changea absolument rien au grand courant des choses. Concini appartenait aux Espagnols, et voulait les appeler à son secours ; Luynes ne fut pas moins Espagnol. Au moment de la crise, il s'offrait à l'Espagne pour une modique pension.

Tout ce qu'il voulait, c'était de l'argent. Il prit pour lui l'énorme fortune de Concini, et bientôt se fit connétable. Ses frères, Brantes et Cadenet, se déguisent en M. de Luxembourg et M. le duc de Chaulnes. Tous deux maréchaux de France.

Luynes promit des réformes, n'en fit point, et, tout au contraire, créa pour argent nombre d'offices nouveaux (avec exemption d'impôts et droit de vexer le peuple). La langue ne suffit plus aux titres ridicules que le fisc inventa : auneurs de drap, vendeurs de poisson, élèves de l'écritoire, etc.

Le vrai changement au Louvre fut celui du confesseur. Luynes osa prier le P. Cotton de se retirer.

La persécution protestante, c'est le point où s'accor-

daient tous les rivaux d'influence. Concini l'avait commencée, et Luynes la continua. Le clergé la demandait, le P. Arnoux, le nouveau confesseur du roi, l'imposait à son pénitent; le favori espérait y occuper son jeune roi à une petite guerre sans péril. Il n'était pas jusqu'aux exilés, aux gens de la reine mère, tels que Richelieu, qui ne poussassent en ce sens.

Quarante ans martyrs, quarante ans héros, les protestants, très fatigués, refroidis, et généralement paisibles, auraient désiré le repos.

Le seul de leurs chefs qui ne trahit point, Rohan, gendre de Sully, un politique, un capitaine, un caractère âpre et austère, d'indomptable résistance, eut cependant le tort de croire qu'il fallait chercher à la cour des patrons pour les huguenots. Ils étaient un parti nombreux et très fort encore.

Ils ne connaissaient pas leurs forces, et, comme des gens qui croient toujours se noyer, ils empoignaient au hasard la moindre planche pourrie. Leur héroïque Rohan, amoureux des causes perdues, s'attacha à la reine mère au moment où elle était exilée en réclusion à Blois (novembre 1618).

Soumission de Marie de Médicis. — On pouvait toujours lui faire son procès. Elle se sauva de Blois, en descendant à grand péril d'une tour haute de cent pieds (février 1619). La voilà à la tête d'un parti étrangement hétérogène. D'Épernon, le plus mortel ennemi des protestants, en est le chef avoué. Et les protestants se préparent à l'aider, lui prêtant d'abord leur appui moral, venant complimenter la reine mère et se recommander à elle.

Conclusion. La mère est battue par le fils aux portes d'Angers. On s'arrange, l'on s'embrasse. Toute la guerre retombe sur les protestants.

Est-ce à de telles gens qu'ils devaient s'allier, eux qui

dans toutes leurs plaintes, demandaient qu'on fît justice de la mort d'Henri IV?

Expédition dans le Béarn. — Leur assemblée générale qui tenait à Loudun avait parole du roi qu'on redresserait ses griefs si elle se séparait. Promesse, il est vrai, *verbale*, non écrite, mais garantie par Condé, Lesdiguières et Châtillon, reçue par Du Plessis-Mornay.

Ce fut justement leur Condé qui alla au nom du roi les déclarer au Parlement criminels de lèse-majesté. L'armée dont le roi n'avait plus besoin contre sa mère, il la mène droit en Béarn.

Depuis soixante ans, un tiers des biens ecclésiastiques était employé à l'entretien du culte des protestants. Il y avait dix protestants en Béarn contre un catholique. Et ceux-ci, si peu nombreux, gardaient les deux tiers des biens.

La révolution ne s'en fit pas moins, et avec des violences furieuses que ce pays si soumis ne provoquait nullement.

Une assemblée générale des huguenots se fit à la Rochelle, et elle ordonna d'armer, mais tous les grands du parti disaient le contraire. Mornay même voulait qu'on se soumît.

Le Béarn, qui se relevait, fut écrasé par d'Épernon. On escamota Saumur au pauvre Mornay, qui, du reste, le méritait bien par le tort que ses conseils avaient fait à son parti.

Avec le Béarn, De Luynes fondait sa maison, non seulement en France, mais en Flandre, chez le roi d'Espagne.

Son frère Cadenet, en 1619, était à Bruxelles et recevait de l'infante le prix de la trahison. De la comtesse de Chaulnes, *unique héritière*, et du baron de Péquigny, était née une fille qui réunit tout. L'Espagne l'élevait dans le palais de l'infante, qui la donna, avec cette fortune immense, à Cadenet, frère de Luynes.

Élévation de Richelieu. — Richelieu était le dernier de trois frères. Sa famille n'était pas riche. Le frère aîné, qui était à la cour, dépensait tout. Le second, qui avait l'évêché de Luçon, se fit chartreux. Et, pour que cet évêché ne sortît pas de la famille, il fallut que le troisième, notre Richelieu, se fit homme d'Église, malgré ses goûts d'homme d'épée.

De bonne heure, il passa ses thèses, à grand bruit, en Sorbonne.

La reine mère le prit pour aumônier (1616).

Sa fortune eut des ailes. A l'instant conseiller d'État (mars), secrétaire des commandements (juillet).

Déjà, au 30 novembre, il a saisi deux portefeuilles, la guerre, les affaires étrangères.

Pendant ce premier ministère, n'ayant d'appui que la reine mère, il ne put être qu'Espagnol.

Il demanda, obtint de s'exiler, de la suivre à Blois pour la conseiller.

Mais Luynes ne se reposait pas sur un homme si double. Il l'obligea de s'exiler plus loin, à Avignon.

Une influence aida à le faire revenir. Ce fut celle du P. de Bérulle ami de Luynes, ami de la reine mère et de tout le monde. Quand, délivrée par d'Épernon, elle commença la guerre civile, Luynes, inquiet, lui dépêcha Bérulle, qui fut charmé de s'entremettre. Il traîna Richelieu à la cour, pensant, avec son aide, rétablir le pouvoir de la reine mère, à mesure que Luynes s'userait.

Celui-ci allait vite. Sans portée et sans prévoyance, il entassait sur lui tout ce qui pouvait l'écraser ; en une fois il prit l'épée de connétable et les sceaux, c'est-à-dire la paix et la guerre.

Siège de Montauban. — Il emmena le roi étourdiment devant Montauban, qui l'arrêta court, et se défendit. Le roi ne le pardonna pas à Luynes. Assiégés, assiégeants,

tous se moquaient de lui. Les pluies, les maladies, aggravèrent sa situation. Luynes leva le siège et s'en alla mourant.

Puisieux. — La Vieuville. — Le favori qui succéda à Luynes, Puisieux, nous mit encore plus bas. Le roi s'épuisait à deux sièges, Montpellier, la Rochelle, et ne s'en tira que par une fausse paix, où l'on trompa ceux qu'on ne pouvait vaincre. Et pendant ce temps-là les plus grands événements avaient lieu en Europe. Les Bavarois, les Espagnols, étaient maîtres du Rhin sur toute la rive qui nous touche, de Strasbourg jusqu'à la Hollande. Et nous étions cernés à l'est.

D'autre part, la vallée des Alpes, qui mène du Milanais au Tyrol, la Valteline, jusque là soumise à nos alliés protestants les Grisons, avait passé aux Espagnols du Milanais, et ceux-ci désormais communiquaient à volonté avec leurs cousins autrichiens.

Le 21 janvier 1623, nos Espagnols du Louvre, les Puisieux, les Bérulle, furent obligés de laisser entrer au conseil un militaire breton, La Vieuville, qui prit les finances, et apporta au ministère ce qu'on a appelé la *politique de Richelieu*. C'était celle du bon sens, celle du péril de la situation. Depuis treize ans on trahissait la France. Il n'y avait pas une minute à perdre, pour s'arrêter dans cette fatale carrière, pour tourner bride et la sauver.

Le 7 février, la Vieuville traita avec la Savoie et Venise contre l'Espagne, leur promit vingt mille hommes; chacune d'elles en donnait douze mille. L'Espagne recula à l'instant. L'Autriche, qui, à ce moment même, bouleversait l'Empire de fond en comble, voici qu'elle se cache derrière le pape. Le pape, son compère, déclare qu'il prend en garde les forts de la Valteline.

Ministère du cardinal de Richelieu. (24 avril 1624). — La Vieuville appela au conseil l'homme de la reine mère, l'ami de Bérulle, Richelieu, cardinal depuis 1622.

Celui-ci ne perdit pas de temps pour le mettre à la porte. Ce fut fait en trois mois (12 août).

La Vieuville n'avait eu ni la tête forte, ni la suite, ni le caractère qui pouvaient soutenir l'audace de sa première démarche ; ce changement radical dans la politique de la France, Richelieu en avait la force et le génie. Mais, tous ses précédents lui rendaient une telle révolution plus difficile qu'à personne.

Que dirait la reine mère et Bérulle? Agirait-on contre eux? Terrible scandale d'ingratitude!

Un homme qui dérivait de la reine mère, et qui allait s'en détacher, devait trouver en elle un point où elle-même flottât et fût, pour ainsi dire, contre elle-même. Et il fallait encore qu'en cela on n'eût point contre soi l'homme qu'elle consultait, Bérulle. Ce point fut le mariage de sa fille Henriette. Le seul grand mariage qu'on pût lui faire faire en Europe, c'était celui du fils de Jacques Ier. L'orgueil royal et maternel était pris là. Et quant à Bérulle, la chose lui allait aussi. Mais il ne fallait pas s'y tromper; on ne pouvait épouser l'Angleterre qu'en se brouillant (au moins pour quelque temps) avec l'Espagne, qui avait désiré ce mariage pour elle-même. On ne pouvait gagner le roi Jacques qu'en aidant au rétablissement de son gendre le Palatin. Et, pour cela, il fallait deux choses, aider d'argent l'armée que Jacques envoyait en Allemagne, et subventionner la Hollande, qui devait agir de concert.

Affaire de la Valteline. — L'affaire de la Valteline était plus compliquée. Là, devant l'Espagne, on trouvait le pape, qui la masquait, la défendait. Bérulle se chargea d'aller à Rome en obtenant du pape la dispense nécessaire au mariage anglais, protestant, et un arrangement raisonnable de l'affaire de la Valteline.

Le pauvre homme y trouva des difficultés imprévues : la cour papale fit mille et mille chicanes pour la dispense.

Pour la Valteline c'était encore pis. Là le pape n entendait plus rien.

Le cardinal de Richelieu semble avoir prévu qu'il aurait fort à faire contre le pape. Dès qu'il entra au ministère, il négocia avec les Turcs, et obtint d'eux de relever l'église de Bethléem. Il se lia avec les catholiques anglais envoya en Suisse son séide à lui, Cœuvres ou d'Estrées, frère de Gabrielle. D'Estrées emporta près d'un million, ce qui attendrit tout de suite et les Bernois protestants, et le Valais catholique, qui s'offrirent à marcher. Restait la Valteline. La peur dispensa de canon. Il suffit aux soldats du pape de savoir que le drapeau de la France venait à eux par la vallée. A la grande surprise des Suisses, qui ne pouvaient le croire, ils abandonnèrent le premier fort et le brûlèrent.

Cela donna la meilleure grâce à l'entrée des Français, qui semblaient n'arriver que pour empêcher l'incendie. Le général pontifical, le marquis de Bagni, se rendit et fut honorablement renvoyé avec ses drapeaux (décembre 1624).

Richelieu vit que la France pouvait risquer contre l'Espagnol ce qu'avait risqué la Savoie. Le petit prince des marmottes avait par deux fois embarrassé ce fastueux empire.

Espagne. — Autriche. — Hollande. — L'Espagne d'alors était un gouvernement de loterie, d'aventures et d'aventuriers.

Richelieu n'opinait pas mieux de l'Autrichien, Ferdinand II, qui tombait tout à plat si on détachait la Bavière.

Richelieu y travaillait, et, d'autre part, regardait quel secours la France pouvait tirer des princes protestants contre la maison d'Autriche. Lui, leur ennemi, qui écrivait contre eux, il voyait bien que, sans eux, on était perdu.

Malheureusement la Hollande était toute désorientée. Barneveldt, le chef des modérés, meurt, comme hérétique et traître; mais l'auteur de sa mort, Maurice, n'en

réussit pas mieux. Maurice de Nassau, qui avait sauvé dix fois la Hollande, ne pouvait croire qu'il fût haï. Un jour qu'il passait à Gorcum, à midi et en plein marché, il salue, et personne ne met la main au chapeau; tous le regardaient de travers. Cet homme, immuable aux fatigues, aux périls, tout à coup changea. Il n'avait vécu que d'honneur, de popularité. Il maigrit et mourut (avril 1625).

Mariage d'Henriette de France avec Charles Ier d'Angleterre. — L'Angleterre n'était guère moins malade.

Les nôtres crurent qu'on pouvait tout oser pour les conditions du mariage. On exigea « que les enfants » *mêmes catholiques*, succéderaient, et que la mère les éléverait jusqu'à treize ans. Pour triompher des résistances trop raisonnables du prince de Galles, on fit cette même chose inconvenante de lui faire demander par sa femme *Henriette* « de dispenser les catholiques du serment », serment modéré, politique, dont Jacques avait déjà écarté tout ce qui pouvait alarmer les consciences. Henriette arrivait là de façon bien sinistre! Avant de s'embarquer, elle exigeait que Charles préparât son procès, jetât la première pierre de son échafaud de Whitehall!

Comment voulait-on que Jacques et Charles fissent digérer cela au Parlement? Il eût fallu du moins que Richelieu pût leur accorder un signe qui honorât le mariage devant l'Angleterre et fit espérer un secours puissant pour le gendre de Jacques et les protestants d'Allemagne. Nos dévots ne l'eussent pas permis. Richelieu n'osant donner des hommes, donna de l'argent.

Mission de Barberini; attitude de Richelieu en face de la papauté. — Après l'affaire de la Valteline, le pape avait eu peur d'abord. Puis, ne voyant rien venir, la peur fit place à la colère. Barberini, son neveu, se mit en route; les poches pleines de bulles, il s'achemina vers la France,

curieux de voir si Richelieu l'attendrait de pied ferme.

Celui-ci, en réalité, avait à soutenir d'étranges assauts. Louis XIII ne s'habituait pas à cette situation nouvelle de faire la guerre au pape. La reine mère lui faisait honte, de ses soupirs et de ses larmes, et Bérulle, sans doute, remuait sa conscience. Un matin, le roi brusquement dit à Richelieu : « Il faut en finir » (mars 1625).

Mais, bien loin d'en finir, celui-ci s'endurcissait tellement que, le 25 encore, il signa le traité du Nord avec les ennemis du pape, les Danois et les Allemands.

Ce fut un coup de théâtre. Le revenu, qui diminuait tous les ans, augmenta tout à coup. Richelieu alla droit aux sources régulières, aux comptables, aux receveurs, et il se mit à compter avec eux. Ils furent bien étonnés.

Ferme sur sa caisse, Richelieu attendit le légat et la foudre. Il parut là dans sa grandeur, mit bas l'habit de fourbe sous lequel il avait grandi. A chaque demande du légat, il opposa un *non* respectueux, mais ferme, fort clair et sans ambages.

Barberini avait commencé par une demande naïvement espagnole : « une suspension d'armes, » pour que l'Espagne pût réunir ses forces. Et Richelieu répondit : *Non.*

Barberini se retira sur la simple demande de la liberté du passage pour les troupes espagnoles, avec une satisfaction au pape pour la forme impolie avec laquelle ses hommes avaient été mis à la porte, mais Richelieu dit encore : *Non.*

Alors Barberini jeta sa barrette et pleura. Ce qui l'humiliait le plus, c'est qu'il ne trouvait aucune prise dans le public.

Henriette à Londres. — Sa maladresse. — La reine mère elle-même ne soufflait plus, ayant son âme à Londres où elle était près de sa fille. Henriette trouvait triste et

sauvage le pays et le peuple, odieuse la simplicité grave des insulaires. Son sérieux époux, Charles Ier, figure roide et altière, où respirait le froid du Nord (par sa mère, il était Danois), lui plut très médiocrement. Et elle commença tout de suite la petite guerre. Elle était bien stylée d'avance, et Bérulle ne la quittait pas.

Elle n'avait nul égard au temps, au danger de son mari, qui n'achetait les subsides du Parlement que par des sévérités religieuses.

Cependant c'était elle qui se plaignait et se faisait plaindre. Tout retombait sur Richelieu. Pendant ce temps, le légat solitaire n'a de consolateur qu'un autre solitaire, oublié dans Paris, l'ambassadeur d'Espagne, M. de Mirabel.

On rappela en hâte la reine mère, cette âme saintement intrigante. Bérulle saute le détroit.

Le saint homme, pour piquer le roi, prit justement la pointe dont usait si bien Richelieu, *l'honneur de la couronne*. Il lui montra l'Anglais qui se moquait de lui, maltraitant Henriette, persécutant les catholiques. Cela agit. Le roi jura que son beau-frère s'en repentirait, et, pour l'affaire du pape que traînait Richelieu, il dit à Bérulle d'en finir.

Avec celui-ci, la chose alla vite. Bérulle a bâclé un traité plein d'équivoques.

Les notables appuient Richelieu. — Richelieu déchire le traité, en appelle à la France (il demande une assemblée de notables) et au clergé même de France. Sa prise sur le clergé, c'était une victoire qu'il venait de gagner sur le protestant Soubise avec les vaisseaux protestants d'Angleterre et de Hollande (15 septembre 1625).

Les notables, princes, ducs et pairs, cardinaux, maréchaux, délégués des Parlements, membres de l'Assemblée du clergé (qui siégeait déjà à Paris), votèrent comme un seul homme pour Richelieu.

Conspiration et mort de Chalais. — En 1626, il était arrivé au point où parvint Henri IV en 1606. De toutes parts, on conspirait sa mort. Ses livres contre les protestants, ses tendresses pour les Jésuites, ses ménagements pour les demi-jésuites (Oratoriens), ne lui regagnaient personne. Toutes les Cours étaient travaillées contre lui.

Le plan, fort simple, était que Gaston, avec Chalais et toute sa maison, irait dîner chez Richelieu au château de Fleury, et que là, à sa table, profitant de sa confiance et de son hospitalité, les gens d'épée, commodément, tueraient l'homme sans armes. Les *dames* (Anne d'Autriche et madame de Chevreuse) goûtaient ce plan qui se fût réalisé si Chalais n'eût eu peur et dit tout au cardinal, au roi.

L'affaire était immense, épouvantable. Richelieu attira et arrêta les deux fils d'Henri IV, le gouverneur de Bretagne, Vendôme, et le grand prieur. Il fit signer à Monsieur une sorte de confession où il abandonnait ses amis, et le maria de sa main. Il l'étouffa dans l'or.

Monsieur se laissa marier le 5 août; mais cela ne sauva pas Chalais, qu'on décapita le 19. Une seule tête paya pour toutes. On pria, on supplia; mais le Roi resta ferme.

Dès lors l'Espagne dut renoncer à faire de la reine un centre d'intrigues. On la mit presque en chartre privée; elle fut humiliée, pardonnée, séparée de la Chevreuse, qu'on exila. Cette affaire de Chalais commençait la grande œuvre de Richelieu, le nettoiement de la cour et le balayage des princes.

Chacun sentait que celui qui frappait de tels coups donnait sa tête pour enjeu. La vie du cardinal tenait à ce fil sec, qui pouvait tous les jours casser, un roi fiévreux et valétudinaire.

Défaite du roi de Danemarck, notre allié. — La France arme. — Richelieu n'était pas sorti d'affaire, qu'en ce même mois d'août 1626, deux coups viennent le frapper.

1° La grande défaite du Danois, notre allié, chef des protestants d'Allemagne (27 août), que Richelieu aidait d'argent, et qui se fait battre à Lutter.

2° L'autre coup, en apparence minime, et en réalité terrible, c'est la brouille complète d'Henriette et de Charles Ier. La défaite du Danois et de l'Allemagne protestante rendait l'Autriche et la Bavière maîtresses de la situation. Les Espagnols tenaient le Rhin. Dans le conflit maritime des États de l'ouest, devant les grandes puissances navales d'Angleterre, Hollande et Espagne, nous seuls nous n'étions pas en garde. Il fallait sans retard organiser l'armée, créer la flotte. Et cela, avec une France ruinée, chargée d'un déficit annuel de dix millions, d'une dette exigible de cinquante-deux millions.

L'assemblée vota d'un élan la dépense colossale d'une création immédiate de l'armée et de la flotte, dépense ainsi répartie : un tiers sur le trésor, *deux tiers sur les provinces*.

Là se révèle la situation réelle de Richelieu. *Il ne pouvait demander aux deux classes riches*, l'Église et la noblesse ; ne pouvant prendre l'argent où il était, il devait le chercher où il n'était pas. Où ? Chez les pauvres.

Un magistrat s'avisa de dire qu'on devrait rendre la taille *réelle*, non *personnelle*, faire payer tous les biens, *y compris les biens nobles*. Richelieu n'aurait pas été ministre vingt-quatre heures s'il eût appuyé ce mot. Sorti de la ruine et d'une situation gâtée et insoluble, il ne put nous sauver que par la ruine. Il m'apparaît dès le premier jour ce qu'il fut et resta, ce que dit sa figure lugubre : le dictateur du désespoir.

Les défections de la France étaient les agonies de l'Europe. La France pouvait entendre la désolation du Rhin, la clameur du Palatinat, ruiné, saccagé, violé, un jour par les Croates et un jour par les Espagnols. La Lorraine suivait ce mouvement ; elle allait armer contre nous, bien plus, don-

ner passage à la grande armée des brigands organisée par l'Empereur.

La France le souffrait, pourquoi? Pour une raison que Richelieu se garde bien de dire. Il était encore serf; il ne se maintenait qu'en suivant secrètement la reine mère et Bérulle et les Espagnols. Ils l'obligeaient de faire un traité avec Madrid pour l'invasion de l'Angleterre, c'est-à-dire pour le renversement de la politique de Richelieu.

Les Espagnols tirèrent de nous cette pièce (20 avril 1627), et, sans perdre un moment, la communiquèrent aux Anglais, afin qu'ils nous prévinssent, envahissent la France et descendissent à la Rochelle.

Intervention des Anglais en faveur des protestants. — Buckingham à l'île de Rhé. — La Rochelle forte ville de commerce et de guerre, un petit monde complet, original qui avait son pavillon à elle, renommé sur toutes les mers, que serait-elle devenue dans les mains anglaises? Buckingham, descendit à l'île de Rhé avec dix mille Anglais. S'il eût voulu délivrer la Rochelle, il eût descendu sur terre ferme et l'eût aidée à prendre et démolir son entrave, le fort Louis. Si Buckingham eût mis seulement cent hommes à la Rochelle, l'effet moral était produit et Richelieu sautait. L'Angleterre se retournait violemment vers la guerre, sa révolution intérieure était ajournée; les cent ans de la guerre anglaise recommençaient pour nous.

Richelieu, loin d'avoir des vaisseaux, n'avait pas d'argent pour en faire.

En cette détresse, il dut se servir de son ennemi Bérulle. Il le fit agir pour obtenir à Rome un secours d'argent à prendre sur le clergé. Il ne trouva que lenteur, mauvaise volonté. Il pria le clergé même, lui extorqua quelques millions. Malgré cela, sans le scrupule de nos huguenots, sans l'extrême répugnance de la Rochelle pour l'Anglais, l'ardeur, l'activité de Richelieu n'auraient servi de rien. Les

habitants offrent, si le roi veut mettre le fort Louis entre les mains de la Trémouille ou de la Force, de s'unir à lui pour chasser de Rhé leur défenseur suspect.

Pour réponse, on mit des canons en batterie devant leurs portes. Il fallait ouvrir ou combattre (10 septembre). Ils combattirent, mais ce ne fut que cinq semaines encore après (15 octobre) qu'ils se décidèrent à traiter avec Buckingham.

Siège et prise de la Rochelle (1627-1628) — Le roi était arrivé le 12 octobre. Toutes les forces militaires dont le royaume pouvait disposer étaient devant la Rochelle, trente mille hommes d'élite et un matériel immense. Tous nos ports, du Havre à Bayonne, avaient fourni des hommes et des embarcations. Richelieu, en trois mois, par un mortel effort de volonté, avait précipité la France entière sur cet unique point.

Si Buckingham eût bien gardé la mer, la France manquant de vaisseaux, il était maître encore de la situation. Mais on fit l'imprudence heureuse de lancer six mille hommes d'élite dans des barques. Ils passèrent, et il fut perdu.

Le 6 novembre, il joua sa dernière carte, donna au fort un assaut désespéré. Il y perdit beaucoup de monde. Il en perdit encore plus à l'embarquement. Il n'avait rien prévu. Il lui fallut faire défiler ce qui lui restait de troupes sur une étroite chaussée; on le coupa, à moitié passé, et on lui tua deux mille hommes (7 novembre 1627).

Il ne lui en restait plus que deux mille, mais sa flotte était tout entière, et il était encore maître de la mer. Les Rochellois le supplièrent de rester là, mais Buckingham avait perdu la tête.

Il part, ayant mangé les vivres de la Rochelle. Cette misérable ville, abandonnée de celui qui l'a compromise, la voilà en présence d'une monarchie. Six mille hommes sans

secours et à peu près sans vivres, vont se défendre un an encore contre une grande armée qui a tout le royaume pour arrière-garde, qui y puise indéfiniment, répare à volonté ses pertes. L'armée entière voulait travailler à la digue; on payait aux soldats chaque hottée de pierres qu'ils apportaient. La solde en outre fut énormément augmentée. De bons et chauds habillements distribués, des vivres abondants.

Tout cela inutilement. Richelieu, qui le 6 octobre encore comptait sur la flotte espagnole, apprit en novembre, par des papiers de Buckingham, et par ceux d'un agent anglais qu'on saisit en Lorraine, que l'Espagne était contre lui, que depuis un an elle organisait une coalition pour envahir la France.

L'Italie de son côté appelait la France. L'Allemagne et le Nord aussi l'appelaient. Notre envoyé en Suède, M. de Charnacé, nous fut renvoyé par Gustave-Adolphe pour dire à Richelieu que, si la France ne venait au secours par hommes ou par argent, c'était fait de l'Europe, et que la France périrait la première.

Que pouvait Richelieu? rien du tout. S'il lâchait le siège il perdait son crédit et périssait. Il devait rester là, et tous les millions de la France, si nécessaires ailleurs, il devait les jeter en plâtras dans la boue de ce port. Ces marins rochellois, qui eussent si utilement aidé contre les Espagnols, il devait les faire mourir de faim. Les flottes anglaises, ses alliées naturelles, et celles de Gustave et des protestants d'Allemagne, Richelieu devait les combattre et les détruire, s'il se pouvait!

En février, le roi brusquement lui échappe. Il s'ennuie, retourne à Paris. Coup monté, très probablement. On supposait que Richelieu suivrait, ou que, si le roi partait seul, il s'émanciperait de son ministre.

Ce grand homme, si mal appuyé, était resté là indomp-

table sur cette triste côte, pouvant chaque matin apprendre son naufrage.

A Pâques (1628), les marins l'emportèrent sur les bourgeois proprement dits; le parti violent gouverna, et la mairie devint une dictature. Le capitaine Guiton fut élu, malgré lui. « Vous ne savez ce que vous faites en me nommant, dit-il; songez bien qu'avec moi il n'y a pas à parler de se rendre. Qui en dit un mot, je le tue. » La famine pressait. On avait mangé tout, jusqu'au cuir qu'on faisait bouillir.

Il fallait un Guiton pour soutenir la ville contre l'horrible coup qu'elle reçut, en voyant les Anglais, tant attendus, paraître et disparaître sans rien tenter pour elle. Le 11 mai on les vit en mer; le 18, ils étaient partis. Le Parlement anglais avait pourtant rougi à la longue, et s'était réveillé. Il vota un très fort subside pour sauver la Rochelle. Buckingham mit la flotte en mer, mais lentement; les puritains crurent qu'il trahissait; un d'eux, Felton, l'assassina.

Richelieu avait fait offres sur offres aux assiégés, jusqu'à se réduire à faire entrer seulement le roi avec deux cents hommes, pour dire qu'il y était entré; on eut, pour la forme, abattu l'angle extérieur d'un bastion, mais les choses étaient à ce point qu'on ne pouvait plus se rendre. Le magistrat qui eût signé eût été tué comme traître. L'imperceptible république se maintenait. Le 28 septembre, devant cette ville morte, quatre-vingt vaisseaux anglais apparaissaient, plusieurs très forts. Les Français n'en avaient que quarante-cinq petits, il est vrai, défendus par toutes les batteries du rivage.

Ce fut un grand spectacle. Tous à leur poste, le cardinal à la digue, — le roi qu'on avait fait revenir, — se montrait partout. Des dames en carrosse regardaient du haut des chaussées. Les Anglais, envoyés en avant, la sonde à la main, s'arrêtent bientôt, trouvant peu d'eau. Les gros vais-

seaux n'arriveraient pas, disent-ils, et les petits ne serviraient à rien. Les réfugiés français qui étaient sur la flotte anglaise, demandent alors à conduire les brûlots, à aller de leur main les attacher à l'estacade. Ils voyaient de la mer les pauvres gens de la Rochelle qui avaient bravement ouvert le petit port intérieur, et qui de leur côté, malgré la marée et le vent, poussaient un brûlot sur la digue. L'Anglais ne donna pas à nos Français l'honneur qu'ils demandaient. Il poussa ses brûlots lui-même, très mal et de travers. Tout avorta honteusement.

Cela tua la Rochelle et finit tout. Le coup moral en fut si fort, qu'on courut se jeter aux genoux de Richelieu qui, voulant ramener nos protestants de France, calmer les protestants d'Europe, ne fut point dur pour les vaincus. Il entra, pour faire enlever les cadavres, nettoyer les rues, et, le temple étant redevenu la cathédrale, il y dit la messe le matin du jour de la Toussaint (1er novembre 1628). Le roi entra le soir, avec quelques troupes dans le plus grand ordre.

L'héroïque Guiton, qu'un ennemi généreux eût accueilli ne fut pas reçu du roi. Le cardinal le regarda de travers et le fit *interner* dans je ne sais quel village.

CHAPITRE XVII

RÉFORMES INTÉRIEURES. — PAIX D'ALAIS. — WALDSTEIN. — GUERRE DE TRENTE ANS. — JOURNÉE DES DUPES. — ALLIANCE DE LA FRANCE AVEC LA SUÈDE : GUSTAVE ADOLPHE ; SES VICTOIRES, SA MORT. — RÉVOLTE DE GASTON D'ORLÉANS : SA DÉFAITE A CASTELNAUDARY. — LA FRANCE ENVAHIE PAR LES IMPÉRIAUX ET LES ESPAGNOLS. — PRISE ET REPRISE DE CORBIE.

Union du roi et de Richelieu. — La grande victoire catholique sur la Rochelle et l'hérésie fut fêtée à Paris d'un triomphe païen. Selon le goût allégorique du siècle, Richelieu exhiba Louis XIII déguisé en Jupiter Stator, tenant à la main un foudre doré.

Ce maigre Jupiter, valétudinaire à vingt-huit ans, fiévreux, sujet à des abcès avait beau se dire en vie, agir parfois et montrer du courage, on soutenait qu'il était mort, du moins qu'il ne s'en fallait guère. Et, le roi mort, Richelieu n'avait pas deux jours à vivre. C'est par là peut-être qu'il plaisait le plus au roi. Richelieu parle avec la franchise d'un homme qui n'a rien à ménager. Il ose donner à son maître peut-être comme un dernier service, l'énumération des défauts dont le roi doit se corriger.

Réformes dans le clergé et la justice. — Guerre d'Italie. — Les Alpes forcées (1623). — La grande question du monde alors était celle des biens ecclésiastiques

En France, le clergé, le seul riche, ne donnait presque rien. En viendrait-on à le faire financer malgré le pape ou par le pape? C'était tout le problème.

Vers 1629, tous les ordres religieux, moins un (l'Oratoire, créé par Bérulle), semblaient ralliés au cardinal ministre.

Il s'occupait très spécialement des Mendiants, des Dominicains et des Carmes, les favorisait fort dans leurs affaires. Plusieurs de ses meilleurs espions, aux crises décisives, lui furent fournis par ces deux derniers ordres.

Richelieu avait favorisé aussi le duc de Nevers, très légitime héritier de Mantoue et du Montferrat, petit pays, mais grandes positions militaires. Mantoue, la capitale des Gonzague, l'une des plus importantes places fortes de l'Europe, couvrait à la fois le pape, la Toscane et les Vénitiens. La forteresse de Casal, dans le Montferrat, était une clef des Alpes.

L'Espagne, notre alliée menteuse, travaillait à force ouverte à déposséder le duc de Nevers.

Le pieux Bérulle, qui rêvait avant tout un bon accord entre le roi catholique et le roi très chrétien, craignait qu'un succès de Nevers ne fâchât trop les Espagnols et n'empêchât la paix. Il fit écrire par la reine mère à Créqui de faire manquer l'expédition. L'armée fut surprise à la frontière par les Espagnols, le Savoyard se débanda. Richelieu retenu jusqu'en novembre à la Rochelle n'y put rien. Revenu et prié par le roi de rester au pouvoir, il avait bien prévu, compris qu'on empêcherait tout, s'il ne l'emmenait avec lui. Il l'enleva, pour ainsi dire, le 4 janvier 1629, en plein hiver, l'enleva seul, sans souffrir que personne l'accompagnât; pas un courtisan, pas un conseiller qui pût lui travailler l'esprit.

Créqui en Dauphiné, Guise en Provence, devaient tout préparer : Créqui aider le passage des monts, Guise amener

la flotte. Il y eut entre eux une entente admirable pour ne rien faire, pour obéir, non pas au roi, mais à sa mère, c'est-à-dire à l'Espagne.

Le parlement de Dauphiné mit ce qu'il put d'obstacles aux approvisionnements.

Richelieu persévéra. Il ramassa le peu qu'il put de vivres, et se présenta au passage. Il avait deviné d'un sens juste et hardi que le Savoyard prendrait peur et qu'il n'y aurait rien de sérieux (6 mars 1629). On attaqua gaillardement de face; et, ce qui fit plus d'effet, c'est que les Savoyards virent derrière eux les pics couverts de montagnards français. Cela finit tout, et le roi passa.

Paix d'Alais (24 juin 1629). — L'effet moral aurait été très grand si le roi avait pu rester en Italie, mais il était rentré en France dès le 28 avril pour achever la guerre protestante. Les victoires de l'armée royale se bornèrent au massacre de la garnison de Privas, qu'on égorgea.

Cet exemple barbare eût été répété sur d'autres villes si l'affaire d'Italie n'eût donné hâte de finir la guerre. La paix fut conclue sous la condition de démanteler toutes les villes protestantes.

Waldstein. — Il y avait à cette époque trois ou quatre marchés de soldats, des comptoirs militaires où un homme désespéré, et qui ne voulait plus que tuer, pouvait se vendre.

1° L'ancien marché de l'Est, ou de Hongrie, des marchés turcs.

2° Le petit marché de la Hollande. Peu d'hommes, et très choisis, très bien payés et bien nourris. Une guerre lente, savante.

3° Ceux qui s'en allaient aux aventures du Nord.

4° Enfin, le grand, l'immense, le monstrueux marché d'hommes, était l'Allemagne, lequel marché, avait des soldats en Europe, de tout peuple et de toute religion. Le

spéculateur Waldstein, qui ouvrit ce marché, était un grand homme maigre, de mine sinistre, de douteuse race. Il était né à Prague, parmi les ruines, les incendies et les massacres, et comme une furie de la Bohême pour écraser l'Allemagne.

Il n'eut ni foi ni Dieu ; il ne regardait qu'aux étoiles, au sort et à l'argent. Protestant, il se convertit pour une riche dot, qu'il réalisa en fausse monnaie d'Autriche, et acheta pour rien des confiscations, puis des soldats, des régiments, des corps d'armée, des armées. L'avalanche allait grossissant.

Sombre, muet, inabordable, il ne parlait guère que pour des ordres de mort, et tous venaient à lui. Miracle?... Non, la chose était naturelle. Il établit le règne du soldat, et lui livra le peuple, biens et vie, âme et corps, hommes, femmes et enfants.

Waldstein avait sous sa main, non seulement 160 000 hommes, les plus aguerris du monde; mais toutes les bandes campées sur le Rhin, même en Pologne, même en Italie lui seraient venues à coup sûr, s'il eût signalé une grosse proie, comme la France à ravager, le pillage de Paris.

Reprise des hostilités en Italie. — Sac de Mantoue par les Impériaux (1630). — L'armée de Waldstein grossie d'heure en heure ne pouvait plus s'arrêter. D'immenses recrues lui étaient venues, et plus qu'il n'en pouvait nourrir.

Quelles forces avait la France? Six régiments de recrues en Champagne (8000 hommes), et neuf (12000) de vieux soldats que Richelieu mena aux Alpes.

Nos ennemis étaient aidés admirablement par la ligue des trois reines de France et d'Angleterre. Henriette, de plus en plus maîtresse de Charles Ier, le livrait à l'Espagne, lui faisait demander la paix aux Espagnols, dès lors d'au-

tant plus fiers et plus insolents pour la France. Au Louvre Marie de Médicis avait repris son fils, et, lorsque Richelieu obtint que le roi reviendrait à l'armée, Marie et Anne d'Autriche le suivirent, s'établirent à Lyon. Le prétexte des reines était très bon. Elles craignaient pour la vie du roi. Une peste épouvantable avait éclaté en Italie. En réalité elles étaient là pour ralentir et paralyser la guerre. On fit traîner les choses. L'armée du roi ne passa en Italie que le 6 juillet, trop tard pour y rien faire de grand, assez tôt pour apprendre la prise de Mantoue (18 juillet 1630).

Le duc de Mantoue capitule, se sauve, lui et sa fille, laisse son peuple, un peuple trop nombreux encore malheureusement. Si les rues paraissaient désertes, c'est que les familles malades, ou dans l'agonie de la peur, s'étaient blotties aux greniers ou aux caves, dans les coins des palais. Les brigands surent bien les trouver. On fit la chasse aux hommes.

La molle délicatesse de l'Italie, les princesses du Tasse, s'évanouirent devant la face atroce d'un rustre roux, endurci vingt ans à tuer. Les madones vivantes furent aussi maltraitées que celles des musées que ces stupides jouèrent à mettre en pièces. Les églises furent violées.

Tout se fit dans le calme et le silence, sauf quelques cris de femmes ou ceux du patient qu'on *chauffait* pour qu'il dît où était son argent. Les bourreaux ne respectèrent rien, pas même la peste, et désespérèrent les mourantes, au risque de mourir demain.

Intrigues des deux reines (Marie de Médicis et Anne d'Autriche) contre Richelieu. — Richelieu, trop évidemment, dans l'Europe catholique seul était l'ennemi, l'obstacle à la paix. C'est ce que le duc de Savoie fit dire au roi. C'est ce que vint dire à Louis XIII l'envoyé des deux reines, Valençay. Mais Louis XIII, quoique petitement dévot, avait une conscience, n'était pas insensible à l'idée du

devoir. Sa gloire de roi, *l'honneur de la couronne* et l'honneur de la France se confondaient dans son esprit. Richelieu tira parti de cela admirablement, et de son vice lui fit plusieurs vertus.

Le malheur était qu'on ne pouvait compter sur rien avec une créature si maladive, qui déjà trois ou quatre fois avait touché à la mort, que l'ennui consumait, que les soucis minaient, que les médecins ruinaient, exterminaient, par la médecine du temps, implacablement purgative.

Le roi était resté en Italie. Le premier médecin, Bouvart, l'homme des reines, ordonna le retour à Lyon (7 août), l'oubli des pensées de la guerre. On le fit consentir à une trêve qui, le 1er septembre, devait livrer Casal aux Espagnols.

Le roi promit de plus à sa mère, à sa femme, qu'il chasserait Richelieu, mais seulement « après la paix ».

Richelieu, arrivant à Lyon, trouva la situation toute gâtée et malade autant que le roi. Louis XIII était encore debout; mais il avait si mauvaise mine, qu'on voyait qu'il allait tomber.

Il s'alita le 22 septembre, et le 30 fut à la mort. Le bon courtisan Bassompierre, homme de la reine mère, Guise, Longueville, le vieux d'Épernon, saluèrent la royauté nouvelle, prirent les ordres de Monsieur pour l'arrestation de Richelieu. Richelieu avait alors une vie sombre et prudente, très réservée. Il ne se fiait qu'à une parente, une espèce de fille adoptive, sa nièce, Mme de Combalet, qui tenait sa maison et avait soin de lui. Les reines la haïssaient. Le 1er octobre, il y eut une grande scène. Le roi mourant communia et demanda pardon à tout le monde. Monsieur croyait succéder à coup sûr. Mais, le roi qui n'aimait pas son frère pouvait tester en faveur de sa femme comme régente, si Anne avait un enfant.

A ce moment, de Paris, arrivait une armée, les amis de Monsieur avec tous leurs amis, les Guises, les Créqui et les Bassompierre. Déjà ils étaient sûrs du gouverneur de Lyon, de sorte qu'ils tenaient le roi dans leurs mains.

Il ne manquait plus qu'une chose, c'était que le roi se hâtât de mourir. Les deux partis étaient en présence. La reine Anne tenait la chambre. Et les amis de Monsieur tenaient la ville. Quel que fût le vainqueur, Richelieu périssait.

Les médecins avaient saigné six fois en six jours cet homme pâle qui n'avait point de sang. La nature le sauva. La vraie cause du mal, ignorée, un abcès creva. Tout fut fini. Quoique très faible, il se mit sur son séant, parla de se lever. Guise, Créqui, Bassompierre furent consternés. Richelieu était près de lui. Il lui montrait que les Impériaux se jouaient de lui à Ratisbonne. Du 2 au 26, il avait obtenu du roi réveillé un effort désespéré ; il avait de ses mains arraché aux intendants, envoyé l'argent nécessaire. Plus, des renforts. Plus, l'ordre précis du roi de donner la bataille, ei, si on la gagnait, de ne pas s'amuser à ménager l'Espagne, mais de finir ces comédies et d'entrer dans le Milanais. Cette armée était sous trois maréchaux, Schomberg et d'Effiat, deux hommes de talent et très sûrs, le troisième suspect (l'agent des reines), Marillac, frère du garde des sceaux; mais ce Marillac dut marcher. Schomberg, ayant l'ordre précis et répété, ne voulut plus attendre une heure, et mena l'armée à l'ennemi. Les Espagnols étaient perdus.

Mais, comme du ciel, un secours leur vient, l'envoyé du pape, l'abbé Mazarino. Un traité fait le 13 avait été apporté en Piémont; une semaine entière, Mazarin le garda en poche, devinant bien le parti qu'il en tirerait. Aux premières salves, faites de loin, notre abbé se présente aux rangs français, court, fait signe d'un mouchoir, voltige à cheval, criant : La paix! la paix!

Ce n'était pas assez pour arrêter Schomberg, qui, le matin encore, dans une dernière lettre du roi, avait lu qu'il ne reconnaissait pas cette paix; mais c'était assez pour faire crier à Marillac que tout était fini.

Le résultat de cette farce fut d'arrêter la résistance de Casal. Assiégeants, assiégés, Espagnols et Français s'en vont, mais les impériaux y entrent.

L'effort du grand ministre, les nobles velléités du roi à son réveil, avaient donc avorté. On devait croire le roi indigné contre ceux qui lui avaient enlevé une victoire certaine, une conquête probable. Or le contraire advint. En gardant encore son ministre, il assura de nouveau aux reines que, « la paix faite, il le renverrait ». (Fin d'octobre 1630.)

Par quelle prise avaient-elles ressaisi le roi? par une femme, Mlle de Hautefort. Parfaitement dévouée aux reines, à sa chère maîtresse, Anne d'Autriche, elle débita à merveille les petits mots qu'on lui fit dire.

Journée des dupes (11 novembre 1630). — Le champ de bataille était le Luxembourg, où la reine mère promenait sa fureur dans sa galerie de Rubens. Quoique le roi n'eût rien promis *qu'après la paix*, elle voulait sur l'heure qu'il chassât Richelieu (11 novembre 1630). Celui-ci, averti accourt, veut entrer, se défendre ; mais la porte est fermée. Louis XIII s'enfuit et se sauve à Versailles. Richelieu avait près du roi un ami, un petit ami, Saint-Simon, ex-page que le roi avait fait premier écuyer. Le roi, s'affligeant de son abandon et du fardeau d'affaires qu'allait lui laisser Richelieu, aurait dit d'un ton de regret : « Où est-il maintenant? » A ce mot, qui n'était pas une demande, Saint-Simon répondit cependant : « Mais, Sire, il est ici. »

Richelieu, comme de dessous terre, reparut et changea le roi. Il lui montra avec respect, mais il lui montra pour-

tant qu'en France, en Italie, partout, on se moquait de lui; qu'il avait perdu à Casal les résultats de deux campagnes, que l'empereur en était maître, que le pape était devenu tout impérial, que Venise demandait grâce à l'empereur, qu'ici l'homme des reines, le vieux garde des sceaux, Marillac, là-bas son frère le général, étaient excellents Espagnols ; que sa cour, son conseil, n'avaient pour chef réel que l'ambassadeur Mirabel, appelé secrètement par la reine Anne à Paris. Le roi eut honte, eut peur d'une telle situation. Il reprit les sceaux au vieux Marillac, les donna à Châteauneuf, un homme énergique et capable que lui désignait Richelieu. Il s'assura de Paris et de la police du Parlement en nommant Lejay premier président.

Mais comment la reine mère allait-elle prendre tout cela? C'était l'inquiétude du roi. Il envoya quelqu'un, à deux heures de la nuit, de Versailles à Paris, pour réveiller le père Suffren, au noviciat des Jésuites, et le prier d'intervenir et de calmer sa mère.

Cette journée, qu'on appela *journée des dupes* (11 novembre 1630), ne fut point décisive au fond, comme on l'a dit. Richelieu n'était sûr de rien; le roi restait chagrin de voir que lui seul eût raison.

Conspiration découverte. — Fuite de la reine mère aux Pays-Bas. — Heureusement pour Richelieu, en surveillant la Lorraine, le centre ordinaire des intrigues, il saisit sur la route (décembre 1630) un médecin du roi, Senelle, chargé et surchargé de lettres pour la reine Anne, et autres.

La découverte des lettres mit les cabales en déroute. Richelieu, absolument maître de la situation, montra pour la reine une grande douceur et se contenta d'éloigner sa confidente, la Fargis. Dès lors Louis XIII méprisa ceux qui l'entouraient, et se donna solidement et fortement à Riche-

lieu. Le roi aimait le capucin Joseph. Richelieu, rappelant Joseph, ne pouvait, sans une mauvaise couleur d'ingratitude, parler contre son ancienne protectrice, la reine mère. Peut-être fit-il parler Joseph, et par lui enleva la grande mesure de la séparation de la mère et du fils. On mit Bassompierre à la Bastille. La sœur de Guise, princesse de Conti, fut exilée, Monsieur se sauva en Franche-Comté. La reine mère s'enfuit aux Pays-Bas (18 juillet 1631). C'est ce que voulait Richelieu.

Alliance de la France avec la Suède. — Gustave-Adolphe en Allemagne. — Victoire de Leipzig (1631). — Il s'était fait l'ami de Gustave-Adolphe, roi de Suède. Le 24 décembre 1629 il lui offrait de l'argent pour qu'il passât en Allemagne, trois cent mille francs!..., *pour chaque année*. Mais y aurait-il plusieurs années? La première, dans une si grande et si terrible lutte, ne serait-elle pas la victoire ou la mort?

La question fut décidée par le sénat de Suède.

Le 20 mai 1630, Gustave apporta aux États son unique enfant dans ses bras (la petite Christine), la leur remit, leur fit ses adieux.

Le 24 juin, il débarqua en Allemagne, près de l'île Rugen, avec quinze mille hommes.

En touchant ce rivage désolé de l'Allemagne, il fut bien surpris de voir que ce peuple, qui l'appelait depuis si longtemps, se reculait plutôt de lui avec terreur. Tant la tyrannie exécrable de Waldstein les avait brisés.

Gustave n'eut ni ami ni ennemi sérieux. Il eut beau laisser tout ouvertes les portes de Stettin pour inviter les impériaux à venir l'attaquer, ils restèrent à distance. Il prit des villes, il prit l'embouchure de l'Oder, et n'en fut pas plus fort. Sa guerre était toute autre que celle des impériaux. Ils prenaient tout et affamaient les villes. Lui, il leur apportait du pain.

L'approche du général bavarois de Tilly s'annonça à la Saxe par l'incendie de deux cents villages. Il n'était pas loin des armées suédoises. Gustave le défit et l'anéantit à Leipzig (1631).

Gustave pouvait faire ce qu'il voulait, aller où bon lui semblerait, à droite ou à gauche ; — ou tout droit au midi, par la Bohême ruinée, aller frapper l'Autriche à Vienne ; — ou bien, au sud-ouest, aller s'établir et se refaire dans les pays non ruinés, dans les bonnes terres de prêtres sur le Rhin, et, s'il le fallait, en Bavière.

Il s'en alla vers le Rhin, guerroyant à son aise, ménageant tout le monde, riant avec les prêtres, dont ses Suédois buvaient le vin. Il était sûr de réussir s'il n'avait d'obstacle que ses ennemis.

Mais il pouvait aussi trouver obstacle en ses amis, en ses alliés malveillants. En approchant du Rhin, il allait toucher Richelieu.

Quand celui-ci vit son ami Gustave venir à lui à travers toute l'Allemagne, faire deux cents lieues vers l'ouest et arriver au Rhin, il fut étonné. Quel dérangement de l'équilibre ! quelle énorme prépondérance du parti protestant !

Gustave était bien plus qu'un général. C'était une révolution.

Bien vite Richelieu fit trois choses :

Il poussa son roi en Lorraine dès le lendemain de la bataille de Leipzig, il avertit les catholiques, et en général les princes d'Allemagne, de se réfugier tous sous la garantie du traité de France, dans une neutralité armée.

Enfin Richelieu invita Gustave même à ne pas profiter de son succès, à laisser ces prétendus neutres garder leurs forces entières et se tenir armés, au profit réel de l'Autriche, dont ils restaient les secrets alliés, et demain les auxiliaires actifs, au premier revers du Suédois.

Il semble qu'il ait cru, pour ses trois cent mille francs, avoir acquis le roi de Suède pour le diriger, l'arrêter, le mener ici et là. Gustave eut la bonté de répondre qu'il ne lui était pas facile d'épargner tous ces princes amis de l'Autriche. Avec son titre de prince des Goths, que portent les rois de Suède, il assurait ne connaître rien au vieux droit de l'Empire. Son droit, c'était Leipzig, la vengeance et la délivrance de l'Allemagne, prouvée si incapable de se délivrer elle-même.

Louis XIII en Lorraine (1632). — Richelieu qui n'avait bougé avant que Gustave eût gagné cette bataille de Leipzig (7 septembre 1631), à l'instant, emmena le roi avec quelques troupes qu'il avait en Champagne (23 octobre), et fondit sur la Lorraine allemande, investit Moyenvic, petite forteresse de l'évêché de Metz.

L'étourdi duc de Lorraine avait pris justement ce temps pour provoquer à la fois les deux rois. D'une part, il avait chez lui le frère de Louis XIII et le mariait secrètement à sa sœur. De l'autre, il s'en allait, dans ce moment terrible, où le roi de Suède emportait tout, se mettre devant. Éreinté et jeté au loin, il ne rentra chez lui que pour y voir le roi de France qui eut pourtant la bonté de le recevoir, de lui dire qu'il le protégerait contre Gustave, mais que, pour rassurer le roi de Suède sur les intentions du duc de Lorraine, lui, Louis XIII, prendrait *en dépôt* sa ville de Marsal et ses salines, le meilleur de son revenu (6 janvier 1632).

Procès et condamnation du maréchal de Marillac (mai). — Le second grand coup de Gustave, la défaite, la mort de Tilly (5 avril 1632), donna à Richelieu une force inouïe au dehors, au dedans, pour frapper ici les amis, là les alliés de l'Espagne.

On comprend le mépris avec lequel Richelieu reçut l'intervention des deux protégés de l'Espagne, la reine mère et Gaston, dans le procès qu'il faisait faire au maréchal Ma-

rillac qui fut condamné comme voleur, ayant détourné de l'argent, l'argent des vivres, gagné sur la vie du soldat. Sa condamnation et sa mort, furent une victoire sur l'Espagne (10 mai 1632).

Celle-ci ne désespérait pas d'opérer ici par nos traîtres une petite diversion. En mettant Gaston à la tête d'une bande de deux mille coquins de toute nation (qu'on disait Espagnols), on le lançait en France, où les Guise, les Créqui, les Épernon, et autres, même Montmorency, faisaient espérer de le soutenir.

Louis XIII en fut si peu inquiet, qu'il prit ce moment pour mordre encore un bon morceau dans la Lorraine.

Révolte de Gaston d'Orléans. — Il est battu à Castelnaudary (septembre). — Le duc et Gaston avaient agi comme des enfants. Au défaut de l'Espagne, ils comptaient sur Waldstein; ils l'appelaient comme s'il eût pu bouger, étant alors en face et sous l'épée de Gustave. Seulement, comme celui-ci était obligé de se concentrer devant son ennemi, il était faible sur le Rhin, presque autant que les Espagnols. Cela permettait à Richelieu d'avancer entre les uns et les autres, et de se garnir les mains.

Gaston et Montmorency eurent l'idée ridicule d'écrire à Gustave, d'imaginer que, n'étant pas content de Richelieu, il leur enverrait des secours, autrement dit, que Gustave coopérerait avec les Espagnols.

Gaston ne méritait que le fouet. Son frère, pour châtier ou ramener cet enfant prodigue, lui envoya, pour pédagogues deux protestants, la Force et Schomberg, avec quelques mille hommes. Leur besogne fut peu difficile, mais Montmorency n'osa pas reculer, et, les yeux fermés, à peine suivi, ce vaillant fou plongea dans les rangs de Schomberg. Il n'eut pas le bonheur d'être tué; il fut blessé et pris à Castelnaudary (1er septembre 1632).

Schomberg était trop politique pour faire prisonnier l'hé-

ritier du trône. Gaston pouvait s'enfuir. Montmorency, condamné au Conseil, le fut immédiatement par le Parlement de Toulouse et décapité le même jour (30 octobre 1632).

Bataille de Lutzen. — Mort de Gustave-Adolphe. (16 novembre 1632). — Waldstein et l'armée des brigands avaient ressuscité, et l'Allemagne ne secondait pas sérieusement son libérateur. Quand Gustave vint contre Waldstein défendre Nuremberg, la capitale du commerce et l'arche sainte du génie allemand, on le laissa deux mois languir, s'épuiser là de misère et de maladies.

Gustave-Adolphe avait pâli, et Richelieu, par un sens froid, exact, de la destinée du héros, jugeait qu'il était temps de l'abandonner. Il fit partir Blantra pour Madrid.

Blantra saisit ce moment pour dire qu'après tout on n'était pas ennemi, et il présenta les prisonniers espagnols que renvoyait le cardinal. On s'arrangea, d'abord pour l'Italie.

Chose agréable à l'Espagne, qui pourrait en tirer des forces pour agir sur le Rhin contre les Suédois. Agréable, honorable au pape, qui, depuis quatre ans, s'entremettait fort pour la paix, faisait trotter son Mazarin.

Richelieu, nécessaire aux Suédois, et désiré des Espagnols, semblait l'arbitre de l'Europe, grandi des victoires de Gustave, des succès de Lorraine, de la défaite de Monsieur.

Ce triomphateur menait la cour vaincue et la reine, souriante et tremblante, était obligée d'accepter ses fêtes.

Vicissitude étrange de la destinée qui s'amuse à nous prendre au plus beau moment. Les violentes émotions de Richelieu, sa préoccupation terrible, tout cela fut plus fort que lui; et il fut frappé à Bordeaux. Il n'y avait pas à lutter avec le mal.

L'augure fâcheux d'une mort subite vient l'atteindre, Schomberg mort en soupant. Et déjà, en Allemagne, il a

perdu d'Effiat, général, financier, homme universel, son autre bras droit. Tout s'assombrit. La reine part en avant. Les fêtes qu'il lui préparait chez lui (à Brouage) et dans sa conquête, sur son champ de gloire à la Rochelle, tout se fera sans lui.

La reine, quitte à si bon marché, continue joyeusement son voyage, profite pleinement des fêtes du cardinal, que sa présence aurait gâtées. On dansait. Le bal ne dura pas, et la joyeuse cour revint au sérieux tout à coup, apprenant deux nouvelles qui changeaient le monde. Richelieu s'était rétabli, et Gustave-Adolphe était mort. Le monde avait perdu une chose bien rare, un vrai héros.

On sait sa mort. A cette furieuse bataille de Lutzen, il accable Waldstein, le bat, le blesse, le crible, le renverse, lui tue ses fameux chefs. Il revenait, paisible et pacifique, confiant comme à l'ordinaire, de la terrible exécution. Il n'avait avec lui qu'un Allemand, un petit prince qui avait passé, repassé plus d'une fois d'un parti à l'autre. Un coup part, et Gustave tombe.

Il ne fit qu'apparaître, et n'en reste pas moins un bienfaiteur du genre humain.

Il fit la grande chose pour laquelle il était né. Il coupa la tête au dragon, au gouvernement de soldats qui eût anéanti la civilisation de l'Europe.

Les protestants, si faibles par leur division nécessaire, furent un moment liés par un miracle. Ce miracle est Gustave-Adolphe. Il fallut bien alors que Richelieu suppléât Gustave, qu'il entreprît le rôle étrange et impossible de chefs des protestants, lui cardinal; que d'abord il payât la guerre, puis la fit.

Richelieu à la tête du parti protestant en Europe. — Guerre contre l'Empire et l'Espagne. — En janvier 1633, quand on le rapporta de Bordeaux, et que Louis XIII alla dix lieues au-devant du malade, il paraissait très fort. Il

frappa ses ennemis, frappa ses faux amis. Mais maintenant quels seront les vrais? Il lui faudra bientôt, par nécessité politique, agir contre le pape, qui approuve le mariage de Monsieur avec une Lorraine.

Il avait travaillé l'hiver à refaire l'unité discordante du parti protestant, qui paraissait s'abandonner lui-même. En avril 1633, il signa une ligue avec quatre cercles d'Allemagne, et avec les Suédois, à qui il promettait un million par année. Secours insuffisant. On le lui dit. Et il y parut bientôt à Nordlingen, où Bernard de Weimar, général allemand, des Suédois, fut battu par les Impériaux (août, 1634). L'Allemagne à la discrétion de l'Empereur, priait Richelieu de prendre Brisach, Philispsbourg, le Haut-Rhin, mais d'armer et d'intervenir, de descendre en champ clos, de remplacer Gustave.

Ainsi l'attraction fatale de cette guerre terrible de Trente ans, affamée d'hommes, entraînait la France. Et personnellement Richelieu, par son intérêt de ministre, n'y était pas moins attiré.

A ce moment, en tout, surtout, le pape était contre nous. Il nous refusait l'argent qu'il donnait à l'Espagne. Richelieu, pour obtenir un don du clergé de France sans l'autorisation de Rome, fit valoir aux évêques qu'il n'allait commencer la guerre que pour délivrer un évêque, l'électeur de Trèves, enlevé par l'Espagne et prisonnier à Vienne. Cette croisade devait s'exécuter par l'épée protestante des Suédois et des Hollandais. Par son traité avec ceux-ci, Richelieu leur donnait moitié des Pays-Bas, s'adjugeait l'autre. Il se remit à la chance, dans cette guerre contre l'Espagne, guerre contre la reine, guerre contre la cour, contre tous ses ennemis.

Il y avait bientôt quarante ans que la France n'avait fait la grande guerre. Et personne ne la savait plus. Richelieu suit une méthode mauvaise, deux généraux à chaque armée,

Citez donc Michelet : ne souriez pas tant ? éclairez un peu votre style ? quel charabia

et l'un d'eux un parent ou ami du ministre qui observe l'autre.

Au nord, ce fut Brézé, son beau-frère, et sur le Rhin le cardinal la Valette. La noblesse ne voulut prendre l'ordre d'un général prêtre.

La première campagne resta de tout point ridicule. La Valette, loin de pouvoir rejoindre les Suédois, est forcé de faire une retraite désastreuse. Madrid dut être satisfaite, mais le Louvre l'était bien plus, et la cour nageait dans la joie.

Richelieu réussirait-il mieux en 1636? Il n'y avait pas d'apparence. L'argent manquait. Il avait entrepris, en commençant la guerre, une chose hardie, et révolutionnaire alors, d'alléger quelque peu la taille du peuple en faisant payer quelques exemptés, les gros bourgeois pour une partie de leurs fiefs, les ecclésiastiques propriétaires pour ce qu'ils possédaient d'étranger à l'Église. Très vive irritation. Elle ne fut pas moindre dans les gens d'épée quand, pour punir l'armée du Rhin, il déclara dégradés de noblesse ceux qui quittaient l'armée; les officiers non nobles envoyés aux galères, et les soldats punis de mort. Il avait fallu licencier cette armée. Donc la France était découverte. Richelieu fit visiter nos places du Nord par Sublet Du Noyer. Celui-ci ne connaissait rien aux places de guerre. Il rapporta ce que désirait le ministre, que tout était en bon état.

Richelieu, tranquille sur le Nord, regarda au sud-est, où le prince de Condé, gouverneur de Bourgogne, lui proposait d'envahir la Franche-Comté. Le prince le flattait de l'espoir qu'en cette campagne la Meilleraie, grand maître de l'artillerie, justifierait la faveur singulière du ministre.

Invasion de la France par les impériaux et les Espagnols. — Prise et reprise de Corbie (1636). — Pendant ce temps, la France était envahie, le duc de Lorraine entrait en Bourgogne, et Gallas, autre général de l'empereur, allait par la Franche-Comté. Union pour la

première fois, parfaite entente, accord actif de l'Espagne et de l'Autriche. Mais il faut l'avouer l'invasion n'était pas sérieuse.

Les bandes qui entrèrent par le Nord, par la Lorraine et la Franche-Comté, sous le drapeau de l'Espagne et de l'empereur, ne se battaient ni pour l'un ni pour l'autre ; elles ne voulaient rien que piller. L'invasion des barbares retardée par Gustave, quand il brisa Waldstein, ne fut pas une conquête, comme elle l'eût été sous ce chef, mais un grand pillage anarchique.

Le gouverneur des Pays-Bas, le cardinal infant, assiège et prend la Capelle (1er juillet 1636). Nul obstacle. Des places non approvisionnées, démantelées. Des gouverneurs tremblants, que les habitants forcent de se rendre. Un indicible effroi dans les campagnes. Toute la barbarie des guerres turques ; incendie, pillage et massacre. Jean de Werth remplissant tout de son nom et de sa terreur. La grande masse espagnole s'arrête à assiéger Corbie, qui est prise (15 août). Le torrent roule vers Paris. Les Croates vont jusqu'à Pontoise. Paris, épouvanté, déménage, fuit vers Orléans.

Richelieu, ce génie si sérieux et si attentif, souffrait ici plus qu'un revers. Mais, homme d'esprit avant tout, il comprit bien qu'en ce pays de France, sous les croisées moqueuses du Louvre, il fallait de l'aplomb et une belle contenance. Il sortit en voiture, à peu près seul, traversa en tous sens cette foule qui jusque-là le maudissait et qui ne sut plus qu'applaudir. Les métiers, reçus par le roi dans la grande galerie du Louvre, montrèrent un noble enthousiasme et promirent une armée. On la leva réellement avec l'aide du Parlement et de toute la bourgeoisie, qui donna sans compter.

Nos troupes grossissaient. Et celles de l'ennemi fondaient chaque jour. Tous retournèrent à leurs camps d'Allemagne,

ramenant chacun sa charge de vol. En deux ans, dans l'Est seulement, un demi-million d'hommes mourut de misère et de faim. Le cardinal infant traînait et hésitait pour s'enfoncer en France. Il ne profita pas des perfidies secrètes de nos généraux princes du sang. Monsieur, cette fois encore, tourna le dos au moment où les conjurés le regardaient et attendaient son ordre.

En six semaines, Richelieu et le roi reprirent Corbie (14 novembre 1636). La terrible *année de Corbie* (on appela ainsi 1636) et l'année encore qui suivit ne donnent nul autre résultat que de démontrer la faiblesse d'un gouvernement qui paraissait fort. Tous les princes allemands firent roi des Romains le fils de l'empereur, consolidèrent la couronne impériale dans la maison d'Autriche. En France même, les Espagnols à notre barbe, prirent et gardèrent longtemps nos îles de Provence. Richelieu employant le peu qu'il avait de forces en Franche-Comté, n'avait pas eu à temps l'argent nécessaire pour recruter l'armée du nord.

Lutte entre Anne d'Autriche et le Cardinal. — Pendant ce temps, aux carmélites de la rue Saint-Jacques, où resta le foyer de l'intrigue espagnole, la reine renoua correspondance avec son frère, Philippe IV.

Elle trouvait là une sûreté qu'elle n'avait nulle part. Elle put y voir à la grille qui elle voulait, des inconnus, de faux pauvres, les agents que Mirabel envoyait de Bruxelles, le lord papiste Montaigu. A chaque année, elle espérait que Richelieu n'en pourrait plus, serait tari, fini. Les temps étaient bien changés. Les révoltes, isolées, partielles et sans concert, ne rappelaient en rien la Ligue. Les insurrections de paysans qui éclatèrent ici et là en 1638, la sournoise résistance (de bourgeoisie surtout) qui se fit sous forme religieuse et s'appela le jansénisme, n'auraient pas fait grand'chose. L'homme tant détesté n'en fût pas moins resté fort et haut dans l'opinion.

Anne d'Autriche, qui trahissait et flattait, se rapprochait du ministre jusqu'à accepter ses fêtes, au mois d'août, fut frappée. Un avis positif permit à Richelieu de saisir sa correspondance. Il la ménagea. Pourquoi? Elle était à ses pieds et elle avait demandé grâce, offrant sa main tremblante. Au vainqueur de dicter les conditions.

A son grand étonnement, Richelieu recula. Il ne prit point cette main, s'inclina humblement et dit qu'il allait demander les ordres du roi.

Revenu, rapportant l'ordre de son souverain; il la retrouve humiliée, anéantie. Comme une petite fille, elle écrit une promesse de ne plus récidiver. Le roi ne lui parla plus. Tout le monde s'éloigna d'elle. Les courtisans qui entraient dans la cour de Chantilly tenaient les yeux baissés, afin qu'on ne pût dire qu'ils regardaient les fenêtres de la reine. Elle étouffait de honte et de douleur.

C'était le 8 ou le 9 décembre. Tous les fils laborieusement ourdis par la cabale se trouvaient à la fois rompus. Tous les moyens humains, Caussin, Hautefort et Lafayette, les avertissements, les prières, les suggestions de l'amour et de la dévotion, avaient échoué. Il fallait un coup d'en haut pour trancher le nœud, un miracle. Il se fit.

La reine eut un enfant, un garçon, donc un roi.

CHAPITRE XVIII

CONSPIRATION ET MORT DE CINQ-MARS. — MORT DE RICHELIEU, DE LOUIS XIII. — LOUIS XIV. — RÉGENCE D'ANNE D'AUTRICHE. — MAZARIN. — BATAILLES DE ROCROY, DE FRIBOURG, DE NORDLINGEN, DE LENS. — LES DEUX FRONDES. — JOURNÉE DES BARRICADES. — MAJORITÉ DU ROI. — COMBAT DE LA PORTE SAINT-ANTOINE. — MASSACRE DE L'HOTEL DE VILLE. — BATAILLE DES DUNES. — MARIAGE DU ROI AVEC MARIE-THÉRÈSE D'ESPAGNE. — PAIX DES PYRÉNÉES. — MORT DE MAZARIN.

La question des biens ecclésiastiques. — Vues de Richelieu. — Avant la naissance du dauphin, Richelieu régala la cour d'une grande fête, chose hardie au moment où il n'avait que des revers, en Espagne, un honteux échec. Condé, Sourdis en fuite. Au nord, nouveau projet de conquête des Pays-Bas avec le prince d'Orange et pour tout résultat la reprise d'une petite place. Le général aventurier Weimar qui guerroyait avec l'argent de la France avait pris Brissac et songeait à se faire entre nous et la France un petit royaume d'Alsace. Une fièvre nous en délivra. Mais l'invincible ennemi dont on ne pouvait pas se défaire, c'était l'épuisement du royaume, l'abîme de la misère publique qui se creusait de plus en plus. Le gouvernement était sérieux, nullement dilapidateur, le ministre économe, le roi avare. Il avait réduit à rien les libéralités royales. Les grands revenus de Richelieu ne paraîtront pas excessifs si l'on songe que sa maison était réellement un mi-

nistère des arts qui pensionnait les gens de lettres (nullement nourris par leurs ouvrages alors). Ajoutez-y les fêtes et diverses dépenses de représentation que Richelieu prenait sur lui. Au milieu de cette guerre dévorante, de cet effort immense pour refaire l'armée chaque année, il avait réussi pourtant à créer une marine.

La grande question du monde en ce siècle et aux trois derniers, c'est celle des biens ecclésiastiques. Elle domine toute la guerre de Trente ans. En Allemagne, en France, partout, c'est la question, plus ou moins formulée, ici parlante et là muette.

Il était évident que les biens donnés à l'Église servaient au moyen âge diverses utilités publiques, écoles, hôpitaux, entretien des pauvres, etc. L'État n'existant pas alors (à proprement parler), l'État réel, sérieux, était dans l'Église. Celle-ci, peu à peu, se dégagea des charges, s'enfonça dans son repos.

Au premier mot que l'Hôpital risqua pour demander un état de ces biens (mai 1561), le clergé appela l'Espagne. Mais les huguenots étaient là. Il eut peur, accorda une rente d'un million à peu près pour la dette du roi à l'Hôtel de Ville. Somme minime au siècle suivant, où toute valeur avait changé.

En 1638, Richelieu, aux abois, et peut-être poussé par les conseils hardis du moine révolutionnaire Campanella, sembla déterminé à exiger davantage. De longue date, il avait prévu ce moment, ayant encouragé un long travail, l'immense compilation des *Libertés gallicanes* de Pierre Du Puy, qui lui prépara un arsenal d'actes et de vieux livres, réimprimés en trois in-folios, pour battre le clergé en brèche. Le sens total fut résumé hardiment par Du Puy dans ce grand axiome : « L'Église ne peut pas posséder. »

Fière et redoutable menace bien peu soutenue. Richelieu se résigne à ne demander que cinq millions et demi une

fois payés (1641). Dès lors, d'autant plus pesant, le ministre tombe sur le peuple.

L'Europe, épuisée, haletante, se mourait du désir de la paix. Mais la France malade, l'Espagne agonisante, l'empire exterminé, ne s'y décidaient pas. Pourquoi? Nulle question essentielle n'avançait, ni la question de propriété, ni la question religieuse. Pas un de ceux qui avaient pris ne voulait rendre. Le pape demandait un congrès. On passa sept années à en discuter la forme.

Révolution de Portugal. — Influence de Cinq-Mars. — Coalition des grands contre Richelieu (1640-1641). — La scène change en 1640, mais par des circonstances extérieures auxquelles Richelieu eut peu de part. L'Angleterre entre en pleine révolution. L'Empire espagnol tombe en pièces. La révolution de Portugal, qui suivit de près, fut toute spontanée. Richelieu y avait pensé, et il cherchait un prétendant. Mais l'explosion se fit d'elle-même et pour Bragance (1er décembre 1640).

Elle nous valut le gain de dix batailles. L'Espagne, étranglée désormais entre deux révolutions, nous laissa faire partout. Elle ne put empêcher ni Harcourt de prendre Turin, ni la Meilleraye de prendre Arras.

L'intérieur change aussi bien que l'Europe. Richelieu met en scène deux acteurs nouveaux qu'il croit siens. Il donne au roi pour favori un joli page, un écolier à lui, le jeune Cinq-Mars. Et en même temps il établit en France le beau Mazarin.

Le roi ne pouvait plus se passer de Cinq-Mars. Louis XIII donna des signes d'imbécillité caduque, à quarante ans. Les froideurs de son page, ses rebuffades, un simple oubli d'écrire dans les absences, faisaient pleurer le roi.

L'enfant échappait tant qu'il pouvait. Parfois, aux antichambres, ce garçon, que le roi eût voulu maréchal de France, passait le temps à lire le roman de Cyrus avec les

valets. Parfois, la nuit, il se sauvait de Saint-Germain, galoppait à Paris, au quartier élégant, à la place Royale.

Plus tard il prétendit avoir part aux affaires. Louis XIII tenant conseil, il resta, siégea. Le roi lui donna à conduire le corps des volontaires, toute la jeune noblesse de France au camp d'Arras, menacé par les Espagnols. Ceux-ci, battus, regagnaient par l'intrigue ce que perdaient leurs armes. La ligue universelle des femmes était pour eux : Marie de Médicis en Angleterre, aux Pays-Bas; la Chevreuse à Madrid; à Londres, les filles d'Henri IV, Henriette, Christine; le duc de Lorraine, le jeune Guise, archevêque de Reims, le duc de Bouillon.

En 1641, la partie fut liée à merveille. Madame de Bouillon fit de son vieux mari goutteux le centre, la clef de voûte d'une ligue universelle. L'empereur fournit des troupes, et l'Espagne en promit. Mais, pour donner à l'invasion étrangère un air national, un prince du sang, le comte de Soissons, réfugié chez Bouillon, prit le commandement de l'armée. Les émigrés français, de tout parti, devaient partir de Londres et faire une descente en France. Il leur semblait faire la guerre à coup sûr ayant la cour, les vœux de la reine, ayant le cabinet du roi et son secret par son enfant gâté, Cinq-Mars, à qui il disait tout.

Richelieu, en si grand péril, fit d'abord procéder le parlement contre Guise et Bouillon. Soissons étant prince du sang, on ne pouvait le juger, mais bien le faire tuer. Soissons battit sans peine une armée qui voulait être battue. Mais il fut frappé à mort sans que l'on sût par qui (6 juillet 1641).

Cinq-Mars étant dans l'affaire de Soissons, Richelieu le fit exclure de tout conseil, et engagea le roi à retirer le Dauphin des mains de la reine. Laisser le roi futur dans une main espagnole, c'était risquer de revoir l'étranger régner encore au Louvre.

Dernière conspiration. — Cinq-Mars, de Thou, le

duc de Bouillon, Gaston d'Orléans (1642). — Bouillon pardonné, exilé au généralat d'Italie, était plus que jamais poussé par sa femme orgueilleuse à se venger de Richelieu.

Cinq-Mars, chassé par lui, ne songeait qu'à le faire tuer. Il n'était pas jusqu'au roi qui ne parût contre lui. Il ne cessait de dire qu'il voudrait *s'en défaire*.

Auguste de Thou, fils de l'illustre historien, était jeune, candide, dévoué, honnête, non sans élévation, et l'on s'étonne de le rencontrer avec ces gens-là. Il se vit mené plus loin qu'il ne croyait. Les hommes de Gaston, spécialement Fontrailles, homme d'esprit, sans conscience, un furieux bossu, dont Richelieu s'était moqué, organisaient deux choses. D'abord, le cardinal devant suivre le roi qui partait pour la guerre d'Espagne, il fut réglé qu'on le tuerait à Lyon; Gaston devait y aller tout exprès, et, brave cette fois, donner lui-même le signal.

Fontrailles tira de lui une lettre où il s'engageait à faire livrer aux Espagnols une place forte (c'était Sedan), pour les enhardir à entrer en France.

Comment de Thou resta-t-il dans l'affaire lorsqu'elle devenait si criminelle?

Gaston, à son ordinaire, manqua de parole. Les conjurés l'attendaient à Lyon; il resta à Blois. Les deux malades, le roi en avant, le cardinal derrière à quelques lieues, continuèrent d'avancer au Midi. Mais, à Narbonne, le dernier craignant, sur les rapports qu'il recevait, que le roi ne permît sa mort, dit ne pouvoir aller plus loin.

Cependant Louis XIII semblait si mal, qu'on se croyait au moment décisif. De Thou, qui était à l'armée, pensa qu'il était bon que la reine s'assurât des chefs, et, comme il était difficile de deviner de loin quelles conditions ils feraient, il la priait de lui envoyer des blancs-seings qu'il pût remplir selon les circonstances.

Mazarin put lui faire entendre que les choses n'en étaient pas où on le lui disait, que le roi vivait, que Richelieu vivait et tenait encore les armées, que le danger d'ailleurs de la future régente était Gaston.

Le roi était revenu à Narbonne quand l'homme de Richelieu, son ombre, Chavigny, vint le trouver et lui dévoila tout. Le roi sauta au plancher.

Cinq-Mars en voyant Chavigny avait deviné sa perte. Il aurait pu encore, en sautant à cheval, passer les portes de Narbonne. Mais il perdit la tête, et on eut le temps de les fermer.

On arrête Cinq-Mars et de Thou. Ordre envoyé à l'armée d'Italie, où commandait Bouillon, pour l'arrêter et l'envoyer en France (13 juin 1642).

Cinq-Mars, de Thou condamnés et exécutés. — Richelieu faisait commencer le procès sans preuves ni témoins, sur la simple révélation verbale qui lui venait de la reine. Mais il ne pouvait avouer cette source. Il parle dans ses notes comme s'il eût *deviné* l'existence d'un traité.

Avec un homme moins peureux que Gaston on n'eût rien obtenu, et Richelieu, n'ayant nulle pièce, eût été conspué, chassé pour calomnie, poursuivi à son tour. Mais Chavigny, qu'il lui envoya, le terrifia en assurant qu'on avait le traité, une copie du moins, « trouvée par des pêcheurs dans une barque échouée en Catalogne ». A lui, Gaston, de mériter sa grâce en délivrant l'original. C'est ce qu'il ne pouvait plus faire; dans sa peur, il l'avait brûlé. Mais il offrit d'y suppléer par la confession la plus complète. Il parla tout au long, et chacun de ses mots tuait, — d'abord Cinq-Mars, Bouillon, Fontrailles, puis de Thou même.

Il fallait bien au moins une tête à la justice. Or Gaston ne pouvait périr. Bouillon, arrêté, eut sa grâce en livrant sa place, Sedan. Fontrailles était en fuite.

Cinq-Mars essaya de nier. De Thou montra du courage lorsqu'ils allèrent à la mort.

Cinq-Mars, si beau, si jeune, de Thou, si estimé jusque-là, excitèrent dans la foule un intérêt extraordinaire. La maladresse d'un bourreau novice qu'on employa ajouta encore à l'émotion. Quand la tête de Cinq-Mars tomba, il s'éleva de toute la place un horrible cri de douleur. De Thou manqué d'abord et très cruellement égorgé, jeta la foule dans un accès de fureur frénétique.

Mort de Richelieu (décembre 1642). — Richelieu avait fait lui-même sa dernière maladie en supprimant un dérivatif utile. Immédiatement un abcès parut à la main, au bras, d'autres ailleurs. Dès lors rien n'y servit; il eut beau faire; il était mort.

De toute façon, Cinq-Mars l'avait tué. Son maître le haïssait désormais sans retour. L'auteur primitif du complot avait été le roi. Tout avait commencé par ses paroles imprudentes et, lorsque revenant au Nord, il lui fallut, à Tarascon, comparaître devant Richelieu, il y vint comme un accusé.

Malade, on le mit sur un lit en face du malade, et, quelque soin que prît le cardinal de le rassurer, de lui donner le change, ni l'un ni l'autre dès lors ne s'y trompa. C'étaient deux ennemis.

Richelieu mourut tellement redouté que le roi lui obéit d'abord de point en point.

De toutes les personnes persécutées, la plus suspecte au roi était la reine. Mazarin, Chavigny, ne se maintinrent qu'en lui paraissant très contraires. Monsieur, flétri naguère, déclaré incapable de toute charge, et mal voulu de Louis XIII, n'eût pu songer à la régence. Ils dirent au roi habilement que, si on faisait la reine régente, il fallait la lier et la subordonner, lui mettre sur la tête un conseil souverain, et *non destituable*.

Mais bientôt le flot monta si fort pour elle, que le roi n'eut plus la force de soutenir la ligue. Les prisonniers sortirent, les exilés revinrent, et toute la vieille cabale à la file.

Mort du roi (14 mai 1643). **Louis XIV** (1643-1715). — Quand Louis XIII enfin meurt (14 mai 1643), le château où il expire est déjà à la reine, et le parlement, et la ville, et tout tourne à son profit. Sans qu'on sache ni comment, ni pourquoi, cette étrangère est adorée. Les favoris du dernier règne, les Condé, gagnent une bataille à point : Rocroy. On mit toutes les forces à l'armée royale que menait Enghien, aucun renfort à l'armée d'Allemagne, où Rantzau, Guébriant venaient de gagner des batailles, de sauver les Suédois, de résister aux efforts combinés des impériaux et Bavarois. La fameuse armée de Weimar, achetée par nous, et si bien menée par Guébriant, s'usa, tomba à six mille hommes qui se maintinrent à grand'peine en Alsace.

Bataille de Rocroy (19 mai 1643). — Les Espagnols, sachant le roi à l'extrémité, crurent que le moment était bon, laissèrent là la Hollande, et, ramassant toutes leurs forces sous deux excellents généraux, D. Francisco de Mello et le vieux comte de Fontaine, firent mine d'entrer en Picardie; mais tournèrent, percèrent les Ardennes, enveloppèrent Rocroy.

Le 19, vers trois ou quatre heures, à l'aube, Enghien, fort gai, passa au front des troupes, n'ayant que sa cuirasse, sur la tête force plumes blanches. Pour mot d'ordre de la bataille, il donna son nom même, Enghien.

La victoire de Rocroy fut la brillante préface du règne emphatique de Louis XIV. C'est l'enfant qui en a la gloire, c'est la sage régente, Anne d'Autriche. Heureuse reine qui gagne des batailles en berçant son fils!

Régence d'Anne d'Autriche. — Mazarin. — Ce grand bonheur fit deux malheurs. Il créa un héros insatiable et

insupportable, il glorifia l'avènement de Mazarin, il sacra le roi des fripons.

Une concurrence sérieuse pour Mazarin fut celle de la maison de Vendôme, de leur cadet Beaufort. Ce petit-fils de Gabrielle en avait la beauté. Il était jeune, brave, tout fleuri, en longs cheveux d'or, un Phébus Apollon. C'est celui qui bientôt sera le roi des halles, dont les poissardes raffoleront.

Moins jeune, Mazarin valait mieux. Mais il ne parut pas d'abord, et resta derrière le rideau jusqu'à ce que la reine fût régente absolue.

Dès lors il commença son éducation, enfermé toutes les soirées avec elle pour lui apprendre les affaires.

L'ancienne cabale de Monsieur, abandonnée par lui, les Fontrailles et les Montrésor, furent d'avis de tuer ce nouveau Concini.

D'accord avec les dames de Chevreuse et de Montbazon, ils mirent cela en tête de l'*innocent* Beaufort. L'affaire manqua par madame de Chevreuse. Mazarin averti obtint de la reine qu'elle fît arrêter Beaufort et ses amis.

Le prince de Condé. — Bataille de Fribourg (1644). Pendant que Mazarin agit à l'intérieur avec le pouvoir d'un mari, la grande scène du temps, le triomphe du faux, c'est la guerre. Le grand machiniste de la guerre est Condé.

A vingt-deux ans, il avait déjà tout de la guerre, le brillant, le sérieux, l'élan et la réflexion ; de plus, la chose rare, très rare dans un jeune homme, une ténacité indomptable, une résolution fixe et forte qui l'enracinait au champ de bataille. Tout cela parut à Fribourg. Condé, qui avait en face la très petite armée du très grand général Mercy, voulut attaquer par le côté le plus glorieux, c'est-à-dire par l'inaccessible. Il refusa, comme indigne d'un prince,

l'offre qu'on faisait de le conduire derrière et de lui faire tourner l'ennemi (3 août 1644). La nuit, Mercy se déroba, et avec une habileté, un ordre admirable, se posta mieux encore, sur la Montagne-Noire qui domine Fribourg. Nouvelle attaque infructueuse. Condé revient tout seul à petits pas, tous ses amis tués. A l'un d'eux qui vivait encore : « Ce n'est rien, dit-il, nous allons recommencer et nous y prendre mieux. » Alors, sept fois de suite, on charge. A la longue, craignant pour ses vivres, Mercy marcha, mais choisissant son terrain si habilement qu'on ne pouvait le joindre qu'en marchant à la file. On le fit, on reçut de ce prétendu fugitif une charge terrible. Il nous prit plusieurs drapeaux. Cela s'appelle la victoire de Fribourg. Il y eut pourtant un effet moral, l'Europe fut effrayée de la docilité du soldat français qui avait obéi à ce point-là.

Toutes les petites villes du Rhin, dans cette terreur, ouvrirent, et Mayence même.

Bataille de Nordlingen (1645). — **Siége de Lérida** (1647). — L'anniversaire de la bataille, le 3 août (1645), même histoire à Nordlingen. Mercy était tué. Tous nos officiers généraux tués ou blessés. On n'en fnt pas moins joyeux à la cour, la reine surtout. Mazarin fut plus grave. Chaque victoire de Condé augmentait sa servitude, l'exigence et la rapacité de cette famille.

Dans la campagne de Flandres, que le duc d'Orléans commença et où Enghien eut l'adresse de le remplacer, Gassion, fait maréchal après Rocroy, prit Furnes pour lui et l'aida à prendre Dunkerque (11 octobre 1646), en le couvrant de sa personne contre les Espagnols. Mazarin avait envoyé en Catalogne Harcourt, il eut quelques succès, mais vint échouer devant le roc de Lérida, place déjà funeste aux Français. Les amis des Condé crièrent qu'il y fallait Condé. Il se laissa persuader. Mazarin malicieusement l'y envoya; on n'avança pas. Le fer de nos mineurs rebroussait

sur ce roc. L'armée d'Aragon s'avançait, la chaleur venait, les maladies. Condé désespéré fut obligé de s'en aller. Deux ou trois fois, nous nous étions heurtés à cette porte redoutable, Lérida, et toujours en vain. Condé, pour se soulager le cœur, égorgea tout dans une petite ville qu'il prit sur son passage. Nous ne nous relevâmes que par les révolutions imprévues de Naples et de Sicile, résurrections tardives des nationalités antiques.

Un sublime corroyeur de Sicile, qui menait tout, périt. Et de même Masaniello, le pêcheur roi de Naples. Naples appela les Français. Mazarin promit tout, ne tint rien. Nous gardâmes les conquêtes de Richelieu. Sur l'empire quelques morceaux de l'Alsace. Mais pouvait-on garder ce qu'on avait pris à l'Espagne? La question restait tout entière. Elle ne fut nullement tranchée par la bataille de Lens, une des meilleures de Condé, qui firent admirer le plus et son tact militaire, et son héroïque intrépidité.

Avec cela, il avait le cœur gros, et il en voulait mortellement à Mazarin, croyant qu'il l'avait perfidement envoyé contre ce roc de Lérida pour s'y casser le nez.

Un soir, à je ne sais quelle comédie où était le prince, un impertinent siffle. On voulait l'empoigner. Il s'évanouit dans la foule en décochant ce trait : « On ne me prend pas... JE ME NOMME LÉRIDA. »

Cette rage de Condé n'a pas peu aidé à la Fronde.

La Fronde parlementaire (1648). — La révolution de la Fronde fut une révolution morale, la guerre des honnêtes gens contre les malhonnêtes gens.

L'austérité du jansénisme avait fait d'honorables progrès dans le parlement. Cette fronde religieuse avait précédé la Fronde politique, et, indirectement, elle y aida fort. Le jansénisme était l'aîné. La garantie qui assurait aux magistrats la succession des charges achetées expirait le 1er janvier 1648. Ils avaient tout à craindre. Ils n'en défendirent pas

moins courageusement toute une année le pain du peuple, tandis que Mazarin était en train de faire la guerre aux bourses : 1° guerre aux propriétaires. Il trouve un vieil édit fait le lendemain de l'invasion de Charles-Quint quand on venait de craindre un siége, lequel défendait d'étendre les faubourgs. Mais Paris, en cent ans, avait grossi, grandi, débordé de tous côtés. Les pauvres logeaient dans cette banlieue, sous des maisonnettes de boue qu'ils se faisaient eux-mêmes. Un matin, les gens du roi, avec des troupes, viennent *toiser* ce Paris nouveau qu'on va abattre si l'on ne paye sur l'heure. L'effet fut si terrible, que Mazarin d'abord eut peur et recula. Condé lui mit du cœur au ventre par sa bataille de Nordlingen qui lui donnait la force à l'intérieur. Il reprend le marteau ; ayant mis à sec les propriétaires, on passe aux *non-propriétaires*. On frappe une *entrée sur les vivres* (1648).

L'*entrée* sur les consommations rendit la tyrannie sensible, expliqua la révolution. Paris, sans idée, sans parti, dans la torpeur de la misère, se réveilla par l'estomac.

Toutes les compagnies souveraines de Paris, soumises au même retranchement, les Aides, les Comptes et le Grand Conseil, envoient demander au parlement association, *union*. Une assemblée générale se formera par députés dans la chambre de Saint-Louis, et l'on y appellera les députés du Corps de ville. Le but est posé nettement : la réformation de l'État (13 mai 1648). Il ne serait pourtant pas vrai de dire que le parlement fit la Fronde. La question sans lui se serait posée autrement. Il tint pour la reine menacée d'une révolution radicale du peuple ; il la protégea, suivit en toute chose grave les intérêts de la cour. Il n'y avait donc pour Mazarin qu'à prendre patience. Il attendait l'armée. Après un petit essai de violence qui ne réussit pas, il sentit qu'il n'y avait rien à faire, qu'à mentir et plier, gagner du temps. La reine eut beau pleurer toute une nuit,

il toléra l'arrêt d'*union*, permit aux compagnies de s'assembler, de réformer l'État.

Le pouvaient-elles réellement? Même dans les choses bonnes, leur incapacité parut. En vertu du dernier article, elles firent précisément ce que désirait Mazarin, annulèrent ses traités avec les financiers. La cour n'osait faire la banqueroute. Le parlement la fit pour elle.

Une autre faute insigne du parlement, ce fut de vouloir supprimer les *intendants*, la grande création du dernier règne. Ces rois commis, il est vrai, étaient lourds, et, sous Mazarin, aussi voleurs que leur maître. Cependant, en les supprimant, qui eût pris le pouvoir? Les gouverneurs des provinces, les vieilles puissances féodales qu'avait écrasées Richelieu. Avec quelques concessions, Mazarin endormit le parlement, attendit pour le tirer de là une victoire de Condé.

L'Espagne, accablée par ses quatre révolutions (Portugal, Catalogne, Naples, Sicile), obligée de faire face de tous côtés, n'avait pas grande force en Flandre.

Bataille de Lens (août 1648). — L'archiduc, cependant, ayant pris Lens, avait obligé Condé (19 août) à une retraite difficile. Le 20, il l'attaqua. Condé, voyant les Espagnols quitter leurs bonnes positions, commanda aux Français de recevoir le feu et de ne pas donner à l'ennemi le temps de recharger. Victoire complète, cinq mille prisonniers, trois mille morts.

La reine, ivre de joie, ayant reçu soixante-treize drapeaux espagnols, ne daigna plus rien ménager et se moqua des peurs de Mazarin. Chavigny consulté dit à la reine qu'il fallait arrêter les chefs du parlement.

Arrestation de Broussel. — Journée des barricades (26 août 1648). — Des six qu'on devait arrêter, le plus populaire, Broussel, demeurait à deux pas; Comminges, un jeune homme dévoué à la reine, l'enlève.

Il était fort aimé ; ses domestiques poussèrent des cris affreux ; un petit clerc se mit à courir après la voiture de Comminges, criant : « Aux armes ! aux armes ! on enlève M. Broussel ! » le carrosse tomba en pièces. Comminges prit celui d'une dame qui passait. Le maréchal de la Meilleraye fit tirer aux fenêtres. Une femme et deux hommes furent tués. Alors ce fut une grêle. La Meilleraye ne s'en tira qu'en tuant encore un crocheteur d'un coup de pistolet.

A point se trouvait là le coadjuteur de l'archevêque, Gondi (ou Retz), qui confessa le crocheteur agonisant dans le ruisseau. Le peuple fut touché et pria le prélat d'aller au Louvre et de demander Broussel.

C'était ce qu'il voulait. Il avait mis tout justement ses habits pontificaux.

Il croyait qu'au Palais-Royal on solliciterait son secours. Mais la reine se moqua de lui. Il eut le chagrin et la rage de prêcher la paix en s'en allant, quand il voulait la guerre. Il calma un moment le peuple, mais pour mieux l'exciter la nuit. Celui-ci, qui était levé, fit un ouvrage énorme, *douze cents barricades en douze heures*. Il n'avait guère besoin de Retz. Ce fut la sœur d'un président, femme d'un capitaine bourgeois, qui, ayant chez elle le tambour du quartier, le fit battre et donna l'exemple. Un des amis de Retz, capitaine aussi de quartier, le maître des comptes Miron, battit le tambour de son côté. La journée fut lancée.

Le 27, à six heures, la cour, audacieuse et timide, prenant l'heure matinale et croyant que Paris n'est pas levé encore, envoie le chancelier casser l'arrêt. La foule est déjà là. On le poursuit, on le pousse. Il se cache.

La Meilleraye le dégage. Poussé lui-même, en grand péril, le maladroit, d'un coup de pistolet, tua une femme qui portait une hotte. Le peuple s'empara, au quai de la Ferraille, de tout ce qui tomba sous sa main.

Cependant le Parlement, en corps, va au Palais-Royal re-

demander ses membres à la Reine. Je les rendrai, mais morts, dit-elle avec emportement. Ils reçurent cela tête basse, ils s'en retournaient.

Un garçon rôtisseur, mettant sa broche au ventre du président Molé, lui dit : « Retourne, traître! Tu seras massacré si tu ne nous ramènes Broussel ou Mazarin. »

Les princesses, qui se mouraient de peur, se mirent à genoux devant la Reine, et Monsieur même. Mazarin tremblait et priait. Ce qui la décida, ce fut la reine d'Angleterre, qui avait déjà vu de pareilles fêtes à Londres.

Mazarin fit sceller une lettre de cachet pour délivrer Broussel.

La régente et le roi quittent Paris. — Le 22 septembre, Condé victorieux était revenu. Il menace le parlement, veut le forcer à accepter un chef militaire pour s'emparer de la révolution. L'armée enveloppe Paris, insultant, ravageant comme en pays ennemi. La reine, à trois heures du matin, le 6 janvier 1649, emmène le roi hors de sa capitale. Elle est libre et toute à sa vengeance. Ordre au parlement d'aller siéger à Montargis. Le parlement proteste de sa soumission et il arrête qu'on se munira d'armes et de subsistances. Mais comment résister à Condé? La première idée de Retz fut d'appeler contre lui les Espagnols; la seconde fut de lui opposer sa sœur même, madame de Longueville, qui tenait sous la main, gouvernait Conti, son jeune frère. Idée sotte. La sœur et Conti n'avaient de crédit, d'importance, que comme un reflet de Condé. N'importe. Le généralissime sera le bossu Conti, ou bien plutôt sa sœur

La fuite du roi avait effrayé le parlement, mais point le peuple. Il n'eut que de la fureur, nul abattement. Le siège de Paris dura trois mois (janvier, février, mars). Peu de combats, beaucoup d'intrigues. Condé, qui n'avait pas fait grand exploit, inclinait lui-même à la paix. Le 5 mars, on ouvre des conférences. Et, brusquement, le 11, le président

Molé déclare au parlement qu'il a signé le traité. Mazarin, qui tenait le roi, n'avait qu'à donner des paroles, nulle garantie; la Fronde étant dissoute, il allait se moquer de la crédulité des négociateurs.

Arrestation de Condé. — La Fronde des Princes. — Mazarin fit arrêter les trois princes, Condé, Conti et Longueville. Arrêtés par Guitaut et Comminges, ils furent menés la nuit par une petite escorte de vingt hommes à Vincennes (18 janvier 1650).

La sœur de Condé, la fière Mme de Longueville, naguère si populaire, fut trop heureuse de se sauver. La plupart des femmes étaient du parti de Condé. La gloire sous les verrous! Le héros pris en trahison, et prisonnier : de qui? De l'abbate Mazarini. La noblesse de France ne va-t-elle pas se soulever?

Bien loin de là, Mme de Longueville, qui croit remuer la Normandie, y est repoussée partout. La femme de Condé, jeune nièce de Richelieu, tant méprisée d'abord par le prince, se sauva de Chantilly avec son fils, et alla implorer le parlement de Bordeaux. Grande fut l'émotion de la ville et du parlement de voir cette dame de vingt-deux ans, sous les habits de deuil, cet enfant innocent qui demandait secours pour la liberté de son père. Les Bordelais se montrèrent intrépides, un peu troublés pourtant, de voir que les soldats allaient vendanger à leur place.

La princesse ne se maintenait que par l'appui des va-nu-pieds. Cet avilissement où elle tombait lui fit accepter la permission de sortir de la ville, qu'on lui donnait, avec de vagues promesses de la liberté de Condé (3 octobre 1650). Bien loin de les lâcher, Mazarin, au contraire, éloigna ses prisonniers de Paris, les transporta au Havre. La fortune semblait travailler pour cet homme.

Il ramasse en décembre tout ce qu'il a de forces au Nord, avec son armée de Guyenne. Son homme, Du Plessis, en-

traînant sous ses yeux cette grosse avalanche, fond sur Rethel, la prend avant que les Espagnols eussent remué. Turenne, qui était avec eux, ne venait pas à bout de leur lenteur.

Dérision de la fortune : c'est Turenne qui est battu. Mazarin a défait Turenne! (15 décembre 1650.)

Ingrat de sa nature, Mazarin tourna le dos aux frondeurs dès qu'il eut mis ses prisonniers loin de Paris. Mais il n'y avait de force réelle que dans la Fronde. Retz et les amis de Condé s'étaient réconciliés.

La vieille Fronde de Retz et des Chevreuse adopte la nouvelle Fronde des amis de Condé, des gens d'épée, des nobles. Les gens d'épée, en nombre, s'assemblent. Mazarin perd la tête.

Départ de Mazarin (1651). — Délivrance de Condé. — Le 6 février, il part seul du Palais-Royal; seul, lorsqu'il pouvait sans obstacle emmener le roi. Il faut une femme pour dire qu'on doit fermer les portes de Paris; c'est la jeune Chevreuse. Il faut une femme, celle de Monsieur, pour signer l'ordre; il n'ose le faire. On s'agite, on s'éveille, on s'arme la nuit du 9; on pénètre au Palais-Royal. Mais une femme suffit pour finir tout et endormir le peuple. La reine, avertie, a le temps de revenir, de débotter l'enfant royal, de le remettre au lit. Il dort ou fait semblant. Les innocents bourgeois admirent ce bel enfant, leur roi (déjà si bon acteur); ils retiennent leur souffle, s'en veulent d'avoir troublé ce sommeil d'innocence, et s'écoulant sur la pointe du pied, maudissent ceux qui les ont trompés et leur font passer la nuit blanche (9 février 1651).

Mazarin courait vers le Havre, voulant devancer les frondeurs, et lui-même délivrer les princes. A quoi bon? Ceux-ci voyaient bien qu'il agissait contraint et forcé. Condé, sorti de sa prison tel qu'il y est entré, borné, brutal, aveugle, oublie que la vieille Fronde lui a seule ouvert la prison

Il ne veut plus que son frère paye la rançon convenue, qui était d'épouser Mlle de Chevreuse. On rompt brusquement et avec outrage avec les deux Lorraines, les Chevreuse mère et fille. Elles demandent le sang de Bourbon pour laver l'affront du sang de Lorraine. Retz remplit le parlement de gens armés à lui et de coupe-jarrets qui, au besoin, pourraient faire un massacre. La reine n'était pas moins altérée de vengeance. Condé la jetait dans le désespoir en révélant ses correspondances avec Mazarin. Le prince, retiré à Saint-Maur, ne se sentant plus appuyé dans Paris, avait perdu terre. Il ne lui restait plus que la guerre civile, l'appel aux révoltes de provinces, à l'Espagne impuissante, à l'Empereur, à Cromwel ou au Diable.

La Fronde rendit à Mazarin le service de chasser Condé. Il pouvait dès lors à son aise se moquer d'elle, bafouer Retz et le parlement, rire du public, à qui on avait promis les États généraux.

Majorité du roi (5 septembre 1651). —Mais Louis XIV, né le 5 septembre 1633, a atteint ses treize ans.

A treize ans et un jour, le roi était majeur et capable de gouverner. Louis XIV entend régner désormais. Le 8 septembre 1651, le beau jeune roi, à cheval, ayant son petit frère à côté, s'en va au parlement avec la reine, Monsieur, toute la cour. Il remercie la reine, la fait chef du conseil, innocente Condé, mais défend à Mazarin de revenir jamais dans le royaume. Le roi entend qu'il soit banni et proscrit éternellement.

Le roi règne et les dames continuent glorieusement leur généralat. Elles remontent à cheval, et elles donneront des quenouilles aux hommes lassés ou pacifiques, entre autres au grand Condé. « J'ai assez, disait-il, de la guerre des pots de chambre. » Il était réellement un sauvage officier de la guerre de Trente ans, mais il fallut qu'il cédât à sa sœur et à madame de Châtillon. Madame de Longueville emmena

triomphante ses deux frères, la Rochefoucauld, enfin ses lieutenants, à la conquête du Midi.

Contre son drapeau, de couleur isabelle, la reine, au Nord, déploie le drapeau blanc, et, favorisée par la Fronde, mène une armée au delà de la Loire. Elle n'avait que quatre mille soldats, aguerris il est vrai, de plus, le roi, la jeune et blonde image de la royauté pacifique et du repos futur pour lequel soupirait la France.

Guerre civile. — Mazarin contre Condé. — Tout sur la route suivit l'enfant royal. Condé n'eut un petit secours des Espagnols qu'en leur livrant une place près Bordeaux et se brouillant avec le parlement. Celui de Paris refuse d'enregistrer la déclaration qui le disait traître et allié de l étranger. Ceci le 4 décembre 1651. Le 18 décembre le parlement apprend par une lettre polie de Mazarin que, pour reconnaître les obligations qu'il a au roi et à la reine, il vient les délivrer; il a levé une bonne armée de dix mille hommes et la conduit en France.

Levé, avec quoi? Avec son argent personnel, sur la fortune d'un homme arrivé sans un sou en 1639. L'examen des registres de son banquier, Cantarini, venait d'établir qu'il avait volé neuf millions.

Le parlement a condamné Condé le 4. Le 30, il condamne Mazarin, qui vient faire la guerre à Condé. Il veut qu'on arme les communes pour l'arrêter. Mazarin n'en est pas moins le héros, le vainqueur de ce moment. Il a enfin les deux armées et peut agir. Il va de succès en succès.

Journée de la porte Saint-Antoine (juillet 1652). — **Mademoiselle de Montpensier sauve Condé.** — Condé ira de revers en revers. Il va se trouver à Saint-Cloud pris entre les deux armées. Il entreprend de filer sous les murs et d'aller se poster au confluent de Charenton. Opération scabreuse devant un général aussi attentif que

Turenne qui, de Montmartre, de Ménilmontant, de Charenton, pouvait à chaque pas le foudroyer. Condé remit tout à la chance, et compta sur son danger même, pensant qu'il déciderait Paris à le recevoir, mais le contraire advint. Il frappa à toutes les portes. Aucune n'ouvrit. A la porte Saint-Denis, Turenne était là, pouvait l'écraser de boulets.

Condé envoyait coup sur coup presser, prier Monsieur. Monsieur faisait le malade. Il trouva enfin une auxiliaire inattendue.

Mademoiselle de Montpensier, fille de Monsieur, indépendante de son père par sa fortune immense, Mademoiselle avait le cœur haut. Elle voulait un trône. Son rêve favori, c'était le mot d'Anne d'Autriche sur Louis XIV : — « C'est ton petit mari. » L'enfant avait quatorze ans, elle, vingt-cinq. Elle imagina que le meilleur moyen d'épouser le roi, c'était de le battre ; que Condé, chassant Mazarin, payerait sa vaillante alliée en la faisant asseoir sur le trône de France.

Cependant Mazarin était fort tranquille. Il avait sous la main Turenne, et, plus loin, la Ferté avec une seconde armée.

Mademoiselle pria, supplia son père qui enfin lui donna une lettre vague pour l'autoriser à demander à l'Hôtel de Ville les *choses nécessaires*. Avec ce mot, l'audacieuse princesse pouvait ce qu'elle voulait.

Elle avance bravement au bruit des canonnades dans la rue Saint-Antoine. Une seule chose pouvait sauver Condé, c'était que la Bastille prît parti, tirât de ses tours et le reçût sous son canon.

Les Broussel tenaient la Bastille. Un fils du vieux Broussel en était gouverneur. Se décida-t-il en ce jour sans l'aveu de son père, sans l'aveu des frondeurs ?

Mademoiselle a tout fait. Qui lui permit de faire ? Celui qui lui baissa le pont-levis et qui la mit dans la Bas-

tille. Et qui celui-là? C'est la vieille Fronde. Elle avait à choisir entre la brutalité militaire du parti de Condé et l'infamie de Mazarin. Elle choisit et sauva Condé.

Le prévôt des marchands avait convoqué à l'Hôtel de Ville une assemblée pour le 4 juillet, on pouvait prédire que la majorité serait frondeuse; mais frondeuse de quelle nuance? De celle qui voulait le *roi sans Mazarin*.

Massacre de l'Hôtel de Ville (4 juillet). — Le 3 juillet, Condé, sauvé par cette fronde, mais sentant qu'elle ne voudrait pas pour lui éterniser la guerre, prit son parti, et chargea ses soldats de *faire peur* à cette assemblée. On loua à la Grève quelques chambres, où l'on pratiqua dans les murs des meurtrières qui répondraient juste aux fenêtres de la salle de l'Hôtel de Ville. On jeta un mot d'ordre dans la population misérable du quartier. les maçons sans ouvrage, les bateliers qui ne naviguaient plus : on dit partout, la nuit, qu'il fallait en finir avec les Mazarins. La chaleur était grande. Pour donner l'élan à l'affaire, on eut soin d'amener en Grève cinquante pièces de vin. Condé, croyant peut-être se laver les mains de la chose en la rejetant sur un autre, avait logé le roi des halles, le mannequin Beaufort, dans une boutique des ruelles qui vont à la Grève pour surveiller l'exécution. L'affaire ne prenait pas. Quelques coups de fusil partirent bien de la Grève, tirés en haut, donc innocents, mais des soldats déguisés, qui buvaient depuis le matin avec les bateliers, ne souffrirent pas que la chose avortât. Ils attaquèrent en hommes d'expérience, d'une part tirant d'en face par les trous faits exprès sur les larges fenêtres de la salle de l'Hôtel de Ville; d'autre part attaquant les archers de la ville; ceux-ci firent une belle résistance.

Les amis que Condé avait dans l'assemblée, fort étonnés de voir massacrer les frondeurs, se hâtent de faire un écriteau en grosses lettres, y écrivent *Union*, espérant désar-

mer l'émeute; mais l'émeute était ivre de vin, de sang, n'y voyait plus.

Cependant Condé et Monsieur étaient entourés de personnes qui priaient, suppliaient, pleuraient pour qu'on envoyât au secours. Condé et Monsieur restèrent sourds.

Il était presque jour. Paris se reconnaissait. On commençait partout à raconter la chose. Et tout retombait sur Condé. Il y eut un mouvement d'horreur.

Mazarin se prit à croire que Condé était fort, qu'il était maître de la ville, et, comme le prétexte unique et dernier de la résistance était sa présence à la cour, il fit encore la comédie de se retirer pour un temps.

Condé semblait fou de fureur, de dégoût de lui-même. Il put s'apercevoir que le respect était perdu. Tout le monde, sous ses yeux, avait quitté la *paille*, signe de son parti, pour mettre au chapeau le *papier*, le signe royaliste. Paris et lui étaient las l'un de l'autre. Les Espagnols avaient payé le duc de Lorraine pour venir le secourir. Il partit de bon cœur pour aller le rejoindre.

Voilà donc Condé et Mazarin partis. Que reste-t-il de la Fronde? Rien, matériellement, qu'une prodigieuse misère. Et moralement? Pis encore : le dégoût de l'action, l'horreur d'agir jamais.

Scarron. — Qui trouvera-t-on qui rie encore? qui garde l'esprit de la Fronde? Un seul homme peut-être. Dans un triste hôtel du Marais, non loin de Marion Delorme et de la jeune Ninon, l'Homère grotesque, le Virgile cul-de-jatte, Scarron, fait le *Roman comique*. Peinture divertissante et basse. Mais plus basse de beaucoup est la réalité de ce temps-là.

La meilleure farce, au reste, de Scarron, c'est celle qu'il a faite sans en deviner la portée. Je parle de son mariage avec la jeune d'Aubigné, qu'il nourrit et qu'il élève, jolie petite prude qu'il prend pour lui; comme il

rirait s'il prévoyait qu'il la prépare pour le grand roi !

Turenne contre Condé et les Espagnols. — Turenne eut les grandes initiatives du temps. Sans lui, la cour et Mazarin lâchaient pied, cédaient tout, s'enfuyaient à Lyon.

Il arrêta la cour, effrayée de l'entrée des Espagnols qui venaient secourir Condé (juillet 1652). Il les inquiéta si bien qu'ils n'allèrent pas plus loin que Laon. Il prit une bonne position à Villeneuve-Saint-Georges, et y *tint un mois en échec Condé et les Lorrains* (septembre). Il donna à la cour, à la reine et au jeune roi le courage de *rentrer dans Paris*, les couvrant de sa présence.

Hors de la guerre, Turenne était un très pauvre homme. Ses mémoires n'indiquent pas qu'il ait jamais eu une émotion, jamais aimé, jamais haï. Les effroyables événements qu'il traverse, l'état du peuple que son armée dévore, lui sont parfaitement indifférents. Les environs de Paris, pillés, ravagés, sont empestés de cadavres innombrables d'hommes et de chevaux : ni moisson ni vendange, des hommes si faibles, qu'ils rampent comme des lézards sur les fumiers. Ils s'y enfouissent la nuit comme des bêtes, et s'exposent le jour au soleil, déjà remplis et pénétrés de vers. On en trouve gisant pêle-mêle avec leurs morts, dont ils n'ont pas la force de s'éloigner ; ils se mangent les bras et les mains, et meurent dans le désespoir.

Turenne n'aimait pas les gaietés excessives parce qu'elles ensauvagent le soldat et le rendent indisciplinable. Lui-même il instruisait les capitaines de ce qu'il y avait à faire. Il connaissait parfaitement l'ennemi et dessinait heure par heure ce qu'il faisait ou voulait faire. De même, en très bon observateur, il comprit que Mazarin finirait par revenir et prit toute précaution pour *assurer son retour*. Il ne se trompait pas. Le 18 décembre, on mit à Vincennes le cardinal de Retz. Alors Mazarin, rassuré, hasarda de rentrer à Paris (février 1653).

Bataille des Dunes. — Turenne eut des succès rapides. En 1653-1654, n'ayant encore que des moyens très faibles, il prit les places de Champagne que possédait Condé et qui étaient le vrai chemin de l'invasion. Il gagna sur les Espagnols la bataille des Dunes (14 juin 1658), qui nous donna le bel avantage de mettre les Anglais dans Dunkerque. Puis, on prit Gravelines, Ypres, Oudenarde, Menin. On était maître du chemin de Bruxelles. Ce fut alors qu'on traita.

Mariage de Louis XIV avec Marie-Thérèse d'Espagne. — Paix des Pyrénées (1659).— **Mort de Mazarin** (1661).— La France, naguère alliée de Cromwell qui venait de mourir, retomba dans ses attractions catholiques, dans le vieux rêve de ses reines, toujours le mariage espagnol.

Pour Anne d'Autriche, la femme prédestinée de Louis XIV était l'infante Marie-Thérèse, sa cousine. Malgré la renonciation qu'elle fit en épousant le roi de France, l'infante, n'ayant qu'un frère très frêle et maladif, pouvait hériter de l'empire espagnol.

La France garda les conquêtes de Richelieu, l'Artois, le Roussillon, mais peu ou rien des conquêtes de Mazarin. On rendit les places fortes de Flandre, le prix des victoires de Turenne.

Mazarin, par une suite de fautes, avait perdu la Catalogne. La pénurie d'argent lui fit sacrifier le Portugal. C'est la base réelle de son traité des Pyrénées (7 novembre 1659).

Après l'avoir signé à la Bidassoa, il tombe malade de la goutte. La poitrine se prend. Il continue au lit sa vie habituelle. Le lit du moribond, couvert de cartes, est la table du jeu, le comptoir à vendre les places. Cartes et sacrements allaient pêle-mêle. La seule réparation de ses vols qu'il imagina, ce fut de tout offrir au roi, bien sûr qu'il refuserait. Ce refus le tranquillisa entièrement, et il continua en toute sécurité son jeu et ses dévotions.

Il vécut, mourut en trichant (9 mars 1661).

CHAPITRE XIX

GOUVERNEMENT PERSONNEL DE LOUIS XIV. — FOUQUET. — COLBERT. — MOLIÈRE. — AFFAIRE AVEC LE PAPE. — GUERRE AVEC L'ESPAGNE. — PAIX D'AIX-LA-CHAPELLE. — MORT DE MADAME. — GUERRE AVEC LA HOLLANDE. — GUILLAUME D'ORANGE. — MASSACRE DES FRÈRES DE WITT.

Gouvernement personnel de Louis XIV. — L'Europe data, non sans raison, l'avènement du roi de la mort de son ministre. Louis XIV croyait Dieu en lui. Comment réussit-on à opérer ce vrai miracle d'une foi si robuste, d'un tel culte du moi? Il y fallut une chose, en réalité grande et rare, l'assentiment public. Ce qu'il sut très bien, grâce à la pénurie où Mazarin l'avait laissé dans son enfance, c'est qu'un roi qui voulait de l'argent devait tenir les clefs de la caisse, et se faire son propre intendant. Cela lui donna une grande assiduité au conseil. Lorsqu'à la mort de Mazarin les ministres lui demandèrent à qui désormais ils devaient s'adresser, il répondit : « A moi. » Et l'on peut dire que rien en Europe ne se présente qui puisse l'arrêter.

Henriette d'Angleterre. — Fouquet. — L'aurore du nouveau règne eut un succès immense ; il s'annonça par l'apparition de madame Henriette, fille de la reine d'Angleterre et sœur de Charles II. Elle épousa Monsieur, frère de Louis XIV. Elle avait été élevée en France, était toute française, et pourtant son installation à la cour produisit

tous les effets d'une douce surprise. Elle sentait les moindres nuances. Elle seule sut distinguer les hommes, et personne après elle. A l'âge de 57 ans, Molière, qui s'établit alors au théâtre du Palais-Royal, reçut le premier ce regard. Dès ce jour, les gens de mérite sentirent qu'ils étaient vus. Le roi ne fut pas moins touché. Elle était d'une extrême bonté qui ne s'est plus retrouvée en ce siècle. Elle fut toute joie et lumière, bonne pour tous, même pour ses ennemis.

A dix-huit ans, elle annonçait une maturité singulière. Elle n'aima, je crois, jamais rien que ses frères, Charles II et Jacques.

Elle avait l'attrait singulier de ceux qui ne doivent pas vivre. Elle ressemblait au petit portrait si pâle de Charles Ier qui est au Louvre. C'était l'ombre d'une ombre, comme une fleur sortie du tombeau. Pour cette personne si frêle, c'était un bonheur d'avoir un mari comme Monsieur, qui était resté enfant.

Quand Charles la vit admirée, entourée, il fut ravi pensant que sa cour deviendrait la vraie cour royale ; le roi ne pouvait plus se passer de Madame, mais on lui fit entendre qu'une personne supérieure à ce point voudrait le gouverner : cela le rendit bien pensif.

Ce premier règne de Madame dura trois mois.

Fouquet. — Son procès, sa condamnation. — En août, la Vallière succéda. Le 17, Fouquet, surintendant des finances, invita toute la cour à son château de Vaux. Il y eut une prodigieuse fête, un dîner de six mille personnes. Le château était une merveille d'eaux jaillissantes, une féerie. Fouquet, qui y mit des millions, comptait, selon toute apparence, prendre son jeune roi dans cette maison. Molière y donna les *Fâcheux*. Fouquet se croyait fort.

Non content de voler, il aidait toute la finance à faire comme lui. A la banqueroute de 1648, Mazarin avait payé

en papiers dont on ne donnait pas 10 pour 100 ; Fouquet et ses amis les rachetaient à ce prix, et les mettant aux caisses publiques comme bons et valables, gagnaient ainsi 90 pour 100.

Pour perdre plus sûrement Fouquet, on le faisait très redoutable. Fils d'armateurs bretons, ce jeune homme plein d'esprit et de feu avait apporté aux affaires les goûts aléatoires des grands joueurs de mer. En prenant beaucoup, on pouvait créer une police qui tiendrait tout, le roi et les ministres même. Le roi voulait le faire arrêter sur l'heure, le croyant aussi son rival. A ce moment il eût été livré, où qu'il allât. Nul État ne l'aurait gardé contre Louis XIV. Le roi l'emmena jusqu'à Nantes pour l'arrêter (5 septembre).

Le Parlement montra une lenteur, une mollesse coupables à juger un procès si clair, et il le finit honteusement par un arrêt de bannissement qui eût laissé Fouquet libre d'aller s'amuser à Venise et partout en Europe. La haine personnelle de Colbert ne le permit pas. Le roi garda Fouquet et l'enferma à Pignerol jusqu'à sa mort.

Colbert. — Colbert était le petit-fils d'un marchand de laine de Reims, à l'enseigne du *Long-vêtu ;* un esprit quelque peu pesant et dur, mais solide, actif, invincible au travail. Son ministère réunissait les attributions de l'intérieur, du commerce, des finances.

L'ordonnance de 1662 pour liquider les dettes des villes, apurer les comptes de ceux qui en maniaient les fonds, fut un effrayant coup de tocsin pour les privilégiés.

Colbert, en deux années, diminua la taille, l'impôt des pauvres gens, de huit millions. Le revenu augmenta de cinquante millions.

Après l'achat de Dunkerque aux Anglais, l'Europe vit le roi si riche, qu'elle trembla de lui voir acheter toutes les places à sa convenance; vingt-quatre vaisseaux venaient d'être construits, lancés ; on avait préparé des galères, etc. Sous

cette protection, le commerce multipliait ses vaisseaux.

C'est l'affermissement de Colbert. Le peuple salua ces mesures de ses applaudissements. Il disposa du roi en lui mettant dans les mains plus d'argent qu'il n'en avait jamais vu de sa vie; en lui montrant pièces et chiffres, quelques calculs sommaires qui lui firent croire qu'il tenait tout.

Molière. — Madame. — On venait de brûler Morin, pauvre visionnaire fanatique que le parlement avait d'abord traité en fou. Deux prêtres, ses disciples, étaient envoyés aux galères, et la dame Malherbe exécutée (mars 1663). Le parti dévot de la cour pensait bien ne pas s'arrêter là. L'homme le plus en péril certainement était Molière, qui dans sa comédie récente s'était moqué de l'enfer. L'*École des Femmes* fut jouée le 26 décembre 1662. Chaque soir, cette terrible comédie revenait irriter les haines, donner prétexte aux cabales qui poursuivaient Molière. Le roi trouva fort mauvais qu'on osât critiquer cette pièce.

Il permit à Molière de se défendre. De là, la *Critique de l'Ecole des Femmes*, où les marquis figurent de façon ridicule. Cela plut fort au roi, qui, justement alors, était excédé des étourdis qui l'entouraient.

Le roi et Madame, pour faire pièce au parti dévot, firent à Molière l'honneur d'être parrain, marraine, de son premier enfant.

Pascal venait de mourir, mais les *Provinciales* vivaient. Les Jésuites restaient frappés. Pascal, par pudeur, les avait pourtant épargnés, omettant le plus fort, craignant d'ébranler l'Église même. Les Jésuites prirent peur de Madame. Revenue puissante près du roi, elle serait restée telle, si sa misérable santé ne l'eût anéantie presque l'année suivante.

Affaire avec le pape (1662). — Jamais la cour ne fut plus bas, le roi plus haut, plus libre, plus hardi, plus méprisant pour l'opinion. Il voulait établir partout la pré-

séance de ses ambassadeurs, il fut insulté à Rome dans la personne du sien (juin 1662). Il en poursuivit la réparation avec une âpreté d'orgueil extraordinaire.

Le roi demanda le passage des Alpes pour faire marcher des troupes sur Rome, et se tint prêt à saisir Avignon. Il avertit le pape qu'il eût à céder avant le 15 février. Il devait, comme amende, rendre Castro à notre allié, le duc de Parme, déclarer le peuple corse incapable de servir l'Église, enfin éterniser le souvenir de l'événement par une pyramide qui rappellerait moins le crime des Corses que l'humiliation du saint-siège.

Le 12 février, le pape s'humilia. Le 18, le roi et Madame tinrent au baptême l'enfant de Molière.

Les grands jours d'Auvergne (Août 1665). — Colbert fit sa révolution dans les finances. Il défendit aux villes d'emprunter, de se ruiner. Il eut la grande idée de promener en France la loi armée, autrement dit le roi, qui jugerait le peuple par son conseil. Les parlements eussent, à ce moment, été suspendus. Colbert dut retomber à l'idée pauvre et routinière des commissions des parlements qui tiendraient les *grands jours* dans les provinces du centre, aux rudes pays d'Auvergne, de Forey, du Vélay. Là un joyeux seigneur se passait toutes ses envies, celle, par exemple, de murer un homme tout vif, de le tenir des mois dans une armoire, courbé, ni assis ni debout. Un autre ne tuait pas; il faisait tuer à petits coups par son fils, enfant de dix ans, etc.

Ce qui était le plus fort, c'est qu'ils faisaient la guerre au roi. Une assignation royale était un outrage qu'on lavait dans le sang.

Le 31 août 1665, s'ouvrent les *grands jours*. Ils durèrent trois mois. Longtemps annoncés d'avance, ils furent sans effet. Les coupables eurent le temps de se cacher ou dresser leurs batteries. Il n'y eut qu'un seigneur décapité, fort

peu d'exécutions réelles, beaucoup sur le papier. Tel des plus coupables, chargé de crimes horribles, à la faveur des guerres, rentra et devint lieutenant général dans les armées du roi. Colbert, à ce moment, commençait l'œuvre énorme de sa marine. Il ramassait de l'argent ou par menace, ou par prière. Il ramassait des hommes pour ramer aux galères.. Il en vint jusqu'à acheter des forçats turcs, juifs, grecs, même des catholiques. Ses intendants, non contents d'exciter les juges à lui fournir des forçats, se mettent à juger eux-mêmes. On prend tout ce qu'on peut, des mendiants, des gens trouvés en contravention pour le sel, des enfants de quinze ans, enfin des huguenots qui, aux processions, gardent le chapeau sur la tête.

Le roi défie l'Europe, attaque l'Espagne (1666-1667). — La reine mère meurt en janvier 1666 laissant à son fils une dernière prière, celle d'exterminer l'hérésie. Elle ne lui demandait que ce qu'il désirait lui-même, l'extinction du protestantisme en France, en Europe. Chacun voyait venir la guerre. Le roi, « par grandeur de courage », avait ouvert son règne en défiant les puissances. Un an après son mariage avec l'Infante, au mépris du traité par lequel il renonce à l'Espagne, il donne au Portugal un poignard contre elle. Il solde des troupes anglaises pour envoyer aux Portugais et faire accabler son beau-père. D'autre part, il détache d'elle la Hollande et les Suisses, leur demande de ne pas garantir les provinces espagnoles. Il menace les Pays-Bas, il veut la Franche-Comté. Que Philippe IV le fasse héritier éventuel, à ce prix, il l'aidera contre la Hollande. Avec cette puissance maritime et avec l'Angleterre, il agit tout à la fois en ami et en ennemi. Cette politique inconséquente tua en Hollande le parti de la France. Le grand citoyen Jean de Witt était Français dans l'intérêt réel de sa patrie. Il alla loin dans cette amitié pour la France, puisqu'elle obtint de lui que si elle faisait la guerre à l'Es-

pagne, la Hollande ne défendrait pas les Pays-Bas espagnols, cette barrière naturelle de tant de places qui la couvraient. Grande et dangereuse concession!

Louis XIV haïssait la Hollande. Colbert la jalousait pour son énorme prospérité. Ni l'un ni l'autre ne sentait combien il importait de tenir divisées la Hollande et l'Angleterre. La rude guerre maritime que les Anglais, sans cause ni raison, commencèrent contre la Hollande par la saisie de ses vaisseaux, gêna fort son commerce et son industrie. Louis XIV la secourut très faiblement. Le 13 juin, une grande défaite de la flotte hollandaise exaspéra le peuple, fit crier à la trahison. De Witt ne s'effraye pas, il repart, entre dans la Tamise, et sous les batteries des Anglais, lui-même, hardi pilote, fait tranquillement le sondage des passes principales du fleuve. Menace redoutable d'invasion qui avertissait les Anglais.

A ce moment, Louis XIV portait les derniers coups à son beau-père, Philippe IV. Ce prince infortuné, souffrant de maladies cruelles, avait eu l'espoir de trouver en lui un protecteur pour son fils au berceau, le petit Charles, qui allait rester orphelin. La victoire des Portugais à Badajoz l'accable, il en meurt. L'enfant et l'Espagne restent aux mains de sa veuve, une Allemande dirigée par son confesseur. L'Espagne ne pouvait qu'attendre la honte et l'anéantissement. Louis XIV avait acheté un à un les princes du Rhin pour qu'ils ne la secourussent pas. Il avait assuré au Portugal un subside annuel énorme, à condition qu'il ne ferait jamais la paix avec l'orphelin de Madrid.

Mais le plus admirable, un vrai tour de Scapin, c'est la manière dont il attrape et l'Angleterre et la Hollande. Il jure aux Hollandais qu'il ne fera rien aux Pays-Bas sans eux, bien plus, que, s'unissant à eux, il aidera leur amiral Ruyter à forcer la Tamise.

Le premier résultat probable, c'était que les Hollandais,

livrés par le roi leur ami, arrivant seuls au terrible rendez-vous de la Tamise, seraient éreintés, écrasés; que les boulets anglais, travaillant pour Louis XIV, les mettraient hors d'état de se mêler de nos affaires et d'empêcher notre conquête.

Tout était prêt. L'Espagne n'avait aucun moyen de rien entraver. Le 8, on lui déclare la guerre (1667). Le prétexte de l'invasion fut ridicule. Louis XIV allégua qu'il n'avait pas reçu la dot d'argent promise au mariage, qu'il voulait se payer en terres.

Le gouverneur espagnol des Pays-Bas, homme de cœur, avait un fort bon général français, Marsin, mais point de troupes.

Turenne avait trente-cinq mille hommes ; plus, deux corps d'armée le suivaient de côté, vers le Rhin, vers la mer. Le 2 juin 1667 il occupait la route, fort libre, de Bruxelles. Turenne resta là quinze jours, pour fortifier, disait-il, Charleroi qu'il venait de prendre, mais en réalité pour savoir ce qui advenait de Ruyter. Jean de Wit, qui voyait grandir à l'horizon le jeune Guillaume d'Orange, le péril futur de la république, avait besoin d'être raffermi par un grand coup.

Ruyter pensa que, puisque le vin était tiré, il fallait le boire, et il se passa des Français. Il alla droit dans la Tamise, au jour dit, le 4 juin. Et c'est justement cette ponctualité qui surprit les Anglais. Ils croyaient qu'il n'irait pas seul. Il cassa comme un fil la chaîne qui fermait la Medway, prit le fort de Sheerness, prit, brûla des vaisseaux, détruisit ou enleva les magasins, remonta la Tamise vers Londres. Les Anglais étaient consternés. Cependant la Hollande leur faisait des propositions honorables.

On pouvait croire que l'Espagne aux abois allait appeler à son aide les deux puissances maritimes. Mais Turenne ne quitta point le pays wallon, s'en alla à gauche, à Tour-

nai qu'il prit (21-25 juin), enfin Douai (2-6 juillet).

L'Espagne désespérée fit l'offre aux Hollandais de leur mettre ses places en main. La Hollande intervint, proposa sa médiation (4 juillet), que le roi ne repoussa pas. Seulement il voulait, outre la Flandre française, avoir la Franche-Comté et le Luxembourg.

Prise de Lille (28 août). — **De la Franche-Comté** (2 février 1663). — Le seul acte vraiment militaire de la campagne fut le siège de Lille, où Marsin avait concentré tout ce qu'il avait de forces (août), mais il ne réussit pas à armer, ni entraîner les habitants. Les Lillois redoutaient l'assaut, ils forcèrent Marsin de se rendre (28 août 1667).

La Franche-Comté, neutre depuis longtemps, ne voulait point de troupes. Elle était défendue par la protection de la Suisse. Il s'agissait d'endormir l'une et l'autre. Condé, gouverneur de Bourgogne, s'en chargea et, sûr de ne rencontrer personne, marcha vers la frontière. Tout était prêt, le roi pouvait venir. Il partit de Saint-Germain (2 février 1668). Il arrive, tout cède. Déjà à Dijon on lui porte les clefs de Besançon. Quatorze jours suffisent pour prendre la Franche-Comté.

Créations de Colbert. — Ce n'est pas tout, Colbert, par un mortel effort de travail, avait édifié une construction immense où tout se trouve à la fois. Les lois, les instruments des lois, les choses avec les hommes, administration, industrie, commerce ; enfin, par-dessus, la machine à faire marcher tout, la bureaucratie.

Le grand système de nos routes est commencé. La merveille du canal des deux mers est trouvée par Riquet et en dix ans exécutée. Les douanes de province à province supprimées. Nos colonies rachetées aux particuliers. Des compagnies de commerce créées. La marine se fait par enchantement. En quatre années, soixante-dix bâtiments ; en six,

cent quatre-vingt-quatorze, dont 120 vaisseaux (1671). Mais le plus fort, c'est la marine vivante. Cette France obéissante, en 1668, subit le régime des *classes*. A côté de l'armée maritime, surgit l'*armée industrielle*, une France d'ouvriers en face de la France agricole. De toute l'Europe, Colbert appelle les industries nouvelles. En 1669, la laine occupe quarante-quatre mille métiers. Lyon exporte des soieries pour cinquante millions. Que sera-ce quand la France, maîtresse des mers, ayant succédé à l'Espagne, converti, brisé l'Angleterre, exploitera les Indes!

Ambition démesurée du roi. — Tout nous semblait possible en paix et en guerre. L'administrateur de la guerre, le jeune Louvois, face rouge et tête de feu, brûlait de lancer sur l'Europe le char du roi. Dans les trois ans qui suivent, on le voit désirer: 1° la *succession d'Espagne;* 2° l'*Élection d'Allemagne;* 3° *l'empire Turc* se conduit mal, il va s'emparer de ses îles de l'Archipel.

Mais la première croisade est pour les protestants. Toute la question est de savoir s'il faut d'abord convertir l'*Angleterre* à main armée, ou frapper la *Hollande.*

Paix d'Aix-la-Chapelle (1668). — Le roi était dans ces hautes pensées, quand l'ambassadeur de Hollande lui notifia respectueusement ce qu'on appela la *Triple alliance,* la ligue qui lui liait les mains. Charles II avait les siennes forcées par l'élan de l'Angleterre qui se joignait aux Hollandais, à la Suède, notre alliée depuis quarante ans, qui nous lâchait aussi.

On fut surpris. Tout traité, en Hollande, devait être soumis aux villes qui en délibéraient. Mais de Witt, pour brusquer la chose dans ce péril, avait risqué sa tête. Il avait hardiment signé (23 janvier 1668). Le roi chicana d'abord. Mais il se vit abandonné du Portugal même qu'il venait d'acheter par un subside énorme.

Le 2 mai 1668, il signe enfin la paix à Aix-la-Chapelle, et rend la Franche-Comté.

Il gardait la Flandre française. La Hollande, la gloire.

Complot contre Madame. — Sa mort (1670). — Le temps était passé où le charme doux et fin de Madame avait chance d'agir. A vingt-deux ans déjà, elle dut chercher l'influence par des moyens plus sérieux. Elle avait confiance dans un certain Gascon, Cosnac, son aumônier, évêque de Valence, qui brûlait d'avoir le chapeau, et, pour cela, travaillait de son mieux à la rendre ambitieuse. Il lui fit entendre que les deux époux, se rapprochant (des habitudes honteuses éloignaient de Madame son mari) et s'appuyant de Charles II, ils auraient plus de poids sur le roi. Pour cela, il fallait rendre Monsieur un peu homme, le produire et le faire valoir. Madame entra dans cette idée. Le roi avait toujours trouvé bon qu'il fût ridicule. A l'entrée de la guerre de Flandre, elle écrivit à Charles II pour qu'il obtînt du roi que Monsieur commandât l'armée.

Cosnac ne se ménage pas; il va à la tranchée pour que Monsieur y aille; mais un matin descend chez lui le chevalier de Lorraine, son favori. Cosnac n'en peut plus tirer rien. Madame sentit qu'elle ne reprendrait le roi que par les affaires d'Angleterre, par son frère Charles II. En entrant dans la triple alliance, celui-ci était entraîné, agissait malgré lui.

Madame ne croyait pas trahir. Elle croyait faire la grandeur de son frère, et celle du pays où elle était née. A l'Angleterre la mer, à la France la terre. Louis XIV ne *voulait que des conquêtes*.

Le traité était fait entre les deux rois. Louis XIV avait subi des conditions exorbitantes d'argent, et une autre bien grave, c'est que Charles II, converti, partagerait avec Louis XIV la conquête de la Hollande. C'est la triste négociation que le roi imposa à Madame.

Cependant Monsieur criant qu'on rendît la liberté au chevalier de Lorraine exilé en Italie, le roi jura qu'il ne reviendrait de dix ans. Fatal serment, qui jeta la cabale dans le désespoir. Ils l'attribuèrent à Madame, et, dès lors, désirèrent sa mort. Elle s'effraya tellement, qu'elle eut l'idée de se réfugier en Angleterre. Mais en Angleterre on se ligua contre elle; il lui fallut revenir ici. Elle trouva Monsieur exaspéré, envenimé. Il l'emmena de la cour, de son autorité d'époux. Elle pleura beaucoup et se laissa conduire à Saint-Cloud. Elle y était seule.

Le 28 juin, elle demanda une tasse de chicorée, la but, et, au moment même, rougit, pâlit, cria. Elle, toujours si patiente, elle céda à l'excès de la douleur; ses yeux se remplirent de larmes, elle dit qu'elle allait mourir.

Était-ce un choléra, comme on l'a dit? Les signes indiqués ne se rapportent nullement à ce genre de maladies. Elle était fort usée, pouvait mourir sans doute. Mais très visiblement la chose fut accélérée.

Elle baissait très vite, sentit une envie de dormir, s'éveilla brusquement, appela Bossuet, qui lui donna le crucifix, qu'elle embrassa en expirant. Il était trois heures du matin, et la première lueur de l'aube (29 juin 1670).

Plus tard, dit Saint-Simon, le roi, avant de remarier son frère, voulut savoir s'il était un empoisonneur, il fit venir Furnon, le maître d'hôtel de Madame, sut de lui que le poison avait été envoyé d'Italie par le chevalier de Lorraine à Beauveau, écuyer de Madame, et à d'Effiat, son capitaine des gardes, mais que Monsieur n'en savait rien.

Le chevalier de Lorraine était revenu, et il devait être près de Monsieur, dans ce grand auditoire, le jour de l'oraison funèbre, quand Bossuet, pour la première fois, trouva de vrais mots d'homme, celui de la lugubre nuit : « Madame se meurt ! Madame est morte ! » — Et encore : « L'eût-elle cru, il y a six mois ? » — Mais que de larmes

et de sanglots, quand il dit ce mot, trop compris: « Madame fut *douce envers la mort*, comme elle l'était pour tout le monde. »

Préparatifs diplomatiques et militaires de Louis XIV. — Louis XIV, en quatre années, avait acheté la trahison dans toute l'Europe. Les princes du Bas-Rhin, jaloux de la Hollande, toujours en procès pour leur fleuve, furent contre elle.

Le seul Électeur de Mayence fut loyal, voulut détourner le danger. Le sultan avait mal reçu une ambassade hautaine du roi, et celui-ci était fort irrité. L'Électeur crut en profiter, et envoya ici le jeune Leibnitz avec un très beau plan pour conquérir ce qu'il appelait la *Hollande d'orient*, l'Égypte. Tout y était prévu; ce vaste et beau génie avait tout embrassé. Il n'y manquait qu'une chose, la chose essentielle, la connaissance de la vraie situation religieuse, de la conscience du roi. Cette guerre de Hollande était le fond du règne même.

Ce fut plus qu'une guerre étrangère. La Hollande était France. Les Hollandais parlaient français.

Qui fécondait cette France de Hollande ? L'admirable sécurité de ce pays, la protection généreuse qu'il offrait à toute la terre. Pourquoi Descartes aima-t-il ses brouillards plus que le soleil de Touraine ? Demandez à Rembrandt. C'est lui qui fait sentir encore la chaleur du foyer béni.

Ce gouvernement économe, dont le chef, M. de Witt, avait une liste civile de trois mille livres par an, payait fort cher ses moindres serviteurs. Il ménageait les hommes. Il s'informait, voulait qu'on fût heureux.

Ce n'est pas tout. Depuis la tragédie de Barneveldt, que le fanatisme vrai ou faux tua, la Hollande, qui en eut horreur, prit un mal tout contraire, l'excès de la tolérance.

L'émigrant, à la seconde génération, se croyait Hollandais; à la troisième, il en revendiquait les droits contre ses hôtes et bienfaiteurs.

La maison d'Orange. — Le chaos de la fausse Hollande était parfaitement représenté par la famille d'Orange. Elle était de l'Empire; elle avait un pied en Provence, un autre aux Pays-Bas. Le *Taciturne,* son héros, véritable grand homme, n'en fut pas moins étrange ; le second, Maurice, ingrat pour le guide de son enfance, son vrai père, le vieux Barneveldt; tous deux seront bien surpassés par Guillaume III. Louis XIV fit la fortune de la maison d'Orange, fonda, créa Guillaume III.

M. de Witt voyait s'élever, de minute en minute, ce dangereux enfant. Il prit un grand parti, digne de son cœur. Ce fut, ne pouvant l'arrêter dans ce progrès, de l'adopter, de le faire l'enfant de l'État. Guillaume écouta, profita, fit le disciple, et trahit d'autant mieux. De Witt jugeait, avec toute apparence, que le roi ne ferait pas à la Hollande une guerre directe, qu'il se servirait de Guillaume, qui, pour son fief d'Orange, était dépendant de Louis XIV ; que Louis, d'accord avec Charles II, oncle de Guillaume, pousserait le parti orangiste, et mettrait le jeune traître à la tête de la république. Il avait alors dix-neuf ans.

En préparant la guerre, de Witt faisait tout pour l'éviter. Il priait, suppliait Louis XIV de suivre son intérêt réel, celui de la France. Le roi n'entendait rien.

Jamais les Hollandais n'avaient pu deviner ni la lâcheté de Charles II, ni la furie brutale du peuple anglais, qui, dans sa jalousie pour leurs marins, marchait les yeux fermés à la remorque de la France. Charles demande que la flotte hollandaise, Ruyter et cent vaisseaux saluent toute barque anglaise qui passera. Cela fut accordé. Les Hollandais, pour mieux apaiser Charles II, firent son neveu Guillaume capitaine général pour un an, puis capitaine et amiral à vie.

De Witt, voyant la débâcle de l'armée qu'il avait préparée, avait ouvert un avis bien hardi. C'était de prendre l'offensive (janvier 1672).

Guerre avec la Hollande (1672). — Les États-généraux frémirent de cette audace. Ils offrirent à Louis XIV de licencier leur armée, de se fier de leur sûreté à sa magnanimité. Il refusa avec mépris, voulut qu'ils restassent armés, afin qu'il pût les battre. Enfin il leur déclara la guerre le 5 avril, sans alléguer aucun grief. Cette Hollande, tant haïe, de ses 4000 vaisseaux venait chercher nos vins, nous aidait à payer l'impôt. Colbert fit ici une faute, celle de vouloir hériter en un jour d'un long travail de la Hollande, lui succéder dans l'industrie et le commerce.

Condé ayant été blessé dès la première affaire, le seul général fut Turenne. Louvois menait le roi avec lui, administrait, réglementait tout le long du chemin. Le roi écrivait de sa main les règlements et les ordres du jour, et croyait diriger la guerre. Quatre places prises ou livrées en quatre jours, puis le passage facile du Rhin ouvraient le chemin.

Il y avait cinquante ans que la Hollande ne voyait plus chez elle la guerre. C'était un grand jardin, un trésor de richesse et d'art.

L'apparition subite de ce monstre, d'une armée de cent vingt mille hommes qui couvrit, engloutit tout le petit pays, ce fut une extrême terreur et comme le dernier jour du monde. La fausse Hollande tout d'abord se sépara de la vraie. Les juifs d'Amsterdam traitaient déjà, et offraient des millions.

La Hollande n'avait guère gagné à se faire orangiste. Le prince de vingt ans, dans cet embarras effroyable, perdit de vue l'affaire essentielle, et le salut fut l'œuvre d'un hasard. Guillaume, reculant jusqu'au fond de la Hollande, ne couvrait plus ni la Haye, siège des États, ni Amsterdam, le cœur du pays, ni le point fatal des écluses auquel tenait la ressource dernière.

Ainsi Orange n'eut point l'initiative de la résistance désespérée. Loin de là, il pria les États généraux *de le laisser*

négocier avec Louis XIV dans son intérêt particulier et de solliciter une sauvegarde pour ses terres (27 juin). C'est en *août* seulement qu'il afficha et promulgua les résolutions d'extrême défense.

Mais, *dès la fin de juin*, les anciens magistrats, M. Hop, d'Amsterdam, parlant pour la Hollande et aussi pour ceux de la Zélande, dit qu'il fallait rompre les négociations et se défendre, résister jusqu'à la mort.

L'exemple fut donné par la grande Amsterdam. Elle lâcha les écluses d'eau douce, perça les digues, livra à l'Océan l'admirable campagne qui l'entoure. Énorme sacrifice. Ce n'était pas là, comme ailleurs, des prairies qu'on mettait sous l'eau. C'étaient les villas, les palais, les plus riches maisons de la terre, les serres, les jardins exotiques, ces trésors qui déjà faisaient de ce pays l'universel musée du monde. Cela fut grand.

Au prix de cette amère douleur, la Hollande affranchie se connut, et sentit que cette âme libre n'était pas enterrée. Elle resta deux ans sous l'eau.

Guillaume d'Orange, qui, le 27 juin, voulait négocier pour son compte avec le roi de France, apprit que l'électeur, l'Empereur, bientôt l'Empire, armaient pour la Hollande. Première lueur d'espoir qui exalta le peuple en proportion de sa peur. Une petite ville, dont Guillaume était seigneur, commença le mouvement. Et tout suivit.

Guillaume d'Orange stadthouder. — La nuit du 2 au 3 juillet, les États proclamèrent Guillaume stadthouder héréditaire. Ayant pour lui la peur publique et le vœu forcé des États, acclamé par la populace et demandé par l'ennemi, Guillaume repoussa fermement la proposition de Louis XIV, qui, en se retirant, lui offrait la Hollande mutilée. Le 24 juillet, rassurés sur la guerre étrangère, les Orangistes commencèrent violemment la guerre intérieure, en arrêtant le frère de Jean de Witt

Guillaume proposa froidement à Jean de servir le stadthoudérat, de défaire l'œuvre de sa vie, et de démolir son propre parti, offrant de le faire son second. Jean lui dit : « Que, s'il mentait pour lui, il le servirait peu, que personne ne voudrait le croire. »

Restait l'assassinat.

Massacre des frères de Witt. — Pour faire le crime, il fallut une suite de crimes. Par une calomnie exécrable, on affirma que Corneille de Witt avait empêché Ruyter d'achever sa victoire. Ruyter lui-même, en vain, jurait le contraire.

Le *crescendo* des calomnies allait s'amoncelant de l'absurde à l'absurde, jusqu'au plus atroce délire. Les assassins crièrent qu'on voulait les assassiner, que Corneille payait des gens pour tuer le prince, que Jean volait le trésor. Le procureur de la haute-cour de Hollande, le magistrat chargé de la sûreté politique, fit enlever Corneille à sa ville, Dordrecht, qui seule avait droit de le juger.

La haute-cour voulait se récuser ; on fit mine de la massacrer, et quand les magistrats se furent sauvés, moins trois, ces trois, demi-morts de peur, ordonnèrent la torture. Corneille y fut ce qu'il avait été dans le combat naval, un héros de l'antiquité.

Pour ne faire qu'un massacre, réunir les deux frères, on alla dire à Jean que Corneille le demandait. Il se rendit intrépide à cet appel, qui leur donnait la chance, ayant vécu ensemble d'un même cœur, ensemble d'y mourir.

Les États gardaient la prison avec un peu de cavalerie, qui tenait la foule en respect. Tout à coup, quelqu'un crie : « Les marins des villages sont en marche pour piller la ville. » Les magistrats firent semblant de le croire, envoyèrent la cavalerie aux portes ; donc, livrèrent la prison, puis demandèrent en hâte du secours à Guillaume. Il n'y fallait pas une armée. Un mot de lui, un messager, sauvait

le droit, l'humanité. Ce mot ne fut pas dit. La prison fut forcée, et les prisonniers, — massacrés, traînés, mutilés et pendus.

La retraite des Français ne releva pas la Hollande. Elle semble rester sous l'Océan. La victoire du parti bâtard qui voulut un maître fut l'enterrement de la patrie. En réduisant les conditions offertes à la Hollande, Louis XIV insistait sur le grand point, l'établissement du culte catholique, l'introduction d'un grand clergé qui eût travaillé pour lui.

CHAPITRE XX

GUERRE CONTRE LA HOLLANDE ET L'EMPIRE. — BATAILLE DE SENEF. — MORT DE TURENNE. — PAIX DE NIMÈGUE. — MORT DE COLBERT, DE LA REINE. — RÉVOCATION DE L'ÉDIT DE NANTES. — LIGUE D'AUGSBOURG. — RÉVOLUTION D'ANGLETERRE; RENVERSEMENT DE JACQUES II.

Serment du test en Angleterre. — L'Angleterre finit par comprendre que ce qu'on demandait franchement en Hollande, on le ferait chez elle par la trahison de Charles II. Le parlement lança le serment du *Test*. Quiconque a des charges publiques doit : 1° jurer que le roi (non le pape) est le chef de l'Église; 2° déclarer ne pas croire au principal des dogmes catholiques.

Reculade de Louis XIV. — La guerre a commencé en 1672. Dès l'hiver on n'en peut plus. On est obligé de rappeler peu à peu les garnisons de Hollande. On se jette en Allemagne sans résultats. Le roi recule rapidement. Dès avril 1673 il se contenterait des conditions que les Hollandais ne lui offrent plus. — En juin, relevé par la prise importante de Maëstricht, il croit qu'on va céder. En juin même, Ruyter a battu nos flottes qu'on voulait jeter sur la côte hollandaise. Le plan d'une descente est pour toujours abandonné.

En septembre, le roi croit calmer la Hollande en ne gar-

dant que l villes qu'il a prises aux Espagnols. Mais la Hollande défend l'Espagne.

En Allemagne, dans cette guerre que le roi a lui-même déclarée *religieuse et catholique*, il se voit combattu par la catholique Espagne et la catholique Autriche.

Guerre contre la Hollande et l'Empire. Bataille de Senef (1674). — Il fallut bien que Louis XIV, impuissant contre la Hollande, revînt à sa première politique, la spoliation plus facile de la vieille ruine espagnole, la guerre de catholiques contre catholiques. Singulier revirement. Il s'adresse aux protestants. Il caresse la Hollande, veut gagner le prince d'Orange. Il va, derrière l'Empire, encourager, tromper les Hongrois calvinistes.

En Angleterre, il paye l'opposition du Parlement et les chefs mêmes des puritains contre Charles II, pour que celui-ci soit décidément forcé de trahir et d'appeler l'ennemi.

Quelle montagne de haine s'éleva contre nous, quelle furieuse indignation, on put en juger à Senef (11 août 1674). Elle y rendit nos ennemis indomptables, et, d'un ramas de soldats de toutes nations, elle fit une armée aussi ferme que l'armée française. Il y eut deux batailles en un jour. L'étonnement des nôtres ne fut pas petit quand ayant rompu trois fois les alliés le matin, se croyant victorieux, ils virent les prétendus vaincus se reformer obstinément dans un poste meilleur. Là, la France reconnut la France. Il y avait force Français sous le drapeau de Hollande. Et même les Autrichiens étaient conduits par un Français, M. de Souches. La fureur acharnée de Condé, qui eut trois chevaux tués sous lui, le massacre de 8,000 Français et de 8,000 alliés, tout cela n'amena pas de résultat décisif.

Vauban. — Mais le roi avait encore pour lui la supériorité dans la guerre de sièges, l'habileté de Vauban. La guerre des machines et des murs commence par le perfectionnement du génie, de l'artillerie. Chose curieuse ! c'est

Vauban, cet ami de l'humanité, qui, suivant le progrès logique de son art, et trouvant les moyens de prendre et défendre les places par des règles invariables, créa les plus terribles aggravations de la guerre.

Ces arts nouveaux, cette terreur des bombardements, donnaient de rapides succès. Il ne fallut à Vauban que deux mois pour reprendre la Franche-Comté, par les sièges de Besançon, Salins et Dôle. La Suisse y perdit sa vraie frontière, dont la neutralité l'avait couverte deux cents ans. La guerre, de plus en plus, devient une affaire d'argent. Colbert, traîné, surmené, écrasé, écrase la France, les petits étalagistes des halles payent pour la première fois leur place au pavé. L'impôt du tabac est immense et croissant avec le besoin de l'oubli et de l'abrutissement. Le marchand et l'ouvrier donnent *moitié* de leurs gains à l'impôt.

Campagne d'Alsace (1675). — **Mort de Turenne** (27 juillet). — La France, dans cette crise intérieure eût été certainement entamée au Nord sans les divisions des alliés à l'Est, sans la merveilleuse habileté de Turenne. Toute une année, il tint l'Empire en échec sur le Rhin. Il n'eut pas grand mal, l'Empereur étant tout occupé de la Hongrie. Turenne avait en face le savant tacticien Montecuculli et une armée très forte en nombre.

Il avait ôté à cette armée son point d'appui naturel sur la rive droite du Rhin par la destruction calculée du Palatinat. Il fit soigneusement manger, consommer, ce qui put se consommer, puis détruire le reste, saccager, incendier tout, faire, autant qu'on put, le désert.

Il se fit plusieurs fois une armée à lui. La dernière, de vingt-deux mille hommes, était dans sa main tellement, si fortement attachée, dévouée, passionnée dans l'obéissance, qu'il hasarda avec elle la plus scabreuse opération qui se soit jamais faite en guerre. Ce fut de laisser l'en-

nemi s'établir en Alsace, de le rassurer pleinement en séparant, dispersant sa petite armée derrière le rideau des Vosges. Ces corps épars avaient le mot pour se réunir le 27 décembre à Belfort, au point où finissent les Vosges. Par la saison la plus rude, par les neiges, les précipices, les torrents, cela s'accomplit. Et l'ennemi épouvanté vit Turenne, réuni, complet, en forte masse, fondre sur lui. Il l'enfonce à Mulhouse, le disperse à Colmar; dès le 11 janvier (1675), lui fait repasser le Rhin.

Le spectacle de l'Europe, c'était la lutte savante, acharnée, de Turenne et Montecuculli dans un champ fort étroit, un espace de quelques lieues, entre Rhin et Forêt-Noire. Cette partie d'échecs très serrée avait fini en juillet par tourner à l'avantage de notre grand calculateur. Il avait gagné l'offensive, passé le Rhin; il croyait pouvoir tourner l'ennemi. Même, il s'écria : « Je les tiens! » Il faisait une dernière reconnaissance des batteries des impériaux, lorsqu'un de leurs boulets le frappa à mort (27 juillet 1675?).

L'armée le fut du même coup. Quoique Montecuculli, malade, eût perdu deux jours, les lieutenants de Turenne, en désaccord, faillirent périr. Il nous en coûta trois mille hommes; heureusement les vieux soldats qui rapportaient le mort avec eux, se crurent encore gardés par lui, et, forts de ce palladium, réparèrent, à force de vaillance, l'ineptie de leurs généraux.

Mais en France l'abattement et les alarmes sont extrêmes. La Champagne croit voir entrer les armées allemandes. Cela pouvait bien arriver si l'orage n'était tombé sur nos Suédois que nous payions.

Le roi, dans les Pays-Bas, abandonna Liège et ses forteresses, les démantela, renonçant visiblement à garder la moyenne Meuse. Sur l'Escaut, il prit Condé et menaça Bouchain. Quoiqu'il eût 50000 hommes et le prince d'Orange

35000, il entreprit d'empêcher le siège. Occasion pour nous unique, admirable. Louvois déclara devant les maréchaux en conseil, si l'on oserait risquer la monarchie, faire bon marché du roi qui était là en personne.

Tout le monde baissa la tête. Le roi revint en plein été de cette piètre campagne (11 juillet 1696).

Paix de Nimègue (1678). — Louis XIV croyait corrompre Orange en lui offrant une de ses bâtardes avec le Limbourg et Maestricht. Refus. — Alors, en plein hiver (février 1677), on envahit les Pays-Bas. En mars, le roi arrive. L'infaillible Vauban prend Valenciennes, Cambrai et Saint-Omer. A Cassel, Luxembourg occupe une bonne position retranchée.

On s'exagérait fort Louis XIV. A l'est, il ne put résister que par un coup désespéré. Créqui brûla l'Alsace, la dévasta. Loin que la paix soit avancée par ces succès, l'Angleterre s'en effraye, Charles II, traîné par son parlement, est forcé (10 janvier 1678) de signer un traité avec la Hollande, d'armer contre nous.

Le roi, comme à son ordinaire lorsqu'il est attaqué par les puissances maritimes, frappe sur l'Espagne, assiège Gand et Ypres, les prend. La Hollande croit le voir venir à elle, recommencer l'invasion. Orange a beau repousser la paix, on l'écoute d'autant moins que Charles II pour six millions est regagné par Louis XIV et licencie ses troupes.

Nos armées vinrent camper devant Bruxelles, et, d'autre part, ouvrirent l'Espagne par la prise de Puycerda. La France présenta des exigences et des difficultés nouvelles, tantôt l'intérêt de ses alliés, tantôt la gloire du roi, qui voulait qu'on signât chez lui, non à Nimègue, où se faisaient les conférences.

Il en fit tant, que la Hollande et l'Angleterre dirent qu'elles se ligueraient contre lui, s'il n'avait signé le 11 août. — A la grande surprise de tous, la nuit du 10 au 11,

à minuit, on signa en effet le traité avec la Hollande. Par ce traité, dont l'Espagne supporta les conséquences, la Lorraine nous resta. Nous gardions la Franche-Comté, Cambrai, Valenciennes, mais nous lâchions à la Hollande notre intérêt commercial, industriel. Les marchandises étrangères rentrèrent chez nous pour paralyser nos manufactures. Le roi ne donnerait *plus de monopole*, ce qui sacrifiait les compagnies des Indes orientales et occidentales que Colbert venait de former.

Grandeur morale et littéraire de la France. — Quelles que soient les misères de la France à l'étranger, Louis XIV trône en Europe, non par la force seulement, mais par l'admiration. Nos réfugiés d'Angleterre, Saint-Évremont et autres, se rendent, confessent sa grandeur. Elle éclate surtout dans l'harmonie, que présente cette monarchie équilibrée par Colbert et Louvois, par la gravité de Bossuet.

La grande époque de force étincelante, celle de Pascal et de Molière, est close par la mort du dernier (1664). Racine s'éclipse (1676) après *Phèdre*. Mais La Fontaine publie ses dernières fables (1679). Mais Bossuet est debout, et il soutient le faix du siècle par un livre imposant, le *Discours sur l'histoire universelle* (1681). Sous son abri commence humblement Fénelon, qui, bientôt s'élevant, va former avec lui la belle opposition qu'on vit dans Corneille et Racine.

Caractère de Louis XIV. — Son évolution intérieure. — La santé de Louis XIV, que le journal des médecins nous révèle d'année en année, réfléchit les variations de sa vie politique. Chancelant, maladif, l'année de la reculade, il semble jeune et fort à la triomphante paix de Nimègue.

Il ne ménage rien, ni la cour, ni l'Europe. Il reste armé quand les autres désarment, violente l'Espagne et l'Em-

pire. Il dépense cent millions en pleine paix, rase Versailles pour le rebâtir. La cour ne tenait plus dans le petit Versailles. On le refit immense. Le roi bâtit par toute la France. Elle s'entoura d'une ceinture de trois cents forteresses. On s'étonne, on frémit de voir ce roi relancé, à quarante et un ans, en pleine jeunesse. Colbert est consterné et désespéré.

Parmi ces dépenses, ce crescendo d'enflure et d'orgueil, la conversion du roi avançait fort sous l'influence de madame de Maintenon, gouvernante des enfants de madame de Montespan. Il appréciait cette personne sèche et sensée. Elle le prit par un certain goût de sage spiritualité et surtout par l'influence qu'elle eut sur les enfants. Madame de Maintenon travaillait quatre heures par jour à la conversion du roi. Les meilleures heures de son repos le soir, de six à dix, étaient pour elle. Personne en tiers, tous deux assis. De là invariablement elle le renvoyait à la reine, le rappelait aux habitudes régulières.

La cour avait changé d'aspect. Tout devint morne et ennuyeux, mais tendu en même temps, contraint, serré.

Rapports avec l'Église, Assemblée du clergé (1681). — **Les quatre articles.** — Le roi devint plus âpre. N'ayant plus d'amusement de maîtresses, il mangea, but beaucoup, ce qui explique en partie sa violence, sa politique à outrance, ses actes provoquants contre toute l'Europe, sa guerre au pape, sa guerre aux protestants. Le roi est l'évêque des évêques. Il semble une sorte de patriarche. Il nomme les évêques; il nomme aux bénéfices. C'est ce qu'on appelait sa rançon.

Innocent XI (janvier 1681), par représailles, excommunie ceux que Louis XIV nomme aux bénéfices.

Le ro' n'était pas sans scrupule. Il affermit sa conscience en frappant l'hérésie. Il accueillit le conseil des intendants et de Louvois qui proposaient d'exempter de

logements militaires les convertis, et d'en surcharger les obstinés (11 avril 1681). *Premier essai des dragonnades.*

L'effet fut terrible pour les familles, pour les enfants surtout qu'on faisait fuir devant les violences des soldats. Le roi venait de faire sa cruelle ordonnance, plus cruellement interprétée, pour ravir les petits enfants.

La réclamation de Colbert fit suspendre les dragonnades. Mais madame de Maintenon, flattant les tendances du roi, se déclara contre Colbert et appuya Louvois. Une ordonnance étrange déclare *qu'on s'est trompé en croyant que le roi défend de maltraiter les protestants* (4 juillet).

La victoire des victoires eût été de dompter le pape. Les jésuites étaient pour le roi et méconnaissaient Rome. Un moment, tout fut gallican.

Le 9 novembre 1681, Bossuet ouvrit l'assemblée du clergé. Son discours éloquent porta, au fond, sur un point où il était sûr de persuader : Que saint Pierre ne fut que *le premier entre égaux*, que l'unité de l'Église est surtout dans les évêques. Il dressa *les quatre articles* (depuis si longtemps préparés) : 1° le pape ne peut rien sur le temporel ; 2° il ne peut rien contre les décisions des conciles ; 3° ni contre les libertés des églises nationales ; 4° ses décisions, non sanctionnées par l'Église, peuvent être réformées.

Dix ans ne se passèrent pas sans que Bossuet ne se trouvât abandonné du roi et des évêques. Louis XIV, qui n'aimait nulle grandeur que la sienne, ne fit rien pour celui qui avait fait l'éducation de son fils. Il le laissa simple évêque, tandis que le jeune précepteur de son petit-fils eut l'archevêché de Cambrai qui le fit prince de l'Empire.

Mort de Colbert et de la reine. — Le roi, en 1683, fut doublement émancipé, veuf et soulagé de Colbert. Il meurt surchargé de fatigue et de dégoût après un ministère de

vingt années. A la paix de Nimègue il allège un moment l'impôt et cependant rembourse 90 millions. Mais le roi en dépense 100. On lui cherchait des querelles ridicules. Le roi lui reprochait la dépense de Versailles qu'il faisait malgré lui. — La balance inclinait vers Louvois. — Colbert meurt détesté, maudit, on fit des chansons, des *ponts-neufs* sur la mort du *tyran*. Tyran par la situation, le temps et la nécessité des choses. Il y eut sous Col ert trois famines en trois ans. Pour nourrir aisément les armées, les manufactures, lui-même il maintint le blé à vil prix en défendant l'exportation.

Ce grand homme de travail est aussi dévoré par trois grands peuples improductifs : le *peuple noble*, qui de plus en plus vit sur l'État ; le *peuple fonctionnaire*, que le progrès de l'ordre oblige de créer ; le troisième peuple est l'armée permanente énormément grossie.

On a vu sa subite improvisation de la marine, l'armement des galères si précipité, si cruel. — Même véhémence impatiente dans les règlements de commerce, dans son improvisation d'une industrie française. Il fut justement indigné de voir un peuple ingénieux, et très artiste en bien des choses, attendre et recevoir d'ailleurs tous les produits des arts utiles. La fabrique est aussi une éducation, le développement spécial de telle faculté, de telle aptitude. Colbert éveilla, révéla en nous une adresse ignorée, mit le goût de l'élégance dans nos besoins d'intérieur qui relève la vie matérielle d'un noble rayon de l'esprit.

C'était beau, c'était grand en soi, on a dit à merveille la grandeur de cette création industrielle, mais pas assez de sa chute, de sa prompte décadence. Elle périt par la misère générale, l'émigration. — Les trois *Terreurs* du fisc (tailles, aides, douanes) subsistent sous Colbert.

Il reste avec le peuple misérable serf des financiers, des fermiers généraux, des traitants, partisans plus puissants

que le roi. Quoi qu'il fasse, elle échappe à Colbert cette France qu'il voulait guérir, travaillée des recors, mangée des garnisaires, expropriée, vendue, *exécutée*.

Colbert désespéré meurt en disant : « Si j'avais fait pour Dieu ce que j'ai fait pour le roi, je serais sûr d'être sauvé, et je ne sais plus où je vais. »

Nous le savons, héros ! Vous allez à la gloire, vous restez au cœur de la France...

Le roi tua la reine, comme Colbert, sans s'en apercevoir. Il l'emmena par une grande chaleur, dans un long et fatigant voyage. Elle était replète, toute ronde, fort molle. Au retour, elle mourut (30 juillet 1683). Madame de Maintenon, ne sachant pas la vraie mesure du chagrin du roi, pleurait ou faisait semblant, mais il l'en dispensa. Après deux ou trois jours il l'emmena à Fontainebleau où elle occupa le grand appartement de la reine et le lit de Marie-Thérèse oubliée.

Louis XIV épouse madame de Maintenon (1685). — Le mariage du roi eut lieu *deux ans après la mort de la reine*, donc dans les derniers mois de 1685 ; il se fit la nuit à Versailles, dans le plus grand mystère. Les époux furent mariés simplement par le curé de la paroisse, Hébert, qu'on fit évêque pour payer sa discrétion. Le roi Louis XIV édenté et boitant, et madame veuve Scarron, dans son deuil et ses coiffes noires, s'unirent à ce moment qui, pour tant de familles, fut celui de la séparation éternelle.

Préludes de la révocation. — En 1684, six cents temples ayant été détruits, leurs biens, celui des pauvres, des maisons de charité, devaient passer aux *hôpitaux catholiques*. Les jésuites, le père La Chaise, confesseur du roi, surveillaient ces biens espérant les administrer, mais la cour visait ce morceau. Les jésuites crurent prudent de demander que ces biens revinssent non aux hôpitaux,

mais *au roi*. Chacun fut ardent à la proie. Ce fut un gouffre ouvert, une mêlée où on se jeta pour profiter du torrent qui passait, ramasser des lambeaux sanglants.

Amènerait-on le roi aux rigueurs excessives d'une proscription générale? C'était la question. Quoique peu éclairé, il avait des côtés honnêtes, voulait être honnête homme; il croyait sauver nombre d'enfants qu'il faisait catholiques. Le conseil, sauf Louvois, n'inclinait pas à la violence. Un grand événement avait eu lieu qui portait au plus haut la confiance du clergé et du roi : Charles II était mort, et, contre tout attente, le catholique Jacques II était devenu roi d'Angleterre (16 février 1685).

Le clergé de France, assemblé en mai à Versailles, et se sentant si fort, tint un langage modéré. Le roi était parfaitement entouré. Madame de Maintenon, ex-protestante, aurait voulu ne pas parler, mais les jésuites ne pouvaient lui permettre de s'abstenir. Elle écrivit *un mémoire pour conseiller la révocation* de l'édit de Nantes.

Révocation de l'édit de Nantes (1685). — La révocation, si longtemps préparée, eut pourtant tous les effets d'une surprise. Les protestants s'efforçaient de douter. Ils avaient trouvé mille raisons pour se tromper eux-mêmes. L'émigration était très difficile; mais son plus grand obstacle était dans l'âme même de ceux qui avaient à franchir ce pas. Il leur semblait trop fort de se déraciner d'ici, de rompre tant de fibres vivantes, de quitter amis et parents, toutes leurs vieilles habitudes, leur toit d'enfance, leur foyer de famille, les cimetières où reposaient les leurs. Cette France cruelle, qui si souvent s'arrache sa propre chair, on ne peut cependant s'en séparer sans grand effort et sans mortel regret. Nos protestants, le peuple laborieux de Colbert, étaient les meilleurs Français de France. C'étaient généralement des gens de travail, commerçants, fabricants à bon marché, qui habillaient le peuple, agriculteurs

surtout, et les premiers jardiniers de l'Europe. Ces braves gens tenaient excessivement à leurs maisons. Ils ne demandaient rien qu'à travailler là tranquilles, y vivre et y mourir. La seule idée du départ, des voyages lointains, c'était un effroi, un supplice.

L'enlèvement des enfants commença vingt-cinq ans avant la révocation, d'où la terreur des mères. Leur vie était tremblante, leur cœur toujours serré. En décembre 1685 parut l'édit terrible pour enlever les enfants de cinq ans. Chaque maison devient le théâtre d'une lutte acharnée entre la faiblesse héroïque et la force brutale.

Madame de Maintenon, qui savait tout, se résigne en disant. « Dieu se sert de tous les moyens. »

Nos anciens hôpitaux ne différaient en rien des maisons de correction. Le malade, le pauvre, le prisonnier, qu'on y jetait, était envisagé toujours comme un pécheur frappé de Dieu, qui d'abord devait expier. Il subissait de cruels traitements.

Une charité si terrible épouvantait. Les noms si doux d'*Hôtel-Dieu*, de *Charité*, de *Pitié*, de *Bon-Pasteur*, etc., ne rassuraient personne. Les malades se cachaient pour mourir, de peur d'y être traînés.

Qu'était-ce des prisons? L'air vicié en était le plus cruel supplice. Les rats, les serpents même, des insectes hideux y pullulaient dans les ténèbres! Plusieurs cachots étaient des puits où l'eau montait un certain temps; d'autres une voirie où pleuvaient les charognes, où des corruptions de toutes sortes, des entrailles de bêtes pourrissaient sous l'homme vivant.

Dans le grand entassement des prisonniers, en 1685, on en combla les hôpitaux. Celui de Valence eut la gloire d'être le plus cruel. On y envoya des gens de partout. Quand les dragons étaient à bout, et que les jésuites eux-mêmes n'avançaient pas, ils disaient : « Cet homme à Va-

lence! » De la Tournelle de Paris, la chaîne partait pour Marseille. Qu'on se figure une énorme voûte circulaire, comme notre Halle au blé, mais fermée, obscure comme un four. Telle était la Tournelle, dépôt des galériens. Là, ils étaient scellés par le cou à des poutres énormes sans pouvoir ni s'asseoir ni se coucher. Aux soupirs, aux gémissements, répondaient des averses effroyables de nerfs de bœuf, données au hasard des ténèbres.

Autres souffrances sur les galères du roi. — Il n'y eut jamais machines si grossières. Point d'entre-pont. La cale était un petit trou où l'on mettait les vivres et où l'on jetait les malades. Tout le monde couchait sur le pont. Courant près des bancs des rameurs, le comite criant, jurant, hurlant avec la fureur provençale, promenait sur cette file de dos nus l'horrible sifflement du nerf de bœuf, qui tantôt frappait une ampoule, tantôt se relevait sanglant. Tout s'y faisait rythmiquement au concert parfait de la rame.

L'exemple que la petite Genève donna alors est le plus grand, je crois, qu'on puisse trouver dans l'histoire de la fraternité humaine. Cette ville de seize mille âmes, pendant près de dix ans, reçut, logea, nourrit, quatre mille fugitifs. Mais de toute l'Europe, la plus excellente hospitalité fut celle de la Hollande. Elle fut l'*arche* dans ce déluge.

Ligue d'Augsbourg (1686). — **Expulsion des protestants. — Confiscations.** — Tandis que la France persécute, les puissances signent à petit bruit une alliance défensive. Hollande, Suède et Brandebourg, d'autre part Espagne et Empire, font une armée sur le papier. Armée future, possible, éventuelle. Le triste empereur Léopold, qui, sans les Polonais, n'eût repoussé les Turcs, sera l'Agamemnon de cette armée hypothétique. A la nouvelle de la ligue d'Augsbourg (9 juillet 1686), quoiqu'on lui remontre humblement qu'elle est purement défensive, Louis XIV fait sur le Rhin un acte agressif. C'est un fort qu'il bâtit sur

la rive allemande, en face d'Huningue, et près de Bâle. Défi à la Suisse, défi à l'Empire. Tête de pont pour passer quand on voudra.

Le seul obstacle, c'était cette affaire intérieure de la révocation que l'on disait finie et qui traînait. Elle était cependant menée avec vigueur. Mais l'on émigrait d'autant plus. L'argent fuyait par toutes les frontières. Les rebelles échappaient, tout au moins par la mort ; ils attendaient l'agonie pour se rétracter, se dire protestants. On commença à réfléchir que l'on était bien fou de retenir les huguenots et d'empêcher l'émigration, qu'il était plus avantageux de lâcher les personnes et de garder les biens.

Ce fut une grande scène et bien touchante, de voir ces pauvres gens, dans leurs habits de prisonniers, maigris et les yeux caves, défiler des prisons, puis menés militairement, et souvent avec des voleurs.

Dur et cruel exil ! Laisser tout, partir ruiné ! Voilà ce que la clémence du roi accorde aux protestants. Tous n'en pouvaient profiter. La plupart étaient cloués au sol par la misère, n'ayant pas même le petit viatique qui rend la fuite possible. Les trois cent mille qui partent, ce sont des gens aisés, pour la plupart. Les sept ou huit cent mille qui restent sont les pauvres. Bientôt le roi regretta d'avoir laissé sortir la bourgeoisie ; il referme la frontière, refait de la France un cachot. Cela dura cent ans, jusqu'aux premières heures de la Révolution. Pendant un long siècle, ce peuple de près d'un million d'âmes vécut en alerte, l'oreille dressée comme le pauvre lièvre au sillon.

Révolution d'Angleterre. — Jacques II renversé passe en France (1688). — Nos réfugiés de Hollande donnèrent leur sang, leur argent à Guillaume d'Orange, roi de Hollande, pour sa descente en Angleterre où régnait Jacques II le papiste obstiné. Loin de se défier de lui, le parlement anglais lui avait voté un gros revenu permanent.

Les catholiques étant peu nombreux, Jacques voulait d'abord les appuyer des anglicans. Quand nos calvinistes français arrivèrent, il dit qu'ils n'auraient pas un sou d'aumône, s'ils ne communiaient selon le rite anglican. Il remplissait l'armée de catholiques et même d'Irlandais. Il fit des catholiques évêques. La nation était aigrie. Sept lords appelèrent Guillaume à délivrer l'Angleterre, à chasser son beau-père, à faire sacrer sa femme, fille de Jacques II (30 juin 1688).

Ces sept hommes étaient-ils la nation? Avaient-ils ses pouvoirs? Elle était mécontente, mais cela allait-il à faire une révolution? Il n'y avait aucune apparence. Voilà ce qui d'abord frappa Guillaume. Du reste, il n'y avait guère espoir d'entraîner la prudente Hollande dans une affaire si hasardeuse. Louis XIV pouvait seul, à force de folies, supprimer le parti français. L'émotion devint une violente fureur quand le bruit se répandit que les réfugiés mêmes, établis en Hollande, le roi les demandait et voulait qu'on les lui livrât.

Notre ambassadeur à La Haye, d'Avaux, qui voyait les préparatifs que commençait Guillaume, écrit au roi qu'il doit faire marcher son armée vers Maëstrich, effrayer ainsi la Hollande, et clouer Guillaume au rivage. Le roi croit qu'une parole agira autant qu'une armée. Il fait dire par d'Avaux aux états généraux qu'il regardera tout mouvement contre Jacques comme une attaque personnelle.

L'orgueil du roi d'Angleterre fut fort blessé d'être ainsi protégé. Il s'obstina à refuser les secours de Louis XIV. Celui-ci, glorieux d'avoir martyrisé un million d'hommes, attaqua Innocent XI, faisant faire par l'avocat général Talon un réquisitoire contre lui, où on le signalait et comme ami du jansénisme, et comme soutien de Molinos.

On lui prit Avignon, on l'outragea dans Rome même. Louis XIV voulait faire, en Allemagne, un archevêque mal-

gré le pape. Son armée, en quarante jours, a les succès les plus rapides. Les deux frères, le dauphin et le petit duc du Maine, bien menés par Vauban, assiègent et prennent Philipsbourg, puis Heilbron, Heidelberg, et font trembler Augsbourg qui est mise à contribution. A la gauche du Rhin, Boufflers prend Worms, Mayence et Trèves. Mais Guillaume était parti. Cela s'était fait sans mystère. Une expédition de quinze mille hommes ne se cache pas. Lui-même, dans son manifeste, disait aller en Angleterre.

Il débarqua à Torbay (15 nov. 1688), et fut bientôt en possession d'Exeter. Son armée était forte par nos huguenots. Les chefs du génie et de l'artillerie sont Cambon et Goulon. Les trois aides de camp de Guillaume sont aussi des Français. Trois régiments d'infanterie, en tout, deux mille deux cent cinquante hommes, sont Français, très redoutable troupe, pleine de vieux soldats de Turenne, de gentilshommes et d'officiers, qui, dans cette guerre sainte, trouvaient bon d'être soldats. Ajoutez un escadron français de cavalerie. Bien plus, presque toute l'armée était française par ses cadres. Guillaume y avait dispersé dans tous les corps, comme un ferment d'honneur et de bravoure, sept cent trente-six de nos officiers.

Ces gens-là, maintenant n'ayant rien sur la terre, nul foyer que la place qu'ombrageait le drapeau d'Orange, seraient morts trente fois plutôt que de ne le pas tenir ferme. Sous eux, les soldats achetés, les mercenaires, ne purent que marcher droit. Une telle armée pouvait attendre dix jours, vingt jours ou davantage.

Pourtant on ne sait si l'opération se fût faite, sans une maladresse insigne de Jacques, qui, de France, où il s'était enfui honteusement, écrivit à l'Assemblée de ne pas désespérer de sa clémence, assurant qu'il pardonnerait aux traîtres, *sauf quelques-uns qu'il ne nommait pas*. Cela l'acheva, décida contre lui les Pairs qui le défendaient

encore. Ils votèrent *à l'unanimité :* Plus de roi papiste.

Jacques, arrivé en France le 7 janvier 1689, fut noblement accueilli et établi à Saint-Germain. La cour, sensible, pleurait ce père trahi par son gendre et sa fille.

Sa défaite définitive, la capacité, le courage de Guillaume, le rendaient inébranlable sur le trône. La ligue d'Augsbourg armait lentement, mais en revanche l'Angleterre confiante votait à son roi des subsides énormes.

Les réfugiés protestants en Europe. — A l'arrivée des nôtres, les Anglais furent très généreux. Mais quand nos officiers, quand nos régiments protestants eurent amené Guillaume, versé leur sang à la Boyne et partout, la sympathie n'augmenta pas. Cet élément ardent de vie et trempé au feu du martyre, il eût fallu, dans l'intérêt commun des deux pays, le concentrer, l'unir en un foyer, le fortifier des fugitifs de Suisse, d'Allemagne, de Hollande, les porter d'ensemble aux Cévennes, où la vraie France les eût joints pour convoquer en Languedoc les états généraux.

Hélas! la France des Cévennes, héroïque, mais si ignorante, sauvage, insensée de misères, les sages en eurent horreur et détournèrent les yeux. Pendant dix ans, on prodigue sur tous les champs de bataille nos réfugiés. On emploie leur persévérance à résister de poste en poste contre les grandes armées de Louis XIV. Jamais ils ne reculent. A la Marsaille, massacrés; à Neerwinde, taillés en pièces. Les blessés bien soignés; le roi les réserve aux galères.

Ceux qui survivent imaginent, à Ryswick, que l'on va stipuler pour eux, que Guillaume, exigeant du roi humilié qu'il le reconnaisse, obtiendra bien encore le retour au pauvre petit reste de tant de gens tués pour lui. Ils sont sacrifiés, mais ne renoncent pas. Ils gardent jusqu'à la paix d'Utrecht (dix-sept années de plus) leur espoir invincible, leur indomptable amour pour cette France cruelle, adorée.

Personne, au fait, n'avait envie d'y renvoyer ces colonies

utiles. Ils avaient fait un jardin des sables de la Prusse et de Holstein, porté la culture en Islande, donné à la rude Suisse les légumes et la vigne, l'horlogerie, enseigné à l'Europe les assolements, le mystère de fécondité. Aux bords de la Baltique, on les croyait sorciers, leur voyant pratiquer l'art innocent de doubler, panacher les fleurs. Par Lyonnet et Bonnet, ils continuaient Swammerdam, ouvraient le sein de la nature. Par Jurieu, Saurin, ils préparaient Rousseau. Leur Papin porte à l'Angleterre le secret qui, plus tard, donnera à quinze millions d'hommes le bras de cinq cent millions.

On ne les lâcha pas, et l'on se garda bien de leur rouvrir les voies vers la patrie.

CHAPITRE XXI

BATAILLE DE FLEURUS. — GUILLAUME VAINQUEUR A LA BOYNE. — MORT DE SEIGNELAY, DE LOUVOIS. — DÉFAITE DE LA HOGUE. — BATAILLES DE STEINKERQUE, DE NEERWINDEN, DE LA MARSAILLE. — PAIX DE RYSWICK. — GUERRE DE LA SUCCESSION D'ESPAGNE. — MORT DE GUILLAUME; LA REINE ANNE. — VILLARS. — VENDOME. — BATAILLE DE FRIEDLINGEN. — LES CAMISARDS.

Luxembourg. — Bataille de Fleurus (1er juillet 1790). — Tourville. — Guillaume, vainqueur à la Boyne (11 juillet). — Mort de Seignelay (novembre). — A ce moment la lutte était très vive entre le ministre de la guerre Louvois et le ministre de la marine Seignelay. Le roi, en mars 90, avait, malgré Louvois, fourni à Jacques une petite armée de sept mille hommes. Elle lui eût donné l'avantage, si Seignelay fût parvenu à être si fort en mer, que l'Angleterre craignît une descente, retînt Guillaume et l'empêchât de passer en Irlande. Mais les arsenaux étaient vides, et cette flotte fort mal équipée.

Guillaume garda tout son sang-froid. Il ne crut pas à la descente. Il étonna la France, hasarda ce coup d'emmener tout, son armée et son grand général Schomberg, de confier l'Angleterre à elle-même (4 juin 1690).

Une furie de jalousie emportait Seignelay. Il apprenait que Luxembourg (poussé, précipité par Louvois) avait, en

divisant ses troupes et risquant tout, gagné à Fleurus une sanglante bataille (1er juillet 90).

Tourville, au moment même (10 juillet 90), remportait une victoire en vue de l'Angleterre.

La grande question était de savoir si Tourville poursuivrait Torrington, l'amiral anglais, réfugié dans la Tamise. Torrington ôta les balises, et Tourville hésita à se lancer dans l'inconnu. Il s'en tint à une descente dans le midi de l'Angleterre, brûla une petite ville, crut que c'était assez, rentra couvert de gloire.

Seignelay en rugit, et dit qu'il le destituerait. Folle fureur; le lendemain même de la bataille de Tourville, Guillaume avait gagné la sienne, celle de la Boyne en Irlande, c'est-à-dire tranché le grand nœud (11 juillet 90). Il y perdit Schomberg, mais se sacra lui-même de son sang; il y fut blessé.

Ce fut un coup mortel pour Seignelay. Il s'alita et n'en releva pas. Trop profonde était la blessure. Ce n'était pas tant l'insuffisance des succès de Tourville, funeste aux intérêts de Jacques, c'était surtout Fleurus, et le triomphe de Louvois qui le tuait. Il mourut en novembre.

Bombardement de Mons (avril 1691). — Mort de Louvois (juillet 1691). — Barbezieux. — La centralisation est une grande puissance. Tandis que Guillaume à La Haye négocie, sollicite des forces dans son concile interminable de princes allemands, Louvois, de toutes parts, a réuni les siennes, avec une artillerie, des vivres, un matériel immense. Tout converge sur Mons.

Vauban enserre la ville, et Guillaume ne vient pas encore. Le roi, avec les princes et sa maison, arrive le 21 mars. Le 26, on ouvre le feu; soixante-six canons, vingt-quatre mortiers, écrasent la petite ville, l'incendient. Les flammes éclatent partout. Avant le jour prévu, les bourgeois forcent les soldats de capituler et se rendent le 8 avril. Le 12 avril,

le roi part; il laisse Guillaume humilié, ayant perdu devant l'Europe le prestige dont sa victoire d'Irlande l'avait entouré.

Les habiles, frappés du coup de Mons, commencèrent à se dire que les chances de Jacques valaient au moins celles de Guillaume. Celui-ci, quoi qu'il fît, ne pouvait pas les satisfaire, assouvir leur cupidité furieuse. Ils recevaient, n'en trahissaient pas moins, s'adressaient à Jacques en dessous. Ce fut en mai ou juin 91, que le capitaine Grandval fit ses offres à Saint-Germain. Il s'agissait d'assassiner Guillaume.

Jacques n'avait aucun doute sur son droit royal de tuer. Il dit brutalement : « Si vous me rendez ce service, vous aurez toujours de quoi vivre. »

Il fallait de l'argent, un peu d'aide. Grandval, envoyé à Versailles, ne put s'adresser qu'à Louvois. C'était pour le ministre une heureuse occasion de relever son crédit et de se rendre nécessaire. Son beau succès de Mons lui avait été funeste. Il avait voulu être au siége, et là, son importance, son insolence impérieuse avaient encore blessé le roi. Il enfonçait. L'affaire Grandval semblait être une branche où le noyé pouvait se raccrocher.

Louis XIV se résigna à laisser faire. Louvois avec Grandval suffisait pour arranger tout. Et pourtant, il le voyait avec l'antipathie la plus profonde. Il se contenait, ne disait rien, mais il avait le front toujours plissé. Enfin un échec de Louvois, une reculade ridicule que fit un officier qu'il protégeait en Italie, permit au roi de se soulager et de le traiter brutalement. Il comprit que c'était la dernière goutte qui, sur un vase comble, déborde et finit tout.

Il jeta ses papiers, sortit. Cette violente colère rentrée le frappa à mort. L'apoplexie était chose ordinaire dans sa famille. Il fut foudroyé à la lettre.

Qui eût dit que la mort, tant désirée, de Louvois, assombrirait la cour? C'est pourtant ce qui arriva. Les lourds secrets d'État, la poste violée, les bastilles, la cruelle police militaire, toutes ces besognes royales qui, dans sa rude main, avaient si peu embarrassé, étaient maintenant bien pesantes, lorsque le roi les remuait dans la chambre même de madame de Maintenon. D'autant plus tâchait-elle d'échapper, d'oublier, soit qu'à son oratoire elle mît tout cela devant Dieu, soit qu'elle eût quelques heures pour aller à Saint-Cyr, voir la maison d'éducation qu'elle avait fondée. — Le roi se décida à prendre pour successeur d'un homme de tant d'expérience, un garçon de vingt-cinq ans, le fils de Louvois, Barbezieux.

Défaite de la Hogue (mai 1792). -- L'amiral d'Angleterre Russel, sous prétexte de faire escorte à ses marchands, était sorti avec cent vaisseaux, toute la marine anglaise. La côte était très effrayée. On avait ramassé vers Cherbourg et Coutances une masse d'Irlandais, mal nourris et déguenillés, avec les troupes françaises que Tourville devait faire passer en Angleterre. L'affaire tenait uniquement à la promptitude de l'exécution.

On attendait les vivres, l'équipement, les bas, les souliers. Les munitionnaires *se firent attendre quinze jours*. Funeste et terrible retard. Tourville ne put partir de Brest que dans les premiers jours de mai (du 9 au 12), et encore *il n'emportait pas ce qu'il fallait de poudre*. Il y en avait à Valognes, à Carentan, partout; et il n'y en avait pas à Brest. Jacques et Tourville croyaient que l'ennemi n'avait réuni que quarante vaisseaux. Rien n'était moins exact. Dès mars, l'amiral anglais Delavall était sorti de la Méditerranée; le 12, il fut aux Dunes. En avril toute la flotte anglaise, qui portait quatre mille canons, fut réunie. Les Hollandais, prompts cette fois, du 29 avril au 15 mai, y joignirent trente-six vaisseaux portant deux mille six cents canons.

Tourville ne réunit, en tout, que quarante-quatre vaisseaux. Disproportion énorme.

Russell, le plus ardent des whigs, aigri, mécontent, n'était pas loin d'appeler Jacques, de lui livrer la flotte. Les jacobites d'Angleterre étaient pleins d'espérance, lorsque arriva de France une pièce étrange, un acte de Jacques, qu'on pouvait appeler un coup de canon que lui-même tirait sur son propre parti. Il disait nettement à l'Angleterre ce qu'elle avait à attendre. Outre certains coupables marqués pour la mort, des classes entières, très nombreuses, étaient menacées. Cette déclaration mettait dix mille têtes sur le billot. L'Angleterre frémit, se serra. Marie et Guillaume le virent; ils fermèrent l'oreille aux accusations dont on les troublait de toutes parts. Ils sentirent que, devant une telle unité nationale, les traîtres ne pouvaient pas trahir.

Une déclaration de la reine fut lue le 15 mai à la flotte par l'amiral Russell lui-même; elle annonçait qu'elle mettait dans ses marins une absolue confiance. La flotte appareilla le 17 mai.

Tourville avait l'ordre de combattre. Tous ses officiers ayant donné un avis contraire (y compris le vieux Gabaret). Tourville dit froidement que l'on combattrait, tira l'ordre de sa poche, leur montra l'écriture du roi.

Il alla droit à l'ennemi, mais avec peu d'ensemble. Si inférieur en nombre, il le fut encore plus parce que le vent manquait, et que ses vaisseaux n'arrivaient pas en même temps. Des quarante-quatre vaisseaux, la moitié seulement combattait. Les trente-six vaisseaux hollandais se laissèrent occuper par quatorze des nôtres.

Le 30 mai, la flotte ennemie apparaissait avec cent vaisseaux. Tourville n'avait plus de poudre. Son vaisseau amiral, le magnifique *Soleil royal*, percé, criblé, se traînait lentement, il retardait les autres et compromettait tout, mais les deux capitaines du *Soleil* ne voulaient pour

rien laisser leur vaisseau, ils aimaient mieux s'abîmer là. Il fallut que Villette allât trouver Tourville, lui arrachât un ordre précis et le fît passer sur un meilleur vaisseau. L'ennemi était bien près. Cependant on n'eût pas été longtemps poursuivi ; nous étions bien meilleurs voiliers ; seulement, il fallait de la poudre. Jacques et le maréchal Bellefonds, qui étaient là sur le rivage avec leurs troupes, n'en avaient pas. On en chercha à Valognes et à Carentan. Tourville avait ordre du roi de ne rien faire sans leur avis. On perdit la journée du 31 mai à délibérer.

Il y avait là de nombreuses chaloupes pour le transport des troupes; remplies de soldats, elles auraient gardé le rivage et les eaux peu profondes où les Anglais aussi n'auraient pu arriver qu'en chaloupes. L'obstacle fut la rivalité, antique et implacable, de la guerre et de la marine. Tourville aurait été perdu d'honneur dans le corps orgueilleux dont il était, s'il eût accepté pour se défendre le secours des troupes de terre.

Ce ne fut que le 2 juin que les Anglais hasardèrent à envoyer leurs chaloupes jusqu'à la côte. Ils en avaient deux cents, Tourville quinze. Il eût fallu au moins qu'il fût soutenu d'une vive canonnade de Bellefonds. Celui-ci tira peu et mal; il ménagea parfaitement l'orgueil de la marine, la laissa à elle-même. Sans sortir de leurs barques, les Anglais brûlèrent cinq vaisseaux. Toute la nuit la baie parut en flammes.

Jacques et Bellefonds contemplaient ce spectacle comme un feu d'artifice, mais ils ne faisaient rien pour le lendemain. Au matin du 3, cependant, la marée ramena l'ennemi, et Tourville avec ses marins essaya de défendre les vaisseaux qui restaient. Il n'y eut jamais chose si honteuse. L'inertie de Jacques et de Bellefonds fit l'amusement des Anglais. De leurs barques ils tiraient sur le roi.

Namur, où le roi était pendant cela, se rendit le 5 juin,

et le 6, Louis XIV apprit le combat du 30, n'en comprit d'abord que la gloire. On dit : « Il nous en coûte quinze vaisseaux. » Et puis, on parla d'autre chose. Pourtant c'est le grand fait du temps.

La Hogue, fort secondaire en apparence, trancha le nœud de l'avenir (1692). C'est de ce jour que date la confiance de l'Angleterre, qui sur mer se crut invincible.

Bataille de Steinkerque (3 août 1792). **Incendie de Heidelberg.** — Pendant que nous recevions ce coup cruel, le prince Eugène et le jeune Schomberg pénétraient en Dauphiné. Dans l'est, Luxembourg, surpris par Guillaume dans les bois de Steinkerque, et ne pouvant faire usage de son immense cavalerie, la mit à pied, et, par un grand effort, avec de grandes pertes, gagna une bataille brillante.

Le succès retentit, surtout parce que les princes, Bourbon, Chartres, Vendôme, se battirent en simples mortels.

Huit jours après Steinkerque, une honte éclatait. Guillaume faisait le procès de Grandval, l'homme envoyé de Saint-Germain (12 août 92). Sans torture, sans espoir de grâce, sentant quelque remords peut-être, il déclara la part que Jacques, Louvois et Barbezieux avaient eue à l'affaire.

Le roi, aigri de l'invasion du Dauphiné, du désastre de la Hogue, et de l'affaire Grandval, si honteusement démasquée, en voulait beaucoup aux princes, ses parents ou alliés, qui, honorés de mariages français, ne lui faisaient pas moins la guerre ; il voulait *châtier* le Palatin, le Savoyard. De là les massacres du Piémont, et, sur le Rhin, l'horrible événement d'Heidelberg.

La campagne de 93 s'ouvrit par cet événement. Cette capitale chérie du Palatin paraissait un sûr asile.

Au 19 mai, la ville voit ses belles montagnes de chênes toutes hérissées d'épées et de mousquets. Le gouverneur perd la tête, encloue ses canons, se retire au château. Au

fond, ne pouvant résister, il espérait pour la ville la miséricorde du roi, quelque égard pour le Palatin son beau-frère.

La foule se précipite pour entrer au château. On s'étouffe, on s'écrase aux portes. Les faibles, les dames et les enfants, refoulés dans la ville, s'entassent dans les églises. Le soldat entre, sans combat et à froid ; des églises on fait sortir les vrais morts, les squelettes, les cadavres demi-pourris des anciens Électeurs. Effroyable spectacle ! Ils arrivent dans leurs bandelettes, traînés la tête en bas. Le feu étant mis vers le soir aux quatre coins de la ville, pour n'être pas brûlées, les victimes des églises durent en sortir, se traîner au château. On se rendit la nuit du 23. Ils étaient quinze mille dispersés, éperdus, ne pouvant même se rejoindre. On n'entendait que des cris de douleur.

Bataille de Neerwinden (29 juillet 1693), de la Marsaille (4 octobre). — L'armée du Rhin ne fit plus rien après ce bel exploit. Le roi venait de prendre le commandement des troupes de Flandre. Orange devina très bien que Louis XIV ayant pris Mons et Namur, visait Liège ou Bruxelles. Il prit poste à Louvain, d'où il était à demi-route pour secourir également les deux villes menacées. Il ne pouvait mieux faire. Mais sa situation n'était pas bonne. Liège, français de cœur, ne voulait pas de son secours, et, s'il en approchait, pouvait bien tourner contre lui.

L'armée du roi, au contraire, était gaie, pleine d'espoir. Les princesses étaient à Namur avec un monde de dames, d'officiers de chambre et de bouche, de musiciens, tout un complet Versailles. Tout à coup ordre de départ. Le roi retourne. Luxembourg se jeta aux genoux du roi. Il sentait bien quel serait l'effet en Europe, si, avec une armée nombreuse, on ne se battait pas.

Après le départ de Sa Majesté la bataille eut lieu. Guillaume, pour retenir Liège, y jeta vingt mille hommes. Il n'en avait que cinquante mille contre quatre-vingt mille

Français. Il y fut admirable de bravoure et d'obstination. Le village de Neerwinden, où il s'était fortifié, fut défendu, pris et repris, perdu, et pris encore par Luxembourg (29 juillet 1693).

En Dauphiné l'armée de Catinat, furieuse, incendie les villages, les granges, pour que l'hiver, l'habitant meure de faim. Elle détruit les belles villas, dont chacune était un musée. On met en pièces les statues, les tableaux. Le 4 octobre, à la Marsaille, bataille horriblement cruelle.

Les catholiques avaient la baïonnette récemment adoptée chez nous. Ils ne tirèrent pas, mais coururent, confiants dans cette arme terrible. Ce fut une boucherie, longtemps même après la bataille. Les réfugiés, les Piémontais, les Allemands du duc de Savoie furent égorgés jusqu'au dernier.

Jean Bart. — Prise de Namur, par Guillaume. Paix de Ryswick (1697). — La guerre, en mer, n'était pas moins terrible. L'Angleterre enragée, de plus en plus, se donna à Guillaume et lui fournit les sommes fabuleuses qui lui firent sa victoire, son traité vainqueur de Ryswick.

Ce qui exaspéra l'Anglais, c'est que, depuis la Hogue, se croyant le maître des mers, il ne pouvait cependant bloquer nos ports. Devant Dunkerque, il tenait à grands frais une escadre permanente, et Jean Bart cependant sortait à toute heure.

Ce hardi marin était d'origine normande, de Dieppe, du Pollet, ce faubourg des pêcheurs. Son début fut la contrebande. Mais il avait l'ambition de servir. Il alla se donner au grand Ruyter jusqu'à vingt et un ans. Puis il revint en France. Il n'avait aucune gloriole. Ce que Forbin, son rusé camarade, dit, qu'il le menait en laisse, le montrait comme un ours, est extrêmement vraisemblable. Devant les grandes flottes anglaises, Jean Bart entrait, sortait comme il voulait avec son Provençal Forbin. La gaieté était dans ces deux hommes, dans leurs redoutés bâtiments. Forbin montait

les *Jeux*, et Jean Bart la *Railleuse*. Jamais hommes ne jouirent autant de ces terribles fêtes de l'abordage et du triple péril d'un combat à mort sans retraite entre la mer et l'incendie. Il paraît qu'il y a là des douceurs, des délices que les élus connaissent. Les gens de Saint-Malo en prenaient largement leur part. Un jeune homme, Duguay-Trouin, fou de jeu, trouvait pourtant dans l'abordage de bien autres plaisirs.

Ces coups d'audace et d'héroïsme, le grand succès que Jean Bart eut, en brûlant 55 vaisseaux, n'empêchaient pas les grandes flottes des Anglais de dominer la mer. Ils vinrent à leur aise insulter cruellement nos ports en 93 et 94, par les machines infernales qui menacèrent Saint-Malo, détruisirent Dieppe, mutilèrent Dunkerque et le Havre. Ils auraient certainement occupé Brest, si Marlborough ne nous eût avertis de cette expédition. Vauban y accourut à temps et écrasa les assaillants. Chose plus humiliante, Guillaume prit l'ascendant sur terre. Luxembourg était mort; le roi l'avait remplacé par son ami d'enfance, Villeroi, le brillant, *le charmant*, l'irrésistible. Mais tel il ne fut pas sur le champ de bataille. Guillaume, dans cette campagne, trouva son apogée. La fortune, qui si longtemps avait chicané avec lui, vaincue par la persévérance, rendit hommage à la sagesse. Tel fut le secret, l'admirable rapidité de ses opérations, qu'avant qu'on se fût mis en garde, ses forces (anglaises et alliées) convergèrent vers Namur. Boufflers n'eut que le temps de s'y jeter. Ce très bon général y avait avec lui toute une armée, seize mille hommes. La grande armée de Villeroi arrivait. A Versailles, on croyait Guillaume en danger. Mais l'art d'attaquer et de défendre les places désormais régularisé, permit au très habile Cohorn de reprendre Namur. La ville fut prise le 6 juillet, Boufflers renfermé dans le château.

Le 19 juillet, Villeroi avait vu la bonne position de

Guillaume ; il battit en retraite. Et Boufflers, sans espoir, ayant, pour son honneur, repoussé encore un assaut, rendit la citadelle (26 août 1694).

Les Anglais, d'orgueil et de joie, perdirent presque l'esprit. Tout alla au torrent des whigs, et, pour la première fois, il y eut un ministère vraiment parlementaire. Guillaume, sans crainte ni danger, lâcha la presse et la fit libre. Elle était tout entière pour lui. La Banque naissante de Londres reçut de toutes parts des capitaux, pour les prêter largement au roi. L'Europe reconnut son incontestable grandeur. En France il fallut se soumettre à avaler l'amère pilule, *reconnaître Guillaume*, par la paix de Ryswick.

Guerre de la succession d'Espagne. — Charles II, roi d'Espagne, n'avait pas sept ans que les deux maris de ses sœurs, Louis XIV et Léopold, se mettaient à peu près d'accord pour le démembrement de son empire. C'était un malade doux et bon, toujours tremblant la fièvre.

Les tergiversations de Charles II sur le choix d'un successeur étaient bien naturelles. N'ayant pas de postérité, le jeune prince de Bavière, qu'il eût préféré, et qui eût été accepté de l'Europe, mourut. L'Autriche ne pouvait lui donner nul espoir de résurrection. Toujours sauvée par l'étranger (Sobieski Eugène, fils d'Olympe Concini), elle n'en était pas moins sottement insolente. Restaient les Français. Charles II, en pleurant, céda à ce qu'on présentait comme le devoir. Il testa pour un petit-fils de Louis XIV, *qui renoncerait à le couronne de France.* La chose faite il mourut (novembre 1700).

Le testament inattendu de Charles II, tombé tout à coup à Versailles (8 novembre 1700), éveilla toutes les ambitions.

Accepter eût été recommencer la guerre, et contre toute l'Europe. Le roi eut un moment d'honnêteté, de cha-

rité, de vraie religion : il repoussa le démon tentateur qui venait pour perdre son âme, mettre à ses pieds les royaumes de la terre. Il refusa le testament.

Une conspiration universelle s'était formée d'elle-même à la cour pour forcer la volonté du roi. Dans un dernier conseil, tenu chez madame de Maintenon, il n'y eut d'appelé que le chancelier Ponchartrain, M. de Beauvilliers, et Torcy, chargé des affaires étrangères. Torcy reproduisit tous les arguments pour l'acceptation. Ses raisons principales furent celles-ci : Il prétendit que l'on n'avait pas à choisir entre la guerre et la paix, mais *entre la guerre et la guerre*. M. de Beauvilliers parla comme un sage et un saint, en appela au cœur et à la conscience du roi, lui fit scrupule sur l'incroyable barbarie de recommencer la guerre avec cette pauvre France, blême, amaigrie, étique, et qui n'avait plus que les os. Le chancelier, prudent (entre le Dauphin et madame de Maintenon), n'osa se décider, biaisa, s'en rapporta à la sagesse du roi.

En acceptant le testament pour son petit-fils Philippe V, il le viola en cette clause essentielle et sacrée que la France et l'Espagne ne pourraient être réunies. Le Roi dit : « A demain. La nuit porte conseil. »

Les Hollandais tenaient du roi d'Espagne l'autorisation de garder certaines places des Pays-Bas qui les couvraient eux-mêmes. Ils appelaient cela leur *barrière*. Un matin (6 février 1701), le gouverneur du pays, électeur de Bavière, notre ami, nous ouvre ces places ; les Hollandais s'éveillent prisonniers. La Hollande et Guillaume mêmes n'étant pas prêts, ont l'humiliation de reconnaître Philippe V.

Mort de Guillaume. — Avènement de la reine Anne (1702). — Mais Guillaume mourut bientôt. Le premier acte de la reine Anne, qui lui succède, est la déclaration de guerre à la France (4 mai 1702).

Marlborough. — Eugène de Savoie. — Villeroi surpris

dans Crémone (1er **février** 1702). — *La guerre*, c'est le nom propre du vrai roi d'Angleterre, Marlborough, qui va, sous la reine Anne, gouverner et combattre. *La guerre*, le nom d'Eugène, l'épée, l'âme meurtrière de l'Autriche. Deux sinistres figures, mais d'effet redoutable. Il est plaisant de voir ce que Versailles opposait à ces deux exterminateurs. Tous pauvres gens de bien, créatures médiocres de madame de Maintenon. La place du féroce Louvois était tenue par l'agneau Chamillart Marsin, homme du monde fort léger, mais dévot, ami de Fénelon. Tallart, esprit doux, fin, gracieux. La Feuillade et Villeroi. Ces deux derniers étaient précisément les deux hommes qu'Eugène et Marlborough eussent demandés pour adversaires, si on les avait consultés.

La France avait pourtant un très capable général, Catinat, mais il n'avait que des recrues contre les vieux soldats d'Eugène. Son inaction désespérait le roi qui voulait des batailles.

Sur le Rhin, la moitié de l'armée manquait de fusils. En Espagne, M. de Tessé avait de vieux canons qui à chaque instant éclataient et ne tuaient que leurs canonniers. Pour chauffer ce sage et trop lent Catinat, on envoya Villeroi. Du premier coup celui-ci se fit prendre. Il était dans Crémone, si peu, si mal gardé, que, dans une nuit d'hiver (1er février 1702), le prince Eugène eut le temps de pénétrer par un égout et de faire entrer cinq mille hommes. La garnison dormait et dormait aussi Villeroi. Il descend, sort, est prisonnier. Heureux événement. L'armée sans général ne s'en battit que mieux de rue en rue. Elle coupa le pont qui allait amener encore huit mille hommes à Eugène. D'un clocher, avec désespoir, il vit Crémone perdu, et partit assez vite.

La guerre en Italie. — Vendôme. — Philippe V. — On avait envoyé Vendôme pour débloquer Mantoue, pour préparer une belle campagne au petit roi d'Espagne, qui de-

vait y venir, et pour dominer, entraîner notre allié douteux, le Savoyard.

Une intrigue, fort bien menée entre Turin et Versailles, avait dupé le roi, lui avait surpris son aveu pour le mariage d'une sœur de la duchesse de Bourgogne avec le jeune roi d'Espagne. Le plan du Savoyard était qu'on lui offrît un royaume (La Lombardie, la couronue de fer ?) La petite avait treize ans, lui dix-sept. Ces filles d'Amédée savaient tout en naissant. Celle-ci, emportée, se dominant moins que sa sœur, avait au moindre mot un torrent d'éloquence et de passion. Grand fut l'étonnement du jeune homme quand cette intrépide poupée se mit à discourir bride abattue, comme un vieux politique, et fit ses conditions. Le jeune homme plein de respect et de la crainte de son grand-père n'osa rien promettre.

Mariage sans mariage. Vrai désespoir pour le jeune prince honnête, qui, en réalité, n'avait pas d'épouse.

Victor-Amédée crut que l'affaire était perdue, et que la reine enfant serait sans influence. Dès le 5 janvier 1702, il traita avec Eugène, sans se déclarer encore ouvertement, afin de le mieux servir contre nous. On le soupçonna à Versailles. Louis XIV, faisant passer Philippe en Italie, ne permit pas à la petite reine de le suivre.

Le roi avait pour général Vendôme, soixante mille Français, deux mille Espagnols. Il parut ferme et brave.

Si Vendôme eut la chance, avec son jeune roi, de battre les Impériaux dans deux affaires brillantes, il ne put, de toute l'année, déloger Eugène de l'île entourée de rivières qu'on appelait *serraglio* de Mantoue. D'innombrables Français périrent dans ce pays malsain.

Cependant la présence du jeune roi était beaucoup en Italie. C'était son vrai champ de bataille. Victor-Amédée le sentait. Cela le gênait fort. Madame des Ursins, dame d'honneur de la reine, n'avait rien négligé pour rendre sa

[illegible]

[illegible] en offrant
[illegible] qu'en
[illegible] Elle lui
[illegible] des cris
[illegible] descente
[illegible] mille
[illegible] Philippe V dut

[illegible] la
[illegible] pauvre
[illegible] exemple

[illegible] tout
[illegible] la
[illegible] que

[illegible] du
[illegible]
[illegible] reine
[illegible] reine
[illegible] par
[illegible] Marlborough.
[illegible]
[illegible] sans cesse
[illegible]

pu marcher faute de pain. » Cependant lorsque nos misérables recrues, arrachées du village, dans un hiver du Rhin, sans habits, sans souliers, arrivaient en pleine Allemagne, qui les sauvait du désespoir? Un général immuablement gai, qui buvait avec eux quelque peu d'eau-de-vie, et sifflait des airs d'opéra.

Lorsque le paysan du Midi que la milice arrachait à sa mère et lançait au delà des Alpes, résigné à la mort, ayant passé les neiges, trouvait en pleine Lombardie la joyeuse armée de Vendôme; tout était oublié.

Vendôme continuait tellement quellement, sur les champs de bataille, la vie de son château d'Anet, mêlée de jeu, de rire et de rien faire.

Le rusé prince Eugène le surprenait parfois, mais non pas à temps pour le battre. Il avait d'éclatants réveils. D'ailleurs, sous un général si dormeur, chacun veillait pour soi, une force singulière naissait, l'initiative populaire.

La Guerre en Allemagne. — Villars. — Bataille de Friedlingen (octobre 1702). — Vendôme, c'est le zouave de ce temps-là. Villars fut un autre homme.

Sa constitution admirable ne faiblit jamais.

Torrent de vanteries, on l'aurait jugé un comédien de campagne. Mais, sur le terrain, il payait de solides réalités. En jouant le héros, il fut le héros même.

Le roi ne tenait nul compte des distances ni des saisons. Il voulait en 1702 que Catinat, très faible, qui gardait à peine l'Alsace, s'affaiblît, détachât Villars pour s'en aller à cent lieues, devant des armées supérieures, au fond de l'Allemagne, secourir notre faible allié, l'électeur de Bavière. Il voulait que Villars, en octobre, aux premières neiges des montagnes, passât les étroits défilés du val d'Enfer et de la forêt Noire; qu'avec les charrois, l'artillerie, et tout l'embarras d'une armée, il suivît ces sentiers qu'on ne passait guère que l'été, à pied, tout au plus à cheval.

Passer le Rhin, c'était déjà chose audacieuse et difficile, devant un excellent général allemand, le prince de Bade. C'est ce que Villars hasarda en face d'Huningue, sous le feu du fort de Friedlingen. On pouvait parier dix contre un qu'on serait battu. Deux choses animèrent les novices, Villars, et l'arme nouvelle que personne ne maniait comme les Français, la baïonnette, réputée invincible depuis la Marsaille. Nons vainquîmes.

L'armée, sur le champ de bataille, par un grand mouvement populaire, proclama Villars *maréchal*. Le roi n'eut qu'à le confirmer (octobre 1702). Ce fut encore Villars qui nous releva sur le Rhin. Avec une armée délabrée, dont un tiers seulement avait des fusils, il passe le fleuve près d'Huningue, et le descend sur la rive allemande. A peine il y a mis le pied, les pluies cessent, une belle gelée commence et le soleil. Le soldat, plein d'élan, de gaieté, traîne ses canons jusqu'à Kelh, une place de Vauban, qui n'en est pas moins forcée en treize jours (10 mars 1703).

Jonction avec l'électeur de Bavière. — Bataille d'Hochestedt (21 **septembre** 1703). — Au même instant, sur un ordre précis, pour sauver la Bavière, il fallut entreprendre l'immense et périlleuse traversée de la forêt Noire. Une partie de l'armée, restée au Rhin, occupait le prince de Bade. Villars, ayant fait faire de petits chariots pour les chemins étroits, passa en onze jours, du Rhin aux sources du Danube. Enfin, à Willingen, la rencontre se fit : l'Électeur se jeta dans les bras de Villars.

Qu'allait-on faire? Deux partis se présentaient. L'Électeur pouvait profiter de la stupeur de l'Autriche pour percer le Tyrol, pour donner la main à Vendôme, et revenir avec une force double dicter la loi dans Vienne.

L'autre plan, bien plus raisonnable, celui auquel tenait Villars, c'était d'aller tout droit à Vienne. Le moindre résultat aurait été de sauver l'Italie, d'où l'Empereur trem-

blant eût certainement rappelé ses troupes. La mobilité de l'Électeur empêcha tout. Sur un petit échec, ce prince change de projet. Il lui passe l'idée d'aller en Franconie. Puis, il change de nouveau et se lance, bride abattue, dans la grande folie du Tyrol. Tout échoua. Le Tyrol allemand arrêta les Bavarois. Et Vendôme, de l'autre côté, trouvait mêmes obstacles au Tyrol italien, quand la défection de Savoie l'obligea de rentrer bien vite en Lombardie.

Malheur immense pour l'Europe. L'insurrection avait gagné moitié de l'empire autrichien, de la Turquie à la Bohême. L'Empereur, aux abois, en était à acheter des Danois, à employer l'aide désespérée des bandes croates, des brigands serbes.

La France avait deux généraux, Villars, Vendôme, et elle n'en sut que faire. Vendôme, sans direction, laissé à sa paresse, flotta, puis suivit dans la vaine affaire du Tyrol ; la Savoie se déclarant, il eut assez à faire de désarmer ce qu'il avait de Savoyards et d'entrer en Piémont. Villars, abandonné sans secours en Allemagne, ayant en face deux armées, et près même de manquer de poudre, ne se tira d'affaire qu'en gagnant une grande bataille acharnée, meurtrière, sur les troupes de l'Empire à Hochestedt (21 septembre 1703).

Les Camisards. — Villars dans les Cévennes. — Villars rappelé eut pour successeur le très incapable Marsin, et lui-même fut employé, par demi-disgrâce honorable, à pacifier les Cévennes, où les calvinistes, exaspérés des rigueurs de l'intendant Basville étaient en armes depuis 1702. Villars voulait un succès rapide, quelque semblant de paix, rapporter cela à Versailles, retourner plus grand sur le Rhin. Basville s'y prêta. Il sentit les avantages d'une fausse paix pour désorganiser les insurgés, connus sous le nom de camisards.

Ils avaient eu un échec assez grave, mais ils s'en remet-

taient. Leurs redoutables chefs, Roland, Cavalier, Ravanel, étaient tous vivants et en selle. Villars, pour mieux les diviser, s'adressa, non pas à Roland, l'organisateur, le beau, noble, généreux Roland, où l'insurrection eut son idéal, mais au jeune Cavalier, qui n'avait jamais commandé que sept cents hommes. C'était le plus brillant, le plus populaire; sa défection pouvait être contagieuse. Il lui offrit de le faire colonel d'un régiment qu'il formerait de ses camisards. Il fut séduit.

Villars promit aussi ce qu'il ne pouvait pas tenir, *la liberté de conscience*, la délivrance des prisonniers, le retour de l'émigration.

Cavalier, un peu tard, manda tout cela à Roland qui le fit venir, lui fit honte de sa précipitation, et écrivit à Villars qu'il ne traiterait pas sans les garanties de l'édit de Nantes. Il défendit aux chefs d'obéir à Cavalier.

Mais la grande majorité protestante se déclarait pour la paix. Villars avait abattu les gibets, écrit des choses magnifiques sur la tolérance. Ces banalités éloquentes eurent le plus grand effet. Les villes protestantes s'assemblèrent, signifièrent à Roland que, s'il ne se soumettait, elles armeraient contre lui. Donc, pour manifester quelque bonne volonté de paix, il manda encore Cavalier. Celui-ci, homme de Villars, fut en danger dans ce camp fanatique, fortement menacé. Mais je ne sais quel souvenir d'affection, et la magnanimité naturelle à ces sauvages, le protégèrent. Il en sortit vivant.

Roland devait périr. Une tempête dispersa le secours que lui amenait La Bourlie. Les pasteurs hollandais, à qui il se recommanda, lui conseillèrent de se recommander *à Dieu*. C'est tout ce qu'il en tira.

Roland se fit tuer. Il avait trente ans, et reste le grand chef de l'insurrection cévenole. Villars revint glorieux à Versailles, de la paix qu'il n'avait pas faite et du besoin

qu'on eut de lui. Le Languedoc resta écrasé, non pacifié, et il fallut y envoyer Berwick, bâtard de Jacques II, pour assister Basville, un bourreau avec un bourreau.

Ce qu'il y eut de roues et de potences à Montpellier, de bûchers pour brûler ces martyrs, nous ne le dirons point. Mais ceux qui, vers le soir, aux derniers rayons du soleil, suivront la lumineuse allée du Peyrou vers la mer et le ciel, verront encore leurs âmes sur la *via sacra*.

CHAPITRE XXII

REVERS SUR LE RHIN, EN FLANDRE, EN ITALIE. — MORT DU DUC ET DE LA DUCHESSE DE BOURGOGNE. — VICTOIRE DE DENAIN. — PAIX D'UTRECHT ET DE RADSTADT. — MORT DE LOUIS XIV.

Défaite de Blenheim (1704). — Le lendemain du jour où la mort de Roland semble pacifier les Cévennes (16 août 1704), nous éprouvons en Allemagne l'épouvantable revers de Blenheim. De quatre-vingt-dix mille hommes, il en revint cinq mille. Le reste, tué, dispersé et perdu.

Juste punition d'avoir écarté Catinat et Villars, pour donner le grand rôle aux généraux de madame de Maintenon. Le roi n'avait à cœur qu'un général, *son ami* Villeroi, un acteur, un bravache, militaire de théâtre, qui, sous son panache et ses plumes, n'ombrageait aucune cervelle. Sa ridicule affaire de Crémone ne lui nuisit pas. Le Roi, gracieusement lui permit sa revanche, et lui donna l'armée du Nord, le vis-à-vis de Marlborough.

Le moment était le plus grave de toute cette guerre. L'Autriche agonisait. Par une situation unique, Marlborough, dictateur en Angleterre, entraîna encore la Hollande par son ami, le puissant Heinsius, et par la haine envieillie de la France. Il obtint carte blanche pour aller joindre Eugène au fond de l'Allemagne.

Tallard avait l'armée du Rhin. Marsin était en Bavière

près de l'Électeur. Il s'agissait, pour Marlborough, de se jeter entre nos deux armées, d'y faire sa jonction avec les Allemands. Il trompa Villeroi, l'amusa, marcha vers Coblentz, où il eut déjà les renforts de la Prusse et de la Hesse.

Les Anglo-Allemands se trouvèrent avoir 60 000 hommes contre 30,000 qu'avaient Marsin et l'électeur de Bavière. Marlborough, pour forcer celui-ci de changer de parti, le pillait, le brûlait, exerçait contre lui par le fer et le feu une cruelle contrainte par corps.

Il criait au secours. On lui envoie enfin Tallard. Les deux armées françaises réunies, tout était sauvé. Il n'y avait qu'à attendre. Nos ennemis n'ayant qu'un pays dévasté, et ne pouvant faire venir leurs vivres que de loin, eussent été fort embarrassés. Marlborough, venu du Rhin au secours de l'Autriche, avait l'air de ces charlatans qu'on fait venir *in extremis*, et qui n'ont à soigner qu'un mort.

L'Électeur le tira d'affaire. Il était furieux du ravage, furieux d'avoir reculé. Dès qu'il se vit en force, il voulut en tirer une vengeance éclatante, exigea la bataille. Tallard et Marsin obéirent. L'exemple de Villars, déporté aux Cévennes pour indocilité, disait assez à ces généraux courtisans ce qu'ils avaient à faire. Ils prirent précisément le champ d'Hochstedt où, l'année précédente, Villars avait vaincu. Ils se crurent couverts par un méchant ruisseau. Tallard mit son infanterie dans le village de Blenheim. C'est ce que Marlborough attendait pour attaquer d'ensemble avec Eugène. Alors, il passa le ruisseau. Tallard n'était pas à son poste : il y retourne en hâte. Pressé et accablé, il demande secours à Marsin qui ne peut. Il court alors à Blenheim pour en tirer des troupes. Il est pris. Marsin, satisfait d'avoir résisté à Eugène, n'en souhaite pas plus, et emmène l'armée bavaroise. Que deviendra l'infanterie de Tallard, entassée dans Blenheim? Elle est enveloppée de toutes parts. Douze escadrons, vingt-sept bataillons de vieilles

troupes sont livrés à l'ennemi. Les officiers capitulent malgré la fureur des soldats.

Défaites de Ramillies et de Turin (1706). — Un seul mot fait juger du coup qu'avait reçu la France : que put-elle, que fit-elle dans toute l'année suivante 1705? *Rien.*

Rien en Espagne. Les Anglais y avaient pris Gibraltar, qu'ils ont gardé pour eux. Rien sur le Rhin.

Rien de sérieux même en Italie, sauf la brillante affaire de Cassano, où Vendôme, surpris par Eugène, lui tua beaucoup de monde. Dans l'hiver de 1706, le roi fait pourtant effort, prépare un coup. Il donne sa grande armée de Flandre à Villeroi, avec ordre de livrer bataille. Armée de 80000 hommes. Mais on la croit trop faible encore, on lui ordonne d'attendre un énorme renfort que Marsin va lui amener. Villeroi fut jaloux et voulut vaincre seul.

Quatre courriers du roi, envoyés coup sur coup, ne gagnèrent rien sur lui. Il n'y a pas d'exemple d'une désobéissance si obstinée. Il prit juste un terrain connu, fort désavantageux, que Luxembourg avait jadis soigneusement évité. Il s'arrangea si bien que toute sa gauche resta inutile, le nez dans un marais ; son centre faible et vide. Un officier général le lui dit. Villeroi s'emporta, dit qu'il lui manquait de respect. Il est percé à jour, écrasé. Il essaye la retraite. Impossible : une panique immense emporte tout (Ramillies, 21 mai 1706.) Marlborough, d'un seul coup, eut Anvers, Bruxelles, Bruges, les Pays-Bas.

Tout notre espoir était en Italie. La Feuillade allait-il au moins prendre Turin? C'était un Villeroi, plus jeune, de souveraine impertinence. Vauban s'offrit en vain pour le guider dans les travaux du siège, l'étourdi s'en moqua. Il n'avançait à rien, lorsqu'il fut menacé par le duc de Savoie et Eugène. Le jeune duc d'Orléans, qui avait un grand sens et du coup d'œil, dit qu'il ne fallait pas attendre. Mais avec lui était venu au camp un personnage militaire

d'autorité, ce Marsin de Blenheim. Il soutint qu'il ne fallait pas aller attaquer M. de Savoie, mais se défendre contre lui, s'il attaquait. Tout le conseil de guerre qu'on assembla fut pour Marsin.

Nos lignes, peu élevées, mal garnies de soldats, malgré une vive résistance sur quelques points, furent forcées de côté par le duc de Savoie, de front par Eugène. L'indiscipline augmenta le désordre. Marsin ne donnait aucun ordre, la Feuillade en donnait d'absurdes, et contre ceux du duc d'Orléans. Celui-ci fut grièvement blessé, Marsin tué. Eugène et le duc entrèrent à Turin. La Feuillade alors désespère, lève le camp, encloue ses canons, *brûle les poudres*, prend la route de France, abandonne toute l'Italie.

On avait tout porté en Flandre. On n'était pas assez fort sur le Rhin pour empêcher Eugène de le quitter et d'aller joindre encore Marlborough, comme il l'avait fait à Blenheim. Des dissentiments éclatèrent entre Vendôme et le duc de Bourgogne, les deux partis qui divisaient l'armée.

Défaite d'Oudenarde — Perte de Lille (1708). — Dans l'affaire d'Oudenarde, où on se laissa surprendre, Vendôme, avec la droite seule, combattit l'ennemi, et jamais il n'obtint des conseillers du duc que la gauche le secondât. La nuit vint, nous sauva. Vendôme, exaspéré, voulait rester sur le champ de bataille, recommencer le lendemain. On lui dit qu'alors il resterait seul, ce qui lui arracha un cri de fureur. Les amis du prince, voyant la retraite se faire un peu confusément, auraient voulu qu'il prît une chaise de poste, laissât l'armée, sous le prétexte d'aller au-devant d'un renfort. Vendôme l'en empêcha. Il sentit qu'on s'en prendrait à lui, s'il avilissait tout à fait ce jeune prince qui, après tout, était le drapeau de l'armée.

Telle était la situation lorsque Eugène et Marlborough prirent alors le dessein d'aller saisir la porte de la France, sa barrière du Nord, la place de Lille. Pour pénétrer ainsi

en pays ennemi, il fallait tout prendre avec soi ; l'armée d'Eugène, qui arrivait derrière, devait traîner un monde de vivres et de bagages. L'occasion était belle pour l'attaquer à part, isolée et embarrassée. Vendôme le voulait, mais on l'empêcha de bouger.

Par deux fois, Eugène, en personne, put amener ses troupes et ses convois, le matériel immense dont un tel siège avait besoin. Le 12 août, Lille est investi. Par un dévouement admirable, le vieux maréchal de Boufflers, qui était alors près du roi pour contrôler, diriger Chamillart, quitta une position si douce, obtint de se jeter dans Lille. Sa résistance obstinée, héroïque, donna quatre mois à l'armée pour venir au secours. Et elle ne vint pas. Le prince avait près de lui, pour l'autoriser contre Vendôme, un général sérieux, habile, Berwick, qui n'en donna pas moins de funestes conseils.

Le duc de Bourgogne semblait étranger aux choses de la terre. Il avait acheté une lunette anglaise, et s'amusait le soir à observer la lune. Quand la nouvelle vint de la reddition de Lille il jouait au volant et il n'interrompit point la partie.

Négociations. — Le roi reprendra-t-il Lille? En 1709, le grand pensionnaire Heinsius, notre rancuneux ennemi, calcula qu'en faisant semblant de vouloir nous entendre il amuserait en Hollande le parti de la paix, et réellement fortifierait la guerre par l'avilissement du roi.

Sur ce leurre d'Heinsius, on envoya bien vite M. Rouillé de Marbeuf à un très secret rendez-vous, où il trouva deux Hollandais sans instructions, sans pouvoirs, et qui n'avaient rien à lui dire. L'entrevue secrète est publiée partout. Eugène et Marlborough simulent la surprise, une grande colère contre leur compère hollandais. Nulle paix si le roi n'abandonne Philippe V. « *Il l'abandonne*, ne demande pour lui que les Deux Siciles. — Non, ce n'est pas

assez... Il faut *qu'il le renverse* et le chasse lui-même. De plus nous gardons Lille, et nous voulons l'Alsace. »

Voilà ce qu'on avait gagné à cette démarche. Une telle négociation, en mars, avant la campagne, valait déjà la perte d'une bataille. Desmarets avoua qu'il ne pouvait plus rien. L'absence absolue de ressources où l'on était nous fit recourir aux offres suppliantes... Le roi écrivit de sa main à Rouillé de céder sur tout, pour tout, et sans réserve. Dans sa petite maison d'où il gouvernait la Hollande, Heinsius fut bien étonné quand on lui dit qu'un homme était là dans son antichambre, et que cet homme était... la France, en son ministre des affaires étrangères. Autre bataille gagnée à bon marché. Eugène et Marlborough ne montrèrent aucune grandeur. Ils jouèrent comme le chat féroce avec la proie. Ils dirent qu'on pourrait bien donner un royaume à Philippe V pour le dédommager, non la Sicile, mais un royaume en France, fourni par son grand'père, par exemple la Franche-Comté.

Le roi doit, *en deux mois*, chasser son petit-fils, faire sur lui la conquête de l'empire espagnol. Il doit, à l'instant même, détruire, combler Dunkerque. Et, à ce prix sans doute, il obtiendra la paix ?—Non, *une trêve* de deux mois.

Défaite de Malplaquet (1709). — Le roi alors se releva dignement par un appel à la nation. Il pensa que ses peuples refuseraient la paix à des conditions qui blessent la justice et l'honneur.

Les fourbes qui menaient la guerre et qui venaient de refuser les offres illimitées du roi espéraient retrouver l'aventure de Blenheim. Ils avaient 130 000 hommes de vieilles troupes, et Villars 90 000, en partie de recrues. Avec ce surplus énorme de 40 000 hommes, avec des masses de soldats aguerris contre des corps boiteux complétés par des paysans, ils étaient sûrs de tout, et cependant, ils essayèrent de la tromperie. Villars, qui avait entassé

dans Mons ses malades innombrables, couvrait cette ville dans une position assez forte, un croissant dont les pointes étaient gardées de bois. Sa malheureuse armée, retardée par les vivres, avait marché la nuit, et s'était à la hâte fortifiée d'abatis, de petits retranchements.

Les Hollandais hésitaient d'attaquer. Eugène le voulait. Marlborough envoya d'abord des promeneurs qui vinrent causer et regarder. Ces promeneurs furent bien reçus des nôtres. Ils avaient l'air de dire : « Pourquoi se battre? arrangeons-nous. » Villars vit le danger. Mais ces Anglais ne voulaient pas se retirer. Pour en venir à bout, il fit tirer des coups en l'air. Quelques dessinateurs avaient eu le temps de saisir les profils de nos défenses. Ils virent que le centre était faible, et qu'en portant la grande attaque sur la droite, ils forceraient Villars à affaiblir encore le centre pour secourir cette droite. L'impatience des souffrances, la bataille retardée deux jours, ce parlage inutile et ces embrassements de Judas, avaient donné à nos soldats une violente irritation, une sombre et terrible fureur. Les mercenaires de Hollande vinrent faire contre notre gauche l'attaque secondaire pendant que les Anglais faisaient la principale à droite.

On les laissa venir à bout portant, et là les grasses légions, mitraillées, fusillées, lardées, fondirent et disparurent.

Notre droite, moins heureuse devant l'épaisse armée anglaise, avait faibli. Villars, pour la sauver, prit des troupes au centre; il chargeait à leur tête, quand un coup de feu lui brisa le genou. On l'emporta évanoui. Heureusement, le vieux Boufflers, qui était venu généreusement l'aider et qui déjà avait eu ce succès de la gauche, accourt au centre. Eugène jeta là trente mille hommes qu'il avait de trop. Boufflers avec sa cavalerie, qui n'avait pas encore donné, chargea, rechargea je ne sais combien de fois. Tout

restait incertain, lorsque Marlborough vint établir une batterie qui mettait notre cavalerie entre deux feux. Cela décida la retraite. Boufflers la fit lentement avec une moitié de l'armée. L'autre moitié rejoignit bientôt. Les vainqueurs ne profitèrent pas de cette séparation ; ils n'en pouvaient plus. Ils laissèrent *vingt mille* morts sur cet horrible champ de bataille, les Français sept mille. Les alliés purent sonner les cloches, mais les cloches des morts. Même succès sur la frontière. Entrés par trois côtés, Allemands, Autrichiens, Savoyards, se donnaient rendez-vous à Lyon. La partie fut manquée. Les premiers qui parurent, les Allemands, furent jetés dans le Rhin. On s'aperçut qu'il y avait encore une France.

Détresse de la France. — Mort du duc et de la duchesse de Bourgogne (1712). — Il y avait une France, on l'avait vu, senti, mais une France à bout de ressources. Desmarets ne payait qu'en rentes les sommes exigibles. Celui qui attendait cent francs en touchait cinq.

Dans ce Versailles doré, sous les triomphants plafonds de Lebrun, l'Europe voyait un mendiant, pauvre diable en faillite, débiteur insolvable. Aux négociations que le roi ouvrit au printemps, quand il offrit de l'argent pour la guerre qu'on faisait à son petit-fils, les Hollandais se mirent à rire, et demandèrent où seraient les sûretés, quels seraient les banquiers qui répondraient pour un homme tellement ruiné.

De telles risées portent malheur. On trouva partout odieuse la conduite d'Heinsius. Il voulait seulement pouvoir dire au parti de la paix : « Vous le voyez, je négocie. » Il appelait nos négociateurs, et en même temps, par tous les genres d'affronts, il tâchait d'irriter, d'exaspérer.

Eugène avait en poche un plan dressé, signé par lui, du démembrement de la France. C'était là son roman, et il s'y obstinait en furieux. Fort sottement les Hollandais se faisaient ses organes.

Tel était l'état de l'Europe lorsqu'une fièvre pourprée emporta au mois de février 1172 le petit-fils du roi le duc de Bourgogne, et sa charmante femme. La cour fut à la lettre comme assommée du coup. Cette mort compliquait encore la situation en rapprochant de la succession Philippe V. Louis XIV eut la maladresse de traîner, d'hésiter à tirer de lui la renonciation qu'attendait l'Angleterre. Elle retira ses troupes, quinze mille Anglais. Mais les Allemands qu'elle soldait s'obstinèrent à rester, à servir sous Eugène. S'il eût été encore le vrai Eugène, il aurait marché sur Paris. Il devint un vieux tacticien. Pour prendre Landrecies, il étendit ses lignes à dix lieues de distance. Un conseiller du Parlement, qui se promenait, vit le premier un point faible où on pouvait le forcer.

Les conférences venaient de s'ouvrir à Utrecht, et, malgré les reproches, les vaines fureurs de l'Autriche et de la Hollande, l'accord réel de l'Angleterre et de la France rendait la paix probable. Les ministres anglais nous étaient amis plus que nous-mêmes. Ils nous ouvraient une chance admirable, celle de transférer Philippe V en Italie. Il s'obstina à rester roi d'Espagne, et fit un mal immense à son pays. Les whigs, qui régnèrent après Anne, firent roi le duc de Savoie, mais pour qu'il gardât les Alpes contre nous, nous séparât de l'Italie.

Victoire de Denain (24 juillet 1712). — Le 12 juin, la nouvelle arrive d'une trêve conclue entre l'Angleterre et la France. Pour arrhes, le roi donnait Dunkerque. Eugène perdait l'armée britannique, plus de soixante mille hommes. Mais les mercenaires allemands et belges, qui en faisaient les trois quarts, sans s'inquiéter du serment qu'ils avaient fait à la reine Anne, restèrent obstinément. Eugène se trouva avoir encore en tout cent trente mille hommes. Pour prendre Landrecies, petite place, qui, dans le style des vieilles guerres, *couvrait* la Picardie, il divise

son armée en trois armées. Villars, par une feinte heureuse, en se portant vers Landrecies, y attira Eugène, qui s'éloigna de Denain. Villars trompa aussi les siens, qui ne comprenaient rien à ses manœuvres. Ils murmuraient. Tout à coup il se lance sur Denain. Point de fascines pour aider l'escalade. On y monta avec des hommes, sur les vivants et sur les morts. Rien ne tint contre cet élan. Tout fut tué, et de plus ce qu'Eugène envoya au secours. Il était venu au galop, et furieux, mordant ses gants et ses dentelles, il assistait à la déroute (24 juillet 1712). C'était celle de sa fortune, qui ne se releva jamais. Villars, fortifié, emporta toutes les places voisines, tous les magasins de l'ennemi, se trouva riche tout à coup. Soixante drapeaux envoyés à Versailles.

Paix d'Utrecht, de Radstadt (1713). — Il avait servi à la fois les deux pays, en avançant l'œuvre de paix. Ni la reine, ni le roi, n'avaient beaucoup à vivre. Les ambassadeurs d'Anne signifièrent à Utrecht que, si la paix n'était pas signée le 11 avril 1713, ils la signeraient seuls. Donc, le 11, elle fut signée, malgré l'Empereur qui lui-même fut bientôt forcé de signer à Radstadt. L'Angleterre gagne tout. La France ne perd presque rien. Elle croit (bien à tort) avoir acquis l'Espagne. La Hollande reste ruinée. L'Autriche a les Pays-Bas, Milan, Naples, la Sardaigne.

La victoire de Denain! et la paix de l'Europe! deux merveilleuses éclaircies. La misère est la même, l'embarras financier s'accroît. Mais l'âme est riche d'espérance.

En 1714 le roi avait fait un testament qui était déposé au Parlement; ce testament donnait à Orléans (cet homme doux, de tant d'esprit, facile et humain, qui ne peut haïr ni punir, qui pleurait ses ennemis, oubliait ses amis, et laissait tout aller au vent) le titre de Régent. Le pouvoir allait en réalité au duc du Maine, *gardien, tuteur* du Dauphin, et à un conseil de Régence composé uniquement de ses amis.

Maladie du roi. — Visiblement le roi baissait. Le 13 août, il fit l'effort de recevoir debout un prétendu ambassadeur de Perse et de signer avec lui un traité. Cette comédie, dont les ministres avaient flatté sa vanité, l'acheva réellement. Le matin, il avait fallu le porter à la messe, et le soir on le roula au concert qui se faisait chez madame de Maintenon. Il y parut un homme mort. On fit venir les gens d'armes du roi à Versailles, dans l'espoir qu'il pourrait encore en passer la revue, le vendredi 22, avant la Saint-Louis. On voulait commencer de s'assurer des troupes.

Mais il déclinait si vite que la chose devint impossible. Là se posait la question : Qui remplacerait le roi, le représenterait dans cette circonstance solennelle? Qui poserait devant les troupes dans la majesté du commandement? Le fils de son frère, Orléans, si près du trône, était appelé là par la force des choses, par son droit de naissance. Le roi envoya le duc du Maine. Grand coup pour Orléans.

Le duc du Maine et le duc d'Orléans. — Il aurait laissé faire sans Saint-Simon son conseiller. L'âpre seigneur lui fit honte de sa paresse, dit qu'on la croirait lâcheté, qu'on dirait qu'il n'osait se montrer devant le bâtard. Le duc se rendit à la revue. Il resta modestement à la tête de sa compagnie, et salua le Dauphin.

De son coursier royal, dominant, abritant le pâle et fragile orphelin, le duc du Maine apparaissait là comme le tuteur nécessaire; mais à la vue d'Orléans, il pâlit, se troubla, baissa les yeux, ne sut plus où se mettre. Chacun s'émut de voir les rôles intervertis, le faux prince sur le cheval blanc, à la place du roi, le vrai prince avec les soldats, en simple capitaine.

Ce fut comme un coup de lumière qui éclaira la situation.

Le 25, l'état du roi s'étant aggravé, il reçut les sacrements, communia et fut administré de l'extrême-onction. Il ajouta

de sa main quelques lignes au codicille, qui mettaient le couteau dans la gorge à M. le duc d'Orléans, dont il livrait le manche en plein au duc du Maine.

Rien n'était plus contraire à la nature de Louis XIV, qui aimait le noble et le grand. Il fallut, pour qu'il en vînt là, la violence de l'amour paternel, la faiblesse d'un mourant, les craintes dont on l'obsédait. Madame de Maintenon crut tout fini. Tranquille, elle laissa le roi dans ce dernier moment, partit lestement pour Saint-Cyr.

Mort de Louis XIV (1er septembre 1714). — Mais voilà le 29 que le mort ressuscite. Le roi prend du vin d'Alicante et deux petits biscuits. Il demande où est madame de Maintenon. Elle revient de Saint-Cyr. Les appartements se repeuplent. Et d'autant se dépeuplent ceux du Palais-Royal, qui un moment s'étaient remplis. Le mieux, au reste, ne dura pas un jour. Le soir même du 29, on vit que c'en était fait réellement. La mort eut lieu le 1er septembre au matin.

Le duc d'Orléans régent. — Le duc du Maine alla au Parlement en triomphateur. Après la lecture du testament et des codicilles, le duc d'Orléans dit que ces écrits étaient contraires aux assurances que lui avait données le roi, « qu'il ne trouverait rien *dont il ne dût être content.* » Ces assurances avaient été publiques.

Il ajouta : « Il faut que le feu roi n'ait pas compris ce qu'on lui faisait faire (là il regarda le duc du Maine), puisque avec un tel conseil de régence, ma régence à moi serait nulle. La chose touche non seulement mon droit, mais mon honneur. J'espère assez de l'estime de tous ceux qui sont présents pour croire que ma régence sera déclarée libre, entière. »

Au même instant, partit l'acclamation. On ne put même prendre les voix dans la forme ordinaire. Il fut Régent en pleine autorité, pouvant choisir le conseil de régence, qui voterait les affaires politiques.

CHAPITRE XXIII

LOUIS XV. — RÉGENCE DU DUC D'ORLÉANS. — DUBOIS. — LAW, LE SYSTÈME. — CONSPIRATION DE CELLAMARE. — GUERRE AVEC L'ESPAGNE. — MARIAGES ESPAGNOLS. — MORT DE DUBOIS ET DU RÉGENT. — VOLTAIRE. — MONTESQUIEU.

Louis XV (1715-1774). — **Esprit de la Régence.** — L'aimable génie de la France, lumineux, humain, généreux, éclate le lendemain de la mort de Louis XIV dans tous les actes du Régent.

Le principe d'où part son conseil de finances est celui-ci : *Point de banqueroute, mais de fortes réformes économiques, une juste réduction de l'intérêt des rentes.* Les rentiers qui n'acceptent pas la réduction seront remboursés de leurs capitaux (par termes, de six mois en six mois). On rembourse une foule d'offices onéreux pour l'État par un très juste emprunt que l'on demande à ceux qu'on ne supprime pas, et dont les charges seront d'autant plus fructueuses.

Pour la première fois, on proclame les garanties de l'avenir. *Nul impôt désormais qu'en vertu de la loi* (la loi d'alors, les arrêts du conseil). Plus de taxes frappées par simples lettres de ministres. Plus de vivres ou fourrages enlevés pour les troupes. Les agents qui accablent de frais les contribuables restitueront au quadruple. Chose bien

singulière, on promet récompense aux receveurs qui poursuivent le moins, qui font le moins de frais!

Quel changement depuis le dernier roi! et quelle différence profonde d'avec tous les rois antérieurs! Qui règne? moins un homme que le libre esprit et la grâce, le *parti de l'humanité.*

Le Régent avait eu un sacre singulier, un beau baptême que n'eut nul roi du monde, d'être le martyr de la science. Il avait failli périr comme empoisonneur, pour son amour de la chimie. Son premier soin fut d'émanciper l'Académie des sciences. Il ouvrit la Bibliothèque royale au public. Il fonda dans le Louvre une Académie des arts mécaniques. Il donna sans compter, aux savants, aux artistes, aux gens de lettres. Et il donnait bien plus que de l'argent, un ravissant accueil, leur parlant à tous leur langage, leur disant des mots justes, éloquents, pénétrants, qui montraient qu'il était des leurs, des mots émus pour la science, pour eux des paroles d'ami.

Situation de la France. — Tentatives de réformes. — Noailles. — Le grand roi lui laissait un terrible héritage, une situation contradictoire, absurde et sans issue, — trois dangers, dont un seul pouvait être mortel pour la France :

1° La caisse vide, la banqueroute, rien pour payer les troupes, *impossibilité d'armer;*

2° L'Europe irritée, l'Angleterre provoquée, la paix presque rompue, donc *la nécessité d'armer;*

3° Un testament funeste qui, en léguant le pouvoir au bâtard, risquait de le donner réellement au roi d'Espagne, dont le duc du Maine n'eût été que le lieutenant. On croyait à Madrid, on disait à Paris, que Philippe V, seul, sans armée, entrant de sa personne en France, comme oncle, prendrait la tutelle et déposséderait le Régent. De là, pour celui-ci, une situation chancelante, la nécessité déplo-

rable (où l'on vit jadis Henri IV) d'acheter un à un, dans une telle pénurie, les princes et les grands qui vendaient leur fidélité.

Dans l'ordre civil et financier, la grande réforme proposée dès Colbert était la *taille proportionnelle*, la vraie égalité qui doit être inégale, c'est-à-dire peser sur le riche. Mais quel était le riche? Le clergé, la noblesse. Il s'agissait de les mettre à la taille, de les rendre *taillables!* Horrible affront dans les idées du temps. Tel était le but, la portée de cette réforme.

Le Régent et Noailles accueillirent les plans qu'on présenta, en ordonnèrent l'essai. Partout on trouva des obstacles, et dans qui? Dans le peuple aveugle et ignorant, que les privilégiés ameutaient contre tout changement.

Trois mois d'essai montrèrent que toute grande réforme politique était impossible. On dut rentrer dans le fangeux ruisseau de Chamillart et Desmarets, dans les banqueroutes partielles. On avoua le vide, la ruine; on déclara que le dernier roi avait mangé l'avenir même (7 décembre). On fit, comme Desmarets, de la fausse monnaie; du moins, on donna à celle qu'on frappa une valeur fictive. On annonça l'examen solennel, non seulement de ce qu'on appelait les affaires extraordinaires, mais de tous les titres publics. Il y avait lieu d'examiner certainement. Les traitants avaient agi avec le dernier roi comme avec un fils de famille à peu près perdu; ils lui prêtaient à 400 pour 100. Ce n'est pas tout. La comptabilité était si mal tenue, qu'il y avait une infinité de doubles emplois, des titres doubles. Les receveurs généraux, sous prétexte d'avances (exagérées et mal prouvées), ne rendaient plus rien au Trésor, agiotaient avec l'argent des recettes; ils faisaient circuler un nombre infini de billets, et, sous noms supposés, prêtaient au roi son propre argent. Le grand parti de l'argent, dans ces bons sentiments, sournoisement employait son arme or-

dinaire en révolution, n'achetant rien, augmentant la misère, mettant le marchand, l'ouvrier, au désespoir.

Ainsi exaspéré, le plus doux des gouvernements n'eut de ressources que dans les moyens de terreur. Le 12 mars 1716, on établit une chambre de justice contre les traitants usuriers, les comptables agioteurs, les munitionnaires engraissés du jeûne de nos armées, etc. Grand bruit, force menaces. On montre la torture; on parle d'échafaud. On prétend faire payer 200 millions à 4000 personnes. Mais ces sévérités n'étaient pas de ce temps. Nombre de seigneurs charitables, des femmes spirituelles et charmantes, s'intéressent pour les financiers. On entoure le Régent des plus douces obsessions. Ce n'est pas un barbare. Il faiblit; il trouve fort doux que cette justice tourne au profit de ceux qu'il aime. Les traitants sont sucés par ces agréables vampires, sans que l'État y gagne presque rien. Noailles, sa chambre de justice, sont sifflés, désespèrent. En vain, dans sa fureur, il encourage les dénonciateurs, jusqu'aux laquais, qui peuvent sous des noms supposés accuser et trahir leurs maîtres. Il fait plus, il appelle à lui le paysan; il promet aux communes où les traitants ont leur château une part dans les confiscations.

Le grand *visa* des titres, des rentes, etc., avait mieux réussi. Il fut fait rudement, mais avec intelligence, par quatre aventuriers du Dauphiné, les frères Pâris. Ils épargnèrent autant qu'ils purent les militaires et les communes, frappèrent surtout les détenteurs de titres, passés par plusieurs mains, achetés à bas prix. La dette fut réduite à peu près à la moitié, et cette moitié convertie en titres nouveaux qu'on appela *billets d'État*.

Noailles, *in extremis*, déclare que, pour se relever, il faudrait un miracle, quinze ans d'économie, donc, *toute une réforme morale*, un gouvernement ferme, une noblesse désintéressée, plus de luxe, plus de plaisirs. Cette

vieille société, gâtée par cent années de vices monarchiques, la réduire tout à coup à la vie de Caton!

Fatalité terrible de ce siècle. Nul ne peut pour le bien, tous pour le mal. Le tableau désolant que l'on fait de la France à la mort de Louis XIV, on l'a à la mort du Régent, on l'a à la mort de Fleury, à la chute de Choiseul. Ce que Forbonnais dit de 1715, d'Argenson le dira de 1740, et les économistes de 1760, enfin Arthur Young en 1785.

Ces vérités terribles crevaient les yeux des hommes de bon sens. Il était déjà évident que la réforme de Noailles ne ferait rien, que la Régence resterait faible, bavarde, à vouloir le bien, faire le mal. La France, détendue, n'avait plus même sa ressource de 1709, la fièvre, le nerf du désespoir. Elle gisait, inerte, après l'accès. Et qu'adviendrait-il d'elle, si ses démembreurs acharnés, les deux dogues, Marlborough, Eugène, la surprenaient sur le grabat? L'Angleterre n'avait pas à la guerre un intérêt réel, puisque déjà l'Espagne, et la France bientôt, offraient sans guerre tous les avantages qu'elle désirait.

Dubois. — Law. — Il se trouva un homme qui, sans souci d'honneur, d'orgueil, vit nettement l'intérêt des deux nations, le leur fit voir, éclaira les Anglais eux-mêmes. C'était Dubois, un intrigant et qui le fut ici utilement!

Il avait du flair, de la ruse, un pénétrant instinct. Mais, pour mentir à l'aise, il feignait d'hésiter, il avait l'air de chercher sa pensée, bégayait, zézayait. Dans ses lettres, c'est tout le contraire. Il écrit de la langue nouvelle et si agile qu'on peut dire celle de Voltaire. C'est un homme d'affaires vif et pressé, entraînant, endiablé, terrible pour aller à son but; et avec cela amusant, pétillant.

Il avait fait alliance occulte avec un charlatan, puissant parce qu'il était sincère. C'était le brillant Law, Écossais de naissance, mais de génie, d'éloquence irlandaise. Un merveilleux poète en finance, et d'un singulier attrait per-

sonnel, doux, aimable, charmant, né pour gagner tout homme. Son étrange beauté féminine (dont les portraits témoignent) n'aidait pas peu à la fascination. La laideur de Dubois, près de lui, devenait moins laide.

Law et Dubois arrivaient par la force des choses. Pourquoi? c'est que seuls *ils voulaient*. Law croyait, voulait, proposait. Il avait sa foi : le crédit.

Politique pacifique de Dubois. — Dubois était un croyant, à sa manière. Fripon, ambitieux, voué à l'Angleterre, flatteur de Rome, il eut pourtant certainement un idéal qui fit son âpre passion, il poursuivit (par des moyens indignes) un but très beau, très grand : le solide établissement, la fondation de la paix du monde.

Tant qu'elle n'existait pas réellement, ni la France, ni l'Europe ne pouvaient se relever. Pour atteindre ce but, il fit des choses incroyables. Lui, qui n'adorait que l'argent, il en donna! jusqu'à payer des subsides à l'Autriche! jusqu'à payer le czar, pour qu'il fît grâce à la Suède.

Pour terminer l'interminable guerre, il eût fallu surtout désarmer à la fois les deux principaux combattants, l'Autrichien, l'Espagnol. Mais l'Autriche, avec son Eugène, qui vient de gagner sur les Turcs deux grandes batailles, crève alors de force et d'orgueil. Reste l'Espagne. Dubois n'hésite pas. Il paye l'Autriche et noie l'Espagne. Tout finit. Le monde a la paix.

En travaillant contre l'Espagne, Dubois incontestablement eut pour raison suprême l'intérêt de ses maîtres, le solide affermissement du roi d'Angleterre Georges et du Régent, *la fondation définitive des maisons de Hanovre et d'Orléans*. Mais cette politique personnelle était le salut de l'Europe, celui de l'humanité. Supposons l'Espagne à Paris, et Philippe V régent : quelle nuit profonde, affreuse! quelle servitude épouvantable de la presse, de toute société, du clergé même!

L'Espagne, c'était l'ennemi. Elle conspirait contre le monde. Elle portait, avec le Stuart, le prétendant, fils de Jacques II, le drapeau de la barbarie. Les jacobites anglais voulaient solder le roi Charles XII de Suède, et, ce vrai diable aidant, faire sauter l'Angleterre.

Le cardinal Alberoni, premier ministre d'Espagne, avait repris ce plan. Il ne varia pas là-dessus. Il soutint que l'affaire d'Angleterre devait précéder tout, qu'on ne pouvait agir en Italie, en France, qu'à la faveur de ce grand coup de foudre.

La duchesse du Maine. — A son avènement, le Régent avait promis aux princes du sang, à M. le duc de Bourbon, fils de Condé, qu'on ôterait aux faux princes, bâtards adultérins, le droit de succéder au trône que leur avait donné le feu roi. Cela fut exécuté en juillet 1717, et dès lors, la duchesse du Maine, née Condé, et tante de M. le Duc, mais furieuse de voir son mari descendre, implora l'appui de l'Espagne.

Elle avait des amis au Parlement (le président de Mesmes et autres). Elle en avait dans la noblesse, où deux hommes ruinés, Laval et Pompadour, étaient déjà en rapport avec Cellamare, l'ambassadeur d'Espagne. Enfin, elle s'adressa au grand trio jésuite qui avait gouverné à la fin de Louis XIV. L'un des trois, le père Tournemine, lui donna un baron Walef, aventurier liégeois, peu sûr, fort étourdi, qu'elle envoya à Philippe V.

On voulait que ce prince mît le feu aux poudres en écrivant aux Parlements et demandant les États généraux. La lettre, ayant fait son effet, aurait été suivie d'une armée espagnole.

Le Régent savait tout. Dans l'automne de 1717, il fit lui-même avancer des troupes vers les Pyrénées, encouragea les grands d'Espagne qui voulaient chasser l'étranger (Alberoni, la reine), s'emparer du roi, des infants. Seule-

ment il refusait d'autoriser le coup qui seul eût tout tranché, l'assassinat d'Alberoni.

La quadruple alliance. — Le czar était tout Espagnol en ce moment par sa haine de l'Autriche, par son extrême crainte que la France ne prît avec elle des engagements définitifs. Le Régent l'amusait, faisait croire et à l'Espagnol et au Russe qu'il n'était pas décidé à signer. Mais, dès le commencement de juillet, le comte de Stanhope, confident du roi Georges, était arrivé à Paris, et, dans une parfaite intimité, ils avaient réglé la future *quadruple alliance*.

Le vrai sens de ce traité était celui-ci : la France, l'Angleterre et la Hollande commandaient, au besoin *exécutaient* la paix définitive.

L'Autriche, victorieuse des Turcs, bouffie de ses victoires, et qui rêvait toujours et l'Espagne et les Indes, on l'obligeait enfin d'y renoncer, en recevant un joli joyau, la Sicile.

Malgré l'Autriche, on assurait à la reine d'Espagne pour ses enfants, non seulement la succession de Parme, mais celle de Toscane. Clause obstinément repoussée de l'Empereur, à qui les ports de la Toscane semblaient une porte ouverte par où la France rentrerait à volonté en Italie.

L'Autriche refusa longtemps, et même, après avoir signé, elle voulait encore revenir sur ses pas. L'Espagne refusa bien plus obstinément encore. Alberoni, pressé là-dessus par les Anglais, se fâcha, menaça. Il croyait les tenir par l'intérêt commercial, croyait que les ministres et les chefs politiques n'oseraient, par une rupture, compromettre les banquiers, marchands et armateurs de Londres, qui exploitaient l'Amérique espagnole.

Guerre de l'Angleterre avec l'Espagne. — Alberoni. — Défaite de la flotte espagnole (1718). — Quoiqu'il fût hautement désirable pour le Régent que l'Espagne fût coulée à fond, quoiqu'un grand coup frappé par l'Anglais sur

Alberoni dût aussi effrayer, abattre ici ses ennemis, il fit, par son agent, Nancré, avertir cet aveugle au bord du précipice. Il le pria de ne pas se perdre, de ne pas lui donner, à lui Régent, cet avantage décisif et cruel.

Nancré ne trouva à Madrid que des sourds et des insensés. Vainqueur sans combat (3 juillet), le pavillon d'Espagne flotte à Palerme. La conquête paraissait certaine. Cette flotte d'Espagne, tout lui réussissait. Elle avait pris Palerme et elle allait prendre Messine, quand elle se vit suivre de près par l'amiral Byng, par sa flotte, plus forte en canons.

Surpris et séparés, ne pouvant même combattre, les Espagnols, avec toute leur vaillance, furent irrésistiblement poussés à la côte, ou coulés. Un de leurs capitaines irlandais s'enfuit le premier. Plusieurs vaisseaux furent mis en feu. Vingt-trois périrent ou furent pris, avec 700 canons et 5,000 hommes. Byng renvoya les officiers, s'excusant froidement « de ce malentendu, pur accident, survenu par la faute de ceux qui tirèrent les premiers. »

Cruel, déplorable désastre, — mais qui faisait la paix du monde.

Conspiration de Cellamare. — Madame de Maintenon, dans sa pieuse retraite, octogénaire et si près de sa fin, suivait de l'œil les destinées du duc du Maine, son élève, ne désespérait pas de voir renverser le Régent. Elle accueillit avec bonheur la nouvelle des agitations de la Bretagne (24 janvier 1718). Les conjurés de Sceaux comptaient en profiter. M. de Laval, en Bretagne, M. de Pompadour, en Poitou, voulaient créer *une Vendée*. On revenait au plan d'Alberoni, qui méditait, avant tout, de tenter un coup sur Londres, agir en Bretagne, en Poitou. Cela n'était point fou, comme on l'a dit. Alberoni avait encore des vaisseaux pour un coup de main. L'homme d'exécution, dont le nom valait des armées, Charles XII, existait encore. Il ne fut tué qu'en décembre.

La noblesse de Bretagne, remuée par des femmes (absurdes, énergiques et jolies, comme sont volontiers les Basses-Brettes), fermentait et s'armait. Les papiers qu'on trouva sur l'ambassadeur d'Espagne, Cellamare, étaient peu de chose, dit-on. Au fond, on n'en sait rien; car Dubois seul eut ces papiers. Il en ôta ce qu'il voulait. Il ne se souciait pas d'entrer dans un procès sanglant, où ni le Régent ni l'opinion ne l'auraient soutenu. Personne ne savait que Philippe V était un parfait Espagnol; on n'y voyait qu'un prince français. Ses adhérents ne se croyaient point traîtres. Ils ne soupçonnaient pas le gouvernement monstrueux qu'ils auraient donné à la France.

Frapper le duc, la duchesse du Maine, c'était grandir M. le Duc. Bonne raison pour les épargner. On tint quelques mois la princesse emprisonnée. Richelieu, mademoiselle Delaunay et autres, furent quelque temps à la Bastille, mais avec toutes sortes d'agréments, de douceurs.

On ne pouvait punir sérieusement. Et cependant, il y avait vraiment crime et conspiration. Le 8 décembre, les papiers saisis étant arrivés à Paris, on arrêta l'ambassadeur d'Espagne Cellamare. Pas décisif qui impliquait la guerre.

Guerre avec l'Espagne (1719-1720). On pouvait deviner les résultats. Philippe V n'apparut que pour voir tomber l'une après l'autre ses meilleures places, Fontarabie, Saint-Sébastien. Il avait cru gagner l'armée française. Et le contraire eut lieu. Les Basques espagnols demandaient à se faire Français. Cela acheva le pauvre roi.

Notre armée et la flotte anglaise, aux deux rivages, à l'ouest et à l'est, brûlèrent les vaisseaux commencés, les chantiers, les arsenaux. On en blâma fort le régent, comme d'une lâche complaisance pour l'Angleterre. Mais quoi! ces vaisseaux achevés, Alberoni s'en servait contre nous, et les envoyait en Bretagne.

La banque de Law. — Law avait débuté par un bienfait qu'on ne pouvait nier. Il avait créé une Banque qui n'exigeait des actionnaires qu'un quart en argent, acceptant pour le reste nos malheureux *billets d'État*, résidu de la banqueroute, dépréciés dès leur naissance. Dès lors, ils furent moins rebutés. Le crédit public fut un peu relevé. L'industrie, le commerce, reprirent du moins espoir. Cette Banque, par son escompte modéré, supprima l'usure. Celui qui prenait ces billets (valeur fixe, réglée uniquement sur un poids d'argent), n'avait pas à craindre les variations ruineuses que les monnaies subissaient sans cesse.

L'État, comme les particuliers, trouvait ces billets fort commodes. M. de Noailles, quoique ennemi de Law, autorisa les comptables à recevoir les impôts en billets de sa Banque. Tout était libre et sûr dans cette institution. Contre les billets présentés, on vous donnait sur-le-champ des espèces. Et tout était lumière : les actionnaires eux-mêmes gouvernaient la Banque républicainement. De là, modération, sagesse. Ces billets si recherchés, on n'en crée en deux ans que pour cinquante millions.

Les choses allèrent ainsi jusqu'à l'agonie de Noailles L'État alors, dans sa détresse, regarda vers cette Banque brillante et prospère, y chercha un secours.

La *Compagnie d'Occident*, fondée au capital de cent millions, quelles que fussent ses chances de ruine, pour un moment fut le salut pour nous. Elle absorba une masse de ces billets sous lesquels on pliait. Elle permit de supprimer un impôt très lourd, le dixième. Law avait trop de sens et d'expérience pour croire, en pur banquier, que tout est dans ces questions du numéraire et du papier. En véritable économiste, il sut et dit très bien que la vraie richesse d'un État est dans la population et le travail, dans l'homme et la nature. Chez ce rare financier, le génie semble éclairé par le cœur. Les hommes sont pour

lui des chiffres et non pas des zéros. Ses projets ne respirent que l'amour de l'humanité. Il répète souvent que tout doit se faire en vue définitive des travailleurs, des producteurs, « qu'un ouvrier à vingt sous par jour est plus précieux à l'État qu'un capital en terre de vingt-cinq mille livres, » etc.

Le système. — Idées de Law. — Révolution financière et territoriale. — Sans lui prêter, comme on a fait, les idées trop systématiques d'aujourd'hui, révolutionnaires ou socialistes, il est certain que par la force des choses, le *Système*, comme on appelait cette opération, créait une république. Cet établissement intimement lié à celui de la grande Compagnie, y trouve un appui mutuel. Les profits de change et d'escompte, les profits du commerce, ceux de l'exploitation du Nouveau Monde, voilà ce qui doit relever l'État.

Le 4 décembre 1718 avait eu lieu, dans la nuit, la révolution financière, la Banque déclarée *royale*. Autrement dit, le *roi banquier*.

Coup subit, tenu fort secret. Le Régent n'appela que le duc de Bourbon, Law et le duc d'Antin. D'Argenson, le garde des sceaux, qui, ayant les finances, eût dû être appelé le premier, ne sut rien qu'au dernier moment. Rival de Law avec les Duverney, il croyait bien être chassé, et fut trop heureux de garder les sceaux.

Le Roi, représenté par le Régent, rachetait les actions de la Banque, reprenait le métier de Law (qui n'était plus que son commis). Louis XV recevait des dépôts, faisait l'escompte, tenait la caisse. Mais on pouvait se rassurer : elle serait, cette caisse, bien gardée, vérifiée sévèrement, strictement fermée de trois clefs différentes (celles du Directeur, de l'Inspecteur, du Trésorier). On n'émettrait de nouvelles actions que sur un arrêt du conseil. Seul ordonnateur, le Régent. Le trésorier, finalement,

placé sous les yeux vigilants et du conseil et de la chambre des comptes.

Dans la hausse rapide, impétueuse, qui se fit, Law fut emporté dans les airs comme un ballon sans lest, ou l'homme qu'une trombe eût pris en plaine, soulevé, pour l'asseoir à la pointe de la flèche de Strasbourg.

Il avait stupéfié, plus que vaincu, ses ennemis. Ils n'étaient pas moins là, campés autour de lui, pour le ruiner, le démolir. Armée serrée, compacte. Avec les Duverney, les meneurs de la baisse, marchaient toute la maltôte, les fermiers généraux, leur cent mille *gabeleux*, rats de cave, huissiers et recors. A ce corps régulier, ajoutez les troupes légères, les associés, intéressés, les accapareurs, fournisseurs, leurs agents, employés, mangeurs, rongeurs de toute espèce.

Law n'était pas myope. Il voyait, pour comble d'effroi, sous ses pieds mêmes et sous sa base unique, je veux dire auprès du Régent, Stairs, l'ambassadeur d'Angleterre, qui montrait le poing, et son compère Dubois, qui minait et sapait.

Contre cet affreux dogue, Stairs et ses dents, Law ne se rassurait que par un bouledogue qui valait l'autre pour la férocité. Derrière les princes, arrivait la file infinie de la *mendicité d'épée*, les grands seigneurs qui daignaient protéger Law en tendant la main, les nobles et quasi-nobles, un monde de pauvres menaçants.

Voilà les deux abîmes que Law vit béants à ses pieds. A droite, le précipice où la maltôte et les Anglais voulaient le faire tomber. A gauche, ce gouffre de noblesse.

Ruiné par le Système, il écrivait en 1724 : « On a mis sur la scène l'exemple du désintéressement dans le personnage d'Ésope. Ses ennemis l'accusèrent d'avoir des trésors dans un coffre qu'il visitait souvent. Ils n'y trouvèrent que l'habit qu'il portait avant d'être ministre. Moi, je suis sorti nu ; je n'ai pas sauvé mon habit. »

Cela est beau, pourtant ne suffit pas. Sortir nu, ce n'est pas assez. L'essentiel est de sortir net. Ésope retrouva mieux que l'habit : l'*honneur*. Law a-t-il retrouvé le sien? Il est mort sans parler, a abandonné sa mémoire. Il nous reste une énigme. Pourquoi? Il n'eût pu se laver que par le déshonneur des autres, et de ceux qui restaient puissants.

En Law fut, si je ne me trompe, bien moins l'invention que la concentration des idées capitales du temps. Quelles sont ces idées? J'y distingue ce que j'appellerai le *plan* et l'*arrière-plan*, une révolution financière, une révolution territoriale.

Le *plan*, c'était : 1° L'extinction de la maltôte, la destruction de l'épouvantable machine qui triturait la France. Peu, très peu d'employés. Quarante mille préposés de moins. Plus de pachas de la finance, plus de fermiers généraux, plus de receveurs à gros profits, qui faisaient des affaires avec l'argent des caisses. Trente petits directeurs (à 6 000 francs) remplaçaient tout cela.

2° L'extinction de la dette, la libération de l'État. Law se substituait aux créanciers en prêtant 1 500 millions à 3 pour 100, remboursait le créancier en espèces ou en actions. On était sûr qu'il préférerait ces actions en hausse, qui, revendues au bout d'un mois, donnaient un bénéfice énorme.

Ce que j'appelle l'*arrière-plan*, c'était non seulement l'égalité de l'impôt territorial, mais une vente des terres du clergé. A peine contrôleur général, il fit examiner au conseil un projet pour *forcer le clergé de vendre tout ce qu'il avait acquis depuis cent vingt ans.*

Le 27 août, fort inopinément, par un simple arrêt du conseil, la révolution s'accomplit; la Compagnie des Indes prend les fermes à ses adversaires, et se charge de lever l'impôt. Toute rente sur l'État est supprimée; la Compagnie

remboursera la dette en émettant des actions rentières à 3 pour 100 que recevront les créanciers de l'État.

L'anti-Système périt; Duverney est vaincu. Le Système est vainqueur, ce semble. La masse des rentiers voit brusquement fermés les bureaux des payeurs, avec quelle inquiétude!

Ni Law ni le Régent n'avaient rien à gagner à cela, qu'une immense malédiction, la ruine du présent et la honte dans tout l'avenir.

Il avait obtenu de grands résultats, et allait en obtenir d'autres. Son beau projet d'égalité d'impôt n'était nullement abandonné. Celui d'obliger le clergé à vendre une partie de ses biens ne pouvait que plaire au Régent. La Compagnie des Indes montrait une activité inouïe. En mars 1719 elle n'avait que seize vaisseaux, et elle en eut trente en décembre; elle en acheta douze en mars 1720. En juin, son bilan révéla qu'elle possédait ou avait en construction (vrai prodige!) trois cents navires. Elle fondait, à la fois, ici le port de Lorient, là-bas la Nouvelle-Orléans. Quelle gloire pour le Système! et comment laisser tout cela! Il avait, à partir d'octobre, réalisé d'un coup les vues de Boisguilbert, devancé Turgot, Necker. Les vieilles barrières des douanes intérieures entre les provinces tombèrent par enchantement, les cent tyrannies ridicules qui tenaient le royaume à l'état de démembrement permanent. La libre circulation du blé, des denrées commença. On ne vit plus le grain pourrir captif dans telle province, tandis qu'il y avait famine dans la province d'à côté. Les hommes aussi librement circulèrent. Le travailleur put travailler partout, sans se soucier des entraves municipales. Un *maître* menuisier de Paris fut *maître* aussi, s'il le voulait, à Lyon. Ainsi le pauvre corps de la France étouffée eut pour la première fois les deux choses sans lesquelles il n'y a point de vie : *circulation,*

respiration. On le vit sur-le-champ. Il fallut ouvrir de tous côtés des routes immenses. Admirable spectacle!

Law avait eu un moment la pensée de quitter tout, d'aller à Rome.

Comment eût-il pu quitter, fuir sa création commencée, par faiblesse et lâcheté! C'eût été le dernier des hommes, le plus méprisé des siens mêmes. Par tous les moyens, dons, pensions, achats, etc., Law s'assure des protecteurs. C'est comme une sorte de ligue, de confédération, qui se fait entre les seigneurs pour lui, pour le Système. Le grand distributeur est le Régent, *la machine à donner*, « le grand robinet des finances, » ouvert, et qui laisse aller tout.

Law, avait promis de ne pas augmenter le nombre des billets de banque, mais il ne pouvait faire face aux besoins qu'en en fabriquant de nouveaux (de février en mai, près de quatorze cents millions !). Dès le 28 janvier, il leur donna un cours forcé, obligea de les recevoir comme monnaie. En même temps, la monnaie métallique était persécutée et par les variations qu'on lui faisait subir, et par le rappel qu'on fit des anciennes monnaies décriées. On en fit des recherches, des poursuites, des confiscations chez les particuliers et dans les couvents même. Tout ce qu'on essayait d'exporter était confisqué.

Les riches du Système, M. le Duc, le prince de Conti, etc., gorgés par lui, en devinrent les plus cruels ennemis, ardents apôtres de la baisse, outrageux insulteurs de Law et du papier. Bien plus, le 22 février (1720) Conti arrive avec trois fourgons dans la cour de la Banque, il vient réaliser en espèces ses actions, emporter l'or que ses légitimes possesseurs apportent avec tant de regret (une loi du 27 février avait fait défense d'avoir chez soi plus de cinq cents francs). Conti en plein jour, devant une foule ébahie emporte quatorze millions. M. le Duc le 2 mars fond à son

tour sur la Banque, lui protecteur de Law et le chef de la hausse. Il donne le signal de la baisse, en exigeant qu'on lui change sur l'heure, en or, ses vingt-cinq millions de papier. Dans leurs orgies, ne pouvant brûler l'homme, ils brûlaient des billets, pour bien convaincre le public que ce n'étaient que des chiffons.

C'est le moment où Blount, imitateur et concurrent de Law, à Londres, a présenté son plan aux Chambres. Heureuse chance pour lui. Il leur montre Paris en baisse, la ruine imminente de Law. L'enthousiasme des Communes, l'approbation des Lords accueillent le bill présenté, qu'on votera le 3 avril.

Chute de Law (1720). — Dès lors toute la spéculation s'embarque, passe le détroit. L'action de Blount monte, en mai, de 130 à 300 ! En août, jusqu'à 1 000 ! A lui maintenant le tréteau. Il crie plus fort que Law. Law promettait 40 ; Blount promet 50 pour 100 !

La baisse fait des proportions effrayantes. Dès deux ou trois heures de nuit la foule des pauvres se presse aux portes de la Banque, attendant leur payement, leur pain. Dès le 2 juin il y a eut des personnes étouffées. Le 5 on enfonçait les portes si la troupe n'eût chargé. Devant ces scènes affreuses, cette espèce de siège que soutenait la Banque, Law regarda sa femme comme veuve, et pour elle obtint du Régent, non faveur, mais restitution, le titre d'une rente exactement proportionné au capital qu'il avait apporté en France, « rente qui ne pourrait être saisie pour aucune cause » (5 avril 1727). Ainsi, nul bénéfice, nul avantage stipulé. Pour cet immense effort de cinq années, il ne réclamait rien. Cependant les Pâris, ses violents ennemis, étaient revenus de l'exil. Leur faction fit supprimer la Banque (10 octobre). Ils avaient obtenu le 30 une défense générale de sortir du royaume sans passe-port, annonce claire des mesures violentes dont on frapperait les

enrichis, des spoliations, des procès, d'un *visa* nouveau et peut-être d'une nouvelle Chambre de justice. Qui le premier y eût été traîné? Law sans nul doute. Et qu'eût-il dit? Eût-il pu se défendre sans accuser les princes, et les profusions du Régent, et les brigandages de M. le Duc? Celui-ci réfléchit, arrangea le départ de Law. Dans une belle voiture de promenade à six chevaux, il monta avec le chancelier de la maison d'Orléans.

Hors de Paris attendait une autre voiture, du duc de Bourbon, une rapide voiture de voyage pour le mener à la plus proche frontière. Un fils de d'Argenson, intendant sur cette frontière du Nord, l'arrêta à Maubeuge, demanda à Paris ce qu'il fallait en faire. Réponse : « Le laisser passer, mais lui retenir sa cassette, » une cassette des bijoux de sa femme, dernières ressources du proscrit.

Le visa. — Les seigneurs qui avaient établi leurs fortunes, qui gardaient les mains pleines n'étaient pas sans inquiétudes. Le violent Pâris Duverney organisa au Louvre une vaste inquisition financière qui devait examiner et viser tout titre, tout papier (actions, billets, quittances, etc.), distinguer les bons des mauvais. On frappa coup sur coup, on annula tout papier non visé. On confisqua toute acquisition non avouée. En moins de rien on jugea la fortune d'un million d'hommes.

Ce fut en bas, sur les grandes masses, sur la partie active de la population (un *million de familles*) que tomba lourdement d'aplomb l'écrasement du visa. Ils avaient reçu en payement de mille manières, des papiers de toutes sortes, spécialement des papiers-monnaie qui avaient cours forcé. — Au visa tout fondit. Ils se trouvèrent n'avoir presque rien dans les mains. Et ce rien, ils ne pourront le toucher. L'État ne leur en fera que la rente à un taux misérable ; rente si peu sûre que nul ne voudrait acheter.

Les mariages espagnols. — Caractère de Louis XV (19 août 1723). — Dans cette détresse, deux morts gouvernaient le royaume, pour mieux dire, faisaient semblant. Le Régent et Dubois, vieux fripon toujours entre deux crises, pourraient à chaque instant passer demain. Dubois, avec les apparences d'une activité furieuse, reste inaccessible et s'enferme. Pour les choses pressées nul moyen d'arriver à lui, il ne fait presque rien. Combien moins le Régent dans sa torpeur apoplectique!

Après sa mort, un burin véridique (de la belle galerie de Restout) donne la triste réalité. Là il fait peine. Il est fort sombre, fort lourdement bouffi, avec de gros yeux injectés, saillants et pleins de sang, qui vous disent : « Je mourrai bientôt. »

Avec tous ses vices il n'était pas méchant, et même à cette époque où il était tombé si bas, tellement matérialisé et incapable de tout bien, il n'eût pas goûté un plaisir cruel. En cela il ne fut nullement du temps qui finit la Régence, temps âprement corrompu et cruel qui appartient déjà à l'époque de M. le Duc. Il aurait voulu être aimé. Il l'espéra deux fois, dans la réforme de Noailles et dans l'utopie du Système. Deux fois il retomba. Il adorait ses filles, voulait pour elles des mariages royaux.

Il n'y avait rien à faire en Angleterre. Les mariages étaient en Espagne. De là de grands ménagements pour cette cour. De là, servitude pour Rome, servitude aux jésuites. On fait la révérence à la bulle *Unigenitus*. On l'inflige au Parlement même (nov. 1720). Cascade inouïe de bêtises.

Pour Dubois et le Régent, si dépendants de l'Angleterre, la grosse question est de savoir comment elle prendra les mariages espagnols qui vont relier les Bourbons. Dubois l'endort, fait faire à Londres notre traité avec l'Espagne. Tout pour elle : 1° seule elle aura l'*assiento*, la vente des nègres; 2° elle aura la porte de la fraude avec le Nouveau

Monde. L'Espagne, ainsi livrée à la brutalité anglaise, l'Espagne, vendue par Dubois, va être aparemment l'implacable ennemie de la France? Qu'espérer désormais de cette cour aigrie, ulcérée?

Ce fut tout le contraire. Étonnante lâcheté. Battue, elle devint bonne et douce, jeta tout sur Alberoni. Le roi, la reine, le chargèrent à l'envi, s'excusant bassement comme des écoliers.

Ce qui irrita beaucoup plus Alberoni que ces sottises, c'est qu'ils lui reprochaient leurs fautes, comme l'obstination de la reine aheurtée à son Italie, à sa Sicile, où elle noya la marine espagnole, contre l'avis d'Alberoni, qui subordonnait tout à la grande affaire d'Angleterre.

La cour d'Espagne dont il savait les secrets eût bien voulu le retenir; elle n'osa arrêter un cardinal. D'autre part, elle frémissait de le voir passer en France. Avant qu'Alberoni eût atteint la frontière, une bande (selon lui envoyée de Madrid) lui barra le chemin pour le tuer. Mais il avait du monde, il fut brave, chassa ces coquins.

Cette cour, désolée d'apprendre qu'il n'était pas tué, demandait qu'il lui fût livré. Le Régent refusa. Autant en fit la république de Gênes. En Suisse, à Lugano, nouvelle tentative d'enlèvement ou d'assassinat. Les rois ont les bras longs. Il se le tint pour dit. Pendant plusieurs années, sous la protection de l'Empereur, il se tint si caché qu'on ne put plus le découvrir.

J'ai dit tout le danger d'une reine espagnole pour la France. Mais l'Espagne ne devait pas moins craindre les deux princesses françaises.

La future reine d'Espagne, laissée à la servilité ignoble des nourrices, n'ayant ni tenue, ni décence, va étonner dans ce pays si grave, sera presque un objet d'horreur. Dubois brusqua l'affaire avec la reine. L'Italienne, élevée dans un grenier de Parme, et qui se sentait toujours un

peu de sa condition, quand on lui offrit à la fois ces choses énormes, de faire reine de France son bébé de quatre ans, et son petit Carlos un grand prince italien (roi d'Italie peut-être), elle ne se sentit aucune force de résistance.

Vanité et sottise. L'Escurial et le Palais-Royal mariés! quoi de plus fou! Un moyen sûr que l'Espagne et la France se haïssent solidement, c'était de les montrer de si près l'une à l'autre.

L'infante avait été reçue ici avec une pompe, des solennités incroyables. Partout des arcs de triomphe. Une dépense excessive, insensée, dans notre épuisement. On y mit des millions. On écrasa Paris.

Notre Française n'eut pas cet aimable accueil à Madrid. Elle était haïe avant de venir. Elle trouva la reine entourée de tous les ennemis de son père. Louis XV avait onze ans. Il n'était pas né gai, n'aimait personne. Quand on lui dit qu'il allait avoir une petite femme, il se mit à pleurer craignant d'être dérangé dans son ménage d'enfant.

Il était et resta sec et dur, muet. Le fond en lui était l'insensibilité, l'ennui, le *rien*. Il passait son temps à faire de la tapisserie, à s'entourer des jouets de l'enfance. Et cela à trente ans. Son gouverneur, le vieux fat Villeroi, le travaillait tout à l'envers de sa nature. Son précepteur Fleury, vieux prêtre complaisant, n'essaya pas de l'instruire. Nulle idée morale.

Sa nature à onze ans eut une occasion de se montrer, Le 31 juillet 1721, il tomba très malade. Quand on le sut sauvé la joie populaire fut immense, touchante et ridicule. A la Saint-Louis, une foule énorme se porta aux Tuileries pour voir le roi. Tout cela mal reçu. Il en fut excédé. A grand'peine il se laissa traîner au balcon. Il se cachait, se tenait de côté. Son irritation précoce éclata ailleurs dans un acte, un caprice cruel et sauvage. Il élevait une biche blanche qui ne mangeait que dans sa

main. Il la fait mettre à distance, la tire, la blesse. La pauvre bête revient à lui et le caresse. Il l'éloigne encore et la tue (Barbier, avril, t. CCXII.).

M. le Duc. — Mort de Dubois. — Le duc de Bourbon paraît à l'horizon; il avance comme une sinistre comète, on va regretter le régent, que dis-je? regretter Dubois même. Celui-ci, avec tout son esprit, ses rires, ses airs d'audace, était au fond un plat petit coquin, craignant tout, n'osant disputer rien. Il lâcha tout au clergé, aux nobles, à la finance, il retourna aux misérables expédients de Louis XIV! la double usure. — Dubois eût dû chercher appui dans un fort conseil de régence. Il fit le contraire, il brisa pour une question de préséance. Il exigea le pas pour les cardinaux.

M. le Duc, qui a la surintendance de l'éducation royale, compte bien l'avaler à la majorité. Dubois et le régent trouvèrent utile de mettre le roi à Versailles, et de briser, s'il le fallait, son gouverneur Villeroi. — Le 15 juin eut lieu le changement de résidence. Le roi était seul au premier avec Villeroi; au-dessous, au rez-de-chaussée, le régent plein d'égards délicats d'une paternité mêlée de respect pour le jeune roi. L'Angleterre intervint. Elle donna au régent le pouvoir et la résolution. On lui fit constituer un premier ministre qui concentrât tous les pouvoirs (23 août 1722). Dubois eut ses patentes avec l'assentiment de toute l'Europe. Cela rejetait loin M. le Duc. Il devait attendre deux ans l'héritage de Dubois. Mais comme surintendant de l'éducation royale; il vint prendre position sur le champ du combat.

Mort du cardinal Dubois. — Dubois avait sous la main deux hommes à lui infiniment utiles, que M. le Duc le força de sacrifier. Gens de vigueur et de peu de scrupules, de main, d'épée, très bons en politique et meilleurs en police. C'étaient Leblanc, secrétaire d'État de la guerre, et son jeune ami Bellisle, petit-fils de Fouquet. M. le Duc les

accuse d'avoir tripoté sur les fonds publics. En vain Leblanc, Bellisle, sont trouvés innocents (1er juillet). M. le Duc poursuit, il menace. Il les fait exiler.

Dubois ayant décidément perdu son épée de chevet, son jeune ministre de la guerre, fut forcé d'être jeune. Il résolut de monter à cheval, de se faire connaître des troupes, à la revue de la Saint-Louis, de se donner auprès de la maison militaire le mérite des libéralités et des régals d'usage, de bien montrer celui dont tout avancement dépendait.

La revue le tua. Un abcès qu'il avait creva. Il aggrava le mal en le cachant. Il allait au conseil. Il faisait dire aux ambassadeurs qu'il irait à Paris. Une opération devint nécessaire et la mort la suivit de près (10 août 1723).

Mort du régent (2 décembre). — Tout retombe au Régent, et dans un état pitoyable, il tournait dans un cercle fatal, de l'impossible à l'impossible. Ceux qui lui succédèrent, pour le rendre odieux, ont soutenu qu'il eût rappelé Law, qu'il pensait au papier-monnaie. Mais de cela aucune preuve. Ce qui est certain, c'est qu'il fit revenir de l'exil le duc de Noailles, le vit, le consulta.

Sa meilleure chance, c'était de laisser tout, d'échapper par la mort. Son médecin, Chirac, lui disait sans détour qu'il mourrait d'une hydropisie de poitrine, ou serait brusquement enlevé par l'apoplexie. Il opta pour l'apoplexie, regardant une mort si prompte comme une faveur de la nature, ne faisant rien pour l'éviter et l'appelant en quelque sorte. Le 2 décembre au soir, il était en train de boire ses drogues. Tout à coup il glisse, il se raidit, il meurt.

La Henriade. — L'avortement de la Régence ne doit pas nous faire perdre de vue les élans d'une vie qui malgré les rechutes ne peut plus s'arrêter. La belle, très belle révolution qu'il faut surtout noter, c'est l'*humanisation*, l'adoucissement singulier des opinions, le progrès de la tolérance. Naguère encore, Bossuet et Fénelon,

madame de Sévigné, admiraient la proscription des protestants. Le meilleur prince du temps, un saint, le duc de Bourgogne, excusait la Saint-Barthélemy. Douze ans après, elle fait horreur à tout le monde. *La Henriade*, un poème peu poétique, n'en réussit pas moins, parce qu'elle la flétrit, la maudit. Voltaire, à ce moment, le vaillant étourdi, va prendre un héros protestant. Il va chercher au fond de l'histoire un Henri IV, alors si profondément oublié, qui restait mal noté, un ennemi de l'Espagne qu'à ce moment la France épouse. Ce Henri, il l'expose, comme héros de clémence, d'humanité, d'un cœur facile et tendre, bref, comme *l'homme*. Ce seul mot dit tout. La merveille, c'est que le poème pâlira et tombera avec le temps et justement ; Henri IV restera. Voltaire réellement l'a refait. C'est l'idéal nouveau et accepté du siècle. D'autant baisse Louis XIV, ce funeste idéal (enflure et sécheresse), qui jusque-là remplit la tête vide des rois de l'Europe.

Les Lettres persanes. — Né en 1689, affublé à 25 ans d'une perruque de conseiller, Montesquieu le fut à 27 d'un bonnet de président à mortier. Son esprit vaste, vif et doux, sous ce poids qui le contenait, n'en fut pas accablé, mais s'étendit en dessous de tous côtés.

Montesquieu resta là de 1714 à 1726, cloué par la nécessité héréditaire, la volonté des siens, par la timidité, par la convenance. Il n'osait s'arracher de cette robe, sa fatalité de famille. Qui peut douter qu'il n'en ait souffert cruellement, souffert de ce qu'il voyait, signait, faisait, souffert de son silence, et taciturnement amassé un merveilleux fonds de haine pour ce passé atroce, ce droit maudit et son principe impie.

Il faut être bien étourdi et bien léger soi-même pour trouver son livre léger. A chaque instant il est terrible. Les satires de Voltaire sont si débonnaires à côté ! La différence

est grande. Voltaire est libre par le monde. Montesquieu est un prisonnier.

C'est un coup de théâtre de voir comme après ces cinq ou six premières lettres de femmes, maître de son lecteur, il l'emporte, d'une aile prodigieuse, sur un pic d'où l'on voit toute la terre. Les sociétés humaines ont leur nécessité : *le Juste*. Elles vivent de lui, et sans lui elles meurent. La brève histoire des Troglodytes, où la forme un peu maniérée ne fait nul tort au fond, donne, avec cette loi de Justice, ce qui en est l'usage : *le gouvernement libre, républicain*, de soi par soi.

On a chassé le pauvre Saint-Pierre pour ses petites hardiesses. Mais on n'ose toucher celui-ci. Il dit la mort prochaine de la religion catholique. Il dit que la république est le gouvernement de la vertu. Il dit que le roi et le pape, grands magiciens, ont le talent de faire que le papier soit de l'argent, que le pain ne soit pas du pain, etc. Le haut credo surnaturel a pour lui la valeur des actions de Law après le visa.

Le régent rit, et tout le monde. Et qui sait? les évêques eux-mêmes, tous les Pères de l'Église, Dubois, Tencin, etc. La France entière rit, et l'Europe.

CHAPITRE XXIV

LE DUC DE BOURBON. — MINISTÈRE DE FLEURY. — GUERRE DE LA SUCCESSION DE POLOGNE. — TRAITÉ DE VIENNE. — FRÉDÉRIC II. — BATAILLE DE DETTINGEN. — LE ROI MALADE A METZ. — BATAILLE DE FONTENOY. — L'ENCYCLOPÉDIE.

Le duc de Bourbon premier ministre (1723-1726). — M. le Duc fait premier ministre n'eut qu'un pouvoir borné. Il croyait former le conseil. Mais le conseil, en trois personnes, n'en fut qu'une réellement : Fleury. Avec le petit Roi, Fleury fort aisément subordonnait M. le Duc, qui, seul de son côté, n'avait qu'à obéir. Fleury gardait les grâces, le meilleur du pouvoir, travaillait seul d'abord avec le roi.....

Mais quel était Fleury? et par quel ensorcellement un homme de soixante-dix ans tenait-il à ce point un enfant de quatorze? quels étaient donc les charmes du vieux prêtre? son talisman mystérieux?

« Heureux les doux! car ils posséderont la Terre. » Saint Matthieu prédisait Fleury. Il était doux. Et tout lui fut donné. Il était patient, souriant. Au fond très peu de chose, un agréable *rien*.

C'était un fort bel homme, fort grand, d'un peu moins de six pieds, d'une mine douceâtre. Il était du Midi, mais sans vivacité, au contraire lent et paresseux, et surtout (comme sont volontiers ces hommes longs) souple, pliant. Né à Lo-

dève (1653), fils d'un receveur des tailles, il était pourtant gentilhomme. Ayant des frères, il dut alléger sa famille, fut fait d'Église. A quoi il n'avait pas grande vocation. Il fit chez les jésuites d'assez bonnes études, en surface et légères, resta un aimable ignorant.

En 1714, il se donna aux jésuites. Mais ils ne l'acceptèrent qu'en exigeant un gage, une très pesante garantie. C'est que de leur main il prendrait un confesseur, un guide, un témoin de sa vie, qui aurait l'œil à tous ses actes.

Finances. — Duverney. — Le régent avait tout laissé dans un état terrible, désespéré. Celui que M. le Duc employa pour débrouiller ce chaos, Duverney, le vainqueur de Law, le chiffreur obstiné, le maître de Barême, le rude chirurgien de l'opération du visa, n'était pas un homme ordinaire. Avec ses trois frères, les Pâris, il remplit tout un siècle de son activité. Montagnard, soldat, fournisseur, il eut toute sa vie l'air d'un grand paysan, sauvage et militaire. La Pompadour l'appelait : « Mon grand nigaud. » Au fond il aimait les affaires pour les affaires bien plus que pour l'argent. Il mania des milliards et laissa une fortune médiocre. Nul souci des honneurs. Il ne prit d'autres titres que celui de secrétaire des commandements de M. le Duc.

L'idée fixe de Duverney avait été la comptabilité, la lumière dans les chiffres. En 1724, au grand effroi de la maltôte, il commença l'œuvre colossale de réunir et publier les ordonnances de finances (fermes, gabelles, monnaies, domaines, charges, rentes, colonies) en 20 vol. in-folio. L'antre de Cacus en frémit, et les écuries d'Augias se troublent horriblement. Quelle stupeur quand Duverney supprima la noblesse de ville, l'oligarchie municipale qu'avait créée Louis XIV ! Il soumit à l'impôt quatre mille petits rois de clochers. Ils avaient acheté presque pour rien une mine d'or. Il supprima les dons du roi sur les

forêts de l'État. Plus de permission de couper les futaies.

Il se trouva avoir ainsi irrité toute classe. Il périssait et il devait périr également par le mal, par le bien. Les brutalités tyranniques qu'on avait supportées des autres (de mauvaises mesures sur les monnaies, sur l'intérêt), de lui parurent insupportables.

Une étrange défense d'étendre la ville de Paris, au moment même où la peste, qui régnait alors, exigeait que le trop plein des rues étroites se portât vers les faubourgs ; une ordonnance draconienne sur le petit vol domestique parurent (avec raison) ridicules et barbares, et blessèrent le bon sens public. Duverney fut honni, maudit pour sa sévérité. On fit un triomphe aux voleurs.

Marie Leczinska. — Espagne. — Chute de M. le Duc. — En 1723, quand le roi parut au sacre, oint de la Sainte-Ampoule et sous la couronne de Charlemagne, l'effet fut grand et vraiment populaire. Exalté au jubé au milieu des fanfares, il parut le petit Joas, comme échappé des morts, et l'on pleura abondamment.

On est saisi en voyant à la fois cet attendrissement universel, auquel l'Europe participait elle-même, — et d'autre part le terrible abandon où restait cet enfant, objet d'un espoir infini.

Il avait une vie étouffée et malsaine entre quatre camarades qui représentaient quatre intrigues : d'Épernon, Gesvres, La Trémouille, Maurepas.

Bon gré mal gré, M. le Duc, soutenu par sa favorite Madame de Prie, associée de Duverney, décida qu'il fallait le marier. L'infante était l'obstacle. Une maladie courte et grave qu'il eut (février 1725) trancha tout. M. le Duc, effrayé, jura de renvoyer l'infante, et de le marier sur-le-champ. Fleury bouda, mais seul. Villars et tout le monde étaient de cet avis.

La cour d'Espagne, dans l'aveugle fureur où la jeta le

renvoi de l'infante (avril 1725), brûlait de se venger de la France, de frapper l'Angleterre et changer la face de l'Europe. Un intrigant Hispano-Hollandais, Riperda, nouvel Alberoni, conseiller du roi et de la reine s'en chargeait. Il soldait l'Empereur, vieil ennemi nécessiteux, donnait sa fille à Don Carlos, lançait sur la France son invincible prince Eugène, pendant que la flotte espagnole, aidée des vaisseaux russes, serrait, effrayait l'Angleterre qui ne pouvait manquer de rendre Gibraltar. Mais voilà que l'Empereur, qui veut pour sa fille un fils de Lorraine, la refuse à Don Carlos, se brouille avec l'Espagne et finit ce beau roman.

En brisant l'œuvre des jésuites, le mariage espagnol, on les ménageait cependant. On prit une reine de leur choix. Rohan, évêque de Strasbourg, avait sous la main en Alsace la famille du roi sans royaume, Stanislas, retiré chez nous. On fit valoir sa fille, fille dévote d'un père si dévot que, par plaisir, dit-on, il faisait ses dévotions en robe, en bonnet de jésuite. Cela n'attira pas, ce semble, les célestes bénédictions. Sur la route, la pauvre princesse reçut un déluge de pluie comme on n'en vit jamais. Misère, malédiction, famine. Rien de plus triste. Un funèbre convoi. Mariage sans mariage. On en accusait Fleury. Un grand coup fut tenté contre lui (décembre). M. le Duc, un jour avec la reine, retint le Roi. Fleury attendit plusieurs heures, écrivit, partit pour Issy. Le Roi se désespère, va pleurer dans sa garde-robe.

Si lâches étaient les amis de Fleury, la petite bande des Maurepas, que pas un ne se hasarda d'aller parler pour lui. Mortemart, qui pour ses affaires en avait grand besoin, seul osa dire au roi : « Sire, vous êtes le maître. J'irai, si vous voulez, dire à M. le Duc qu'il vous rende votre précepteur. »

M. le Duc atterré obéit. Aman ramena Mardochée. Celui-ci doucement put achever la perte de son ennemi. Le dé-

sarmant d'abord en lui enlevant ses deux dogues Duverney et Madame de Prie. Puis, le roi timidement en caressant M. le Duc se sauve à Rambouillet chez d'Épernon, mais décochant derrière lui le trait mortel, un mot qui met le Duc à Chantilly (10 juin 1725). Il s'était rendu odieux en remettant en vigueur pendant six ans le code de la dragonade qui sur un mot du curé déclarait *relaps* tout nouveau converti; — *il pourrait être mis à mort*, tous ses biens vendus, ses enfants ruinés. Nombre de familles s'enfuirent comme à la révocation de l'édit de Nantes.

Ministère de Fleury. — La succession de Pologne (1733). — M. le Duc tombé, un cardinal règne avec moins d'obstacles que Richelieu et Mazarin. Point de fronde. Un peuple las, courbé, aspirant au repos.

Auguste II, roi de Pologne, meurt. Villars, contre Fleury, soutient que Stanislas n'a pas abdiqué, qu'il est roi. Fleury, traîné, forcé, ne peut plus résister au courant. Il croit sage de complaire, de lâcher la main. Le Roi, fort de Villars, de la jeune noblesse, de tout Versailles enfin, le 17 mars, (chose inouïe), parla, et devant les ambassadeurs! Il dit que la Pologne avait droit de choisir, « et que lui, roi de France, il soutiendrait l'élection. »

Élection aidée de présents d'amitié. Fleury, en gémissant, se laisse tirer un million. L'Assemblée vote bien, très honorablement (mai), *qu'elle ne choisira pour roi qu'un Polonais*, ce qui exclut l'électeur de Saxe, fils du mort, l'Allemand, le candidat des Russes. Fleury, non sans regret, s'arrache de nouveau trois millions. Cependant l'Empereur dès le 21 mars avait impudemment parlé avec mépris du droit d'élection. On avait répondu d'ici avec hauteur.

Vers août et septembre Fleury fut au plus bas, et au plus haut le parti de la guerre dont la France attendait son émancipation. Bellisle, petit-fils de Fouquet, et Villars, furent

l'organe principal du parti de la guerre, l'emportèrent. Tout le conseil fut entraîné et jusqu'au duc d'Orléans, personnage dévot et demi-janséniste, qui en avait horreur, et qui convint pourtant qu'engagés à ce point, on ne pouvait plus reculer.

Alliance avec l'Espagne et le Piémont. — Cela donna courage au garde des sceaux Chauvelin, qui, sous forme modeste, affectant de ne faire que suivre l'élan général, agit très fortement. Il prépara, signa le 26 septembre le traité de Turin avec l'Espagne et le Piémont pour chasser d'Italie l'Autriche, donner à l'Espagne les Deux-Siciles, la Toscane, Parme et Plaisance. En retour elle nous fournirait l'argent, payerait les subsides.

Fleury et les Walpole n'avaient pu empêcher la guerre. Il s'agissait pour eux de l'entraver, de la faire avorter, d'en limiter les résultats.

Guerre contre l'Autriche et la Russie. — Stanislas part le 20, à travers mille dangers arrive à Varsovie (5 septembre 33). Il est l'élu national d'un peuple qui veut vivre encore. Soixante mille seigneurs, gentilshommes, votent pour lui. Brillante cavalerie, mais dispersée, qui craint pour ses foyers. Aucune armée organisée. Le traître Auguste a désarmé d'avance. Cependant l'Allemand n'est pas entré encore, et l'on n'aura affaire qu'aux Russes. Dix mille Français, si on les avait eus, eussent fourni un noyau suffisant. Stanislas y comptait. Retiré à Dantzig, il attendait la flotte de Brest, qu'il avait laissée sous un homme sûr, déterminé, de parole, Duguay-Trouin. Il ignorait la comédie qui se jouait de Walpole à Fleury. Le premier, devant Brest, avait quelques vaisseaux anglais qui allaient et venaient. Cela fournissait à Fleury cette ignoble et menteuse excuse : « Nous n'osons pas sortir. Horace dit : « *Ce serait* « *une atteinte aux libertés commerciales que les traités* « *assurent à la navigation de la Baltique.* » Horace s'y

oppose... Demandez à Horace.... » Voilà l'hiver, les glaces. La Baltique est fermée.

La ville de Dantzig s'obstinait noblement à défendre son roi légalement élu. Elle bravait les Russes qui arrivaient.

Sur le Rhin, on avait trouvé moyen de ne rien faire non plus. Nous avions cent mille hommes; l'Autriche, par le dernier effort, n'en eut que soixante mille. Villars et les Bellisle voulaient que l'on perçât dans l'Allemagne, qu'on lançât la Bavière, qu'on mît en liberté tant de haines muettes. Fleury disait : « Sans doute, si nous avions l'Empire pour nous, nous entrerions. — L'Empire sera pour vous, répondait Villars, le jour que vous serez dedans. »

Mais Fleury, en traînant, gagne le 12 octobre, la saison pluvieuse. On passe alors le Rhin. Pourquoi? pour rien du tout. On revient. *Car il pleut.*

C'est-à-dire que l'Autriche peut se tourner vers l'Italie.

Là même, autre déception.

Villars eut un moment d'espoir, voyant, en février, l'armée des Espagnols qui enfin arrivait. Il y court. Mais déjà ils lui tournaient le dos, s'en allaient au Midi. Ils ont leurs ordres, ne veulent pas comprendre que leurs conquêtes du Midi ne seront rien, si on laisse l'Autriche armer derrière, se relever. Villars leur montre au Nord le gros nuage noir qui se forme au Tyrol. Rien de plus ferme que les fous. La Farnèse et Philippe défendent expressément qu'on agisse d'ensemble. Il faut qu'on coure à Naples. Plan stupide qui fut couronné du succès. Comment? Par un miracle qu'on ne devait pas attendre, par la valeur imprévue, étonnante, de nos soldats novices. Partout nos petits soldats ont une solidité d'airain. Les Autrichiens, qui ont des corps merveilleux pour l'attaque, la charge hongroise aveugle, la rage en manteau rouge des Croates altérés de sang, avec cet enfer militaire qui trouble l'imagination, n'émurent en rien les nôtres. Ils reçurent à merveille tous les généraux

ennemis qui venaient un à un se faire tuer en menant ces charges. Peu de prisonniers des deux parts. Aux batailles furieuses de Parme, de Guastalla, il fut constaté que la France, sans avoir jamais vu la guerre, était toujours la France de Malplaquet et de Denain.

Affaire de Dantzig. — Mort de Plélo (1734). — Au Nord, la vaillance inouïe de cette jeune France de la paix (24 mai 1734) avait éclaté, et non moins l'éclatante lâcheté de son gouvernement. Il ne s'agissait plus du trône de Pologne, mais de la vie de Stanislas, enfermé dans Dantzig par l'armée russe, et que cette cité défendait. Cent mille hommes, Russes et Allemands, occupaient la Pologne. Trente mille serraient Dantzig. Elle était soutenue par sa foi à la France. Lui-même, Stanislas croyait très fermement que le père de la reine de France ne pouvait être abandonné. Les glaces empêchaient seules, disait-on, le secours. Elles fondent, on ne voit rien encore. Le 10 mai (joie immense !), on distingue quelques vaisseaux. Ils sont liés par leurs ordres précis. Ils descendent des hommes, mais, voyant tant de Russes, ils les rembarquent laissant Dantzig dans le désespoir.

Un Français, un Breton, Plélo, était notre ministre à Copenhague. Homme d'esprit, connu par des vers agréables, membre de l'Entre-Sol (le club de l'abbé de Saint-Pierre), il était de ces rêveurs qui anticipaient l'avenir, qui avaient au cœur la patrie. Il rougit pour la France en voyant cette reculade. Il eut un sentiment aussi de pitié, de chevalerie, pour la pauvre reine de France. Les chefs s'excusant en disant qu'ils n'avaient pu mieux faire, que la chose était impossible : « Eh bien ! dit Plélo, suivez-moi. Vous verrez comment on s'y prend. » Il fait comme il le dit. Quelques Français le suivent. Avec ces amateurs et quinze cents soldats seulement, il attaque les trente mille Russes à couvert dans leurs lignes. Il les forçait, s'il n'eût été tué.

Traité de Vienne (1735). — Notre amie l'Angleterre, sérieusement inquiète, se met alors devant l'Autriche, et décidément la protège. Elle se porte médiatrice (février 1735), et propose impartialement un plan tout autrichien.

Chauvelin, à l'idée d'éterniser l'Autriche, fut accablé, désespéré. Mais, loin de l'écouter, Fleury envoie à Vienne un homme à lui. Que veut-il, l'innocent? Signer, sans les Anglais, seul à seul avec l'Empereur, tout ce qu'ont dicté les Anglais. Cela se fit ainsi. Le Piémont n'avait que deux provinces milanaises : Tortone et Novarre. L'Autriche eut Parme et Plaisance, la Toscane que le traité de Turin donnait à l'un des infants d'Espagne.

Fleury était un homme modeste et sans ambition. Que la France n'eût rien, qu'on logeât Stanislas seulement dans le duché de Bar, cela lui allait à merveille. Chauvelin s'indigna, travailla (par la reine, par tous), et il exigea pour la France, pour tant d'argent, de sang, qu'elle avait sacrifié. Il obligea Fleury d'exiger la Lorraine, dont l'héritier passerait en Toscane. Très importante acquisition, indispensable aux communications de Champagne, d'Alsace. Excellente barrière d'un si vaillant pays, si profondément militaire.

Dans cette paix malsaine qu'avaient rétablie les ministres anglais, les Walpole, une chose devait les contrister; c'est ce qui avait apparu si fortement en 1733 : *La France était par elle-même.*

La presse aussi a pris l'élan, ne retournera plus à l'état étouffé, muet, de 1728. Des livres forts éclatent de moment en moment.

Voltaire. — Lettres anglaises. — Chauvelin. — L'histoire a commencé, — narrative dans le *Charles XII* (1731), — réfléchie, politique dans la *Grandeur et décadence des Romains* (1734). Ébauche magistrale, qui, par ce temps de petitesses, montrant dans sa hauteur la colossale

antiquité, fait rougir le présent. — Autre effet, et plus vif, quand les *Lettres anglaises* opposent à nos misères la grandeur britannique, l'empire que l'Angleterre a pris dans les affaires humaines.

Dans ce livre, Voltaire, trop favorable à l'Angleterre, n'en établit pas moins une grande vérité qu'avaient dite les *Lettres persanes* : « Le protestantisme a vaincu; en tous les sens, il a pris l'ascendant. » Il tolère et fait vivre en paix toute la variété des sectes. Il a donné l'essor au gouvernement libre, à l'activité énergique qui fait trembler les mers. — Grands efforts. Et le peuple n'en est pas écrasé. Ce peuple, si différent du nôtre, est vêtu, est nourri. Il est fier, il raisonne. Il a jugé ses rois.

Pour lancer un tel livre en 1733, Voltaire attendait, espérait la chute de Fleury. Il ne le lâcha qu'en anglais et à Londres (août-septembre). Il retenait encore l'édition française à Rouen sous la clef. Mais ce terrible livre, comme un esprit qui rit des portes et des serrures, s'envola de lui-même. En France, en Hollande et partout, il circula, pour l'effroi de Voltaire qui, dans ces circonstances toutes nouvelles, eût voulu le garder encore.

La situation générale empire en 1737. Toute liberté perd espérance avec l'homme de ruse et d'audace qui avait cru succéder à Fleury. Chauvelin est chassé (février), chassé pour toujours.

Il laissait des regrets à la cour, dans l'armée, au Parlement, partout. Il avait un parti ou deux partis plutôt : celui du bien public, et celui de la guerre. Et ce dernier si fort, qu'il fallut l'occuper, en donnant aux Génois un secours pour réduire la Corse, armée contre eux sous un aventurier qui se proclamait roi de l'île.

Avènement de Frédéric II en Prusse (1740). — Cette année 1740 est grande. En mai, Frédéric devient roi. En octobre, meurt l'Empereur. Son héritage est dis-

puté par cinq prétendants. La guerre arrive, et le héros.

Le voici donc, le grand acteur du temps. Il reviendra de moment en moment, et nous le peindrons par ses actes. Il suffira de dire ici que personne ne l'avait prévu, qu'on ne supposait pas qu'un artiste, musicien, poète, qui, longtemps prisonnier et longtemps solitaire, n'aimait que les arts de la paix, qui déjà à trente ans avait l'embonpoint d'un autre âge, déployât tout à coup l'activité du militaire, qu'instruit par ses succès, instruit par ses revers, il serait peu à peu le plus grand général du siècle. Étonnant caractère qui, parmi ses défauts, ses fautes, n'en donna pas moins à son temps la plus haute leçon : *le triomphe de la volonté.*

Le piquant, dans sa destinée, c'est qu'en réalité l'Autriche, par ses persécutions cruelles et ses intrigues, fit ce grand ennemi qui faillit la détruire. Son mauvais génie à Berlin avait été, vingt ans durant, le rusé Seckendorff, ambassadeur d'Autriche, chargé spécialement d'étouffer son enfance et de l'empêcher de régner. Vienne en lui redoutait un prince absolument français, élève de nos réfugiés. On irritait son père, un brutal Allemand, contre *ce Français, ce marquis*. Il faillit lui couper la tête, fit mourir ses amis, l'accabla, l'écrasa, le força d'épouser une parente de l'Autriche. Il ne fut épargné que quand il parut méprisable, enfermé dans l'étude des arts, qu'on croit futiles ; s'il faut le dire enfin, avili par les dons de l'Autriche même.

Déjà gras et fiévreux, seul aux marais du Rhin, dans cette pitoyable situation (qui l'eût cru ?), il amassait une force, il entassait en lui un trésor d'énergie, de volonté puissante. L'heure sonne. Il apparaît d'airain.

Ce scribe, cet ami de Voltaire, faiseur de petits vers, et bon joueur de flûte (c'était sa grande prétention), mène tout droit l'armée à la bataille... Il a peur, mais la gagne. Dès lors il est très brave, froid et lucide au feu. C'est le grand Frédéric.

On fut bien étonné. Mais il n'avait rien fait de téméraire, au contraire, une chose très sage autant que hardie, prudente et fondée en raison. La Silésie qu'il prit d'abord aux Autrichiens, était anti-Autrichienne de race et de croyance. La France était pour Frédéric. Il savait que Louis XV, peu ami de la guerre, en ce moment y était entraîné par ses favorites et sa famille même.

Les difficultés étaient moins en Allemagne qu'à Versailles. Dans ces plans si hardis où le Roi se laissait traîner, une chose lui plaisait, il est vrai, celle de donner l'Empire au Bavarois, vieux client de Louis XIV, de suivre cette idée de son aïeul, de faire un Empereur (catholique autant que l'Autrichien). Mais une chose ne lui plaisait pas : c'était d'agrandir le roi de Prusse, chef naturel des protestants. Fleury en gémissait. Et le roi aussi au dedans.

Le succès exigeait deux choses : agir dès mars, — et marcher droit à Vienne. — Une troisième était demandée par Frédéric : que Bellisle agît seul avec lui, et dirigeât tout.

Bellisle n'avait point commandé (pas plus que Frédéric), mais chacun à le voir, à l'entendre, sentait le génie. Frédéric le croyait le seul homme de France (avec Chauvelin et Voltaire). Le 13 février, on le fait maréchal, commandant de l'armée future. Pourquoi ? Mars passé, rien encore. Avril, rien. Et déjà en avril, Frédéric a gagné sa première victoire (de Molwitr), un brillant appel à la France, ce semble. Que fait-elle ? Il attend.

Ce retard coûta la vie à cent mille hommes (pour commencer, le désastre de Prague). Il en coûta la guerre indéfiniment prolongée, où la France s'épuisa, s'usa.

Coalition contre l'Autriche (1741). — Contraste étrange! A ce moment de mai où le Roi nous inflige à perpétuité l'homme de la paix et de l'Autriche, lui Louis XV est dans

l'Empire proclamé le roi de la guerre, le roi des rois. C'est l'Agamemnon de l'Europe. La Bavière, la Saxe et le Rhin, la Pologne, l'Espagne et le Piémont, et le victorieux roi de Prusse, tous traitent avec la France, veulent suivre la France au combat (18 mai-5 juillet 1741).

Bellisle apporta à Versailles cette couronne (on peut dire) du monde. Il arrivait lui-même avec le succès singulier d'être le favori, l'ami personnel de trois rois : l'Empereur bavarois, le roi de Pologne, le roi de Prusse. Et, avec tout cela, à peine il arrache d'ici une promesse de 25000 hommes ! Si tard et en juillet ! on agira trop tard. Excellent répit pour l'Autriche.

Madame de Nesle, favorite du roi, qui le dirigeait, était le grand scandale, le parti des impies, de l'alliance protestante, l'ennemie de l'Autriche, du parti des honnêtes gens. *Si la main de Dieu* la frappait, c'était un grand coup pour sauver la catholique Autriche, la touchante Marie-Thérèse, « que les anges devaient défendre, » selon la prophétie de Fleury. Dieu, en de tels moments, ne refuse pas un miracle. Madame de Nesle n'était pas née pour vivre. Mal conformée, elle eut de plus une fièvre miliaire qui pouvait l'emporter. Elle avait près du roi des rivales. Il en fut avec elle, selon les vraisemblances, comme pour le petit Don Carlos, le fils de Philippe II, malade, et qui peut-être serait mort de lui-même; mais on ne laissa rien au hasard : on aida.

Cette mort est du 9 septembre. Le 13, l'Autriche fut sauvée.

Marie-Thérèse s'était enfuie de Vienne. Nous étions bien près, à huit lieues. L'ordre vient de Versailles de n'aller pas plus loin, et de tourner vers Prague, c'est-à-dire de ne pas toucher au cœur de l'empire Autrichien. Quel est donc l'ennemi véritable? La Prusse, dans l'intime pensée de Versailles, et Frédéric II se le tint pour dit.

Marie-Thérèse put le 13 septembre jouer à Pesth sa belle et pathétique comédie. Enceinte, un enfant dans les bras, elle pria les Hongrois pour elle, pour sa sûreté. Ces barbares héroïques oublient tous les massacres et les perfidies de l'Autriche. Ils tirent le sabre, ils crient : « Mourons pour notre roi Marie-Thérèse ! » Et en effet, ressuscitant l'Autriche, ils ont fait mourir la Hongrie.

Le Dauphin, qui avait alors douze ans, fut le centre, le noyau fort et dur autour duquel la famille royale, et le clergé, l'intrigue espagnole-autrichienne, tous les éléments rétrogrades se groupèrent peu à peu. Tous les membres de la famille royale, Espagnols de cœur, voulaient le Milanais pour l'infant et l'infante. Mais secondairement tous pour Marie-Thérèse. — Tous rêvant l'avenir de l'hymen autrichien, visant pour une infante d'Espagne le petit Joseph II.

Funestes mariages, d'abord de Joseph II, plus tard de Marie-Antoinette ! Un million d'hommes ont péri pour cela.

Bourbon, *Autriche*, *Espagne*, trinité sainte. Union ardemment désirée du clergé. Le sang du *Très-chrétien* et du roi *Catholique* ne peut mieux s'allier qu'à l'*Apostolique* Autrichien.

La guerre n'est qu'extérieure. On reste ami, parent. Le cœur est pour Marie-Thérèse. La *bonne* Autriche, *l'honnête* Autriche, ce sont des mots adoptés dans l'Europe. Sur la justice de cette guerre, l'opinion de Versailles et Madrid est tout à celle de Vienne. Le vieux Fleury, en entravant la guerre, sert directement la pensée de toute la famille royale. Elle pleure aux victoires de la Prusse. Elle pleure aux succès de la France. Dès ce jour est organisée, contre nous, contre la patrie, *la conspiration de famille.*

Cette conspiration n'est devenue bien claire que plus tard, à mesure que grandit le Dauphin. Mais déjà elle existe, elle agit sourdement, saisit le roi d'autant plus sû-

rement qu'elle ne veut et n'insinue guère que ce qu'il eût voulu lui-même. De fond et de nature, d'éducation, de précédents, il était (sauf des échappées) homme du clergé et du passé, bon Espagnol et bon Autrichien. En septembre 1741, Fleury, disons plutôt Versailles (et la famille, les Noailles, Maurepas, etc.), parut se proposer deux choses : Sauver l'Autriche et blesser Frédéric.

1° *On n'alla pas à Vienne*, comme il voulait. Et on amusa le public en portant jusqu'au ciel un brillant coup de main, Prague, emportée par escalade. Maurice de Saxe, le bâtard, la commanda, Chevert l'exécuta. Et la gloire en fut à Maurice (18 novembre 1741).

2° Fleury accorda au roi Georges, oncle et ennemi de Frédéric, *la neutralité du Hanovre* (octobre 1741). Georges est mis ainsi à son aise. On ne peut l'attaquer. Et lui il peut donner des subsides à Marie-Thérèse, lui payer des Danois, des Anglais et, chose impudente, douze mille de ces Hanovriens que l'on vient de déclarer neutres. Frédéric, serré de très près, non soutenu par les Saxons, abandonné de nous, et seul, gagna la bataille de Chotusitz. Vainqueur, il écrivit à Broglie qu'il était quitte envers la France (mai). Broglie, sourd aux conseils de Bellisle, se fit battre et s'enfuit dans Prague.

Marie-Thérèse qui, avant la bataille, ne savait pas si elle ferait grâce au roi de Prusse, dégonfla, devint souple. Le traité était imminent. Belliste accourt chez Frédéric et s'emporte dans son désespoir. Frédéric froidement tire de sa poche les lettres que Fleury a écrites en Autriche, offrant de laisser là la Prusse, de faire rendre la Silésie si l'empereur a la Bohême.

Il a accusé Chauvelin alors, aujourd'hui il dénonce Bellisle (2 juillet 1742). Marie-Thérèse imprime tout cela pour l'amusement de l'Europe. Versailles est démasqué, honni. Le roi de Prusse s'arrange avec l'Autriche et l'Angleterre

(28 juillet). Hollande et Danemark, Pologne et Saxe y accèdent bientôt, et six mois plus tard la Sardaigne nous laisse aussi et traite. Seule restera la France. L'autre année Louis XV parut le général du monde (août 1741). En août 1742 il n'a plus d'allié que l'inutile Espagne et le Bavarois ruiné.

La situation était grande, terrible. Les nôtres, abandonnés, n'ayant ni Prussiens, ni Saxons, sont enfermés dans Prague. Rien n'y vient plus. Dès août la disette commence. Les bandes innombrables de Marie-Thérèse, ses cavaliers barbares, guêpes féroces, voltigent tout autour et coupent toute communication. L'impératrice dit : « Je les tiens. » Fleury prie, et elle s'en moque. Elle veut qu'ils sortent désarmés, prisonniers. Bellisle, très généreusement, pour réparer les fautes de Broglie, s'enferme dans Prague avec lui. Il répond à Marie-Thérèse par des sorties terribles. Dans l'une, nos Français vont droit aux batteries autrichiennes, les enclouent, avec grand carnage, enlèvent le général Mouti. Insigne gloire, mais qui ne nourrit pas. On tue, on mange les chevaux.

Avec la faim, le froid bientôt sévit. On put voir (là comme en Crimée) à quel point ces extrémités, loin d'abattre l'âme française, la tentent au contraire et l'exaltent. La poudre leur manquait. Ils faisaient des sorties, des charges à l'arme blanche, et parfois en triomphe rapportaient un morceau de bois. Dans leur gaieté, leur bonté généreuse, ils partageaient leurs rations réduites avec de pauvres spectres de femmes indigentes qui trouvaient auprès d'eux plus de pitié qu'auprès des leurs.

Marie-Thérèse usait son armée devant Prague. Elle voulait à tout prix sa vengeance. Les supplications sottes de Versailles avaient ajouté à son orgueil bouffi. Ne sachant plus que faire, nos ministres écrivent qu'il faut revenir.

Mais comment revenir?... Plus de routes. Tous les ponts

détruits. Des montagnes à passer. Très hautes, car elles versent des rivières opposées, au nord et au midi, à la Baltique, à la mer Noire. A ces hauteurs, le froid est redoutable. C'est peut-être ce qu'on calcula. Couler Bellisle à fond, c'était la pensée de Versailles. S'il meurt là, c'est fini, c'est l'audace insensée. S'il passe en laissant derrière lui une armée gelée et détruite, ce sera mieux. Car il vivra condamné, flétri et maudit.

Mais enfin voici l'ordre. Il faut partir. C'est la nuit du 16 décembre (1742). Bellisle dit à Chevert : « Garde tous les malades. Tu ne te rendras pas. — Certes, non, général. » Il en était bien sûr. Il se fût fait sauter.

Bellisle. — Retraite de Prague (1752). — Maintenant le voilà, l'homme de l'entreprise, ce Bellisle, qui emmène la nuit ses quatorze mille hommes, les seuls qui marchent encore, affaiblis, amaigris. C'était la miniature du retour de Moscou. Bellisle n'en fût jamais sorti s'il n'y eût eu avec lui un autre homme de génie, Vallière, vrai créateur de notre artillerie. On emmenait trente canons. On ne sait pas comment, mais il leur mit des ailes. Partout où les affreuses bandes de la cavalerie de l'Autriche se présentaient sur nos gelés pour faire leur petite récolte de têtes, et de nez, et d'oreilles, nos canons volants y étaient pour faire voler leurs escadrons. C'est la première fois qu'on vit ces canons animés, pleins de verve française. Le très attentif roi de Prusse, studieux, et qui aimait son art, en profita, en fit autant, et d'un bout de l'Europe à l'autre dans la guerre de Sept ans. Il imita Vallière, fut imité de Bonaparte.

On perdit énormément d'hommes. Mais on arriva à Egra fièrement. On sauva le drapeau. Chevert se défendit à Prague, et si bien que Marie-Thérèse, le cœur crevé, y manqua sa vengeance, dut le laisser aller. Frédéric alla visiter les princes de l'Empire, les engageant à se confédérer, à faire une armée neutre qui aurait couvert la Bavière, dé-

couragé la pointe que l'Autriche voulait faire en France. Son influence ôta deux armées à nos ennemis : 1° celle du Hollandais que l'Anglais voulait leur donner et que le roi de Prusse paralysa plus d'une année ; 2° les troupes anglaises de Flandre que Georges, ce furieux Allemand et plus Autrichien que l'Autriche, envoyait à Marie-Thérèse.

Alliance de l'Angleterre avec l'Autriche. — L'Angleterre (d'elle-même calculée, raisonnable, et sérieuse dans les intérêts) avait en ce moment un accès singulier, allait comme un homme ivre qui suit non pas sa route, mais de droite et de gauche, poussée ici et là.

Dans cet accès bizarre, la terre de la loi se déclara contre la loi, contre l'élection régulière que l'Allemagne unanime fit de son empereur à Francfort. Elle biffa le choix des Allemands, nia la liberté germanique. Couronné à Francfort, et couronné à Prague, l'Empereur Bavarois avait pour lui le droit incontestablement. Force énorme, si son défenseur, si la France n'eût été trahie.

Fleury venait de rendre le peu qu'il avait d'âme, l'Espagne voulait nous donner un ministre. D'autres timidement auraient insinué Chauvelin. Mais qu'en a-t-on besoin? « N'avons-nous pas le Roi? » C'est le texte, qu'en chœur chantèrent les deux partis, Noailles d'un côté, de l'autre le maréchal Richelieu.

Le roi aggrava l'exil de Chauvelin (avril), fit entrer Noailles au conseil. Noailles dont l'imagination bizarre le faisait voltiger sans cesse d'une idée à l'autre. On donne à ce vieil étourdi la défense de nos frontières.

Georges, Marie-Thérèse, ne doutent plus de rien. Ils sont sûrs de finir en une campagne. C'est moins que la guerre, c'est la chasse, c'est la curée. Qui veut des morceaux de la France?

Invasion hideuse, à laquelle la brutale Angleterre n'eut pas honte de s'associer.

Bataille de Dettingen (1743). — A Dettingen, Georges, par une savante manœuvre, veut couper Noailles d'avec Broglie, empêcher leur jonction. Et il se fourre dans une impasse. Le loup qui a voulu prendre, est pris. Voilà qu'il ne peut plus ni nourrir son armée, ni avancer, ni reculer.

Ce joli coup était moins de Noailles que du très habile de Vallière qui sut placer ses batteries de façon que la masse anglaise, bien exposée en espalier sur la rive opposée du Mein, devait, défilant en arrière, subir en plein le feu, avaler tout jusqu'au dernier boulet. Qui sauva Georges? L'étourderie de nos brillants courtisans de Versailles. Le neveu de Noailles, Grammont et la maison du Roi, il était lui-même à la tête des armées, ne voulurent pas que l'artillerie eût l'honneur de l'affaire. Cette cavalerie dorée s'élança, elle alla charger justement devant nos canons et les empêcha de tirer.

Même perte de chaque côté, mais Georges était sauvé. Les Autrichiens allaient le joindre. Noailles, pour n'être pas saisi entre les deux, dut repasser le Rhin. Triste nécessité, et on la rendit ridicule. Le Roi dit que notre Empereur, le Bavarois, traitant avec Marie-Thérèse, il ne voulait pas les gêner et rappelait les armées de l'Empire. Cette déclaration décida en partie le traité du Piémont avec Marie-Thérèse (13 septembre 1742). La cour et Madrid en furent frappés au cœur. En travaillant pour l'Italie nous travaillions pour notre infante constamment en route de Madrid à Versailles. Le Piémont nous devine et nous quitte. Nous faisons avec l'Espagne le traité insensé qui lui donne *tout le Milanais*, donc guerre éternelle au Piémont. Guerre déclarée à l'Angleterre, et dès lors maritime (la guerre jusque-là n'était qu'hanovrienne). On s'engageait à ne traiter avec l'Anglais *qu'il n'eût reconstitué Gibraltar.*

Ce fut le premier acte du *Roi gouvernant par lui-même*, acte accordé à la famille, acte de père plus que de

roi. Et en même temps, chose bizarre, il en faisait un autre absolument contraire. Richelieu, la Tournelle nouvelle favorite, eurent l'autorisation d'une démarche (indirecte et secrète) auprès du roi de Prusse. Le Roi sut, approuva que leur homme, Voltaire, allât à Berlin.

Union discordante, au fond, et sans solidité. Le roi de France qui venait de mettre tout son cœur et sa sincérité dans le sot traité de famille pour l'Espagne contre le Piémont, allait maintenant s'allier à la Prusse, ce Piémont du Nord. Ce roi, tout catholique, qui tenait son conseil chez un cardinal, chez Tencin, allait contre sa conscience jouer le rôle faux de relever le parti protestant, en s'unissant à la Prusse, à la Suède, à la Hesse, et au Palatin; on pouvait croire qu'il y avait là-dessous quelque chose. Au fond que voulait-on? Une seule chose, conquérir la paix, s'aider de la pointe hardie que Frédéric voulait faire en Autriche, ne point irriter Georges en touchant son Hanovre, ne point fâcher Marie-Thérèse, la toucher seulement au point le moins sensible, à ses extrémités éloignées, excentriques (aux Pays-Bas), bref l'alarmer assez pour en tirer la paix et le Milanais pour l'infante.

En mai, le roi entouré du corps du Génie (alors le premier de l'Europe), armé des foudres de Vallière et d'une artillerie supérieure, fit sa rapide et brillante promenade par les villes de Flandre fort peu défendues. Courtrai, Menin, Ypres, Furnes, sont pris en trois semaines.

Une guerre plus sérieuse nous venait sur le Rhin. Coigny, son vieux gardien, l'avait fort mal gardé. L'Autrichien était dans l'Alsace et la Lorraine ouverte. Stanislas en danger s'enfuit de Lunéville. Pour le coup Frédéric croit que l'on va agir.

Maladie du roi à Metz (1744). — Voilà le roi forcé d'aller du Nord au Rhin, et précipitamment, et pour la guerre la plus terrible. Il partit pour Metz.

Le 4 août, il tombe malade. C'est la fièvre putride. Alarme immense. — Que va-t-on devenir? On a fait cent récits de la douleur du peuple, des églises assiégées, des prières, des sanglots. Il est sûr qu'on gardait alors beaucoup encore de cet amour de mère que la France avait eu pour l'enfant Louis XV. Mais on a dit trop peu que, dans cette douleur, entrait (et pour beaucoup aussi) la terreur de l'invasion, l'irruption horrible de ces bandes de mutilateurs, l'effroyable récit de ce qu'ils faisaient en Alsace. On les crut à Paris.

Le Roi eut une peur extrême. On le jugeait perdu. Déjà la solitude se faisait autour du mourant. Les ministres emballaient, et les princes partaient pour l'armée. L'absence des médecins fut le salut du Roi. Un empirique lui donna l'émétique. Et dès lors il fut beaucoup mieux.

Promptement rétabli, il put passer en Alsace. Noailles et Coigny, inquiets, trop occupés de Metz, bien moins de l'ennemi, l'avaient (malgré leur force supérieure) laissé partir, laissé apporter à Marie-Thérèse un renfort redoutable qui accabla le roi de Prusse. Sans souci de son allié, Louis XV s'en tint à la petite affaire marquée pour but de la campagne. Il vit prendre Fribourg (octobre), ennuyé de la guerre et fort impatient de revenir à ses plaisirs.

Bataille de Fontenoy (1745). — Le roi était si mal avec sa famille au départ pour la Flandre, qu'il ne dit pas adieu à la reine. Arrivé le 9 mai au camp devant Tournai, il apprit dans la nuit que l'ennemi marchait, qu'il y aurait bataille.

En passant l'Escaut on trouvait trois villages. Antoing, Fontenoy et Barry, où l'on fit trois redoutes, et de plus les villages avaient devant eux deux ravins. Cela paraissait fort. Ce qui gâtait la chose, c'est que l'armée française avait dans le dos la rivière. Sa retraite c'était l'Escaut.

Le 11 mai, de bonne heure, le brouillard s'étant élevé,

notre artillerie tirait déjà. Le Roi était placé un peu haut et près d'un moulin, de manière à voir sans danger.

Les Anglais, Hanovriens, Hollandais regardaient comment percer à nous. Le prix était grand. Non pas Tournai, mais le Roi même. Il y avait des gens acharnés. De même que chez nous la brigade irlandaise flairait le sang anglais, dans les rangs anglais le Refuge, les fils des protestants altérés de combat, auraient donné leur vie pour prendre le petit-fils de Louis XIV. Ces gens-là les premiers durent voir où il fallait frapper. Le défaut de notre ordonnance dont Maurice de Saxe fait l'aveu, c'est qu'entre Fontenoy, Barry, il y avait du vide, et nos lignes bâillaient. Franchir le ravin sous le feu, puis en courant passer à travers les boulets croisés de Barry et de Fontenoy, ce n'était pas chose impossible. Mais il n'y avait guère de retour, ayant le ravin derrière soi, peu de chance de le repasser. Il fallait avancer, dépasser nos canons, les laisser derrière (inutiles). Alors on perçait notre armée, on la coupait en deux et l'on prenait le roi de France, ainsi que le Prince Noir prit Jean.

Et cela se fit presque. Le ravin fut passé. Et l'on passa encore les deux redoutes sous la grêle.

Beaucoup regardaient de travers le moulin qui paralysait les six mille hommes de la maison du Roi, qui gardait ses canons, si nécessaires alors. En les faisant tirer, on avait chance encore. Cela crevait les yeux, et chacun le disait. Le roi parut troublé. Il hésita, puis consentit ne pouvant guère faire autrement. Ces canons firent une horrible trouée. Maurice qui commandait en chef, avait pu enfin faire parvenir aux corps isolés un ordre de charger d'ensemble. La colonne qui en six heures devait avoir perdu beaucoup, sous le canon tiré de près, n'était plus que de dix mille hommes; et sous la charge, elle fondit. Nous avions la victoire.

D'août en octobre 1745, la ligue (d'Autriche, Saxe, An-

gleterre, Piémont) était vaincue partout. En Flandre on avait Bruges et Gand, et l'on investissait Bruxelles. En Italie, une armée espagnole, partie de Naples, et ayant joint notre armée de Provence, secondée des Génois, avait séparé brusquement le Piémontais de l'Autrichien. Ce qui est bien plus grave, les montagnards d'Écosse avec le prétendant descendent à Édimbourg (2 octobre). La claymore à Preston brise l'épée anglaise. Les enfants de Fingal et l'aigre cornemuse traversent l'Angleterre et directement vont à Londres.

L'encyclopédie. — L'impôt sur les biens du clergé. — Revenus à Versailles, la nouvelle favorite du roi, Mme de Pompadour, bien moins une maîtresse qu'un ministre, avait pour patrons les Pâris, ce Pâris Duverney, qui, sous M. le Duc, voulait imposer le clergé. Machault, contrôleur général, partageait cette idée. Elle le soutint, le prit à cœur, le défendit longtemps. C'était l'idée du siècle, et pour la France et pour l'Euroqe. Voltaire, après la guerre, ne voit pour l'Allemagne ruinée nul remède que ceux de Frédéric (plus tard de Joseph II), la sécularisation des biens ecclésiastiques (éd. B., t. XLVI, 534).

Question financière qui touchait le terrain moral. On ne pouvait toucher au clergé, qu'en suscitant l'idée nouvelle. Non formulée encore, elle se faisait jour par de belles lueurs isolées qui perçaient çà et là dans les sciences et les arts. Faire un corps général des lettres, arts et sciences, au point du XVIIIe siècle, c'était évidemment le travail préalable.

Voici ce qui advint. Le vieux et savant d'Aguesseau, malgré les côtés tristes, misérables de son caractère, avait deux côtés élevés, sa réforme des lois, et une passion personnelle, le goût et le besoin de l'universalité, certain sens encyclopédique. Un jeune homme, un jonr, vint à lui, homme de lettres, vivant de sa plume, et assez mal noté

pour des livres hasardés que la faim lui avait fait faire. Cet inconnu suspect fit pourtant un miracle. Le vieux avec stupeur l'écouta, déroulant le gigantesque plan du livre où seraient tous les livres. Dans sa bouche, les sciences étaient lumière et vie. C'était plus que parole, c'était création. On eût dit qu'il les avait faites, et les faisait encore, ajoutait, étendait, fécondait, engendrait toujours. — L'effet fut incroyable. D'Aguesseau, un moment au-dessus de lui-même, oublia le vieil homme, fut atteint du génie, grand de cette grandeur. Il eut foi au jeune homme, protégea l'*Encyclopédie*. Nous avons nommé le grand magicien Diderot !

L'énorme et indigeste monument, l'*Encyclopédie*, tout informe qu'il est, étonnamment fécond, où la Révolution déjà coule à pleins bords, avait pourtant besoin contre son ennemi le clergé d'avoir son ennemi le Roi. C'est pour la Pompadour un titre de l'avoir si longtemps, si obstinément soutenu, jusqu'à l'achèvement, pendant plus de dix ans. Plus d'un article hardi en fut fait à Versailles, au petit entre-sol qu'y occupait Quesnay, l'illustre créateur de l'économie politique.

CHAPITRE XXV

VICTOIRES DE RAUCOUX ET DE LAWFELDT. — PAIX D'AIX-LA-CHAPELLE. — GUERRE DE SEPT ANS. — ATTENTAT DE DAMIENS. — DÉFAITE DE ROSBACH. — LITTÉRATEURS ET PHILOSOPHES. — CHOISEUL. — LE PACTE DE FAMILLE. — LES JÉSUITES. — PAIX DE PARIS. — D'AIGUILLON. — MORT DE LOUIS XV.

Victoires de Raucoux et de Lawfeldt (1746-1747). — Toutes les forces de la France sont concentrées en Flandre pour la guerre de parade que le roi va faire en mars. On réunit pour lui cent vingt bataillons près d'Anvers, cent quatre-vingt-dix escadrons. Anvers pris sur-le-champ, le roi a ce qu'il veut, et le 30 mars, au début même de la campagne, il a fini la sienne, revient droit à Versailles. Le maréchal de Saxe, Lowendall et Conti, continueront l'œuvre facile de prendre les villes de Flandre, et Maurice gagnera l'inutile victoire de Raucoux.

Nous demandions la paix en offrant humblement de rendre nos conquêtes. Et l'on n'en voulait pas. Cependant tout le monde était bien las, surtout les États secondaires, pauvres comparses du grand drame où ils ne gagnaient que des coups. Les obstinés eux-mêmes commencèrent à se faire plus doux aussi, quand Maurice menaça Maëstricht, le boulevard de la Hollande, quand il gagna tout près la victoire de Lawfeldt, peu décisive, il est vrai, mais sanglante. Puis il emporta Berg-op-Zoom. Sac cruel qui montra

combien s'aigrissait cette guerre, et terrifia la Hollande. Si l'on prenait aussi Maëstricht, notre armée débordait, et ce riche pays, si peu fait à la guerre, se voyait appelé aux cruels sacrifices, aux affreux moyens de défense qu'il prit contre Louis XIV, s'inondant, se noyant, s'infligeant un désastre plus grand que n'eût fait l'ennemi. L'Anglais aussi, ayant anéanti jusqu'au dernier de nos vaisseaux, ayant fait son œuvre de guerre, devenait pacifique pour ne pas nous laisser reprendre avantage sur terre. Donc on négocia. Malgré le maréchal de Saxe qui raisonnablement voulait d'abord Maëstricht, on se dépêcha de traiter.

Paix d'Aix-la-Chapelle (1748). — Le but primitif de la guerre, où était-il ? Et qui s'en souvenait ? l'Autriche, que l'on devait détruire, malgré sa cession à la Prusse, était plus forte que jamais. Le mari de l'infante, son établissement, sa royauté lombarde, qu'étaient-ils devenus ? Notre infante voyait tout lui échapper, l'espoir même.

Un traité brusqué finit cette guerre, un trait de plume nous ôtait toutes ces places fortes que l'on venait de prendre, ce royaume des Pays-Bas. Le maréchal de Saxe entourait et tenait Maëstricht, la clef de la Hollande, — bien plus l'occasion d'infliger aux Anglais un affront solennel, de voir prendre la place, à leur nez, sans rien faire. Il gémissait, écrivait à Versailles. Et Versailles était sourd. Excessives étaient les misères, il est vrai. Il ne restait d'argent que pour les fêtes. Peu réclamaient. Voltaire l'osa. Dans certains vers, au roi et à la Pompadour, il finit par ce trait : «... Et gardez tous deux *vos conquêtes.* »

Le traité était fait, mais n'était pas signé (il ne le fut que le 18 octobre).

Le vrai mot, juste et fort, sur la paix d'Aix-la-Chapelle, fut dit aux halles, resta proverbial. Pour une injure, on disait : « Bête comme la paix. »

Nous rendions *un royaume*, les Pays-Bas ; et *un em-*

pire, les Indes, où notre grand Machiavel Dupleix faisait l'œuvre de ruse, de cruauté, de force, qu'ont fait les Anglais par lord Clive.

Nous avions dans les Indes un génie, un héros. Nous ruinons Dupleix, emprisonnons la Bourdonnais.

Et cette paix contenait la guerre. Le traité fut si vague et si mal fait pour l'Amérique qu'à volonté l'Anglais pouvait mordre sur nous. D'où la guerre de sept ans.

Étrange chose qu'après Fontenoy, nous subissions encore la vieille honte de Dunkerque, le rétablissant, comme il fut, quand l'Anglais mit le pied sur la tête de Louis XIV.

Un trait encore nous entra plus au cœur : *l'hospitalité de la France violée cruellement, pour obéir à l'étranger.* Louis XV avait donné parole à Charles-Édouard de ne jamais le renvoyer. L'Angleterre l'exigea. Ce héros polonais et fou n'entendit à nulle offre, nulle raison.

On le surprit en traître à l'Opéra, on le lia. Pendant ce temps on prit tous ses papiers. On l'emporta. Il faillit mourir en route de fièvre et de fureur, criant « Paris ! ou Paradis ! »

Alliance avec l'Autriche. Guerre contre la Prusse et l'Angleterre (1756). — Le roi ne riait guère. Il rit le 10 octobre. Il rit le 17 décembre. Il espérait briser bientôt le parlement. Il voyait son infante enfin reine (l'Autriche offrait les Pays-Bas). Le grand désastre qui eut lieu le 1er novembre, qui écrasa Lisbonne, abîmant tant de villes en Espagne, en Afrique, fit trembler jusqu'au Groenland. On ne sentit rien à Versailles. On s'en soucia peu. L'attention était tout entière au débat intérieur, à l'intrigue autrichienne. Madame de Pompadour, qui s'était vue en août au plus bas, en septembre, par la grâce de Marie-Thérèse, fut merveilleusement relevée au plus haut en janvier. Jusque-là elle n'était qu'une favorite qui par moment dominait les ministres. Depuis elle est reine de France.

Comment Vienne peut-elle réussir à ce point? En corrompant le roi et la famille par le vain leurre des Pays-Bas, en gagnant pied à pied Versailles par la persévérante intrigue de la cabale lorraine. Pour entraîner la France, Vienne se fit française, flatta et imita Paris. Cette œuvre difficile fut celle d'un grand homme de ruse, Kaunitz, un Slave sous le masque allemand.

De tout temps Louis XV avait été bon Autrichien, pour les intérêts de l'infante. Mais la guerre l'effrayait. Voyons ce que disait ce serpent de Kaunitz pour l'y précipiter. J'y joindrai les réponses trop aisées qu'on eût dû lui faire.

« Vous manquez de marine, disait-il. Eh bien, votre armée réunie aux armées de l'Autriche, menaçant le Hanovre, contiendra le roi d'Angleterre. » (*Oui, le roi, mais non l'Angleterre.*)

« Vous punissez l'orgueil, les risées de la Prusse. » (*Oui, et dès lors l'Autriche seule aura l'Allemagne.*)

Enfin voici la pomme que montrait le serpent : « Vous vouliez pour l'infante nous enlever Milan. Eh bien, vous aurez davantage, un royaume ! *les Pays-Bas.* »

Madame de Pompadour, l'infante, étroitement unies, prêchaient Louis XV en ce sens.

Tout ce que nos ministres obtinrent, c'est qu'on ne romprait pas avec la Prusse, qu'on lui enverrait ambassade. Essai tardif et ridicule. Pour gage d'alliance, on lui offrait une île... Tabago, aux Antilles. Frédéric en rit fort, dit qu'il ne voulait pas de la royauté de Sancho à l'île de Barataria. Il avait pris parti et signa contre nous son traité avec l'Angleterre (16 janvier 1756).

Prise de Minorque (1756). — Il fut arrangé que pendant que l'Angleterre craignait une descente, Richelieu irait à *Minorque* et prendrait aux Anglais Mahon. Il fallait frapper et fort. On ne pouvait que les flottes anglaises

ne vinssent bientôt nous écraser par le nombre. Mahon était très fort, et la Pompadour espérait que Richelieu brillerait peu. On l'envoya sans le génie, si nécessaire pour abréger le siège. Peut-être lui-même il pensa que, s'il avait l'infaillible Vallière, le grand ingénieur, l'honneur serait à celui-ci. Bref, une fois arrivé là, même débarrassé du souci de la flotte anglaise que la Galissonnière dispersa (le 20 mai), il fut arrêté court, forcé de demander Vallière. En attendant, fort triste, il essaya pourtant si l'absurde serait possible, si nos lestes Français, vrais chats dans leur furie, ne pourraient grimper là. On le tenta à l'étourdie, avec des échelles trop courtes. Perte énorme ! n'importe. Nos furieux, exhaussés sur leurs morts, et se hissant l'un l'autre, arrivent aux remparts, et sont maîtres sur quelques points. Les assiégés s'effrayent, se livrent à Richelieu, lui-même stupéfait et plus heureux que sage.

Attentat de Damiens (4 janvier 1757). — **Son exécution** (28 mars.) — Janvier 1757 s'ouvrit par un grand froid. Les droits d'entrée firent les vivres très chères. On allait fournir cent mille hommes à Marie-Thérèse. Et cela malgré les ministres. Le roi nous vend pour l'orgueil de ses filles. C'est à lui désormais que remonte la haine et sa tête dès lors est en jeu. En 1750 il le prévit, dit : « Je serai tué. » Autant qu'il put il évita Paris, fit pour se rendre de Paris à Versailles le *chemin de la révolte*.

Deux légendes terribles mêlées de faux, de vrai, menaient droit à 93 : 1° *Le pacte de famine*. Le roi certainement n'eut point l'idée d'affamer le peuple, mais il avait intérêt dans le trafic des blés, et comme tout marchand, il aimait à vendre cher. 2° *Le Parc-aux-Cerfs*, un immense sérail de dix-huit cents enfants dit ridiculement Soulavie. Les mères cachaient leurs filles.

Beaucoup en France et en Europe disaient : « On le tuera. »

En décembre 1756 lorsque, le parlement brisé, on crut la tyrannie établie pour toujours, un homme se dit en lui : « Celui qui le tuera, c'est moi. » Le 4 janvier 1757, le roi descendait l'escalier de Versailles, appuyé sur le bras du grand écuyer Béringhen ; il avance vers sa voiture, se sent poussé, et dit, d'un ton doux, ordinaire : « On m'a poussé le dos. C'est cet ivrogne-là qui m'a donné un coup de poing. »

Damiens ne bougeait pas. Personne n'avait vu qu'il donnait un coup de canif ; il le ferma, le remit dans sa poche. Son chapeau seul frappait. Un garde : « Qui est cet homme qui ne se découvre pas devant le Roi ? » Il lui jette son chapeau par terre.

Cependant, avant de monter, le Roi dit : « Est-ce qu'une épingle m'aurait piqué ? » Il mit la main sous ses habits, la retira moite et sanglante. Puis, montrant Damiens qui ne bougeait, il dit : « C'est ce monsieur (*Hausset*). Qu'on l'arrête, qu'on ne le tue pas. » Puis il remonte l'escalier au lieu de se mettre en voiture.

Un garde avait saisi Damiens, puis deux ou trois, et Richelieu, qui le secouèrent, le jetèrent contre un pilier, puis sur un banc, le lièrent, le traînèrent à la salle des gardes. On lui arracha ses habits, et on le mit tout nu.

Ayen (Noailles), capitaine des gardes, était là. Damiens lui dit avec grande assurance : « Oui, c'est moi ! Je l'ai fait pour Dieu et pour le peuple. »

« C'est pour la religion. — Qu'entendez-vous par là ? — J'entends que le peuple périt. N'est-il pas vrai, monsieur, que la France périt ? »

On insiste. On demande : « Quel principe de religion ? — Mon principe, ce fut la misère qui est aux trois quarts du royaume. » Les États de Bretagne, jusque-là en révolte, apprenant l'accident, eurent un coup à la tête, un mouvement de folie généreuse (comme on n'en voit qu'entre

Rennes et Quimper), pleurèrent le Roi, crièrent qu'ils accepteraient tout : « Prenez nos biens ! nos vies. » Leur sensibilité grotesque imagine d'envoyer au blessé un don d'amour... une robe de chambre. La reine en fut aux larmes, et Madame, jalou e de n'en avoir pas eu l'idée. Elle dit avec passion : « Oh, je voudrais être Bretonne ! »

L'effet fut déplorable. Le roi se crut toujours le Bien-Aimé.

Le procureur du Roi, au nom du Roi, demanda contre Damiens et obtint arrêt, — l'arrêt de Ravaillac, l'arrêt le plus cruel, du plus complet supplice qui fût jamais (brûlé et tenaillé, rompu, tiré et démembré, enfin brûlé encore et mis en cendres). L'imagination défaillante ne put rien au delà. Les juges, en leur amour ardent pour le meilleur des rois, cherchèrent en vain, ne trouvèrent mieux.

Le Roi souffrirait-il cette abomination? « On a dit qu'il eut quelque idée d'enfermer Damiens chez les fous. »

D'ailleurs il était quelque peu engagé. Il avait dit au moment: « Je pardonne. » C'est qu'il croyait mourir, paraître devant Dieu. Guéri, il écouta tous ceux qui le priaient de se garder par la terreur.

Sur l'échafaud, raconte le greffier qui assistait à l'exécution de Damiens : on lui brûla d'abord la main qui tenait le couteau. Je lui demandai ses complices. Il ne dit rien, fut alors tenaillé aux bras, cuisses et mamelles ; et dessus on jetait huile, poix, cire, soufre et plomb fondus, il criait : « Mon Dieu, de la force, Seigneur, ayez pitié ! Dieu ! donnez-moi la patience. »

Il était fort. Et quatre chevaux ne purent l'écarteler. On en ajoute deux, avec peu de succès. Le bourreau, excédé, peut-être ayant pitié (de quoi il fut puni), monta et demanda aux commissaires « la permission de donner un coup de ranchoir aux jointures, » ce qui fut refusé d'abord « pour le faire souffrir davantage. »

Cela aurait trop abrégé. Nombre d'amateurs distingués, de grandes dames, qui avaient loué cher les croisées de la Grève, n'auraient pas eu pour leur argent. Les commissaires auraient paru peu zélés pour le Roi. Cependant à la longue, pour en finir avant la nuit qui venait, on permit de trancher. Les deux cuisses partirent les premières, puis une épaule. Il expira à six heures un quart, le jour finissant (28 mars 1757).

Succès de Frédéric contre les Autrichiens. — Capitulation des Anglais à Kloster-Seven (8 septembre 1757). — Il est très faux de dire que d'abord Frédéric n'eut affaire qu'à l'Autriche. En avril, cent cinq mille Français entraient chez lui par le Nord et le Centre. En avril, les Suédois, entraînés par la France, franchissaient la Baltique. En avril, la Diète allemande, menacée par la France, poussée, forcée, armait contre la Prusse. En avril, la grande armée russe s'ébranlait, et ses masses hideuses de Cosaques et de Tartares. Elle allait lentement. Mais la cruelle approche d'un tel fléau forçait Frédéric de tenir une armée au Nord et d'affaiblir d'autant celle qui agissait au Midi.

L'Autriche n'était point désarmée. Elle avait concentré de grandes forces sous Charles de Lorraine et Brown. Une autre armée, sous Daun, se formait à côté, augmentée chaque jour d'inépuisables flots de la barbarie du Danube.

Un matin, du milieu de son calme apparent, Frédéric fond sur la Bohême. Et le voilà vers Prague, aligné devant les barbares.

Au vain tintamarre des Autrichiens, nul bruit, nulle voix ne répondait. La masse noire allait, comme un spectre muet, ne répondant pas même aux canons, à la fusillade. Le Roi défend qu'on tire, veut toucher l'ennemi et frapper de la baïonnette.

Grande épreuve. Tous les généraux marchaient devant.

L'honneur du premier coup fut à Fouquet, l'un des Français de Frédéric. D'autres généraux tombent. On allait lentement sous ses bouches de fer qui crachaient un enfer de mort et de fumée. Un des pères de l'armée, le vieux Schwérin, jeune à soixante-douze ans, ne souffrit pas cela. Pour enseigner les jeunes, il empoigne un drapeau, marche droit à ces chiens, les fait cracher contre l'Autriche.

Il fut tué, mourut dans son drapeau. Mais l'effet en fut tel que l'infanterie, dès lors maîtresse, ayant d'un coin de fer fendu en deux parts l'ennemi, il ne put jamais réunir ses deux moitiés. L'une s'enfuit à gauche, alla joindre l'armée de Daun, qui était à huit lieues. L'autre, énorme (48,000 hommes), se mit derrière les murs de Prague.

L'unique alliée de Frédéric c'était la petite armée de Hanovre, misérable et peu aguerrie sous Cumberland, le fils de Georges Cumberland, battu à Hastembeck, et sûr de l'être encore, recule et recule toujours, poussé par Richelieu. Il arrive à la mer. Va-t-il sauter dedans? Ou bien le désespoir lui fera-t-il livrer bataille? Richelieu, qui, je crois, a de sa propre armée la triste opinion que Cumberland a de la sienne, accorde à ses trente-huit mille hommes la convention de Kloster-Seven : ils restent armés, mais seront neutres. Les Français gardent le Hanovre, point essentiel à Richelieu, qui ne voulait rien que piller, et qui put à son aise manger tout le pays.

Ainsi, le 8 septembre, Frédéric a perdu un seul allié. Quoiqu'il défende encore la Silésie, on fait de lui si peu de compte que les cavaliers de l'Autriche s'en vont jusqu'à Berlin insolemment la rançonner.

L'étonnement de Marie-Thérèse, c'était notre lenteur. Par Choiseul, qui était à Vienne, elle demandait à chaque instant pourquoi on ne se hâtait pas de donner le coup de

grâce, le mot de Vienne était d'agir secondairement par Richelieu, mais de faire les grands coups par les vingt-cinq mille hommes que commandait Soubise, uni à l'armée de l'Empire, trente-cinq mille Allemands, qu'un Allemand menait, le prince Hildburghausen, un valet de Marie-Thérèse.

Défaite de Rosbach (7 novembre). — Le 7 novembre 1757, Frédéric, n'ayant que 20,000 hommes, des hauteurs de Rosbach, contemplait l'armée de Soubise et du prince Hildburghausen, augmentée d'un renfort qu'avait envoyé Richelieu. Soubise hésitait à combattre, disait à son collègue l'attitude réelle du Prussien, caché par ses tentes, et qui derrière s'était mis en bataille,

A ce moment critique, vient un billet de Vienne pour Soubise, billet de Choiseul. Il lui conseille, le presse de se battre. Conseil impérieux! Soubise y sent l'impératrice, l'ordre absolu. Que faire? S'il ne combat, c'est fait de sa fortune.

« Je le tiens, disait le sot prince allemand, je vais l'envelopper. » Opération très simple. Il fallait pousser notre armée à droite, cerner leur aile gauche, leur couper la retraite; et pour cela d'abord faire un long défilé, passer devant le Prussien, sous son artillerie.

On n'est pas à moitié que ses tentes ont tombé. Il apparaît... Sa cavalerie se démasque et s'élance. La nôtre lutte un peu. Mais l'infanterie ne soutient rien, on travaillait à la mettre en bataille; dans ses mouvements commencés, trois volées de boulets la troublent, elle fuit à toute jambes. Soubise amène ses réserves; trop tard; on les culbute aussi.

L'affaire ne fut que ridicule. Peu de blessés, très peu de morts, mais d'innombrables prisonniers.

Bataille de Lissa (4 décembre). — Cependant Vienne avait repris la Silésie, l'occupait avec cent mille hommes.

Frédéric y court. Il en a trente mille, mais si sûrs qu'au moment il dit : « Si quelqu'un flotte, hésite, je lui donne congé; il peut se retirer, sans blâme et sans reproche. » Pas un ne s'en alla.

Le sot démon d'orgueil qui possédait Marie-Thérèse avait gagné les siens; ils déliraient d'avoir repris la Silésie. Ils raillaient Frédéric. La terrible boucherie de Lissa les fit sérieux. Ils payèrent de leur sang. C'est la septième bataille de Frédéric en cette année (4 déc. 1757), et son chef-d'œuvre militaire. Napoléon lui-même en parle avec admiration.

Derrière le capitaine et au-dessus est le *Frédéric roi*, dont l'autre Frédéric n'est que le général.

S'il n'eût été ni roi, ni général, il resterait encore un des premiers hommes du siècle. En parcourant la colossale édition de ses œuvres (trente volumes in-4°), on reconnaît avec tous les critiques, les Villemain, les Sainte-Beuve, ce que le libre esprit des Diderot et des d'Alembert disait sans flatterie : c'est un grand écrivain, excellent prosateur, net, simple, mâle, d'étonnant sérieux, qui, même en face de Voltaire, dans ses très belles lettres, se soutient avec dignité.

Quelques formes bizarres, imprudemment cyniques, dont on abusa contre lui, n'empêcheront pas de déclarer : Qu'il fut le caractère le plus complet du XVIII° siècle, ayant seul *réuni à la force l'idée*.

L'Essai sur les mœurs. — L'Encyclopédie. — Vauvenargues. — Diderot. — Jean-Jacques Rousseau. — Voltaire la même année, ainsi que Frédéric, avait sa victoire, son Rosbach. C'est l'*Essai sur les mœurs*. Livre immense, livre décisif, qu'on attendait depuis quatre ans. Frédéric, quand Voltaire le quitta (1753), laissa publier la copie incomplète qu'il avait dans les mains. Elle fut à l'instant réimprimée partout. L'ouvrage ne parut complet,

dans sa grandeur, qu'en mars 1757. Tiré du premier coup à un nombre inouï (7000), il inonda l'Europe et la remplit de lumière. Mais ce qui est bien plus, ce livre, plein de vie et d'initiative, en donne à tout le monde. Il commence une enquête immense sur l'histoire qui ne s'arrête plus. Le siècle marche dès lors dans un chemin nouveau, toute la grande armée historique, les Mably, les Raynal, les Hume, Gibbon et Robertson, Jean de Müller, etc. D'une part les critiques, et de l'autre les narrateurs, la philosophie de l'histoire, les Turgot et les Condorcet.

Ce qui prouve le mieux la souveraineté de la France c'est l'avidité, le respect, j'allais dire la religion, avec laquelle l'Europe l'accueillait dans son œuvre mêlée, énorme et indigeste, de l'Encyclopédie. Rien ne donne aujourd'hui l'idée d'une telle chose. Tant de milliers de souscripteurs pour un livre si lourd, si cher.

Chaque volume est reçu comme un événement, salué avec enthousiasme. Bonne nouvelle ! l'année de Rosbach, le septième volume a paru. L'Europe en est charmée. Outre les articles éclatants de Voltaire, de Diderot, beaucoup d'autres saisissent, commandent l'attention. De l'article *Genève* qu'a donné d'Alembert, une révolution va sortir, le grand schisme encyclopédique. Le jeune et profond Vauvenargues, martyr de la cruelle retraite de Prague (1741), fut le témoin du nouveau dogme par sa vie et par ses écrits.

Voltaire, les recevant (1744), lui écrit : « Beau génie, j'ai lu, j'ai admiré cette hauteur d'une grande âme... Si vous étiez né plus tôt, mes ouvrages en vaudraient mieux. Mais, au moins, sur ma fin, vous m'affermissez... »

A trente ans, le jeune homme avait déjà passé par deux âges. Un de concentration stoïque, dans l'enivrement d'énergie où le jetta la lecture de Plutarque. Il se dépeint lui-même dans une lettre, comme il était alors : *stoïcien*

à lier, désirant un malheur pour s'assurer de sa force intérieure. Plus réfléchi, il eut un second âge, celui de la force expansive qui dit : *A tout prix l'action.* Là il est justement l'opposé de Pascal et du christianisme, de la morale d'abstention. Il accepte hardiment toutes les conditions de la vie, les passions comme aiguillons puissants de notre force active.

Son destin fut cruel. Il ne put pas agir. Il languit à l'armée. Il languit en Provence. Sa famille, pauvre et très serrée, lui refuse toute expansion. Il a des ailes et il ne peut voler. Forte épreuve. Eh bien, il se dit : « C'est sur nous que nous devons travailler. Et la grandeur se trouve en ce travail. L'âme est grande par ses pensées et par ses sentiments. Le reste est étranger. Lorsqu'il lui est refusé d'étendre au dehors son action, elle s'exerce en elle-même d'une manière inconnue aux esprits faibles et légers. Semblables à des somnambules qui parlent et marchent en dormant, ces derniers ne connaissent point cette suite impétueuse et féconde de pensées qui forment un si vif sentiment dans le cœur des hommes profonds. »

Ce mot qui, dans le calme, fait sentir le combat, montre aussi fièrement qu'en cette grande morale, tout est compris, que l'âme souveraine sait et lancer et retenir le char, créer à l'action refoulée le champ illimité de l'activité intérieure, — qu'elle peut dire au monde : « Je suis un monde aussi. »

Cette vive sensibilité éclate à chaque instant chez son maître Voltaire, le rieur plein de larmes. Elle alla trop loin même dans son *Désastre de Lisbonne*, l'égara, lui fit croire au désordre de la nature, lui en cacha l'ordre profond.

Mais elle est admirable dans l'*Essai sur les mœurs*. Sous forme légère et critique, elle anime partout ce beau livre Partout on est heureux d'y retrouver *le sens humain*.

Bien mieux que Montesquieu, il pose que, si la coutume

diffère selon les lieux et les climats, *tout ce qui tient au fond de la nature* est le même et ne varie pas. L'homme a toujours vécu en société, et cette société dure sur deux bases : *justice et pitié.*

Plus vieux, il a mieux dit encore, étendant ce principe de notre petit globe à ceux qu'on voit au ciel, et à tous les mondes possibles. Partout même morale, tout comme même géométrie. Je cite ce qui suit de mémoire, je crois, assez exactement :

« Si, dans la Voie lactée, un être pensant voit un autre être qui souffre, et ne le secourt pas, il a péché contre la Voie lactée. Si, dans la plus lointaine étoile, dans Sirius, un enfant nourri par son père ne le nourrit pas à son tour, il est coupable envers tous les globes. »

Les plus divers esprits sortiront de Diderot; d'un de ses essais, Condillac; d'un mot, Rousseau dans ses premiers débuts. Grimm le suça vingt ans. De son labeur immense et de sa richesse incroyable coula le fleuve trouble, plein de pierres, de graviers, qu'on appelle du nom de Raynal.

Un torrent révolutionnaire. On peut dire davantage. La Révolution même, son âme, son génie, fut en lui. Si de Rousseau vint Robespierre, « de Diderot jaillit Danton. »

« Ce qui me reste, c'est ce que j'ai donné. » Ce mot que le Romain généreux dit en expirant, Diderot aussi pouvait le dire. Nul monument achevé n'en reste, mais cet esprit commun, la grande vie qu'il a mise en ce monde, et qui flotte orageuse en ses livres incomplets. Source immense et sans fond. On y puisa cent ans. L'infini reste encore.

Un homme fort judicieux a dit à nos émigrants qui partent pour l'Amérique, que, pour réussir là-bas, il fallait être un naufragé, — c'est-à-dire être perdu, désespéré, prêt à tout, décidé comme celui qui a vu la mort de près et ne ménage plus rien.

Rousseau eut cet avantage. Il en était là justement quand

son ennemi Grimm, indigne tyran d'une femme, obligea cette faible femme, madame d'Épinay, à mettre Rousseau à sa porte de l'Ermitage en plein décembre (1756). Service insigne que Grimm lui rend, et qui le délivre, et qui a fait la grandeur.

Autre avantage, et immense, que seul entre tous il eut : *Il écrit en pleine crise.* C'est dans la crise du cœur, au plus fort de sa tragédie, qu'il fait d'un seul coup ses grands livres.

Montesquieu, Voltaire, Buffon, Diderot, ont produit toute leur vie. La production est chez eux le cours même de la nature. Rousseau est une éruption. La *Julie*, le *Contrat*, l'*Émile* lui échappent en une fois (1761-1762). On recule d'étonnement.

Grand moment. Tout était prêt. Le monde avait travaillé, et taillé toutes les pierres pour le grand metteur en œuvre. Sidney, Locke, Mably, Morelly, Diderot (dans les discours ardents qui firent aussi Raynal), lui préparaient sa politique. Ajoutez-y nombre d'articles admirables et trop oubliés de l'*Encyclopédie* (art. *Autorité*, etc.). Une demoiselle genevoise, mademoiselle Hubert, la tante des grands naturalistes, dès 1731, écrit un *Vicaire savoyard.*

Mais avec tout cela, n'ayant encore que la forte langue, *ferme et serrée* et tendue de nos meilleurs réfugiés (cette langue que Voltaire lui-même estimait dans La Beaumelle), il n'aurait jamais été qu'un habile rhéteur genevois, qui, par de hardis paradoxes, avait surpris l'attention. Il n'eût jamais dépassé le succès du faux sauvage, l'éloquente déclamation du *Discours sur l'inégalité.*

La force, la force magique, c'est que Rousseau tout à coup parle une langue inconnue.

On l'entend pour la première fois dans la *Lettre sur les spectacles* (1753). On est ému et surpris. Pas un mot de déclamation. Peu de nouveau. Il reprend l'idée des auteurs chrétiens (Bossuet, Nicole, etc.) sur les dangers du

théâtre. Mais quand il parle de la Suisse, des mœurs antiques, innocentes, il devient attendrissant. Une mélodie inconnue s'entend. Et le cœur s'échappe à ce chant de Pergolèse : « Je suis au-dessous de moi-même. Une fermentation passagère produisit en moi quelques lueurs de talent. Il s'est montré tard, il s'est éteint de bonne heure. En reprenant mon état naturel, je suis rentré dans le néant. Je n'eus qu'un moment, il est passé. J'ai la honte de me survivre. Lecteur, si vous recevez ce dernier ouvrage avec indulgence, vous accueillerez mon ombre; car pour moi je ne suis plus. »

Mais revenons aux misères de la France. La paix ou la banqueroute, telle était la situation de 1758. Et une banqueroute sanglante, des combats dans Paris, peut-être. Le roi avait dit lui-même : « Si l'on ne paye pas la rente, il y aura une révolte. »

La situation avait fort empiré depuis Rosbach. Un Condé (prince de Clermont) battu, reculant jusqu'au Rhin. Les Anglais descendant en France et démolissant Cherbourg, brûlant en sécurité cent vaisseaux devant Saint-Malo. Point d'argent pour en refaire. Cinq cent millions de dépense, trois cent millions de recette. Un déficit annuel de deux cent millions. Le roi vivant, de mois en mois, sur les avances usuraires que lui faisaient les banquiers, les priant souvent en vain. Les choses en étaient au point que l'on n'osait plus compter. Une enquête fit connaître, en 1764, que depuis huit ans on n'écrivait plus dans nos ports. Plus de registres de nos armements maritimes.

Bernis, ministre des affaires étrangères, par la Pompadour et son agent dans le complot autrichien, malgré elle, parla au conseil pour la paix. Il parla admirablement, avec la naïve éloquence de la peur, et cela gagna. Le roi, encore tout Autrichien, partagea l'effroi de Bernis. Avec le dauphin, le conseil, il passe au parti de la paix, il autorise à traiter.

Bernis devenu inutile et craignant de voir le roi et le Dauphin tourner contre lui, désirait de tomber, de partir sous le chapeau de cardinal que lui-même appelait « un excellent parapluie. » Il se retira le 10 novembre. Il eut le chapeau le 30, fut exilé à Soissons le 13 décembre.

Ministère de Choiseul. — Le Pacte de famille (1761). — Le traité autrichien que Choiseul osa, en arrivant au pouvoir, fut l'étonnement du monde, *Conticuit terra.* Nos vieux alliés les Turcs ne purent jamais le comprendre. Il renversait toute l'histoire de France en remontant à Richelieu, Henri IV et François Ier, la biffait, la démentait. On put croire qu'un cataclysme, comme un désastre de Lisbonne, était arrivé ici, avait bouleversé le pays, du moins les têtes de Versailles.

La France, depuis des siècles, payait des subsides annuels aux faibles contre les forts, à la Suède, par exemple, aux princes du Rhin contre l'Autriche. Il était neuf et piquant de payer cette grosse Autriche pour écraser ces petits princes, nos alliés, nos amis.

Un peu plus de *huit millions* iront chaque année à Vienne, et de plus la France seule (allégeant Marie-Thérèse) payera la Suède et la Saxe pour leur guerre au roi de Prusse.

Bernis promit dix-huit mille hommes. *Choiseul en donne cent mille.*

Nulle paix sans Marie-Therèse. Seule elle jugera du point où peut s'arrêter la France, éreintée et épuisée.

Traité naïf, autrichien, sans voile ni précaution. Tout ce que la France a pris et tout ce qu'elle prendra *sera pour la seule Autriche.*

La France aidera à faire empereur le petit Joseph, futur mari de notre petite Isabelle.

Nulle mention des Pays-Bas. On n'y prend plus intérêt.

L'heureuse idée de Choiseul pour gazer son crime d'Au-

triche, c'était de faire que la France tournât le dos au levant, ne regardât qu'à l'ouest vers le grand spectacle qu'il lui préparait. Idée neuve. C'était celle qui avait toujours échoué, la vieille, éternelle Armada de 1585, qu'on remet toujours à flot.

Au lieu de concentrer l'effort, on le divisait; à la fois, on attaquait les trois royaumes. Le corsaire Thurot, de Dunkerque, devait passer en Irlande. De Brest, Aiguillon menait douze mille hommes en Écosse. Le maréchal Soubise, avec une armée (pas moins de cinquante mille hommes), sur les fameux bateaux plats, devait cingler du Havre à Londres.

A la grandeur d'un tel projet on devait tout sacrifier. Le vieux ministre de la guerre, Bellisle, annonça, dès janvier, qu'on n'enverrait aucun secours aux colonies. La flotte anglaise, avant avril, nous prit déjà la Guadeloupe. Au Canada, l'intrépide Montcalm de Nîmes, sans renfort et sans espoir, lutta jusqu'au mois de septembre; il fut tué, le pays perdu. Dans l'Indostan, notre Irlandais Lally, un fou furieux, qui n'avait que de la bravoure, avait remplacé Dupleix. Il avait neutralisé l'homme capable, gendre de Dupleix, l'excellent général Bassy. Il avait par ses barbaries, par ses emportements, son mépris pour les croyances indigènes, mis l'Inde toute entière contre nous. Il échoua devant Madras en février 1759, et de plus en plus, déclina devant l'ascendant du lord Clive.

Revers sur terre et sur mer. — A Minden, nos deux généraux, Contades et Broglie, plus brouillés entre eux qu'avec l'ennemi, perdent le temps. Broglie est jaloux, et craint le succès de Contades. Tous deux battus (1er août), et la défaite de l'armée précède, annonce tristement le désastre de la flotte de Toulon.

La nuit du 16 au 17 août, elle a passé devant Gibraltar. Cinq de ses douze vaisseaux se séparent. Réduite à sept,

cette flotte voit, de Gibraltar, quatorze vaisseaux anglais qui vont à elle à toutes voiles. Un des nôtres se sacrifie et combat seul contre cinq. Les autres n'en périssent pas moins.

Cela ramena au bon sens. On abandonna la partie du plan la plus chimérique, la grosse armée sur bateaux plats que Soubise devait mener en Tamise. On s'en tint aux expéditions d'Irlande et d'Écosse. Pour la seconde, on n'avait plus l'héroïque prince Édouard qui entraîna les highlands. En revanche, on avait un homme fort considérable à Versailles, au champ de bataille de l'intrigue.

C'était ce duc d'Aiguillon, le neveu de Richelieu, un de nos plus beaux courtisans. Il n'alla pas avec les troupes et les bâtiments de transport rejoindre la flotte à Brest. Il dit qu'un homme comme lui, un gouverneur de Bretagne, général de l'expédition, ne pouvait faire les premiers pas, aller se mettre sous les ordres de l'amiral de Conflans. Celui-ci dut venir le joindre au Morbihan où il restait, attendait dans sa dignité. L'Anglais, qui guettait Conflans, fondit sur lui près de Belle-Isle. Forces égales. Mais Conflans, non moins prudent que d'Aiguillon, réfléchit que son affaire n'était pas de livrer bataille, mais de conduire l'armée d'Écosse. Il crut éviter, éluder, se jetant entre les écueils. L'Anglais furieux l'y suivit, perdit deux vaisseaux. Quatre des nôtres périssent; Conflans lui-même brûle le sien. L'avant-garde (sept vaisseaux intacts) va se cacher à Rochefort; sept autres dans la Vilaine, et ils y restent embourbés.

Déplorable catastrophe! la marine, ainsi que l'armée, battue et déshonorée! Notre intrépide Thurot, sans espoir, et pour l'honneur, ayant donné sa parole, partit pourtant de Dunkerque, exécuta sa descente, prit une ville, se fit tuer.

La situation intérieure était au niveau. Deux mois après

la défaite de Minden, le désastre de Belle-Isle, le 26 octobre, eut lieu la fermeture des caisses publiques. Le roi suspend pendant la guerre le payement des lettres de change qu'il a souscrites pour deux ans (1760-1761). Il suspend pendant un an pour deux cent millions de dettes exigibles, jusqu'à ces rescriptions qu'il a données récemment sur les receveurs et fermiers, aux banquiers qui avancèrent les frais de l'armement détruit. Les receveurs et fermiers anciens créanciers immolés au printemps, avaient fait rire. Voici les nouveaux créanciers les rieurs, qui pleurent à leur tour, et non seulement eux, mais la foule de petits rentiers misérables qui vivaient d'annuités, qui avaient mis sottement aux royales loteries des dernières années! Le roi ajourne... leur pain. Ils mangeront après la guerre.

Le roi ne payait plus Versailles; il devait dix mois à ses gens. Une tentative qu'il fit pour mettre un octroi sur les villes ne fit que montrer sa faiblesse, la force et la férocité que prenaient les Parlements. Choiseul avait beau les flatter, leur abandonner l'Encylopédie (janvier 1759), cela ne suffisait pas. Le Parlement de Besançon fit pendre un commis qui osait lever l'octroi ordonné par le roi. Le Parlement de Paris fit pendre un huissier qui blâmait son procès de Damiens. Actes violents, brusques, sauvages, et qui menaçaient plus haut. Louis XV, toute sa vie, avait été Espagnol. Choiseul se fait Espagnol, prépare et publie, en août 1761, le fameux Pacte de famille.

Superbe tour de voltige qui le maintenait au pouvoir. Louis XV était Bourbon, Charles III était Bourbon. Quoi de plus beau, quoi de plus grand (et digne de Louis XIV) que de lier en un faisceau tous les membres de la famille, de rattacher France, Espagne, Parme, Naples, la Sicile! Louis XV, qui ne sentait rien, sentit cela, le trouva grand. On le trouva tel en Europe.

Pour bien juger ce projet, il faut savoir ce que l'Anglais en pensa... L'Anglais en frémit de joie.

Ce n'était pas une force qui s'ajoutait à la France, c'était un gros embarras, une caraque de commerce, traînant derrière un vaisseau, et qui ne faisait que l'alourdir. Choiseul, depuis ses revers maritimes, que pouvait-il pour défendre cette Espagne ? Rien. Le pacte de famille est déclaré au mois d'août 1761. Et c'est au mois de décembre que Choiseul avise à rendre l'essor à notre marine ; qu'il suscite (par l'exemple du premier banquier de la cour) un mouvement national de dons, de souscriptions. La Ferme donna un vaisseau, Paris souscrit un vaisseau, et bientôt chaque province. Enthousiasme général. Tous ces vaisseaux sur le papier, et tout au plus en argent, combien leur faut-il de temps pour exister réellement, pour cingler, combattre en mer?

Deux choses enfonçaient Choiseul dans la guerre avec l'Anglais : 1° son crime d'Autriche, son traité. Il eût fallu rendre ce qu'on avait pris en Allemagne pour l'impératrice. Et la cabale autrichienne eût jeté Choiseul à bas ; 2° en gagnant l'Espagne et la poussant en avant, ce petit Machiavel comptait bien qu'elle aurait en mer des revers épouvantables, mais il croyait aussi que par terre elle prendrait le Portugal, lui procurerait un gage, une conquête à échanger pour le jour terrible des comptes, de la grande liquidation. Choiseul s'affermit, monta, fut un vrai premier ministre, plus que Colbert, plus que Louvois. On revit un vrai Mazarin. Ministre des affaires étrangères, il prit la guerre et la Marine, ou par lui, par ses parents. Il emplit tout de Choiseuls, frères, cousins, neveux, grands, petits, et des Stainville, et de Praslin. Il se fit colonel des Suisses (énorme place d'argent). Par Bertin, son petit valet, il avait aussi les finances.

Expulsion des jésuites (1762). — Avec ses dépenses

et sa guerre, Choiseul était toujours à la merci des Parlements, comme un mendiant à leur porte. Sa mécanique était fort simple. A ces dogues toujours grondants, pour tirer d'eux ce qu'il voulait, il lui suffisait de montrer leur gibier, leur proie, les jésuites. Le mot plaisant du sauvage dans *Candide :* « Mangeons du Jésuite ! » c'était toute la harangue de Choiseul aux Parlements.

Cela allait à merveille avec le pacte de famille. L'homme du monde qui haïssait le plus les jésuites était le roi d'Espagne, Charles III, qui n'était venu en Espagne que malgré eux. Dès 1754 et 1756, l'Espagne et le Portugal avaient pu voir en Amérique ce qu'étaient au fond les jésuites. Leurs Indiens du Paraguay, dans un échange de terres que firent alors les deux couronnes, résistèrent à main armée. On vit à nu, à découvert, cet empire singulier, étrange création de la ruse. Leur force était en Espagne, où tout employé sortait de leurs mains ; ils étaient devenus l'administration elle-même. En Portugal, ils gouvernaient à l'aide des grandes familles, ils y étaient détestés comme un ordre tout espagnol, anti-portugais, qui aurait espagnolisé le pays. Sous le roi Joseph, ils surent lui donner un premier ministre, Pombal, mais qui avait vu l'Europe, l'Angleterre, et ne put rester l'humble serviteur des jésuites. Pombal, hardi et violent, les étonna fort en janvier 58. Appuyé des dominicains, il osa lancer contre eux un manifeste terrible. Il bannit du palais les confesseurs jésuites, mit près du roi leurs ennemis. Rome s'irrita, et brûla le manifeste de Pombal. Celui-ci, sans hésitation, saisit tous les biens des jésuites ; il les embarqua eux-mêmes et les jeta en Italie (1759).

En France, on trouva cela dur. La question était grave au Parlement, grave à Versailles, mais ridicule à Paris. Un fait trop peu remarqué, curieux, qu'indique Barbier, c'est que huit jours après que les Jésuites furent condamnés,

personne n'y pensait plus. En octobre 61 à la rentrée, peu de gens y renvoyèrent leurs enfants. L'herbe commence à pousser dans les cours de Louis le Grand.

Choiseul ne mit dans l'affaire aucune animosité, et il n'en était besoin. La compagnie, à ce moment, salie, flétrie, déclarée solidaire de la banqueroute, était un malade *in extremis*.

Le Parlement de Paris, en octobre 61, à l'énorme majorité de 139 contre 13, déclare que les jésuites ne furent jamais que tolérés, que leurs statuts sont *abusifs*. Le Parlement de Rouen prend, le 12 février 1762, la grande initiative. Il ordonne qu'au 1er juillet les jésuites videront les lieux, quitteront leurs maisons, leurs collèges, que tous les biens seront saisis, les meubles vendus ; enfin que les villes enverront au procureur général leurs mémoires sur l'éducation qu'on donnerait à la jeunesse.

Rennes et Paris suivirent ces voies, Rennes avec le plus grand éclat. Toute la France lut, admira le réquisitoire, les écrits du procureur général, du Breton La Chalotais.

Paix de Paris (1763). — Pendant ce drame intérieur, des événements rapides qui allaient changer le monde avaient eu lieu en Europe. La Russie apparaissait avec ses appétits terribles. Pierre III arrivant au trône, la Prusse semblait sauvée. Pierre voyait dans Frédéric le seul homme de l'Europe. Celui-ci, pour détourner l'Empereur de noyer la Prusse de ses armées pour aller punir le Danemark de torts faits à sa famille, n'imagina rien de mieux pour le détourner que de lui montrer la Pologne. Il propose à Pierre de la partager. C'est le crime de son règne. Il en est puni, dépossédé, étranglé. — D'un autre côté, l'Angleterre avait atteint le plus haut de sa victoire. Dès septembre 1760, elle eut, avec le Canada, tout le monde américain. En janvier 61, nous perdîmes Pondichéry. Le drapeau français disparut de l'Inde. Et en même temps le drapeau anglais

fut planté en France, à Belle-Isle (27 avril). Mais cela ne suffit pas. Pitt voulait surtout outrager. Le point le plus cher à son cœur, c'était Dunkerque, la présence d'une autorité britannique en France même. A tout cela il ajoutait ces fières et amères paroles : « L'Angleterre a l'empire des mers; je n'ai pas peur de Dunkerque, mais le préjugé subsiste. On hasardait sa tête à ne pas le respecter. Dans la ruine de Dunkerque, le peuple voit *un monument éternel du joug imposé à la France.* »

Tout s'acheminait vers la paix. Vienne seule voulait encore la guerre. Choiseul, sur le dos de la France et sur le dos de l'Espagne, en 1762, avait reçu une grêle épouvantable de revers. La pauvre Espagne fut battue en Portugal, rançonnée aux Philippines, éreintée à la Havane. Sa riche, délicieuse Cuba, tomba aux mains des Anglais, et ses millions et ses vaisseaux. Et nul secours de Choiseul. Nos corsaires nombreux, heureux, faisaient mille tours aux Anglais. Mais la flotte était encore en partie sur le papier. Nous ne pouvions qu'assister au naufrage de l'Espagne, compromise si étourdiment. Vienne a beau dire. On n'en peut plus. Un million d'hommes ont péri en Europe. Tous en ont assez.

Qu'est-ce que l'Autriche a gagné ? Rien du tout. Frédéric reste le même.

Qu'est-ce que la France a perdu? Le monde, pas davantage. Pour longtemps elle est déshonorée, abattue, humiliée.

Une telle paix demandait des fêtes. Elles furent fort irritantes. On trouva d'un comique amer qu'une statue triomphale, après Rosbach et tant de hontes, fût érigée à Louis XV. Des épigrammes sanglantes furent affichées au piédestal.

Confédération de Bar en Pologne (1768). — **Disgrâce de Choiseul** (1770). — Tout cela en pleine banqueroute. Le roi ne paye rien aux Français; il réduit de moitié la

rente; mais il paye les étrangers. L'Autriche, après cette guerre ruineuse que l'on fit pour elle, reçoit jusqu'au dernier sou les subsides arriérés, pas moins de trente-quatre millions.

L'honneur pour Choiseul, pendant ses douze ans de règne, ce fut d'avoir eu l'art de manier le Parlement, de le faire tourner à sa guise. Féroce pour Lally, féroce pour le petit La Barre dont il confirma la sentenec, le Parlement, pour Choiseul, fut très doux. Qu'on le consultât en finances et qu'on prît chez lui les ministres (Laverdy, Terray, etc.), cela le calmait fort. Dans les remboursements, si ajournés, si difficiles, on remboursait d'abord le Parlement. Choiseul, en retour, en tira la déclaration si nouvelle : « Qu'en le roi seul était tout le pouvoir législatif. » Le roi (1766) put solennellement proscrire l'union des parlements, se faire même apporter de tous les parlements de France leurs registres et biffer les mots prohibés de sa main.

Pour le dehors, Choiseul fut moins habile. Tenu par Vienne, il croyait la tenir. Jamais il ne prévit que cette mortelle ennemie de la Prusse s'arrangerait à son insu avec la Prusse et la Russie dans l'affaire de Pologne. Il dit d'abord avec son ton tranchant : « C'est loin, très loin de nous. Eh ! qu'importe à la France? » Puis il dit : « Nul accord possible entre les partageants. » Puis, il s'inquiéta, encouragea les résistances, envoya des secours minimes et dérisoires. Il souleva les Turcs, mais ne put faire bouger l'Autriche.

Où se réfugia la Pologne? Précisément dans le principe catholique qui l'avait perdue. La confédération de Bar donne beau jeu aux hypocrites envahisseurs qui reprochaient l'intolérance aux Polonais. Menée par des évêques, elle jure le triomphe du catholicisme, son maintien exclusif contre les protestants (1768). Qu'arrive-t-il? Un tiers

sans scrupule viendra prendre sa part. Le jeune empereur Joseph II, sectaire de Frédéric et de nos philosophes, entrera en Pologne. L'Europe protestante, et l'Angleterre en tête, applaudit au partage. L'Angleterre, tout à l'heure, empêche à main armée les faibles tentatives de la France pour les Polonais.

Myope vers le Nord, Choiseul vit-il clair au Midi? Il y eut deux succès, deux conquêtes faciles, qui eurent pour sa ruine d'incalculables résultats. Il prit Avignon, prit la Corse pour venger les Bourbons de l'excommunication que le pape Clément III venait de lancer à notre infant de Parme pour le renvoi des jésuites d'Espagne, de Parme et de Naples. Ces méprisables conquêtes de Choiseul exaspèrent l'Anglais, qui s'allie à la Russie, l'accueille dans ses ports. Frédéric et Joseph II sont en conférence en amitié. Seconde défaite pour Choiseul. Ses Turcs sont écrasés, son Autriche lui tourne le dos. Sa troisième défaite est en France: le compte de la guerre de sept ans. Les banquiers en 69 n'avancent plus un sou. La banqueroute arrive accomplie par Terray. Il peut dire à Choiseul : « Vos quinze cent millions de la guerre, vos soixante-quinze millions donnés à Vienne, c'est la banqueroute d'aujourd'hui. »

Les mauvaises récoltes qui commencèrent en 67, amenant la cherté, le peuple en accusait l'exportation, l'agiotage sur les blés. Le roi était associé à une compagnie, qui, d'abord honorable, tourna aux plus vilains trafics, aux plus coupables monopoles. Le Parlement de Rouen attaqua les monopoleurs. La cour arrêta les poursuites. Et le Parlement insistant dit que là on avait encore reconnu le pouvoir. Soufflet hardi, et encore aggravé par l'ironique explication : « A Dieu ne plaise, Sire, que nous ayons pensé à vous! »

Arme terrible pour Choiseul, Versailles en dut pâlir, quand la discussion de Rouen passa à Paris, reprise ici par

notre Parlement, sur ce volcan si inflammable, au terrain brûlant des récoltes.

Choiseul, qui se sentait perdu sans la guerre, à ce moment faisait un coup hardi qui tranchait tout, lançait la guerre, et pour longtemps, ce semble, le rivait au pouvoir. Écrivant seul au roi d'Espagne, sans l'intermédiaire des commis, il lui fit sauter le grand pas, tirer l'épée contre l'Anglais, et dès lors entraîner la France.

Stupeur profonde ici. Le roi se trouvait entre deux peurs, peur de la guerre et peur du Parlement. Le 24 décembre, il exila Choiseul. La nuit du 20 janvier il enleva le Parlement.

Heureux Choiseul! il tombe dans la gloire! Il a l'air d'emporter les libertés publiques. Il tombe à point, à temps pour esquiver l'horreur de la ruine publique, la banqueroute qu'il a préparée.

Sa chute est un triomphe. Toute la France va s'inscrire chez lui. Tout court à Chanteloup. Les habiles envisagent le roi vieux et usé, et la jeune Dauphine autrichienne dont Choiseul (on n'en doute) sera premier ministre. Avant de tomber il avait exigé que le mariage tant promis avec Marie-Antoinette, fille de Marie-Thérèse eut lieu. Le grand Dauphin, fils de Louis XV, était mort en décembre 65, son fils Louis XVI devenait l'héritier du trône.

Ministère de d'Aiguillon. — Terray. — Mort de Louis XV (1774). — La révolution opérée par Maupeou, et Terray, deux têtes fortes, est louée et saluée de Volatire, Elle fut approuvée très haut par un sérieux juge, qui eût voulu la maintenir, par l'irréprochable Turgot. Cette révolution rend la justice gratuite. Elle supprime la vénalité des charges, réduit le ressort immense du Parlement de Paris, qui comprenait Arras et Lyon, imposait des voyages immenses et ruineux aux plaideurs, et les faisait attendre des années.

A regarder les choses froidement, on peut dire que la réforme avait été heureuse.

Elle brisait la chaîne qni nous rattachait à l'Autriche. D'Aiguillon, tant haï et méprisé qu'il fût, eût voulu revenir au système français, à la tradition de son grand-oncle, le cardinal de Richelieu.

Il avait fait quelques ouvertures à la Prusse. Cela venait bien tard. Depuis un quart de siècle, Frédéric, délaissé par nous, puis si âprement attaqué, avait pris son parti, laissé là le haut rôle de héros, pactisé avec la barbarie, adoptant sans retour la *via mala* des voleurs.

Tout l'usage que fit Frédéric des ouvertures de d'Aiguillon, ce fut d'en parler à l'Autriche. Celle-ci trouva là un prétexte pour s'excuser d'entrer dans le partage, quand, tout étant réglé, elle nous en fit le honteux aveu.

Le roi n'ayant rien fait, et ne voulant rien faire, n'en fut pas moins blessé. Il avait toujours cru (comme Louis XIV) mettre là un des siens. La cour, d'après le roi, parut fort indignée. Il fallut faire semblant de vouloir quelque chose. Aiguillon faisait mine de rassembler des troupes, et menaçait l'Autriche aux Pays-Bas. Il réunit à Brest, il arma une flotte. Tout cela peu utile, d'un pitoyable résultat. Les Anglais défendirent à cette flotte de sortir; même outrageusement, leurs frégates, à Brest, à Toulon, entrèrent, pour surveiller les nôtres et les faire obéir à l'ordre souverain de Londres!

C'est le point le plus bas où soit tombée la France. Le vrai mot qui dit tout : *banqueroute, épuisement*. Terray, dans sa première année, avait été fort dur, l'instrument odieux, excusable pourtant, de la nécessité. Par les moyens les plus cruels, il établissait la balance des dépenses et des recettes. Il voulait l'ordre, et il était capable de le faire, mais demandait l'économie. Il n obtient rien, et il est entraîné. Il augmente l'impôt, crée des taxes nouvelles. Il double les

péages, les droits de greffe et de contrôle, vend les charges municipales. Et avec tout cela, le voilà débordé encore. Le déficit reparaît de nouveau.

Chacun pille. Madame du Barry, la dernière favorite, de plus en plus folle, jette l'argent par les fenêtres. Elle prend, donne, achète au hasard. Mais dans cette furie de dépense, elle est (moins que folle) imbécile, elle veut *une toilette d'or!...* Meuble bête, qui fut commencé, mais la mort du roi l'arrêta.

La petite vérole l'ayant pris (à soixante-quatre ans, d'autant plus dangereuse), un débat s'engagea entre les dévots qui régnaient et les non dévots pour savoir s'il fallait effrayer le roi en lui portant les sacrements. On les renvoyait, mais le roi les voulut. Il se sentait partir. Il éloigna madame du Barry, communia, mourut fort décemment. Le 10 mai, à deux heures, ce règne de cinquante-neuf ans finit, et la France eut la joie d'avoir perdu le Bien-Aimé (1715-1774).

CHAPITRE XXVI

LOUIS XVI, MARIE-ANTOINETTE. — TURGOT. — GUERRE D'AMÉRIQUE. — NECKER. — CALONNE. — BRIENNE. — PREMIÈRE ASSEMBLÉE DES NOTABLES. — SECOND MINISTÈRE DE NECKER. — SECONDE ASSEMBLÉE DES NOTABLES. — MIRABEAU EN PROVENCE. — ÉLECTIONS POUR LES ÉTATS GÉNÉRAUX.

Louis XVI (1774-1791). — Choiseul avait fait ***in extremis*** le mariage d'Autriche pour remonter, durer encore (mai 1770). On avait marié le Dauphin malgré lui. La petite archi-duchesse vint quand personne ne la désirait. Le Dauphin (de seize ans), bien instruit par ses tantes, ne vit dans sa petite épouse qu'un agent de Marie-Thérèse.

Tous les goûts de la Dauphine l'éloignaient du Dauphin. Il était sérieux et s'appliquait, employait sa forte mémoire. Menacé d'être roi, il eût voulu entrevoir les affaires, être admis au conseil. Il étudiait, en bonne fortune et à l'insu de Louis XV, avec un officier instruit qui lui parlait de guerre et d'administration.

La Dauphine au contraire n'eut aucun goût d'études. Sa mère l'avait fort négligée jusqu'à treize ans (1768), jusqu'à l'année où la mort de la reine de France fit croire qu'on pourrait la faire reine. Elle reçut alors tous les maîtres à la fois, mais n'apprit rien du tout.

A l'ouverture du secrétaire de Louis XV, le roi vit par les notes de Rohan, notre ambassadeur à Vienne, que son

grand-père était vendu jour par jour à l'Autriche. Le premier soin de Louis XVI, ce fut de cacher les papiers relatifs à l'Autriche dans un lieu où la reine n'allait point, la pièce des enclumes où furtivement il forgeait près des combles. Seul, libre alors, il écrivit en Suède, il appela de là Vergennes, ennemi de Choiseul, et qui pouvait l'aider à lui fermer la porte solidement.

Autre effort, et très beau. Lui, dévot, ami du clergé et élevé par un jésuite, il voulait faire ministre l'homme qui devait le moins lui plaire, Machault, la bête noire du clergé. Mais probité incontestée. Le père même de Louis XVI en convenait dans ses papiers.

Maurepas. — La tante du roi, Madame Adélaïde, vint au secours du clergé. Elle dit qu'employer Machault, cet homme haï, c'était revenir aux disputes. Que ne nommait-on Maurepas, si aimable, et aimé du père de Louis XVI? Elle prit la lettre toute écrite, changea un peu l'adresse, de *Machault* fit *Maurepas*.

Maurepas, si léger, avait pourtant deux vrais mérites. Il avait de l'esprit, il était anti-Autrichien. Le roi le logea près de lui pour avoir à toute heure son soutien, son autorité, avec celle de ses tantes, pour se garder un peu de sa faiblesse conjugale. Entre Maurepas et Vergennes, ses deux gardes du corps, il craignit moins, accorda à la reine de voir et recevoir Choiseul après lui avoir dit ce seul mot : « Qu'il était bien changé, gras et chauve » et lui avoir tourné le dos.

L'Autriche eût moins perdu en perdant dix batailles. Tout son espoir était le retour de Choiseul. Par lui et sa sœur, Joseph II espérait tenir la France et s'en servir à volonté.

Intrigue autrichienne. — Tout acte indépendant de la France semblait révolte. On le vit en 78. Quand le roi refusa de faire la guerre pour Joseph II, Kaunitz, son

ministre si réservé, rougit et pâlit de fureur. Rohan, notre ambassadeur, le 29 mai avait pris congé de Marie-Thérèse, mais il resta à Vienne un mois pour observer encore. Il recueillit des preuves d'autant plus accablantes de la perfidie de l'Autriche, qu'elles concordaient à merveille avec tout ce que Broglie, dans ses lettres secrètes, avait dit au feu roi. Louis XVI allait voir qu'il était épié, vendu. Ainsi que Louis XV, il était défiant. Comment le changer à l'instant, obtenir qu'il s'aveugle, se crève les deux yeux, je veux dire qu'il écarte à la fois et Broglie et Rohan?

Marie-Thérèse était épouvantée, et encore plus l'ambassadeur-mouchard, Mercy, qui sur sa face voyait arriver le soufflet. Leur unique ressource était la reine, bien jeune, il est vrai, bien légère, peu corrompue encore, pour ruser et tromper longtemps. La mère la flatta fort, l'appela son *amie*. Mercy, Vermond, chargé de faire son éducation, lui dirent sans nul doute qu'en servant l'Autriche, elle servait la France, le roi, la paix du monde. Elle était orgueilleuse, et on la prit par là.

D'abord elle assura qu'après la mort presque subite du feu roi, elle ne serait jamais tranquille si Louis XVI n'était inoculé. Elle ferma sa porte, s'enferma avec lui, l'enveloppant de soins et de tendresse. Cela le toucha fort, et lui fit faire une chose sotte de confiance illimitée. Il supprima l'agence secrète de Louis XV, donna l'ordre de brûler cette précieuse correspondance, et les papiers de Broglie, terribles pour l'Autriche. Ordre inexécuté. Du moins, il tint Broglie éloigné, se boucha les oreilles et ne voulut jamais l'entendre.

Mais le plus fort restait à faire. Rohan venait, voulait être entendu, et nul prétexte pour l'exclure. Moment fort décisif où la reine dut emporter tout. Elle tenait si bien le roi que, loin de rien craindre, elle voulut qu'il reçût Rohan, l'assommât en personne. Celui-ci, qui venait de

rendre un tel service, qui apportait ses preuves, n'eut qu'un regard, celui du sanglier, un grondement farouche qui le fit fuir. Louis XVI ingrat pour Broglie, et ingrat pour Rohan, fit encore un pas du côté de l'Autriche; il envoya à Vienne Breteuil que demandait la reine, et que voulait Marie-Thérèse. Il renonça à rien voir ni savoir.

La reine avait partie gagnée. Elle ne jouit pas modestement de sa victoire. Elle insultait les ennemis de l'Autriche, tirait la langue à d'Aiguillon.

Ministère de Turgot (1775). — Le ministère de Turgot fut une erreur de Maurepas. Le plus léger des hommes avait choisi le plus austère. Turgot, comme cadet, avait, bon gré mal gré, d'abord été d'Église. A vingt-cinq ans, il dit qu'il ne pouvait garder ce masque, et le jeta. Il passa par le Parlement pour arriver à l'intendance. On lui donna Limoges, le plus pauvre pays. Qu'était un intendant? Ou plutôt que n'était-il pas? C'était un roi, ou à peu près. Quelqu'un a très bien dit que, depuis Richelieu, notre gouvernemeut était celui de trente tyrans. Turgot le fut dans un sens plus admirable. Son labeur, sa rigidité, imposèrent tellement aux ministres qu'il obtint carte blanche et fit ce qu'il voulait. En treize ans, il changea le Limousin de fond en comble.

La mémorable scène entre Turgot et Louis XVI est bien connue. Le jeune roi lui pressa les mains, lui dit qu'il entrerait dans toutes ses vues, promit qu'il aurait du courage. Tous deux furent très émus. Turgot, en sortant, écrivit la belle lettre où il dit tout l'esprit de son ministère : Ni surcharge d'impôt, ni banqueroute, ni emprunt; *la seule économie*, et *la production* augmentée. pressent les obstacles, prédit presque son sort.

Dans la réalité, il n'avait qu'un moment, cette première jeunesse du roi dans ses vingt ans. Soulevé au-dessus de sa lourde nature par un élan sanguin de cœur, de sensibi-

lité, dès vingt-cinq ans ou trente ans, Louis XVI devait retomber. Turgot en trois années voulut faire sa révolution.

Entrant au ministère, se mettant à sa table, à l'instant il prépare et écrit l'admirable ordonnance de septembre, noble, claire, éloquente. C'est la Marseillaise du blé. Donnée précisément la veille des semailles, elle disait à peu près : « Semez, vous êtes sûrs de vendre. Désormais vous vendrez partout. » Mot magique, dont la terre frémit. La charrue prit l'essor, et les bœufs semblaient reveillés.

C'est là-dessus qu'avait compté Turgot, et plus encore que sur l'économie. Si la culture doublait d'activité, si le blé, si le vin, roulant d'un bout à l'autre du royaume, récompensaient leurs producteurs, la richesse devait croître énormément. L'État était sauvé.

Ce n'était pas tout dans son plan. A la seconde année, Turgot déchaînait l'industrie, qui, libre tout à coup, allait décupler d'énergie, de volonté, d'effort. L'ouvrier fainéant, languissant chez un maître, allait, devenant maître, travailler nuit et jour. Heureux dans ce travail d'avoir à lui son métier, son foyer, bientôt une famille, il n'enchérirait pas à plaisir, donnerait à bon marché tant de choses nécessaires à tous.

A la troisième année, Turgot devait fonder l'instruction. Dans les cent arrêts du conseil qu'il fit en dix-huit mois, lui-même il donne un admirable et souverain enseignement sur nombre de matières économiques et sociales. Il comprend toutefois que l'on doit s'élever soi-même, que l'on ne s'instruit bien que par son propre effort, surtout par l'examen et la discussion de ses intérêts. Il aurait assemblé, par communes, les propriétaires et les eût fait délibérer.

Donc, *Culture affranchie* (1775), *Industrie affranchie* (1776), *et Raison affranchie* (1777). — Voilà tout le plan de Turgot.

Contre un pareil ministre, la route était toute tracée : 1° rappel du Parlement; 2° attaque violente sur le point où Turgot était plus vulnérable, *la liberté des grains*, la cherté du blé qui viendrait au printemps.

Turgot avait dit franchement que, si dans ses réformes il touchait la noblesse, non le clergé encore, c'était « parce qu'il ne faut pas se faire deux querelles à la fois. » Personne ne doutait qu'il ne reprît bientôt les projets de Machault. Le clergé menacé s'unit à ses ennemis mêmes, seconda de son mieux les Choiseul et le Parlement.

Les aigres résistances du Parlement trouvaient appui dans les gros marchands de Paris, les six corps de métiers. La fière boutique héréditaire fut furieuse, autant que Versailles. Turgot eut contre lui les seigneurs et les épiciers.

Contraste curieux. L'étranger admirait. En France, tout paraissait hostile. Marie-Thérèse elle-même est frappée de la grandeur des résultats. La Hollande rend à Turgot un hommage significatif. Elle montre sa confiance, offre ses capitaux à un faible intérêt. Ce sage peuple voyant en dix-huit mois l'ordre merveilleusement revenu, sent bien que, pour la première fois, c'est un homme qui conduit la France.

Lutte de Turgot contre Marie-Antoinette — Sa chute (1776). — Son combat intérieur, obscur, mais violent, était contre la reine. La faiblesse, l'embarras du roi, étaient d'être obligé de payer sa femme, comme il eût fait d'une maîtresse. La reine avait quatre millions par an. Mais elle voulut renouveler la charge très coûteuse de surintendance. On sentit que Marie-Antoinette ferait bientôt chasser Turgot. Le Parlement le crut mûr, près de tomber, l'attaqua sans ménagement. On censura une brochure (de Voltaire) qui le défendait. On condamna, on fit brûler par le bourreau un livre modéré, très sage, d'un commis de Turgot

(mars 1776). Coup violent. Il voyait bien sa chute et regrettait de succomber avant d'avoir pu essayer la troisième partie de sa révolution, *son plan d'instruction* et de municipalisation. Dans les dangers qu'il prévoyait, il frémissait de laisser ce peuple orphelin qui irait, ignorant, barbare, à sa grande crise, sans nulle préparation. Dans une lettre éloquente, il dit au roi tout ce qu'il voit venir, lui montre la voie où il s'engage, cette voie où un roi n'a plus que l'option d'être ou un Charles IX, ou un Charles Ier, le choix de la mort ou du crime.

Quel que fût son chagrin de quitter le pouvoir quand il était si nécessaire, de quitter Louis XVI que très réellement il aimait, il resta immuable, inflexible, sur une question : « Point de guerre! Le premier coup de canon serait pour nous la banqueroute. »

Si l'on en croit les parents de Turgot, en mai 1776, *une personne* de la cour présente au Trésor un bon signé du roi, un de ces acquits au comptant que le roi avait tant promis à Turgot de ne plus signer. Bon énorme ! un demi-million !

Turgot ne veut payer, court au roi. « On m'a surpris, » dit celui-ci embarrassé. — Sire, que faire ? — Ne payez pas. » — Turgot ne paya point, et trois jours après fut destitué.

Malesherbes et Turgot s'en vont le même jour. Saint-Germain, arrêté dans sa réforme militaire, reçoit un surveillant, meurt bientôt de chagrin.

Voltaire pleura. Et, ce qui est frappant, Frédéric et Marie-Thérèse sentirent la perte de la France. La reine a honte, veut faire croire à sa mère qu'elle n'a nulle part à l'événement.

Turgot avait quitté sa place avec douleur. La corvée rétablie lui arracha des larmes. Il sentit qu'avec lui tout s'en allait, que c'était fait de la prudence, que la France, lancée

dans la guerre ruineuse, l'emprunt illimité, irait les yeux fermés à la sanglante expérience, irait par le feu et le feu.

Alliance avec l'Amérique. — Guerre avec l'Angleterre. — Politique du roi. — Deux mois après la chute de Turgot, l'Amérique en péril vient ici demander secours (17 juillet 1776). Que répondra la France?

Qu'elle-même succombe, qu'elle est obérée, ruinée? Non, la France emprunte un milliard, se perd et sauve l'Amérique.

Nous devrions, ce semble, haïr ces colons qui ont pris les pays découverts par nous, qui tuent nos amis les sauvages, qui choisissent pour général Washington, l'homme même dont le nom ouvrit tristement la guerre (1755) par l'accident de Jumonville. Grands motifs pour haïr? Cela n'arrête rien. L'Amérique est reçue sur le cœur de la France et la France lui dit: « Tu vaincras! »

Le prévoyant Franklin avait arrangé deux machines, l'une en France, l'autre en Angleterre. En France, il avait un ami, le médecin Dubourg, lié avec Vergennes, et qui obtint quelques secours secrets. Tout cela était lent. L'Angleterre achetait, lançait sur l'Amérique une armée de Hessois, ces durs soldats du Rhin. Les heures étaient comptées. La chance était mauvaise, si la brûlante activité de Beaumarchais n'eût tiré de l'argent d'ici et de l'Espagne, et tout, armes, habits, canons, jusqu'aux chaussures, n'eût mis là sa fortune, celle de ses amis, dans la scabreuse affaire, excellente pour ruiner.

Tout y était obscur, la question elle-même de savoir si vraiment l'Amérique voulait être délivrée. Nul accord et personne n'eût pu dire la majorité. Sparks (tr. Guizot) nous dit la chose au vrai. Les royalistes étaient au moins aussi nombreux. Les fils des puritains, malgré tout ce qu'on croit, n'étaient nullement républicains. Leur grand livre, les Psaumes, c'est le livre d'un Roi. La Bible, sur la

royauté comme sur tout, dit le pour et le contre. Ces gens d'esprit biblique étaient des sujets fort soumis, attachés à leur Georges, admirateurs aveugles de l'Angleterre, chapeau bas devant elle, éblouis de lord Clive et de la conquête des Indes, stupéfaits de cette grandeur.

A ce moment le roi, engagé avec l'Amérique, fit tout ce qu'il put pour agir peu, ne pas trop fâcher l'Angleterre, et pouvoir aider son beau-frère, Joseph II, contre la Prusse. Sous mains il lui donne un secours de quinze millions, tandis qu'il refuse à l'Amérique l'argent qu'elle espérait. Il ne le donna qu'à regret plus tard. Joseph guettait la Bavière, l'électeur était près de la mort. Frédéric l'arrête et lui prend la Bohême. Marie-Thérèse éperdue crie à sa fille : « Sauvez, sauvez notre maison ! »

Cependant l'Espagne rejoint notre flotte. Nous allions avoir 63 vaisseaux de ligne. Portsmouth n'était pas en défense. Quarante mille Français attendaient sur nos côtes qu'on les lançât sur l'autre bord. Mais le roi oublie tous les plans, les projets de descente en Angleterre. Il s'agit de sauver Joseph II, notre intervention lui valut un morceau de Bavière et les quinze millions.

Ce ne fut qu'en juillet que nos énormes flottes tinrent la mer. L'Angleterre frémissait. Elle n'avait que 38 vaisseaux et l'Irlande derrière elle. Qui empêchait l'attaque ? Le courage manquait à Versailles, on eut peur de prendre Portsmouth, de saisir Liverpool, de fermer la porte aux négociations.

Cependant M. de Lafayette était parti le 26 avril. Un homme de vingt ans, dans sa première année de mariage, laisse sa femme enceinte, secrètement achète un vaisseau, malgré sa famille, les défenses du roi, les menaces, s'embarque et traverse la mer. Lui-même, il a écrit ce mot simple, héroïque : « Dès que je connus la querelle mon cœur fut enrôlé, et je ne songeai plus qu'à rejoindre mes drapeaux. »

L'effet fut admirable. Les Français affluèrent. L'Amérique eut des armes et sur-le-champ vainquit (1777). Le contre-coup de joie fut tel ici que le roi, que Vergennes, hésitants, frémissants, furent entraînés par le public. *La France s'allia*. Le roi n'eut qu'à signer (février 1778).

Ministère de Necker. — Sa chute (1781). — Il était entendu qu'il s'agissait pour nous de nous perdre et de nous ruiner. Mais cela n'était pas facile. Personne ne voulait nous prêter. Il y fallut un homme de talent, de ressources, un banquier admirable. Personnage un peu ridicule par sa vanité, son pathos, pédant fils de pédant, M. Necker n'était pas moins un homme honnête et bon, noblement désintéressé, qui, par sa probité, son honorable caractère, encouragea l'Europe à prêter à la France, mit celle-ci à même de courir à son gré dans la voie de la banqueroute. Sa vertu, ses talents, funestes à la patrie, ont sauvé l'Amérique, servi le genre humain.

Un fermier général qui l'aime peu en fait, malgré lui, cet éloge : « Sa sensibilité avait pour but les hommes en masse. Elle tenait surtout d'un esprit d'ordre et de justice. »

Tout dépendait de ce que pourrait M. Necker. L'emprunt longtemps facile, tarissait. Il fallut en venir aux économies difficiles, scabreuses, à la maison du roi, où quatre cents charges furent supprimées à la fois. Grand coup qui achevait de tourner la cour contre Necker. Il devait ou périr ou grandir par l'appui du peuple. Il grandit, publia son célèbre *Compte rendu*, première révélation (incomplète encore, il est vrai) de l'état réel des finances. La foi de l'honnête homme à la lumière, à la publicité, eut deux effets profonds : il éclaira la France, il sauva l'Amérique. L'emprunt devint possible. On lui porta deux cent millions.

Sans augmenter l'impôt, il a donc pu faire face à cinq

années terribles. — « En chargeant l'avenir ! » — Sans doute, mais il lui crée un monde, et l'avenir le remercie.

Les années 80-81 sont la gloire de la France. Elle y est *la grande nation.*

D'un côté, elle pose la vraie loi de la guerre humaine, le respect dû aux neutres. Elle couvre les faibles (Hollande Suède, Danemark, etc.) de la brutalité anglaise. La Russie, dans le Nord, établit ce droit maritime, ferme la Baltique à la guerre.

D'autre part, on finit par ce qui eût dû commencer, on donne des troupes à l'Amérique sous Rochambeau, avec cette noble déférence de le subordonner à Washington. Le 28 septembre, huit mille insurgés, autant de Français, enferment dans York-town l'armée anglaise. Lafayette menant une colonne d'Américains, Viomesnil un des Français, enlèvent les redoutes qui la couvrent. Et les Anglais se rendent. Leur flotte, qui venait au secours, disparaît. L'Amérique est libre. « L'humanité a gagné la partie. »

La France garde la gloire et la ruine.

L'économie était partie avec Turgot, en mai 1776. Avec Necker, s'en va le crédit, mai 1781.

Il tombe. Ses successeurs incapables, Joly, d'Ormesson, aux quatre cent millions que Necker emprunta en cinq ans, en ajoutent autant en trois ans.

La France traite avec l'Angleterre (1783). — La guerre nous dévorait. Les Polignac avaient fait deux ministres, Castries, Ségur, gens de mérite, mais sous qui la guerre, la marine, deviennent énormément coûteuses. Ministres aristocrates. Sous Ségur, plus d'officiers qui ne soient nobles. Sous Castries, l'insolent et violent corps de la marine, à son aise écrasa *les bleus* (les roturiers). D'Estaing fut écarté pour faire place à De Grasse, qui attache son nom à l'une de nos plus terribles défaites. L'intrépide Suf-

fren, qui, seul et sans secours, ramena la victoire à nos flottes dans les mers des Indes, ne pouvait décider ses nobles capitaines à combattre de près, à la portée du pistolet. Trois fois, en plein combat, il fut laissé, trahi. Nul châtiment des traîtres. Ce grand homme de mer, précurseur de Nelson, dans un duel indigne avec un prince, un parent des coupables, devait être bientôt lâchement tué. Crime encore impuni.

Dissolution profonde. On comprend nos revers. Le plus terrible effort, ruineux, pour prendre Gibraltar, n'avait eu nul effet (1781). Une expédition gigantesque s'organisait l'année suivante. Par une étrange inconséquence, on se ruine en préparatifs, et l'on montre un désir imprudent de la paix. L'Angleterre en avait grand besoin. On pouvait le croire en voyant le fils de Chatham, notre plus cruel ennemi, Pitt, vouloir qu'on traitât. Tout est imprudemment, indécemment précipité. L'Amérique traite avant la France, la France traite avant la Hollande (janvier 83), sans stipuler pour elle ni pour nos alliés indiens. L'Anglais naviguera dès lors dans les Indes hollandaises, poussera librement la réduction de l'Indostan. L'Espagne gagne à la guerre Minorque et les Florides. — La France rien.

Le roi, qui aimait la marine, alla voir les travaux qu'on faisait à Cherbourg. Il trôna un moment (sur ces énormes cônes que l'on coulait pour y asseoir la digue) comme un roi de la mer, entre la foule en barque et la flotte tonnante. Élevé par l'effort des emprunts usuraires, le prodige éphémère que la mer emporta n'exprimait que trop bien notre frandeur croulante, la ruine que Calonne avoua au roi à son retour.

L'arbitraire sous l'ancien régime. — Mirabeau. — Le roi se croyait très bon. Mais pendant qu'il se disait : « Je suis le père du peuple, » son respect filial pour les vieux abus lui faisait maintenir le servage et les corvées

du paysan. Par égard pour les uns, les droits des parlements, il maintint le secret des débats, la torture (jusqu'en mai 88). Il ne résiste pas aux prières des familles qui voudraient enfermer les leurs. Les prisons se remplissent en 1777. L'essence et la vie même de ce gouvernement était la lettre de cachet. Elle ne put finir qu'avec lui. En vain Mirabeau l'attaqua.

Quelqu'un demande à Mirabeau le père, l'*Ami des hommes*, des nouvelles de sa femme et de sa famille : « Où est madame la marquise? — Au couvent. — Et monsieur votre fils ? — Au couvent. — Et votre fille de Provence? Au couvent. — Vous avez donc juré de peupler les couvents? — Oui, monsieur. Et, si vous étiez mon fils, il y a longtemps que vous y seriez » De cinq enfants, l'Ami des hommes en tient quatre enfermés, sans parler de la mère.

Ce père est-il unique, un être extraordinaire? Point du tout. Fort peu rare au XVIIIe siècle. Dans un tout petit cercle, je vois des familles analogues. La jeune femme de Mirabeau se marie parce qu'elle est maltraitée de sa mère. Sa célèbre amante, Sophie, a une telle frayeur de son père, qu'à dix-huit ans elle accepte de lui un mari de soixante-quinze ans.

Dira-t-on qu'il s'agit de la noblesse uniquement? Erreur, très grave erreur. L'austère famille janséniste, la dure maison parlementaire, de mœurs si différentes, suivait pourtant même modèle. L'arbitraire monarchique se copiait au plus humble foyer.

L'aîné sur les cadets et le frère sur la sœur reproduisaient la dureté du père, plus vexatoire encore. On le voit dans les lettres de la pauvre Sophie, on croirait lire des pages arrachées de *Clarisse Harlowe*.

Les Mirabeau, bruyants, retentissants, dans leurs scandales, leurs procès, leurs clameurs, nous ont rendu un grand service. Tout ce qui s'éteignait, s'étouffait entre

quatre murs, éclata. Le foyer apparut, et sa guerre intestine.

Le point de départ fut Vincennes. De là pendant plusieurs années, une voix éclatait, à soulever les voûtes (et tous les siècles l'entendront) : « Mon père, je suis tout nu ! Mon père, je suis aveugle ! Déjà, je ne vois plus qu'à travers des points noirs ! Mon père, je vais mourir des tortures de la néphrétique !... » Puis des rugissements, et de terribles pleurs.

C'est l'adversaire de Mirabeau, c'est Portalis lui-même, l'avocat de sa femme, qui nous a conservé les lettres épouvantables du père contre le fils. Elles nous montrent de quelle rage il désira sa mort, pensant le faire périr à Surinam, à Rhé, en Corse, à If, à Joux, le poussant aux duels, et, à la fin, comptant qu'il crèverait à Vincennes. Haine profonde, car elle est de nature, d'antipathie, sans motif sérieux.

Mais la férocité du père semble encore moins atroce que la froideur de la femme de Mirabeau. Il lui écrit des lettres déchirantes, d'humbles supplications, un peu basses, il faut bien le dire (*Plaid. de Portalis*, p. 57). A genoux devant son beau-père qui le tient aussi enfermé, il lui demande la liberté, la vie.

Il est fort beau, étrange, que celui-ci, à travers une persécution si sauvage, ayant presque usé les prisons, ne devienne pas une bête féroce, qu'il reste à ce point *homme*, que son cœur soit si plein et d'amour, et d'humanité, que dis-je ? tendre pour son père même ! S'il a eu le tort grave d'écrire contre son père (en faveur de sa mère), il aime cependant ce barbare, il l'exalte, lui croit du génie. Il s'attendrit pour lui. Sortant à trente-trois ans de sa longue prison, voyant chez un ami le portrait du tyran, il le regarde et pleure, et s'écrie : « Pauvre père ! »

En mourant, il demande à être enterré près de lui.

Cet homme est très grand à Vincennes... Oh! que je l'aime mieux là qu'en ses fameux triomphes, mêlés de menées équivoques!

L'histoire est admirable. Elle agit presque autant que les *Confessions* de Rousseau. Mirabeau, dans ses lettres, ses procès, ses mémoires (bien plus forts que tous ses discours), ouvrit un jour nouveau sur l'âme humaine.

Je ne vois aucun homme dans l'histoire qui ait plus constamment prêté appui aux faibles. Il plaide pour les Corses, pour Genève opprimée, pour les Hessois vendus par leur indigne maître. Il plaide pour les juifs auprès de Frédéric, et il obtient leur émancipation.

« Mais Mirabeau, sans doute, au livre des Prisons, aura du moins tourné, éludé l'actuel, se tenant aux limites resserrées de la question? » Vous le connaissez peu. Le Mirabeau d'alors a beaucoup de Danton. L'Amérique envoyant sa grande Déclaration des droits, il écrit sans détour : « Tout gouvernement est déchu. Il va plus loin encore : George a moins fait que les Capets. »

Ces deux mots mis ensemble destituent Louis XVI.

Quand son père n'a pas pu en trente-trois ans l'exterminer, il recule un moment, l'admire (mais sans le haïr moins). C'est en effet alors qu'il est prodigieux (bien plus qn'à la Constituante). Ses deux procès sont des miracles. Au premier, il s'agit d'aller, au sortir de prison, se remettre en prison à Pontarlier où il fut condamné à mort, et remettre sa tête sur le billot, sous le coup de ses ennemis. « Depuis feu César, dit son père, l'audace ne fut nulle part comme chez lui. Il dit avoir de son étoile. Il a moins de génie, mais bien autant d'esprit. »

Et c'est bien pis à Aix, au procès de 83, où il redemande sa femme.

Tout le public était pour Mirabeau. Malgré la triple garde, portes, barrières, fenêtres, furent enfoncées. On

monta sur les toits. Il dépassa l'attente, troubla, attendrit tout le monde.

Son pourvoi, sa lutte furieuse contre les nobles de Provence, le menaient à Paris. Il y était connu, dès longtemps annoncé par son beau livre des *Prisons*, par ses procès, surtout par une action fort généreuse qu'il fit dans ses embarras même, sa Défense de Genève, alors occupée, écrasée par une armée de Louis XVI. On allait bientôt reconnaître en lui la grande voix de l'époque.

Ministère de Calonne. — Calonne fut créé par la coalition qui se fit un moment entre Trianon et les princes, entre les Polignacs, Monsieur, d'Artois, Condé. Marie-Thérèse et Choiseul étaient morts. Marie-Antoinette, d'autant plus flottante au gré des Polignacs prit celui qui la perdit et la royauté elle-même.

Un petit magistrat, taré et endetté, que les Parlements détestaient, que Maurepas appelait un panier percé, était juste celui que pour toute raison on aurait dû exclure

Que fait-il, l'imprudent? Il va fournir des pièces pour instruire son procès, pour préparer de loin le procès qui finit au 21 janvier. Son système neuf, ingénieux, est de dépenser le plus possible de refaire les fortunes *privées*. Cent millions ont passé à ce joyeux avènement pour les princes et les Polignacs. Il achète les terres des seigneurs obérés au prix qu'ils veulent.

Est-il juste pourtant de tout rejeter sur Calonne, pour excuser le roi? Mais bien longtemps avant Calonne, depuis mai 76, Louis XVI est retombé dans la vieille voie de Louis XV, le gaspillage des acquits au comptant. Aux années les plus pauvres, le roi est le plus généreux.

En 1785, l'année qui suit la sécheresse, la stérilité de 84, une année presque de famine, il donne cent trente-six millions.

On voudrait nous faire croire qu'il fut surpris de la ré-

vélation du déficit, qu'il avait ignoré ou n'avait pas compris les actes déplorables qu'il signait tous les jours. C'est le mettre bien bas, dire qu'il n'avait gardé nul sens de ses devoirs.

Pouvait-il ignorer la somme énorme dont Calonne au début paya, gorgea ses frères? Pouvait-il ignorer l'achat de Rambouillet (si inutile), pour étendre ses chasses (quatorze millions)? Et les quinze millions qu'il paya l'achat de Saint-Cloud?

Le roi connaissait Calonne et ne l'accepta qu'à regret. Il le trouva commode et agréable, ne l'estima jamais. La reine, il faut le dire, fut réellement la seule personne qui ait profondément agi sur lui. Par elle, la cour de Trianon, et même la grande cour de Versailles, non seulement le domina, mais le changea, le transforma. On cherchera en vain; on ne pourra trouver aucune autre puissance qui ait pu opérer cette étrange métamorphose. On eût pu la prévoir lorsqu'en 74 elle lui fit chasser ceux qui l'éclairaient sur l'Autriche, et quand deux ans plus tard elle lui fit renvoyer Turgot.

Lorsque Calonne fut à bout d'haleine, quelqu'un lui suggéra (*d'assembler les notables*). Mirabeau assure que c'est lui. Il espérait mener ainsi Calonne aux États généraux. Contre le Parlement qui se disait la France, on faisait apparaître une certaine figure qu'on disait la France elle-même. Une fausse petite France, choisie, triée adroitement, d'une centaine de notables. Henri IV autrefois fit jouer cette comédie. Le fond était ceci : Ces notables, arrivant sans droit, par simple choix du roi, pouvaient l'aider, mais ne le gênaient guère. Selon les occurrences, c'était peu ou beaucoup. Tantôt on disait : « C'est la France. » Tantôt on disait : « Ce n'est rien. »

Calonne et sa tête légère, son profil de renard, sa petite perruque, était une mesquine figure pour la hâblerie re-

doutable qu'il apportait à l'Assemblée. Il exposait les maux publics avec sévérité, comme s'il n'y eût été pour rien. Il montrait l'impuissance dans les palliatifs, ajoutant ce mot solennel :

« Que reste-t-il qui supplée?... LES ABUS. »

« Oui, Messieurs, dans les abus se trouve un fonds de richesse que l'État a droit de réclamer. Dans la proscription des abus réside le seul moyen de subvenir aux besoins. Et le plus grand des abus serait de n'attaquer que les petits. Ce sont les plus considérables, les plus protégés qu'il s'agit d'anéantir. » Là, l'Assemblée se regarda. Qui siégeait? Les abus eux-mêmes.

Dans un langage magnifique, il rappela le déficit, mal antique de l'État, qui se perd dans la nuit des temps. Sa poésie pompeuse brouilla tout. Ce qu'on en comprit, c'est que le déficit s'était accru sous Necker, qu'à son départ, il fut de quatre-vingt millions par an.

Ainsi, il aurait mis le plus fort sur le dos de Necker, détourné le public sur un autre terrain, l'examen du *Compte rendu* de celui-ci, écarté, ajourné la chose capitale : le crime des cinq cent millions empruntés, et dissipés en trois ans et pendant la paix! Plus tard, il osa dire que Necker, quittant la caisse, n'y avait rien laissé, qu'il n'avait pas pourvu aux dépenses de l'année.

Personne ne douta que le menteur ne fût Calonne. Il y eut un *tolle* véhément contre lui, un cri universel pour Necker. L'effroi fut dans Versailles.

Réellement le roi avait peur. Il renia son fripon de ministre, l'accusa, se mit en fureur. Il invectiva violemment « contre ce coquin de Calonne, qu'il aurait dû faire pendre! » Il saisit une chaise, la fit payer pour le ministre, la maltraita, la brisa.

Le roi, travaillé fortement contre Calonne par la reine et Miromesnil, reçut et lui montra avec sévérité une pièce

qui prouvait son mensonge. Joly, le successeur de Necker, témoignait qu'en effet Necker, partant en 81, avait fait les fonds de l'année. Calonne, au lieu de se défendre, attaque et récrimine. « Quel succès espérer si l'on n'assure l'unité du pouvoir ?... »

Il ne s'en tint pas là. Voyant le roi facile, il saisit l'occasion, dit qu'on n'obtiendrait pas cette unité sans renvoyer aussi Breteuil.

Breteuil ! proposition hardie. C'était toucher la reine même. Breteuil, c'était l'Autriche, c'était l'homme de la famille, adopté de Marie-Thérèse. Le roi devint rêveur; il ne refusa pas, mais il dit qu'il fallait en parler à la reine. Au moindre mot qu'elle lui dit, on le voit ému, empressé, dépendant. Dès 87, il eût pu avoir l'affligeante lueur de son énorme écart avec le premier Louis XVI. Où est le scrupuleux Dauphin si amoureux du bien public? Les précepteurs jésuites la Veauguyon, Radouvilliers n'avaient pu fausser entièrement sa bonne nature allemande. S'il disait faux parfois c'était faiblesse ou bien respect humain. Sa cruelle passion pour la reine le traîna sur la pente fatale. Il en fut le serf tremblant, observant son regard, redoutant sa parole hautaine.

L'orage fut plus grand qu'il ne prévoyait même. Au premier mot, elle bondit, s'étonna, s'emporta épouvantablement, invectiva contre Calonne.

Le roi, interdit, accablé, n'ose répliquer. Venu pour renvoyer Breteuil, il signe sans mot dire le renvoi de Calonne (7 avril).

Comment le remplacer? Plusieurs proposaient Necker; mais le roi justement venait de l'exiler. La reine proposait Loménie de Brienne, un homme antipatique au roi.

On avait osé en parler pour l'archevêché de Paris, et le roi avait dit ce mot amer qui paraissait devoir l'éloigner

pour toujours : « Mais ne faudrait-il pas au moins qu'un archevêque de Paris crût en Dieu ? »

Pour ministre il prit le prêtre athée. « On le veut, mais, dit-il, on s'en repentira. » Son accablement fut extrême, profond son découragement. La reine, éclairée sur les Polignacs ingrats pour elle, mais fidèles à la caisse, prit sa revanche le 1er mai en nommant Brienne chef des finances. Elle dit fièrement devant la cour : « Ne vous y trompez pas, messieurs, c'est un premier ministre ».

Brienne. — Première assemblée des notables. — Cependant Brienne, tant aimé des Notables, leur chef contre Calonne, n'y échoue pas moins tout à plat. En vain il leur livre des comptes, promet l'économie de quarante millions, en vain s'appuie du bon Malesherbes qui se laisse mettre au ministère. La seule ombre de l'égalité, de suppression de privilèges, les glace. Au premier mot de subvention, d'emprunt, ils ne savent que dire ; ils n'ont pas d'instructions de leurs provinces. Tels lancent le grand mot : « Aux *États généraux* seuls il appartient de décider. » L'Assemblée, en définitive, se croit incompétente, dit que, pour tout impôt, elle s'en remet à la sagesse du roi.

Un immense concert s'établit sur ce mot : Les États généraux !

Tous voulaient, demandaient les États en plaçant sous ce mot des idées différentes : les premiers y voyaient la machine gothique dont se jouerait la monarchie ; les derniers comptaient bien y trouver un levier qui la démolît et permît de la refaire de fond en comble.

Lafayette les avait demandés pour 92. Ce fut une lueur pour Brienne. Dans un délai si long, il dit comme le fabuliste : « D'ici là, le roi, l'âne ou moi, nous mourrons. » Quel danger de promettre ? Avec ce vœu ardent, cette passion devenue (par le refus) si violente, on pouvait enchérir, mettre très haut le prix des États généraux et les vendre

très cher. La masse et les meneurs eux-mêmes s'en vont mordre à l'appât, ne croyant pas pouvoir payer trop ces États par qui la France enfin doit se reconquérir. On ne peut marchander la rançon de la France.

Combien? cinq cents millions? Cela effrayerait trop. Divisons : cent vingt d'abord pour 1788, quatre-vingt-dix pour 1789, et toujours en diminuant. *Au total, pour cinq ans, quatre cent vingt millions!*

Mais pour avoir le temps, le calme, pour bien préparer les États, le tout sera *voté en une fois!*

Mirabeau fut indigné, sa grandeur naturelle se réveilla. Par deux lettres terribles, il menaça, il avertit. En voici à peu près le sens :

1° Les États généraux, qu'on le veuille ou non, vont venir. Fait certain et fatal : ils arrivent pour 89.

2° Voter cinq cent millions sur un mot captieux qui remet à cinq ans les États, c'est d'un malhonnête homme. C'est chose périlleuse pour la magistrature. On jugera fort mal ce pacte de la cour avec le Parlement; on dira qu'ils s'entendent pour gouverner ensemble et pour se passer de la France.

3° Le projet n'aura pour lui qu'une minorité honteuse. On ne peut expliquer l'audace de Brienne qu'en supposant qu'il veut un prétexte pour la banqueroute.

4° Mais que pourra-t-il? Rien. Il ne peut même la banqueroute. Proscrira-t-il? Moyens d'un autre temps. Richelieu y serait, que le siècle n'est plus à cela. Va-t-il entrer en guerre contre la nation? Un tel procès serait bientôt jugé.

Il ne peut rien, ne fera rien, que reculer, tomber, périr. Le 19, le roi tient brusquement une séance royale. Ce n'est pas un Lit de justice. Nul appareil n'indique que rien soit imposé, forcé. Le débat est ouvert. Il semble que l'on veuille écouter, s'éclairer. Seulement, pour marquer le cercle où il faut se tenir, le roi et Lamoignon prêchent

d'en haut le dogme monarchique : « Le roi est seul législateur, juge des doléances des États généraux. La France libérée, seul il avisera à ce qui reste à faire. » Préface altière pour étourdir sans doute. On crut que d'autant moins on attendrait l'œuvre de ruse.

Cent millions accordés — les États en 89 — c'était l'avis très général et fort sensé de l'assemblée.

La surprise fut forte quand on vit Lamoignon qui montait vers le trône et parlait bas au roi.

Chacun se regardait. « Mais c'est donc un Lit de justice? qui le savait? qui l'aurait cru? Quelle longue comédie d'écouter des discours pendant six heures, puisqu'on ne veut rien qu'ordonner! »

Le duc d'Orléans dit : « Sire, je demande à Votre Majesté la permission de déposer à ses pieds ma déclaration. Je regarde cet enregistrement comme illégal. *Il serait nécessaire, pour la décharge* des personnes qui seraient censées avoir délibéré, d'ajouter qu'il est fait par très exprès commandement de Votre Majesté. »

Traduit brutalement, cela disait : Nous nous lavons les mains de l'infamie. » Et encore : « Point d'argent! Personne ne remplira l'emprunt. »

Adieu donc les quatre cent millions! La consolation de la cour, ce fut de jeter deux parlementaires aux forteresses, d'exiler Orléans.

Les amis de la cour, ayant décidément manqué l'escamotage de leur demi-milliard, arrêtés dans l'emprunt, arrêtés dans l'impôt, prenaient leur parti vaillamment, militairement, et conseillaient la banqueroute.

Brienne était perdu s'il n'eût eû un solide appui dans la reine et son extrême irritation. La honte du tour de passe-passe qui avait si mal réussi l'exalta, et pour mieux braver, elle siégea dès lors aux comités et aux conseils. Elle opina, et prit la voix prépondérante.

Coup d'État. — Résistance de Bretagne. Dauphiné. — Convocation des États généraux. (Mai, août 1778).— Brienne succombait néanmoins. La réforme pourtant bien modérée sur la maison du roi avait exaspéré. La jeune cour d'Artois, autour de laquelle s'étaient groupés tous les violents, l'aurait volontiers jetée par le fenêtre. La reine, saluée à l'Opéra d'un seul cri : « Madame Déficit ! » y pensa elle-même, hésita, sembla se demander s'il ne vaudrait pas mieux user de la violence. La force la plus sûre était celle des vingt régiments étrangers. Mangeant le pain du roi, ils ne connaissaient que lui.

Mais la cour avait contre elle l'armée transformée depuis 81. Tout grade supérieur y était pour la noblesse de cour avec tous les gros traitements. Les nobles de province n'arrivaient guère qu'au grade de capitaine très peu payé et pour les plus légers motifs ils étaient brisés. « Un colonel qui a besoin d'argent, disait-on, casse un officier, vend son grade à un autre. »

La première révolution de 1788 fut celle de la noblesse. D'autre part les pairs de France, la vraie cour du royaume, agissent contre la cour de Trianon et siègent au Parlement malgré le roi. — Tout va vers une crise. — Le Parlement veut désarmer le roi, s'attaque aux lettres de cachet. Donc mort au Parlement. Il est réduit à quelques membres. Le reste, supprimé, ruiné, remboursé quand et comment? Le trésor insolvable va suspendre ses payements.

Le roi remplace le parlement par une *cour plénière* composée de sa domesticité qui va travailler pour elle. Ces valets sont nommés *à vie*. Cette *cour plénière*, s'il y a lieu « *d'établir de nouveaux impôts, statuera définitivement sur la délibération des États.* Donc, lorsqu'ils viendront, les États généraux ne seront qu'une vaine cérémonie. Les pairs s'effrayèrent. Unis au Parlement, ils déclarèrent que les « coups préparés contre la magis-

trature n'avaient pour but que de couvrir les anciennes dissipations sans recourir aux États, que le système de la *volonté unique* annoncée par les ministres tendait à anéantir *les principes de la monarchie.* — Ils déclarent unanimement que si la force disperse le Parlement, celui-ci remet le dépôt de ces principes entre les mains du roi et les États généraux.

Les parlements de province suivirent ces exemples de protestation. Le plus éloigné de tous, celui de Navarre, éclate le 2 mai. Celui de Rouen le 5, Rennes et Nancy le 7, Aix et Besançon le 8, Bordeaux et Dijon le 9.

Le roi et le ministre se trouvaient réellement dans une grande solitude. On ne trouvait personne à mettre dans cette fameuse cour plénière. Ceux qu'on y traîna protestèrent. Le 10 mai, le jour où l'on força les parlements à enregistrer leur décès, ce triste avorton était déjà mort et enterré.

La grande bataille de la France fut réellement soutenue par deux provinces, la Bretagne et le Dauphiné. Rennes eut son combat le 10 mai et Grenoble le 7 juin.

Le gouverneur Thiard réussit à disperser et exiler le Parlement de Rennes. La chose fut plus difficile pour le Parlement de Grenoble. La vieille noblesse s'était exterminée dans les guerres. Les anoblis pesaient très peu. Le paysan, vaillant et fier, s'estimait, portait la tête haute. On le laissait faire ses routes, ses travaux, bref se gouverner. Ils avaient acheté ses droits par maints sacrifices, « par des services à la patrie qu'ils rendirent et rendront encore. » Lorsqu'au 7 juin le gouverneur Clermont-Tonnerre envoya aux magistrats les ordres d'exil, Grenoble se crut ruinée par la perte du Parlement. Cela saisit terriblement l'esprit des femmes du peuple. Pour que le Parlement ne sorte pas de la ville, elles dételent les voitures, coupent les harnais des chevaux. Puis elles montent dans les clochers et sonnent

furieusement le tocsin. Les paysans des communes voisines saisissent leurs fusils, accourent. Un terrible flot du peuple arrive pour prendre au commandant les clefs du palais de justice et rétablir, faire siéger sur-le-champ le Parlement. La séance ne dura qu'une heure et le peuple fort modéré ne demanda que le départ du régiment qui avait versé le sang. Une chose était pour Grenoble c'est que non seulement tous les environs étaient armés pour elle, mais *la France est pour le Dauphiné.*

Les petits États du Béarn fraternisent avec lui. Des gentilshommes de Lyon, de Toulouse, de Provence, adhèrent à ses résolutions. Mêmes résistances à Pau, à Amiens, à Arras, aux deux bouts du royaume. On avait cru embarrasser les Dauphinois en défendant la cocarde bleu aurore, l'insigne de la province. Mais cela leur rendait service. Il valait mieux être Français : « Toute la France sera Dauphiné. »

La première de nos assemblées siégea dignement au château de Vizille. M. Périer fort noblement avait préparé des tables pour servir quatre cents personnes. *Nul ordre ne pesa sur les autres* dans cette assemblée qui fut une leçon pour la France. Le Tiers n'abusa pas de la force supérieure que lui donnait la situation. Le clergé et la noblesse, entraînés d'un même élan, votèrent la double représentation du Tiers.

Brienne voyait venir ces jours où l'on rend de sérieux comptes. Le grand Conseil demandait sa condamnation. En Dauphiné, en Bretagne, partout la noblesse était contre lui. Il prit le parti de se sauver en ouvrant la grande Babel. Le 8 août, au nom du roi, il convoqua les États généraux.

Où cela le menait-il ? Par les États, il périssait. Sans les États, il périssait. En face des nécessités implacables de chaque jour, il fouillait au plus bas, il cherchait dans la boue. Le 16 août, il ne peut payer qu'à moitié en

billets. Il pille, force des caisses que respecteraient des voleurs, dépôts de charité et fonds des hôpitaux, des aumônes aux grêlés! Cela faisait horreur! De tels crimes pour si peu d'argent!

Second ministère de Necker (août). — **Fusillades de Paris** (sept.). — Où sommes-nous? les plus sacrées dépenses, celles de cour, deviennent impossibles! Les Polignacs, ennemis de Brienne et d'Artois, son ami, qui le poussait contre le Parlement, se liguent contre lui. La reine a peine à le défendre. On se souvient de l'homme qui seul évoquait les écus. Si l'on rappelait Necker? On pourrait l'exploiter, profiter de sa main adroite pour tirer les marrons du feu. C'était peu difficile. Son livre de 84 dit assez clairement qu'il se meurt de chagrin de n'être plus au ministère. Sa vanité souffrante exige seulement que l'on renvoie Brienne (25 août). Mais on le mystifie. On garde contre lui l'homme d'exécution, Lamoignon.

M. Necker débuta en bon et galant homme. Trouvant le trésor vide, il y mit sa fortune. Il versa deux millions à son entrée au ministère, et, plus tard, engagea tout ce qu'il possédait.

Les adieux du roi, de la reine, à Brienne furent pathétiques, de ceux qu'ils auraient faits à la royauté même. La reine lui donna son portrait enrichi de diamants. En outre il reçut le chapeau.

On comprend ces regrets. Désormais, il fallait marcher droit aux États généraux. Plus de fraude, plus d'échappatoire, la France allait venir et demander des comptes. Rien n'exaspéra plus la reine que la vive joie de Paris. Trois jours et trois nuits ce fut dans toutes les rues une furie d'illumination. On casse les vitres des amis de la cour qui n'illuminent point. Ce désordre fut un prétexte pour donner l'ordre « de dissiper par la force les attroupements ». Le chevalier Dubois fit une charge à fond

sur le Pont-Neuf plein de monde, des spectateurs paisibles, des gens de toute classe. Florian, le marquis de Nesle, etc., furent sabrés, écrasés.

Il y eut bien plus de sang versé aux deux bouts de Paris, devant les trois hôtels Dubois, Lamoignon, Brienne, où la foule criait, aboyait. Autre carnage aux boulevards, de la porte du Temple à la porte Saint-Martin.

Le Parlement, rouvert le 24 septembre, manda et gronda fort Dubois et la garde de Paris. La cour eut cette tache de sang.

Que ces choses cruelles se soient passées sous Necker, le plus humain des hommes, cela éclaire un point fort obscur de la situation. *Était-il, n'était-il pas maître?*

Ce pauvre homme de bien, né à Genève, n'était point Genevois. Il n'en eut pas les vertueuses résistances. Allemand d'origine, il avait dans le sang le mou et le bonasse des sujets de ces petits princes, chapeau bas devant les valets de l'illustrissime cour. Fils d'un précepteur ou régent et de bonne heure commis, il tenait à la fois et du maître d'école et du plumitif subalterne.

On eût pu deviner tout cela dès 84 par son livre, *Administration*. Il y est pitoyable, visiblement il pleure de n'être plus ministre. On sent parfaitement la prise aisée qu'on a sur un homme si faible. Dans son pathos sentimental de bon charlatan allemand, il fait fort bien entendre qu'on aurait grand tort de le craindre. Il attend tout *de la vertu* des princes et des privilégiés. Ils sont si généreux que tout s'arrangera. Qu'ils se confient à Necker. Il est discret, prudent. Il n'en fera pas trop. Et déjà il le prouve, en embrouillant, cachant ce que l'on veut cacher. De quelle main délicate il touche le clergé par exemple! déguisant sa richesse, cotant son revenu au chiffre ridicule d'à peu près cent millions.

Seconde assemblée des notables (1788). — La cour,

si peu satisfaite des notables en 87, les rappelle en 88, étant sûre de n'avoir par eux que des avis pour enrayer ou reculer. Si le ministre était ferme et loyal, il devait rejeter, refuser à tout prix une assemblée certainement hostile à la convocation des États généraux.

Ces notables montrèrent une remarquable clairvoyance dans leur haine de la liberté.

1° Ils repoussèrent presque unanimement la double représentation du Tiers, sentirent parfaitement que, si la nation était vraiment représentée, le privilége était perdu.

2° Ils parurent deviner et prévoir que la fausse démocratie serait le sûr moyen d'étouffer, d'écraser la vraie, que le suffrage universel serait l'arme mortelle de la contre-révolution. Ils admirent au suffrage *même des domestiques*, laquais des villes, et valets de charrue, ces rustres qui bientôt vont donner les Chouans. De peur qu'ils ne se trompent et n'oublient le mot d'ordre, ils voteront *à haute voix*. Avec ces valets, les notables appelaient au scrutin un monde de fainéants à vendre, des nobles affamés, parasites, et de petits collets qui couraient les dîners.

Au même temps, un coup répondit, un grand coup, le livre de Sieyès, qui, d'un énorme poids, trancha les questions, qui arma la Révolution de sa formule victorieuse, de sa hache et de son épée:

« Qu'est-ce que le Tiers? Tout. — Le Tiers est la nation. »

Il écarte du pied les théories des sots, des ignorants qui s'imaginent (comme Mounier) qu'on pourrait faire ici une Angleterre.

Vous demandez qui aura droit de convoquer la nation? Demandez donc plutôt qui n'en a pas le droit, dans le danger de la patrie.

Vous demandez quelle place les corps privilégiés, deux

cent mille prêtres ou nobles, auront dans l'ordre social ? C'est demander quelle place, dans le corps des malades, aura l'humeur maligne et corrompue.

Ceci s'entend assez et dépasse fort 89.

En décembre 88, la terreur, la nécessité, rendirent le roi moins sourd qu'auparavant. Au grand peuple affamé, dont la voix demandait « du pain ! » il donne ***le Doublement du Tiers*** (27 décembre 1788).

Le Tiers (de 25 millions d'hommes) fournit autant de députés que le clergé et la noblesse réunis (les deux cent mille privilégiés).

Victoire de la justice, petite, injuste encore, puisque le Tiers n'a ***qu'une voix contre deux***. Et on ne l'eût pas obtenue si le roi et la reine n'avaient pas été décidés par le danger, la crainte, de plus par la rancune. Ils en voulaient à la noblesse.

Famine et détresse (déc. 1788). — La situation de Paris était un sujet de terreur. Dès le 9 décembre la Seine est prise et tous les fleuves. Les arrivages cessent. Le froid tombe à trente degrés. Plus de circulation. Tout négoce de grain est taxé d'accaparement. L'effroi entrave tout. Necker aux abois, de nuit, de jour, écrit lettres sur lettres et reçoit cent courriers. D'heure en heure, de toute province, arrivent d'accablantes nouvelles ; ici, là, partout la famine.

La mortalité fut immense. On mourait dans les greniers, on mourait dans les rues. Il y eut un grand mouvement de charité. Les curés, les philosophes, l'archevêque de Paris, tous donnèrent. Bienfaisance et prudence. Nul ne donna davantage que le duc d'Orléans. Sa royale prodigalité fut l'inquiétude de Versaille. Dès ce temps, la cour voit partout la main d'Orléans.

Convocation des États généraux (1788-1789). — Le règlement d'élection qui parut (24 janvier) étonna, ef-

fraya. Plusieurs crurent follement que les bannis genevois aux gages de l'Angleterre avaient voulu lancer la France en pleine désorganisation, que Necker les écoutait (ce qui n'était pas vrai), qu'il voulait dans cette grande France faire la démocratie des petits cantons de la Suisse, ou l'égalité barbare des nomades qui ne savent ce que c'est que propriété.

La base surprenait : Tout imposé est électeur. Tout homme de vingt-cinq ans. Cela voulait dire : tout le monde ; car tous payaient la capitation. Quelle confiance illimitée dans l'excellence de la nature humaine, le patriotisme des masses et la modération des pauvres!

En regardant de près, plusieurs, comme Mirabeau, jugeaient que ce plan, d'apparence ultra-démocratique, dérobait, retirait par l'artifice du détail ce qu'il accordait par l'ensemble. Mirabeau va jusqu'à conclure qu'on ne voulait pas sérieusement les États généraux. Plusieurs pensaient en effet qu'on n'y voulait qu'une mêlée, où tous, combattant contre tous, s'annuleraient également au profit du pouvoir royal. Une grosse masse noire de curés, venant avec leurs haines et leur pauvreté irritée, allait engloutir les évêques. Ces anoblis, contestés, méprisés de la noblesse, voulaient certainement l'abaisser. Mais ces vainqueurs subalternes du clergé et de la noblesse vont eux-mêmes à leur tour être écrasés par la roture qui veut partout un plat niveau. D'autant plus haut, sur la ruine générale, doit monter le trône.

Le cœur n'y fut pour rien. Celui de Louis XVI resta au fond immuable pour le clergé et la noblesse, très fixe et très fidèle. Il y parut bien à la fin, lorsqu'en juillet 91, non sans danger, il refusa de mettre le feu à l'arbre féodal où l'on brûla les armoiries des nobles. Il y parut dans son obstination à n'exiger point du clergé un serment politique qui ne gênait en rien la conscience religieuse. Il y mit un

entêtement mortel, inexplicable. Plutôt que de céder il aima mieux se perdre, il aima mieux nous perdre, appeler l'étranger, trahir, livrer la France.

Les cahiers du Tiers manifestent combien, dans sa victoire, au moment même où il sentit sa force, il fut respectueux et tendre pour cette vieille idole, la royauté.

Le Tiers, le plus royaliste des trois ordres, admet patiemment qu'une nation de vingt-cinq millions d'hommes, n'ait pas plus de représentants que deux cent mille privilégiés. Pour l'État, pour l'Église, il voudrait relier l'avenir au passé. Il porte encore le joug chrétien. Tous ses cahiers demandent la *liberté de conscience*. Nul ne réclame la *liberté des cultes*. Les cahiers des nobles contrastent fort avec cette modération. Ils demandent la ruine du clergé, et le clergé pour se venger des nobles désire que les non nobles arrivent à toute charge, même d'épée.

Tous d'ailleurs sont préoccupés surtout de jeter sur les autres le fardeau que l'ordre nouveau va imposer.

Mirabeau en Provence. — Les élections. — En Bretagne la noblesse, qui contre Brienne avait pris l'avant-garde, se montra ce qu'elle était, fortement rétrograde.

La Provence offrit un spectacle analogue de furieuses résistances pour motiver des batailles, des répressions sanglantes qui pussent faire ajourner les États généraux. La révolution y vainquit, mais par un moyen dangereux, en s'incarnant dans un homme idolâtre du peuple qui y chercha son Dieu sauveur.

Mirabeau semblait peu digne d'être cette idole. Ses lettres de ce temps sont d'un royaliste timide. Les États généraux tant désirés l'alarment maintenant, lui semblent *précipités*. S'il est élu (Montmorin qu'il recherchait fort voulait le faire candidat), il sera *très monarchiste*. Il se fie peu aux masses. Le Tiers n'a ni plan, ni lumière, etc.

CARTE IV.

FRANCE

PROVINCES EN 1789

Principaux Pays.

Concordance avec les Départements

Echelle de 1 5.000.000

0 50 100 Kil.

Luxembourg
ALLEMAGNE
I. d'Aurign
(A.)
I. de Guernes
(A.)
I. Je
(A
Metz
MOSELLE
MEUSE
LORRAINE
Louis XV 1766
BAS-RHIN
Strasbourg
Nancy
Bar-le-Duc
MEURTHE
ALSACE
C. Ouessant
Léon
Brest
St. Brieuc
Quim

Le hasard le tira de là. Necker refuse de le prendre pour candidat du ministère. D'autre part les insultes, les défis, les risées atroces de la noblesse de Provence éveillèrent en lui une autre âme, le mirent au-dessus de lui-même, le portèrent à une hauteur qu'il n'eut ni avant, ni après. On a dit que Mirabeau ouvrit boutique à Marseille, s'afficha *marchand de draps*. Le fait est faux. Ce qui est sûr, c'est qu'à ce moment décisif où il allait prendre place dans la noblesse aux États de Provence, il se fit peuple, se déclara contraire à l'opposition qu'elle faisait au doublement du Tiers.

L'assemblée était d'avance si bien travaillée contre lui qu'aux premiers mots qu'il prononça (30 janvier), mots prudents, très modérés, une tempête de colères, vraies ou simulées, s'éleva. La fureur avec laquelle il fut insulté dépasse toute haine politique.

On avait dit en Provence qu'il ne reviendrait jamais. Le syndic de la noblesse en avait fait une fête. Le jour du banquet, il arrive (7 mars 89).

Mais bien avant qu'il soit à Aix, dès Lambesc, quel est ce grand bruit de cloches dans toute la campagne? Qu'est-ce que c'est sur les routes que cette affluence effrayante?... Étonnant peuple du Midi! Hier, tout semblait dormir. Aujourd'hui, tout est en danse. On se l'arrache, cet homme. « Vive le père de la Patrie! » On veut dételer la voiture, s'y atteler. Il s'y oppose, il pleure et laisse échapper un sombre mot prophétique.

Les nobles étaient si furieux, qu'à Aix, à Marseille et à Toulon, ils firent un coup désespéré. On ne peut le comparer qu'à la folie de Saint-Domingue, quand les colons imaginèrent de lâcher leurs propres nègres, de faire par eux l'incendie, le pillage des plantations. On organisa aux trois villes trois épouvantables émeutes.

L'autorité avait péri. Ce fut le gouverneur même de la

Provence, réfugié de Marseille à Aix, qui fit appel à Mirabeau, lui dit de « faire ce que son cœur lui conseillerait. »

Ce qu'il fit, il vola à Marseille, sauva la Provence.

Il fut élu, on peut le dire, non seulement à Aix, à Marseille, mais en France. Il arriva, porté sur les bras de la France, aux États généraux.

Ce fort et pénétrant esprit, au plus haut de son triomphe, se jugeant sans doute au dedans, sentit certaine tristesse. Était-il digne d'être à ce point exalté, divinisé par ce peuple confiant?

Qu'avait-on adoré en lui? Le génie, surtout la force. Son triomphe n'ouvre-t-il pas la voie au culte des forts?

Et si l'orateur est dieu, que sera-ce, chez ce peuple encore novice et si barbare, que sera-ce du capitaine divinisé par la victoire?

Au moment où il vint à Aix, où le peuple voulait le traîner, il fondit en larmes, disant: « Voilà comme on devient esclave! »

FIN DU TOME SECOND

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME SECOND

Tilly

Tilly
dans les rangs
au quel tout
joyeux garçon
eut bien aimé
faire la guerre



DATE DUE			

